

## Sommaire

### **Pistes de réflexion sur l'histoire du mouvement ouvrier et du syndicalisme en France, 7**

- De la bureaucratie (Ernest Mandel), 8
- Limites des syndicats (*NPNF*), 24
- Socialisme et syndicalisme dans le mouvement ouvrier français (1876-1914), (*Programme Communiste*), 27
  - \* Cadre historique et social du mouvement ouvrier français, (*Programme Communiste*), 33
  - \* Le Parti ouvrier et l'essor syndical: le réveil ouvrier passe par la formation du parti, (*Programme Communiste*), 41
  - \* Le Parti ouvrier et l'essor syndical : Le Parti ouvrier et les syndicats, (*Programme Communiste*), 52
  - \* Le syndicalisme révolutionnaire contre le réformisme, (*Programme Communiste*), 63
  - \* Le mouvement syndical en France de 1900 à 1908, (*Programme Communiste*), 103

### – *Encyclopédie anarchiste*, 129

- \* Assurances sociales (Pierre Besnard et A. Rey), 130 et 134
- \* Atelier (Pierre Besnard), 135
- \* Bourse du travail (Pierre Besnard), 138
- \* Chômage (Pierre Besnard), 145
- \* La Commune (Sébastien Faure), 150
- \* CGT (Pierre Besnard), 155 et 167
- \* Contrôle ouvrier (Pierre Besnard), 175
- \* Délégué, 183
- \* Grève (Pierre Besnard), 184
- \* Jaune (George Yvetôt), 192
- \* Magasins coopératifs (André Daudé-Bancel), 197
- \* Manœuvre (E. Cotte), 199
- \* Manuel (E. Rothen et A. Hillkoff), 201 et 204
- \* Mouvement social (George Bastien), 209
- \* Mutualité et Mutuellisme (George Bastien), 212
- \* Ouvriérisme (Jean Marestan), 216
- \* Prolétariat (Lashortes), 218
- \* Syndicalisme (Pierre Besnard), 231
- \* Syndicalisme et anarchisme (Errico Malatesta), 239
- \* Unité prolétarienne (Pierre Besnard), 244

### **Luttes ouvrières en France (1936-1968), 253**

- La lutte pour la réduction du temps de travail, d'hier à aujourd'hui (*Combat communiste*), 255

- La CGT : De la Charte d’Amiens à Mai 68 (*Combat communiste*), 260
- La CFDT des origines (1964) à 1978 (*Combat communiste*), 270
- La bureaucratie syndicale face à la guerre de 1914-1918 (*Combat communiste*), 286
- Il y a cinquante ans : Juin 36 (*Combat communiste*), 290
- La classe ouvrière reprend confiance en elle (Pierre Monatte), 297
- Luttés ouvrières 1944-1947 (*Combat communiste*), 310
- L’expérience Berliet (Communistes Révolutionnaires), 317
- Le PC et l’URSS en 1944-1947 (*Combat communiste*), 323
- Maurice Thorez a dit... (Communistes révolutionnaires), 326
- Ouvriers du Livre (Communistes Révolutionnaires), 329
- 1<sup>er</sup> Mai 1945 (Communistes Révolutionnaires), 331
- À bas la mascarade du Premier mai bourgeois (Communistes Révolutionnaires), 334
- La grève des usines Renault (Pierre Bois), 345
- Les grèves de 1947 en France (*Courant Alternatif*), 353
- Chronologie des grèves 1944/1947 (*Courant Alternatif*), 358
- 1948 : La grève des mineurs, (*Combat communiste*), 364
- Les mines et le PCF : quand ils étaient ministres (*Combat communiste*), 366
- 1950-1953 : Une période de recul (*Combat communiste*), 368
- Août 1953 (*Combat communiste*), 371
- 1955 (*Combat communiste*), 374
- Les ouvriers face à la bureaucratie (Pierre Chaulieu alias «Cornelius Castoriadis, *Socialisme ou Barbarie*), 386
- 1961-1963 : Les mineurs en lutte (*Combat communiste*), 393
- Luttés de classes en France 1964-1967 (*Combat communiste*), 393
- Mai-Juin 1968 : une occasion manquée par l’autonomie ouvrière (Mouvement communiste), 399
- Mai 68, Dix ans après. De profonds changements au sein de la classe ouvrière (*Combat communiste*), 460

## REMERCIEMENTS

Cette anthologie n’aurait pas été possible sans le travail des compagnons OU camarades qui animent les sites suivants

<http://www.sinistra.net/>

<http://oclibertaire.free.fr/>

<http://bataillesocialiste.wordpress.com/>

<http://www.mouvement-communiste.com/>

<http://www.encyclopedie-anarchiste.org/>

Nous tenons aussi à remercier le personnel de la bibliothèque de l’**Institut international d’histoire sociale d’Amsterdam**, toujours prêt à aider les visiteurs.

Qu’ils soient ici, toutes et tous, chaleureusement remerciés !

## Présentation

Conformément à l'orientation de la revue *Ni patrie ni frontières*, ce livre rassemble des textes écrits par des militants de différentes tendances : anarchistes (Errico Malatesta, Pierre Besnard, Sébastien Faure, Georges Yvetot, Georges Bastien et E. Armand); trotskystes (Pierre Bois, Ernest Mandel); ex-trotskystes mais – hélas ! – léninistes (Communistes Révolutionnaires, Combat communiste); syndicalistes révolutionnaires (Pierre Monatte); héritiers des «gauches communistes» (Mouvement communiste, Programme communiste) ou inclassables comme *Socialisme ou barbarie...*

Ce recueil d'articles écrits à des périodes très différentes (de 1926 à 2006) et par des auteurs de sensibilité parfois opposée, met l'accent sur le rôle des syndicats (et aussi des partis «ouvriers») face aux luttes de classes, plus particulièrement entre 1876 et 1968, même si Pierre Besnard commence son historique du syndicalisme à la Révolution française, si ce n'est à la Préhistoire (cf. p. 244) !

Ce livre s'arrête donc avant la crise économique mondiale de 1973 qui a provoqué une série de réactions en chaîne à l'échelle de la planète : licenciements, restructurations, concentrations et délocalisations qui ont profondément changé les conditions de vie et de travail des prolétaires ainsi que l'organisation interne des entreprises. La composition de la classe ouvrière mondiale est désormais beaucoup plus «fragmentée», en tout cas dans les grandes puissances capitalistes (cf. «Classe ouvrière et travailleurs fragmentés» de João Bernardo dans le n°27/28 de *Ni patrie ni frontières*).

Ce numéro s'ouvre sur les extraits d'une brochure de l'économiste trotskyste Ernest Mandel qui étudiait (en 1978) la question posée par l'existence des bureaucraties «ouvrières». Ce texte abordait aussi les problèmes théoriques posés par ce que Mandel osait appeler les «Etats ouvriers» – «dégénérés» ou «déformés», incohérence trotskyste oblige ! Ces régimes de capitalisme d'Etat ayant aujourd'hui pour la plupart disparu (à l'exception de Cuba et de la Corée du Nord), nous avons reproduit seulement les passages concernant les rapports entre les travailleurs et «leurs» syndicats ou partis dans les pays capitalistes occidentaux.

Cette analyse reste toujours actuelle pour la plupart des trotskystes et des néo-trotskystes qu'ils soient au Nouveau parti anticapitaliste (NPA), au Parti ouvrier international (les «lambertistes» du POI) ou même à Lutte ouvrière (LO). En effet, quelles que soient les nuances qui les séparent officiellement, ces trois courants croient, comme Mandel, qu'il n'y a pas de mouvement ouvrier possible sans permanents, sans appareils, bref sans bureaucrates... De là à penser qu'il faut infiltrer ou infléchir les appareils pour en prendre la tête, ou pousser les appareils «vers la gauche», il n'y a

qu'un pas, d'autant plus facile à franchir que Mandel affirme candidement que la bureaucratie syndicale ne joue aucun rôle économique dans le système capitaliste !

Après cette « mise en jambes » théorique, nous présentons six articles parus dans la revue *Programme communiste*, éditée par le Parti communiste international (1), appelé « bordiguiste » du nom d'Amadeo Bordiga, l'un des fondateurs du Parti communiste italien, puis de la « Gauche communiste italienne », tendance oppositionnelle née au début des années 20 dans la Troisième Internationale.

Le lecteur découvrira, en les lisant, que les « bordiguistes » savaient, dans les années 60 et 80, mettre leur solide culture historique au service d'une analyse subtile des grandes tendances du mouvement ouvrier français. Ils ne craignaient pas de rendre hommage aux qualités politiques et militantes des anarchistes et des syndicalistes révolutionnaires, tout en ne leur faisant aucun cadeau sur le plan théorique. Il serait donc fort dommage d'ignorer leurs réflexions, quoique l'on pense de leurs positions.

Le lecteur pourra se plonger ensuite dans une vingtaine d'articles (ou d'extraits d'articles) de *l'Encyclopédie anarchiste*. Les auteurs nous offrent évidemment une lecture différente de l'histoire du syndicalisme et des rapports entre les syndicats et les partis ouvriers. Principal contributeur, Pierre Besnard décrit en détail l'évolution du syndicalisme des années 1870 jusqu'en 1936. S'il critique le parlementarisme, prône la grève générale et la disparition de l'Etat, et défend l'indépendance des syndicats, il se livre aussi à un curieux plaidoyer en faveur de la cogestion des assurances sociales ou d'un contrôle ouvrier des entreprises capitalistes, peu cohérents avec la défense de l'action directe ou la critique de la démocratie bourgeoise (cf. notre « compil' » n° 4 : *De la violence politique*).

Ces textes sont rudement pris à partie par les rédacteurs de *Programme communiste* dans les articles qui précèdent. Leur parution côte à côte dans ce livre permet un dialogue fructueux et inédit entre les textes. Si les lecteurs comparent les arguments avancés par les uns et les autres, ils pourront approfondir leur réflexion sur ces questions complexes et sortir des sentiers battus des habituelles polémiques groupusculaires fondées sur l'ignorance mutuelle, ou de l'histoire universitaire généralement favorable à la bureaucratie...

Après les hypothèses théoriques audacieuses des anarchosyndicalistes, l'histoire des syndicats et des bourses du travail, et l'exposé des principes du syndicalisme de classe, place, dans la seconde partie de ce livre, à l'histoire des principales grèves en France entre 1936 et 1968.

Une série d'articles du mensuel *Combat communiste* (publiés entre 1976 et 1986) propose une analyse critique du rôle des syndicats et de leurs bureaucraties en France, à travers quelques dates importantes de la lutte des classes : 1936, 1944, 1947, 1948, 1953, 1955 et 1963. « Nous voudrions montrer au travers de cette série d'articles, écrivait Combat

communiste, *comment les travailleurs ont eu à affronter non seulement le patronat, le gouvernement, les forces de répression (flics, milices patronales, armée) mais aussi les appareils syndicaux et les partis de gauche qui ont toujours trahi les espoirs que les travailleurs mettaient en eux.*»

Ces articles n'ont pas été écrits par des historiens professionnels, ils contiennent sans doute des erreurs et leurs statistiques n'ont pas été actualisées. Mais ce qu'il nous importe de souligner, c'est que les leçons de ces conflits ont été totalement oubliées par la plupart des militants de la «gauche radicale» actuelle.

«Oubli» lié à la volonté des bureaucraties «ouvrières» de camoufler leur fonction à travers l'histoire des luttes; à la progressive disparition de toute formation politique au sein des organisations anarchistes ou trotskystes; à l'enseignement de l'Histoire au collège et au lycée où fascisme et communisme sont présentés comme des idéologies équivalentes et les révolutions survolées très rapidement; mais aussi aux calculs opportunistes de l'extrême gauche, toujours à l'affût d'accords «tactiques» avec de fantomatiques «ailes gauche» des syndicats.

Aux côtés des textes de *Combat communiste* nous avons introduit des articles du syndicaliste révolutionnaire Pierre Monatte sur Juin 36 et du trotskyste Pierre Bois sur la grève Renault de 1947; un article (un peu triomphaliste) sur les grèves de 1947 paru dans *Courant alternatif*, suivi d'une chronologie utile pour comprendre les années 1944-1947; un texte de Pierre Chaulieu (plus connu sous le nom de Cornelius Castoriadis) sur les grèves de 1956 publié dans *Socialisme ou Barbarie*; plusieurs tracts et articles des Communistes Révolutionnaires/RKD sur la situation française entre 1944 et 1946, quand le PCF et la CGT faisaient retrousser leurs manches aux ouvriers au nom de l'union nationale et du prétendu programme social du Conseil national de la Résistance.

Ces textes sont d'autant plus utiles que les «antilibéraux» actuels, du *Monde diplomatique* au Parti de Gauche, suppôts de la social-démocratie ou du néostalinisme, nous présentent une image falsifiée des prétendus aspects positifs du gaullisme et de cette période d'austérité pour la classe ouvrière de France.

Ce livre se termine par un texte de *Mouvement communiste* sur mai 68 qui offre une description précise de «la plus grande grève générale de l'Histoire», et en souligne les points forts comme les points faibles. Et un dernier article de *Combat communiste* sur les changements intervenus dans la classe ouvrière dans ces années charnières.

D'autres anthologies suivront qui tenteront de retracer, à travers la reproduction de brochures ou d'articles, les conflits qui ont marqué les travailleurs dans leur lutte contre l'Etat, le Capital... et les bureaucraties «ouvrières».

*Ni patrie ni frontières*, octobre 2010

## Notes

1. Ce groupe minuscule aujourd'hui (il a connu un bref développement dans les années 70 puis s'est effondré) s'est malheureusement fait connaître des médias et de certains historiens réputés sérieux (Igounet, Vidal-Naquet, Dreyfus) ou amateurs (Bourseiller) pour avoir édité en 1960 une brochure calamiteuse (*Auschwitz ou le Grand Alibi*) que ces critiques n'ont manifestement pas lue attentivement, et en tout cas pas comprise, puisqu'ils la taxent de «négationnisme». En effet, si son auteur se livre à une critique radicale de l'antifascisme démocratique orchestré par les grandes puissances impérialistes et la «gauche», ce n'est pas pour faire l'apologie du nazisme, pour dissimuler l'amplitude de la barbarie nazie, mais au contraire pour affirmer que, pour la combattre, il n'y avait pas d'autre issue que la révolution communiste mondiale et la dictature du prolétariat. Plus prosaïquement nous dirons que son auteur (qui n'est pas Bordiga, contrairement à la légende) ne s'est livré à aucune analyse matérialiste de la «question juive» (pas plus que Marx dans son article homonyme de 1844, Karl Kautsky en 1914 dans *Rasse und Judentum* – «Race et judéité», jamais traduit en français mais qu'on trouve en anglais sur le site Marxist Internet Archive – ou le trotskyste Abraham Léon en 1942 dans *La conception matérialiste de la question juive*). Réduisant la place des Juifs et des juifs dans l'histoire du capitalisme aux seuls métiers de la banque, de l'artisanat et du commerce, cette brochure ne s'intéresse ni à la paysannerie ni au prolétariat juifs dont l'existence n'avait pourtant rien d'anecdotique aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles, et même durant les siècles antérieurs (cf. à ce sujet les quatre tomes de *La société juive à travers l'histoire* aux Editions Fayard). Elle ignore le rôle du Bund dans le mouvement ouvrier en Russie avant la Première Guerre mondiale et en Pologne jusqu'à la Seconde Guerre mondiale. Elle analyse de façon mécaniste les prétendus fondements économiques de l'antisémitisme, en ignorant d'autres dimensions sociales, politiques et religieuses tout aussi importantes. Malgré tous ses défauts ou ses tares, il est parfaitement absurde et mensonger d'accuser le PCI de nier l'existence des camps d'extermination. On peut seulement regretter que le PCI n'ait pas abandonné cet opuscule à la «critique rongeuse des souris».

# *Pistes de réflexion*

Cette première partie de la revue présente les positions de certains courants marxistes et anarchosindicalistes face aux syndicats. Le texte d'Ernest Mandel nous incite à réfléchir sur la nature des bureaucraties ouvrières. Les textes de *Programme communiste* mêlent considérations historiques, critiques de l'anarchosindicalisme et du syndicalisme révolutionnaire, et exposé des rapports entre lutte économique et politique. Quant aux articles de *L'Encyclopédie anarchiste*, si certains ont un contenu plutôt historique, la plupart exposent les principes de l'anarchosindicalisme français, durant l'entre-deux-guerres.

*Ni patrie ni frontières*

# *De la bureaucratie*

*Ernest Mandel*

**Écrit pendant les années 1965-1967, ce texte d'Ernest Mandel a été publié en 1978 sous le titre *De la bureaucratie*, aux éditions La Brèche, dans la collection Cahiers Rouge. Nous reproduisons ici seulement les parties concernant la bureaucratie des partis et syndicats ouvriers, et avons éliminé tout ce qui concernait l'URSS et les États «ouvriers» (dégénérés ou déformés, selon les trotskystes) aujourd'hui disparus. Ceux qui voudraient lire le texte complet pourront le trouver sur Internet :**

**http://www.ernestmandel.org/fr/ecrits/txt/1967/de\_la\_bureaucratie.htm**

*Ni patrie ni frontières*

Le marxisme est essentiellement l'explication de l'histoire et du développement des sociétés par les rapports et les conflits entre les groupes sociaux. Si le marxisme du XIX<sup>e</sup> siècle a été tout entier axé sur l'étude du groupe fondamental, c'est-à-dire la classe sociale qui a ses racines dans le processus de production, le marxisme du XX<sup>e</sup> siècle a été amené à saisir l'importance de groupes non fondamentaux qui ne sont pas des classes, qui n'ont pas de racines dans le processus de production, mais qui n'en jouent pas moins un rôle important dans le développement de notre société de transition entre le capitalisme et le socialisme.

Parmi ces groupes, disons secondaires, la bureaucratie occupe incontestablement la place principale. Si le marxisme du XX<sup>e</sup> siècle a été amené à découvrir le problème de la bureaucratie, c'est parce que ce problème, né dans le mouvement ouvrier au cours des années 1898-1899, s'est développé et a pris sur le plan idéologique une importance de plus en plus large. Bien entendu, pour que les théoriciens puissent le saisir et l'analyser dans le domaine idéologique, il a fallu que ce phénomène se soit déjà manifesté dans la vie et la pratique des organisations ouvrières.

Cet exposé introductif distinguera les deux aspects fondamentaux du problème: l'aspect théorique et l'aspect historique.

Nous essayerons de répondre aux questions suivantes : Qu'est-ce que la bureaucratie ouvrière ? Comment naît-elle et comment se développe-t-elle? Comment peut-elle dépérir? Comment ce phénomène s'est-il manifesté concrètement dans l'histoire du mouvement ouvrier? Quelles sont les diverses attitudes et réponses que les différentes tendances du mouvement ouvrier ont apportées à ce problème nouveau?



## Concepts de base sur la bureaucratie

### Genèse du phénomène bureaucratique

Le problème de la bureaucratie dans le mouvement ouvrier se pose, sous l'aspect le plus immédiat, comme le problème de l'appareil des organisations ouvrières: problème des permanents, problème des intellectuels petits-bourgeois qui apparaissent à des fonctions de direction moyenne ou supérieure, au sein des organisations ouvrières.

Aussi longtemps que les organisations ouvrières sont réduites à des groupes très petits, à des sectes politiques ou à des groupements d'autodéfense d'une ampleur numérique très limitée, il n'y a pas d'appareil, il n'y a pas de permanents et le problème ne peut pas se poser. Tout au plus peut-on soulever à ce niveau la question des rapports avec les intellectuels petit-bourgeois qui viennent apporter leur aide au développement de ce mouvement ouvrier embryonnaire, voire de l'autoritarisme de «petits chefs» ouvriers reflétant la hiérarchie sociale et ses valeurs dans les rangs de la classe ouvrière. Aussi inquiétant que soit ce phénomène, il n'y a pas encore là d'assise matérielle qui conditionne sa survie, ni même sa stabilité.

Mais l'essor même du mouvement ouvrier, l'apparition d'organisations de masse politiques ou syndicales est inconcevable sans l'apparition d'un appareil de permanents, de fonctionnaires -et qui dit appareil de fonctionnaires dit déjà phénomène de bureaucratization en puissance: dès le départ, on voit apparaître l'une des racines les plus profondes du phénomène bureaucratique.

La division du travail dans la société capitaliste réserve aux prolétaires le travail manuel de production courante, et à d'autres classes sociales l'assimilation et la production de la culture. Un travail fatigant, épuisant aussi bien du point de vue physique qu'intellectuel, ne permet pas à l'ensemble des prolétaires d'acquérir et d'assimiler la science objective à ses niveaux les plus développés, ni de mener une activité politique et sociale permanente: la situation prolétarienne dans le régime capitaliste est une situation de sous-développement culturel et scientifique.

Cela serait encore plus vrai sur un plan social plus large si, au lendemain de la victoire de la classe ouvrière, on voulait supprimer tous les techniciens et tous les spécialistes qui font autre chose que du travail matériel de production. On condamnerait la société à une régression immédiate colossale, à une baisse du niveau de développement des forces productives. Au lieu d'un essor, pré-condition du communisme moderne, on risquerait d'aboutir à un communisme primitif qui se décomposerait très rapidement par une nouvelle différenciation sociale. Le comble du paradoxe est que cette manière de procéder, loin d'empêcher la bureaucratie, la reproduirait dans des conditions encore plus nuisibles.

La suppression totale des appareils dans le mouvement ouvrier condamnerait celui-ci à un primitivisme tout à fait médiocre et ferait apparaître sa victoire comme une régression sur le plan culturel et social par rapport aux réalisations du monde capitaliste. Au contraire, le socialisme, l'émancipation du prolétariat ne peut être concevable que par l'assimilation entière de tout ce que la science pré-socialiste a laissé de valable sur le plan des sciences naturelles et sociales.

Le développement du mouvement ouvrier rend absolument indispensable la création d'un appareil et l'apparition de fonctionnaires qui, par une certaine spécialisation, essayent de combler les lacunes créées par la condition prolétarienne au sein de la classe ouvrière. La création des appareils est indispensable pour des raisons de simple efficacité : tout le monde comprend qu'il est impossible de diriger 50 000 personnes sans un minimum d'infrastructures matérielles

Bien sûr, de la façon la plus grossière, on pourrait dire que c'est avec cette spécialisation nouvelle que naît la bureaucratie: dès que quelques personnes font professionnellement et en permanence de la politique ou du syndicalisme ouvrier, il y a sous forme latente une possibilité de développement du bureaucratisme et de la bureaucratie.

Cette spécialisation provoque sur un plan plus profond des phénomènes de fétichisation et de réification: dans une société fondée sur la division du travail, sur une différenciation excessive des tâches, où les travailleurs font les mêmes gestes toute leur vie, on trouve dans leur comportement le reflet idéologique de cette situation: ils ont tendance à considérer leur activité comme un but en soi. De même, les structures des organisations, conçues au départ comme des moyens, commencent à être conçues comme des buts en soi, en particulier par ceux qui s'identifient le plus directement et le plus nettement à ces organisations, c'est-à-dire par ceux qui y vivent en permanence: les individus qui composent l'appareil, les permanents, les bureaucrates en herbe. Cela nous amène à la compréhension de ce qui est à la base idéologique et psychologique de la formation de la bureaucratie ouvrière: le phénomène de la dialectique des conquêtes partielles.

### **La dialectique des conquêtes partielles**

Étant matérialistes, nous ne pouvons pas séparer ce problème de celui des intérêts matériels immédiats – derrière le problème de la bureaucratie, il y a celui des privilèges matériels et celui de la défense de ces privilèges. Mais il est trop simpliste, si on veut comprendre le problème dans ses origines et son devenir, de le réduire à ce seul aspect de la défense de privilèges matériels. Le meilleur contre-exemple est le développement de la bureaucratie dans les partis communistes non au pouvoir (France ou Italie) ou semi-coloniaux (Brésil), quoique à une certaine époque (la pire époque du stalinisme), ces phénomènes soient apparus même là à grande échelle. Aujourd'hui dans les partis communistes de masse, les salaires des per-

manents ne sont pas supérieurs à ceux des ouvriers spécialisés et ne constituent pas des privilèges matériels à défendre.

Par contre, joue à plein le phénomène de la dialectique des conquêtes partielles: identification du but et des moyens, de l'individu bureaucratique et de l'organisation, du but historique à atteindre et de l'organisation, cette identification devenant une cause profonde d'attitude conservatrice susceptible de s'opposer très violemment aux intérêts du mouvement ouvrier.

Qu'est-ce que la dialectique des conquêtes partielles ?

Cette dialectique se manifeste dans les comportements de ceux qui subordonnent la poursuite et la victoire des luttes ouvrières pour parvenir à la conquête du pouvoir dans les pays capitalistes à la seule défense des organisations ouvrières existantes (...). Ils se comportent comme si les éléments de démocratie ouvrière au sein du monde capitaliste (...) étaient des buts en soi, étaient déjà l'achèvement du socialisme. Ils se comportent comme si toute nouvelle conquête du mouvement ouvrier devait être subordonnée de manière absolue et impérative à la défense de ce qui existe. Cela crée une mentalité fondamentalement conservatrice.

La phrase célèbre du Manifeste Communiste: «Les prolétaires n'ont rien d'autre à perdre que leurs chaînes» est une phrase très profonde que l'on doit considérer comme une des bases du marxisme: elle donne au prolétariat la fonction d'émancipation communiste de la société, car les prolétaires ne possèdent rien à défendre. Dès que cela n'est plus vrai à cent pour cent, dès qu'une partie du prolétariat (soit la bureaucratie ouvrière, soit l'aristocratie ouvrière constituée dans le prolétariat des pays impérialistes développés) possède une organisation ou un niveau de vie supérieur à l'état de néant initial, il y a risque de développement d'une mentalité nouvelle. Il n'est plus vrai que le prolétariat n'ait plus rien à défendre: dans chaque action nouvelle, il faut peser le pour et le contre: est-ce que l'action envisagée ne risque pas, au lieu d'apporter quelque chose de positif, de faire perdre ce que l'on possède déjà? Cela constitue la racine la plus profonde du conservatisme bureaucratique dans le mouvement social-démocrate, dès avant la Première Guerre mondiale (...).

Cette dialectique des conquêtes partielles doit être comprise comme une véritable dialectique: ce n'est pas une fausse contradiction résoluble par une formule, c'est une véritable contradiction dialectique portant sur ces problèmes réels. Si le conservatisme bureaucratique est évidemment une attitude nuisible aux intérêts du prolétariat et du socialisme par son refus de la lutte révolutionnaire dans les pays capitalistes et par son refus de l'extension internationale de la révolution, sous prétexte que cela met en danger les conquêtes existantes, le point de départ de cette attitude, la nécessité de défendre l'acquis, est un problème réel: «celui qui ne sait pas défendre les conquêtes existantes n'en fera jamais de nouvelles» (Trotsky). Mais il est faux de considérer a priori – et c'est là qu'il y a conserva-

tisme – que tout saut en avant important de la révolution soit à l'échelle d'un pays, soit à l'échelle mondiale, menace automatiquement les conquêtes antérieures. Cette attitude caractérise le conservatisme profond et permanent des bureaucraties tant réformistes que staliniennes.

Cette dialectique des conquêtes partielles, liée au phénomène de fétichisation dans une société fondée sur la division du travail à un niveau excessif, constitue donc une des racines les plus profondes de la tendance à la bureaucratisation. Cette tendance est inhérente au développement du mouvement ouvrier de masse dans cette phase historique de décomposition du capitalisme et de transition vers la société socialiste.

En conclusion, le problème réel n'est donc pas l'abolition de la bureaucratie par des décrets ou des formules magiques, mais celui de son dépérissement progressif par la création des meilleures conditions objectives et subjectives qui permettent la lente disparition des germes de cette bureaucratisation, qui sont présents dans la société et dans le mouvement ouvrier pendant toute cette phase historique.

### **Les privilèges bureaucratiques**

Il ne faut évidemment pas tomber dans l'erreur opposée à celle que commet le matérialisme vulgaire, qui serait de réduire le problème à ses seules origines sociologiques lointaines, en le détachant totalement de son infrastructure matérielle. Cette tendance au conservatisme de la part des dirigeants et des permanents des organisations ouvrières n'est pas sans rapport avec les avantages et privilèges matériels que procurent ces fonctions. Ces privilèges sociaux sont également des privilèges d'autorité et de pouvoir, auxquels les individus accordent une grande importance.

a) Si on considère le problème sous sa forme originale, c'est-à-dire le problème des appareils des premières organisations ouvrières, des syndicats et des partis sociaux-démocrates avant la Première Guerre mondiale, les privilèges bureaucratiques apparaissent de deux manières :

Pour des ouvriers et des fils d'ouvriers, quitter le travail de production courante, surtout dans les conditions de l'époque (journée de 12 heures avec tout ce que cela comporte, insécurité sociale totale, etc.) pour devenir permanents d'une organisation ouvrière représente une ascension sociale incontestable, une émancipation individuelle certaine, qui est pourtant loin de représenter une situation idéale: on ne peut parler d'embourgeoisement ni de transformation en couche sociale privilégiée. Les premiers secrétaires des organisations ouvrières passaient une bonne partie de leur vie en prison et vivaient dans des conditions matérielles plus que modestes; mais ils vivaient tout de même mieux, du point de vue économique et social, que l'ouvrier de l'époque.

Sur le plan psychologique et idéologique, il est évident qu'il est infiniment plus agréable, pour un socialiste ou un communiste convaincu, de lutter toute la journée pour des idées et des buts qui sont les siens plutôt que de faire, des heures durant, des gestes mécaniques dans une entre-

prise, en sachant qu'on va finalement contribuer à enrichir la classe ennemie. Il est incontestable que ce phénomène d'ascension sociale contient en puissance un germe important de bureaucratisation : ceux qui occupent ces postes veulent continuer à les occuper, ce qui les entraîne à défendre cet état de permanents contre ceux qui voudraient les remplacer en opérant un roulement parmi les membres de l'organisation.

b) Le phénomène d'apparition de privilèges sociaux, au début très peu matériels, prend déjà une ampleur plus grande lorsque ces organisations de masse commencent à occuper des positions de force à l'intérieur de la société capitaliste: il s'agit alors de désigner les parlementaires, les élus municipaux ou les secrétaires syndicaux qui peuvent négocier à un niveau élevé avec les organisations patronales et donc, dans une certaine mesure, cohabiter avec elles; il en est de même lorsqu'il s'agit de désigner des rédacteurs de journaux et des gens qui représentent les organisations ouvrières dans toute une série d'activités annexes, à l'intérieur d'un mouvement polyvalent qui essaie d'intervenir dans toutes les activités sociales et qui s'assimile, dans une certaine mesure, toutes ces activités.

Il y a là aussi une véritable dialectique, qui ne se réduit pas à une contradiction banale: par exemple, lorsque le mouvement ouvrier possède une certaine quantité de journaux et a besoin d'un grand nombre de rédacteurs, il se trouve placé devant un véritable dilemme. S'il applique la règle énoncée par Marx pour lutter contre la bureaucratie en ramenant les traitements des permanents au niveau de ceux de l'ouvrier qualifié, il risque de se produire une véritable sélection professionnelle à rebours. Les éléments les plus conscients politiquement accepteront cette règle, mais les plus talentueux, qui pourraient ailleurs gagner beaucoup mieux leur vie, seront continuellement tentés par cette solution de facilité. Dans la mesure où ils ne sont pas suffisamment convaincus sur le plan politique, ils seront en grande partie menacés d'absorption par le milieu petit-bourgeois et perdus pour le mouvement ouvrier.

Ce phénomène d'élimination est également vrai pour une série d'autres professions: dans les municipalités administrées par le mouvement ouvrier, le même problème se pose pour les architectes, les ingénieurs ou les médecins. L'application stricte de la règle de Marx risque d'aboutir dans la plupart des cas à l'élimination de tous ceux dont la conscience politique est insuffisamment développée.

Dans la société capitaliste, avec tout ce qu'elle implique comme «valeurs morales» et milieu ambiant, il est impossible de construire une société communiste idéale, même au sein du mouvement ouvrier. Cela peut être réalisé à l'intérieur d'un noyau de révolutionnaires extrêmement conscients; mais dans un mouvement ouvrier numériquement plus développé, en démocratie bourgeoise, il y a interpénétration avec la société capitaliste; il y a davantage de tentations, et l'acceptation de ces règles devient plus difficile. On voit alors apparaître la tendance à la bureaucratisa-

tion : la disparition des obstacles consciemment érigés contre les dangers de positions privilégiées ouvre la voie à cette tendance de plus en plus nettement.

c) Dans la dernière phase historique, au sein de certaines grandes organisations ouvrières, la dialectique peut même apparaître jusque dans sa phase finale. Il peut y avoir renversement d'orientation politique, intégration consciente au sein de la société bourgeoise et collaboration de classes. Les racines de la bureaucratie se multiplient alors très rapidement. Une partie des dirigeants cohabite d'une façon consciente avec la bourgeoisie et s'intègre dans la société capitaliste. Les obstacles à la bureaucratisation érigés par la conscience socialiste disparaissent; les privilèges se multiplient; les parlementaires sociaux-démocrates ne versent plus une partie de leur salaire à leur organisation pour se contenter d'un salaire de permanent; ils se constituent une véritable clientèle dans la classe ouvrière. Dès lors, la dégénérescence bureaucratique ne peut que proliférer (...)

### **Quelques exemples de fausses solutions**

La conclusion la plus importante qu'il faut tirer de cet examen sommaire du problème est la suivante: il faut distinguer nettement deux groupes de phénomènes et se garder d'assimiler abusivement les deux :

- les tendances potentielles à un début de bureaucratisation, germes absolument inhérents au développement d'un mouvement ouvrier, à partir d'une certaine extension numérique et d'une certaine ampleur de pouvoir (...);

- le développement plein et entier des tendances bureaucratiques aboutissant à la dégénérescence totale que l'on trouve dans les différents partis réformistes et staliniens (...).

Si on ne fait pas la distinction essentielle entre ces deux phénomènes ou, ce qui est pire, si on combat toutes les formes d'organisations qui contiennent ces germes, sous prétexte que cela conduit inévitablement à une dégénérescence extrême, on place le mouvement ouvrier devant une impasse et non une contradiction dialectique. On ne peut plus alors que conclure à l'impossibilité de l'auto-émancipation du prolétariat. Cette attitude conduit finalement à placer le mouvement ouvrier dans des conditions bien plus mauvaises et l'empêche de lutter pour son auto-émancipation :

a) Cette confusion extrême caractérise différents groupes «ultra-gauches» plutôt droitiers qu'ultra-gauches d'ailleurs!): une des solutions avancées par certains de ces groupes consiste à dire que le mal réside dans la présence d'un appareil et de permanents. Pour eux, il faut lutter contre l'existence de «révolutionnaires professionnels» : la phrase «le Staline était présent dans le premier révolutionnaire professionnel apparu au sein du mouvement ouvrier» résume l'essentiel de ces thèses. Il faut alors se demander ce que serait le mouvement sans permanents, non dans une société idéale, mais dans une société capitaliste telle qu'elle est. Un mouvement ouvrier qui ne chercherait pas à créer des révolutionnaires profes-

sionnels prolétariens, issus de la classe ouvrière et liés à elle très fortement, ne pourrait dépasser le niveau le plus primaire des premières organisations d'autodéfense de la classe ouvrière. Il serait complètement coupé des sciences modernes, tant humaines que naturelles; il serait, par incompetence politique et économique, condamné à ne pouvoir lutter au-delà des revendications les plus immédiates et spontanées. Un tel mouvement serait évidemment incapable de libérer le prolétariat et de renverser le capitalisme, en ouvrant la voie à la société socialiste.

L'histoire a montré que cette solution était la plus improbable de toutes : il n'existe pas dans le monde un seul exemple de pays où le mouvement ouvrier, après des dizaines d'expériences, continue à se cramponner à ce niveau de primitivisme par crainte d'une possibilité de déformation bureaucratique ultérieure.

b) En pratique, c'est l'autre terme de l'alternative qui risque de se produire. Lorsque l'on ne veut pas avoir de permanents, de révolutionnaires professionnels et qu'on ne veut pas permettre une sélection et une éducation systématiques jusqu'à un niveau très élevé des éléments prolétariens, les organisations ouvrières tombent inévitablement sous la coupe d'intellectuels petits-bourgeois ou bourgeois qui s'en emparent totalement. A l'intérieur de ces organisations ils reproduisent le monopole de science et de culture qu'ils possèdent déjà à l'intérieur de la société capitaliste.

On voit réapparaître la véritable contradiction qui n'est pas comprise de ces groupes: le véritable dilemme dans la société capitaliste n'est pas le choix entre une forme d'organisation ne présentant aucun germe de bureaucratisation et une forme qui présente ces dangers; en réalité, c'est le choix suivant :

- développer une autonomie ouvrière réelle avec ce danger à l'état potentiel;
- maintenir les organisations ouvrières sous la coupe de l'idéologie bourgeoisie et de ses intellectuels.

De nombreux exemples historiques illustrent ce dernier aspect: des organisations pseudo-ouvrières sont restées pendant de longues périodes sous la coupe de la bourgeoisie par manque d'autonomie ouvrière, de capacité d'organisation ou même par erreur idéologique, en refusant de dépasser un certain stade. Il est d'ailleurs curieux de constater que les défenseurs de cette théorie voient le danger issu de l'appareil, qui est réel, et ne comprennent pas d'autre part que des ouvriers non permanents soumis à l'influence de la société capitaliste seront beaucoup plus perméables à l'idéologie dominante qui est celle de la classe au pouvoir. La raison en est la difficulté du travail manuel qui rend malaisée l'émancipation intellectuelle et culturelle, dans le cadre d'une journée de travail de huit ou neuf heures plus les temps de déplacement, etc.

Une organisation ouvrière dans laquelle il n'y aurait que des ouvriers manuels constamment au travail de production serait beaucoup plus facilement influençable par l'idéologie bourgeoise qu'une organisation dans laquelle serait entrepris un effort constant pour former, éduquer et détacher de l'esclavage du travail capitaliste les ouvriers les plus conscients et les plus révolutionnaires en les trempant dans l'école des révolutionnaires professionnels.

c) Un autre exemple de ces fausses solutions qui relèvent en réalité d'une incompréhension globale du problème a été développé par le groupe «Socialisme ou Barbarie» : pour empêcher la bureaucratisation de l'État ouvrier, il faut dès le lendemain de la révolution supprimer toutes les différences de traitements et de salaires. Là encore, il y a incompréhension de la véritable difficulté; quel serait le résultat objectif de ces mesures ? Dans une société dominée par la pénurie matérielle, si on supprime du jour au lendemain toutes les différences de salaire, le résultat pratique sera la suppression d'une très forte partie de stimulants qui poussent les gens à se qualifier davantage.

A partir du moment où la qualification culturelle et professionnelle n'entraîne plus aucune amélioration des conditions de vie, et cela dans une situation de pénurie, l'effort de qualification se réduira aux éléments les plus conscients qui comprennent la nécessité objective de l'élévation du niveau culturel et professionnel. Le nombre de gens qui chercheront à se qualifier sera beaucoup plus réduit que dans une société de transition où subsisterait ce stimulant matériel des différences de salaires. Dans ces conditions, l'essor des forces productives sera plus lent, la pénurie durera plus longtemps et le résultat sera exactement l'inverse de celui qu'on espérait. Les causes objectives du développement de la bureaucratie, qui sont le sous-développement des forces productives et le sous-développement culturel du prolétariat dureront beaucoup plus longtemps.

Par contre, si on conserve une certaine différenciation de salaires, la qualification est accélérée et donc également la création des conditions matérielles qui favorisent le dépérissement des privilèges et de la tendance à la bureaucratisation. Cet exemple est, là encore, très significatif du fait qu'il s'agit vraiment d'une dialectique et que la solution doit être également dialectique.(...).

Nous allons examiner comment le problème de la bureaucratie s'est posé historiquement dans le mouvement ouvrier.

### **Analyse de la Commune de Paris par Marx**

Nous commencerons par les conclusions tirées par Marx de son étude de la Commune de Paris: le phénomène le plus caractéristique, dans cette première tentative de construction d'un État ouvrier, c'est l'effort accompli, plus d'instinct que par réflexion consciente, par les dirigeants de la Commune pour détruire l'appareil permanent d'État sous toutes les for-



mes centralisées, léguées par les différentes classes possédantes (monarchie absolue et formes successives de l'État bourgeois).

Dans son analyse, Marx a isolé trois facteurs principaux dont deux ont été abordés ci-dessus :

– le fait que les salariés de la Commune ne recevaient pas plus que le salaire d'un ouvrier qualifié.

– L'éligibilité et la révocabilité de ces fonctionnaires salariés suivant la volonté de leurs électeurs.

– Le troisième point a été signalé par Marx et explicité plus tard par Lénine: dans cette nouvelle forme d'État, qui n'est déjà plus exactement un État, dans ce début de dépérissement qui coïncide avec la création d'un État ouvrier, il y a déjà suppression de la distinction qui caractérise fondamentalement l'État bourgeois: la séparation des fonctions législatives et exécutives.

Il y a déjà une tentative d'associer un grand nombre d'ouvriers, non seulement à des fonctions législatives, mais aussi à l'exécution des lois; il y a une tentative pour associer les ouvriers à des fonctions effectives d'exercice du pouvoir.

Cette première approche de ce qui devait être un État ouvrier est en même temps la première définition de mesures efficaces pour lutter contre la bureaucratisation. Le premier dépérissement de l'appareil d'État coïncide donc avec le premier dépérissement de l'État lui-même: les trois règles énoncées par Marx sont aussi des règles fondamentales de sauvegarde de toute structure démocratique contre l'envahissement bureaucratique; elles s'appliquent aussi bien à une structure d'État, une structure de syndicat ou de parti de masse.

De toute façon Marx n'a pas pu, heureusement ou malheureusement, traiter à fond le problème de la bureaucratie, car il n'a vécu ni la bureaucratisation d'une organisation ouvrière ni a fortiori celle d'un État ouvrier. Mais les quelques remarques qu'il a faites ont longtemps constitué l'essentiel de la doctrine de lutte antibureaucratique qui a été développée, après lui, par les autres marxistes.

### **Le parallèle de Kautsky**

C'est à Kautsky que l'on doit la deuxième prise de conscience du problème. A la fin du siècle dernier, il publia un livre sur *Les origines du christianisme*. A priori, il peut paraître curieux de rapprocher ce problème de celui de la bureaucratie ouvrière. Cependant, dans la dernière partie de son ouvrage, Kautsky soulève consciemment la question suivante (et c'est semble-t-il la première formulation du problème sous une forme aussi nette) : lorsque la classe ouvrière aura pris le pouvoir, ne risque-t-elle pas d'abandonner ce pouvoir aux mains d'une bureaucratie dominante ? Ne risque-t-elle pas de connaître le processus de bureaucratisation qu'a connu l'Église catholique lorsqu'elle est devenue une force dominante dans la société ? Kautsky établit un parallèle entre ce qui est arrivé au IV<sup>e</sup> siècle

lorsque l'Église catholique est devenue Église d'État sous Constantin le Grand, et ce qui pourrait arriver après la victoire du mouvement ouvrier.

Bien entendu, cette comparaison n'est pas uniquement le fruit de la prescience de Kautsky; il a été inspiré par deux précédents :

a) Engels, dans son introduction aux *Luttes de classes en France* écrite en 1895, comparait déjà les persécutions subies par le mouvement ouvrier, à son époque, avec celles qu'avait subies, mille six cents ans plus tôt, un autre mouvement: de persécutions en persécutions, le christianisme allait de triomphe en triomphe; ce mouvement des opprimés, combattu par les classes oppresseuses, gagnait peu à peu toutes les classes sociales et marchait de manière irrésistible vers la victoire. Engels avait donc déjà établi, plusieurs années avant Kautsky un certain parallèle entre le christianisme et le mouvement ouvrier moderne.

b) Le deuxième précédent historique dont put s'inspirer Kautsky est dû à une opposition anarchisante ou anarcho-syndicaliste, représentée par Johann Most, qui vers les années 1891-1892, avait retiré de la lecture de ce texte d'Engels la conclusion que les organisations ouvrières, au fur et à mesure de leur développement, se bureaucratiseraient de la même manière que l'Église s'était bureaucratisée au cours de son développement historique (1).

Kautsky, confronté avec ces deux parallèles, saisit et posa le problème de façon correcte, et cela est tout à son honneur (2). Il comprit qu'il n'y avait pas, bien entendu, de parallèle complet entre l'Église catholique et le mouvement ouvrier, mais que la venue au pouvoir de ce mouvement le confronterait avec un problème de bureaucratisation analogue à celui de l'Église catholique lors de son arrivée au pouvoir.

Il est très instructif de connaître les réponses qu'a données Kautsky: elles sont assez différentes de celles de Marx dans ses écrits sur la Commune de Paris. Ses réponses nous paraissent relativement familières et rappellent celles qu'a données Trotsky par la suite. Kautsky considère que le parallèle serait parfaitement correct si, à l'échelle historique, on pouvait dire de la classe ouvrière ce qu'on peut dire de l'Église catholique : cette dernière arrive au pouvoir dans des conditions de développement déclinant des forces productives; pour la classe ouvrière, une bureaucratisation serait dans ces conditions tout aussi inévitable. Mais au contraire le socialisme implique un essor colossal des forces productives qui, à son tour, entraîne la disparition progressive de la division du travail et une considérable révolution dans le domaine de la culture. Dans ces conditions de richesse matérielle et de développement culturel intense, la victoire de la bureaucratisation est historiquement inconcevable. La réponse de Kautsky est donc globalement correcte; mais elle escamote une étape du raisonnement et ne tient pas compte d'une éventualité que personne, à l'époque, n'avait envisagée: qu'arriverait-il si la classe ouvrière prenait le pouvoir, non dans un des pays capitalistes les plus développés mais au contraire

dans un pays arriéré? Dans ce cas, les facteurs énumérés par Kautsky comme freins à la bureaucratiation (abondance matérielle, révolution culturelle) n'existeraient plus; l'insuffisance du développement des forces productives et du développement culturel, et même de développement simplement numérique du prolétariat pourraient permettre une victoire bureaucratique temporaire.(...)

### **La lutte de Rosa Luxemburg contre la bureaucratie syndicale allemande**

La quatrième phase de la prise de conscience au mouvement ouvrier sur ce problème est très importante: c'est la première prise de conscience explicite de la réalisation d'une bureaucratie achevée. Elle est due à Rosa Luxemburg dans sa lutte contre la bureaucratie syndicale allemande, entre 1907 et 1914, et contre la dégénérescence générale de la social-démocratie réformiste.

a) Rosa Luxemburg a très bien compris et analysé le phénomène, quoique de façon légèrement excessive: les organisations ouvrières les plus fortes, dans les périodes de vie normale du capitalisme, sont toujours minoritaires et les syndicats les plus puissants ne rassemblent qu'une minorité d'ouvriers (3).

Rosa Luxemburg en a tiré deux conclusions en s'appuyant sur l'expérience concrète de la révolution russe de 1905, essentiellement dans les parties les plus industrialisées (la Pologne tsariste, les centres industriels de l'Ukraine, de la Géorgie et de la Transcaucasie) : dans tous les cas, c'est seulement à l'occasion d'une période révolutionnaire que la majorité des ouvriers entre dans un mouvement politique ou syndical. Cela implique alors la mise en mouvement de millions d'ouvriers qui ne sont pas passés par l'école des organisations traditionnelles; ils ne peuvent être canalisés par les moyens habituels; de nouvelles formes d'organisation sont alors nécessaires pour organiser ces masses ouvrières; elles doivent être plus souples qu'un syndicat ou un parti et permettre d'englober une part beaucoup plus large des masses et de réaliser effectivement l'unité d'action. (...)

b) Un autre aspect nous est apporté par Rosa Luxemburg dans sa compréhension de la bureaucratie syndicale qui se crée dans les syndicats simplement corporatifs ou dans les syndicats industriels. Elle risque, lorsqu'elle a terminé son processus de formation, de devenir une force extrêmement conservatrice; elle constitue alors un obstacle de plus en plus grand pour le développement de la lutte des classes. L'expérience personnelle de Rosa sur cette bureaucratie syndicale lui permet de voir clair avant Lénine ou Trotsky : elle comprit le rôle contre-révolutionnaire qu'allait jouer cette bureaucratie quelques années plus tard. Le reste du mouvement ouvrier, à cette époque, mettait plutôt l'accent sur le caractère opportuniste de cette bureaucratie, c'est-à-dire sur l'aspect uniquement politique du phénomène, évidemment très important lui aussi.

Rosa avait vu à l'œuvre les bureaucrates dans la lutte de tous les jours. Elle comprenait mieux qu'il y avait pour eux intégration dans l'État bourgeois et identification, au moins partielle, d'intérêts avec certaines institutions «démocratiques bourgeoises», et défense de privilèges, matériels entre autres. Lénine reprit cette théorie en 1914 pour expliquer les raisons de la trahison de la Deuxième Internationale, lors de l'éclatement de la guerre impérialiste et de la dégénérescence générale de la social-démocratie en Europe.

c) Il y a bien entendu dans cette description donnée par Rosa de la bureaucratisation des organisations ouvrières certains excès: en mettant l'accent de façon exagérée sur la lutte anti-bureaucratique, elle va trop loin dans la critique systématique des organisations de masse; elle sous-estime l'importance objective de ces organisations pour le maintien d'un minimum de conscience de classe.

Même dans les pays capitalistes les plus avancés (Allemagne occidentale, Angleterre et même Etats-Unis), l'alternative n'est pas entre une classe ouvrière révolutionnaire et dynamique, et une classe ouvrière embrigadée dans des syndicats bureaucratiques. L'éventail des possibilités est beaucoup plus ouvert:

- classe ouvrière révolutionnaire et dynamique;
- classe ouvrière présente dans des organisations de classe bureaucratiques;
- classe ouvrière atomisée, désagrégée, sans conscience de classe, par suite de l'absence d'organisation.

Il faut voir ces trois éléments pour comprendre le caractère vraiment dialectique des organisations de masse dans le régime capitaliste. On ne peut se contenter de critiquer l'aspect bureaucratique contre-révolutionnaire sans voir en même temps l'aspect positif qui permet à la classe ouvrière d'affirmer un minimum de conscience de classe au sein d'une société capitaliste très puissante; c'est seulement en dépassant le stade de l'action purement individuelle qu'elle peut créer une force collective. Il est nécessaire d'insister sur ce point car, à la périphérie du mouvement trotskyste, s'est développée l'idée ultra-gauche de ne pas faire la différence entre ces deux aspects, ce qui se symbolise par l'équation :  
syndicat de masse =bureaucratie malfaisante=trahison contre-révolutionnaire.

On ne voit plus alors que le syndicat de masse est objectivement l'expression de la force collective de la classe, dans les moments de «paix sociale», face aux patrons. Quand on dit aujourd'hui que dans les pays capitalistes avancés, les appareils syndicaux tendent à devenir des institutions «d'assistance sociale», servant uniquement à résoudre des problèmes de pensions et d'allocations familiales, cette constatation est, dans une large mesure, objectivement exacte. Mais il ne faut pas oublier que si cet appareil syndical n'existait pas, les ouvriers seraient condamnés à essayer

de résoudre ces problèmes de façon individuelle; le rapport de force serait infiniment plus défavorable et ne leur donnerait aucune chance d'aboutir. La fonction des appareils syndicaux est, en dernière analyse, d'apporter dans ce dialogue tout le poids de la force collective de la classe ouvrière et d'en modifier l'issue de façon décisive.

Ce double aspect de la bureaucratie syndicale est absolument fondamental : si on ne le comprend pas, comment peut-on expliquer que les travailleurs, qui font depuis 50 ans l'expérience pratique et renouvelée de la trahison de leurs appareils syndicaux à chaque période révolutionnaire, restent tout de même très fortement attachés à ces organisations ? Par contre, cela est clair dès qu'on n'oublie pas le rôle objectif double de ces directions: les ouvriers savent bien que malgré leurs trahisons périodiques, les syndicats jouent ce rôle quotidien «anticapitaliste» fondamental et que, par conséquent, il n'est pas de leur intérêt de les abandonner.

### **L'explication de Lénine de la trahison de la social-démocratie**

La cinquième phase de la prise de conscience est constituée par les explications données par Lénine au moment de la dégénérescence de la II<sup>e</sup> Internationale et de la trahison de la social-démocratie lors de l'éclatement de la Première Guerre mondiale impérialiste. Lénine explique cette trahison par deux facteurs :

– l'apparition au sein des syndicats et des partis d'une bureaucratie qui prend en main le contrôle de ces organisations et qui a des privilèges à défendre, tant à l'intérieur de ces organisations qu'à l'extérieur, dans le cadre de l'État bourgeois (parlementaires, maires, journalistes).

– le fait que cette couche bureaucratique a des racines sociologiques profondes à l'intérieur de la société capitaliste de l'époque. Elle s'appuie sur «l'aristocratie ouvrière», c'est-à-dire sur une partie de la classe ouvrière des pays impérialistes que la bourgeoisie a corrompue, à l'aide des «surprofits coloniaux», fruits de l'exploitation capitaliste.

Cette deuxième théorie a été un «dogme» pour les marxistes-révolutionnaires pendant près d'un demi-siècle; elle doit maintenant être soumise à un certain examen critique pour deux raisons.

a) Certains phénomènes dans le monde sont inexplicables au moyen de cette théorie: il est impossible d'expliquer la bureaucratie syndicale aux Etats-Unis par l'existence d'une «aristocratie ouvrière corrompue par les surprofits coloniaux». Ces surprofits existent évidemment aux Etats-Unis puisque des capitaux américains sont investis à l'étranger pour rapporter des profits, mais cela constitue une part minime des bénéfices de la bourgeoisie américaine et ne peut suffire à expliquer l'apparition d'une bureaucratie syndicale dans des organisations qui groupent plus de 17 millions de salariés. La France d'aujourd'hui n'a pratiquement plus de colonies et ne tire plus que des profits limités de ses anciens territoires: malgré

cela, la bureaucratisation du mouvement ouvrier français n'a guère diminué.

b) La deuxième raison est encore plus convaincante: aujourd'hui, nous sommes plus conscients des réalités économiques de la situation ouvrière dans le monde entier. Nous pouvons constater que la véritable «aristocratie ouvrière» n'est plus constituée par certaines couches du prolétariat des pays impérialistes par rapport à d'autres couches de ce prolétariat, mais bien plus par l'ensemble du prolétariat des pays impérialistes par rapport à celui des pays coloniaux et semi-coloniaux: le rapport des salaires entre un ouvrier noir d'Afrique du Sud et un ouvrier anglais est de un à dix. Entre deux ouvriers anglais, ce rapport varie de un à deux, deux et demi au maximum. (L'éventail des salaires dans les pays impérialistes a progressivement tendance à se réduire; il est beaucoup moins ouvert qu'il y a cinquante ans.)

Il est donc manifeste que le premier rapport est très supérieur au deuxième. C'est d'ailleurs l'exploitation impérialiste qui a permis de réaliser cette énorme différence globale des salaires entre les pays impérialistes et les pays sous-développés. Ceci est certainement beaucoup plus important que la corruption de certaines couches du prolétariat dans un pays impérialiste, ce dernier point devenant marginal.

Il faut donc être très prudent sur cette notion «d'aristocratie ouvrière» employée par Lénine. Si on examine avec un certain recul l'histoire du mouvement ouvrier, on constate que très souvent les couches classiquement appelées «aristocratie ouvrière» ont été des couches «de pointe» de la percée du mouvement communiste: en Allemagne orientale, le mouvement communiste est devenu un mouvement de masse au début des années 20, grâce à la conquête des métallurgistes, couche la mieux payée de toute la classe ouvrière allemande. En France, on peut dire à peu près la même chose: en 1935, le développement du mouvement ouvrier a été lié à la conquête par les communistes des ouvriers des grandes entreprises, où les salaires étaient parmi les plus élevés (les ouvriers de chez Renault par opposition à ceux des textiles du Nord qui sont restés sociaux démocrates jusqu'à nos jours).

Il faut donc être circonspect sur cette notion «d'aristocratie ouvrière» et surtout insister sur la compréhension globale par Lénine du phénomène, en ce qui concerne la bureaucratisation et la symbiose croissante de la bureaucratie syndicale et de l'Etat bourgeois. (...).

**Ernest Mandel**

## Notes

1. Des groupements ultra-gauches, plus ou moins anarchisants, se sont développés dans la social-démocratie allemande vers 1891-1892; ces «gauchistes de Berlin» constituent une tendance généralement peu connue dans le mouvement ouvrier. Le jugement à porter sur ce groupe n'est ni simple ni unilatéral: Lénine lui-même, après 1914, a dû faire un certain réexamen critique de son opinion précédente et il a vu, dans ces oppositions, les premières formes de révolte semi-consciente et semi-instinctive contre le début de la corruption réformiste et bureaucratique des mouvements sociaux-démocrates de masse.

2. Kautsky, qui a été dans une large mesure le «professeur» de Lénine et qui lui a inspiré une bonne part de sa théorie «léniniste» du Parti, était un homme très intelligent et un théoricien marxiste de valeur, ce qui lui permit de saisir dans cet exemple le fond du problème avec beaucoup de clairvoyance.

3. L'importance historique et numérique des partis sociaux-démocrates est un moteur de leur bureaucratisation et non un frein. Il est beaucoup plus facile de garder non bureaucratisée une organisation ne recrutant que des membres qui ont déjà un minimum de conscience et d'activité, où le phénomène de «clientèle» ne peut apparaître à grande échelle.

# Limites de l'anarchosyndicalisme et des syndicats actuels

Les 6 articles qui suivent ont été publiés dans la revue *Programme communiste* en 1963, 1964 et 1982. Nous ne partageons pas les positions du Parti communiste international (héritier de la Gauche communiste italienne au sein de la Troisième Internationale) sur de nombreuses questions (caractère pseudo-scientifique du marxisme, nécessité d'un Parti unique, dictature du prolétariat assimilée à la dictature du Parti, réduction de l'anarchisme à un courant «petit-bourgeois», etc.). Néanmoins, ces articles offrent une excellente description de l'évolution du socialisme et du syndicalisme avant 1914. Et ils présentent aussi une critique sans concessions des faiblesses de l'anarchosyndicalisme et du syndicalisme révolutionnaire avant 1914 – faiblesses dont leurs héritiers, au XXI<sup>e</sup> siècle, n'ont apparemment pas encore tiré le bilan, comme en témoigne l'ouvrage de René Berthier *L'anarchosyndicalisme et l'organisation de la classe ouvrière* paru en février 2010 aux Editions du Monde libertaire.

Les anarchistes expliquent encore la faillite de l'anarchosyndicalisme français par les erreurs de quelques dirigeants ayant «trahi» leurs camarades (1) ; par les silences coupables de la Charte d'Amiens à propos de «la lutte contre l'Etat» et des «illusions sur le parlementarisme» ; ou par l'introduction dans un mouvement ouvrier sain par nature d'«idées et de pratiques réformistes» par des éléments extérieurs au syndicalisme. L'analyse de *Programme Communiste* se situe sur un terrain plus fertile en explications (les caractéristiques profondes de la société française et du mouvement ouvrier avant 1914; l'émergence d'une bureaucratie syndicale et ses rapports avec l'Etat, la fonction du syndicalisme dans les grands Etats capitalistes depuis l'apparition de l'impérialisme, etc.) que les seuls défauts personnels des chefs de la CGT ; le légalisme, le parlementarisme, et les manœuvres fractionnelles des sociaux-démocrates avant 1914 ; ou le rôle d'«idées» néfastes introduites de l'extérieur. Les tares bien réelles des socialistes n'expliquent nullement l'échec du syndicalisme révolutionnaire et de l'anarchosyndicalisme, pas plus que la révolution russe ou les manœuvres du PCF et des staliniens après le Congrès de Tours. Il est caractéristique que, dans son livre, Berthier fasse l'éloge d'une «fraction anti-fraction» anarchiste au sein des syndicats, pendant les années 1970, qui s'appelait l'Alliance syndicaliste. Sans le savoir, il donne raison à *Programme communiste* qui considérait que les anarchistes n'étaient opposés à la politique au sein des syndicats, que s'il s'agissait d'une autre «politique» que la leur... Il serait temps que les libertaires confrontent la réalité



des structures syndicales actuelles avec le projet anarchiste de destruction de l'Etat et de toute structure de pouvoir, qu'ils arrêtent de rêver à un Age d'Or qui n'a jamais existé, et comprennent que les travailleurs inventeront forcément d'autres formes d'auto-organisation...

Comme l'écrivait déjà, il y a plus d'un demi-siècle, Daniel Mothé («Le problème de l'unité syndicale», *Socialisme ou barbarie* n° 14 d'avril juin 1954) :

*«Qu'est-ce aujourd'hui que le syndicat ? Formé au siècle dernier comme association de défense des ouvriers, de lutte pour des revendications de type économique, sa nature s'est profondément transformée depuis. La croissance du capitalisme a également été celle du prolétariat et de ses formes d'organisation. Pendant la période de développement "pacifique" de la bourgeoisie, jusqu'à 1914, les syndicats sont devenus des grandes organisations groupant des millions d'adhérents, disposant de fonds importants, de locaux, créant ou soutenant des associations annexes, coopératives, mutuelles, etc. La bureaucratie syndicale s'est formée comme couche spécifique dirigeant la défense des intérêts des travailleurs. Mais elle les a identifiés de plus en plus aux intérêts des syndicats et, pratiquement, aux intérêts de l'appareil syndical, c'est-à-dire à ses propres intérêts. (...) Quand la guerre éclata, en 1914, les syndicats se rangèrent dans le camp des impérialismes respectifs et leur apportèrent tout leur soutien.*

*Ainsi le capitalisme rencontra dans ceux que Lénine appelait les «lieutenants ouvriers de la bourgeoisie» des alliés précieux dans la guerre et dans la paix. Car le développement de l'industrie, sa concentration posaient à l'ordre du jour le problème de la gestion de la force de travail elle-même. Bourgeoisie et bureaucratie syndicale collaborèrent plus étroitement. On créa peu à peu dans les pays avancés un immense réseau d'organismes "mixtes", reliés à l'Etat, destinés à exercer ce contrôle sur les ouvriers au travers des syndicats. Les conventions collectives sous l'arbitrage de l'Etat, l'arbitrage obligatoire des conflits, la fixation par l'Etat des heures de travail et des limites du salaires, etc., étaient les fruits de cette collaboration, complétée d'autre part par la collaboration de la bureaucratie politique. D'ailleurs, la distinction entre "politique" et "syndical" disparaissait aussi peu à peu, les bureaucrates cumulant les fonctions et devenant de plus en plus interchangeable.*

*La dernière guerre (de 1939-45) n'a fait qu'accentuer cette intégration de la bureaucratie syndicale à l'Etat. En France, la période du "tripartisme" (l'union nationale entre le PCF, la SFIO et le MRP en 1946-1947 au nom de la défense du programme du CNR, NPNF, 2010) nous en a offert un bel exemple. Les dirigeants syndicaux n'étaient-ils pas à la fois députés, ministres, chefs des entreprises nationalisées, membres du Conseil du plan, des commissions de ravitaillement et, à des échelons in-*

*férieurs, membres des comités d'entreprise, des comités mixtes à la production, des mille et commissions para-étatiques qui ont proliféré ?*

*D'organe de défense des intérêts ouvriers, le syndicat est devenu à la fois un instrument de la bureaucratie syndicale et de l'Etat. Cette transformation n'est ni provisoire ni réversible. Elle correspond à l'évolution du capitalisme vers la concentration politique et économique totale. Par sa structure même – appareil de responsables et d'employés en haut, couche de "cotisants" en bas, cloisonnement professionnel – le syndicat ne peut échapper à la main-mise de la bureaucratie et au travers d'elle, à celle de l'Etat. (...).»*

Et nous n'avons rien à ajouter à la conclusion de cet article :

*«Pour les ouvriers, le choix n'est pas aujourd'hui entre l'organisation dans les syndicats ou pas d'organisation du tout, mais entre poursuivre leur lutte embrigadée par un appareil bureaucratique qui la détourne de ses objectifs (...) ou bien la mener au-dehors et contre cet appareil, condition première de son développement.*

*La désaffection à l'égard des syndicats est un fait indiscutable par rapport à 1945. (...) Il ne nous appartient pas de donner la bonne recette d'organisation (...), les formes d'organisation ne se créent qu'au cours de la lutte. Cela ne signifie pas qu'elles sont une "invention" des travailleurs à partir du néant. (...) Le vrai dilemme est : ou continuer de faire le jeu de la bureaucratie syndicale en prêchant la réforme des centrales et leur unification, ou soutenir les ouvriers qui s'en détachent et encourager pratiquement toute action indépendante.»*

1. Le SNUIPP a édité une brochure fort instructive «Les syndicalistes et la Première Guerre mondiale» qui contient des textes de Bouët, Dumoulin, Jouhaux, Merrheim, Monatte et Rosmer écrits entre 1915 et 1918, que l'on peut trouver sur le site la Bataille socialiste.

*Ni patrie ni frontières*

# Socialisme et syndicalisme dans le mouvement ouvrier français (1876-1914)

## Avant-propos

Le mouvement syndical français – ou ce qui en reste dans la centrale qui se réclame impudemment de sa tradition historique – approche de son «heure de vérité»: le moment n'est plus loin où la CGT devra renoncer à ses dernières attitudes **d'opposition** à la politique du patronat et du gouvernement. Devenue seulement vers 1936 un véritable syndicat de masse, elle n'a jamais été capable de maintenir hauts et fermes les principes fondamentaux du syndicalisme de lutte de classe, mais elle n'avait jamais encore confessé franchement son réformisme contrairement aux **Trade-Unions** anglaises ou aux syndicats allemands. Le moment est venu pour elle de «s'aligner».

Depuis longtemps la vieille CGT de tradition révolutionnaire n'existait plus: elle ne faisait que tenter de se survivre. Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, son histoire n'a été qu'un tissu de menaces vaines et d'abandons scandaleux, de «réussites» trompeuses et d'échecs catastrophiques, de réunifications éphémères et de scissions durables. Pendant tout ce temps et toutes ces occasions, elle n'a cessé de perdre et de gaspiller en masse cette énergie prolétarienne de lutte et de révolte, toujours déçue mais toujours renaissante, qui naît de l'exploitation capitaliste et que l'exploitation capitaliste réveille toujours, mais que la trahison opportuniste fourvoie toujours en la canalisant vers des buts opposés à ceux du prolétariat révolutionnaire, tels la «restauration de la démocratie», «l'indépendance nationale», la «sauvegarde de la production», «l'expansion», etc.

Si les opportunistes et les renégats qui contrôlent l'actuelle CGT ont pu, en dépit de maintes crises, conserver intacte leur influence sur les ouvriers les plus combattifs, dont le nombre va d'ailleurs en diminuant, cette influence ne pourra pas se maintenir pendant bien longtemps sur la base de cette «opposition» équivoque et superficielle qui est devenue de tradition dans ce syndicat. Depuis le Front populaire de juin 1936 et, plus encore, depuis la Libération d'août 1944, la CGT ouvrière a cessé d'être une organisation prolétarienne. Politiquement, elle a adopté une plate-forme de défense de la société bourgeoise et adhéré sans réserve à son idéologie. Pratiquement, elle s'est toujours refusée lors des grèves et conflits sociaux parfois violents qui se sont déroulés depuis la guerre, à déclencher de

vraies batailles avec les moyens propres au prolétariat. Pourtant elle n'avait jamais encore avoué expressément, comme elle est en train de le faire depuis deux ou trois congrès, que pour conserver ses adhérents il lui fallait pratiquer la plus basse collaboration de classe à tous les échelons de son activité et dans les formes les moins équivoques.

La liquidation du parlementarisme traditionnel, c'est-à-dire l'éviction de la petite-bourgeoisie comme facteur de jeu parlementaire, l'essor vertigineux du productivisme, les diverses conséquences de la guerre d'Algérie sont sans aucun doute à l'origine de cette évolution, mais ils n'ont fait que précipiter et accentuer le processus souterrain qui depuis des années minait déjà la grande centrale opportuniste. Depuis la fin de la guerre, la CGT allait accumulant et multipliant les compromis et les abandons qui devaient priver les travailleurs de leurs ultimes possibilités de résistance aux exigences draconiennes de l'exploitation. Lier le sort des travailleurs à l'expansion de la production nationale, c'était les lier eux-mêmes à **leurs entreprises**.

Dès lors comment auraient-ils pu «prendre leur part» (!) de la trompeuse «prospérité» bourgeoise, sinon en se résignant aux formes jadis les plus haïes de l'exploitation capitaliste: travail aux pièces, heures supplémentaires, salaire au rendement, etc., qui augmentent les «retrées» de l'ouvrier sans diminuer le profit de la sacro-sainte entreprise? Tout cela n'empêcha d'ailleurs pas les ouvriers de tomber dans le piège du crédit qui, pour un peu de confort douteux, leur met au cou le carcan certain des traites à échéance et aggrave encore leur dépendance à l'égard de l'employeur.

Leur combativité, et bien entendu leur unité ainsi ruinées, la CGT, responsable en fait de cette ruine, put se plaindre qu'elle était dans l'impossibilité de défendre les conditions de travail des ouvriers par la faute des ouvriers. Ces plaintes sont au fond tout ce qui l'ont distinguée des autres centrales, ouvertement conformistes. Si elle a signé des accords d'entreprise interdisant les grèves pour toute une année, c'est «parce qu'elle y a été obligée»: pardi ! A-t-elle été également «obligée» de réclamer sa propre participation aux discussions sur l'«intéressement» des ouvriers, dont elle continue platoniquement à condamner le principe? Il lui faut maintenant, pour conserver quelques lecteurs à sa presse syndicale, s'aligner sur l'abjecte propagande bourgeoise qui endort les travailleurs en leur faisant miroiter les progrès de la technique, le luxe à la portée de toutes les bourses, les vacances populaires, la mode et le sport. Tous ces détails caractéristiques même s'ils paraissent de simples détails démontrent que le masque d'intransigeance de la CGT est près de tomber, qu'elle va être obligée de renoncer jusqu'à cette hostilité de façade contre le patronat et le gouvernement qui lui servait à dissimuler sa collaboration de classe effective.

Cette déchéance, si elle a pour résultat immédiat et brutal de décourager et de rejeter dans l'inaction ceux qui conservaient quelque foi dans la va-

leur combative de la CGT, a aussi son aspect positif. Accentuant aujourd'hui la division et l'impuissance des ouvriers, elle rendra pourtant plus difficile, lors de la reprise générale de la lutte prolétarienne, les diversions et le sabotage que les dirigeants syndicaux ont jusqu'ici réussis avec une facilité déconcertante. Plus l'appareil syndical se bureaucratise et se sépare de la base ouvrière, plus les manœuvres dilatoires de ses dirigeants sont malaisées et plus grandes sont les chances d'une radicalisation des mouvements. La possibilité d'une orientation de classe des luttes à venir suppose cependant une condition qui est loin d'être remplie: la formation d'éléments solidement imprégnés des principes fondamentaux de l'action prolétarienne, la présence du parti de classe – fût-il encore à l'état embryonnaire – dans toutes les agitations. Pour en arriver là un effort énorme est nécessaire, d'autant plus difficile à accomplir que la jeune génération politique est particulièrement inavertie des expériences passées. C'est précisément pour combler cette lacune que nous avons entrepris le raccourci historique qu'on va lire.

Que notre but soit bien clair. Nous ne «découvrons» rien; nous ne «révélerons» rien, contrairement à tous ces «réhabilitateurs» aujourd'hui fort prisés, même par la presse bourgeoise. Nous chercherons seulement à attirer l'attention des lecteurs (et particulièrement des jeunes) sur les points les moins compris, sinon les moins connus, de l'histoire du mouvement syndical, sans autre prétention que de reconfirmer les principes que le marxisme a tirés de toute l'histoire et de toutes les formes de lutte de la classe ouvrière. Plus particulièrement, contre le préjugé profondément enraciné en France, et qui veut que le syndicat soit une forme plus apte que le **parti** à défendre les intérêts ouvriers et à conduire le prolétariat à la victoire, nous voulons prouver historiquement que s'il est arrivé **une seule fois dans l'histoire** que les principes de la lutte de classe intransigeante soient défendus par une organisation **autre** que l'organisation politique du prolétariat, il n'est pas un cas où ce dernier soit sorti d'une période de dépression et de reflux en se passant des principes et de la vision programmatique révolutionnaire qui sont l'apanage exclusif du parti.

Dans ce pays où, pour diverses raisons historiques, il n'a jamais existé de grand parti du nom de marxiste (carence fatale pour le prolétariat non seulement français mais international), les contrastes sociaux n'en ont pas moins été aigus, nous laissant des expériences riches d'enseignements. Après le triomphe définitif des formes politiques bourgeoises, l'expansion du capitalisme aux dépens des modes antérieurs de production devait fatalement déterminer d'amples luttes sociales; celles-ci n'ont cependant pas été encadrées par une organisation **marxiste** mais par le **syndicalisme révolutionnaire**, né au sein des organisations syndicales, mais marqué par une idéologie qui mieux que le marxisme répondait aux traditions de pensée de la France ex-«révolutionnaire» et longtemps petite-bourgeoise. L'orientation qu'a prise dès le départ le mouvement ouvrier français a eu

pour effet de retarder l'implantation du marxisme en son sein; c'est pourquoi son histoire met dans un relief particulier toutes les lacunes du syndicalisme et des idéologies qui en relèvent directement ou non. En effet, si durant deux décennies au moins les représentants de l'école syndicaliste ont détenu le monopole de toute l'énergie ouvrière existante, ils ont démontré par leur chute dans la collaboration de classe à l'éclatement de la guerre de 1914, ne pas avoir été mieux armés contre la corruption du système bourgeois que les hommes politiques qui, eux, y avaient succombé par opportunisme électoral. Ce fait suffit à réfuter définitivement la fable puérile de la «supériorité» du syndicat sur le parti en tant qu'expression du prolétariat. Il prouve en outre que le maintien d'un programme et d'une attitude révolutionnaires jusque dans les époques de réaction n'est pas simplement une question d'organisation.

Lorsque éclata la guerre impérialiste, les hommes de syndicat comme ceux de parti tombèrent avec ensemble dans la collaboration de classe: voilà ce que nous enseigne la première partie de notre historique syndical. Quand, sur tous les fronts de la lutte, la classe ouvrière est battue, ce sont **toutes ses organisations** qui passent sous le contrôle direct ou indirect des agents du capitalisme. Mais ce que nous enseignera la seconde partie, c'est que, de cette situation de défaite, le parti seul, à l'exclusion de tout autre type de groupement, peut tirer le prolétariat. La troisième partie de l'histoire du syndicat qui n'est pas encore conclue dans les faits, n'est pas non plus maigre d'enseignements à ce propos. Après la seconde vague opportuniste qui emporta l'Internationale de Moscou et ses divers partis comme la première avait emporté la Seconde Internationale, non seulement la **déviaton syndicaliste** a dévoyé les rares énergies révolutionnaires survivant à la débâcle et ainsi retardé considérablement le regroupement de l'avant-garde ouvrière, mais encore des tendances authentiquement **politiques** et issues du mouvement **communiste** et **prolétarien** (le trotskysme par exemple, ou encore la tendance des «communistes de conseils») ont perdu, en voulant agir à tout prix sur le terrain limité que s'assigne tout syndicalisme doctrinal, la tradition révolutionnaire qu'elles avaient recueillie de la bouche même des victimes de la contre-révolution stalinienne. Dès lors que des tendances et des mouvements se réclamant du marxisme veulent conjurer la débâcle de toute la classe ouvrière en se confinant dans le cadre étriqué des entreprises, dès lors qu'ils escomptent découvrir la voie de la reprise sociale par la pratique routinière des revendications immédiates et en invoquant le mythe de la «conscience spontanée» de classe, dès lors qu'ils s'essayent à accroître leur propre force numérique dérisoire par des regroupements hybrides à mi-distance entre le parti et le syndicat, ils se perdent eux-mêmes en tant qu'éléments de tradition et de continuité révolutionnaires, car ils abandonnent irrémédiablement le terrain **politique** qui est celui de la révolution sociale, pour se cantonner sur le terrain **économique** qui est celui de la société en vigueur et

où le prolétariat ne peut donc qu'aménager son esclavage, non s'en libérer.

Voilà donc la grande leçon qui nous reste de la longue période de confusion et d'impuissance dont nous commençons à peine à entrevoir l'issue: la lutte du prolétariat, sous toutes ses formes, ne peut être qu'une lutte **politique** à plus ou moins brève échéance: une telle lutte vise à la **prise du pouvoir**, à la disposition par le prolétariat de la totalité des moyens de production. C'est par cette voie et par cette voie seule que la classe ouvrière peut non seulement s'affranchir de la servitude salariée, mais affranchir la société tout entière des lois meurtrières et infâmes de l'économie mercantile. Quand le prolétariat est lancé dans cette voie, qui est sa véritable voie de classe, il n'y a pas de problèmes distincts qui intéresseraient, les uns l'activité syndicale, les autres l'activité politique; il n'y a pas d'opposition de buts et de moyens entre le syndicat de classe et le parti de classe. Si la divergence survient, si les deux organismes se combattent, c'est un indice de reflux ou de stagnation de la lutte prolétarienne, c'est la preuve qu'une partie de la classe ouvrière demeure ou passe sous l'influence de la bourgeoisie capitaliste, c'est que l'un des deux organismes est devenu l'auxiliaire de la bourgeoisie auprès des travailleurs. Dans le camp de la trahison, on a vu souvent le **parti** car aucune forme d'organisation prolétarienne ne peut être totalement imperméable aux influences ennemies. Mais chaque fois le syndicat l'a suivi (s'il ne l'avait pas précédé) dans cette évolution fatale et d'une façon d'autant plus néfaste et honteuse qu'elle se dissimulait sous le masque de **l'autonomie formelle** du syndicat ouvrier à l'égard non seulement du gouvernement, mais de tout parti, le parti n'étant jamais composé de «seuls travailleurs».

Par nature, l'activité syndicale tend à s'enfermer dans des revendications limitées à certains secteurs de la production, à certaines catégories de salariés, chaque syndicat de métier se préoccupant des membres de sa profession, chaque union locale s'intéressant en priorité à sa région. Sur cette base, la classe ouvrière ne peut maintenir une unité de classe; dans le cadre limité de la profession ou de la localité, c'est le capitalisme qui dicte aux ouvriers leur propre comportement, qui est concurrence et auto-destruction de leur force collective; ou alors il faut qu'un grand nombre de travailleurs adhère au même but politique révolutionnaire, en d'autres termes que vive le parti de classe.

C'est pourquoi, lorsqu'il s'agit, comme dans la situation présente, de reconstruire et le **syndicat** et le **parti**, on ne saurait admettre la moindre distinction de nature entre revendication «économique» et revendication politique. Toute lutte, même la plus élémentaire et la plus limitée, doit concourir au renforcement du prolétariat et à sa réorganisation en vue de sa mission politique de révolution. Toute lutte doit en premier lieu permettre aux ouvriers de surmonter la **concurrence** à laquelle le capitalisme les pousse nécessairement et que la trahison opportuniste ne fait

qu'exacerber. Si la fonction essentielle du syndicat **comme organisme de la classe ouvrière** est de combattre cette concurrence et d'en dénoncer les effets désastreux, **a fortiori** le syndicat ne peut-il, sans perdre son caractère de classe, l'**encourager**. Or c'est ce que font **tous les syndicats** sans exception aujourd'hui, depuis les syndicats chrétiens jusqu'à la CGT en passant par la visqueuse Force Ouvrière.

On comprend aisément que lorsque les alliés du capitalisme sont parvenus à monopoliser la direction des syndicats, grâce en particulier aux liens puissants qui lient les travailleurs non révolutionnaires à la prospérité bourgeoise, les syndicats ne peuvent redevenir des organisations de classe par la seule spontanéité des syndiqués, divisés et découragés; il faut pour cela la lutte longue et persévérante d'une avant-garde organisée et consciente. Toute l'histoire que nous allons ici retracer démontre qu'en dehors du **programme historique** du prolétariat et de l'expérience des luttes qu'il a déjà menées pour sa réalisation il n'y a pas de «conscience prolétarienne».

Source: *Programme Communiste* n° 22, janvier-mars 1963



# Cadre historique et social du mouvement ouvrier français

## Un trait dominant du mouvement

L'histoire du mouvement syndical en France peut être divisée en trois phases. La première occupe la période qui s'étend de 1876 à la guerre mondiale de 1914. La seconde dure de 1914 jusqu'aux lendemains du second conflit impérialiste de 1939-45. La dernière enfin s'achève avec l'avènement du gaullisme et la guerre d'Algérie.

La première époque est essentiellement marquée par l'échec du syndicalisme révolutionnaire dans sa tentative de suppléer le mouvement socialiste embourbé dans la collaboration de classe et le parlementarisme à la tête des luttes ouvrières. Les syndicalistes, en dépit de leurs intentions révolutionnaires, étaient aussi conformistes dans le **but** que les socialistes l'étaient dans leurs **moyens** d'action et c'est pourquoi, pas davantage que ces derniers, ils ne pouvaient résister à la débâcle politique lors de l'éclatement de la guerre impérialiste.

La seconde période témoigne d'un effort révolutionnaire tout aussi infructueux, celui qui fut entrepris cette fois par le jeune Parti communiste français, en vue de mobiliser toutes les forces vives du mouvement syndical dans la perspective tracée par la Troisième Internationale.

Échouant dans leur tentative d'arracher les masses à l'influence des dirigeants réformistes, les communistes, que quelques transfuges du syndicalisme révolutionnaire avaient rejoints, laissèrent s'accomplir la scission syndicale de 1921 qui isola des ouvriers les militants les plus actifs; puis, quelques années plus tard, ils refirent l'unité avec les traîtres de la Seconde Internationale et leurs acolytes syndicaux, la grande unité de honte de 1936 qui prépara l'embrigadement du prolétariat international dans la seconde guerre impérialiste.

La dernière phase est l'aboutissement logique de cette succession d'échecs; c'est la phase de la trahison totale et générale de toutes les tendances politiques ou syndicales du mouvement ouvrier, de leur passage déclaré au service du capitalisme, du contrôle direct ou indirect de l'État bourgeois sur toutes les organisations syndicales, de la défaite des ouvriers jusque dans leurs dernières tentatives de résister à l'exploitation.

Dans cette phase, la division du mouvement syndical ne se fait plus entre révolutionnaires et réformistes, mais entre divers complices syndicaux du capitalisme. En fonction de sa clientèle propre, chaque centrale participe à sa façon au sabotage général de la lutte ouvrière, et toutes, de la CGT à FO et à la CFTC, elles se rangent délibérément sous le drapeau de la bourgeoisie: intérêt supérieur de la production et grandeur française. Au-delà de cette phase, qui est loin d'être terminée, perce pourtant la pos-

sibilité d'une reprise prolétarienne dans laquelle le syndicat pourra retrouver sa fonction de lutte de classe: la crise qui mûrit au sein de la société bourgeoise décadente doit en effet non seulement entraîner dans sa chute les partis capitalistes, ses suppôts traditionnels, et les opportunistes aujourd'hui placés à la tête des syndicats, mais ressusciter le parti révolutionnaire, sans lequel toute cette pourriture saura encore se survivre longtemps.

L'étude de ces trois phases du mouvement syndical met en évidence une caractéristique frappante du mouvement ouvrier français: c'est la réapparition constante, après des phases plus ou moins longues de diffusion plus ou moins efficace des positions révolutionnaires, de l'influence idéologique de la petite-bourgeoisie au sein des organisations de travailleurs. Le prolétariat français, comme classe révolutionnaire, a été littéralement décapité par l'écrasement de la Commune et pareille épreuve ne pouvait pas ne pas lui laisser une empreinte indélébile. S'il faut de longues décennies de luttes et de propagande pour arracher le mouvement ouvrier à sa gangue originelle d'idéologies petites-bourgeoises, il suffit d'une seule bataille perdue pour en compromettre tous les résultats.

Quand cette bataille survient avant que ce travail de préparation ait été achevé – voire même tant soit peu avancé, comme ce fut le cas pour l'héroïque prolétariat parisien – les conséquences de la défaite n'en sont que plus lourdes.

Dans ses formes élémentaires et immédiates, la lutte ouvrière se développe à l'intérieur du cadre juridique et social de l'exploitation capitaliste. Elle exprime, le plus souvent avec violence, la révolte des travailleurs contre la situation dans laquelle elle les enferme, mais elle ne les détache que passagèrement d'un système de valeurs auquel ils sont liés, par des liens non seulement économiques, mais idéologiques et moraux.

Ces liens, la lutte journalière peut momentanément les affaiblir, mais seule l'organisation politique de classe peut véritablement les combattre. Possédant la vision d'autres rapports de production que ceux de l'exploitation de la force de travail, elle s'est déjà émancipée de leurs effets politiques et moraux et peut donc dans des circonstances favorables en émanciper aussi de façon plus ou moins large et durable, le reste de la classe ouvrière.

Mais si cette organisation est détruite, ses militants fusillés ou déportés, ses adhérents dispersés par la répression, il est fatal que l'emprise ennemie se rétablisse plus vigoureusement encore.

En France, plus que partout ailleurs, l'idéologie qui enchaîne le prolétariat au capitalisme, c'est le culte de la **démocratie**. Des premiers flottesments politiques du Parti ouvrier de 1880 aux saturnales belliqueuses de 1914 et 1939, pas un reniement, pas un abandon qui ne s'y soit accompli sans célébrer la démocratie, la démocratie à conquérir, la démocratie à défendre... ou à «rénover». Au début de leur histoire, les ouvriers se heur-

taient journallement au cadre légal de la démocratie et finissaient par se dresser contre elle les armes à la main, **mais sans le savoir**. Par la suite, grâce à l'expérience, à la critique et à la diffusion des principes socialistes, ils prirent conscience de cette équation capitale: démocratie = capitalisme, misère et exploitation. Mais ce progrès considérable fut sans cesse remis en cause par les échecs et la stagnation de la lutte sociale. Tout reflux de l'agitation révolutionnaire réintroduisait en effet dans les fractions avancées de la classe ouvrière les revendications de «liberté» et de «justice» dont la lutte précédente avait pourtant démasqué le contenu d'esclavage et d'oppression.

Pour toute la période qui s'étend de 1830 à 1871, cette règle ne trouve pas d'exception, comme il est compréhensible puisqu'il a fallu un demi-siècle à la bourgeoisie française pour conquérir sa forme propre de gouvernement, et qu'elle ne l'a conquise qu'avec l'aide du prolétariat, toujours sollicité, toujours massacré dès le premier avantage militaire acquis sur la monarchie. Mais comment expliquer que lorsque tout mobile historique d'alliance entre prolétariat et bourgeoisie eût disparu avec la stabilisation définitive de la démocratie capitaliste, le parti prolétarien solidement constitué quelques années après la Commune et, cette fois, solidement campé sur la base du marxisme, ait à nouveau, par la suite, succombé au préjugé démocratique et, ce coup-ci, sans lutte et sans répression? C'est ici qu'un examen plus serré de la société française et de son historique contemporaine apparaît nécessaire.

La faiblesse théorique qui devait conduire le Parti ouvrier français à la collaboration de classe de la Première Guerre mondiale ne relève sans doute pas de raisons exclusivement nationales puisque la même déchéance attendait presque toutes les sections de l'Internationale socialiste. Une défaite historique du prolétariat moderne n'est jamais un phénomène purement national, mais il n'en est pas moins vrai que les signes avant-coureurs de la faillite de la Seconde Internationale se sont manifestés d'abord en France, que la trahison bellico-patriotarde s'y est affirmée d'une façon plus totale que dans les autres pays, et que, quand en 1939-45 le mouvement communiste succomba à son tour à la deuxième union sacrée, ce fut encore en France qu'elle commença, ce fut encore le Parti «communiste» français qui en donna le ton, battant tous les records de l'abjection chauvine.

Quand les principes internationalistes ne sont pas plus solidement ancrés dans la classe ouvrière d'un pays, quand la déroute idéologique y reprend toujours les mêmes thèmes et s'y habille des mêmes formules aussi surannées qu'odieuses, une explication historique devient nécessaire. Dans le cas de la France, elle devra montrer pourquoi et comment la révolution bourgeoise a dû, pour abattre le féodalisme, faire appel à une classe destinée à devenir son pire adversaire: le prolétariat. À la suite de cette coalition éphémère entre bourgeoisie et prolétariat embryonnaire,

l'antagonisme éclata à plusieurs reprises. Explosion **nécessaire**, eu égard au «niveau historique» général de développement de la société moderne, **précieuse** en ce qui concerne la formulation définitive du programme historique du prolétariat international, mais trop précoce pour ce qui regardait l'état qualitatif et quantitatif des forces de la classe ouvrière française et qui, chaque fois, devait donc se conclure par une défaite totale de cette dernière.

Formé dans une société au passé rempli de luttes politiques, le prolétariat français s'est donc épuisé dans des révoltes sanglantes en vue d'abolir le capitalisme **avant** que le développement de ce capitalisme lui en ait fourni la force. S'il a ainsi écrit les premières pages glorieuses du mouvement qui devait conduire à la victoire prolétarienne de l'Octobre russe, s'il a tracé avec son sang les lignes immuables du programme révolutionnaire de sa classe, il y a perdu une énergie historique qu'il ne devait plus jamais reconquérir, même quand l'industrialisation capitaliste fut venue grossir ses rangs de centaines de milliers d'hommes, et qu'il eut assimilé les principes fondamentaux du socialisme moderne.

### **Deux grandes révolutions bourgeoises**

Une classe ouvrière donnant l'exemple de la lutte révolutionnaire la plus radicale avant même d'être arrivée à son plein épanouissement dans le cadre national; un prolétariat livrant le premier assaut historique au capitalisme dans un pays où le capitalisme n'avait pas encore atteint son maximum d'expansion; telles sont les contradictions qui expliquent toute l'évolution ultérieure du mouvement ouvrier français (et en particulier ses caractères originaux sur le plan syndical) et qui se comprennent mieux à la lumière d'une comparaison entre les révolutions bourgeoises française et anglaise.

En Angleterre, la bourgeoisie fit sa révolution avec ses seules forces de classe. Elle sut combiner toutes les méthodes d'accumulation primitive, exproprier brutalement la paysannerie, s'incorporer la nouvelle noblesse, réformer la religion et spolier l'Église. C'est pourquoi quand le prolétariat se manifesta, ce fut immédiatement comme classe opprimée et opposée à l'État bourgeois, et non pas comme allié de la bourgeoisie révolutionnaire ainsi qu'en France.

En France, où la bourgeoisie manufacturière n'était que faiblement développée, où, longtemps abritée à l'ombre protectrice de la monarchie, elle s'était montrée impuissante contre les corporations et complice de la propriété foncière, la révolution bourgeoise fut essentiellement l'œuvre de la petite bourgeoisie appuyée par le prolétariat naissant; pour «l'exporter» à travers l'Europe, le premier Bonaparte sollicita en outre la paysannerie. C'est pourquoi jusqu'à son achèvement tardif et laborieux, on assista à des périodes plus ou moins longues de coalition entre petite-bourgeoisie et prolétariat, qui laissèrent une durable empreinte jacobine sur les partis et

groupements ouvriers, et qui s'expliquent finalement par le fait que la révolution française fut relativement tardive.

En Angleterre la classe ouvrière n'intervint pas avant le plein développement des formes capitalistes; en France elle fut un artisan de la lutte politique qui assura leur triomphe. En Angleterre le capital modela d'emblée la structure sociale à l'image de ses intérêts (1); en France la bourgeoisie eut besoin de tout un siècle pour diriger son propre État et, avant d'y parvenir, elle dut subir l'intervention, sur la scène politique, de toutes les classes de la société: bourgeois et propriétaires fonciers en 1830, prolétaires en 1848, paysans ralliés aux aigles fanés du second Bonaparte en 1851, prolétaires encore dans la glorieuse Commune de 1871. Mais pendant toute cette période la petite-bourgeoisie fut toujours présente. Rarement héroïque mais toujours bruyante; éloquente mais lâche, oscillant sans cesse entre le capital et le prolétariat, elle conquiert à sa façon sa participation au pouvoir en investissant progressivement les assises du capitalisme, en se casant au Parlement, en s'infiltrant dans l'administration, pour finalement, lorsque la forme républicaine de gouvernement fut établie sans retour, se hisser jusqu'au timon de l'État, qu'elle tint en main pendant plus de cinquante ans au service du capital.

Ce rôle considérable de la petite-bourgeoisie dans l'histoire du capitalisme français doit être expliqué, car c'est lui qui a fait le plus puissamment obstacle au triomphe du marxisme en France et déterminé la maladie endémique des organisations politiques et syndicales du prolétariat français. On connaît déjà ses origines, mais la durée de son influence pernicieuse ne peut s'expliquer uniquement par le passé révolutionnaire. Si on comprend que celui-ci ait facilité l'influence de la petite-bourgeoisie sur la classe ouvrière, on ne comprend pas que cette influence n'ait cessé de s'accroître pendant plus de cinquante ans, **au sein de la société bourgeoise tout entière**, des partis, de l'administration, de l'État. A cela il doit y avoir des raisons économiques.

Ces raisons résident dans les formes parasitaires du capitalisme français. Par suite des vicissitudes internationales et de l'inégal développement des ressources énergétiques du pays, le capital financier se développa bien plus vite en France que le capital industriel. Cela a eu en politique deux conséquences qui ont longtemps masqué aux contemporains la signification véritable des luttes qu'ils menaient. À cause de la faiblesse relative du capital industriel, la bourgeoisie française parvint très tard à une unité de classe(2).

Longtemps partagée entre deux et même trois fractions royalistes, elle finit par adopter la république uniquement par peur du prolétariat, sans pouvoir cependant conjurer le spectre de la république sociale incarnée dans la brève Commune de 1871. Même après l'écrasement de celle-ci, elle continua à bouder la forme républicaine dont la nécessité et l'efficacité faisaient cependant de moins en moins de doute. La petite-

bourgeoisie, au contraire, s'en montra très vite partisan résolu parce qu'elle en attendait une importance politique que la monarchie lui avait presque toujours refusée, et que par «démocratie» elle entendait précisément sa propre importance. Cela ne l'empêcha pas de tirer parti de son républicanisme comme d'une position anti-bourgeoise auprès du prolétariat, lui insufflant sa propre crainte d'une réaction «monarchique» qui menaçait bien davantage ses intérêts à elle que ceux des ouvriers.

Dans ces querelles de surface de la bourgeoisie, il ne pouvait s'agir pourtant d'un retour à des formes pré-capitalistes et les bagarres... parlementaires entre républicains et réactionnaires ne servaient qu'à masquer un phénomène plus profond: la promotion de la petite bourgeoisie **comme instrument du capital financier**. Dans cette fonction, la petite bourgeoisie était irremplaçable. Il fallait créer les conditions les plus favorables à l'accumulation du capital, c'est-à-dire entretenir la confiance des petits épargnants, garantir aux «bas-de-laine» de la campagne la paix sociale contre les «partageux», neutraliser le prolétariat en utilisant l'argument irrésistible de la «menace de la réaction» et de la nécessité de «l'unité autour de la République», besognes dans lesquelles les jacobins en pantoufles et les héritiers dégénérés de la grande «Montagne» de 1793 excellaient. Parvenus à la direction de l'État, ils surent d'ailleurs joindre à ces talents la corruption des cadres syndicaux, la provocation à l'égard des ouvriers et l'utilisation désinvolte de l'armée contre les grévistes de la ville et des champs.

Indispensable donc pour drainer l'épargne dans les coffres du grand capital et pour créer le climat politique propice aux placements lucratifs et aux spéculations, la petite bourgeoisie ne l'était pas moins pour décourager les luttes ouvrières et détourner le prolétariat de ses objectifs de classe. Ceci explique déjà en grande partie pourquoi le mouvement ouvrier, pris dans le grand jeu de la «défense républicaine» a pu se laisser surprendre, contaminer et pourrir par les divers émissaires de la petite bourgeoisie.

### **Deux formes de corruption du prolétariat**

Il est un autre facteur d'importance historique qui consolida cette influence et lui permit de se perpétuer jusqu'à nos jours: c'est l'impérialisme et la conquête des colonies. On ne souligne pas assez, en général, que 1880, date de la constitution des organisations ouvrières de masse, fut aussi celle où le capital financier suffisamment concentré entreprit sa campagne d'expansion mondiale en commençant, à la pointe des baïonnettes, le pillage systématique de l'Asie et de l'Afrique. En même temps qu'il augmentait la puissance du capital financier, le produit de ses rapines assurait à la petite-bourgeoisie, qu'elle fût rentière, administrative ou parlementaire, une part appréciable des profits, et en outre des alliés indéfectibles dans les couches supérieures du prolétariat, grâce à la corruption que des miettes de ces profits rendait possible.

Si cette corruption d'éléments issus de la classe laborieuse eut, en fin de compte, les mêmes résultats que la corruption «à l'anglaise», elle n'en revêtit pas moins des formes différentes. En Angleterre, l'exploitation coloniale avait assuré à la bourgeoisie une paix sociale sans fissure. En France, elle ne put empêcher des luttes de classes provoquées par l'industrialisation plus récente et qui ne cessèrent pas tout au long de la Troisième République. Depuis longtemps déjà, depuis la faillite du Chartisme, le mouvement ouvrier anglais s'était orienté vers une politique réformiste. Sur le continent (et en particulier en France), le réformisme mit un demi-siècle encore à triompher, précisément en raison du retard de l'industrie européenne sur l'industrie anglaise.

Délaissant l'industrialisation du pays pour des spéculations à l'extérieur, le capitalisme français entretenait l'anachronisme social du pays, c'est-à-dire la prédominance numérique de la paysannerie sur les classes urbaines, de la petite-bourgeoisie sur le prolétariat industriel, des rentiers sur les entrepreneurs. En Angleterre, le prolétariat étouffait sous le poids de la prospérité capitaliste. En France, il ne parvenait pas à s'organiser en dépit de trois décennies de luttes épuisantes à cause du poids de l'archaïsme social.

Les influences combinées de tous ces facteurs agirent de façon à rendre très difficile la formation d'un véritable grand parti prolétarien. La puissance du capital financier entretenait des formes de parasitisme social qui constituaient, en même temps qu'une source permanente de corruption idéologique des diverses couches ouvrières, un obstacle énorme à la formation d'un vaste prolétariat industriel. L'importance de la petite-bourgeoisie et son rôle politique étaient tels qu'ils eurent finalement raison des principes intransigeants du noyau marxiste du socialisme français. L'existence de mille petits métiers, la dispersion des ouvriers dans une multitude d'entreprises rendaient impossible la formation de vastes organisations syndicales et laissèrent, en fin de compte, la direction des syndicats existants aux tendances issues de l'anarchisme. Face à ces tendances, enfin, le parti marxiste perdit très tôt la partie, renforçant les éléments sains du mouvement dans leurs préjugés anti-politiques alors qu'il aurait dû les regrouper sur une véritable plate-forme de classe.

C'est ainsi que, quand la grande crise de régime du capitalisme éclata avec la guerre impérialiste 1914-18, le prolétariat français fut le seul de tout le continent à ne pas disposer, au sein des vieilles organisations dégénérées, d'une fraction radicale capable de reprendre le flambeau révolutionnaire de la lutte prolétarienne qui figurait dans sa tradition et dont la flamme avait été ravivée par la révolution bolchevique.

## Notes

1. Alors qu'en France, encore en 1896, la majorité de la population (70%) est rurale (et en grande partie liée à la parcelle) et que les 9/10<sup>e</sup> de l'industrie sont constitués par de toutes petites entreprises de 3 à 4 ouvriers, en Angleterre, dès 1834, date de la venue au pouvoir de la bourgeoisie, la nouvelle «loi sur les pauvres» supprime l'assistance paroissiale aux indigents valides, exproprie des masses de travailleurs à domicile et de paysans et provoque un afflux extraordinaire de main-d'œuvre dans la grande industrie.

2. «Sous les Bourbons c'était la grande propriété foncière qui avait régné, avec ses prêtres et ses laquais. Sous les Orléans c'étaient la haute finance, la grande industrie, le grand commerce, c'est-à-dire le capital avec sa suite d'avocats, de professeurs et de beaux parleurs. La royauté légitime n'était que l'expression de la domination héréditaire des seigneurs terriens, de même que la monarchie de Juillet n'était que l'expression politique de la domination usurpée des parvenus bourgeois. Ce qui, par conséquent divisait entre elles les fractions, ce n'était pas de prétendus principes, c'étaient leurs conditions matérielles d'existence, deux espèces différentes de propriété, le vieil antagonisme entre la ville et la campagne, la rivalité entre le capital et la propriété foncière». «... Nous parlons de deux intérêts de la bourgeoisie, car la grande propriété foncière, malgré sa coquetterie féodale et son orgueil de race, s'était complètement embourgeoisée par suite du développement de la société moderne» (K. Marx: *Le dix-huit brumaire de Louis Napoléon Bonaparte*). Dans toute la littérature marxiste il n'est peut-être pas de description plus mordante, plus féroce, plus exacte des grands mouvements de transformation de la jeune société capitaliste. Marx y a décrit l'anatomie de la société française avec un luxe de détails qui n'ont pas seulement le mérite de l'exactitude mais qui ont valeur générale d'anticipation sur tous les événements qui devaient se dérouler jusqu'à la fin du siècle. En expliquant en 1852, comment les deux fractions royalistes de la bourgeoisie française sentaient tout à la fois que la seule forme possible de leur domination était la république et que cette république porterait la lutte de classe à son degré maximum, Marx dénonçait, vingt-cinq ans à l'avance, la bourde monumentale des opportunistes socialistes qui tremblaient à tout instant devant le fantôme de la restauration monarchique.

Source: *Programme Communiste* n° 22, janvier-mars 1963



# Le Parti ouvrier et l'essor syndical: le réveil ouvrier passe par la formation du Parti

C'est seulement après 1871 qu'apparaît en France un véritable mouvement syndical. Jusqu'en 1863, la fameuse loi scélérate de 1791 refusant aux ouvriers le **droit de coalition** resta en vigueur (1). Leurs premiers organismes embryonnaires de défense, «les sociétés de résistance», qui tombaient par conséquent sous le coup de la loi, étaient clandestins, sans vaste influence et sans liaisons permanentes. Par ailleurs, les révoltes ouvrières auxquelles il leur arrivait de participer s'inspiraient d'un illuminisme bourgeois aux yeux duquel les maux sociaux avaient leurs racines non dans les contradictions de la société, mais dans les imperfections du gouvernement. De là dérive le constitutionnalisme qui marquera tout le mouvement ouvrier jusqu'en juin 1848: ce qui est revendiqué n'est pas le renversement de la domination bourgeoise, mais le respect des principes de liberté et de justice inscrits dans toute Constitution, l'élargissement des libertés constitutionnelles. Même quand une revendication sociale est posée, elle ne l'est encore que sous la forme d'un droit nouveau à inscrire dans la constitution (tel le fameux «**droit au travail**» de février 1848) par «une abstraction débonnaire des antagonismes de classes» comme dit Marx, c'est-à-dire par une naïve croyance dans la possibilité de faire triompher les intérêts ouvriers aux côtés des intérêts bourgeois, et non pas contre eux.

Il fallut les flots de sang de la répression de l'insurrection ouvrière de juin 1848 pour convaincre les ouvriers que l'instauration de la République ne signifiait en rien l'abolition de la domination bourgeoise, que «la plus infime amélioration de leur situation restait une utopie au sein de la République bourgeoise, utopie qui se change en crime dès qu'elle veut se réaliser» (2). Comme K. Marx le mit magistralement en évidence, et comme non seulement l'histoire des sectes ouvrières jusqu'en 1871, mais plus encore l'insurrection communarde elle-même le confirment historiquement, «après Juin, révolution veut dire: subversion de la société bourgeoise, alors qu'avant février, cela avait signifié: subversion de la forme de l'État» (3). Au cri de juin 1848: «Renversement de la bourgeoisie! Dictature de la classe ouvrière!» fait en effet écho, vingt-trois ans plus tard, la proclamation de la **République sociale** par la Commune de Paris. Mais si ce seul fait démontre que la phase constitutionnaliste est close, cela ne signifie pas que le mouvement ouvrier en ait désormais fini avec

l'illuminisme démocratique. Premier exemple de dictature prolétarienne parce qu'elle a été fondée et s'est maintenue par une violence dirigée contre le pouvoir légal et la bourgeoisie, la Commune amalgame à des objectifs socialistes encore confus des principes démocratiques hérités de la pensée bourgeoise, et c'est précisément cette immaturité que traduit la formule équivoque de la «République sociale» (4).

De même qu'il avait fallu la défaite de juin 1848 pour que la réalité de l'antagonisme des classes pénètre dans la conscience collective, de même il faudra la semaine sanglante de mai 1871, l'écrasement féroce de la Commune par le gouvernement légal de Thiers, pour qu'y pénètre à son tour l'antithèse qui oppose la dictature du prolétariat à toutes les formes de démocratie. Encore ce résultat n'a-t-il pas été recueilli en France même, mais partiellement en Allemagne et surtout en Russie. En France, pendant un demi-siècle encore, les fractions les plus radicales et les plus combatives de la classe ouvrière resteront sous l'emprise du vieux démocratism illuministe hérité de la Grande Révolution.

Si nous faisons partir cette étude des années qui suivirent l'écrasement de la Commune, c'est que cette période marque cependant un tournant d'une grande importance dans l'histoire du mouvement ouvrier français; c'est alors que pour la première fois le programme et les principes du socialisme scientifique furent nettement et intégralement acceptés par une partie de l'avant-garde. En dépit de l'avenir tourmenté qui guettait celle-ci, ce fait est capital. C'est de lui que nous devons partir pour juger des mérites et des faiblesses de tout le mouvement et pour déchiffrer l'enchaînement des situations qui conduisirent la section française de l'Internationale socialiste à la débâcle politique lors de l'éclatement de la guerre impérialiste de 1914.

En 1876, donc cinq ans à peine après l'écrasement de la Commune, alors que la dépression causée par la répression versaillaise restait sensible, un congrès ouvrier se réunit à Paris. Ses revendications étaient timides et nettement légalitaires, mais sa seule existence révélait que la classe laborieuse commençait à sortir de sa torpeur: le socialisme, que ce pédant de Taine déclarait «enterré pour plus de 50 ans», n'avait pas fini de faire trembler la bourgeoisie.

Un prolétariat battu et éliminé de la scène politique ne sort le plus souvent de sa prostration que pour poser des revendications immédiates d'ambition modeste. De ce fait, les idéologues du syndicalisme tirent cette conclusion simpliste que la lutte économique est la forme par excellence de la lutte de classe, et le syndicat, l'organe par excellence, voire unique de cette lutte. Mais d'une part, cette «loi historique» souffre des exceptions capitales comme les révolutions de février et octobre 17 en Russie après la défaite de 1905 l'ont prouvé, et d'autre part, dans toute reprise, on peut nettement distinguer deux courants: celui qui voudrait cantonner la classe ouvrière dans les revendications «raisonnables» et «immédiatement

applicables» et celui qui ne craint pas de lier la lutte spontanée des travailleurs aux grands objectifs finaux de la révolution sociale.

Le réveil politique d'après 1876 eut lieu au déclin du XIX<sup>e</sup> siècle des grandes luttes révolutionnaires, qui avait vu naître bien des États modernes et s'affirmer bien des nationalités. En France, la déportation ou la mort des chefs prolétariens, l'abattement général qui suit toute défaite, était une raison supplémentaire d'immobilisme. Mais à peine quelques représentants d'intérêts encore purement corporatifs eurent-ils manifesté une certaine velléité de réorganiser un mouvement syndical que le problème des buts généraux de la lutte prolétarienne ressurgit dans toute sa force.

Les plats initiateurs du congrès de 1876 étaient des hommes prudents et timorés. Ils venaient de l'école **mutualiste** fondée par Proudhon et qui considérait que le capitalisme devait céder la place à des groupements de producteurs liés entre eux par des services et obligations réciproques. Ils avaient en sainte horreur la politique et, par-dessus tout, redoutaient les théories révolutionnaires qui, disaient-ils, avaient été introduites chez les ouvriers par de dangereux rêveurs bourgeois (5). À leurs yeux, il s'agissait uniquement de **réformes** à réaliser «par l'étude, la concorde, la justice» et il fallait laisser la politique aux parlementaires qui se disputent le gouvernement.

Cette condamnation de la théorie et de la politique caractérise le syndicalisme non seulement français mais international, et on la retrouvera chez les tenants de la révolutionnaire «action directe». C'est essentiellement là ce qui la distingue non seulement du socialisme réformiste, mais aussi et surtout du socialisme révolutionnaire qui ne crut jamais que le parti devait disputer le gouvernement à la bourgeoisie, puisqu'il se proposait de détruire toute la machine de l'État bourgeois.

Au congrès de 1876, les mutualistes l'emportèrent sans difficulté. Mais au congrès suivant, en 1878, une voix révolutionnaire se fit entendre. C'était celle du Lyonnais Balleret qui dénonçait vigoureusement l'électoratisme et les réformes obtenues par la voie parlementaire, mais qui, en tant qu'anarchiste se déclarait aussi farouchement hostile à toute «autorité» et à tout État. Dans ce discours de Balleret, remarquable par sa teneur sinon par ses effets puisqu'il fut repoussé avec horreur par la majorité, les syndicalistes révolutionnaires ont découvert plus tard la **première** formulation historique de leur doctrine, ce qui est peut-être vrai; mais ce qu'on y trouve surtout, à la vérité, c'est la **dernière** expression des idées traditionnelles de la section française de l'Association Internationale des Travailleurs dont il ne restait plus en 1878 que des survivants, c'est-à-dire d'un «collectivisme» qui s'opposait au mutualisme et au coopérativisme d'inspiration proudhonienne, puisqu'il proposait (comme son nom l'indique) une appropriation collective des moyens de production, mais qui se voulait **également anti-étatiste**, puisqu'il ne prévoyait cette appro-

priation que dans le cadre du **fédéralisme** de Bakounine, et non sous la forme centralisée prévue par Marx, son grand adversaire au sein de la Première Internationale.

Jules Guesde, transfuge de l'anarchisme rallié au marxisme et Paul Lafargue, propre gendre de Marx, se dénommaient aussi «collectivistes», afin, dit A. Zévaès dans son *Histoire du socialisme et du communisme en France*, «de se distinguer des systèmes communistes de la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle et qui, tous, versaient dans l'utopie». Dans toute cette phase du mouvement socialiste l'imprécision des dénominations du parti ne devait pas peu contribuer – comme on l'a vu plus tard avec celle de «social-démocratie» – à entretenir bien des confusions. Quoi qu'il en soit au troisième congrès ouvrier, à Marseille en 1879, collectivistes-marxistes et collectivistes-anti-étatistes se retrouvèrent côte à côte pour balayer enfin les mutualistes (6).

Entre le second et le troisième congrès, il s'était passé des changements politiques importants. Aux assises ouvrières de 1878, Guesde et le petit groupe de militants rassemblés autour de son journal *L'Égalité* avaient déjà déposé sans succès une motion collectiviste qui avait recueilli bien peu de voix, mais tout de même réussi à faire connaître ses positions, qu'un procès sensationnel devait bientôt populariser. Les autorités ayant interdit le Congrès qui devait bientôt se tenir pendant l'Exposition Universelle de Paris, Guesde et ses amis avaient passé outre, ce qui leur valut de comparaître en correctionnelle. La défense collective des accusés assumée par Guesde et publiée sous la forme d'un opuscule répandit largement la position des collectivistes et introduisit parmi les ouvriers avancés les principes du socialisme scientifique que Guesde, d'autre part, propageait inlassablement dans des réunions organisées tant en province qu'à Paris.

Ainsi préparée, la victoire des collectivistes au congrès de Marseille fut éclatante. Repoussant la thèse des coopérateurs (autre dénomination des mutualistes) selon laquelle les associations des producteurs pouvaient, en se développant, détruire pacifiquement les rapports économiques de la société bourgeoise, la résolution adoptée affirmait qu'aucune amélioration définitive de la situation des classes laborieuses ne pouvait survenir sans une transformation complète de la société, c'est-à-dire «du travail salarié lui-même». Elle indiquait également que le but du mouvement ouvrier était «la collectivité du sol, du sous-sol, des instruments de travail, matières premières, donnés à tous et **rendus inaliénables par la société** à laquelle ils doivent retourner». C'était là une première formulation du socialisme prolétarien que Guesde devait développer l'année suivante dans un véritable programme pour le Congrès du Havre dont Marx, consulté sur place à Londres, prépara lui-même les «considérants» (7).

Si la victoire remportée au Congrès de 1879 et confirmée au Congrès de 1880 représente, **qualitativement**, un grand pas vers la formation en France du parti du prolétariat, quantitativement sa portée restait limitée.

Les influences proudhoniennes (coopérativistes et mutualistes) et corporatistes qui avaient dominé le mouvement ouvrier français d'avant 1871 y demeuraient fortement enracinées, et si les collectivistes avaient remporté la victoire, ce n'était pas tant grâce à l'énergie et à l'éloquence de Guesde que grâce à la composition nouvelle du congrès. Contrairement aux précédents, en effet, il ne comprenait pas seulement des représentants ouvriers (en général sous l'influence des tendances précitées) mais aussi des délégués de jeunes groupes socialistes en voie de constitution.

Le long et rude chemin de la constitution du parti de classe ne faisait d'ailleurs que commencer; l'organisation était à peine dotée de son programme que Guesde dut non seulement affronter des ennemis intérieurs, mais, au-dehors, faire front à la fois aux sollicitations des partis radicaux-bourgeois et à l'hostilité des anarchistes dont la hargne ira grandissant avec le temps, non d'ailleurs sans raison, puisque le socialisme français s'enfonçait progressivement dans le parlementarisme.

### **Mérites et faiblesses du Parti ouvrier**

La première bataille gagnée par l'équipe de Guesde fut celle du programme du parti. Ce programme fut adopté au Congrès du Havre de 1880 par 43 voix contre 10 et 6 abstentions, en dépit de l'hostilité des anarchistes et des réformistes qui, selon C. Vuillard (ouvrage cité) lui reprochaient d'introduire un socialisme «étranger», «allemand» (8). En réalité, les réformistes ne voulaient pas de la lutte de classe, et les anarchistes qui s'en déclaraient partisans ne pouvaient tolérer que le programme ouvrier parlât de conquête du pouvoir, c'est-à-dire s'assignât une tâche politique. Fondant sa revendication de la société sans classe non point sur la critique matérialiste de la société actuelle et la définition dialectique du socialisme, mais sur un rationalisme de type bourgeois et une exaltation de l'individu directement héritée de la tradition illuministe, l'anarchisme devait fatalement esquiver le problème politique de l'instauration d'une dictature après destruction de l'État bourgeois.

Les coopérateurs s'étaient éliminés d'eux-mêmes en tenant un congrès à part et ils disparurent quelques années après, tout au moins comme groupe homogène. Si les anarchistes évitèrent le même sort, c'est en partie grâce à leur faculté remarquable de **s'adapter aux formes d'organisation** créées par la classe ouvrière au cours de son développement et, notamment, aux syndicats qui, en France, ont pris leur essor sous leur parrainage occulte ou avoué. Durant cinquante ans, les anarchistes ont pillé dans le marxisme tout ce qu'ils y trouvaient de compatible avec leur hostilité de principe à l'égard de l'État. Ils se sont dépouillés de leur formalisme individualiste du début, se sont divisés en de nombreuses écoles et sous-écoles, et ont marqué de leur empreinte idéologique, le syndicalisme d'abord, puis le socialisme ouvrier et plus tard les divers courants qui au sein du Parti communiste oscillaient encore entre centralisme et fédéralisme, marxisme et «démocratisme révolutionnaire».

D'une façon générale, l'anarchisme est toujours plus ou moins directement lié aux faiblesses et carences du mouvement **politique** du prolétariat et aux conséquences de ses défaites. L'anarchisme, disait en substance Lénine, c'est la rançon que le mouvement ouvrier paie à l'opportunisme. En 1880, en France, l'influence anarchiste, tout en résultant des mêmes causes générales, était plus étroitement liée aux conditions sociales et économiques, car si elle gardait les positions conquises dans la Première Internationale, c'était en partie grâce à la survivance d'une grande quantité de petits métiers qui ont toujours constitué un milieu favorable aux idéologies libertaires.

C'est le plus souvent par l'intermédiaire d'artisans que la doctrine anarchiste «théorisée» par des penseurs bourgeois ou petits-bourgeois s'est diffusée parmi les purs salariés. Dans tous les métiers où le producteur n'était pas encore séparé de ses moyens de production, «l'idéal» anarchiste qui lui promettait la sauvegarde de sa propriété rencontrait un plus grand succès que le socialisme. Comme, d'autre part, ces artisans subissaient la contrainte de l'État bourgeois sous forme d'impôts particulièrement lourds et une concurrence impitoyable de la part du Capital, ils ne pouvaient manquer d'être séduits par l'abolition de l'État que les anarchistes promettaient de réaliser en un tour de main et par cette liberté d'association, qui, tout en laissant intacte la propriété des moyens de production, aurait été leur arme suprême dans la concurrence.

L'implantation de l'anarchisme est à ce point déterminée par la persistance de la production parcellaire que dans la Première Internationale, par exemple, un de ses bastions était la Fédération jurassienne qui groupait tous les artisans des versants suisses et français nord-ouest des Alpes.

L'état du développement industriel de la France d'après 1871 et la «géographie» des influences politiques dans les différentes régions du pays prouvent exactement la même chose. La fragmentation de l'industrie y était telle que 85% des entreprises étaient constituées par des ateliers occupant moins de 5 ouvriers. Dans le Nord, où régnait la grande industrie textile, et dans le Centre où existaient quelques grandes concentrations sidérurgiques, le programme marxiste conquiert assez rapidement de l'influence, et ces régions sont restées les fiefs du Parti socialiste dégénéré d'aujourd'hui. Par contre, dans les régions où vivotaient la petite entreprise, et à Paris où fleurissait une foule de petits métiers (et particulièrement de métiers d'art), les cadres politiques et syndicaux restaient plus ou moins imprégnés d'idéologie anarchiste.

Cela ne signifie pas que les militants de ces zones aient nécessairement embrassé l'ensemble des dogmes figés de l'anarchisme, mais qu'ils en gardaient ce farouche esprit d'indépendance et de liberté qui correspond en politique aux désirs d'autonomie économique des petits producteurs. Or cette psychologie a été un grand obstacle au développement de la propagande et de l'organisation du Parti ouvrier. La France demeurera essen-

tiellement un pays de paysans en grande partie parcellaires (70% de la population) et un pays de rentiers (2 millions et demi), la petite bourgeoisie y constituait une force politique qui de mille façons pesait sur le mouvement ouvrier naissant; menaçant d'étouffer celui-ci sous son poids, elle suscitait chez nombre de militants des réactions contre la politique et contre l'organisation de parti qui n'était pas faites pour renforcer celui-ci.

Dans ces conditions, en dépit de l'incessante transformation économique de la société française (9) la topographie politique héritée de la période antérieure à 1871 demeurait sous bien des aspects inchangée. D'une part le développement industriel n'avait pas encore profondément modifié la «représentation» syndicale et politique des milieux ouvriers, de l'autre un événement comme la guerre franco-prussienne, faisait encore sentir ses effets, puisqu'en portant un coup fatal à l'Internationale tout en laissant intacte sa section suisse, elle avait donné à la Fédération jurassienne d'inspiration anarchiste, une influence et une place disproportionnées à son importance réelle. «C'est une période de transition, écrit E. Dolléans (10) pendant laquelle la proportion des travailleurs de la grande industrie va s'élever au détriment de la population artisanale, mais **les survivances politiques et sociales resteront prédominantes**».

Non seulement ces conditions ne devaient pas favoriser la propagande générale des positions marxistes par le Parti ouvrier de Guesde et de Lafargue, mais elles constituèrent le principal obstacle à sa pénétration dans les syndicats, comme nous le verrons plus loin. Elles expliquent également que la fraction marxiste du socialisme français se soit littéralement épuisée dans la lutte que, deux ans après sa constitution, elle eut à entreprendre contre le **révisionnisme**, autre héritage du passé.

Dès sa constitution, le Parti ouvrier s'était trouvé en compétition avec l'**Alliance socialiste républicaine** composée d'anciens membres de la Commune qui conservaient leurs conceptions politiques d'antan. S'adressant à «tous les hommes de bonne volonté» (et en ceci véritable préfiguration du frontisme actuel) l'**Alliance** préconisait l'union «sur le terrain de l'action politique et des réformes pratiques immédiatement réalisables». Elle fut éphémère, mais lorsqu'elle se sépara, quelques-uns de ses membres entrèrent au Parti radical dont ils formèrent la fraction «avancée», qui recherchait la jonction avec le socialisme, tandis que d'autres ralliaient directement le Parti ouvrier où ils introduisaient leur opportunisme.

La première et sérieuse offensive du révisionnisme vint pourtant non pas de l'extérieur, mais de l'intérieur du parti, et se manifesta dès le congrès de Reims (1881). Divers délégués s'y plaignirent de l'intransigeance du programme du parti qu'ils rendaient responsable des maigres résultats obtenus dans les élections. Ils voulaient «fractionner le but idéal en plusieurs étapes sérieuses, **immédiatiser** en quelque sorte quelques-unes des reven-

dications pour les rendre enfin **possibles**». «Immédiatiser», «rendre possible»: les deux formules étaient particulièrement heureuses, dans ce sens qu'un siècle plus tard, elles restent **la meilleure caractérisation de l'opportunisme**. Avec son ardente verve, Guesde s'empara de la seconde, flétrissant les révisionnistes de l'épithète méprisante de «possibilistes», alors qu'aujourd'hui nous désignons par le terme d'«immédiatistes» tous ceux qui, syndicalistes purs ou «communistes» officiels et dissidents, taisent ou bafouent les buts révolutionnaires et le programme historique du prolétariat, sous prétexte d'obtenir des résultats «immédiats» – encore plus dérisoires qu'en 1881, bien entendu.

Entre la fraction de Guesde et les possibilistes, la rupture devint rapidement inévitable et Guesde la décida énergiquement. Elle eut lieu l'année suivante au congrès de Roanne. Face au Parti ouvrier, les possibilistes formèrent la **Fédération des travailleurs socialistes de France** dont le chef, Brousse, théorisa une sorte de «socialisme des services publics» prévoyant l'éviction pacifique du capitalisme par étatisation progressive des divers secteurs de l'économie nationale. Les possibilistes ne réalisèrent bien entendu pas ce beau plan, mais ils fournirent par contre un nombre appréciable d'arrivistes aux municipalités et aux diverses administrations et institutions politiques de la bourgeoisie.

La répartition de l'influence respective des deux organisations traduit de façon suggestive le contraste qui opposait alors les régions industrielles (favorables au marxisme) et celles de petite entreprise urbaine ou rurale (bastion traditionnel du réformisme) (11).

Tandis que se fixait la «géographie» de l'influence politique du Parti ouvrier, l'inlassable petite équipe de Guesde et de ses amis continuait avec ardeur à exploiter tous les événements politiques et sociaux pour diffuser sa propagande et organiser les travailleurs luttant souvent sans liaisons et sans soutien. Sur le plan politique, Guesde mena une campagne ardente, et dans le plus pur langage de classe, pour l'amnistie des communards; il polémiqua sans cesse contre toutes les tendances déviationnistes pour empêcher que l'activité électorale, qui tendait à absorber entièrement le parti, ne devînt une fin en soi. Sur le plan social, il intervint à propos de toutes les grèves et de toutes les répressions. C'est durant la période qui s'étend en gros de 1880 à 1890 et qu'il n'est pas possible de retracer ici que le Parti ouvrier a écrit ses plus belles pages. Mais lorsqu'on étudie ces brèves années qui ont été déterminantes pour la tradition du mouvement ouvrier français, on est frappé par le contraste entre les principes défendus par Guesde et l'opportunisme qui imprégnait tout le socialisme français et qui menaçait continuellement de faire sombrer le parti dans le parlementarisme.



## Notes:

1. Les termes de la loi Le Chapelier, de 1791, ne laissent planer aucun doute sur les intentions que la bourgeoisie, à peine victorieuse de la monarchie féodale, nourrissait à l'égard des travailleurs dont l'appui lui avait permis de remporter cette victoire. «C'est aux conventions libres **d'individu à individu** à fixer la journée pour chaque ouvrier; c'est ensuite à l'ouvrier à maintenir la convention qu'il a faite avec celui qui l'a occupé» disent les considérants du rapport introductif de la loi dont le principal article stipule: «L'association ouvrière, sous quelque prétexte et sous quelque forme que ce soit, est prohibée».

Mais la loi Le Chapelier, tout en interdisant n'importe quel accord entre ouvriers grâce auquel ces derniers auraient pu réduire l'atroce concurrence à laquelle ils étaient livrés, ne défendait pas, par contre, **aux patrons de se coaliser**: «elle n'entend pas empêcher les commerçants de causer ensemble de leurs affaires». On ne saurait mieux exprimer, en quelques mots, la véritable signification de classe de la grande victoire remportée par le «peuple» en 1789 (passages cités par *L'Encyclopédie anarchiste*, page 390). Cette attitude de la bourgeoisie correspond à la phase de son histoire dans laquelle sa domination politique encore instable et son développement économique à peine ébauché lui font redouter plus que tout la coalition ouvrière. Par voie de conséquence, toute revendication élémentaire des travailleurs aboutit à l'émeute.

Plus tard – en France vers la fin du Second Empire – la bourgeoisie trouva plus avantageux de tolérer les coalitions ouvrières (et par suite les organismes permanents qui les dirigeaient) afin de maintenir dans le cadre légal les revendications concernant les salaires et conditions de travail. En France toutefois les syndicats dont l'existence était tacitement admise depuis 1863, ne furent officiellement reconnus qu'en 1884 (cf. «Les trois phases du capitalisme», *Programme Communiste* n° 11, avril-juin 1960).

2. *Les Luites de classe en France (1848-1850)*, Karl Marx.

3. *Les Luites de classe en France (1848-1850)*, Karl Marx.

4. Une image de *L'assiette au beurre*, revue satirique de la fin du siècle dernier, résume mieux que toutes les explications cette tradition confuse du mouvement ouvrier français. Le dessin représente Marianne, bonnet phrygien et cocarde tricolore, au bras d'un ignoble richard pansu. Trois ouvriers en blouse la regardent et se détournent en crachant de dégoût: «Encore une qui a mal tourné» (reproduite sur la couverture du *Crapouillot*).

5. Le rapport d'ouverture du Congrès indique: «Nous avons voulu que le Congrès fût **exclusivement ouvrier** et chacun a compris nos raisons. Il ne faut pas l'oublier: tous les **systèmes**, toutes les **utopies** qu'on a reprochées aux travailleurs **ne sont pas venus d'eux**, tous émanaient de **bourgeois** bien intentionnés sans doute, mais qui allaient chercher les remèdes dans

des **idées** et des **élucubrations** au lieu de prendre conseil de nos besoins et de la réalité» (cité dans *L'Encyclopédie anarchiste*, p. 274.).

6. Pour justifier cette convergence des anarchistes et des marxistes, P. Besnard écrit: «Il est vrai qu'à cette époque le collectivisme con-damnait l'État, ce qui n'existe plus de nos jours (1931) chez les communistes et les socialistes qui ne voient de salut que dans une administration étatique centralisée» (*Encyclopédie anarchiste*, p. 392). La vérité est que les vrais marxistes (et en 1931, bien que l'I.C. roulât à vive allure sur la pente de la dégénérescence opportuniste, les communistes n'avaient pas encore **formellement** renié la dictature du prolétariat) ont toujours «condamné l'État»... capitaliste et que «l'administration étatique centralisée» dans laquelle «ils voient le salut» est celle de l'État révolutionnaire **prolétarien** des ouvriers en armes. Mais il n'est de pire sourd...

7. Engels disait de ces «considérants», œuvre intégrale de Marx, qu'ils constituaient un «chef-d'œuvre d'argumentation saisissant, explicable aux masses en peu de mots» et dont «la forme concise» l'étonnait lui-même («Introduction aux œuvres choisies» de J. Guesde, C. Vuillard, Editions Sociale 1959).

8. En cette époque où les hommes qui se réclament du socialisme et du communisme sont devenus des piliers du Parlement et les plus importants colporteurs des mensonges sur le caractère sacré de l'activité des députés et ministres, il n'est pas inutile de souligner la conception révolutionnaire que les premiers et vrais socialistes du Parti ouvrier de Guesde avaient de l'activité parlementaire. Pour continuer à les combattre à posteriori, les anarchistes, qui spéculent sur l'hostilité traditionnelle de certains ouvriers contre le principe de la délégation de «représentants» qui toujours les trahissent, les anarchistes donc, écrivent que c'est du congrès de Marseille «que date l'intrusion de la politique dans le mouvement ouvrier» (*Encyclopédie anarchiste*), entendant par là qu'il faut y voir les débuts de la **col-laboration de classe** des socialistes au parlement. Rien n'est plus faux en ce qui concerne les socialistes de cette époque. Si la plupart de ces hommes devaient effectivement, mais bien plus tard et à cause de situations complexes que nous étudierons plus loin, être victimes de cette forme d'activité, en 1880 leur position en ce qui concerne la tâche qu'ils s'assignaient au parlement ne laisse aucune équivoque. Ils disaient et affirmaient qu'aucune assemblée de cette nature n'était susceptible d'affranchir la classe ouvrière, mais que la voix des socialistes, du haut de la tribune de la Chambre des députés, «aurait un écho, leur propagande un retentissement que vingt congrès ouvriers ne (leur) donneraient pas» («Adresse des réfugiés de la Commune au congrès de 1880», Zévaès, ouv. cité). La tâche des députés ouvriers au parlement consiste, d'après la position marxiste, dans la dénonciation de la politique bourgeoise et, comme l'ajoutera la Troisième Internationale en s'inspirant des mêmes principes, dans le sabotage de l'activité parlementaire.

9. De 1871 à 1883 le nombre de machines utilisées dans l'industrie a presque doublé (de 26 000 à 48 000). De 1869 à 1881 la production d'acier a quintuplé en dépit de l'amputation du bassin de l'Est (de 110 000 tonnes à 512 000 tonnes) (Cl. Vuillard, *op. cit.*).

10. Dans son *Histoire du mouvement ouvrier*, où nous puiserons de nombreux détails utiles à cette étude.

11. «Les guesdistes concentrent plus particulièrement leurs efforts sur les centres industriels du Nord, du Centre, sur Lille, Roubaix, Calais, Montluçon, Commentry et Roanne. La parole amère et mordante de Guesde, sa dialectique pressante, sa démonstration implacable de l'antagonisme des classes, conviennent à ces cités dolentes où le développement de la grande industrie a créé tout à la fois une accumulation de richesses et une accumulation de misère et où, par suite, les travailleurs sont plus aptes à saisir immédiatement les conséquences tirées par le socialisme du développement du machinisme et de la concentration des capitaux. Le Nord, le Pas-de-Calais, la Loire et l'Allier deviennent ainsi les citadelles du guesdisme. Au contraire, les possibilistes s'attachent plutôt à la propagande dans Paris et dans certains départements de l'Ouest, tel que le Loir-et-Cher, l'Indre-et-Loire, le Maine-et-Loire et la Vienne. Ces régions, moins brutalement divisées par le heurt des classes et possédant une classe moyenne industrielle et agricole assez développée, conviennent mieux à leur propagande, moins âpre, moins véhémement, moins scientifique que celle des guesdistes» (A. Zevaès, *op. cit.*, pp. 121-122).

Source: *Programme Communiste*, n° 23, avril-juin 1963.

# Le Parti ouvrier et l'essor syndical

## Le Parti ouvrier et les syndicats.

Si, au terme de la longue dépression déterminée par l'écrasement de la Commune de Paris, la constitution du Parti ouvrier, c'est-à-dire de la première **organisation prolétarienne marxiste en France**, a été un résultat politique de première importance, on en chercherait vainement l'équivalent dans le domaine syndical. Si en 1880, en effet, les principes du socialisme scientifique sont pour la première fois en France affirmés de façon nette et claire, quinze ans plus tard, en 1895, la majeure partie des organisations syndicales échappe encore à l'influence de ce socialisme et la rupture entre le parti de Guesde et les syndicalistes est déjà consommée. C'est dans cette période historiquement brève que **pour des dizaines d'années** s'est joué le sort du mouvement syndical français, que s'est fixée son idéologie et son orientation, bref que s'est constituée la fraction qui devait pour longtemps en garder la direction.

Nous avons vu qu'en 1879, les collectivistes avaient triomphé des mutualistes et qu'en 1884, la loi consacrait enfin l'existence de fait des syndicats.

En 1886 se fonde la **Fédération nationale des Chambres syndicales**, dont la position à l'égard de la lutte politique et de ses rapports avec le mouvement de revendications économiques se lit clairement dans cette décision de son Congrès de Lyon du 11 octobre 1886: «La Fédération nationale des Chambres syndicales se déclare **sœur** de toutes les Fédérations socialistes ouvrières existantes, les considérant comme une armée occupant une autre aile de la bataille: ces deux armées devront dans un temps peu éloigné faire leur jonction sur un même point pour écraser l'ennemi commun» (*L'Encyclopédie anarchiste, op. cit.*).

Contre les désirs des guesdistes, cet organisme enregistrait donc passivement la division du mouvement ouvrier en mouvement «économique» et mouvement «politique», mais il ne la revendiquait pas comme utile aux fins révolutionnaires de la classe ouvrière. C'était-là une supériorité sur la position des «allemanistes» (1) et des blanquistes partisans de l'autonomie syndicale, et à plus forte raison des anarchistes qui considéraient la présence du parti et de sa «politique» dans les syndicats comme une trahison pure et simple; mais la Fédération des Chambres syndicales n'eut jamais beaucoup d'influence ni d'activité.

En 1886 naquit également la première des **Bourses du Travail**. Celles-ci se multiplièrent rapidement et constituèrent en 1892 une Fédération. La

même année, la Fédération des Chambres syndicales tint un Congrès où fut repoussée (non sans difficultés d'ailleurs) une résolution en faveur du principe de la **grève générale**. En juillet de l'année suivante, le Congrès de Paris adopta une motion qui réclamait la fusion entre la Fédération des Chambres syndicales et celle des Bourses du Travail, mais celle-ci reste lettre morte. Mais en 1895, ce qui subsistait de la première fusionna avec la seconde et quelques fédérations d'industrie, pour constituer la **Confédération Générale du Travail**, qui ne prit d'ailleurs sa forme définitive qu'en 1902; or, la fusion avait été précédée d'une défaite des guesdistes au sein de la Fédération des Chambres syndicales: ils n'avaient pu obtenir que celle-ci repousse une nouvelle fois une motion en faveur de la grève générale, et ils démissionnaient parce que celle-ci n'était qu'une caricature de la conception marxiste de la révolution prolétarienne.

Dans quelle mesure la fragmentation syndicale des années 1890-95 engageait la responsabilité du parti de Guesde, c'est ce que nous allons voir. Auparavant, nous devons rejeter résolument la conception qui inspire les historiens anarchistes ou syndicalistes et selon laquelle le syndicat serait le domaine réservé des **syndicalistes**... et l'éviction de l'influence socialiste avant même la formation de la CGT une preuve de l'émancipation de la classe ouvrière à l'égard de la «politique». Pour cette conception, le syndicat est l'organisation ouvrière idéale, et il se suffit tout à fait à lui-même. Elle repose sur deux erreurs que nous, marxistes, avons toujours vigoureusement combattues. La première est que **politique** ne peut signifier que parlementarisme et collaboration de classe. La seconde est que le syndicat est seul apte à exprimer les aspirations des ouvriers parce qu'il ne comprend que des ouvriers et est en contact plus étroit et direct avec eux qu'aucun autre type d'organisation.

L'expérience historique est là pour réfuter cette seconde thèse des anarcho-syndicalistes: s'il est vrai que les organisations politiques ouvrières ont fréquemment sombré dans le parlementarisme, il n'y a pas un seul exemple que les syndicats aient mieux résisté à l'influence ennemie. Quant à la première, elle pose la grande question des rapports existant entre l'action immédiate des salariés et les buts révolutionnaires finaux de la classe prolétarienne. Aux yeux des syndicalistes, les deux choses sont naturellement, spontanément liées dans la lutte syndicale, pourvu que n'intervienne aucune influence étrangère. En réalité, ni l'anarchisme ni le syndicalisme ne sont des produits spontanés de la lutte ouvrière; tout comme le socialisme lui-même, ce sont des doctrines qui lui viennent toujours du dehors, mais qui ont sur lui le désavantage de ne pas savoir définir les buts généraux de la lutte ouvrière, de ne pas comprendre les conditions économiques et politiques qui rendront possible le renversement du capitalisme.

S'il fallait déterminer à quelle idéologie les travailleurs sont spontanément conduits lorsque aucune influence révolutionnaire ne s'exerce sur

eux; après quelle forme d'activité ils aspirent, lorsque réduits à merci par l'exploitation ils cherchent leur voie en s'inspirant uniquement de la conscience **immédiate** de leur condition, on s'apercevrait que cette idéologie et cette activité ne sont pas subversives, mais conformistes, qu'elles ne sont pas imprégnées des principes généraux et généreux de toute vision de bouleversement de la société, mais du souci étroit et essoufflé d'un soulagement rapide et à n'importe quel prix. L'idéologie et l'activité qui conviennent le mieux aux aspirations brutes des travailleurs telles qu'elles sont déterminées par l'horizon sans espoir du bagne productif ne sont pas nées par hasard dans le pays qui fut le premier pays capitaliste du monde et aussi le premier où la faillite du mouvement ouvrier révolutionnaire laissa le plus tôt les exploités sans perspective historique. Cette idéologie c'est le **trade-unionisme** dont Lénine disait qu'il représentait le **maximum de conscience** à laquelle les travailleurs pouvaient spontanément atteindre. Les démocrates et les intellectuels progressistes se hérissent en général à la lecture de *Que faire ?* et de la formule «Le socialisme doit être **importé** dans la classe ouvrière.» Ils taxent d'orgueil ceux qui la professent; ils y voient une preuve de mépris du théoricien pour le travailleur manuel. C'est parce qu'en réalité, eux qui vénèrent «l'Homme» en général, ne voient l'homme, dans la classe ouvrière, que sous les traits du salarié exténué et abruti et que, dans leur optique, dénoncer et vilipender la situation du travailleur au travail c'est le vilipender en tant qu'individu. S'il y a mépris dans la formule de Lénine, ce n'est pas à l'égard des malheureux qui peinent dans les usines et les chantiers, mais à l'égard des conditions infâmes qui leur sont faites et dont seuls de doux rêveurs qui n'ont jamais travaillé de leurs mains peuvent penser qu'elles enfanteront spontanément la vision lumineuse de la société de demain. Ces conditions, en dépit de tout «progrès social», sont les **vraies** conditions du prolétariat et elles dureront jusqu'à la victoire totale du socialisme. Elles ne secrètent que la colère et la violence qui sont d'ailleurs nécessaires pour venir à bout de la toute-puissance du capital; mais la vision et le schéma général de la société socialiste de l'avenir exigent une conquête théorique autrement large et profonde que les aspirations du pauvre hère que la machine ravale au niveau du plus simple instrument.

Le syndicalisme dans son acception française des années 1890-1910, c'est-à-dire le syndicalisme comme **idéologie**, était donc, au même titre que le socialisme, un produit **extérieur** à la masse ouvrière, et c'était un produit **anarchiste**. Les syndicalistes, surtout ceux de la phase ultérieure, se rebiffèrent lorsqu'on leur attribua ce parrainage. Pelloutier, leur fondateur, avait magistralement rompu, disaient-ils, avec l'individualisme des libertaires. C'était vrai dans la forme; mais non dans le contenu.

Au travers de l'œuvre de l'animateur des Bourses du travail, c'étaient les conditions matérielles de l'organisation collective de l'activité de masse qui étaient venues à bout des principes intellectualistes des pen-

seurs anarchistes et qui les avaient modifiés pour leur donner une forme conciliable avec les exigences et les modalités de l'action revendicative quotidienne. C'était cette pratique empirique comprenant d'ailleurs la lutte pour imposer l'existence des syndicats au gouvernement, qui les brimait malgré la loi, et qui amalgamant tous les apports non marxistes du mouvement, maintint le principe fondamental de la grève générale en le matérialisant par **l'action directe**, beaucoup trop dédaignée par les socialistes absorbés par l'action parlementaire, et qui, d'autre part, convenait parfaitement à la fragmentation des métiers et au développement général insuffisant du prolétariat.

Que la divergence entre socialistes et syndicalistes n'ait reposé, au début du conflit tout au moins, que sur une lutte pour la direction du mouvement syndical – et non sur la supériorité et l'utilité d'une forme d'action déterminée – il suffit pour s'en convaincre de constater que la fameuse «grève générale» prônée par le syndicalisme français ne vit jamais le jour en France. Lorsqu'au début du siècle suivant des grèves générales éclatèrent en Russie, elles ne confirmaient en rien les schémas des anarcho-syndicalistes français (et étrangers) (2) d'une part, mais de l'autre, les socialistes corrompus par une longue pratique parlementaire étaient devenus incapables d'en saisir la portée et à fortiori d'en prendre la direction, si d'aventure, cette forme de lutte s'était généralisée de la Russie tsariste à la France ultra-bourgeoise.

Cela ne change rien au sens de la divergence initiale. Jusqu'à ce tournant du début du XX<sup>e</sup> siècle, la substitution du mot d'ordre de «grève générale expropriatrice» à celui de «prise du pouvoir politique» n'était et ne pouvait être qu'une répudiation du parti et de l'action politique, même si dans la pensée de ses partisans, elle était un moyen de conjurer la déviation parlementariste. Au conflit surgi autour de 1890 entre les guesdistes et les syndicalistes, l'évolution du rapport des forces de classe en France ne pouvait pas donner rapidement une solution; mais ce conflit n'en traduisait pas moins l'opposition irréductible entre **deux conceptions de la révolution ouvrière**: le marxisme pour lequel il n'y a pas de socialisme sans destruction de l'Etat bourgeois et emploi d'un instrument de répression qui est l'Etat prolétarien; le syndicalisme qui, bien qu'ayant rompu formellement avec l'anarchisme, demeurait ennemi de «tout» Etat, opposé à «toute» contrainte. L'importance de principe du problème soulevé justifie amplement l'intransigeance de Guesde.

### **La question de la grève générale**

La scission de 1894 au sein de la Fédération des Chambres syndicales, jusque-là patronnée par le Parti ouvrier, survint à la suite de l'adoption, par la majorité, d'une motion favorable à la grève générale. Pelloutier, qui passa aussi par le socialisme, avait rompu avec Guesde à cause de leur divergence sur cette même question. Et c'est encore à cause de la grève générale qu'Allemane se trouva en désaccord avec Guesde. En dépit de ce

que les contempteurs de la «politique» prétendaient (et que les meilleurs militants syndicalistes ont cru jusqu'à ce que le marxiste Lénine vînt réhabiliter l'action directe et la grève insurrectionnelle), ce n'étaient nullement les mérites et les inconvénients de la grève générale en tant que **forme d'action** qui étaient en jeu dans la polémique entre socialistes et syndicalistes: c'était bel et bien une question de **programme**, la substitution du mot d'ordre socialiste de la prise du pouvoir par le prolétariat et de la dictature de la classe révolutionnaire victorieuse sur les classes expropriées par le mot anarcho-syndicaliste de la «grève générale expropriatrice». En d'autres termes, c'était la continuation de la vieille polémique entre marxisme et anarchisme.

Guesde voulait, à juste titre, la rupture avec ceux qui faisaient de la grève générale une fin en soi et faisaient croire qu'il était possible d'en finir avec le Capital sans affronter l'Etat capitaliste, renverser le pouvoir bourgeois, instaurer la dictature révolutionnaire, et c'est à juste titre aussi qu'il tenta d'empêcher que le mouvement syndical naissant tombât dans les mains d'une fraction imprégnée d'utopisme anarchiste au moment où la seule centrale existante était aux mains du Parti socialiste. L'indignation des démocrates ouvriers devant les tentatives «autoritaires» de Guesde pour maintenir l'influence du Parti dans le syndicat est donc d'autant plus philistine, et plus vaines leurs invocations de la prétendue volonté générale qui aurait été ainsi «bafouée» que la lutte se développait dans des cercles très restreints et que le gros du prolétariat y était alors totalement étranger. Le syndicat lui-même n'était encore qu'un embryon, et la seule question qui se posait était de savoir s'il tomberait sous l'influence des socialistes marxistes ou sous celle des anarchistes.

La grande erreur de Guesde fut de transporter mécaniquement dans les conditions d'immaturation du mouvement ouvrier français une formule d'étroit contrôle du syndicat par le parti qui n'était possible que dans des pays à développement et à concentration industriels bien plus poussés, comme l'Allemagne et la Belgique, deux terres d'élection de la social-démocratie. Dans ces pays, et jusqu'à la dégénérescence opportuniste de la Seconde Internationale, la centralisation des deux organismes avaient permis la conjugaison des revendications syndicales avec la lutte socialiste au Parlement. En France, par contre, la tentative avortée de paraphraser maladroitement la social-démocratie allemande en matière syndicale eut pour effet de polariser davantage encore l'activité du parti vers la propagande électorale, de dresser contre elle les militants par formation déjà hostiles, d'exaspérer la volonté d'autonomie des dirigeants syndicalistes et de donner un caractère de principe éternel et sacré de sauvegarde de l'organisation syndicale à une nébuleuse formule qui n'exprimait au début que l'idéologie propre à une minorité.

Une autre conséquence, encore plus grave, de l'attitude intransigente de Guesde fut de rendre à la longue le parti hostile **par principe** à la grève



générale, même considérée comme simple **moyen d'action** dans la lutte ouvrière. Ce qui n'était chez Guesde que déformation scolastique devait devenir, les circonstances aidant, un argument véritablement opportuniste. Un souci louable d'écarter des conceptions aventuristes devait se transformer en refus de la lutte et en complicité objective avec la bourgeoisie. Ainsi, parce que les anarchistes voulaient coiffer l'activité syndicale d'une perspective révolutionnaire romantique, Guesde en arriva bien vite à adopter l'attitude qui, vingt ans plus tard, en Allemagne, trahit la sclérose totale de la social-démocratie et qui consistait à laisser aux syndicats les revendications corporatives et à confier au parti les réformes à réaliser au Parlement.

Une attitude véritablement inspirée du marxisme eut été différente. L'importance, l'ampleur et la forme de luttes à conduire ne sont pas affaire de principes, mais seulement d'appréciation du rapport des forces et, dans la perspective révolutionnaire de prise du pouvoir, déjà, la notion de grève générale est parfaitement orthodoxe. C'est sur les objectifs politiques, la nature et la forme du pouvoir et l'acceptation de la dictature prolétarienne que se posent les questions de principe. En dépit de leur phraséologie intempestive, les anarchistes et les syndicalistes qui s'inspirent de leurs principes ont une conception **démocratique** de la révolution; incapable d'envisager la dictature de fer qui est nécessaire pour la destruction des rapports de production capitalistes, leur libéralisme s'accommode de la coalition des classes et des partis les plus disparates, et c'est par l'intermédiaire de ces derniers qu'ils sont vaincus par la contre-révolution, comme ils eurent l'occasion d'en faire la démonstration, un demi-siècle après les événements qui nous intéressent ici... au cours de leurs «grèves générales» d'Espagne aux côtés des républicains et antifascistes qui trahirent et livrèrent à Franco les insurrections prolétariennes de 1936. Il est donc nécessaire que le marxisme combatte l'acceptation anarchiste de la grève générale et Guesde, sous cet angle-là, était parfaitement autorisé à le faire à l'aube du mouvement syndical français.

Mais cette délimitation et cette sauvegarde des principes acquis dans le mouvement prolétarien n'exigeait nullement que le parti rejetât, même en période d'expansion du capitalisme, un puissant moyen d'action valable pour des revendications d'amélioration propres à toute la classe. C'est sur ce terrain et non dans les antichambres malsaines de l'activité parlementaire que le parti des ouvriers peut agir en faveur des revendications immédiates du prolétariat dans les périodes où la perspective de l'assaut révolutionnaire au pouvoir lui est interdite. En d'autres termes il aurait convenu que le parti de Guesde, en face du mot d'ordre dont les anarchistes ont fait le nec plus ultra de la révolution sociale, s'attache à en disjoindre l'aspect idéologique, qu'il fallait combattre comme entaché d'utopisme et d'apolitisme, de son contenu de combativité sociale qu'il fallait encourager et développer.

En adoptant la position contraire, la fraction syndicale de Guesde témoignait que le parti contenait déjà les virus de l'évolution opportuniste qui, se concentrant sur les élections et la conquête des municipalités, suscita dans le mouvement syndical une farouche tradition «anti-parti» et laissa aux syndicalistes le monopole d'agitations en vue d'objectifs qui étaient pourtant strictement conformes aux tâches du parti, notamment la dénonciation de la guerre impérialiste en vue, l'antimilitarisme et l'anticolonialisme qui, dans les décades suivantes, devaient constituer les titres de gloire du syndicalisme révolutionnaire.

Si nous replaçons maintenant la formation de la tendance anarcho-syndicaliste dans les conditions de l'époque, nous comprenons pourquoi l'idéologie de la grève générale a permis à ses partisans de mieux répondre que ne le faisait le Parti socialiste aux aspirations des ouvriers. Et cela nous donne le droit de disjoindre l'incontestable efficacité **pratique** des syndicalistes, pour une période déterminée, d'une vision sociale qui est tout autant conformiste et déviationniste à l'égard du programme initial du prolétariat que celle des réformistes avoués.

Ces conditions, on les a développées plus haut, se caractérisaient par la faiblesse et l'inégalité du développement industriel et par la prédominance, dans le mouvement ouvrier, de tendances pré-marxistes. Elles avaient pour conséquence d'interdire au parti son véritable rôle sur le plan syndical, qui eût exigé davantage de **véritables prolétaires**, et de favoriser toute tentative de grouper les travailleurs dans le cadre existant et toute propagande qui ne heurtait pas les préjugés individualistes de nombre d'entre eux. Les mêmes raisons qui affaiblissaient le mouvement marxiste renforçaient le mouvement syndical indépendant puisque anarchistes, dissidents socialistes, proudhoniens, coopérativistes et réformistes (pourvu qu'ils fussent apolitiques) pouvaient s'y rassembler sous la large bannière d'une idéologie qui, en fin de compte, tolérait toute expression pourvu qu'elle n'ait pas une vision rigoureuse des tâches du prolétariat et de la révolution.

Aussi, sans rien retrancher des mérites individuels des syndicalistes, militants souvent intègres, dévoués et pleins d'abnégation, ne peut-on suivre l'apologie qu'en font leurs historiens lorsque ces derniers affirment docement que ce syndicalisme représentait la forme définitive et future du mouvement révolutionnaire du prolétariat. Si les promoteurs de l'indépendance syndicale et de la grève générale se sont trouvés à la tête du premier du groupement de masse des travailleurs, ce n'est nullement en tant que représentants du prolétariat industriel de l'avenir mais bien au contraire, en tant que survivance historique, parce que le faible niveau de développement et de concentration des forces productives avait laissé la direction du mouvement syndical aux vainqueurs d'une sorte de compétition en champ clos où, de deux minorités organisées en présence, la majorité était du côté de la perpétuation anachronique du passé.

Que le combat pour la direction des syndicats se soit livré au sein d'une minorité de la classe ouvrière, un chiffre concernant les effectifs de la CGT en 1902 nous le confirme: «A cette date, écrit Dolléans, sur le total des effectifs ouvriers de l'industrie (près de 3 millions) 17% à peine sont syndiqués: c'est à la fois une minorité ouvrière et une minorité syndicale qui sont confédérées». Pourquoi donc la plus grande partie des militants de cette avant-garde ouvrière optèrent-ils pour le syndicalisme, la grève générale et l'action directe? Parce que le parti, déjà englué dans le parlementarisme, ne savait rien leur proposer d'autre que les élections, parce qu'ils étaient las d'une activité parlementaire décevante des délégués ouvriers (3), parce que leur tradition de classe leur transmettait la méfiance profonde et justifiée d'une plèbe qui avait toujours été trompée par les représentants de la petite bourgeoisie, parce que, pour les deux ou trois générations précédentes, **politique** avait toujours signifié bavardage impuisant au parlement, trahison dans la rue.

Pourquoi les travailleurs étaient-ils des partisans acharnés de l'indépendance syndicale? Parce qu'avant même que les «socialistes de gouvernement» de Millerand aient voulu annexer le mouvement syndical, «les militants ouvriers avaient tellement souffert des divisions politiques entre leurs organisations qu'à leurs yeux l'autonomie syndicale était la **condition de l'unité ouvrière**» (Dolléans). Parce que les anarcho-syndicalistes, qui donnèrent des militants remarquables, étaient les seuls, dans tout le mouvement, à échapper à l'étouffement de l'activité essentiellement électorale du parti, à pouvoir se consacrer aux problèmes immédiats de la revendication ouvrière et par suite les seuls à savoir **comment** les résoudre et à s'y atteler avec acharnement dans les organismes les mieux appropriés.

### **Le «sectarisme» de Guesde**

Dans l'histoire du mouvement syndical en France il faut soigneusement distinguer la période que nous examinons ici de celle qui suivit la victoire de l'anarcho-syndicalisme. Dans une première phase le parti de Guesde, sans commettre de sérieuses infractions à l'égard des principes du mouvement prolétarien révolutionnaire, ne sut toutefois pas comprendre quelles étaient les exigences impératives du mouvement syndical et, en grande partie pour cette raison, en perdit le contrôle. Dans cette phase la polémique entre socialistes et syndicalistes garde un caractère de délimitation sur les principes généraux de la révolution prolétarienne, même si le débat se dissimule quelquefois sous les préoccupations de tactique du parti et si ses résultats pratiques eurent pour effet d'impulser, par réaction, l'organisation matérielle des syndicats et des bourses du travail. Dans la seconde phase, par contre, nous voyons poindre une praxis d'action qui s'oppose à l'hostilité aveugle du parti flanqué des œillères du parlementarisme. L'organisation syndicale est à ce moment-là parvenue à un degré notable de cohésion et d'efficacité et elle prend résolument la tête des lut-

tes ouvrières en y appliquant des formes d'action et des mots d'ordre dont la reprise du mouvement révolutionnaire d'après-guerre saura s'inspirer.

Ainsi la date de 1895, pour arbitraire qu'elle soit, sépare deux périodes de signification toute différente, et pour le parti, et pour le syndicat. Elle sanctionne le décalage historique entre le développement du mouvement politique français et son développement numérique comme classe sociale. Quand le parti incarne encore les principes révolutionnaires du marxisme, les syndicats, comme organisme d'action et de liaison, ne comptent pratiquement pas. Quand les syndicats, sous l'impulsion des meilleurs éléments venus de tout l'horizon social, acquièrent une expansion et une cohésion suffisantes, le parti est déjà sur la pente glissante qui lui fera perdre ses caractères de classe.

Ces conditions historiques ayant été établies, il reste à examiner la base théorique de ce qu'on a appelé, bien mal à propos, le «sectarisme» de Guesde, et que nous considérerions plutôt comme une déformation scolastique, c'est-à-dire une propension à appliquer les principes sans tenir compte des considérations de temps et de lieux. C'est un principe fondamental du marxisme que le caractère unitaire de la lutte ouvrière tant sur le plan syndical que sur le plan politique et donc un devoir impérieux des marxistes de prendre la tête des syndicats. Encore faut-il, pour appliquer ce principe, que les syndicats existent comme organisations agissantes et que les socialistes qui veulent en prendre la direction soient à même de se consacrer à leur développement. À la base de la surestimation, de la part de Guesde, des possibilités du parti en cette matière, il semble bien qu'il y ait eu une erreur d'ordre théorique et doctrinal. Si l'on se fie à certains de ses écrits, on peut supposer en effet que Guesde avait, sur la question des rapports d'échange entre salaire et force de travail, une conception assez proche de celle de Lassalle et de sa fameuse «loi d'airain des salaires».

Si cela était faux on s'expliquerait encore plus difficilement que Guesde, qui se dépensa sans compter en faveur des ouvriers en grève (à Carmaux et Anzin notamment) n'ait pas manifesté plus de souplesse à l'égard de l'action directe préconisée par les anarcho-sindicalistes et qui, à l'encontre de leur «grève générale», était souvent un **fait**. Guesde épousait ardemment la cause des grévistes en tant que **révolte sociale** (plusieurs de ces grèves constituaient des ripostes à des offensives délibérées du patronat). Il polémiquait avec une violence, une hardiesse et un mordant qui demeurent encore des modèles du genre. Il dénonçait les radicaux qui promettaient aux ouvriers – souvent leurs électeurs – que les réformes démocratiques résoudraient le «problème social» mais qui, lorsque les exploiters se liguèrent, comme à Roanne en 1881, pour réduire les salariés par la faim, se gardaient bien de soustraire un denier à la caisse de l'Etat pour venir en aide aux affamés jetés sur le pavé. Guesde savait fustiger ces hommes auxquels une grande partie du prolétariat apportait ses voix et exhorter les ouvriers à rallier le Parti socialiste, mais il ne paraît pas avoir

pensé que le patronat pouvait reculer devant la poussée revendicative. Or l'augmentation des salaires, si elle est fatalement éphémère, est possible à deux conditions: la lutte unitaire des ouvriers – l'expansion capitaliste. Le développement des syndicats et du parti aurait permis de réaliser la première. Quant à la seconde, elle pointait déjà à l'horizon avec le développement de la productivité et le pillage des colonies, dans les années 80. Ce qui distingue le marxisme des autres écoles n'est pas qu'il nie la possibilité d'une augmentation du salaire moyen en économie capitaliste; c'est qu'il affirme qu'une telle augmentation est incompatible avec la paix sociale et la prospérité bourgeoise, qu'elle accentue les contradictions internes de l'économie et peut même dans certaines périodes provoquer la crise. Au contraire, Guesde semble avoir pensé que le capitalisme est incapable d'assurer à l'ouvrier le minimum nécessaire à sa subsistance et en avoir conclu qu'il incombait aux socialistes de faire imposer aux patrons le paiement de ce minimum par la loi au moyen d'une lutte parlementaire adéquate (4).

En réalité, si le minimum de salaire heurte effectivement les intérêts immédiats des entrepreneurs capitalistes, il n'est pas «incompatible avec l'ordre économique actuel», en ce sens qu'il ne met nullement en cause le capitalisme (depuis, sa forme moderne, l'actuel salaire minimum interprofessionnel garanti, constitue au contraire une sauvegarde de la paix sociale). Que les ouvriers, en le revendiquant par leurs luttes propres, sur leur propre terrain, dans le cadre de l'action de **leurs propres organisations**, fassent l'expérience de l'impossibilité, en régime bourgeois, de toute garantie de leur croûton de pain; c'est incontestablement un fait positif favorable à la prise de conscience des travailleurs. Mais soumettre, dans le même sens, un projet de loi qui est censé assurer la même démonstration **parce qu'il sera refusé**, c'est un procédé beaucoup plus aléatoire. D'abord parce que le capitalisme peut faire cette concession, ensuite parce que, si la revendication aboutit, ses résultats sont totalement opposés à ce que Guesde attendait de la mesure. L'expérience nous a en effet appris depuis qu'une telle décision était compatible avec le paternalisme de l'Etat bourgeois, et qu'elle avait surtout pour but d'entretenir les illusions réformistes prodigués par les agents du capitalisme. Nous savons donc qu'il est plus sage, si l'impossibilité d'améliorer la condition des travailleurs doit être faite au parlement, s'il est des illusions qui doivent se dissiper à l'expérience des réformes légales, c'est aux autres, aux bourgeois libéraux et aux réformistes que les révolutionnaires doivent laisser ce soin. La véritable formule d'activité révolutionnaire dans les deux organismes, syndicat et parlement, pourrait être résumée ainsi: il faut appuyer les luttes syndicales même si leur objectif contingent ne peut être atteint; il faut dénoncer et saboter l'activité réformiste du parlement même si elle peut arriver à des résultats positifs.

## Notes

1. Les «allemanistes» (du nom de leur chef Allemane) peuvent être considérés comme les précurseurs de l'**ouvriérisme** (c'est-à-dire des conceptions diverses qui voient dans la composition exclusivement ou majoritairement **ouvrière** des organisations du prolétariat la garantie suprême contre leur risque de corruption opportuniste). Allemane et ses amis s'étaient séparés de Brousse et du possibilisme parce que ce dernier s'engageait de plus en plus exclusivement dans l'activité électorale. Les allemanistes acceptaient l'existence et l'appui du parti à la lutte ouvrière, mais considéraient ce dernier comme devant jouer un rôle essentiellement «auxiliaire». Ils avaient rompu avec les possibilistes de 1889.

2. Le seul courant qui ait compris la portée des grèves générales de Russie des années 1904-1905 et en ait tiré les leçons pour le prolétariat d'Occident est le marxisme de gauche (ou extrémiste ou radical, comme on voudra l'appeler) qui n'était malheureusement pas représenté en France. On consultera sur ce point la remarquable brochure de Rosa Luxembourg, militante de la section allemande de la Deuxième Internationale: *Grève générale, parti et syndicats*, qui parut peu avant le Congrès Socialiste de Stuttgart de 1907.

3. Sur le plan de l'amélioration sociale: «Entre 1871 et 1892 deux lois seulement sont intervenues» (Dolléans). Encore la seconde, celle qui prétendait réglementer la durée du travail, servit-elle de paravent aux pires abus patronaux: 4 régimes existaient, s'échelonnant des enfants aux adolescents, aux femmes et aux adultes. Le patron pouvait profiter de la présence de ces 4 catégories sur les lieux du travail pour «unifier» la durée de la journée sur la base de la journée la plus longue, celle des adultes. Cette situation dura jusqu'à la loi du 30 mars 1900.

4. Clemenceau, en 1880, avait accepté le «programme minimum» du Parti ouvrier mais réfutait l'article revendiquant la garantie légale du salaire minimum. Guesde, polémique avec lui, écrit que le développement de l'armée industrielle de réserve fait que ce minimum est de moins en moins atteint. Il cite un économiste bourgeois qui fait état de la mort annuelle, par la misère, de près de deux cent mille personnes et s'écrit: «Eh bien notre article A – s'il pouvait trouver place dans une société qui sacrifie les producteurs aux produits – aurait pour effet d'arracher à la mort ces cent quatre vingt treize mille victimes du minotaure capitaliste. C'est-à-dire que, loin d'être “inutile”, notre minimum de salaire s'impose. Mais, comme vous l'avez dit, si “juste” qu'il puisse être, **il est incompatible avec l'ordre économique actuel**» (*Textes choisis* de J. Guesde, Editions sociales 1959)

Source: *Programme Communiste* n° 24, juillet-septembre 1963.

# Le syndicalisme révolutionnaire contre le réformisme

## Marqué par l'anarchisme

«Nous sommes les ennemis inconciliables de tout despotisme moral ou collectif, c'est-à-dire des lois et des dictatures, **y compris celle du prolétariat**, et des amants passionnés de la culture de soi-même». Cette déclaration faite par Pelloutier le Premier mai 1895, rappelle on ne peut mieux la nature anarchiste de l'idéologie qui régnait chez les syndicalistes fondateurs de la CGT. Cette déclaration de principe des dirigeants de la première organisation prolétarienne de masse n'est qu'une expression particulière des concepts de la petite-bourgeoisie révolutionnaire (1). Elle est individualiste et professe que chaque citoyen détient une parcelle de la sagesse sociale de la nation. Elle est fille de la raison parce qu'elle pense que la misère, l'oppression et le chaos de l'économie marchande sont les fruits de l'ignorance et de la superstition. Elle exècre l'autorité et l'Etat parce qu'elle les considère, non comme des formes historiquement nécessaires et que l'histoire éliminera, mais comme des excroissances monstrueuses et inutiles de la société humaine. Pour tous ces motifs, qui correspondent à la croyance en une antinomie éternelle entre «Bien» et «Mal» social, l'œuvre de ces premiers syndicalistes était axée principalement sur la **propagande des idées** et la **culture des individus**, qui constituaient tout à la fois le moyen et la fin de leur activité, la raison suffisante de leur volonté d'autonomie à l'égard du mouvement ouvrier.

La principale contradiction de ce syndicalisme vient de ce que, par suite des circonstances historiques et sociales, cette idéologie de petits-bourgeois se trouvait transplantée, non plus dans des milieux restreints de travailleurs, mais dans un organisme **de classe** du prolétariat, c'est-à-dire dans un organisme dont l'existence même infirmait les principes de ses fondateurs. Qu'un individualiste convaincu comme Pelloutier, un ennemi décidé de l'autorité et donc du centralisme, un fanatique du rationalisme soit devenu le promoteur d'un mouvement qui suppose la primauté du collectif sur l'individuel, dont la force réside dans la supériorité du centralisme sur la dispersion et dont les principes sont déterminés par l'action, et non vice-versa, c'est en apparence paradoxal. Pour expliquer le fait, il faut se souvenir des conditions qui favorisaient l'infiltration des idées anarchistes dans la classe ouvrière française. Si la naissance d'un syndicalisme français est à rapporter à l'élimination partielle de ces conditions, le fait qu'elles ne l'aient jamais été totalement explique les caractères anachroniques du mouvement.

L'idéologie anarchiste est essentiellement la sublimation des illusions libérales de la petite-bourgeoisie, d'autant plus vives que la transformation capitaliste de l'économie a été plus tardive et moins complète. Comment, en France, ces illusions pouvaient-elles survivre en 1890? Tout simplement parce que le développement du capitalisme dans ce pays avait laissé subsister, aux côtés de la concentration manufacturière, souche de l'industrie moderne, d'innombrables métiers semi-artisans. Ces métiers, notamment ceux qui occupaient les travailleurs à domicile et, d'une façon plus générale, tous ceux dont les membres nourrissaient l'espoir de devenir un jour leur propre patron, facilitaient la diffusion de l'utopie anarchiste de la «libre association» car la condition de **détenteurs des moyens de production** qui caractérisait des catégories de travailleurs leur interdisait une vision prolétarienne de l'émancipation sociale: la **socialisation** des moyens de production. Ces catégories étaient d'autant plus ouvertes à la **phrase** incendiaire de l'anarchie que leur cloisonnement ne leur permettait d'autre action collective que la révolte sur la place publique. Par ailleurs, dans ces métiers, le niveau de culture générale était souvent plus élevé que chez les salariés industriels; or, en l'absence d'un fort mouvement prolétarien, toute élévation du degré d'instruction d'un travailleur est facteur d'idéologie petite-bourgeoise.

L'implantation de l'idéologie anarchiste dans des branches entières de métiers s'explique donc aisément et sa diffusion est fonction de l'importance des métiers semi-artisans. On a déjà évoqué le cas de la Fédération jurassienne dans la Première Internationale (2) et on a déjà dit quelles formules et professions de foi anarchistes avaient servi de cri de ralliement aux militants hostiles à l'emprise du parti sur les syndicats. De même, ce sont surtout des arguments idéologiques contre la participation du **Parti ouvrier** (3) aux élections que les libertaires et bakounistes ont fourni au mouvement syndical qui, dans la période des attentats anarchistes de 1892 et 1893, expression sublimée de l'exaspération et de l'impuissance des classes exploitées, prenait son premier essor.

Par la suite, aussi bien l'organisation exigée par la lutte syndicale que cette lutte même imposèrent au mouvement ses caractères propres et obligèrent ses chefs à «théoriser» les moyens tactiques employés. Ce furent notamment les **Bourses du Travail**, avec la structure d'organisation syndicale qui en dérivait, qui donnèrent ses traits dominants à la période d'essor du syndicalisme français qui va de 1895 à 1906 environ. Dans la seconde et dernière période, qui va jusqu'à la guerre de 1914, on assiste à une vigoureuse réaction de l'avant-garde ouvrière contre l'opportunisme croissant du Parti socialiste et en particulier le «ministérialisme» (ou participation de socialistes au gouvernement). C'est dans leur développement historique que nous allons donc examiner les théories qui caractérisent le syndicalisme révolutionnaire français (4).



## Des Bourses du Travail aux «théories» du syndicalisme révolutionnaire

Comme nous l'avons vu plus haut, la Fédération des Chambres syndicales a connu des jours difficiles, la médiocrité de ses résultats contrastant avec l'ambition du Parti ouvrier qui, tout comme les sections allemande et belge de l'Internationale socialiste, entendait contrôler les destinées des syndicats. En fait, c'est le mouvement des Bourses du Travail, vigoureusement impulsé par Pelloutier, qui devait l'emporter en France sur celui des Chambres syndicales. Les Bourses du Travail présentaient un gros avantage sur ces dernières: celui de grouper les salariés disséminés dans diverses professions sur une base territoriale, qui favorisait le dépassement du particularisme des syndicats de métier. Mieux placées que les syndicats pour diffuser les idées révolutionnaires, elles avaient en outre le mérite de répondre à des besoins immédiats impérieux. «Les Bourses, écrit Doléans, attiraient les syndiqués par les services qu'elles leur rendaient: placement, caisse de secours et de chômage, enseignement.» A ces avantages d'intérêt capital en une époque qui ignorait toute législation sociale, tout système de prévoyance pour les salariés, s'ajoutaient, pour les militants syndicaux, la possibilité d'un contact étroit avec les travailleurs et les enseignements d'une expérience journalière. En outre, les bibliothèques ouvertes par les Bourses du Travail à des travailleurs encore avides de s'instruire, favorisaient le rayonnement des idées syndicalistes, mais c'est plus à l'efficacité immédiate de leur action que les syndicalistes durent leur succès auprès des ouvriers qu'aux mérites de doctrines fumeuses.

La rupture de Pelloutier avec l'anarchisme illustre bien le souci d'efficacité des promoteurs des Bourses, qui ne s'embarrassèrent jamais de «principes» quelconques. La dynamique du mouvement était à ce point impérative que Pelloutier lui-même n'hésita pas à fouler aux pieds l'individualisme cher aux libertaires à l'intention desquels il écrivait: «En même temps qu'il travaille à l'affaiblissement de ses ennemis, à la désagrégation de la centralisation gouvernementale, le prolétariat doit accomplir la concentration de ses propres forces pour augmenter de plus en plus ses propres chances de victoire et hâter l'heure de la transformation sociale» (*Histoire des Bourses du Travail*, pp. 238-239). Nul, fût-il anarchiste, ne pouvait en effet prendre en charge l'organisation de la lutte ouvrière sans se convertir au centralisme, mais ce simple texte suffit à démontrer que la seule lutte immédiate et l'expérience acquise au cours de son organisation engendrent une conscience politique bien inférieure aux besoins de la révolution moderne. En effet, si Pelloutier revendique la centralisation de l'organisation ouvrière, il voit dans la décentralisation de l'Etat bourgeois un acteur favorable à la victoire ouvrière, ce qui était non seulement ignorer la tendance historique de cet Etat, mais rejeter toute l'expérience des révolutions antérieures, de la révolution jacobine notamment, qui dut son succès au **centralisme**. Pelloutier avait donc rompu

avec les anarchistes en matière de **moyens d'action** et de **formes d'organisation** de la lutte ouvrière, mais il demeurait un des leurs en fait d'idéologie. Fermant délibérément les yeux sur les enseignements de la Convention et de la Terreur de 1793, il continuait à rêver d'une révolution sans contrainte et sans dictature: «La Révolution faite, écrivait-il à la fin du paragraphe cité, il n'y aura plus d'Etat, par conséquent plus de centralisation».

Comme la lutte quotidienne des ouvriers pose constamment des problèmes d'orientation auxquels elle ne fournit pas par elle-même de solutions, la tendance syndicale créée par Pelloutier fut, au fur et à mesure de ses expériences, amenée à se donner une doctrine qu'elle ne possédait pas à l'origine. Faute de s'être ralliés au programme du socialisme, les syndicalistes qui, pendant vingt ans, s'étaient cru à la veille de la révolution, furent amenés à «théoriser» leur action ou, tout au moins, à la justifier en fonction de considérations générales: leur doctrine était donc essentiellement empirique. Griffuelhes, qui mieux que Pelloutier, tôt disparu, incarne l'esprit des dirigeants de la CGT, disait que l'action conduite par les syndicats n'avait jamais été «une manifestation se déroulant suivant un plan prévu d'avance».

Il se défendait, explique Dolléans, «d'être un théoricien». Il se défiait, ajoute-t-il, des formules inventées par les idéologues, il craignait ces formules qui «**dévient l'action** et **divisent les hommes** menant une lutte commune». C'est peut-être là la caractéristique la plus saillante du militant ouvrier français de toute une époque: la défiance envers la théorie, l'utilisation de bribes de doctrine exclusivement dans la mesure où elles peuvent justifier la pratique adoptée. Tout, dans l'histoire du mouvement ouvrier français, contribuait à cette défiance: le vieux fonds défaitiste qui attribuait les échecs de 1848 et 1871 à l'intrusion d'idéologues bourgeois; l'allemanisme ouvrieriste qui acceptait le parti, mais seulement comme instrument de propagande, l'éclectisme de militants passés par toutes les écoles politiques, de l'anarchisme au socialisme... bref, toute une tradition qui peut être prolongée jusqu'aux cégétistes d'aujourd'hui pour lesquels, tout comme avant 1917, le but de la CGT est «Bien-être et Liberté» et dont toute la science politique, forme dégénérée de l'empirisme de Griffuelhes, tient dans cette formule: **écartons tout ce qui divise, recherchons tout ce qui unit** (5).

Comment un mouvement qui affirmait les plus hautes ambitions révolutionnaires a-t-il pu se développer sans bases théoriques bien définies? Cela ne peut s'expliquer que par le divorce qui s'était déterminé entre parti et syndicat: ses nombreuses batailles politiques détournaient le parti de sa tâche de combat dans les organisations économiques, absorbées de leur côté dans la lutte immédiate.

Tout au long de cette époque de lutte entre monarchistes et républicains et d'ascension du radicalisme bourgeois, les différentes fractions de la

classe dominante ne cessèrent de se compromettre alternativement dans des scandales politiques et financiers, la gauche s'emparant de l'affaire Dreyfus, comme la droite du scandale de Panama. La réaction cléricale harcelait continuellement l'équipe au pouvoir de reproches sur son «libéralisme» à l'égard des socialistes et des syndicats ouvriers. À peine légalisés, les syndicats faisaient l'objet de toutes sortes de pressions destinées à paralyser leur action; le droit syndical était refusé aux fonctionnaires; quantité de réformes purement bourgeoises demeuraient en suspens. Le syndicat avait à défendre son existence non seulement contre le patronat, mais contre l'Etat, et c'est dans cette lutte qu'il puisait ses inspirations. Absorbés par des besognes d'organisation, les militants se souciaient peu de questions de doctrine. La «doctrine» de la «grève générale expropriatrice» étant extrêmement vague et le «collectivisme socialiste» n'étant guère mieux élucidé par le parti, bien trop occupé à codifier sa tactique électorale et parlementaire, il pouvait sembler aux militants de l'époque que la voie à suivre résultait de l'expérience et non d'un programme pré-établi. Les théories et les doctrines étaient donc laissées à la «libre» opinion de chacun, et personne ne devait tenter d'en «imposer» une. Pour les syndicalistes de cette époque, leur mouvement était un «idéal» vers lequel convergeaient toutes les écoles politiques du mouvement ouvrier.

D'influence relativement faible si on pense au nombre des syndiqués, mais très important par ses positions politiques, le syndicalisme révolutionnaire ne pouvait pas ne pas susciter diverses interprétations.

Le théoricien **de fait** du syndicalisme révolutionnaire fut Sorel, dont nous ne pouvons ici que résumer la doctrine (6). Partant d'une critique du parlementarisme socialiste et profondément impressionné par l'œuvre syndicale de Pelloutier, Sorel en était arrivé à une conception de l'histoire et du mouvement prolétarien diamétralement opposée à celle de Marx. Pour le marxisme, la succession des modes de production et les bouleversements sociaux qui l'accompagnent proviennent de conflits entre les classes, qui se groupent en fonction de leur rôle dans la production et s'opposent en fonction des intérêts antagoniques qui en résultent. Dans la classe intéressée à la destruction du capitalisme, le prolétariat, le socialisme et le communisme expriment la conscience de ce processus historique et la volonté révolutionnaire de le clore en instaurant une société sans classes rendue non seulement possible, mais nécessaire, par tout le développement antérieur. Pour Sorel, cette vision de la société future n'est qu'une nouvelle édition, plus savante, plus «mystificatrice» de l'**utopie** révolutionnaire. A l'utopie, il oppose le **mythe** qui, sous sa plume, n'a pas un caractère péjoratif, puisqu'il stimule les masses et les porte à la violence collective, expression spécifique de la classe ouvrière à entretenir soigneusement comme telle.

Assez prisé chez les syndicalistes des autres pays (en Italie notamment), Sorel semble n'avoir eu que peu d'influence sur les militants révolution-

naires de la CGT. Ses seuls disciples se recrutèrent dans cette poignée de violents et de «saboteurs» que le Bureau confédéral désavoua peu avant la guerre, et peut-être ignoraient-ils leur filiation, d'ailleurs. Quant aux dirigeants du syndicalisme révolutionnaire français, ils parlaient plutôt avec mépris de Sorel, Griffuelhes, par exemple, déclarant, ne rien connaître de ses théories. Il n'en demeure pas moins que la seule justification théorique du syndicalisme révolutionnaire qui ait été tentée est le sorélisme. En admettant, comme on le faisait communément dans les milieux dirigeants de la CGT, que la révolution prolétarienne n'est rien d'autre qu'un **idéal** accrédité par une vague **tradition** révolutionnaire, on ne pouvait plus réfuter sa doctrine.

Si dans la première phase de son existence, le succès du syndicalisme s'explique par la faiblesse et la prétention injustifiée du parti, dans la seconde, c'est la dégénérescence opportuniste et la trahison de celui-ci qui lui fournit ses principaux atouts.

### **Le «ministérielisme» et la réaction des syndicats**

La seconde phase de l'histoire du syndicalisme révolutionnaire commence en 1906 au congrès d'Amiens où la CGT affirma avec force son indépendance et son hostilité à la politique du Parti socialiste. Pour comprendre les mobiles de cette manifestation qui rallia tous les éléments sains du mouvement syndical, il nous faut résumer les principales étapes du grand tournant qui amena le Parti socialiste à la crise du «millerandisme» et à la réunification de ses tendances les plus disparates.

Au moment même où le mouvement syndical met sur pied sa grande organisation unitaire, le socialisme français est en effet divisé en diverses fractions, les vrais marxistes et les vrais révolutionnaires n'étant qu'une minorité (7). Le drame de ceux-ci fut d'être contraints sous la pression des événements et des autres partis de l'Internationale, de fusionner avec les pires représentants de l'opportunisme électoral et de se corrompre à leur tour.

Pour la fraction de Guesde, une des tâches les plus difficiles était d'obtenir les réformes juridiques et économiques nécessaires pour l'organisation et la simple survie du prolétariat (8), mais tout autant pour la sauvegarde de la domination bourgeoise, même si la bourgeoisie répugnait au sacrifice. L'écueil était, comme dans tous les pays industriels, de tomber dans le réformisme, c'est-à-dire de considérer les réformes, non pas comme un moyen de vivifier la lutte prolétarienne et d'en clarifier les buts, mais comme une **fin** s'identifiant avec un socialisme pacifiquement imposé.

Le parti de Guesde avait dû se séparer des éléments qui prêchaient ouvertement un tel réformisme et préconisaient la lutte exclusivement pour les réformes «possibles». Grâce à Guesde, inébranlable sur la question des principes, le parti était demeuré fermement opposé à cette déviation née en son sein. Il lui restait cependant à affronter de fortes secousses exté-

rieures qui n'étaient pas des épreuves moins redoutables. À plusieurs reprises les cléricaux-monarchistes avaient laissé courir le bruit qu'ils se préparaient à des coups de force contre le gouvernement. La chose paraissait d'autant plus vraisemblable que les scandales successifs avaient davantage discrédité les équipes gouvernementales des «radicaux-opportunistes», suscitant de vives réactions de l'opinion publique. Pourtant, le danger de restauration n'existait plus: les classes qui avaient soutenu la monarchie pouvaient encore défendre quelques privilèges anachroniques (pour le clergé, par exemple, les monopoles de l'enseignement et de l'assistance publique) mais non faire rétrograder les formes capitalistes de production et les formes politiques correspondantes. En raison de leur formation jacobine, nombre de socialistes n'en demeuraient pas moins extrêmement sensibles aux «menaces de la réaction», et c'est grâce à eux que le réformisme sentimental et humanitaire de Jaurès commença à contre-balancer l'orthodoxie marxiste de Guesde.

Ces deux courants expriment respectivement une conception authentiquement marxiste, quoique souvent ampoulée et scolastique dans l'expression, et une tendance révisionniste qui, bien que généreuse et combative chez Jaurès, n'en traduit pas moins les illusions politiques classiques des petits-bourgeois. Leur conflit prit, à propos de l'affaire Dreyfus, une gravité lourde de conséquences pour tout le mouvement. Les deux leaders, ainsi que leurs partisans respectifs, se trouvèrent d'accord pour dénoncer à cette occasion la décomposition des organismes militaire et judiciaire de la société bourgeoise, qui laissaient condamner un innocent sous prétexte d'espionnage, simplement parce qu'il était juif, mais ils n'accordaient pas la même importance à l'agitation à conduire: parfaitement orthodoxe, Guesde jugeait que la classe ouvrière n'avait pas à prendre parti dans un conflit entre deux fractions de la bourgeoisie (9). Jaurès, au contraire, épousait totalement «la cause de la justice» contre celle de l'iniquité et voulait mobiliser les travailleurs pour la réhabilitation de l'accusé, voyant dans cette campagne l'occasion de battre la réaction et les cléricaux, toujours menaçants, selon lui, et dressés contre la République (10).

Dans le déroulement des faits, l'erreur d'appréciation commise par la fraction de Jaurès devait faciliter l'évolution opportuniste du parti, en dépit de toute la fermeté montrée par Guesde. Dans la conception marxiste l'éviction du féodalisme, et les révolutions démocratiques, sont des étapes nécessaires au plein développement de la dernière des luttes historiques de classe, la lutte moderne entre prolétariat et bourgeoisie. L'appui de la classe ouvrière à l'avènement de la démocratie bourgeoise est nécessaire quand celle-ci lutte révolutionnairement contre l'ancien régime. Quand elle a vaincu, le prolétariat n'a plus à l'«appuyer», mais à la combattre, car elle devient le principal obstacle sur le chemin de la révolution. Toute la difficulté est de définir le moment où l'appui à la démocratie bourgeoise

cesse d'être stratégie révolutionnaire du prolétariat pour devenir trahison du socialisme. En France, après le massacre de juin 1848 et plus encore après la Commune de 1871, le prolétariat ne pouvait plus appuyer la démocratie bourgeoise à des fins socialistes. Pourtant, bien après cette date, le mouvement ouvrier français a vécu dans la crainte de la réaction monarchique, car en deux occasions le royalisme et le césarisme se trouvèrent à deux doigts de prendre le pouvoir. Dans de telles conditions, la tactique du parti prolétarien devait se subordonner aux conditions d'ensemble du développement économique et social et tenir compte du rapport de force réel entre les classes, plutôt que des vicissitudes immédiates. Seule l'exactitude de cette analyse pouvait préserver l'autonomie du Parti ouvrier tant que la lutte entre républicains et monarchistes occupait encore la scène politique, masquant le cheminement souterrain des forces du capitalisme et de la République bourgeoise.

Durant toute l'Affaire, la menace d'un coup de force monarchique se profile derrière les polémiques, mais la révélation des faux sur lesquels s'appuyait l'accusation contre Dreyfus porte à la droite un coup dont elle ne se relèvera pas. On est alors en août 1898, et pour mettre un comble à la fureur de la réaction éclate une grève de vingt mille ouvriers du bâtiment qui, bientôt, gagne les travailleurs des chemins de fer. Des régiments bivouaquent dans les rues de Paris, tandis que des groupes de réactionnaires et de nationalistes, encouragés par la complicité du président Félix Faure et par la veulerie des radicaux, se livrent à des manifestations bruyantes en jouant aux préparatifs de coup d'Etat militaire. Le sang-froid s'impose d'autant plus que c'est manifestement là leur dernière manifestation de vie. Mais Jaurès, un des chefs socialistes les plus populaires, ne songe qu'à «défendre la République» contre la «réaction monarchique et cléricale». Guesde, plus clairvoyant, résiste au mouvement qui porte ainsi le Parti aux côtés des républicains bourgeois. Il met l'occasion à profit pour faire le procès des positions pro-dreyfusardes de Jaurès et pour dénoncer l'opportunisme qu'elles engendrent au sein du Parti (11). Mais lorsque les réactionnaires intensifièrent leur campagne et leur agitation, **toutes** les tendances du socialisme, y compris les possibilistes et les broussistes, avec lesquels le parti de Guesde avait rompu quelques années plus tôt, se retrouvèrent côte à côte dans des regroupements de «défense» destinés à faire front à la réaction. Quand des énergumènes royalistes se livrèrent à des voies de fait sur la personne du président Loubet (l'homme qui, lors des grèves de Carmaux, les avait livrés à la vengeance de la compagnie minière!), tous les ouvriers manifestèrent en sa faveur, se faisant matraquer bien plus durement par la police que les énergumènes en question: résultat suprême du long travail électoral des socialistes!

Cette manifestation ouvrière au cri de «Vive la République!», ce regroupement des réformistes et des marxistes sur le même front annonce déjà l'Union sacrée à laquelle après quinze ans d'opportunisme croissant

les socialistes – Guesde tout le premier – seront amenés, jusqu’à participer au gouvernement de guerre. En cet instant de 1898, il avait lui aussi subi l’entraînement fatal au front «contre la Réaction», bien que lors de l’entrée de Millerand au gouvernement il ait encore tenté de retenir le parti sur la pente de la collaboration, dénonçant prophétiquement le ministérialisme en ces termes: «J’affirme qu’un pareil état de choses, si l’on n’y mettait vite fin, amènerait **la banqueroute irrémédiable du socialisme.**»

Ce qui fait la gravité de la position de «défense de la République» prise par la fraction de Guesde lors des incidents politiques de 1898, c’est qu’elle la conduisit à renouer avec l’opportunisme possibiliste qu’elle avait toujours âprement combattu jusqu’alors. Sans même déterminer si la «menace contre la République» était réelle, les socialistes orthodoxes se rapprochaient ainsi des opportunistes dont ils s’étaient résolument et à juste raison écartés quelques années plus tôt. Ils ne pouvaient plus échapper aux conséquences d’un tel acte, qui devait étouffer pour longtemps dans le mouvement ouvrier français la flamme frêle mais vivace du socialisme marxiste.

En juin 1899 se constitue le cabinet Waldeck-Rousseau et, fait inouï et sans précédent dans l’histoire du socialisme, mais conséquence logique du désarroi du Parti socialiste français en 1898, le socialiste Millerand prend place aux côtés de Galifet, massacreur de la Commune, dans un gouvernement d’Union nationale. Jaurès et ses amis sont favorables à cette participation, si l’ex-blanciste Vaillant la dénonce violemment et Guesde accable le transfuge sous des foudres oratoires terribles, mais désormais impuissantes: le principe de la «défense de la République» l’avait emporté sur celui de la lutte de classe au sein du socialisme français, puisque, après la démission de Millerand, Jaurès et ses partisans soutiennent le gouvernement radical Combes, sous le prétexte que les socialistes devaient appuyer sa politique anti-cléricale.

Pourtant, le contenu le plus clair de la victoire de la forme républicaine, c’était la promotion parlementaire et ministérielle de la petite-bourgeoisie, représentée par le Parti radical qui, grâce à l’appui des socialistes, prenait la relève des vieilles dynasties politiques réactionnaires auxquelles le grand capital accordait jusque là sa confiance. Rompant avec les cliques royalistes, militaires et cléricales, mais s’assurant un personnel administratif et politique non moins féroce dans la répression et non moins sordide dans la corruption que le précédent, la bourgeoisie s’était enfin républicanisée. La République démocratique était enfin assise, mais au prix de l’asservissement du mouvement politique du prolétariat. La Seconde Internationale pouvait bien condamner de façon toute platonique le ministérialisme socialiste et Guesde les positions de Jaurès, le parti marxiste avait cessé de vivre en France. En 1904, ce sera la réunification des possibilistes aux millerandistes, de Guesde à Jaurès, modèle de ces «unités» falla-

cieuses dans lesquelles le mouvement ouvrier perd en force révolutionnaire ce qu'il croit gagner en puissance numérique.

Pour en revenir au syndicalisme révolutionnaire, le «millerandisme» n'eut pas pour lui des conséquences moins désastreuses, car Millerand s'efforça, par des faveurs officielles, d'attirer au gouvernement les dirigeants et militants syndicaux de l'industrie ou de l'administration. La corruption pénétra dès lors dans les Bourses du Travail, mais une réaction énergique se fit jour parmi les dirigeants de la CGT qui lancèrent alors la formule «d'indépendance rigoureuse» des syndicats à l'égard des partis et des sectes. Jusque-là apanage **d'une** tendance du syndicalisme, cette formule prit de l'importance et la force d'un principe général de tout mouvement syndical, rencontrant parmi les militants un écho qui constituait une **réaction de classe** indiscutable contre **l'opportunisme parlementariste**.

Ainsi se dessine la personnalité «apolitique» de la CGT, qui s'affirmera avec véhémence, puisque les dirigeants syndicalistes repousseront la motion de Renard, des Textiles du Nord, affirmant que les syndicats ne pouvaient se désintéresser de la législation sociale, ni donc de la composition du gouvernement et de la majorité parlementaire dont elle dérive et qui se prépare dans les élections. Finalement, c'est la résolution connue sous le nom de «Charte d'Amiens» qui fut adoptée et qui devait demeurer la bible du syndicalisme révolutionnaire.

### **Le «dada» de l'indépendance syndicale**

Une affirmation capitale de cette «Charte» règle les rapports entre parti politique et syndicat selon la conception syndicaliste révolutionnaire: «... entière liberté pour le syndiqué de participer, en dehors du groupement corporatif, à telle forme de lutte correspondant à sa conception philosophique ou politique, se bornant à lui demander, en réciprocité, **de ne pas introduire dans le syndicat les opinions qu'il professe au-dehors**».

Cette formule libérale exprime à la fois une réaction, saine en soi, contre la corruption parlementaire, et l'ingénuité de cette génération de syndicalistes qui espéraient obtenir des réformistes qu'ils s'engagent moralement à accepter, dans le domaine syndical, l'action directe qu'ils désavouaient en politique, et qui croyaient pouvoir exclure du syndicat l'opportunisme et l'arrivisme par la seule vertu d'un article de code.

Le caractère illusoire de pareilles garanties ne pouvait apparaître immédiatement. La première raison en est que la défiance, d'ailleurs justifiée, à l'égard des politiciens petits-bourgeois était trop enracinée dans le mouvement ouvrier français pour disparaître à l'égard d'hommes politiques **prolétariens** dont il faudra d'ailleurs attendre vingt ans pour avoir, avec les Russes Lénine et Trotsky, des exemples – exemples inconnus en France d'hommes de parti qui étaient aussi des adversaires de la collaboration des classes et de véritables **destructeurs** de l'Etat.



La seconde raison est que le danger de la déviation parlementariste lui-même était sous-estimé, le «millerandisme» semblant n'affecter qu'une minorité du parti, impression que l'intervention du Bureau de l'Internationale ne pouvait que confirmer. La troisième raison est enfin qu'en laissant aux syndicats la charge des revendications ouvrières et en se réservant la lutte parlementaire pour les réformes, les socialistes eux-mêmes accréditaient l'idée d'une **séparation** entre lutte économique et lutte politique.

Pour toutes ces raisons, le vice fondamental de l'indépendantisme syndical tel que le concevait la «Charte d'Amiens» échappait aux militants les plus avertis. Se préoccupant essentiellement de préserver le syndicat de l'influence de cadres éventuellement acquis au gouvernement, quitte à faire confiance à l'esprit de lutte des autres socialistes et à passer des accords limités avec eux, on passait à côté du vrai problème: l'unité de toutes les formes politiques et syndicales de la lutte prolétarienne.

Les vantardises sur la maturité du syndicalisme passé de l'enfance à la majorité se réduisaient finalement à prétendre que, selon qu'il agit dans le syndicat ou au-dehors, l'ouvrier se manifeste comme citoyen votant dans le cadre de la législation et de l'Etat bourgeois, «selon sa conception philosophique ou politique», ou comme révolutionnaire préparant la plus grande atteinte au droit capitaliste, «la grève générale expropriatrice» (12). Or, les deux choses sont incompatibles!

La plate-forme d'indépendance syndicale et de grève générale insurrectionnaliste permettait bien l'exclusion du socialisme marxiste, mais elle ne pouvait empêcher l'intrusion du réformisme parlementaire dans le mouvement syndical, l'intégrité de celui-ci ne dépendant pas de statuts quelconques, mais du rapport politique des forces de classe.

À un certain degré de l'expansion du capitalisme, la bourgeoisie reconnaît qu'elle a **intérêt** à légaliser le syndicat, mais le réformisme ouvrier apparaît fatalement aussi, pour devenir une arme entre les mains de la classe dominante. En France, pour les raisons dites ci-dessus, l'opportunisme s'était tout d'abord emparé du parti; pour les mêmes raisons, la colonisation du syndicat ne pouvait suivre immédiatement, non point en raison de sa force, mais tout au contraire de sa faiblesse car il ne mettait pas encore sérieusement en danger le patronat, s'il était capable d'inquiéter le gouvernement par sa propagande.

La tentative de corruption des représentants syndicaux par Millerand était peu de chose à côté des moyens employés par la suite par les différents gouvernements pour venir à bout des syndicalistes révolutionnaires (13) mais dans ce pays essentiellement «politique» qu'est la France, c'est finalement par l'adhésion politique du secrétaire général de la CGT à l'Union sacrée de 1914 que l'opportunisme s'empara officiellement du syndicat.

## La CGT et l'impasse du syndicalisme révolutionnaire

L'indépendance syndicale n'a jamais été une réalité de fait, en ce sens que lorsque le mouvement syndical la posséda, il était encore faible, et que lorsqu'il prit le caractère d'une organisation de masse, ce qui ne se produisit qu'après la guerre, il avait perdu toute indépendance de classe. La **grève générale**, autre pilier de l'idéologie syndicaliste, ne vit pas davantage le jour, du moins pas de la façon dont la concevaient ses théoriciens, comme «moyen **pacifique et légal...** (de) hâter la transformation économique et assurer, **sans réaction possible**, le succès du quatrième état» (14). En Russie, elle a été le prélude de la révolution politique violente, non une pacifique expropriation des «patrons».

Il est indéniable que le «mythe» de la grève générale, tout teinté de l'utopisme des décennies précédentes qu'il ait été, a stimulé l'initiative et l'action de militants dévoués, et intègres. La valeur d'une doctrine et d'une «école» politique du mouvement ouvrier – «le syndicalisme est une **théorie sociale nouvelle**, une **doctrine particulière**» (Congrès d'Amiens) – ne peut pourtant se juger seulement à cela: elle doit être jugée sur sa capacité à réaliser l'organisation du prolétariat en classe, entreprise dans laquelle le Parti ouvrier avait finalement échoué, mais dans laquelle le syndicalisme révolutionnaire échoua tout autant, comme le prouve la crise de la décade 1914-1924, qui vit l'éclatement de la guerre impérialiste et la révolution russe d'Octobre.

Avant 1914, le prolétariat avait peu à peu perdu son ardeur révolutionnaire et, usant du suffrage universel, se contentait d'envoyer des socialistes au Parlement. Le choc du premier massacre impérialiste et la victoire prolétarienne d'Octobre 1917 en Russie ranimèrent cette ardeur. Mais alors que, dans de nombreux pays, des fractions socialistes de gauche se séparaient des dirigeants opportunistes, en France il n'est pas un seul chef ouvrier qui n'ait trempé dans la collaboration de guerre. Sans doute quelques syndicalistes révolutionnaires qui n'avaient cessé de défendre l'internationalisme prolétarien ont-ils eu le courage de combattre la vague chauvine qui emportait tout. Mais, en tant que mouvement, le syndicalisme révolutionnaire ne sut pas rester fidèle à sa tradition subversive quand le besoin s'en faisait le plus sentir lors de l'éclatement de la guerre et de la révolution. Quelques-uns de ses militants rallièrent le camp de la révolution russe (non sans des défections lorsqu'il s'agit, non plus de **paix** à imposer, mais **d'assaut révolutionnaire** à préparer) l'organisation que des militants de la CGT s'enorgueillissaient d'avoir soustrait à l'influence du socialisme de gouvernement resta étrangère et hostile à ce grand événement, le plus grand de toute l'histoire du prolétariat mondial.

Cette faillite de classe, le syndicalisme révolutionnaire la doit à sa contradiction fondamentale. Par définition, la lutte syndicale s'exerce à **l'intérieur** des rapports de production bourgeois et ne pose jamais par elle-même la question du pouvoir, tandis que la révolution politique est

par excellence négation de l'économie fondée sur le salariat et destruction du pouvoir qui la défend. **Au syndicat** adhèrent tous les travailleurs poussés à la coalition par la défense immédiate de leurs conditions de salaire et de vie. Au **parti** viennent tous ceux qui ont déjà une conscience, au moins élémentaire, du rôle historique de la classe ouvrière et des conditions générales de son affranchissement. Le parti peut influencer le syndicat, lui communiquer sa vision universelle et historique, il ne peut se substituer à lui pour la lutte revendicative qui est une nécessité tant que dure le capitalisme. Le syndicat peut aider le parti, lui gagner, par l'expérience de la lutte quotidienne, les travailleurs politiquement moins avertis, il ne peut prendre sa place pour la propagande du programme de classe et la définition de la stratégie révolutionnaire. Le syndicalisme révolutionnaire entendait remplir les deux fonctions: celle du syndicat et celle du parti. Il s'efforçait de propager parmi les ouvriers la foi révolutionnaire, se heurtant au faible développement du prolétariat français et au fait qu'il était, en grande partie, fermé à la vision du socialisme. En œuvrant tout de même pour le plus large groupement des exploités, il empêchait que la foi en question devint plus qu'une vague foi précisément, une doctrine cohérente de classe permettant de résister à la pression formidable de la bourgeoisie aux moments cruciaux de la guerre et de la révolution.

L'opinion des syndicalistes révolutionnaires eux-mêmes sur la nature et le rôle de l'organisation qu'ils ont créée est une preuve manifeste de cette contradiction. Dès qu'il est toléré par la bourgeoisie, le syndicat lutte sur un plan légal et, dans la mesure où elle se contente de rechercher une répartition différente de la plus-value, cette lutte n'est pas encore une lutte de classe. Tout en utilisant toutes ses possibilités, les révolutionnaires s'efforcent de combattre en son sein l'illusion **légalitaire** selon laquelle la lutte revendicative par corporations suffit à l'émancipation du prolétariat. Ils se gardent bien de condamner toute entorse de la légalité par les ouvriers au cours de la lutte, et dénoncent les dirigeants qui, au nom de cette légalité, font obstacle au déploiement de toute l'énergie de classe. Mais ils n'ignorent pas que les travailleurs, **comme masse**, n'abandonneront le cadre légal qu'au moment où ils cesseront de revendiquer des améliorations économiques pour revendiquer le pouvoir et la transformation révolutionnaire totale de la société. Les syndicalistes révolutionnaires, aveugles à ces limites de la lutte et de l'organisation syndicales, la définissaient comme **l'illégalité en permanence** (15), mais la violence de la formule ne doit pas dissimuler l'étroitesse de la réalité. Dénonçant farouchement le réformisme envahissant, que faisaient-ils eux-mêmes, sinon s'enfermer dans le cadre de la société bourgeoise, luttant seulement pour grignoter, voire «abolir le bénéfice» patronal, variété eux-mêmes du réformisme? De là le continuel déchirement entre leurs exigences révolutionnaires subjectives et les nécessités objectives de l'action de masse, l'opposition entre la pensée et l'action, le contraste entre certains éléments exaltés et irrespon-

sables et les dirigeants conscients et sérieux, bref tout ce qui caractérise le syndicalisme révolutionnaire pendant son bref apogée.

De ces contradictions, il ne sortit jamais, et elles finirent par prendre une réalité «physique» dans le conflit des tendances et des groupes, et le divorce entre la «théorie» appliquée par une coterie d'exaspérés, et l'organisation qui, épurée de ces derniers, se soucia bien peu de justifier doctrinalement une pratique toujours plus conformiste. Qui donc s'efforça de «théoriser» la grève générale et d'entretenir par des arguments «doctrinaux» la combativité des travailleurs? Sorel, auteur à peu près inconnu d'une *Théorie de la violence*, que les dirigeants de la CGT repoussaient avec véhémence comme n'étant des leurs ni par son origine, ni par sa formation. Qui appliqua avec cohérence (même sans la connaître) cette doctrine, en transformant les grèves en des actes de sabotage effectif des installations? Une «minorité agissante» que le Bureau confédéral désavoua nettement (16).

Ainsi, à la veille de la guerre, les éléments hétérogènes qui constituaient le syndicalisme révolutionnaire tendent à se diviser. On a, d'un côté, des dirigeants qui comme Griffuelhes et Monatte sont essentiellement des empiristes, des militants syndicaux peu préoccupés de doctrines, et de l'autre les anarchistes, représentant la tradition utopique du mouvement français et les hervéistes, immédiatistes de la violence qui se prononcèrent, bien sûr, pour la violence de guerre quand en 1914 le moment en sera venu... Ceux qui incarneront la version syndicaliste de l'opportunisme faisandé du parti ne sortiront à la lumière que plus tard.

Que reste-t-il de ce mouvement qui, dix ans plus tôt, affrontait superbement le réformisme des socialistes de gouvernement? Peu de chose et Rosmer en donne objectivement les raisons: «...la formule sur laquelle elle (la CGT) s'est constituée et a vécu est usée, parce que les hommes qui l'ont appliquée avec éclat sont, eux aussi, usés» (17).

Mais Rosmer est aussi de l'école syndicaliste et ne peut admettre que, du moment où une formule flanche parce que ceux qui la représentent sont usés, c'est que cette formule n'a pas la valeur universelle et permanente qu'elle voudrait s'attribuer. Contre Pouget – un des co-fondateurs de la CGT, avec Pelloutier – Rosmer affirme que la CGT a eu **sa doctrine**; or Pouget avait dit: «Le but proposé par la déclaration de principe de la Confédération s'identifie donc avec **l'idéal** posé par **toutes les écoles de philosophie sociale**; seulement elle le pose expurgé de toutes les **superfétations doctrinales**, de toutes les vues particulières aux sectes, pour n'en conserver que **l'essence**» (18).

Cette formule est la définition la plus exacte et la plus claire de l'idéologie syndicaliste. «**L'idéal**» de toutes les écoles de philosophie sociale est de nature petite-bourgeoise, et a été valable pour toutes les révolutions démocratiques. Ce que Pouget appelle les «superfétations doctrinales» ne sont en réalité que la traduction de ces révolutions en termes géné-

raux d'idéologie; en en conservant «l'essence», le syndicalisme révolutionnaire conservait en réalité la grande superstition qui les avait toutes animées, à savoir que l'humanité se transforme et s'améliore grâce à une progression et une sélection des **idéés**, se proclamant lui-même le dernier mot de celles-ci.

Au contact du prolétariat et de sa lutte, certains éléments issus de la petite-bourgeoisie avaient trouvé un aliment nouveau à leur idéal de «progrès humain»; ils s'étaient débarrassés de bien des préjugés, mais n'avaient pu renoncer à ce culte de l'Homme et de la Liberté, dont l'existence même du prolétariat est la négation; voilà toute la raison de la faillite du syndicalisme révolutionnaire et de «l'usure» de ses militants.

### Notes:

1. L'origine et le milieu social des syndicalistes de l'école de Pelloutier confirment ce trait de leur psychologie: «Pelloutier représente bien la génération d'alors. Celle-ci n'était nullement marxiste... Paris ignorait le marxisme; son élite (de l'artisanat ouvrier, *NdR*) pouvait frayer avec un bourgeois en rupture de ban tel que Pelloutier» (Dolléans, *op. cit.*).

2. Autre illustration de ce fait: la composition sociale de la seconde commission de l'Association Internationale en France. Elle comprend: un tailleur (Verlin), un teinturier (B. Malon), un bijoutier (Combault), un docteur sur métaux (Mollin), un ciseleur (Landrin), un tailleur de cristaux (Humbert) un menuisier en meubles sculptés, un brosseur (Granjon), c'est-à-dire essentiellement des «petits métiers» ou les métiers de luxe de Paris, à l'exclusion de tout salarié industriel (D'après Dolléans *op. cit.*).

3. «Les anarchistes de la Fédération jurassienne, animés par James Guillaume, avaient toujours été les ennemis de Guesde et ils le prouvèrent dès la parution de son journal *L'Egalité* (1876). Cependant, certains anarchistes, comme Jean Grave, avaient pris part au congrès de Marseille, quelques autres avaient assisté au congrès du Havre où, pour repousser l'assaut des modérés, ils s'étaient joints aux socialistes. Mais ils concevaient un Parti ouvrier exclusivement révolutionnaire et absentéiste: en voyant le Parti accepter un programme électoral, ils l'attaquent avec violence» (A. Zévaès *op. cit.*, p. 112).

4. «Griffuelhes (le successeur de Pelloutier) a dit que la période de 1892-1900 est marquée par la réaction de la classe ouvrière contre l'influence déprimante de l'action politique sur les syndicats et la période 1900-1910 par la réaction des syndicats contre les gouvernements radicaux et jacobins» (Dolléans, *op. cit.*). Cette délimitation correspond sensiblement à celle que nous avons établie: la première phase est occupée par la rivalité idéologique entre socialisme et syndicalisme, et le triomphe du second; la seconde période par un renforcement de cette rivalité, mais cette fois exclusivement due à l'attitude réformiste du parti.

5. Le jugement porté par Griffuelhes sur les **possibilistes** et les **allemanistes** éclaire bien l'utilitarisme étroit du leader de la vieille CGT De ces tendances, d'où était sorti le réformisme que le syndicalisme révolutionnaire **allait combattre**, Griffuelhes dit: «Le travail fait par les syndicats animés de l'esprit allemaniste a permis plus tard de créer un mouvement autonome et indépendant. Sans la besogne des possibilistes qui créèrent la Bourse de Paris et sans celle des allemanistes, la Fédération des Bourses n'aurait pu être créée en 1892» (Cité par Dolléans). Concernant l'influence des scissions socialistes sur le mouvement syndical, l'opinion de l'anarchiste Besnard a du moins le mérite d'une cynique franchise: «Si ces scissions, écrit-il dans *L'Encyclopédie anarchiste*, eurent pour conséquence de gêner considérablement le développement du syndicalisme, **elles empêchèrent, par contre, un parti d'accaparer son action** et de le mettre en tutelle».

6. On en trouvera la critique dans le n° 1 de *Programme Communiste*, 1957.

7. A cette époque on ne compte pas moins de six partis ou fractions socialistes. Les voici avec un résumé de leurs caractéristiques:

– **Le Parti ouvrier Français** de Lafargue et Jules Guesde.

– **Le Parti socialiste révolutionnaire** ou **Comité révolutionnaire central**, issu du blanquisme, composé d'émigrés de la Commune; authentiquement révolutionnaire, mais partisan de «putsch» politiques et fortement imprégné des traditions nationales.

– **La Fédération des travailleurs socialistes**, les «possibilistes» de Brousse, issus de la scision de 1882.

– **Le Parti ouvrier socialiste révolutionnaire**: «allemanistes», issus du «possibilisme»; ouvriéristes et partisans de la «grève générale révolutionnaire».

– **L'Alliance communiste**, issue de l'allemanisme et se situant à sa gauche.

– **Les Socialistes indépendants**, véritables électoralistes prétendant rester «en dehors» des querelles des autres fractions. Jaurès en fut le représentant le plus brillant.

Entre ces fractions existe déjà une ligne de délimitation: le **Parti ouvrier** de Guesde, les **blanquistes** (Parti socialiste révolutionnaire) et **l'Alliance communiste** sont **contre la participation ministérielle** des socialistes; les possibilistes, les Indépendants lui sont favorables, tandis que les allemanistes n'ont pas de position.

8. Un caractère marqué de la société capitaliste française en pleine décomposition politique avant d'avoir atteint son maximum de développement économique, et qui fait justice, entre mille autres exemples, de la «démocratie modèle» qu'on a voulu y voir, ce sont, d'une part les explosions sociales à caractère individuel ou collectif de cette période, de l'autre la profusion de violences, exactions et lois scélérates promulguées

par les gouvernements de toutes couleurs politiques. A chaque initiative de la classe ouvrière, à chaque pas en avant du mouvement syndical, la répression s'abat sur les ouvriers, de même que lors de chaque scandale politique ou financier c'est encore à la répression que la bourgeoisie a recours pour masquer sa propre corruption. On se bornera à citer ici quelques cas. Le premier mai 1891 ont lieu de grandes manifestations ouvrières.

À Fourmies, l'armée tire sur la foule: 12 morts, dont des enfants. L'effervescence est vive dans tout le pays. Un violent débat s'ouvre à la Chambre. Contre les interpellations et demandes d'enquête, les conservateurs et cléricaux, **pour la première fois**, votent pour le gouvernement radical qui prescrit... des poursuites judiciaires contre les socialistes.

Le 15 avril 1895 la Compagnie minière de Carmaux congédie un ouvrier qui avait été élu maire de la ville en tête de la liste socialiste aux élections municipales. Grève et état de siège. Le président du Conseil, Loubet, «arbitre» en faveur de la compagnie. La grève se poursuit durant trois mois; finalement, la compagnie cède et, en conclusion, Jaurès est élu député de la circonscription aux élections législatives.

Le 8 décembre 1893, l'anarchiste Vaillant lance une bombe dans l'hémicycle du Palais Bourbon. Première loi scélérate contre la liberté de la presse. Le socialiste J.L. Breton est inculpé pour avoir expliqué le geste de Vaillant dans son journal.

Le 24 juin 1894, Sadi Carnot est assassiné à Lyon; seconde loi scélérate sanctionnant «toute propagande anarchique», «faite par un moyen quelconque».

Le 6 janvier 1895 Gerault-Richard est condamné à un an de prison pour avoir titré «A bas Casimir» (Casimir Perrier était alors président de la République).

On pourrait continuer ainsi longtemps. Cette politique a duré jusqu'à la guerre, et même après, contre les communistes, et toujours avec la complicité des radicaux bourgeois.

9. La position de Guesde, courageuse et clairvoyante, une première fois contre les opportunistes du parti, une seconde fois contre Jaurès, mérite d'être rapportée. Aux premiers (Viviani, Jourde et Millerand) qui craignaient de compromettre leurs chances électorales en s'engageant dans la bagarre de l'affaire Dreyfus, il riposte: «... Si le suffrage universel utilisé par le prolétariat doit aboutir à une simple question de réélection, de mandats à conserver, mieux vaut rompre avec la tactique parlementaire...». (Quand à Roubaix, lors des élections qui suivent, le patronat fait campagne contre lui, l'appelant «Guesde-chômage», «Guesde-trahison», il fait afficher: «Qu'aucun patron, qu'aucun capitaliste ne vote pour moi: je ne veux ni ne puis représenter les deux classes en lutte; je ne veux et ne puis être que l'homme de l'une contre l'autre». À Jaurès, Guesde, un peu plus tard, répondra dans le manifeste publié sur l'Affaire en juillet 1898: «Les

prolétaires n'ont rien à faire dans cette bataille qui n'est pas la leur... Nous entendons bien qu'il y a des victimes et que c'est pour leur libération que, faisant appel aux plus nobles sentiments, on voudrait nous entraîner dans la bagarre. Mais que pourraient être ces victimes – de la classe adverse – comparées aux millions qui constituent la classe ouvrière et qui, enfants, femmes, hommes torturés dans les bagnes patronaux, passés au fil de la faim, ne peuvent compter que sur elles-mêmes, sur leur organisation et leur lutte victorieuse pour se sauver? C'est à elles et à elles seules que se doit le Parti socialiste, le Parti ouvrier, qui, après avoir arraché, comme il était nécessaire, son masque démocratique à l'anti-sémitisme et exposé en pleine lumière son vrai visage de réacteur, ne saurait, sans duperie, se laisser un seul instant dévier de sa route, suspendre sa propre guerre et s'égarer dans des redressements de torts individuels qui trouveront leur réparation dans la réparation générale» (Cité par Zévaès *op. cit.*, p. 268).

10. Sur ce point, comme le reconnaît Léon Blum dans ses *Souvenirs sur l'Affaire*, l'optimisme de Jaurès fit erreur. La plupart de ceux qui, au cours de l'Affaire, avaient paru désertir les rangs de la bourgeoisie libérale pour rallier le socialisme, s'empressèrent, la bataille terminée et la victoire acquise grâce au concours populaire, de rallier leurs anciens partis. Jaurès le reconnut lui-même: «... ceux que la mode nous a donnés, la mode nous les a repris, qu'elle les garde, ils vieilliront avec elle» (Zévaès, *op. cit.*, p. 266). Mais malheureusement, et en grande partie grâce à Jaurès, la «mode» qui consistait à prendre parti pour une fraction de la bourgeoisie contre une autre fraction, ce fut le **Parti socialiste** qui la «garda», et cela devait lui devenir bientôt fatal.

11. Répondant aux critiques de Jaurès, selon lesquelles l'attitude de Guesde inciterait les travailleurs à se «désintéresser» de l'affaire Dreyfus, Guesde disait: «Le Parti ouvrier a rappelé aux travailleurs leur devoir de classe, mais il ne leur prêchait pas le désintéressement ou l'abstention. La déclaration (du POF, *NdR*) portait en toutes lettres: Préparez-vous à retourner contre la classe et la société capitalistes les scandales d'un Panama militaire s'ajoutant aux scandales d'un Panama financier. Ce que nous voyions en effet dans l'affaire Dreyfus, c'était les hontes étalées qui atteignaient et ruinaient le régime lui-même. Il y avait là une arme puissante et nouvelle, dont on pouvait et dont on devait **frapper toute la bourgeoisie**, au lieu de mobiliser et d'immobiliser le prolétariat **derrière une fraction bourgeoise contre l'autre**» (Zévaès, *op. cit.*, p. 269, souligné par nous).

12. On ne peut mieux mettre en évidence ce caractère de **superstition démocratique** du syndicalisme révolutionnaire qu'en citant ce commentaire apologiste: «Non seulement la Charte d'Amiens proclame la neutralité du syndicalisme vis-à-vis des partis, mais elle l'exige du syndiqué dans le syndicat... Elle place ainsi le producteur en première ligne, au-dessus du citoyen. Et c'est juste parce que le travailleur est une réalité de tous les jours, invariable dans son état comme dans ses désirs, tandis que le ci-



toyen est une entité fugace. Le citoyen peut changer d'opinion... le travailleur reste semblable à lui-même» (P. Besnard; *Encyclopédie anarchiste*, p. 401). La belle affaire que le travailleur soit toujours semblable à lui-même dans le baignoire de l'usine s'il n'a pas la possibilité de confronter cette expérience empirique avec ce qu'on lui fait faire comme citoyen! Or, confronter l'expérience empirique de l'exploitation avec la définition de ses causes sociales, n'est-ce pas transporter dans le syndicat les «opinions qu'il professe au-dehors»? Il serait plus honnête de dire simplement: les syndicalistes sont pour une seule conception générale dans les syndicats, c'est la leur; ils ne tolèrent qu'une «philosophie», c'est l'idéologie anarchiste... même amendée.

13. Il faudrait toute une chronique pour énumérer les cas de militants syndicaux dont le gouvernement s'est assuré, soit par la voie des concessions intéressant une catégorie – c'est le réformisme «mineur», celui des démarcheurs d'antichambres ministérielles – soit par le chantage, lorsque des dirigeants brisés par une grève avortée n'ont été réintégrés qu'en échange de leur soumission syndicale.

14. Comme l'indiquait l'une des premières résolutions adoptées dans le mouvement syndical français en faveur de la grève générale, au congrès de Tours des Bourses du Travail (1892).

15. «La CGT est l'illégalité en permanence», disait Griffuelhes (cité par Rosmer), et Merrheim, apostrophant les socialistes au congrès d'Amiens, s'était écrié: «Vous avez voulu faire du syndicat un groupement inférieur, **incapable de sortir de la légalité**. Nous affirmons le contraire. Il est un groupement de lutte intégrale révolutionnaire et il a pour fonction de briser la légalité qui nous étouffe, pour enfanter le droit nouveau que nous voulons voir sortir de nos luttes» (cité par *L'Encyclopédie anarchiste*, p. 400). Mais «briser la légalité», «enfanter un droit nouveau», n'est-ce pas là des problèmes de pouvoir? Quel type de pouvoir? Quel droit substituer au droit bourgeois? Voilà des points sur lesquels toute la littérature syndicaliste ne nous éclaire pas, si ce n'est par la formule de «libres associations de travailleurs» qui appartient tout à fait au droit bourgeois.

16. À la veille de la guerre, en pleine agitation anti-militariste, les anarchistes accusèrent la CGT de se dérober à sa tâche. De leur côté, les hervéistes, furieux phraseurs de l'anti-patriotisme, l'attaquent aussi car elle a dû renoncer, faute de forces suffisantes, à déclencher contre la loi du service militaire de trois ans, la grève générale. Il est visible que, dès cette époque, la CGT s'essouffle. Comme l'écrivit Rosmer, après 1909 «la C.G.T. n'avait plus du même élan, elle n'exerçait plus la même attirance sur les mouvements ouvriers». Il est difficile, sinon sous la forme d'une chronique fastidieuse, de suivre les vicissitudes de cette période, dont aucune n'est marquante: les tentatives ministérielles de corruption par personne interposée de la presse syndicaliste, les petits scandales intérieurs du Bureau confédéral, les rivalités sordides qui s'y dessinent, etc.

La vérité est que la volonté et l'extrémisme à vide ne peuvent longtemps tenir lieu de base théorique à une organisation de masse. Les syndicalistes ont gaspillé une quantité considérable d'énergie de classe, souvent sous des prétextes effarants, comme celui «d'entraîner» les ouvriers en vue de la grève générale. Leurs cadres conservaient une cécité étonnante en face de la situation réelle du mouvement, se leurrant eux-mêmes, en cercles fermés, sur les possibilités effectives de mobilisation révolutionnaire. «On croit dans les milieux syndicalistes de la CGT, écrit Dolléans, à une révolution proche», c'est-à-dire à «une catastrophe pouvant éclater demain et pour laquelle il faut se préparer aujourd'hui. Tout pour et par la grève générale». En un certain sens, la mise au point effectuée par Monatte (*Vie Ouvrière*, 5 août 1913) pour rejeter les critiques des «extrémistes» apportait un peu de clarté et témoignait qu'une nouvelle étape de l'évolution des syndicalistes de formation anarchiste au contact de la réalité de la lutte de classe était – au moins pour quelques-uns – en voie de réalisation: «Des années durant, les syndicalistes gardèrent le silence devant le tapage insurrectionnaliste de la *Guerre Sociale* (journal d'Hervé, *NdR*) première manière. Ce silence a coûté cher au mouvement ouvrier. C'est lui qui permit à une confusion fâcheuse de s'établir, non seulement dans l'opinion publique, mais dans l'esprit de beaucoup de camarades. Pendant plusieurs années, le syndicalisme et l'insurrectionnalisme sont apparus comme une seule et même conception... Les résultats sont là sous nos yeux: des gens fatigués, dégoûtés du mouvement et qui se sont jetés à l'écart, d'autres qui ont cyniquement retourné leur veste (allusion à Hervé, qui devint ensuite patriote et jusqu'aboutiste, *NdR*). Oui, toute la démagogie hervéiste ne pouvait aboutir à autre chose. Mais il a fallu que nous vivions cette expérience jusqu'au bout pour en être convaincus... Elle (la CGT) n'a pas renié un pouce de l'idéal révolutionnaire du syndicalisme ni de ses méthodes. Ce qu'elle a répudié ce sont les coups de tête de l'insurrectionnalisme: elle a saisi l'occasion de signifier qu'elle en avait assez des tranche-montagnes qui découvrent une situation révolutionnaire tous les quinze jours» (cité par Rosmer, *De l'Union sacrée à Zimmerwald*, p. 34).

17. *Op. cit.*, p. 35.

18. Reproduit dans Rosmer, *op. cit.*, p. 35 (souligné par nous).

(Source: *Programme Communiste* n° 25, octobre-décembre 1963.)

# Le syndicalisme révolutionnaire contre le réformisme *(suite)*

## La CGT, l'Internationale et la guerre

Le trait le plus saillant de cette période où le syndicalisme révolutionnaire lance ses derniers feux, c'est le rôle **d'avant-garde** qu'il joue, mais dans le sens le plus étroit du terme: petit corps détaché du gros de la troupe.

Cette position n'est pas seulement due à l'impatience des militants d'arriver rapidement aux grandes situations révolutionnaires, mais à leur vision totalement faussée de la révolution sociale, qui n'est pas l'initiative d'une poignée de militants conscients traînant derrière eux une masse inerte, mais l'irruption colossale, sur la scène politique, d'une multitude de couches sociales avançant des revendications diverses, auxquelles seuls les révolutionnaires peuvent donner des réponses.

Les syndicalistes révolutionnaires avaient une foi aveugle dans l'efficacité des «minorités agissantes», ne se souciant guère d'analyser la portée des revendications ouvrières ni de déterminer leur rapport plus ou moins étroit ou éloigné avec le programme révolutionnaire du prolétariat. Dans la période qui va de 1906 à la guerre, les ouvriers français ont déclenché des grèves nombreuses et imposantes qui témoignaient d'une grande combativité, mais de revendications à caractère limité. Les mouvements contre les bas salaires et la journée de travail trop longue ne pouvaient être convertis, par la seule volonté d'une poignée de militants exaltés, en autant d'assauts révolutionnaires.

La révolution n'est possible que lorsque toute la société est en crise, et que plusieurs classes se mettent en mouvement, ébranlant le bloc conservateur qui va du grand capital à la petite bourgeoisie et aux couches favorisées du prolétariat. Les syndicalistes révolutionnaires étaient à ce point obnubilés par leur volontarisme qu'ils ont par exemple tout particulièrement encouragé les grèves des chemins de fer, parce qu'elles paralysaient l'industrie et, à leurs yeux, pouvaient «créer» le climat révolutionnaire propice à la grève générale.

Cette tactique facilitait la répression, épuisait militants et ouvriers, amenuisait les cadres syndicaux durement frappés par les gouvernements «républicains» des radicaux (1). De plus elle renforçait l'évolution opportuniste du socialisme en détournant quantité de ses éléments sains «d'actions directes» aussi mal utilisées.

Au cours de sa «belle époque», de 1902 à 1909 en gros, le syndicalisme révolutionnaire a obtenu des résultats positifs, tels l'unité syndicale, les

luttres du Premier mai pour la réduction de la journée de travail, l'agitation contre la guerre, l'anti-militarisme et l'anti-colonialisme. Son volontarisme ne pouvait cependant suffire à coordonner des mouvements, souvent sporadiques et dispersés, en une vigoureuse progression prolétarienne. Les mêmes raisons qui avaient assuré le succès du syndicalisme révolutionnaire au détriment du socialisme parlementariste faisaient maintenant obstacle à l'unification des agitations ouvrières à l'échelle nationale et à plus forte raison internationale. Dans plusieurs pays d'Europe et en France, les masses ouvrières avaient mené des luttres énergiques; mais tandis que le syndicat était impuissant à les unifier et à les dépasser dans une offensive politique unique que seul le parti aurait pu conduire, ce dernier aurait opposé sa force d'inertie et sa mauvaise volonté à toute volonté révolutionnaire qui se serait manifestée.

Le fait est particulièrement visible quand on considère le travail international de la CGT. De toutes les sections dirigées par le lourd et somnolent secrétariat syndical international contrôlé par la social-démocratie allemande, la CGT française était la seule à réclamer des actions de classe internationalement coordonnées et à vouloir porter les luttres sur un autre terrain que celui des discours et de l'activité parlementaires. Dès la constitution de l'organisme syndical international, les délégués français s'étaient heurtés à la majorité, qui avait repoussé leurs propositions concernant l'anti-militarisme et la grève générale.

Le Bureau syndical international était un organisme purement administratif considérant que les questions théoriques n'étaient pas de son ressort, mais de celui des partis socialistes déjà sérieusement minés par l'opportunisme. Après s'être abstenue durant quelques années de participer à des travaux désormais sans objet, la CGT reprit les contacts avec l'organisation syndicale internationale en 1908, sans réussir à l'influencer, car l'activité de celle-ci se limitait à des correspondances internationales et à des communications sur les conditions de travail dans les divers pays, et son esprit bureaucratique et petit-bourgeois était tel qu'elle n'avait que dédain pour la section française en raison de la modicité des cotisations qu'elle versait.

Cette mesquinerie donne un certain relief à la violence des dirigeants du syndicalisme français qui furent en tête du mouvement pour la journée de huit heures et déclenchèrent, sur cet objectif, une agitation sans précédent en France. Le Premier mai 1906, une formidable grève sema la panique dans la bourgeoisie dont le représentant, Clémenceau, fit occuper militairement Paris dans la crainte d'une insurrection. Il ne s'agissait pourtant que de réduire la journée de travail, revendication qui en elle-même ne constituait pas une menace sérieuse pour le capitalisme français. Mais cette réaction des classes dirigeantes était parfaitement conforme à la prévision de Marx concernant les conséquences démesurées de toute action massive du prolétariat «dans les pays de vieilles civilisations, ayant une

structure de classe très développée, des conditions modernes de production, pourvus d'une conscience morale dans laquelle toutes les idées traditionnelles ont été dissoutes au moyen d'un travail séculaire» (2). Cette réaction terrifiée et haineuse révélait la vraie nature de la démocratie française, le véritable visage de sa grande bourgeoisie toujours hantée par le souvenir des journées révolutionnaires de Paris, de sa petite-bourgeoisie toujours servile devant le grand capital, de sa paysannerie et de ses rentiers conservateurs. En dépit de toutes leurs fautes, ce premier défi de la période contemporaine aux classes possédantes de ce pays restera à l'actif des syndicalistes de la CGT.

«Nous sommes isolés dans l'Internationale, disait Griffuelhes, mais c'est parce que nous la dépassons», et il était bien vrai que les syndicalistes révolutionnaires étaient placés en pointe par rapport à la plupart des sections de l'Internationale. Il s'agissait alors de lutter contre la menace de guerre qui pesait déjà sur toute l'Europe. Comme nous le verrons plus loin, l'attitude du mouvement ouvrier d'Europe occidentale face à cette menace était bien différente de celle de Lénine après l'éclatement du conflit.

Les socialistes et syndicalistes d'Occident ne voyaient pas que la guerre appelait et favorisait l'intervention révolutionnaire du prolétariat: pour eux, l'unique question était de «faire reculer» la bourgeoisie dans ses volontés belliqueuses. Les congrès internationaux invoquaient bien le déchaînement de la révolution au cas où les capitalistes «commettraient la folie» de déclencher le massacre: mais c'était surtout une clause de style. Les partis socialistes étaient absorbés dans le train-train quotidien de la société bourgeoise du temps de paix qui leur donnait l'illusion d'avoir un «poids»: c'est pourquoi ils ne pouvaient souhaiter davantage que stopper la marche à la guerre et en même temps s'imaginaient le pouvoir, contre toute réalité.

Cela revenait (comme dans la position actuelle des faux communistes de Moscou) à attribuer le militarisme et ses conséquences sanglantes aux ambitions des chefs d'Etat, aux querelles dynastiques, aux manœuvres occultes de groupements financiers, tous facteurs de conflits qui sont eux-mêmes le fruit inévitable (Lénine l'a montré dans *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme*) de toute l'économie fondée sur l'exploitation de la force de travail et l'échange mercantile des produits.

En dépit de leurs formulations révolutionnaires, les syndicalistes se plaçaient sur la même plate-forme (3) : ils n'entendaient pas **devancer** la guerre impérialiste grâce à l'intervention révolutionnaire du prolétariat international, mais la faire reculer par des pressions judicieuses et répétées sur les gouvernements bourgeois. Du moins, quand ils parlaient de grève générale en cas de guerre, étaient-ils bien convaincus qu'elle éclaterait, ce qui était rarement le cas des socialistes. Pendant quelques années avant 1914, la CGT organisa une propagande anti-militariste très active et réus-

sit à deux ou trois reprises des manifestations de masse contre la menace de guerre imminente. Sous une répression permanente, elle avait multiplié les protestations, les meetings, les tracts, écrivant sans doute la meilleure page de sa brève histoire mais, en dépit du paradoxe, une page **politique**.

Cet effort rencontra un écho au congrès de Stuttgart de 1908 où fut présentée une motion préconisant la grève générale en cas de guerre (4). Elle devait être reprise au congrès suivant par la fameuse motion Keir Hardie (Angleterre) et Vaillant (France) déposée «à titre personnel», et restera comme expression de la jonction entre le rôle révolutionnaire du prolétariat français dans le passé et celui des prolétariats plus jeunes qui bientôt devaient prendre sa relève. Chez Vaillant, dernier survivant notoire de la période des Communards, qui a trempé dans toutes les compromissions électorales du Parti socialiste unifié, la tradition glorieuse de 1871 jette ses dernières lueurs; Lénine et Rosa Luxembourg qui inspirent un alinéa de la résolution finale de Stuttgart annoncent les générations marxistes de l'Octobre révolutionnaire russe: «Au cas où la guerre éclaterait néanmoins, ils (les représentants de la classe ouvrière) ont le devoir de s'entremettre pour la faire cesser immédiatement et d'utiliser de toutes leurs forces la crise économique et politique créée par la guerre pour agiter les couches populaires les plus profondes et **précipiter la chute de la domination capitaliste**» (5). Discrètement, la relève des Communards par les bolcheviks se prépare.

La Seconde Internationale minée par l'opportunisme était à l'agonie, mais cette agonie fut dramatique, car entre les congrès internationaux qui dénonçaient la préparation à la guerre avec une inquiétude grandissante, une polémique dure et serrée se poursuivait dans les partis socialistes. À l'encontre de ce qui s'est passé à la veille de la seconde guerre impérialiste de **1939-45** où tout était clair et joué d'avance avant le premier coup de fusil, où la trahison du communisme moscovite était patente et délibérément consommée en pleine paix à grands coups de slogans patriotiques et démocratiques, où les «arguments» théoriques des renégats consistaient en une pure et simple lacération des pages d'histoire écrites par le prolétariat international, russe en particulier, en 1907, en 1912, en 1913, personne encore (6) ne s'attend à une capitulation sur toute la ligne des organisations ouvrières devant la guerre. Si les leaders socialistes cherchent en vain dans leur «bagage» politique ou dans leur foi militante des «réponses» à la situation complexe, ce n'est pas parce que le programme socialiste ne contient pas déjà ce que le prolétariat doit faire contre la guerre mondiale capitaliste, mais parce que, gangrenés par la lâcheté opportuniste, ils ne savent plus le lire.

En France, ironie du sort, c'est Jaurès, le républicain, le démocrate, l'idéaliste qui est pour la riposte à la guerre impérialiste par la grève générale. Il ne renonce pas à ses illusions réformistes, mais son instinct de vieux lutteur l'avertit de la proximité du massacre; il veut jouer le tout

pour le tout: «Guerre à la guerre», écrit-il, et il le paiera de sa vie. Bebel, le cerveau de l'Internationale et le successeur d'Engels, développe avec minutie et sévérité tout ce qui est inapplicable dans la formule «grève-générale-riposte-à-la-guerre» et tout ce qui y heurte le «bon sens» réaliste. La propagande anti-militariste, dit-il, renforcerait, dans les cercles militaires allemands, le parti de la guerre, «qui est encore faible et n'est pas influent dans les cercles gouvernementaux» et qui «salue avec plaisir une tendance qui affaiblit l'adversaire éventuel». La social-démocratie allemande, ajoute-t-il, combat en Allemagne le militarisme sous toutes ses formes, mais ne peut se laisser imposer des «méthodes de combat qui pourraient être dangereuses pour le développement du parti et peut-être même pour l'existence de ses organisations». La véritable cause de cette hostilité aux moyens radicaux de lutte contre la guerre, et à la grève générale en particulier, apparaît dans toute sa sordide platitude quand Bebel s'écrie: «Voyez notre Liebknecht qui est accusé de haute trahison parce qu'il se prononce contre la guerre», trahissant l'abdication des sociaux-démocrates devant l'**opinion publique** dont elle a trop longtemps sollicité les votes.

Infatigable propagandiste des années 1880, véritable fondateur du Parti socialiste en France, défenseur de la mémoire révolutionnaire des communards contre une amnistie «avec circonstances atténuantes», Guesde qui a si souvent cloué au pilori la cupidité crapuleuse et criminelle des classes et gouvernements **patriotiques** ne tient pas un autre langage que Bebel. Il déploie toute la scolastique à laquelle s'est réduit son marxisme: les nations sont des réalités, une étape considérable sur la voie de l'humanité; l'internationalisme est dangereux s'il fait perdre de vue que chaque prolétariat a un devoir **national**: celui de faire la révolution sociale **chez lui**. De plus, puisque Bebel a nettement affirmé que les socialistes allemands défendraient éventuellement leurs frontières contre la Russie – et ils ont raison, dit Guesde, de défendre «leur» socialisme contre le panslavisme féodal (7) –, les socialistes français ne peuvent laisser croire que, si la France était attaquée, ils «la désarmeraient et la livreraient». Chaque Parti socialiste était enfermé dans son «devoir national» et ses misérables préoccupations électorales, mieux que dans les murs d'une prison.

«On ne peut plus dire aux ouvriers et paysans qu'ils n'ont plus de patrie» (8), ose écrire Guesde, lançant le crachat de l'opportunisme sur la formule impérissable du «Manifeste» de 1848. C'est là l'aveu formidable de la faillite que les partis socialistes doivent à la déviation parlementariste: on avait accepté l'inclusion des élections dans le programme ouvrier pour mieux armer le prolétariat en vue du renversement du pouvoir bourgeois; on défend désormais ce pouvoir pour conserver le droit de vote!

Avec le recul il est aisé de voir que la partie contre la guerre impérialiste était perdue. Au point où était tombé le socialisme, il ne pouvait être question, comme le voulaient les révolutionnaires, de retourner contre la bour-

geoisie l'offensive des classes qu'un demi-siècle de paix internationale avait corrompues et désarmées. Il fallait avant tout sauver le «fil conducteur» du marxisme révolutionnaire et préparer la riposte ouvrière des lendemains du massacre.

Seule une poignée de militants échappa au reniement général des principes et au carnage des consciences révolutionnaires, plus terrible encore, et plus lourd de conséquences que la destruction massive des vies humaines. En oraison funèbre au syndicalisme révolutionnaire défunt, nous devons lui rendre cette justice: il sortit de son sein quelques hommes qui maintinrent la liaison entre la tradition passée et la révolution de l'avenir et surent répondre «présents» à l'appel de la maigre cohorte qui appelait désespérément le prolétariat à remplir sa mission révolutionnaire.

### **1914: faillite générale des partis et des syndicats**

De l'attentat de Sarajevo, le 28 juin 1914, au 2 août, date à laquelle l'Allemagne envahit la Belgique, ouvrant les hostilités de la Première Guerre impérialiste mondiale, les événements vont très vite. Le mécanisme des alliances constituées ouvertement ou en secret (9) depuis des années, au feu de conflits incessants a été finalement mis en branle par l'ultimatum du 23 juillet de l'Autriche à la Serbie et rien ne l'arrêtera plus, car ce sont d'immenses forces de classe et les contradictions explosives du capitalisme parvenu à son stade impérialiste qui l'animent, et non pas des volontés mauvaises, fussent-elles celles des gouvernants.

Or ce que les forces de classe ennemies du socialisme déterminaient, seules des forces de classe révolutionnaires bien décidées et internationalement organisées auraient pu l'empêcher, ce qui ne fut pas le cas, car en dépit de sa force apparente, le mouvement ouvrier de la phase relativement pacifique de 1871-1914 n'était nullement trempé, en Europe occidentale du moins, pour la bataille révolutionnaire suprême.

On connaît le film des événements: la Serbie, soutenue en sous-main par la Russie, n'a cédé qu'en partie à l'ultimatum autrichien: le 28 juillet, l'Autriche lui déclare la guerre. Le 30 juillet, c'est la mobilisation générale russe; le 31, le double ultimatum de l'Allemagne à la Russie et à la France; le 1<sup>er</sup> août, la déclaration de guerre de l'Allemagne à la Russie; le 2, l'invasion de la Belgique; le 3, la déclaration de guerre de l'Allemagne à la France; le 4, la rupture de l'Angleterre avec l'Allemagne.

Comme l'a constaté l'historien du mouvement ouvrier en France pendant la guerre, A. Rosmer, toute cette bourgeoisie européenne se jetait d'autant plus allégrement dans la guerre qu'elle croyait stupidement qu'elle était le moyen de conjurer les «méfaits du socialisme» alors que les résultats, bien prévisibles pourtant, furent exactement inverses. Tant il est vrai que les victoires du capitalisme ne sont jamais le fruit de l'habileté de ses hommes d'Etat, mais de la faiblesse du prolétariat qui s'exprime dans les trahisons retentissantes de ses chefs les plus écoutés.



Aussi foudroyants qu'ils aient été, ces événements n'étaient ni imprévisibles, ni imprévus, puisque depuis la première crise marocaine de 1905, les rivalités impérialistes étaient allées s'aggravant, les conflits et les crises internationales se multipliant, de l'annexion de la Bosnie-Herzégovine par l'Autriche à la suite de la révolution turque de 1908 aux guerres balkaniques de 1913, en passant par la seconde crise marocaine de 1911 qui avait provoqué le resserrement de l'alliance impérialiste de la France avec la Russie et l'Angleterre et par la guerre italo-turque de 1911-12.

Non seulement ils étaient prévisibles, mais ils avaient été prévus à la fois par les socialistes de tous les pays et par les anarcho-syndicalistes des pays latins. Pourtant, tout se passa comme si le mouvement ouvrier avait été pris au dépourvu; et il le fut, en effet, parce que s'il avait prévu les événements, il n'avait prévu ni la nature ni les moyens d'une véritable riposte prolétarienne. C'est ce qu'attestent tous les témoignages de ceux qui vécurent cette terrible crise sans eux-mêmes tomber dans les ignobles excès du social-patriotisme de tant d'ex-socialistes et d'ex-anarcho-syndicalistes, par exemple le syndicaliste E. Dolléans écrivant dans son *Histoire du mouvement ouvrier* : «Le sentiment le plus général est la résignation. Ces hommes qui partent, la guerre les a dessaisis d'eux-mêmes: ils ne s'appartiennent plus; ils s'abandonnent à **une divinité implacable**. La guerre est venue si brutalement que ceux qui, depuis 1911, et même depuis 1906, la voient approcher ne peuvent croire à sa réalité. Jusqu'à la dernière semaine, certains jusqu'au dernier instant, ils ont gardé le secret espoir que la catastrophe, pourra être évitée. Sur eux la guerre déferle comme une lame de fond.» C'est aussi le syndicaliste révolutionnaire Monatte s'écriant: «Nous avons été impuissants et les uns et les autres. La vague a passé, nous a emportés»; ou l'autre syndicaliste, Merrheim, réformiste lui, et qui sympathisera plus tard davantage avec les mencheviks qu'avec les bolcheviks: «Nous étions complètement désemparés, complètement affolés. Nous n'étions pas nombreux qui osions alors (maintenir la continuité du mouvement syndicaliste) car, à ce moment-là, la classe ouvrière soulevée par une formidable crise de nationalisme, n'aurait pas laissé aux agents de la force publique le soin de nous fusiller, elle nous aurait fusillés elle-même.» C'est surtout, dans l'ingénuité de la vision individualiste anarchisante, le cri de Péricat: «Je n'ai qu'un reproche à me faire... c'est, étant anti-patriote, anti-militariste, d'être parti comme mes camarades au quatrième jour de la mobilisation. Je n'ai pas eu, quoique **ne reconnaissant pas de frontières ni de patrie, la force de caractère** (*sic*, c'est nous qui soulignons) pour ne pas partir (*sic!*). J'ai eu peur, c'est vrai, du peloton d'exécution... Mais là-bas, sur le front, je disais: "Comment est-il possible que moi (*sic!*) anti-patriote, anti-militariste, **moi qui ne connais que l'Internationale** (*sic!*), je vienne donner des coups à mes camarades de misère et peut-être pour mourir contre **ma propre cause, mes propres intérêts** (*sic!*) pour des ennemis."»

Non seulement ce n'est pas le «manque de caractère» d'un, de plusieurs, ni même d'une multitude d'individus qui explique quoi que ce soit, mais le problème lui-même ne consiste pas du tout à savoir pourquoi les individus s'étaient soumis à l'ordre de mobilisation (10) mais tout au contraire comment la classe prolétarienne a pu se trouver incapable de faire obstacle à la guerre.

À cela, il n'y a qu'une seule réponse, la vieille réponse de Marx: «**La classe ouvrière est révolutionnaire ou elle n'est rien.**» Alors l'impuissance du prolétariat français et européen de 1914 apparaît pour la seule chose qu'elle ait réellement été: la preuve de la faillite révolutionnaire de toute la génération prolétarienne grandie en Occident – et tout particulièrement en France entre 1871 et 1914, de toute la génération qui s'était reconnue et exprimée dans **deux** courants aussi désastreux l'un que l'autre, parce qu'aussi inaptes l'un que l'autre, à s'élever à la hauteur des exigences de la lutte à l'époque impérialiste: le **socialisme** tombé dans le crétinisme parlementaire et la rêverie pacifique, et le **syndicalisme révolutionnaire** qui n'avait jamais su qu'élargir à toute la classe la revendication **d'autonomie** que les anarchistes posaient pour l'individu, dans la tradition de l'individualisme et de l'illuminisme bourgeois, sans s'apercevoir que pour **pouvoir** «obéir seulement à ses lois propres» (sens exact du terme) il fallait d'abord avoir **matériellement** triomphé de la loi ennemie incarnée dans les institutions de l'Etat bourgeois; sans s'apercevoir, donc, que la revendication prolétarienne était non pas l'«autonomie» au sein de la société bourgeoise, mais l'abolition révolutionnaire de cette société, ou en d'autres termes que **la lutte de classe était une lutte politique.**

C'est faute d'avoir compris cela que tant de gens, comme l'athée E. Dolléans, ont pu parler de «divinité implacable» à propos de la guerre, dont les racines terrestres – sociales – sont pourtant si évidentes, tant il est vrai que la notion du divin n'est jamais que le produit de l'aliénation sociale des hommes!

Tous ceux qui ont assisté à cette débâcle sans passer eux-mêmes ouvertement et totalement à l'ennemi ont à l'unisson déploré la contradiction criante qui se fit universellement jour entre les paroles et les actes, les interventions déclarées et les résultats, voire les attitudes passées et celles du moment: mais ils n'ont pas compris que cette contradiction flagrante n'était que l'expression d'une contradiction autrement profonde et dépassant de beaucoup les personnes de quelques chefs renégats ou paralysés: la contradiction entre les exigences objectives de la lutte prolétarienne de l'époque impérialiste et la représentation **subjective** que les écoles dominant alors le mouvement ouvrier se faisaient des buts et des moyens de cette lutte.

Comment cela s'est manifesté, on le sait; mais il faut souligner tout de suite que l'absurde solution imaginée historiquement par le syndicalisme

révolutionnaire pour assurer en toutes circonstances son «autonomie» à la classe prolétarienne – le divorce entre mouvement syndical et mouvement politique – fut la faillite la plus retentissante de toutes.

Dans le camp politique, on vit l'ex-intransigeant Guesde (qui n'avait pourtant pas ménagé ses sarcasmes au «socialisme ministériel» d'un Millerand quelques années plus tôt) passer ouvertement à la bourgeoisie en entrant dans le gouvernement d'Union sacrée. Dans sa *Faillite de la Deuxième Internationale*, Lénine a bien montré qu'une telle attitude (qui ne fut malheureusement pas l'apanage des seuls socialistes français) laissait intacts l'honneur et la validité du socialisme marxiste, puisqu'elle était en contradiction totale avec tous ses enseignements et ses directives. À propos de Guesde en particulier, il notait que la faillite de sa **tendance** n'avait rien de surprenant puisque depuis longtemps «on la voyait mourir sous les yeux de tous dans la revue guesdiste *Le Socialisme* où **éclatait l'absence de vie, d'aptitude, de capacité à prendre une position indépendante sur aucune question d'importance**» (*op. cit.*, Editions Sociales 1953, p. 40) et ceci en réponse à tous ceux qui s'abritaient derrière les «grands noms» du passé pour esquiver l'accusation de trahison aux devoirs socialistes que leur assenaient les gauches marxistes de Russie et d'Allemagne, Lénine en tête.

On vit également éclater l'inconsistance de ce démocratisme petit-bourgeois incarné par la tendance jaressiste (admise dans le Parti socialiste lors de la fatale fusion de 1905), inconsistance que la mort tragique de son leader, assassiné par un patriote fanatique, n'a malheureusement que trop dissimulée derrière l'auréole du martyr. C'est devenu un lieu commun que de célébrer le «courage» et l'«activité dévorante» de ce tribun dans les derniers jours à la fois de la paix et de sa propre vie. En réalité, cette activité se limite aux seules formes connues des socialistes occidentaux: le discours et l'article de type parlementaire, et les démarches dans les coulisses du pouvoir. Qu'il suffise de citer le discours de Vaise, prononcé le jour même où est connu en France l'ultimatum autrichien, aussi nébuleux dans la perspective que dans les directives: «Je dis que nous avons contre nous, **contre la paix**, contre la vie des hommes, **des chances** terribles et contre lesquelles il faudra que les prolétaires de l'Europe **tentent les efforts de solidarité suprême qu'ils pourront tenter**», langage de député, non d'organisateur du prolétariat. Autre échantillon, l'article de *L'Humanité* du 31 juillet: «Le grand danger est dans **l'énervernement qui gagne, dans l'inquiétude qui se propage, dans les impulsions qui naissent de la peur, de l'incertitude vague, de l'anxiété prolongée**. A ces paniques folles, les foules peuvent céder, **il n'est pas sûr que les gouvernements n'y cèdent pas**. Pour résister à l'épreuve, il faut aux hommes des nerfs d'acier, une **raison** ferme, claire et calme» (c'est nous qui soulignons partout): langage de doctrinaire idéaliste, non de révolutionnaire. Au lieu de l'appel à la lutte révolutionnaire,

**l'invocation au calme**; la guerre présentée non comme le triomphe d'une classe sur une autre, mais de la «folie» sur la «raison» abstraite et éternelle; les causes de la guerre supposées être dans les «états d'âme», de foules et d'individus, et non dans les contradictions matérielles d'où naissent ces «états d'âme», la conclusion que les «nerfs d'acier» sont le meilleur obstacle... à la mobilisation générale!

Outre cette activité politique au grand jour, Jaurès se prodigue en démarches auprès des ministres, car aux yeux d'un démocrate parlementaire comme lui, les instances suprêmes de l'Etat sont aussi les instances suprêmes de l'histoire. Des ministres lui promettent que, comme il le demande, le gouvernement français fera pression sur la Russie pour la dissuader de déclencher le conflit et Jaurès les croit. La mobilisation générale de la Russie, le 30 juillet, le détrompe et le 31, il tente une «suprême démarche» en faveur de la paix en tentant de voir le président du Conseil, en compagnie d'une délégation socialiste. Mais il suffit que le président se dérobe pour que cette dernière «chance historique» tombe. A quoi tiennent les destinées humaines dans la vision parlementariste. Il ne restait plus alors à Jaurès et à sa délégation qu'à proclamer devant un simple sous-secrétaire d'Etat sa volonté de «continuer la campagne contre la guerre», fidèle à la conception parlementariste de l'histoire qui veut que tout dépende de «l'opinion»... et des «campagnes» par lesquelles on la forme. La réponse du sous-secrétaire était prophétique, puisqu'elle se vérifia le soir même: «C'est ce que vous n'oserez pas, car vous seriez tué au prochain coin de rue.»

Que les illusions de Jaurès sur le rôle des hommes providentiels dans l'histoire (sous la forme du député démocrate intègre et intransigeant) et sur les raisons qui déterminent la paix ou la guerre capitalistes aient été celles d'une masse d'hommes et certainement aussi de prolétaires, c'est ce qu'atteste cette éloquente description d'E. Dolléans dans son ouvrage déjà cité et qui est empruntée à divers témoignages: «Jaurès vient d'être assassiné. La nouvelle se répand dans Paris. On parlait bas, dans la tristesse et la stupéfaction. À tout instant la foule grossissait, débordant les barrages d'agents... Toute cette foule se surexcitait maintenant, malgré les appels au sang-froid qui venaient de maints endroits (*sic*). Les forces de police avaient peine à contenir cette marée humaine. Des cris partaient à leur adresse, autant qu'à celle des responsables peut-être: «Assassins, assassins, lâches!» emmêlés de «Vive Jaurès! A bas la guerre!» «**Jaurès tué, c'est la guerre!**», «**lui seul aurait pu empêcher la guerre!**»... Mais il n'y a pas chez eux que de la douleur, il y a aussi de la colère et un désir de vengeance... On pouvait redouter un soulèvement ouvrier sous le coup de l'indignation et de la douleur».

Le soulèvement ne se produit pas, parce que les soulèvements ne s'improvisent pas ainsi à l'époque impérialiste et qu'il n'existe aucune force capable de prendre pareille responsabilité, de donner pareille direc-

tive: les syndicalistes révolutionnaires pas plus que les socialistes, car dans ces derniers jours de juillet, avant le passage ouvert de la grande majorité confédérale à l'Union sacrée, rien ne distingue leur langage et leur action du langage et de l'action pacifistes, démocratiques, légalistes d'un Jaurès. Au lendemain du discours de Vaise, *La Bataille syndicaliste* rappelle bien la résolution votée trois ans plus tôt par une Conférence extraordinaire du mouvement, mais jamais il ne sera même seulement tenté de lui donner une application: «A toute déclaration de guerre, les travailleurs doivent répondre par la **grève générale révolutionnaire.**» Toute l'«action» des syndicalistes se résume à aussi peu de chose que l'«action» des socialistes, en dépit de leurs vieilles prétentions à une efficacité supérieure à celle des parlementaires: organisation d'une contre-manifestation le 27 juillet; la veille des patriotes avaient défilé aux cris de «Vive l'armée! Vive la guerre!»; ce jour-là des ouvriers allèrent crier dans la rue, à l'appel des syndicats: «À bas la guerre! **Vive la paix!**». Le 28, appel tout platonique et de style purement pacifiste aux travailleurs français: «Dans la situation présente la CGT rappelle qu'elle reste irréductiblement opposée à toute guerre. La guerre n'est en aucune façon la solution aux problèmes posés: elle est et reste **la plus effroyable des calamités humaines.**» Le 29, meeting à la salle Wagram, organisé par l'Union des syndicats et le Bureau de la CGT, mais interdit par le gouvernement, qui donne lieu à de sanglantes collisions entre service d'ordre et ouvriers. Le 31 juillet, décision de la CGT d'organiser d'accord avec le Parti socialiste «une grande manifestation contre la guerre le 9 août». C est tout.

La manifestation n'eut jamais lieu, car le 2 août, le «territoire national» étant menacé par l'invasion allemande de la Belgique, chefs et masses furent emportés dans la même fureur patriotique, à tel point que les rares minoritaires qui échappèrent à cette fureur sentirent autour d'eux une véritable atmosphère de pogrom, ne récoltant qu'insultes et menaces **de leurs propres camarades syndicalistes**, à tel point qu'un Merrheim ne se rendra plus au siège de la CGT sans se faire accompagner de deux molosses! Or si la faillite des guesdistes et des jaressistes ne peut en aucune façon être considérée comme une faillite du **socialisme** lui-même, puisqu'ils l'ont ou bien trahi ou toujours ignoré, la faillite de la CGT est bien la faillite **du syndicalisme révolutionnaire**. L'apolitisme syndical prétendait assurer l'«autonomie» de sentiments et d'action de la **classe ouvrière**: or au lieu de rester «autonome» dans ses sentiments, la classe ouvrière subit bien entendu la pression des sentiments des autres classes – bourgeoisie et petite-bourgeoisie – naturellement chauvines et jusqu'au-boutistes, du moins en partie; au lieu de rester «autonomes» dans l'action, les ouvriers ne se distinguèrent bien entendu en rien des autres citoyens face à l'ordre de mobilisation générale parce qu'ils n'avaient aucune force constituée à opposer à la force constituée de l'Etat capitaliste qui mobilise; enfin, pour couronner le tout, les doctrinaires de l'«apolitisme» furent les premiers à

prendre **des positions politiques**, mais **dans le sens bourgeois**, ne serait-ce que le jour où le Bureau confédéral accusa, dans son manifeste du 28 juillet 1914, «l'Autriche de porter une lourde responsabilité devant l'histoire» tout en exprimant «un préjugé favorable sur la volonté pacifique du gouvernement français» (11), ou bien le jour – aux obsèques de Jaurès – où Jouhaux se vante d'être «de ceux qui partent au front». Victor Griffuelhes n'avait-il pas donné dès 1912 la mesure et le sens du prétendu «apolitisme» des syndicalistes en même temps, en 1914, que le secret du «retournement» de tant de chefs syndicaux et de l'infection défensiste de la classe ouvrière elle-même quand, au Congrès du Havre, il avait orgueilleusement déclaré: «Je dis que nous sommes un peu isolés dans l'Internationale (N.D.R. il s'agissait de l'Internationale syndicale) **parce que nous la dépassons**. Oui, nous sommes isolés parce que nous sommes seuls – différemment des camarades allemands, suédois et belges – **qui jouissons déjà, et dans quelles conditions, des libertés politiques qu'il leur faut conquérir encore à eux-mêmes. Et c'est parce que nous savons ce que valent ces réformes, ce que valent ces droits politiques** que nous ne voulons pas nous mettre dans une situation qui nous amènerait à **subordonner notre action syndicale pour des fins d'ordre politique que, depuis longtemps, nous avons dépassées!** Ce n'est pas nous qui avons à rejoindre les autres (N.d.R.: il s'agit des centrales syndicales qui refusaient la convocation de congrès syndicaux internationaux **sous le prétexte** qu'action politique et économique ne devaient en aucun cas être séparées), ce sont les autres qui doivent nous rejoindre. **Nous sommes en avant**. Nous constatons que notre isolement vient **de notre avance** sur nos camarades des autres pays».

Forts de cette conviction ingénue que la France restait, comme du temps de la Grande Révolution, la «nation-modèle», la perfection des démocraties, et que le mouvement politique ne pouvait dépasser précisément la revendication de la **démocratie bourgeoise** (autrement dit que **la démocratie bourgeoise était éternelle!**) ces curieux «apolitiques» si imbibés des convictions les mieux enracinées, les plus répandues des politiciens démocrates-bourgeois et socialistes de parlement (peut-être sans le savoir eux-mêmes!) ne pouvaient que courir aux remparts pour défendre cette nation-modèle (et cette perfection des démocraties qui avait si vite renoncé à appliquer contre eux le fameux carnet B, c'est-à-dire, selon les paroles immortelles du ministre de la Guerre d'alors, «à les passer à la guillotine pour garantir la victoire») agissant en tous points comme des politiciens patriotes sous le prétexte que la France était l'agressée.

Tandis que dans les ouvrages d'inspiration syndicaliste, on ne trouve que des lamentations plus ou moins éloquentes sur la grande faillite de 1914, des discussions byzantines sur le caractère individuel ou collectif des responsabilités de la CGT; tandis que le summum de la sagesse dont ils font preuve se trouve dans cette conclusion désenchantée de A. Ros-

mer: «La préparation de la guerre par le gouvernement était beaucoup mieux menée que l'action contre la menace de guerre par la direction confédérale et elle la gagnait de vitesse», le marxiste Lénine va aux racines mêmes de cette faillite, en ce qui concerne non seulement la trahison des partis socialistes, mais aussi l'écroulement des prétentions du syndicalisme révolutionnaire. Autant qu'aux chefs syndicaux de l'Allemagne sociale-démocrate, on peut dédier à ceux de la France syndicaliste révolutionnaire ce magnifique passage de la *Faillite de la Deuxième Internationale* : «Les gens sont corrompus et abêtis par la légalité bourgeoise au point qu'ils ne peuvent même pas **comprendre** l'idée de la nécessité d'autres organisations, d'organisations **illégal**es, pour assurer la direction de la lutte révolutionnaire. Les gens en sont arrivés au point de s'imaginer que les syndicats légaux, existant sur autorisation de la police, **sont une limite que l'on ne saurait dépasser**; que l'on peut concevoir, en général, **le maintien de ces syndicats à l'époque de crise comme syndicats dirigeants**. Voici la dialectique vivante de **l'opportunisme** (N.D.R. qu'il soit d'inspiration syndicaliste aussi bien que «politique»): la simple croissance de syndicats **légaux, la simple habitude qu'ont les philistins quelque peu obtus, mais consciencieux** (N.D.R.: plus haut Lénine rappelle la définition lapidaire du philistin par Lassalle: «le philistin est un boyau vide rempli de peur et d'espoir que Dieu le prendra en pitié»); le philistin syndicaliste révolutionnaire est, ajouterons-nous, de cette espèce qui remplace «l'espoir en Dieu» par la confiance irraisonnée dans l'autonomie ouvrière) de se borner à la tenue de livres de bureau, ont abouti à ce fait qu'**au moment de la crise**, ces petits-bourgeois consciencieux (N.d.R.: et férus de leur «autonomie» d'apolitiques) se sont trouvés être des traîtres, des félons, des étranglers de l'énergie révolutionnaire des masses. Et ce n'est point un effet du hasard. **Passer à l'organisation révolutionnaire** est une nécessité, la situation modifiée l'exige, l'époque des actions révolutionnaires du prolétariat l'exige de même (N.d.R.: Lénine oppose ici l'époque impérialiste à l'époque relativement libérale et pacifique qui l'a précédée)». (*Op. cit.*, Ed. Sociales 1953, p. 56).

Que les syndicalistes révolutionnaires aient été inaptes à remplir une telle tâche – passer à l'organisation révolutionnaire – précisément parce qu'ils répudiaient la lutte **politique**, parce qu'ils repoussaient la forme **parti**, c'est ce qui apparaissait **dans les faits** bien avant 1914. Nous n'en voulons pour témoignage que ce suggestif passage d'E. Dolléans parlant de l'état du mouvement syndicaliste au lendemain du Congrès du Havre: «... il n'y a plus chez les militants cet enthousiasme ni chez les chefs cette flamme d'action, cet esprit de sacrifice de l'époque passée... **La guerre exerce déjà préventivement ses effets corrupteurs**. Pendant les années 1911, 1912, 1913, les hommes sentent peser sur leurs têtes l'ombre immense du cyclone qui approche et dont ils ne mesurent ni l'étendue, ni la durée. Déjà, par anticipation, une atmosphère trouble, faite d'incertitude et

d'insécurité. Ces hommes, désorientés sans qu'ils en aient conscience, présentent que ce sont **les dernières journées de douceur et de liberté** (N.d.R.: *sic!*). Ils s'abandonnent. Ils s'oublient dans l'instant. Une démoralisation des énergies, une détente de l'effort. Invisible, mais présente, **la guerre est déjà là qui les écrase, dissolvant les volontés, rompant l'élan**» (*Histoire du mouvement ouvrier*, A. Colin, 1953) (N.d.R.: c'est nous qui soulignons partout). On ne saurait décrire avec plus de talent la psychologie collective qui devait fatalement surgir des contradictions entre la **réalité historique**, les exigences historiques nouvelles qui se dessinaient déjà d'une part, les doctrines et la pratique de la déviation syndicaliste d'autre part. Dans sa brochure, Lénine concluait: «Mais ce passage (N.d.R.: à l'organisation révolutionnaire) ne peut s'effectuer **que par-dessus la tête** (N.d.R.: c'est lui qui souligne) des vieux chefs, des ébranleurs de l'énergie révolutionnaire».

C'est ce qui se produisit, du moins partiellement, après la révolution russe, avec la constitution de la Troisième Internationale et la constitution des partis communistes des différents pays ou (plus prudemment), de ce qui **aurait dû** être tel.

### **Conclusion**

À la veille de la Première Guerre impérialiste mondiale, Lénine, défendant la doctrine révolutionnaire de Karl Marx contre le libéralisme bourgeois et sa transposition dans le mouvement ouvrier sous forme de **l'opportunisme socialiste**, montrait que le marxisme était «le successeur légitime de tout ce que l'humanité a créé de meilleur au XIX<sup>e</sup> siècle: la philosophie allemande, l'économie politique anglaise et le socialisme français».

Le socialisme français était né de l'expérience de la Grande Révolution qui, précisément parce qu'elle fut la plus achevée des révolutions bourgeoises, fut aussi la plus riche d'enseignements historiques, révélant que la «libre» société pour laquelle toutes les couches sociales (à l'exception de la haute bourgeoisie) s'étaient battues en abattant l'Ancien Régime n'était qu'un nouveau système d'oppression et d'exploitation de classe. La caractéristique de ce socialisme, sans lequel le marxisme lui-même n'aurait pas vu le jour, réside cependant dans son incapacité à «expliquer la nature de l'esclavage salarié en régime capitaliste, (de) découvrir les lois de son développement (et de) trouver la **force sociale** capable de devenir le créateur de la société nouvelle». La définition qui est de Lénine encore, s'applique non seulement au socialisme utopique de Saint-Simon et des Fourier, mais aussi à ce que Marx avait appelé le «socialisme conservateur et bourgeois» de Proudhon, légitime produit de ce révolutionnarisme petit-bourgeois dont les gauches marxistes auront longtemps encore à combattre l'instabilité, la stérilité, la propriété de se changer rapidement en soumission, en apathie, en vaine fantaisie, et même en en-



gouement enragé pour telle ou telle tendance bourgeoise «à la mode» (Lénine).

L'époque tourmentée qui va de 1848, date de la première formulation du socialisme scientifique dans le *Manifeste communiste*, à 1871, date de l'écrasement de la Commune et des divers courants du socialisme français, signe l'arrêt de mort de toutes les utopies, précisément parce que c'est une époque de révolutions et de contre-révolutions. Mettant en branle toutes les classes, soumettant à l'épreuve des faits toutes les promesses politiques et sociales, elle confirme en effet avec éclat le nouveau socialisme en révélant non seulement le **rôle politique révolutionnaire** du prolétariat, mais la nature essentiellement **sociale** de sa révolution, tout à l'inverse de ce qui avait été le cas de la bourgeoisie qui n'avait remporté la victoire contre le féodalisme que grâce à la lutte révolutionnaire des **couches populaires** et dont la révolution avait une «âme» essentiellement politique, en dépit de son immense portée sociale.

Dans la seconde époque du développement capitaliste (que Lénine situe entre 1871 et 1905, c'est-à-dire entre la formation de l'unité allemande et la première révolution russe qui marque l'ouverture en Orient du cycle des révolutions bourgeoises désormais clos depuis longtemps en Occident), le marxisme «s'étend en largeur», revendiqué non seulement dans une grande fraction de la social-démocratie allemande, mais dans toute la Seconde Internationale.

Le malheureux destin qui lui est réservé par l'écrasante majorité de cette organisation, dont on sait la faillite de 1914, s'explique par le caractère **pacifique** de cette seconde phase. Aucune chance de lutte révolutionnaire n'étant alors proposée par l'histoire aux partis socialistes, ceux-ci finissent par identifier totalement **lutte politique** et **lutte parlementaire** – et par oublier les objectifs **révolutionnaires** du prolétariat: la substitution de la démocratie bourgeoise par la dictature prolétarienne. Cette involution est fatalement beaucoup plus marquée et puissante en Europe occidentale que dans l'Est européen où la lutte anti-féodale ne fait que commencer, mais elle l'est fatalement beaucoup plus en France que dans aucun autre pays d'Europe occidentale, à l'exception toutefois de l'Espagne où l'anarchisme n'a cessé d'être le courant dominant. La raison, bien compréhensible, est d'ordre historique plus encore qu'économique. Sans doute la relative indigence du développement capitaliste dans la France d'avant 1914, le caractère petit-bourgeois que l'économie nationale présente encore bien longtemps après (et qui atténue pour elle les effets de la grande crise de 1929) est-il la base objective de la survivance prolongée de courants pré et anti-marxistes dans ce pays. Mais l'Italie, dont le capitalisme est lui aussi semi-moderne et qui connaît, elle aussi, un fort courant anarchisant, n'en produit pas moins une brillante gauche marxiste, à laquelle le guesdisme français ne saurait être comparé, même de loin. Comment expliquer cette différence, si ce n'est en constatant que la force même de

la tradition bourgeoise dans le pays de la «Grande Révolution», l'épanouissement complet du libéralisme et du parlementarisme bourgeois sous la III<sup>e</sup> République ont joué contre le prolétariat, affaiblirent jusqu'à les réduire à néant ses efforts pour se constituer en classe indépendante?

Une première manifestation de cette faiblesse du socialisme marxiste en France fut son incapacité à se lier solidement à la classe ouvrière qui, comme partout ailleurs, s'organisa en syndicats dans les dernières décennies du XIX<sup>e</sup> siècle. La seconde, qui n'est certainement pas sans relations avec la première, fut la pauvreté exemplaire de sa contribution au mouvement international même dans les années où Guesde n'était pas encore un «libéral», un «démocrate» et un patriote camouflé en marxiste, son indifférence et son incompréhension des leçons venues de l'Europe orientale et de Russie (qu'en Allemagne un Kautsky, une Rosa Luxembourg sauront tirer et développer contre la droite après 1905) et finalement le caractère massif de son passage à la bourgeoisie, puisqu'en 1914, aucun socialiste marquant ne saura défendre, en France, l'«honneur» internationaliste du parti.

C'est par contre un fait bien connu que les réunions internationales qui se tinrent illégalement en Suisse pendant la guerre et dont le but, pour Lénine et les bolcheviks était de jeter les fondements d'une nouvelle Internationale, d'une Internationale débarrassée des social-traîtres et des réformistes, rencontrèrent davantage d'échos dans la minorité syndicaliste dite «révolutionnaire» que parmi les socialistes français, et que, plus tard, les bolcheviks mirent aussi quelques espoirs dans les éléments d'origine syndicaliste tels que Monatte et Rosmer pour la lutte contre le vieux parti pourri. C'est là un accident historique qui ne saurait d'autant moins diminuer la portée de la critique marxiste du syndicalisme révolutionnaire qu'il est resté sans lendemain. Les délégués français à Zimmerwald et Kienthal votèrent en effet la résolution de la majorité **pacifiste**, non celle de Lénine, à qui le délégué syndicaliste Merrheim répondit fort nettement que la constitution d'une III<sup>e</sup> Internationale **politique** était tout à fait étrangère à ses propres préoccupations, de même, plus tard, on n'a pas un seul exemple de contribution sérieuse et importante d'éléments issus de ce courant à l'implantation d'un véritable parti communiste en France, et moins encore à la lutte marxiste contre la déviation stalinienne, si du moins on ne considère pas comme telle les efforts de l'honnête Rosmer, cas au reste unique.

La critique marxiste du syndicalisme révolutionnaire qui fut faite malheureusement non tellement en France qu'en Italie reste donc entière, et elle n'est que l'application et la continuation de la lutte des fondateurs du socialisme scientifique contre l'anarchisme aux temps de la Première Internationale. Dans la mesure où, sans l'avouer ou le reconnaître, le syndicalisme révolutionnaire a été une doctrine de parti, de minorité, il a péché par l'incompréhension des buts **révolutionnaires** du prolétariat, en d'autres termes du caractère **politique** de sa lutte contre la bourgeoisie,

qu'on ne saurait reconnaître sans reconnaître également la nécessité de sa **dictature de classe**. Dénonçant l'exploitation des travailleurs, il n'a pas davantage compris ni la **nature** exacte de la transformation économique et sociale à réaliser, ni ses **étapes**, réduisant tout le problème à la «grève expropriatrice» et à la remise de la **propriété** des entreprises aux syndicats, qui les auraient gérées sur la même base mercantile et donc dans les mêmes rapports d'échange et donc **d'anarchie productive** que les capitalistes eux-mêmes. Mais ce «syndicalisme de minorité» est rapidement devenu un «syndicalisme de masse», et le syndicalisme soi-disant révolutionnaire qui avait lutté entre 1892 et 1900 contre ce que V. Griffuelhes appelait «l'influence déprimante de l'action politique sur les syndicats» un syndicalisme tout court, avec tout ce que cela comporte, à toutes les époques et dans tous les pays, d'étroussée corporative, de limitation à l'horizon bourgeois, d'attachement à des résultats «concrets» et «immédiats», tous obstacles combien puissants et maudits à la constitution du prolétariat en classe révolutionnaire! C'est ce syndicalisme «tout court» (bien peu soucieux des vieilles rêveries révolutionnaires romantiques et par contre fort préoccupé de «sauver l'organisation», la «caisse», les libertés, voire la vie de ses bureaucrates) qui est passé comme un seul homme avec armes et bagages dans le camp bourgeois au premier grand événement historique qu'il a eu à affronter: la guerre impérialiste. Nouvelle confirmation après laquelle aucune autre n'est plus nécessaire de ces deux points de la doctrine marxiste: la classe ouvrière est révolutionnaire ou elle n'est rien; la classe ouvrière n'est constituée en classe – en force indépendante, donc – qu'autant qu'elle est constituée en parti.

De quel «parti» s'agissait-il pour nous, et n'ayant rien à voir avec les partis réformistes, gradualistes, parlementaires et par-dessus tout patriotes, c'est ce que seul un type de parti marxiste inconnu de l'Occident pouvait apprendre à l'Occident, et il le lui apprit au milieu du fracas de la révolution prolétarienne victorieuse d'Octobre 1917 en Russie. Alors, toute une génération prolétarienne comprit, ou crut comprendre. Puis comme la défaite avait succédé à la victoire, le désenchantement à l'enthousiasme, toutes les vieilles erreurs reprurent une nouvelle fois le dessus, et le vieil ennemi est toujours là: l'immédiatisme syndicaliste, le creux verbalisme d'un révolutionnarisme petit-bourgeois qui jamais, tant que la révolution n'aura pas universellement vaincu, ne cessera de révéler les vieilles lunes bourgeoises: Démocratie, Liberté, Culture, Héroïsme, Autonomie et par-dessus tout **patrie!** (12)

## Notes

1. Cet aventurisme favorisait la provocation, la corruption et le moucharmage. En octobre 1898 se préparait une grande grève des cheminots. La déclaration de la grève, tenue «secrète» par le comité organisateur, était connue une demi-heure après la décision par le ministère de l'Intérieur, qui fit intercepter toutes convocations et correspondances adressées au personnel des chemins de fer: **135 ouvriers ou employés seulement** furent en grève pendant trois jours. Une grave suspicion de trahison pesa sur les dirigeants cheminots. Le conseil d'administration du syndicat dut démissionner. (Dolléans, *op. cit.*).

2. *Le dix-huit Brumaire de Louis Bonaparte*, p. 14.

3. Dumoulin (qui devait lutter courageusement contre l'Union sacrée au cours de la guerre, passer ensuite au réformisme de l'équipe à Jouhaux et finir lamentablement dans le paternalisme syndico-ministériel de Vichy) a souligné les causes de cette position dans une brochure âpre et lucide de 1918 («Les syndicalistes français et la guerre») reproduite par Rosmer dans son livre *De l'Union sacrée à Zimmerwald*. Dumoulin traçait un sombre tableau du contraste qui existait entre la **volonté** révolutionnaire des syndicalistes et les moyens dérisoires qu'ils possédaient. Après l'éviction des hervéistes, il existait deux «écoles» à la tête de la CGT Celle de Merrheim (des Métaux) soucieux d'étudier les problèmes économiques, les trafics d'influence, les manœuvres des cartels, les causes possibles du conflit qui couvait. L'autre, celle de Griffuelhes «... avec Jouhaux comme phonographe, critiquait la première. Cette science, ce savoir lui déplaisait. Suivant la théorie du moindre effort, ceux qui étudient sont traités de petits-bourgeois, de secs doctrinaires, d'irréalistes. Dans le cénacle de l'ancien secrétaire confédéral, on préfère vivre une politique de couloirs et donner à la CGT les allures d'un petit gouvernement. Toute l'action confédérale contre les trois ans se ressentira de cette politique dont l'unique ressource était d'impressionner "l'opinion publique" à coups de meetings disposés en séries régionales.

Le gouvernement confédéral espérait ainsi contraindre le gouvernement bourgeois à renier ses mauvais desseins. La «masse ouvrière» devait être impressionnée par l'apparence d'une force, quitte à ne jamais montrer sa faiblesse pour le cas où il aurait fallu agir. Les orateurs de meetings abritaient leur ignorance derrière le succès factice des discours creux et ronflants, tandis que les syndiqués s'amusait de ne rien comprendre à la guerre qui venait. Evidemment, c'est cette politique qui dominait la CGT» (*op. cit.*, p. 525-526).

4. «Entre tous les moyens employés pour prévenir et empêcher la guerre, le congrès considère comme particulièrement efficace la grève générale ouvrière, surtout dans les industries qui fournissent à la guerre ses instruments (armes, munitions, transports, etc.) ainsi que l'agitation et

l'action populaires sous leurs formes les plus actives» (cité par Rosmer, *op. cit.*, p. 45).

5. Reproduit par Zévaès, *op. cit.*, p. 336.

6. Lénine même fut surpris de l'étendue de la trahison de la social-démocratie et en fut malade durant une semaine, avant de se mettre résolument au travail pour la nouvelle Internationale.

7. L'ironie fut que, par la suite, les socialistes français se retrouvèrent dans la guerre aux côtés de la féodale Russie et combattirent la «socialiste» Allemagne.

8. «On pouvait le leur dire en 1848. On ne le peut plus aujourd'hui. Depuis que le suffrage universel a été mis dans sa main comme une arme, le prolétaire a une patrie, et s'il n'en jouit pas, c'est sa faute. Les usines, les mines, les chemins de fer, tout lui appartient; mais il n'a pas su faire l'effort nécessaire pour entrer en leur possession. Lui dire qu'il n'a pas de patrie, c'est encore lui mentir: il en a une. Seulement, trompé par les manœuvres de la bourgeoisie, égaré par l'abstention anarchiste, il s'est refusé jusqu'ici, en prenant le pouvoir, à rentrer dans sa propriété» (reproduit par Zévaès, *op. cit.*, p. 332). «Rentrer dans **sa propriété**»! Voilà jusqu'où sont tombés les défenseurs d'une doctrine qui entend libérer l'humanité de toutes ses chaînes, et notamment de la **propriété** des moyens de production.

9. L'alliance politique de la France avec la Russie de 1891 se transforma bientôt en un pacte militaire resté secret jusqu'à ce que la révolution prolétarienne d'Octobre l'exhume des archives tsaristes. En échange des quelques milliards de francs-or des bas de laine français qui lui avaient été offerts en prêt par la très démocratique République française, Alexandre III promettait des millions de moujiks pour le carnage impérialiste à venir. Ce sont ces mêmes accords que le très pacifiste Nikita Khrouchtchev a eu le front de célébrer, lors de son voyage de 1960 à Paris, comme le premier exemple historique de la «solidarité franco-russe» contre le militarisme allemand!

10. Péricat donne lui-même la réponse à cette question, prouvant à quel point la revendication bourgeoise d'«autonomie» de l'individu (nous ajouterons: à **plus forte raison** celle d'«autonomie» de toute une classe!) est sottise et illusoire. Il a seulement le tort de juger ces raisons en **moraliste**, dans une opposition inconsistante et vide de l'attitude idéale du «héros» qu'il ne fut pas et de l'attitude prosaïque qui devait fatalement être celle du plus grand nombre, de la masse!

11. A. Guigni qui souligne ce fait rapporté par A. Rosmer dans son ouvrage *Le mouvement ouvrier en France pendant la guerre* rétrécit singulièrement la question des «responsabilités» de la faillite de 1914 en disant «l'acte de capitulation initial, celui qui devait entraîner tous les autres est bel et bien ce manifeste du 28 juillet qui portait la signature du Comité confédéral unanime». Nous dirons, nous, que l'«acte de capitulation ini-

tial» remontait à des années en arrière, dans la répudiation du caractère politique (ce qui ne veut pas dire parlementaire et réformiste) de la lutte de classe!

12. Une citation des préfaces de 1939 et 1953 de l'ouvrage de Dolléans illustre à merveille à la fois l'idéalisme pseudo-révolutionnaire du syndicalisme du même nom et sa servilité à l'égard de la politique bourgeoise. En 1939, E. Dolléans écrivait: «Les améliorations matérielles ne sont pas un but, mais une condition de conquêtes plus élevées (N.d.R.: quoi donc? la domination de la société par le prolétariat? Pensez donc!): **la culture et la capacité**. (N.d.R.: c'est nous qui soulignons). (Tant que la durée du travail absorbait toute la vie de l'ouvrier), l'objectif immédiat pouvait être (*sic*) l'amélioration de la condition matérielle. A présent, un souci exclusif de ces avantages temporels conduirait la classe du travail à partager cette soif de bien-être, cette vanité d'avoir raison même contre l'équité (N.d.R.: autre valeur abstraite éternelle du socialisme pré-marxiste!) ce penchant vers la sécurité somnolente à tout prix garantie, **cette paresse d'esprit** qui sont les signes de la décadence actuelle. La classe du travail se détournerait **de cette culture de soi-même, indépendante du savoir** (N.d.R.: il faut comprendre, semble-t-il, de ce savoir qui donne l'indépendance). Sans ces vertus et sans cette volonté éducatrice, les obscurs ne pourront jamais gravir la route rude qui les mènera à leur plus haut destin.»

Que ce «plus haut destin» n'ait jamais rien eu de commun avec le communisme pour lequel tous les révolutionnaires marxistes ont lutté et luttent, c'est ce que prouve la préface de 1953: «Les événements ont mis en relief l'importance historique du mouvement ouvrier **et le rôle décisif joué** dans la Résistance par la classe ouvrière française et son accord avec les Français du dedans et du dehors. Les uns et les autres avaient été **fidèles** à l'héritage français... Face au dessein nazi, le syndicalisme peut être fier de la place qu'il a occupée dans l'organisation, l'unification de la Résistance et dans la libération de 1944.»

14. Vous les voyez, toujours égaux à eux-mêmes, en dépit de toutes les leçons de l'histoire, ces prétendus «syndicalistes révolutionnaires: de l'autonomie ouvrière» à l'héritage français» – et du «plus haut destin des obscurs» à... «l'unification de la Résistance» avec les gaullistes et les stalinien! Eternelle infâmie...

Source: *Programme Communiste* n° 26, janvier-mars 1964.

# Le mouvement syndical en France de 1900 à 1908

La faillite du mouvement ouvrier international en 1914 projette un peu de son ombre sur la période précédente. Autant il est légitime de chercher à comprendre ce qui l'a préparée, autant il est nécessaire de ne pas sous-estimer l'existence de courants contraires, la réalité historique des positions incomplètes, mais autonomes d'un prolétariat qui s'est montré capable de se différencier de la société bourgeoise dans sa vie et dans sa lutte quotidiennes. Si, par certains côtés, ce rappel peut prendre les allures d'une réhabilitation, c'est qu'il y a eu une convergence de fait des historiens les plus opposés pour minimiser les aspects les plus forts de la vie de classe dans cette période, aspects que les marxistes doivent au contraire revendiquer. Les historiens anarchistes ont insisté moins sur le travail d'organisation que sur les idées libertaires des éléments les plus actifs du mouvement syndical; les réformistes et staliniens ont fait de même, et pire, traitant par le mépris les syndicalistes de cette période, réduisant à presque rien leur rôle actif dans les mouvements de la classe (1), et les rendant responsables (ce qui est bien trop rapide) de la faible implantation numérique des syndicats en France. Ils reproduisent ainsi jusqu'à la caricature l'attitude des guesdistes du début du siècle, qui feignaient de ne voir dans l'essor syndical des années 1902-1910 que des manœuvres de l'anarchisme ancienne manière.

En ces jours de grande force tranquille, de passage progressif aux trente-huit heures, au temps où l'on efface des statuts de la CGT la perspective de l'abolition du salariat, où la CFDT feint de reprendre la tradition anarcho-syndicaliste, mais condamne patriotiquement les comités de soldats comme la CGT, il ne fait pas bon rappeler les grèves à outrance pour la journée de huit heures, le *Manuel du Soldat* édité par la CGT en 1902, la propagande pour l'action directe... Pour nous marxistes, au contraire, il importe de rappeler – sans l'idéaliser, ni en masquer les limites politiques – qu'il a existé en France une tradition effective de lutte de classe, non pourrie jusqu'à la moelle par le pacifisme social et le chauvinisme, qui reste pourtant son côté faible. Cette tradition n'a sans doute pas animé tous les ouvriers pris statistiquement; mais elle n'est pas non plus restée le fait de quelques individualités héroïques et isolées.

D'autre part, la date de 1908, plus exactement de l'automne 1908, nous paraît un tournant dont l'importance n'a pas été assez soulignée. Avec les affaires de Draveil et Villeneuve-Saint-Georges, l'échec de la grève générale lancée à contre-cœur par la CGT, l'arrestation de toute sa direction,

et les dissensions mortelles qui entraînent l'année d'après le remplacement du comité confédéral par des éléments beaucoup moins capables, le premier essor syndical a été brisé. S'il a reçu un coup si dur, ce n'est pas dû uniquement à des accidents extérieurs: c'est aussi que la bourgeoisie s'est montrée capable d'utiliser les oppositions et les rivalités personnelles et de jouer savamment sur les faiblesses politiques du mouvement. Elle tenait une grande partie de ses informations et de son savoir-faire des transfuges et des renégats du ministérialisme socialiste, les Millerand, Briand et Viviani (2); tous ces fils ont été savamment entrecroisés par une adroite araignée, Clémenceau, qui était fier de se dire «le premier flic de France» (3). L'étude de ces manœuvres est riche d'enseignements, le dévouement militant ne suffit pas à les déjouer.

Nous avons souligné dans les articles précédents un fait déterminant: à la fin du siècle dernier, on peut dire que la jonction du parti et du mouvement revendicatif en France a été manquée. La Fédération des Syndicats créée en 1886 par les guesdistes ne faisait que vivoter lorsqu'ils se retirèrent en 1894 après une tentative manquée pour imposer leurs vues. On a reproché à la Fédération d'être une émanation syndicale artificielle du POF guesdiste, on l'appelait à l'époque la «succursale»: le reproche semble fondé. Dans les départements, souvent, les fonctions de direction politique et syndicale étaient assurées par les mêmes personnes, et surtout les congrès confondus. Une telle convergence n'aurait pas été un mal en soi, si elle avait traduit la capacité des socialistes guesdiens à diriger les luttes ouvrières, même les plus élémentaires, et à s'y dévouer. Et de fait, il serait injuste de ne voir dans les états-majors guesdistes que ces parasites de la lutte, ces *missi dominici* que ridiculisent les caricatures anarchistes. Sans imiter tous ce militant guesdiste qui signa de son sang un pacte de grève à outrance dans les mines, beaucoup de guesdistes surent payer de leur personne dans les années 1880-90 et apparurent, face aux timidités des proudhoniens, comme les vrais animateurs des révoltes ouvrières, les plus capables de les coordonner et de leur donner une perspective plus vaste. Mais des changements de casquette trop brutaux, des grèves désertées au profit du terrain électoral, les rendirent malgré tout suspects d'attitude manœuvrière.

On leur reprochait une tendance au forcing organisatif, à froid ou sans les forces correspondantes. Sans parler, par la suite, de déviations franchement opportunistes, de trahisons criantes sur lesquelles nous reviendrons.

### **Maladresses et erreurs guesdistes**

La base théorique des maladresses guesdistes sur le terrain syndical apparaît avec une clarté presque caricaturale au congrès de Lille du Parti Ouvrier Français, en 1890: il faut adhérer aux syndicats, disent-ils, «**pour y répandre l'idée socialiste et y recruter des adhérents au programme et à la politique du Parti**». Point de vue qui néglige complètement les



multiples gradations entre le réflexe élémentaire de lutte et l'adhésion à une doctrine cohérente et à une action suivie; point de vue symétrique dans l'erreur de la position anarchiste dans la même période, qui admettait le travail dans les syndicats dans le seul but d'y répandre l'idée libertaire et d'y recruter des individualités marquantes. Deux points de vue auxquels s'oppose la conception marxiste de la constitution patiente de liens entre le parti et la classe notamment à travers l'indispensable lutte de défense quotidienne.

Guesdistes et anarchistes se rejoignaient aussi involontairement en cette période dans l'adhésion, plus ou moins explicite et consciente, à la «loi d'airain des salaires» de Lassalle (4), qui devait logiquement faire apparaître les grèves pour le salaire comme des combats purement symboliques, où les principes importaient beaucoup plus que les résultats matériels. Il est compréhensible que, sur de telles bases, les guesdistes soient passés d'interventions brutales et maximalistes dans les mouvements revendicatifs à des protestations, tout aussi excessives dans leur genre, de respect de la spontanéité et de non-intervention, proclamant par exemple que **«le socialisme ne pousse pas aux grèves, il ne les provoque pas»!**

Par ailleurs, les guesdistes se rendirent aussi impopulaires en combattant, avec des arguments parfois justes, mais d'autres fort discutables, l'idée de la grève générale, qui fut un des prétextes de la première fracture syndicale de 94-98.

Il était juste de démontrer l'inconsistance de la notion de «grève générale» conçue comme moyen d'«exproprier les capitalistes» ce qui revenait à faire, dans la tradition anarchiste, l'impasse sur l'État bourgeois. Le guesdisme mit très justement en avant la notion de «conquête des pouvoirs publics», comme on disait à l'époque. Mais au même moment, les premiers succès électoraux commençaient à lui tourner la tête. Il glissait du travail parlementaire comme «moyen d'éducation du prolétariat» à une conception carrément opportuniste de blocs électoraux. Cela avait pour conséquence de donner un air de combativité supplémentaire à l'anarchisme. Il paraît sûr d'ailleurs, aujourd'hui (5), que cette source de discorde était machiavéliquement alimentée par l'État, à travers les opportunistes à verbiage incendiaire comme Briand, pour entretenir la division entre les courants influents sur le mouvement ouvrier: le principal propagandiste de la grève générale dans le comité confédéral de la CGT, Henri Girard, était d'ailleurs un mouchard.

**«N'ayant pas demandé à venir au monde, nous voulons manger»**  
(affiche des ouvriers boulangers pendant les grèves de 1906)

C'est après cette première tentative de centralisation syndicale, qui tourna court et laissa de graves cicatrices, des méfiances et incompréhensions réciproques, que se constitue la CGT, on peut dire à chaud, dans le vif d'un mouvement revendicatif actif et multiforme, dont les chiffres donnent déjà une idée (6). René Garmy évalue le nombre de journées de tra-

vail perdues pour fait de grève à 500 000 entre 1870 et 1880, 1 500 000 entre 1890 et 1895, et à 9 500 000 pour la seule année 1906. Dans cette période dite pacifique, les grèves les plus dures, souvent étouffées par l'intermédiaire des réformistes, tournèrent à l'affrontement avec la police et l'armée. 17 grévistes tués à la Martinique en 1900, 3 à Châlons-sur-Saône: «**Millerand est ministre, s'écriait Emile Pouget dans *le Père Peinard* du 5 mars 1900, et les massacres de prolos s'opèrent avec le même sans-gêne que si Constans ou Badingue tenaient la queue de la poêle**» (7). Un mort à Nantes en 1907, 5 morts et de nombreux blessés à Narbonne, 1 mort à Raon-l'Étape, 9 morts et 200 blessés à Draveil et Villeneuve-Saint-Georges en 1908, licenciements disciplinaires et révocations de fonctionnaires par centaines. L'historien Edouard Dolléans dresse le palmarès du seul ministère Clémenceau (1906-1909): 667 ouvriers blessés, 20 morts, 391 mises à pieds, 104 années de prison distribuées.

Cependant, le nombre des syndicats passait, de 1 000 environ en 1902, à 1 792 en 1904, 3 012 en 1910. En 1904, la CGT réunie aux Bourses du Travail depuis 1902, comptait entre 130 000 et 200 000 membres, 400 000 en 1908, 600 000 en 1912, et en janvier 1914 839 331 pour 7 600 000 salariés de l'industrie, ce qui représente un pourcentage d'environ 11%. Si on compare ce chiffre à ceux de 1981 (environ 18% des salariés pour **l'ensemble** des syndicats), on voit combien sont excessifs les commentaires dédaigneux des bonzes actuels sur le «syndicalisme minoritaire» de la vieille CGT. Évidemment, ces chiffres restaient très faibles comparés à ceux des syndicats britanniques (1 860 000 syndiqués en 1904) et surtout allemands; mais l'histoire allait dévoiler cruellement le revers de cette splendeur numérique.

D'autre part, le mouvement associatif gagnait des couches nouvelles. Les femmes se syndiquaient pour lutter pour de meilleures conditions de travail et contre l'abrutissement confessionnel, dans le tabac, la lingerie, le textile: la pause-prière obligatoire – et debout, après douze heures de travail ! – se pratiquait encore couramment, même dans les grandes entreprises. Elles s'imposaient également dans le mouvement syndical contre les préjugés de leurs camarades entretenus par la tradition antiféministe charriée par le proudhonisme. Dans le livre, chez les typographes (syndicats très droitiers dans l'ensemble) les femmes n'avaient pas le droit d'adhérer; ailleurs, elles avaient le droit d'adhérer mais pas de voter. Il y avait malgré tout, en 1911, 100 000 ouvrières syndiquées sur les quelque 600 000 adhérents de la CGT.

Il y eut aussi dans cette période des grèves spectaculaires dans l'agriculture. Des habitudes de résistance collective, au besoin violente, se sont formées dans les régions de petits métayers comme le Centre. Cependant, après les grandes grèves des viticulteurs de 1907, les syndicats de petits exploitants, fermiers-métayers ou propriétaires-cultivateurs se lais-

sèrent capter dans des fronts avec les grands propriétaires, qui les envoyaient à la bataille et en gardaient tout le profit.

Les fonctionnaires affrontèrent une répression très dure pour arracher le droit syndical: la loi de 1884 ne l'avait pas formellement exclu, mais la bourgeoisie usa tour à tour de la séduction et de la trique pour les orienter vers un syndicalisme «constructif» et compatible avec leurs soi-disant «devoirs particuliers»; et surtout, pour les dissuader de rejoindre le front de classe ouvrier et d'adhérer à la CGT. Il y eut 541 révocations après la grève des postes de 1909, et en 1910, Briand, l'ex-chantre de la grève générale, fit carrément emprisonner le comité de grève des cheminots.

C'est pour faire face à ces mouvements, encore relativement dispersés, mais fréquents et déterminés, que la bourgeoisie multiplia les pare-feu, en essayant de transformer les concessions arrachées par le mouvement en pièges pour l'avenir. Sous prétexte de libéralisme, les projets Millerand de 1900 et 1904 tentaient d'instaurer des procédures d'arbitrage obligatoire, critiquées alors par Rosa Luxembourg (8) et repoussées par la majorité des cégétistes. Le gouvernement essaya aussi de corrompre les syndicats en leur donnant en 1906 la capacité commerciale, pour les infecter, disait la CGT, de «rondecuirisme».

C'est aussi dans cette période que se développe le syndicalisme chrétien dont les promoteurs (La Tour du Pin, Léon Harmel, Albert de Mun) manifestaient une conscience tout à fait lucide de leur fonction sociale: **«si la société a eu le droit de se défendre les armes à la main, écrit de Mun (ex-officier des Versaillais en 1871), elle sait que les obus et les balles ne guérissent point et qu'il faut autre chose»**. Leurs excellentes recettes sociales pour assurer la collaboration de classe dans et hors de l'entreprise, les diverses espèces d'arbitrage, les ancêtres des comités d'entreprise appelés conseils d'usine ont échoué plus tard en héritage aux gouvernements de gauche, qui les développèrent en 1936, 1945 et aujourd'hui encore, avec la même intention.

En même temps, ces courants travaillèrent à effacer les différences qui faisaient encore de la classe ouvrière de ce début de siècle une sorte de race à part au sein de la société bourgeoise. Ils prêchaient le mariage au lieu de l'union libre, et le retour de la femme au foyer, réclamaient au gouvernement des lois qui favorisent l'accession à la propriété et l'épargne ouvrière, vantaient la maison individuelle, ce **«vêtement de pierre de la famille»**; ils sacrifièrent même quelques bouts de terrain à l'œuvre des Jardins Ouvriers, saine institution qui détourne des réunions syndicales et permet d'abaisser les salaires, puisque les travailleurs ont fruits et légumes «pour rien». Ces apôtres de la concorde sociale obtinrent un certain succès dans le Nord et dans l'Ouest, et ils réussirent parfois à désarmer chez les ouvriers la saine méfiance jacobine et anarchiste envers les «jésuites et ratichons». Mais il a fallu que leur travail de domestication soit repris plus tard sous le label frauduleux d'un «communisme» dégéné-

ré pour qu'on arrive à l'état d'esprit actuel de l'aristocratie ouvrière, au culte de la respectabilité, du pavillon de banlieue (sans voisins immigrés) et au mariage républicain de l'école laïque et de la communion en blanc...

Dans la période qui nous intéresse, malgré tout, les ouvriers gardaient le sens de leur particularité, chèrement consacré dans les bains de sang de juin 1848 et de la Commune. Ils en précisaient le contenu politique, pas seulement à travers une évolution des idées, mais avec le support d'une vie locale centrée sur les Bourses du Travail, qui se multiplièrent avant la constitution officielle de la CGT.

### **Des Bourses du Travail à la CGT**

L'idée des bourses n'avait rien de révolutionnaire au départ: il s'agissait pour leur inventeur, un brave réformateur bourgeois, de mettre un peu d'ordre dans l'anarchique marché du travail. À la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, les organisateurs ouvriers qui développèrent les Bourses conservèrent cette fonction, en organisant eux-mêmes le recensement hebdomadaire des emplois et leur publication. Pour éviter le clientélisme, les Bourses du Travail n'exigeaient des demandeurs d'emploi ni cotisation, ni discipline syndicale. Elles cherchaient non seulement à aider les ouvriers, à leur permettre d'échapper aux griffes des bureaux de placement (contre lesquels la CGT mènera une lutte victorieuse), mais aussi à éviter ainsi le recrutement de jaunes en cas de grève, à avertir les ouvriers de façon à **«faire le vide autour des champs de bataille»**. La bourgeoisie prit le train en marche, en se mettant à utiliser les statistiques préparées par les Bourses. Aujourd'hui, c'est l'inverse: la bonzerie syndicale occupe sagement ses strapontins dans les organes dirigeants de l'ANPE et des ASSEDIC, qui ne dédaignent pas de servir à l'occasion d'agence d'interim pour les entreprises...

Mais les Bourses avaient d'autres fonctions: coopératives, bibliothèques, cantines et salles de réunions en faisaient d'authentiques centres de la vie des ouvriers hors de l'usine, un bien propre qu'ils gardaient jalousement contre la bourgeoisie. Il y eut à Paris et en province, au début du siècle, des épisodes de défense des Bourses du Travail assiégées par la police comparables à la guérilla autour des Bourses en Italie dans les années 20.

Si les Bourses du Travail ont pu jouer ce rôle, et pas seulement en France, c'est qu'en concentrant toutes les énergies d'une région, une organisation locale comme la Bourse permet, mieux que le syndicat d'industrie, d'animer une vie prolétarienne d'autant plus féconde qu'elle facilite le dépassement des limites de catégorie.

On sait que la CGT se constitua officiellement en 1902, au congrès de Montpellier, par la réunion de la première confédération, déjà âgée de huit ans, et des Bourses du Travail. Ses premiers dirigeants furent un blanquiste, Griffuelhes, candidat du Parti socialiste à Paris en 1900 (les blanquistes, proches du guesdisme, font néanmoins preuve d'une plus grande

compréhension pour les luttes revendicatives, la «spontanéité ouvrière», et la fonction particulière du syndicat); un anarchiste, Pouget, et une équipe d'obédience anarchisante, Yvetot, Delesalle, Albert Lévy... Griffuelhes était l'orateur et le stratège dans les grèves. Pouget, qui publiait seul depuis 1894 sa feuille anarchiste *Le Père Peinard*, fut l'organisateur de la presse syndicale et le principal journaliste de *La Voix du Peuple*. Si l'on met ainsi en lumière leurs personnes, c'est qu'au départ ces dirigeants étaient sans doute comme l'organisateur des Bourses, Pelloutier, des gens plus aptes à l'initiative individuelle qu'à l'organisation patiente d'un travail d'équipe. Pelloutier ne définissait-il pas les anarchistes, et lui-même, comme des «**amants passionnés de la culture de soi-même**»? De là à en faire des individualistes incorrigibles, incapables de s'intégrer dans un mouvement collectif, il y a un grand pas. Ces militants avaient d'abord, autant Pouget que Griffuehles, une qualité bien précieuse pour qui connaît l'enflure rhétorique coutumière du socialisme petit-bourgeois français: l'horreur de la phrase et le mépris des «braillards» (Griffuelhes). L'un comme l'autre menèrent à l'intérieur de la CGT une bataille sévère contre l'esprit d'improvisation, le manque de sérieux, l'individualisme, et même... l'anti-autoritarisme, en dépit des protestations et des classiques accusations de «dictature». On comprend de telles accusations contre un blanquiste. Mais contre un anarchiste!... Le fait est qu'il n'y a pas d'organisation, même syndicale, sans un minimum de direction.

Il est connu que les anarchistes furent poussés à «descendre» (de leur point de vue) sur le terrain syndical d'une part par la violence de la répression bourgeoise contre l'action individuelle, après les «lois scélérates» de 1893 et 1894; d'autre part, par leur exclusion des congrès socialistes, après qu'ils eurent refusé de reconnaître la nécessité de l'action politique et parlementaire. «Les grosses légumes, écrivait Pouget en octobre 1894 dans l'argot du *Père Peinard*, feraient une salle trompette si les anarchos qu'ils se figurent avoir muselés, profitaient de la circonstance pour s'infiltrer en peinars dans les syndicats et y répandaient leurs idées, sans bruyance ni flafas».

C'est à ce moment que Pelloutier définit le syndicalisme comme «une école pratique d'anarchisme». Dans le numéro 1 de *La Voix du Peuple*, Pouget au nom de la CGT prend résolument ses distances envers toutes formes d'indifférence à la lutte immédiate, et répudie au passage la «loi d'airain» des salaires qui pouvait justifier ce détachement: les syndicats «en sont revenus de cette sophistique illusion que le mieux est l'ennemi du bien, et sous prétexte qu'ils rêvent d'une société communiste, ils ne font pas faute de revendiquer de partielles améliorations. Avec juste raison, ils ne dédaignent pas de défendre le salaire, d'exiger son augmentation, et ne s'arrêtent plus au spécieux prétexte que cette augmentation est stérile parce qu'elle entraîne une hausse correspondante des produits de consommation». Une fois ce terrain accepté, il est certain que la pratique

et les nécessités de l'action firent avancer ces éléments et d'autres moins connus, bien au-delà de leurs premières concessions.

La mesure de leur évolution est donnée dans ce tableau dressé au congrès de Bourges en 1904 par un délégué qui ne leur était pas favorable: «Vous êtes cependant venus à notre méthode, les farouches protectionnistes de la théorie de l'effort isolé et direct en sont venus à l'association; les amis de la liberté illimitée se sont soumis et pliés à des statuts parfois rigoureux! Vous étiez adversaires de toute forme gouvernementale, mais vous demandiez à votre sort des améliorations légales; vous étiez hostiles à toute forme de suffrage, mais vous votiez dans vos syndicats; ennemis de la hiérarchie et des fonctions, vous étiez des fonctionnaires syndicaux».

Pouget, anarchiste classique à ce moment, avait été dès 1879 un des créateurs de la Chambre syndicale des employés. Son exil forcé à Londres en 1894 lui donna l'occasion d'observer et d'apprécier le travail syndical des trade-unions. Un autre anarchiste convaincu, Pelloutier, s'était mis, sous la poussée de sa propre action, à défendre la nécessité de la centralisation, pour lutter à armes égales contre la centralisation étatique: «Avons-nous le droit, tandis que l'État concentre ses moyens de défense, d'éparpiller les nôtres?» Beaucoup de militants syndicaux pouvaient bien cultiver **dans leurs têtes** la théorie des minorités agissantes, de la priorité des «idées» révolutionnaires: ils n'en travaillèrent pas moins énergiquement à un effort collectif d'organisation, à «réaliser sur le terrain l'unité concrète de la classe ouvrière» selon la formule de Griffuelhes. C'est cette combinaison particulière dans l'action qui a donné la formule de l'anarcho-syndicalisme. Son opposition avec l'anarchisme première manière est vigoureusement résumée dans l'affrontement entre l'anarchiste italien Malatesta et le jeune Monatte, au congrès anarchiste international d'Amsterdam en 1907. Contre Monatte, Malatesta s'obstinait à soutenir que «le syndicalisme n'est et ne sera jamais qu'un mouvement légalitaire et conservateur, sans autre but accessible et encore! – que l'amélioration des conditions du travail».

Mais ce chemin, qui se fait autrement que par les idées, et qui finit par orienter leur cours dans certaines limites, ne mène cependant pas à lui seul jusqu'à la vision complète des conditions de la libération collective. C'est ce que démontre le *Que faire?* de Lénine, et l'histoire de l'anarcho-syndicalisme l'illustre une fois de plus.

### **L'effort d'organisation**

Le fédéralisme, état de fait au départ, en pleine constitution d'un mouvement multiforme, était aussi dans la CGT un principe inscrit dans les statuts, et conforme à la religion anti-autoritaire de beaucoup de ses membres: «De la confédération ne partent pas de mots d'ordre qui seraient des ordres» (Delesalle), «La CGT n'est pas un organe de direction, mais de coordination, [...] ici, il y a cohésion et non centralisation, impulsion et non direction» (Pouget). Ainsi, les syndicats de métier ou d'industrie

fixent librement leurs taux de cotisation, peuvent déclarer une grève sans en référer à leur bureau national. L'effet de cette liberté d'action pouvait se retourner paradoxalement en une contrainte nuisible à l'ensemble de l'organisation: c'est ce qui se passa en 1908, quand la CGT se vit pratiquement contrainte à une grève générale impréparée par l'action du syndicat local des terrassiers, peut-être manipulé, d'ailleurs, par des agents de Clemenceau.

Malgré tout, la CGT fut dotée de structures définies: abonnement obligatoire au journal, *La Voix du Peuple*, qui put ainsi jouer son rôle d'organisateur collectif; double affiliation, horizontale (dans les Bourses) et verticale, pour toute organisation adhérente. À partir de 1902, Griffuelhes combattit pour le regroupement des anciens syndicats de métiers en syndicats d'industrie. Les staliniens ont cultivé l'image bornée de l'anarcho-syndicalisme conservateur, attaché aux formes de productions anciennes: sur ce point, on voit au contraire les dirigeants syndicaux défendre à juste titre la nécessité de prendre de l'avance sur l'évolution sociale.

Par ailleurs, les syndicalistes révolutionnaires défendaient avec ténacité le principe tout à fait antidémocratique, mais inspiré par l'exigence prioritaire de la combativité ouvrière, d'une représentation non proportionnelle par syndicat, et non par nombre d'adhérents. Comme l'affirmait déjà un délégué au congrès corporatif de 1898 «certains syndicats valent plus par la qualité que par le nombre»; les cégétistes ne veulent pas «singer le suffrage universel, le parlementarisme, qui n'est qu'une pure fiction». Régulièrement, les gros syndicats réformistes du livre, des mines, des chemins de fer, encouragés en haut lieu, revinrent à la charge sur la proportionnelle: ils furent régulièrement mis en minorité.

D'emblée, on l'a vu, les tentatives de séduction se multiplièrent du côté de l'État. Le financement des Bourses représentait une lourde charge: l'État proposa une subvention, assortie... d'un contrôle préfectoral sur l'emploi des fonds. La plupart des interventions dans les congrès de la CGT dénoncent le piège. Comme le remarquait en 1902 le syndicat des maçons «le nerf de la guerre en l'occurrence est plutôt le nerf de la résignation». D'ailleurs, les subventions furent vite suspendues pour cause d'utilisation antimilitariste des précieux deniers de la patrie.

Dans l'ensemble, la CGT s'efforça au moins centralement de maintenir avec vigilance le principe de l'indépendance du syndicat vis-à-vis de l'État. Le congrès des Bourses du Travail de 1897 s'était encore déclaré favorable aux comités permanents de conciliation et d'arbitrage, avec le motif que seule la grève générale peut être payante, et qu'il vaut mieux éviter, donc, les grèves partielles, inefficaces et coûteuses. Mais le congrès de 1901 refusa de donner son aval aux organismes de collaboration de classe comme les Conseils du Travail: «L'antagonisme des intérêts étant

la base de toute société capitaliste, les ouvriers doivent rester unis, et s'éduquer sur leur propre terrain de classe exploitée».

### **L'action revendicative**

Cette organisation, même imparfaite et tiraillée par d'inévitables conflits politiques, fut entre les mains des ouvriers un levier efficace pour l'action. Malgré sa volonté délibérée de minimiser l'œuvre de la CGT dans cette période, René Garmy doit reconnaître que les grèves recensées de 1894 à 1913 furent dans 667 cas sur 830 le fait de syndiqués, et que le réseau syndical fut pour beaucoup dans le développement des grèves de solidarité (30% des grèves en 1905). Les motifs des grèves étaient en majorité les questions de temps de travail, de salaire, de conditions d'hygiène et de sécurité (grèves des allumettières contre l'emploi du phosphore); mais aussi, la révolte contre le despotisme patronal: «Qu'on ne nous espionne plus, qu'on ne nous envoie plus à la messe et qu'on nous laisse nous associer» réclamaient les grévistes de Montceau-les-Mines.

La CGT remporta deux victoires importantes, tant pour le succès immédiat, que pour l'unification concrète des travailleurs et pour la capacité de mobilisation et de pression stratégique de la centrale: la campagne contre les bureaux de placement de 1901-1903, la longue lutte pour les 8 heures culminant dans les grèves de mai-juin 1906.

La lutte contre les bureaux de placement payants avait commencé en 1888 chez les coiffeurs, les épiciers et les limonadiers. En 1891 s'était formée une ligue contre les bureaux. Comme il l'a fait de nos jours avec l'intérim, le gouvernement réussit à tenir les ouvriers en haleine pendant plus de dix ans à coups d'enquêtes, de commissions et de promesses de loi, jusqu'à ce que la CGT lance en 1903 un vrai plan de bataille.

Au signal des ouvriers boulangers, après un ultimatum publié dans *La Voix du Peuple*, une série de grèves commencèrent dans les grandes villes, accompagnées de manifestations de sans-travail, de l'attaque et la destruction des bureaux eux-mêmes, suivies d'un véritable assaut policier contre la Bourse du Travail à Paris, avec 150 blessés. Le 5 décembre, «à l'américaine», une manifestation simultanée fut organisée dans toutes les villes. Le 1<sup>er</sup> mai 1904 enfin, une loi reprenait contre les bureaux de placement l'interdiction du louage proclamée en 1848. Après 50 ans de syndicalisme «représentatif» et antiaventuriste, il faut recommencer aujourd'hui à zéro !

La campagne pour les 8 heures fut encore plus longue et opiniâtre. En tant que propagande, elle avait commencé dès l'organisation du 1<sup>er</sup> mai 1890, décidé au 1<sup>er</sup> congrès de l'Internationale Ouvrière, s'était poursuivie en même temps que l'agitation pour l'application effective de la loi du 30 mai 1900 sur les 10 heures.

La campagne reprit de façon plus organisée à partir de 1901, une commission spéciale fut chargée de l'organiser avec un budget propre. Elle mena une propagande en direction des ouvriers eux-mêmes, pour leur



montrer le besoin de travailler moins, indépendamment même de la question du chômage, de lutter contre le mirage des heures supplémentaires et de l'auto-exploitation dans l'espoir d'échapper à la misère. On était loin du temps où les anarchistes considéraient les 8 heures comme une utopie impossible à atteindre sans l'instauration du socialisme, et donc un simple thème de propagande à agiter parmi les ouvriers (position reprise aujourd'hui à propos des 35 heures par leurs héritiers honteux de la soi-disant «ultra-gauche»...).

Dans la CGT, les réformistes s'opposaient plus ou moins ouvertement à cette revendication, trop «simple» et impossible à accorder pour certains patrons (autre air connu!). La motion des syndicalistes révolutionnaires, pour l'action directe organisée, l'emporta par 12 voix contre 3 dans la commission des grèves contre celle des réformistes, qui se contentait de réclamer des lois au Parlement.

Dans les mines, l'application malheureusement graduelle et avec un «calendrier» de la journée de 8 heures fut arrachée dès juin 1905. Ailleurs, on avait fixé la date limite du 1<sup>er</sup> mai 1906 avant de commencer la grève effective de la neuvième heure, procédé énergiquement «élémentaire» que les grévistes polonais ont repris en janvier 1981 pour obtenir le samedi libre.

Avant même le Premier mai, Clemenceau fit arrêter une partie des dirigeants cégétistes, sous prétexte de complot, appela les troupes à Paris, envoya 20 000 hommes dans le Pas-de-Calais, et décréta la loi martiale à Lens: les patrons voyaient déjà derrière cette action concertée le spectre de la révolution... Le 1<sup>er</sup> mai 1906, il y eut 150000 grévistes à Paris, principalement chez les terrassiers, les typographes, dans l'automobile, la voiture et le meuble. La grève se maintint pendant plus de deux mois, avec des hauts et des bas, sous des formes diverses; grève de la 9<sup>e</sup> heure, ou grève totale, souvent à la suite d'un lock-out. De nombreux grévistes furent jugés et condamnés pour atteinte à la liberté du travail.

Les 8 heures étaient le pôle commun; dans certaines branches, on réclamait d'abord un allègement immédiat: 54 heures par semaine payées 60 dans l'automobile, journée de 10 heures pour les coiffeurs, etc. Ces derniers se distinguèrent par cette affiche énergique apposée dans les boutiques: «Tout client retardant la fermeture sera écorché.» En nos temps où les syndicats courtisent avant tout l'«usager» et prétendent toujours faire la grève pour lui, on ne conçoit plus de pareilles «brutalités»!

Mais il faut croire que la politesse envers l'usager n'est pas dans la lutte de classe la première des vertus: car les grossiers coiffeurs obtinrent dans la plupart des salons la fermeture hebdomadaire; et en juillet, à défaut des huit heures généralisées, votées seulement en 1919, la loi sur le repos hebdomadaire freinée jusque-là par le Sénat fut enfin votée par la nouvelle chambre, sans que les syndicats se leurent sur la nécessité de se battre encore pour son application effective.

**Les autres tâches du syndicat:  
lutte contre le militarisme bourgeois,  
internationalisme**

La CGT mena avec moins d'ampleur des actions et une propagande dans des domaines devenus parfaitement étrangers aux respectables institutions syndicales d'aujourd'hui.

En 1896, dans son message aux organisations allemandes, la Fédération des Bourses du Travail se présentait comme «luttant contre le patriotisme», «révolutionnaire communiste et hostile à l'État». Il serait peut-être excessif de prendre toutes les déclarations de congrès sur l'armée comme le reflet exact de l'opinion ouvrière dans la CGT.

Par exemple, la résolution présentée par Yvetot au congrès d'Amiens, qui parle d'intensifier la propagande antimilitariste et antipatriotique ne recueille qu'une très faible majorité, et les autres interventions (Luquet, Merrheim) sont nettement plus prudentes.

Mais il faut savoir que là encore, les historiens, surtout staliniens, ont minimisé cette action. Il fallait bien un écho pour qu'un «braillard» comme Hervé puisse rassembler des dizaines de milliers de travailleurs dans ses meetings contre la guerre (9). Et surtout, la CGT manifesta un souci d'organisation et de liaison, en créant le Sou du soldat (contribution financière des syndiqués), en éditant un *Manuel du soldat*, et un numéro spécial de la *VO*, sur papier rouge, à l'occasion du tirage au sort des conscrits (Pouget et Yvetot furent poursuivis en justice pour ce numéro), en entreprenant le recensement des syndiqués au régiment, en les encourageant à prendre contact avec les Bourses locales. La révolte à Béziers du 17<sup>e</sup> régiment qui refusa de tirer sur les grévistes n'est pas tombée du ciel.

Elle fut si populaire que le célèbre Montéhus en fit une chanson:

*«Légitime était votre colère,  
Le refus était un grand devoir,  
On ne doit pas tuer ses père et mère  
Pour les grands qui sont au pouvoir.  
Soldats, votre conscience est nette,  
On ne se tue pas entre Français;  
Refusant de rougir vos baïonnettes  
Petits soldats, oui, vous avez bien fait!  
Salut, salut à vous,  
Braves soldats du 17<sup>e</sup>,  
Salut, braves pioupiou,  
Chacun vous admire et vous aime;  
Salut, salut à vous,  
A votre geste magnifique,  
Vous auriez, en tirant sur nous,  
Assassiné la République!» (11)*

Cependant, la bourgeoisie, inlassablement, dénonçait cette orientation anti-nationale, et feignait de se désoler de voir la CGT placée en dehors de la nation par la soi-disant furie d'une poignée d'excités.

Parallèlement à leur action dans l'armée, les syndicalistes se préoccupèrent d'assurer des liaisons prolétariennes internationales pour les grèves et contre la guerre. En 1902, au moment des tensions avec l'Angleterre, des cégétistes allèrent à Londres demander la solidarité des travailleurs du Royaume-Uni par-dessus les frontières. Cette action pouvait s'appuyer sur un souci de solidarité plus quotidien. Après celle des typographes en 1889, d'autres fédérations internationales furent créées dans la métallurgie (1904), le textile (1906), le bâtiment (1910). En pleine menace de guerre franco-allemande après Tanger, ce furent des mineurs allemands expérimentés qui vinrent à l'appel des syndicats pour tenter de sauver les emmurés de Courrières. Les caisses de grèves internationales, comme celle des typographes en 1906, permirent réellement de prolonger des mouvements, au grand scandale de l'hypocrite bourgeoisie, qui ne veut connaître d'autre solidarité internationale que celle de ses banquiers et de ses flics. En 1903, la CGT organisa dans les ports, à Bordeaux, Dunkerque, Le Havre et Marseille, la solidarité avec les dockers hollandais en grève.

En 1901, lors d'un premier projet de loi sur les retraites, elle se déclare «hostile à tout projet qui ne serait pas applicable aux étrangers résidant en France». En avril 1906, un meeting CGT se tint à Paris pour organiser la participation des travailleurs étrangers à la lutte pour les 8 heures, «considérant que les frontières n'existent que par la volonté de ceux qui ont intérêt à diviser les travailleurs pour les exploiter plus facilement».

Il est certain néanmoins que les tendances chauvines étaient largement répandues dans les rangs des ouvriers, nourries quelquefois par l'utilisation de travailleurs étrangers comme jaunes. Certaines fédérations envoyèrent même des délégués à Millerand pour obtenir l'arrêt de l'immigration. La négation des nationalités, typique du proudhonisme vivace dans la classe ouvrière, ressemblait fort à la négation des nationalités... autres que la nationalité française...

### **Essais d'action internationale**

Sur le plan international, la CGT fut à l'origine de plusieurs tentatives d'action concertée. Elle voulut imposer au congrès d'Amsterdam de 1905 qu'on inscrive à l'ordre du jour la journée de 8 heures, la grève générale et l'antimilitarisme. Elle proposait, en cas de menaces de guerre, d'entrer directement en rapport avec les syndicats du pays «adverse», sans passer par le secrétariat central. Le secrétaire des syndicats allemands, Legien, s'y refusa, et ce refus réitéré amena le bureau de la CGT à suspendre ses rapports avec le bureau international. En janvier 1906, Griffuelhes vint à Berlin pour préparer une action internationale contre la guerre, mais Bebel imposait comme préalable une entente entre le PS et la CGT, et Griffuelhes repartit déçu. En 1912 encore, appelés par la CGT à organiser dans

chaque pays une manifestation simultanée contre la guerre, les syndicats allemands et autrichiens se déroberent sous prétexte qu'une telle manifestation, de caractère politique, était du ressort du parti et non des syndicats: argument qu'ils utilisèrent régulièrement pour éviter tout débat de fond sur ces questions.

Incontestablement, les obstacles rencontrés ne purent que renforcer la CGT dans l'idée que rien ne pouvait venir des partis socialistes et surtout de la direction du syndicat par le parti. Mais cela ne pouvait que renforcer également dans le syndicat les réactions chauvines à la française, l'idée d'une supériorité de la qualité révolutionnaire du mouvement ouvrier français, qui fut un moyen comme un autre d'entraîner la CGT dans l'Union Sacrée d'août 1914.

### **Le réformisme dans le parti et dans les syndicats**

Dans le cadre national même, les syndicalistes révolutionnaires pouvaient trouver de quoi alimenter leur méfiance et renforcer leurs préjugés antipartis. Une partie des guesdistes n'attendit pas 1914 pour prendre vis-à-vis de l'armée et du patriotisme des attitudes de compromis. Sous prétexte de subordonner la lutte contre la guerre à la lutte contre le capitalisme, Guesde défendit les positions les plus équivoques. Au congrès de Limoges du PS, il s'opposa, comme Jaurès et Vaillant, à la motion Hervé appelant à la grève insurrectionnelle en cas de guerre, en prétendant (air hélas familial) que le prolétariat avait désormais une patrie «depuis que le suffrage universel a été mis dans ses mains comme une arme», comme une arme contre ses frères de classe des autres pays! Au congrès suivant, celui de Nancy, Guesde se montra plus droitier que Jaurès, en arguant cette fois piteusement qu'il était inutile de fourbir des moyens de lutte «contre une guerre problématique, lointaine, et qui ne viendrait peut-être jamais!» De telles dérobades alimentaient la propagande des Hervé, Lagardelle ou Sorel contre la «décomposition du marxisme».

En fait, c'est surtout auprès de Jaurès que les syndicalistes trouvèrent l'attitude la plus compréhensive, et l'acceptation, éclectique et tacticienne de l'indépendance des syndicats. Son attitude vis-à-vis de la «motion d'Amiens» (qu'on n'appelait pas encore la Charte) est tout à fait révélatrice de l'esprit dans lequel une partie des réformistes se joignirent aux anarcho-syndicalistes contre les partisans d'une jonction étroite syndicat-parti. Il voyait dans cette motion une base de coopération entre syndicalisme et socialisme, qui permettait aux ouvriers de marcher par deux routes dans la même direction (ce qui représente, si l'on y songe bien, un certain nombre de pas perdus).

Ceci pouvait peut-être faciliter sur le terrain pratique la coopération entre le parti et les fédérations syndicales, nullement donner un débouché cohérent aux aspirations révolutionnaires des éléments les plus combattifs. Obnubilés par Guesde, les syndicalistes se laissèrent séduire par les discours onctueux de Jaurès, à la manière dont les gauchistes d'aujourd'hui

acceptent les boniments d'un Edmond Maire. Est-il nécessaire de rappeler que sur toutes les questions essentielles du mouvement ouvrier, Jaurès maintint, sous la belle façade de l'honnêteté personnelle, les compromis les plus dangereux? Qu'il combattit «**pour la paix**», mais avec la théorie de la «**guerre défensive**» autorisée, feuille de vigne du chauvinisme honteux? Que s'il mena la guérilla parlementaire contre la trahison des Clemenceau, Viviani ou Briand («**Ou pas ça, ou pas vous!**»), c'est après avoir entretenu, avec le soutien du parti au gouvernement radical jusqu'en 1906, les illusions les plus nocives sur les bienfaits possibles d'un gouvernement de gauche, et l'utilité de faire le tri entre les «bons» et les mauvais radicaux...

Pour en revenir aux guesdistes, certains finirent même par soutenir en 1910-1911 des positions de type menchévique: sous prétexte que l'action syndicale ne peut à elle seule renverser l'ordre capitaliste, elle doit se cantonner d'elle-même dans les limites réformistes. Compère-Morel en arrivait à justifier ainsi la police des grèves par la CGT, l'interdiction du sabotage et de la violence.

Il ne faisait alors que donner un semblant de justification théorique à la pratique effective des dirigeants réformistes à l'intérieur du syndicat (11). Ils se distinguèrent particulièrement dans les mines, chez les cheminots et dans la région du Nord, où les anciennes fédérations guesdistes sombrèrent dans la combine parlementaire, déclenchant ou freinant artificiellement les grèves selon le cours des élections nationales ou municipales. Ils justifiaient tout à fait les propos d'un Griffuelhes dénonçant la relation inversement proportionnelle entre l'activité électorale et l'activité syndicale non seulement dans le Nord, mais dans des villes comme Dijon, Grenoble, Narbonne, Vierzon, etc. Par deux fois, le dirigeant réformiste Basly réussit à casser les grèves de mineurs: en 1901, à Montceau, en imposant un référendum diversion (il y eut ensuite 1 800 licenciements).

En 1902, il permit à l'État de gagner du temps en faisant miroiter, appuyé par Jaurès, l'espoir d'un arbitrage favorable: l'armée en profita pour occuper la mine, tandis que Basly appelait carrément à la répression contre les militants locaux combattifs qui ne respectaient pas la trêve. L'écœurement fut tel qu'il provoqua en 1903 une scission des anarchistes et des guesdistes les plus radicaux, le «syndicat Broutchoux», du nom d'un dirigeant connu. Après la catastrophe minière de Courrières, le syndicat Basly refusa la plateforme unitaire proposée par la gauche.

Pendant que Monatte et Broutchoux étaient arrêtés, le patronat faisait savoir aux dirigeants réformistes qu'il serait «heureux de les rencontrer et de discuter courtoisement avec eux». Les déviations vont le plus souvent par deux: le double jeu des réformistes provoqua dans ces branches une recrudescence individualiste et des théories sur le terrorisme incitatif. Le succès de l'anarchisme déclamatoire à la Hervé chez les cheminots fut le châtiment des tripatouillages opportunistes.

## Faiblesses politiques d'une réaction légitime

Si le syndicalisme révolutionnaire part de la négation du parti dirigeant propre à l'anarchisme, il est clair que le succès de sa théorie – faire tout du syndicat – s'est nourri d'une double réaction au guesdisme. Réaction contre l'évolution opportuniste du Parti socialiste dans ses différentes variantes, dont les syndicalistes révolutionnaires tentaient ainsi de préserver la combativité ouvrière. Réaction contre la tendance guesdiste à faire tout du parti, en négligeant les fonctions spécifiques des organismes intermédiaires. Mais ce faisant, ils attribuèrent, eux, au syndicat les fonctions du parti et même la tâche de refondre la société après la prise du pouvoir, tâche pour laquelle la collaboration des syndicats est utile, mais non suffisante. On ne peut cependant confondre entièrement les convictions réellement actives dans la CGT et les idéologues plus connus, mais un peu en marge du mouvement. On a beaucoup parlé de l'influence de Sorel, mais Griffuelhes – qui n'avait rien pourtant d'un analphabète – disait qu'il préférerait lire Alexandre Dumas! Dans son compte rendu du congrès d'Amiens, Pouget remarque, non sans raison: «Dans l'atmosphère de lutte qui baigne [les syndiqués] ils perdent les étroitesse d'esprit, se libèrent des rivalités de sectes et des haines mesquines dont ils auraient pu s'imprégner ailleurs.» Mais il ajoute: «Ainsi, au creuset de la lutte économique, se réalise la fusion des éléments politiques, et il s'obtient une unité vivante qui érige le syndicalisme en puissance de coordination révolutionnaire.» Ceci part d'une constatation juste, pourvu qu'une politique correcte fasse le reste. Mais c'était aussi méconnaître les limites propres du syndicat, ainsi que la persistance en son sein de conceptions opposées. En un sens, les succès réels remportés dans la construction d'une organisation ouvrière, la découverte d'une coexistence possible entre les tendances après des décennies de méfiance et de déchirements, contribuèrent à l'idéalisation du syndicat pur et unificateur, contre le parti divisé et voué à la compromission. La revue *Le Mouvement socialiste* qui se voulait marxiste à l'origine, et faisait le lien entre la gauche socialiste et le syndicat, donne le ton en 1907-1908: c'est le syndicalisme, cette aube nouvelle, qui prendra le relais d'un parti condamné à la putréfaction, c'est lui la «forme enfin trouvée» de l'union des prolétaires, et Lagardelle déclare que «hors du syndicalisme, il n'y a pas de lutte de classe».

Dans le syndicalisme révolutionnaire du début du siècle coexistent dans cette période d'essor les appréciations les plus lucides et les plus conformes à la réalité matérielle (tel ce projet de statuts de la CGT rédigé par Pouget en 1908), et les fantaisies idéalistes les plus baroques, comme les démonstrations de Lagardelle contre la loi des 8 heures: il prétendait que l'État se renforçait en faisant des lois, lui arracher une loi de plus, quelle qu'elle fût, c'était le consolider. À côté de cela, on trouve les illusions tenaces, mais que l'expérience de l'action syndicale réduisait petit à petit, sur le caractère souverain de méthodes comme le boycottage, le sabotage,

ou le label, marque syndicale sur les produits recommandant les «bons patrons».

Quant à la fameuse «grève générale», elle continuait à figurer dans la motion d'Amiens comme «moyen d'émancipation intégrale», et elle figura à l'ordre du jour de plusieurs congrès encore. Néanmoins, il semble que beaucoup de militants dans la CGT s'étaient mis à regarder les choses d'un œil beaucoup plus froid. Devenus sensibles, dans la pratique, à la difficulté d'étendre et de coordonner des actions (12), ils prêtaient aussi plus d'attention aux arguments des socialistes les plus intransigeants sur la nécessité de l'insurrection armée. Dans un article d'avril 1908, Griffuelhes montre comment la CGT est passée, selon lui, du «romantisme révolutionnaire» à la préparation quotidienne de la révolution, du mythe de la grève générale à la pratique de la grève qui éduque et aguerrit, sans exclure la grève générale présentée non plus comme une panacée, mais comme un geste de révolte susceptible d'amplification (13).

### **Le complot contre la CGT**

Devant le progrès de la CGT, les gouvernements bourgeois avaient usé alternativement de la carotte et du bâton: un jour on subventionnait les Bourses, l'autre jour on chassait la CGT de son local parisien. Le préfet du Var trinquait avec le syndicat des instituteurs, quelques semaines après, le ministre le qualifiait d'association illégale. On préparait des lois sociales tout en faisant tirer sur les grévistes, activités qui n'ont d'ailleurs jamais été incompatibles. La bourgeoisie disposait pour ce double jeu d'une utile pléiade de renégats du socialisme, ayant, mieux que des mouchards, une connaissance détaillée et directe des milieux politiques et syndicaux, notamment le ministère Briand-Viviani-Millerand de 1909, surnommé «ministère de la trahison». Au milieu de ces oscillations, une ligne constante: la politique de la main tendue aux éléments «raisonnables» et récupérables des syndicats, invités à isoler les «meneurs», les enrégés. Ceux-ci, selon Clemenceau et les socialistes ministériels, auraient détourné à leur profit des forces syndicales rassemblées pour des buts modestes, quotidiens, conformes aux intérêts de la France réelle: «La France réelle, disait Clemenceau, est fondée sur la propriété, la propriété, la propriété!» Dans un discours d'octobre 1908, Viviani, ministre du Travail «socialiste», distingue de la minorité révolutionnaire le «syndicat puissant et calme» qui à l'image des trade-unions britanniques et des syndicats allemands «par des délégués, en faisant cadrer ses revendications avec un état normal de prospérité [*sic*] demande des avantages raisonnables et concordant avec les faits». Ce prolétariat «calme» a bien mérité de la République, et Viviani souhaitait qu'on empêche tout divorce entre le prolétariat et la démocratie, qu'on évite donc les mesures brutales telles que la dissolution de la CGT, projet caressé par Clemenceau depuis 1906.

Cette thèse trouvait en fait des échos favorables chez les socialistes et pas seulement dans la franche droite. Jaurès, pour défendre à la Chambre,

le 10 mai 1907, l'affiliation des fonctionnaires à la CGT, montrait qu'il fallait distinguer, à l'intérieur de la confédération, les masses sensées d'une poignée de leaders insurrectionnistes. Quand Clemenceau décréta l'état de siège en 1906, Jaurès lui reprocha surtout d'avoir «paralysé» avec son déploiement guerrier le fonctionnement régulier et pacifique du syndicat légal.

Mais Clemenceau voulait hâter le triomphe des «bons» éléments par des moyens expéditifs. En août 1908, donc, les principaux dirigeants de la CGT (dont Pouget, Griffuelhes, Yvetot) furent arrêtés durablement. Chose plus grave, profitant de leur absence, Clemenceau encouragea une campagne de calomnie contre la gestion de Griffuelhes, dont Lévy, trésorier de la CGT et lui-même détenu auparavant pendant de longs mois, fut l'instrument, et Latapie, secrétaire des Métaux lié avec Briand, l'agent actif.

La grève des terrassiers de Draveil elle-même, en juillet 1908, occasion de toute l'affaire, semble avoir été radicalisée assez artificiellement par un élément louche, Métivier, acheté par Clemenceau. Deux ouvriers furent tués à bout portant par la police dans une salle de réunion. Dans une deuxième phase, la manifestation de protestation organisée à Villeneuve-Saint-Georges, qui tourna à l'échauffourée et fit sept morts, semble avoir été truffée de provocateurs. Les dirigeants de la CGT se montrèrent plus que méfiants dès le début, mais il y avait aussi, à la racine, un mouvement réel qu'ils ne pouvaient abandonner.

On s'étonne cependant qu'ils se soient laissé arrêter à leur siège, tous ensemble, à la fin d'une réunion: en 1906, ils avaient pris leurs précautions, et la décapitation fut moins complète. Il ne s'agit pas de tomber, dans le sillage de Clemenceau, dans une vision policière de l'histoire. Cependant, cet épisode nous paraît riche d'enseignements: on ne peut se contenter de traiter par le mépris les ficelles policières de l'État, surtout lorsqu'elles sont maniées non par des mouchards subalternes, mais par des gens qui avaient une connaissance intime du milieu syndical.

C'est à de semblables catastrophes qu'il faudrait s'attendre demain, si l'on devait suivre la voie prêchée par les ex-gauchistes soixante-huitards, qui appellent aujourd'hui les prolétaires à se lier entre eux en passant par les structures officielles des syndicats, sous prétexte de «respect des statuts» et de «démocratie syndicale». Cela revient à s'organiser sous l'œil des bonzes syndicaux, et donc du gouvernement et de la police!

Bien sûr, Clemenceau et ses agents ne purent jouer que sur des faiblesses et des oppositions qui existaient, et l'épisode démontra les limites du «miracle» de la fusion syndicale. Le gouvernement sut doser assez adroitement, sur ces bases, la répression et l'action dissolvante des dissensions et querelles pour désorienter durablement un mouvement ascensionnel.

Le congrès tenu en octobre 1908 en l'absence des principaux dirigeants porta la marque d'un certain désarroi. Clemenceau essaya de lui imprimer



le tournant souhaité. Dans ses discours d'octobre 1908, il reprenait l'éloge du syndicalisme puissant et calme: «Ce n'est pas un mystère que la Confédération Générale du Travail a été détournée de la défense des intérêts professionnels par les révolutionnaires de l'anarchie.» Il préconisait le retour au scrutin proportionnel, qui donnerait la majorité aux fédérations rangées du Livre et de la Mine, confirmant par là le but de la manœuvre. C'était un peu brutal. Mais en 1908, on a l'impression que chacun reprend sa pente initiale. Pouget consacre le meilleur de ses efforts au journal politique dont il continuait à rêver, *La Révolution*, qui sera éphémère. Griffuelhes mène à la victoire la grève des délaineurs de Mazamet. Il a fait dans *Le Mouvement socialiste* de juin-juillet 1909 une remarquable analyse des facteurs économiques et politiques dans cette grève, qui donne une idée de son sérieux et de ses talents de pédagogue et d'organisateur (14).

Mais il abandonna les tâches de direction et d'orientation de la confédération. La croissance numérique de la CGT va continuer, mais on n'a plus l'impression à la fois de renforcement et d'une certaine décantation des problèmes tactiques et politiques qui caractérisaient la période précédente. Au contraire, il semble que le mouvement est passé par son sommet, a déjà donné le meilleur de lui-même.

La période qui suit sera marquée par l'hésitation stratégique, notamment dans la grève des postiers de 1909. Toujours intransigente vis-à-vis des mesures réformistes (comme le projet de retraite, si bien calculé qu'elle le baptisera «**retraite pour les morts**»), la CGT fera preuve d'une inaptitude grandissante à proposer à la lutte des objectifs positifs, répondant aux besoins matériels des ouvriers. Surtout, cette combativité déclinante s'accompagne alors de la progression de facteurs délétères comme la complaisance envers le nationalisme (malgré le maintien officiel de la ligne antipatriotique) et l'influence, qui s'accroît, de douteuses combinaisons parlementaires.

Le point d'arrivée fut l'effondrement d'août 1914, qui entraîna même des pionniers comme Griffuelhes et Pouget à participer à l'effort de guerre. Il est navrant de voir *Le père Peinard* embourbé dans la rédaction de feuilletons patriotards. En revanche, ce sont des syndicalistes révolutionnaires comme Monatte, Rosmer et d'autres militants qui sauvèrent l'honneur de la classe dans la débâcle tricolore, et c'est le syndicat qui eut un dernier sursaut, fin juillet, avec le projet de manifestation contre la mobilisation, projet sapé à la fois par l'assassinat de Jaurès et l'attitude des dirigeants allemands.

### **Origine du syndicalisme révolutionnaire**

On a souvent expliqué le poids de l'anarcho-syndicalisme dans le mouvement ouvrier français par l'arriération du capitalisme français et l'importance de couches prolétariennes proches encore du petit producteur artisanal.

La réalité est bien plus complexe. L'archaïsme du capitalisme français et son faible développement industriel, la persistance de secteurs semi-artisansaux, l'émiettement de la classe ouvrière expliquent l'extrême difficulté d'organisation du mouvement syndical par rapport aux pays voisins. Il y a, par exemple, 1 million de syndiqués en France en 1914 pour 4 millions en Allemagne. Mais on ne peut pas ignorer que l'essor de la CGT est parallèle, justement, à un progrès notable dans la concentration du capitalisme français à cette époque. L'industrie du début du siècle utilise deux fois plus de machines à vapeur qu'en 1880. En 1911, on compte dans l'industrie 900 000 employeurs pour 3 millions et demi de salariés, contre 1 660 000 employeurs pour 3 millions en 1866...

On ne peut donc expliquer mécaniquement le phénomène politique du syndicalisme révolutionnaire par les seules conditions économiques: il faut y intégrer des facteurs politiques. En d'autres termes, si le syndicalisme révolutionnaire se porte mieux à Paris qu'à Roubaix, ce n'est pas seulement ni même essentiellement parce que Paris est le paradis de la petite industrie: c'est aussi parce que l'histoire a donné aux ouvriers parisiens du début du siècle une tradition de combativité plus grande qu'à ceux du Nord. On ne peut réduire en effet le syndicalisme révolutionnaire à une idéologie proudhonienne et anarchisante. Il est aussi une manifestation de combativité prolétarienne. À l'époque de Lénine, c'était le diagnostic partagé par tous les marxistes révolutionnaires, que le syndicalisme révolutionnaire était une «forme de protestation», donc saine au départ, contre les aspects négatifs du socialisme français: ou pour le dire dans une formule lapidaire, «la rançon du réformisme».

Il est donc impossible de saisir la signification du syndicalisme révolutionnaire sans donner son poids exact à cet aspect de réponse à la politique de collaboration du Parti socialiste. À sa participation à la presse bourgeoise, à ses votes de confiance aux budgets et aux ministères bourgeois, à son respect superstitieux des idoles de la démocratie bourgeoise, la République, le Parlement, le suffrage universel, la responsabilité ministérielle, à son patriotisme tombant fréquemment dans le chauvinisme le plus grossier.

Maintenant, la forme de cette protestation contre le réformisme s'explique par les traditions politiques du mouvement ouvrier français, traditions qui sont à mettre en relation avec les conditions particulières du capitalisme français et l'histoire des luttes de classe en France.

Il est indéniable que l'archaïsme de l'impérialisme français, dû à son caractère plus usurier qu'industriel et, d'autre part, la méfiance instinctive du prolétariat pour les résultats de la révolution bourgeoise expliquent la persistance des idées proudhoniennes à fond individualiste et apolitique.

La combativité ouvrière a été contrée au tournant du siècle par de puissants facteurs économiques et sociaux, les fameuses «miettes tombées de la table des festins impérialistes» dont parle Lénine: elles ont permis la

corruption d'une véritable aristocratie ouvrière, elles ont donné le moyen d'amortir les luttes de vastes secteurs de la classe par des «réformes» qui, directement liées à la prospérité bourgeoise et au pillage du monde, ont créé un lien objectif entre bourgeoisie et prolétariat.

Pour faire en sorte que ce lien se brise au moment où la bourgeoisie reprend ces avantages avec la guerre impérialiste et plonge la classe ouvrière dans une misère inouïe, il aurait fallu combattre à fond la vieille tradition qui liait le prolétariat à la bourgeoisie, le «grand souvenir» des luttes menées pour la patrie.

Au lieu de s'opposer au réformisme ouvrier et à la collaboration de classe sur le terrain de la préparation de la conquête révolutionnaire du pouvoir par l'insurrection, le syndicalisme révolutionnaire reproduit l'erreur anarchiste de la négation de l'État en tant que tel, et de la construction de la société future «en douce», sans se soucier de l'État en place. Or cette démarche n'exclut pas, mais autorise et implique le gradualisme, c'est-à-dire l'illusion de la transformation graduelle de la société sans l'affrontement général des classes et l'insurrection. Enlevez la combativité, sous l'effet des conditions sociales amollissantes: il reste à l'anarchisme le réformisme... sans l'État.

Au lieu de s'opposer au chauvinisme par une lutte organisée qui brise effectivement toute solidarité de classe avec la bourgeoisie, cette solidarité que la bourgeoisie tisse patiemment grâce à la corruption impérialiste, l'anarchisme et le proudhonisme nient les nationalités. Et surtout les «autres nationalités», celles qui n'ont pas encore fait une «grande révolution» ou une Commune! C'est ainsi que l'antipatriotisme et l'antimilitarisme de Hervé s'est transformé du jour au lendemain en jusqu'aboutisme patriotard.

Les syndicalistes révolutionnaires ont bien senti l'incapacité du socialisme officiel à rompre avec la bourgeoisie et le patriotisme, mais ils l'ont interprétée à l'envers. La bourgeoisie a fait sa révolution, imposé son programme national démocratique grâce à l'État dirigé par un parti. Au lieu de comprendre que l'opportunisme socialiste était lié à la persistance des traditions et des illusions du programme national démocratique, les syndicalistes révolutionnaires ont cherché sa cause dans la revendication de l'État dictatorial du prolétariat et de sa direction par le parti. Ils ont cru trouver dans un organisme différent, le syndicat, une garantie contre l'opportunisme et la véritable et unique forme révolutionnaire.

C'était ne pas voir que cette forme est plus encore que le parti sujette aux flux et aux reflux, soumise aux reflets de la situation objective sur les masses ouvrières et même sur l'avant-garde combative. Pire, pour diriger ce syndicat et l'action directe des masses, il fallait une «minorité d'initiative», qui n'était autre qu'un succédané de parti, mais sans l'homogénéité de ce dernier conquise par l'action menée sur la base d'une théorie révolutionnaire nettement définie et établie.

Bref, comme conclut Trotsky, le syndicalisme révolutionnaire *«s’efforçait de donner une expression aux besoins de l’époque révolutionnaire qui approchait. Mais des erreurs théoriques fondamentales – celles mêmes de l’anarchisme – rendaient impossible la création d’un solide noyau révolutionnaire, bien soudé idéologiquement et capable de résister effectivement aux tendances patriotiques et réformistes»* (15).

La grande leçon, toujours actuelle, de l’histoire du syndicalisme révolutionnaire est que pour combattre le réformisme, il faut davantage que des réactions instinctives du prolétariat et de la combativité, lesquelles n’ont pas manqué à cette époque. Il faut une action et une éducation constante guidées par une théorie sûre et éprouvée. La grande faiblesse du syndicalisme révolutionnaire comme du socialisme français a été une attitude trop dédaigneuse à l’égard de la théorie, attitude héritée des «grands souverains» des luttes révolutionnaires bourgeoises passées, où la tâche du prolétariat n’était pas tant d’élaborer une théorie que de mener la révolution à fond, y compris contre la bourgeoisie.

### **Quelle leçon les communistes**

#### **doivent-ils tirer de l’expérience anarcho-syndicaliste?**

Le syndicalisme révolutionnaire a érigé en norme l’idée de «neutralité du syndicat».

Dans son article de 1908 sur la neutralité des syndicats (16), Lénine écrit: «Certes, à la naissance du mouvement ouvrier politique et syndical en Europe, il était possible de prôner la neutralité des syndicats comme un moyen d’élargir la base primitive de la lutte prolétarienne à l’époque où elle était relativement peu développée et où la bourgeoisie n’exerçait pas une influence systématique sur les syndicats. Mais maintenant, il est tout à fait mal venu, du point de vue de la social-démocratie internationale, de défendre une telle position.» Certes, il y avait une limite et un frein à cette possibilité dans la façon dont les syndicalistes révolutionnaires se cramponnaient à l’illusoire garantie de l’indépendance syndicale – par la neutralité et l’absence de liens avec le parti – ainsi que dans la méconnaissance des tâches spécifiques du parti, de la nécessité de sa dictature, des insuffisances inhérentes à l’organisation syndicale elle-même. Mais, encore une fois, les erreurs politiques vont par deux et se nourrissent l’une l’autre, en symétrie. Si la CGT s’est cramponnée ainsi à des recettes périmées, c’est aussi parce que le Parti socialiste avec lequel elle était en contact ne lui donnait pas l’image du parti politique déterminé et capable de mener sur tous les plans une politique révolutionnaire, qu’il lui offrait au contraire un mélange de sectarisme et de manœuvrisme propre à conforter toutes ses méfiances.

Mais il est faux de croire que le bon parti révolutionnaire est un vaccin radical contre les tendances anarcho-syndicalistes. Le parti bolchévique a dû affronter, sur un terreau social différent, des tendances analogues, chez les socialistes révolutionnaires et dans l’Opposition ouvrière.

Cela tient naturellement aux conditions historiques, politiques, au passé de la classe qui a forgé la «psychologie» de générations entières. Comment doit-on apprécier alors, de ce point de vue, la situation actuelle?

Nous avons d'abord eu une contre-révolution terrible par sa profondeur et sa durée, à côté de laquelle la catastrophe du 4 août 1914 fait figure de simple répétition générale. C'est dire que si les tendances opportunistes du socialisme de 1890-1910 ont pu provoquer des réactions anti-parti, et si l'on connaît l'ampleur qu'a prise le phénomène dans l'Allemagne de 1919-23 en réaction d'abord à la trahison de la social-démocratie, puis aux oscillations du Parti communiste allemand, on imagine la base puissante que cinquante ans de stalinisme ont pu préparer à des réactions anti-organisation et anti-parti.

Aujourd'hui la classe ouvrière doit reconstituer ses organisations de lutte dans une ambiance où se multiplient les groupes et les partis. Leur diversité apparente est bien plus grande encore que ne l'était la gamme des partis socialistes qui existaient en France à l'origine du mouvement syndical, et qui donnèrent une justification à la neutralité du syndicat, pour réduire les effets de la concurrence entre partis politiques.

En même temps, la formidable pression de la société bourgeoise sur le mouvement prolétarien rend plus mince encore la possibilité d'existence d'un mouvement et d'une organisation immédiate capable de se maintenir à l'abri d'une lutte politique directe avec l'État capitaliste. Ceci pousse de nombreux groupes politiques, dans l'état tout à fait embryonnaire du mouvement de classe actuel, à théoriser l'identité entre organisation immédiate et organisation politique, et peut provoquer un effet de «fermeture» des organisations immédiates à la lutte politique.

À l'inverse, les communistes agitent constamment l'idée que la seule lutte de défense revendicative ne saurait suffire à délivrer la classe ouvrière de son esclavage. Cette lutte serait à la longue inefficace et même stérile, si elle ne servait de terrain pour éduquer le prolétariat à la nécessité de la transformation communiste de la société et de terrain d'entraînement des forces de classe pour la conquête révolutionnaire du pouvoir, qui seule pourra consolider et garantir les victoires obtenues sur le terrain revendicatif, bref si cette lutte n'était pas conçue comme «une école de guerre du communisme» (Engels).

Ils combattent par conséquent toute idée de neutralité politique des organisations immédiates comme une concession dangereuse à la bourgeoisie. L'expérience enseigne que c'est sous ce drapeau que se sont souvent présentées les forces qui ont livré ces organisations à la politique de conservation bourgeoise et à l'État capitaliste.

Bien qu'ils soient par ailleurs convaincus que la victoire révolutionnaire est impossible sans que le parti ait conquis une influence déterminante dans les organisations nées de la lutte revendicative, les communistes ne font cependant pas de la direction des organisations immédiates un pré-

alable à la révolution; ils s'efforcent de démontrer dans le vif de la lutte que le besoin de l'orientation communiste et de la liaison la plus étroite avec le parti révolutionnaire ne découle pas d'un **à priori** programmatique, mais de la nécessité de donner aux organisations immédiates de la classe leur pleine efficacité dans la lutte qu'elles sont en train de mener contre la classe capitaliste (17).

Dans ces conditions extrêmement délicates, il ne suffit pas au parti révolutionnaire d'avoir une conception théoriquement juste de la place de l'organisation immédiate dans la lutte prolétarienne pour conquérir une influence déterminante dans la lutte et les organisations immédiates. Il faut encore qu'en s'appuyant sur l'expérience passée, et en apprenant du présent, il se montre, dans la tâche qu'il revendique: «concourir à l'organisation de la classe», l'organisateur le plus zélé et le plus efficace; qu'il se montre capable du dosage le plus juste de fermeté politique et de patience révolutionnaire. C'est cette attitude pratique qui permettra de surmonter les tendances anti-organisation et anti-parti, d'éviter que ne se reproduise l'opposition entre le parti et le mouvement immédiat dirigé par un courant anti-parti. Qui permettra enfin que le parti communiste réalise effectivement l'union réussie entre la théorie révolutionnaire et la lutte prolétarienne.

## Notes

1. Un historien patronné par le PCF comme René Garmy s'arrange pour toujours mettre les cégétistes en tort: s'il y a mouvement spontané, c'est qu'ils ont manqué de sérieux dans la préparation; s'ils préparent une grève, c'est une agitation artificielle!

2. Briand, anarchiste, ami de Pelloutier, propagandiste de la grève générale, devint ministre, briseur de grèves et président du Conseil. L'entrée du socialiste Millerand dans le cabinet Waldeck-Rousseau, aux côtés de Gallifet, le massacreur de la Commune, en 1899, provoqua une crise profonde et durable dans le mouvement socialiste international: Viviani, autre socialiste ministériel, était président du Conseil en juillet 1914, au moment de la déclaration de guerre.

3. L'affaire de Draveil a été étudiée en détail dans le *Clemenceau briseur de grèves* de Jacques Julliard, malheureusement non réédité (Archives Julliard 1965). Julliard, devenu idéologue de la CFDT, célèbre aujourd'hui les vertus du dialogue social: il est pourtant parfaitement informé, comme le prouve son livre, de l'usage que la bourgeoisie en fait.

4. Voir *Programme Communiste* n° 24.

5. Robert Brécy, *La grève générale en France*, Paris, EDI, 1969.

6. Sources principales: Robert Brécy, Colette Chambelland, Edouard Dolléans, René Garmy, Jean Maitron, Mlle Kritsky... Ces chiffres ne sont pas toujours concordants et sont à manier avec prudence. [

7. Constans fut ministre de l'Intérieur de 1889 à 1892, c'est-à-dire au moment même de l'essor gréviste. Quant à Badingue, ou Badinguet, il s'agit de Napoléon III.

8. «La crise socialiste en France», publié en français par D. Guérin, dans Rosa Luxemburg, *Le socialisme en France 1898-1912*, Belfond, 1971.

9. Hervé présenta une résolution sur l'antimilitarisme au Congrès de Stuttgart. Voici ce qu'en dit Lénine: «Le fameux Hervé, qui mena grand tapage en France et en Europe, a soutenu sur cette question des conceptions semi-anarchistes, proposant naïvement de répondre à toute guerre par la grève et l'insurrection. D'une part, il ne comprenait pas que la guerre est le produit nécessaire du capitalisme et que le prolétariat ne peut renoncer à prendre part à la guerre révolutionnaire, de telles guerres s'étant produites et étant susceptibles de se produire dans les sociétés capitalistes. D'autre part, il ne comprenait pas que la possibilité de "répondre" à la guerre dépend du caractère de la crise que la guerre provoque. Le choix des moyens de lutte est fonction de ces conditions, et cette lutte (c'est là un troisième point qui montre les malentendus et les inconsistances de l'hervéisme) ne doit pas aboutir uniquement au remplacement de la guerre par la paix, mais à celui du capitalisme par le socialisme. La question n'est pas de se contenter de faire obstacle au déclenchement de la guerre, mais de mettre à profit la crise engendrée par la guerre pour précipiter le renversement de la bourgeoisie. Cependant, toutes les inepties

semi-anarchistes de l'hervéisme recélaient une idée correcte du point de vue pratique: la nécessité d'impulser le socialisme en ce sens qu'il ne faut pas se borner aux seuls moyens parlementaires de lutte, qu'il faut faire cheminer dans l'esprit des masses la conscience de la nécessité des moyens d'action révolutionnaires en rapport avec les crises que la guerre ne manque pas de porter en soi, et, en fin de compte, donner aux larges masses une conscience plus vigoureuse de la solidarité internationale des ouvriers et de la duperie du patriotisme bourgeois» (*Œuvres complètes*, tome 13, p. 79-80).

10. *Gloire au 17<sup>e</sup>* est tout à fait typique de l'état d'esprit du mouvement ouvrier français de l'époque, où le sentiment classiste n'est pas séparé d'un républicanisme dépassé, qui contribuera à la catastrophe du 4 août 1914.

11. Pour donner une idée des proportions, au congrès de Bourges en 1904, on évaluait les votes révolutionnaires à 825, les réformistes à 379.

12. Voir le très intéressant bilan de l'action pour les 8 heures dressé par Griffuelhes au congrès d'Amiens.

13. *L'Action directe*, 23 avril 1908.

14. Griffuelhes montre notamment la nécessité de «laisser hors du circuit toute question d'ordre politique ou religieux», en particulier de ne pas heurter de front les préjugés religieux des travailleurs. Ainsi fera-t-on servir du poisson le vendredi dans les soupes communistes, et c'est une ouvrière catholique qui remarquera d'elle-même: «Tout de même. En temps de grève, on mangerait bien de la viande»! Comme le remarque Griffuelhes, «une insinuation mal comprise eût pu arrêter ou gêner le travail s'opérant dans les cerveaux sous l'influence de la vie et de l'action».

15. Trotsky, «Pour le deuxième congrès mondial», in *Le Mouvement communiste en France*, Ed. de Minuit, 1971, p. 81-82.

16. *Œuvres*, tome 13, p. 489.

17. «De la crise de la société bourgeoise à la Révolution communiste», Manifeste du Parti Communiste International, 1981, p. 60.

Source: *Programme Communiste*, n° 88, mai 1982.



# *Encyclopédie Anarchiste*

Les informations biographiques figurant à la fin des articles sont pour la plupart tirées des sites Ephéméride anarchiste (<http://www.ephemanar.net/>) et Sans patrie ni frontières <http://militants-anarchistes.info/>

Quant aux textes ils sont bien sûr tirés du site [www.encyclopedie-anarchiste.org/](http://www.encyclopedie-anarchiste.org/)

**Ce petit texte qui plaide pour la cogestion des caisses d'assurances sociales et pour des cotisations ouvrières légèrement supérieures aux cotisations patronales (!) montre à quel point les anarchosindicalistes n'avaient su tirer aucune leçon de la capitulation de l'appareil et de la plupart des militants de la CGT en 1914 devant le chauvinisme et l'Union sacrée. Réduisant cette capitulation aux défaillances ou trahisons individuelles de quelques dirigeants (cf. l'article de Pierre Besnard sur la CGT reproduit intégralement sur le site <http://www.encyclopedie-anarchiste.org/>, mais seulement partiellement dans ce volume), ils se fiaient beaucoup trop à la valeur exemplaire des idées radicales qu'ils défendaient. Une telle cécité politique, admissible encore dans les années 20, est incompréhensible aujourd'hui. Au XXI<sup>e</sup> siècle, croire (car il s'agit bien d'un acte de foi qui méprise ou ignore l'expérience historique du mouvement ouvrier pour ne se fier qu'aux propriétés miraculeuses de l'Idée anarchiste) en les vertus éducatives de la gestion d'une coopérative, d'une mutuelle, d'une entreprise capitaliste, fut-elle autogérée, relève du réformisme pur et simple.**

*Ni patrie ni frontières*

## ASSURANCES SOCIALES

L'assurance sociale, réclamée par les deux CGT, dans des formes à peu près analogues, a pris une importance considérable dans les préoccupations ouvrières de ces dernières années. Il ne faut d'ailleurs pas se dissimuler que l'assurance sociale s'imposera sous tous les régimes. Il y aura toujours des enfants qu'il faudra élever, des vieillards dont il faudra prendre soin, des invalides, des blessés à aider, des mères qui auront besoin de traitements ou de soins spéciaux.

L'assurance pourra, selon les épreuves, prendre tel ou tel nom, revêtir tel ou tel caractère. Elle n'en restera pas moins, toujours, un devoir social qui participera de la solidarité entre tous les membres d'une même collectivité.

Est-ce à dire que les projets divers qui furent ou restent soumis au Parlement nous donnent satisfaction ? Pas du tout, mais nous ne pouvons pas, à mon avis, refuser d'examiner ce problème qui se pose chaque jour dans notre civilisation dévorante, avec une acuité sans cesse plus grande.

Nous n'avons pas le droit de déclarer que cette question nous est étrangère. La vie des enfants, des malades, des invalides doit nous être suffisamment chère pour nous obliger à étudier le meilleur moyen de l'assurer dignement. Cela ne veut nullement dire que ce soit facile en ce moment, pas plus qu'il serait bien de faire n'importe quel projet à ce sujet.

La question est d'ailleurs extrêmement complexe et difficile à résoudre réellement en régime capitaliste. Il convient toutefois de tirer de ce régime

le maximum de bien-être pour le travailleur, pour sa famille. Tout ce qui est arraché au capitalisme est, en fait, une conquête dont on ne doit pas faire fi. Tout le monde accepte, ou presque, de s'assurer sur la vie, contre l'incendie, contre les accidents, etc., parce que, réellement, c'est à la fois une nécessité et une sécurité. Personne ne peut, logiquement, s'élever contre l'assurance sociale. Bien entendu, il ne s'agit pas de confondre l'assurance sociale avec les misérables retraites ouvrières instituées par la loi de 1910.

De celles-ci, nous n'en voulons pas. Nous restons dressés contre elles aussi irréductiblement qu'au moment où Millerand et Briand voulaient nous les imposer. Ce ne sont pas, en effet, des os que nous réclamons, c'est notre place au banquet de la vie. L'enfant, le vieillard, l'invalidé, le malade, le chômeur doivent avoir la certitude que le pain, le gîte, le secours, toutes choses qui leur sont dues en raison de leur rôle social, de leur état, ne leur manqueront pas.

Le syndicalisme ne peut écarter l'assurance sociale de ses préoccupations. Le communisme, l'anarchisme ne peuvent davantage ignorer cette question. La pratique quotidienne de la solidarité par leurs adeptes leur fait un devoir de considérer ce problème et pour le présent et pour l'avenir.

Il n'y a donc aucune espèce de doute à conserver, aucune objection à formuler quant au principe de l'assurance sociale.

En ce moment, la logique voudrait que les assurances sociales soient un service national dont la caisse serait alimentée par ceux qui tirent profit de l'activité de la machine humaine. Les ressources nécessaires aux assurances sociales devraient donc, avant toute chose, être prélevées sur les bénéfices des exploitations patronales.

N'est-il pas normal, en effet, que le patron, qui ne paye à l'ouvrier qu'une partie du fruit de son travail, sous forme de salaire (1/3 environ), qui, en outre, bénéficie entièrement du prix de cet effort, assure l'ouvrier contre la maladie, la vieillesse, l'invalidité, etc. ? C'est l'évidence même.

Mais est-il possible d'obtenir cela ? Malheureusement, il apparaît qu'on ne l'obtiendra pas. Quelque logique que soit l'institution des assurances sociales sur de telles bases, il faut convenir que nous n'avons, présentement, aucune chance de la voir se réaliser. Aussi, semble-t-il qu'on doive tenter, néanmoins, sans s'en déclarer satisfait, d'obtenir à ce sujet le maximum.

La première chose la plus importante à mes yeux, est, tout d'abord, de faire instituer les assurances sociales, de les faire entrer dans les mœurs, pour les développer le plus rapidement possible. C'est ce à quoi travaillent toutes les organisations ouvrières. Le principe de l'application constitue, pour elles, le premier pas à franchir. Que seront-elles ? Nul ne le sait exactement. Elles existeront, c'est l'essentiel.

Cela ne doit d'ailleurs nullement nous empêcher de tenter de rendre la première application la plus favorable qu'il sera possible. En ce moment, et le contraire nous surprendrait, le Parlement ne vise qu'à assurer dans des conditions limitées le fonctionnement de l'institution envisagée.

En outre, la gestion de la caisse de ces assurances donne des craintes certaines. En confiant cette gestion à un Conseil tripartite, composé de patrons, d'ouvriers et de représentants de l'État – où les ouvriers sont assurés d'être toujours en minorité – le gouvernement nous montre son désir de rester, en fait, maître du fonctionnement de l'appareil et de ses ressources.

Nous pouvons craindre que les énormes capitaux qui seront, suivant ce projet, constitués par les versements patronaux et ouvriers, ne servent à satisfaire des besoins autres que ceux auxquels ils sont destinés, ne deviennent entre les mains de l'État et du patronat une machine de guerre, un instrument de lutte contre la classe ouvrière ou serve à alimenter, sans qu'on le sache, quelque aventure coloniale. Nous formulons donc les réserves les plus expresses sur une telle conception du fonctionnement et de la gestion de la caisse des assurances sociales. Si nous ne pouvons espérer que cette caisse soit financée par les prélèvements opérés sur les bénéficiaires patronaux seuls, si nous sommes obligés, actuellement, d'accepter, malgré nous, la nécessité de la contribution ouvrière, nous demandons, par contre, l'autonomie absolue de cette caisse des assurances sociales. Il n'est nullement besoin que l'État mette son nez dans une affaire où il n'apporte rien.

Puisque seuls les ouvriers et les patrons vont verser dans cette caisse, il leur appartient de l'administrer. Et là je vais soutenir un raisonnement qui va, sans doute, à première vue, scandaliser mes camarades. Je demande que le versement de l'ouvrier soit très légèrement supérieur à celui du patron, de 1%, par exemple.

Pourquoi ? Mais, c'est injuste ! va-t-on me dire. Evidemment, c'est injuste, comme il est injuste que l'ouvrier verse, alors que c'est le patron qui profite de son effort et qu'il ne paye pas cet effort à sa valeur. Qu'on me suive un moment et on comprendra pourquoi je suis partisan d'un versement supérieur de l'ouvrier !

J'ai dit plus haut que je craignais, avec raison j'estime, que les fonds de la caisse des assurances sociales ne servent à d'autres fins qu'à celles auxquelles elles sont destinées. Le danger ne disparaîtra pas du fait que l'État sera éliminé, que seuls les patrons et les ouvriers resteront en présence, même en nombre égal.

Il suffirait, en effet, aux patrons de «convaincre» un représentant ouvrier à leur point de vue pour avoir partie gagnée. C'est ce que je veux éviter en instituant le versement ouvrier supérieur au versement patronal. De cette façon, il sera possible d'avoir un nombre de délégués ouvriers relative-

ment supérieur à celui des délégués patronaux. En fait, ce sont les ouvriers, qui administreront la caisse.

Au lieu d'utiliser les ressources de cette caisse pour les besoins de l'État, pour faire la guerre peut-être, à la seule condition de payer les assurances prévues, on ne permettra pas aux patrons et à l'État – ce qui est tout un – de disposer des énormes capitaux de la caisse des assurances.

Il sera alors possible d'augmenter, j'en suis certain, le taux de l'assurance. S'il y a de l'excédent, si on veut réaliser une partie du capital, il sera loisible de le faire en construisant des maisons ouvrières, des asiles confortables pour les vieillards, des cliniques et des stations climatiques pour les malades, des colonies de vacances pour les enfants, des lieux de repos pour les travailleurs fatigués. Ce serait le seul moyen de tirer des assurances sociales le maximum, en ce moment.

J'espère qu'on comprendra la nécessité du contrôle d'une telle œuvre dont la portée dépasse le cadre qui lui est actuellement assigné et qu'on se rendra compte des raisons qui obligent le mouvement ouvrier à ne pas se désintéresser de cette question.

**Pierre Besnard**

## ASSURANCES SOCIALES (*extraits*)

(...) En résumé, la conception rationnelle de l'organisation de l'assurance sociale serait, dans ses grandes lignes, la suivante, compte tenu des nécessités auxquelles nous sommes soumis dans une organisation générale, imparfaite de la société :

– Prélèvement, par l'employeur, sur le salaire de ses ouvriers et employés, des sommes correspondantes au montant des contributions dues par eux.

– Transmission, par l'employeur, du montant de ces sommes et de ses propres contributions à un organisme départemental ou régional.

Cet organisme, chargé de la répartition entre les diverses branches et caisses d'assurances et de la gestion des fonds, serait l'émanation directe d'institutions locales. Il serait administré par les délégués élus de ces institutions. Ces dernières auraient pour tâche d'assurer le fonctionnement de l'assurance-maladie (rapports avec les médecins, les établissements hospitaliers, contrôle, etc.) et de distribuer aux ayants-droit les diverses prestations. L'union départementale ou régionale, outre le recouvrement, la gestion et la répartition des fonds, serait chargée d'assurer le fonctionnement de l'assurance-invalidité et de l'assurance-vieillesse. Chacun de ces organismes aurait enfin la personnalité juridique et serait par conséquent totalement responsable de ses opérations.

L'assurance sociale, en France, est en voie de réalisation.

Observons qu'un projet de loi, établi par le gouvernement en 1920, est encore, en 1926, pendant devant le Sénat !

La CGT s'en est activement occupée. Elle a mené une campagne ardente dans le pays. Elle fut d'ailleurs à peu près seule à le faire. Elle a défendu longuement et vigoureusement la conception dont les lignes générales sont ci-dessus résumées. Cette action ne fut pas inutile ni totalement inefficace. On lui a parfois reproché de sortir de son rôle, de dévier dans le sens du mutualisme. Erreur profonde !

Créer un vaste service social et en faire assurer la gestion par l'ensemble de la collectivité est une action inspirée d'un esprit heureusement bien différent de l'esprit mutualiste traditionnel. Les mineurs ne sont pas mutualistes parce qu'ils s'intéressent à leurs caisses de secours et à leurs services de retraites. Et nous ne pouvons croire que faire bénéficier les travailleurs français des conditions de quiétude et de sécurité dont bénéficient les travailleurs de la plupart des autres pays aura pour effet d'entraver leur développement moral et intellectuel. Bien au contraire.

**A. Rey.**

# ATELIER

L'atelier est un des lieux où s'exécute le travail. Il y a de très nombreuses formes d'ateliers, selon que le travail s'effectue en commun ou isolément. Les autres lieux de travail sont le chantier, le bureau, le magasin, le comptoir, la gare, le port, etc.

De nos jours, le mot atelier a pris une signification plus sociale qu'autrefois. C'est généralement dans l'atelier que la matière est transformée ou employée à l'infini dans tous les domaines de la production. L'atelier comme tout ce qui nous entoure a évolué, s'est modifié. Aujourd'hui, l'atelier évoque une ruche bourdonnante, assourdissante où s'exerce l'effort industriel des hommes.

Sans doute, il subsiste bien dans presque toutes les professions des ateliers où le producteur-artisan, aidé parfois des siens, exerce son métier, mais il n'empêche que l'atelier est bien, avec son caractère actuel, un centre industriel, ayant un fonctionnement compliqué, dont l'activité est liée étroitement, pour la fabrication, avec d'autres ateliers. L'ensemble des ateliers dans une même branche d'industrie forme l'usine, centre complet de fabrication dans une spécialité déterminée.

L'atelier est donc, en fait, le lieu où s'effectue un certain travail sérieux dans une industrie spécialisée. Chaque atelier joue un rôle particulier, possède un outillage différent de l'atelier voisin. La matière passe par toute une série de transformations qui sont l'œuvre d'ateliers différents avant d'être livrée, finie, en produit au consommateur.

L'interdépendance des ateliers, leurs spécialisations, ont eu pour résultat de créer, sur le lieu même du travail, un esprit de collaboration entre les ouvriers, en même temps que de donner naissance à toute une série de «sans-métier» qui, réunis, forment la profession. Il n'y a presque plus, aujourd'hui, d'ouvriers complets, ce sont des «spécialistes» qui prennent souvent le nom de «manœuvres spécialisés» qui, généralement, n'ont pas fait, au préalable, un «apprentissage» de leur métier. Les ouvriers complets sont, par rapport aux «manœuvres spécialisés», appelés «ouvriers qualifiés», comme aux Etats-Unis, en Angleterre, par exemple.

Ces ouvriers qualifiés dirigent le travail des manœuvres spécialisés. Ce sont les chefs de brigade, les chefs et sous-chefs d'équipe qui sont responsables vis-à-vis du contremaître et celui-ci vis-à-vis du chef d'atelier ou de fabrication. Il y a donc dans l'atelier toute une hiérarchie capitaliste du travail qui obéit à un maître occulte, anonyme, le Bureau, qui commande tout, dirige tout. Chaque atelier possède son bureau particulier, mais celui-ci dépend en toutes circonstances d'un Bureau central qui reçoit, lui, les ordres directs du patron ou du Conseil d'administration, cette autre force anonyme, que l'ouvrier ne voit jamais, qui commande de loin, en accord avec tous les autres conseils d'administration des firmes similaires, les-

quels régissent en fait toute l'industrie d'un même pays et, souvent, de tous les pays, par leurs trusts ou cartels.

Une telle transformation de la cellule de base de la production qu'est l'atelier a fait de ce dernier un centre d'activité tant au point de vue industriel qu'au point de vue social.

Dans ce dernier domaine, les ouvriers ont compris – très incomplètement encore – qu'ils devaient modifier profondément le caractère de leurs organismes de défense ou de pénétration de classe. C'est ainsi qu'est née l'idée des conseils d'ateliers, appelés à leur origine, en Allemagne, en 1891, «conseils d'entreprises».

On retrouvera à ce sujet une documentation précise en se référant à l'ouvrage écrit par M. Marcel Berthelot en février 1924 (Série D, n° 13, des Etudes et Documents du Bureau International du Travail.) Diverses expériences furent faites aussi en France, pendant la guerre; en Italie, en 1921; en Hongrie et aussi en Russie où ces organismes sont censés constituer la cellule de base de la vie industrielle.

Une étude précise et complète autant que possible sera d'ailleurs faite à ce sujet. Elle prendra place à son rang dans cette encyclopédie.

La transformation subie par l'atelier industriel moderne, son caractère, son rôle, son fonctionnement, exigent impérieusement que le monde ouvrier modifie profondément ses organes d'attaque et de défense. C'est, pour lui, une question de vie ou de mort. Tout retard est utilisé au maximum par l'adversaire qui, lui, ne perd pas un instant.

Aujourd'hui, il s'agit non seulement de saisir le fonctionnement de l'atelier, d'en pénétrer la gestion dans tous les rouages, mais encore d'opposer, au sein même de l'atelier, la force ouvrière à la force patronale. Les conseils d'ateliers, sous le contrôle syndical, doivent devenir les citadelles prolétariennes pour l'attaque ou la défense.

C'est par la pénétration constante, méthodique, tenace, de la force syndicale dans l'atelier, c'est par l'institution des conseils d'ateliers, des délégués d'ateliers qu'on fera naître et se développer, sur le lieu même du travail, la solidarité et la cohésion plus grandes des ouvriers.

C'est par le fonctionnement rationnel des conseils d'ateliers et l'action de leurs délégués que s'exercera réellement, sans compromission aucune avec le patronat, le contrôle syndical de la production, la revendication la plus complète de la classe ouvrière puisqu'elle va du droit de regard à la prise de possession de l'usine en passant par l'apprentissage de la gestion.

A titre documentaire, nous signalons qu'il y eu, en 1848, après la Révolution, des Ateliers nationaux qui furent constitués dans le but de fournir du travail aux chômeurs, dont le nombre était énorme pour l'époque. Mal dirigés, ils donnèrent de mauvais résultats. Ils furent supprimés après quelques jours d'existence par la loi Falloux. Il y a encore des ateliers d'un genre particulier qui sont des lieux d'abominables souffrances, où



l'on enferme de pauvres soldats pour des peccadilles, ce sont les Ateliers des travaux publics.

Avec les Compagnies de discipline, les Bataillons d'Afrique, les Ateliers des travaux publics, situés en Algérie et Tunisie, forment l'ensemble de cet appareil de répression militaire connu sous le nom général de Biri-bi. La suppression vient d'en être décidée, en Afrique, par le gouvernement. Puisse-t-on, bientôt, passer des paroles aux actes ! Et les supprimer en France.

### **Pierre Besnard**

**Pierre Besnard** (1886-1947). Cheminot, il est révoqué le 14 mai 1920 pour faits de grève, mais poursuit son activité syndicale. En 1921, il remplace Monatte comme secrétaire des comités syndicalistes révolutionnaires (CSR), au sein de la CGT. Après la scission avec cette dernière, il fonde en 1926 la CGT- SR, syndicat affilié à la nouvelle AIT créée en 1922. Pendant l'Occupation, il se réfugie dans le midi de la France, avant de reprendre ses activités syndicales dès 1945 (*NPNF, 2010*).

## BOURSE DU TRAVAIL (*extraits*)

La Bourse du Travail est un organisme ouvrier qui groupe dans son sein tous les syndicats d'une même localité et coordonne leur action sociale. Elle a pour but, dans le cadre actuel, d'unifier les revendications des travailleurs des diverses professions et de tenter de les faire aboutir; d'étudier et de propager l'action du syndicalisme dans les centres industriels et agricoles; de réunir les éléments statistiques de la production, des salaires, des besoins, d'opérer le placement gratuit des travailleurs des deux sexes; de leur permettre de se rendre d'une localité à une autre par le versement du secours de route (*viaticum*).

**Historique.** Pour étudier sérieusement l'histoire des Bourses du Travail, il est nécessaire de remonter assez loin en arrière, d'examiner le mouvement ouvrier français à la suite de la guerre de 1870-71.

Comme chacun sait, la Première Internationale fut, pour des raisons multiples, dont quelques-unes, pour ne pas dire toutes, se retrouveront en 1914, impuissante à arrêter le déclenchement de la guerre franco-allemande. La séparation du Conseil général de l'Internationale, la dispersion de ses membres eurent une profonde répercussion sur le mouvement ouvrier de tous les pays.

En France, le mouvement syndical se trouve, après la guerre, complètement démantelé. Il surgit cependant à nouveau dès 1872. A cette époque, se constitua le Cercle de l'Union ouvrière, qui avait pour but de relier solidairement les syndicats ouvriers et de faire contrepoids à l'Union nationale du Commerce et de l'Industrie, organisation patronale qui s'était, elle aussi, reformée aussitôt après la guerre. Barberet fut l'initiateur de ce Cercle de l'Union ouvrière.

Quoiqu'il se gardât bien de formuler des buts et moyens révolutionnaires, bien qu'il s'appliquât, au contraire, à mettre en évidence son action d'entente entre le patronat et le salariat, il n'en fut pas moins déclaré hors la loi et dissout en 1873. Malgré cette dissolution, il continua son action, en l'accentuant du fait de la persécution dont il était l'objet, et on rapporte qu'en 1875 il comptait 135 syndicats, dont un grand nombre étaient importants.

Après le Congrès de Bologne et le départ pour Philadelphie de la délégation ouvrière, il fut proposé de réunir à Paris, les travailleurs de Paris et de province afin de mettre debout un programme socialiste commun. Cette proposition souleva l'enthousiasme des travailleurs. Le Congrès se tint à Paris, le 2 octobre 1876, Salle des Ecoles, rue d'Arras. Y participèrent: Chausse, Chabert, Isidore Finance, V. Delahaye, Simon, Soëns, Barberet, Narcisse Paillot, Aimé Lamy, Jeltesse. La majeure partie était composée de coopérateurs et de mutualistes. On y remarquait cependant quelques collectivistes et anarchistes.

Le caractère du rapport d'ouverture suffira à montrer l'esprit qui animait les congressistes. Il disait «*Ce que nous voulons, c'est faire que l'ouvrier laborieux ne manque jamais d'ouvrage, c'est que le prix du travail soit véritablement rémunérateur, c'est que l'ouvrier ait le moyen de s'assurer contre le chômage, la maladie et la vieillesse... Nous avons voulu également, ajoutaient les rapporteurs, avec le Congrès, montrer à nos gouvernants, à nos classes dirigeantes qui se disputent et se battent pour s'emparer du gouvernement et s'y maintenir, qu'il y a dans le pays une fraction énorme de la population qui souffre, qui a besoin de réformes et dont on ne s'occupe pas assez.*

*Nous avons voulu que le Congrès fût exclusivement ouvrier et chacun a compris de suite nos raisons. Il ne faut pas l'oublier : tous les systèmes, toutes les utopies qu'on a reprochés aux travailleurs ne sont jamais venus d'eux; tous émanaient des bourgeois bien intentionnés sans doute, mais qui allaient chercher les remèdes à nos maux dans des idées et des élucubrations, au lieu de prendre conseil de nos besoins et de la réalité. Si nous n'avions pas décidé, comme mesure indispensable, qu'il fallait être ouvrier pour parler et voter dans le Congrès, nous aurions vu la répétition de ce qui s'est passé à une autre époque, c'est-à-dire des faiseurs de systèmes bourgeois qui seraient venus gêner nos débats et leur imposer un caractère que nous avons toujours repoussé. Il faut qu'on sache bien que l'intention des travailleurs n'est pas de vouloir améliorer leur sort en dépouillant les autres. Ils veulent que les économistes qui ne se préoccupent que des produits et pour lesquels l'homme n'est rien, considèrent également l'homme en même temps que le produit; ils attendent de la nouvelle science économique toutes les améliorations qui consistent dans la solution de la question sociale.»*

A côté de bonnes choses incontestables, que d'inexactitudes renferme ce document qui montre bien que le Cercle de l'Union ouvrière cherchait sa voie. Sa défiance envers la Première Internationale y éclate également et si on ne peut dire que les 360 délégués étaient unanimement de cet avis, on n'en reste pas moins confondu lorsqu'on apprend que des hommes comme Varlin, de Paëpe, Emile Aubry, Albert Richard, Dupont, furent placés par le Congrès sur le même pied d'égalité que des politiciens comme Louis Blanc, alors qu'ils avaient professé et répandu les doctrines de l'Internationale.

Celle-ci n'en marqua pas moins fortement le Congrès de son empreinte. Sur la première question, le Congrès préconisa l'application du principe : A travail égal, salaire égal. Il recommanda la formation de syndicats féminins et demanda la réduction légale du travail à 8 heures sans diminution de salaires.

Il se dressa, par contre, contre la coopération dont il déclara l'action utopique et dangereuse. Il s'éleva contre les sociétés de secours mutuels qui ne donnent aucun moyen d'amener l'extinction du salariat, proclama-

t-il. Il ajouta que ces sociétés sanctionnaient l'existence du salariat, et que ce qui devrait absorber ses pensées et ses actions, c'est d'ouvrir un débouché, en vue de notre émancipation économique. Il demanda enfin l'institution de caisses de retraites soustraites à la tutelle de l'État. J'avoue que toutes ces choses, malgré quelques graves erreurs d'appréciations, me trouvent moins sévère à l'égard de ce Congrès que ne se montra Fernand Pelloutier, dans son *Histoire des Bourses du Travail*.

Le Congrès eut encore à se prononcer sur un projet de loi déposé par Lockroy qui avait pour but de réglementer très sévèrement le fonctionnement des Chambres syndicales et de leur imposer des formalités draconiennes. Non seulement le Congrès n'accepta pas ce projet, mais il en demanda le retrait à l'Assemblée nationale. (...)

(En 1878, à Lyon) se tint un second Congrès ouvrier. Il eut une très grande importance. Déjà, la lutte était ouverte entre les socialistes révolutionnaires et les syndicalistes de cette époque. En relisant le discours prononcé par Ballivet, des mécaniciens de Lyon, on croirait presque que c'est hier que ces choses se passaient. (...) Ce discours, qui contient tant de griefs d'aujourd'hui contre l'électoratisme, le pouvoir politique, l'État, le rôle des partis, fit une telle impression sur le Congrès que les leaders syndicaux prirent peur et interdirent la répétition de telles paroles.

La résolution que Ballivet présenta, en accord avec Dupire, fut rejetée, mais la route était tracée vers l'autonomie et l'indépendance du mouvement syndical, la naissance de la Fédération des Bourses datent de ce jour-là où Ballivet assigna au syndicalisme sa vraie mission sociale.

L'année suivante, en 1879, le Congrès des syndicats se tint à Marseille. Ce congrès fut marqué par une forte offensive socialiste, du reste frappée de stupeur en relisant le programme qui fut révisé à cette occasion par Jules Guesde et Paul Lafargue. Il n'y est question que de l'égalité. En outre, les adeptes n'avaient nulle action à effectuer pour aboutir. Ils n'avaient qu'à attendre tout de leurs députés. Il n'en est d'ailleurs guère autrement aujourd'hui. Il fallait, disait Guesde, organiser, le prolétariat en parti politique distinct et conquérir la majorité du Parlement. Vieille rengaine de 1848 ! En attendant, quelques «lois sociales», le gouvernement réduisit à néant l'action du Parti socialiste auquel, d'ailleurs, les ouvriers n'adhèrent pas.

Pendant ce temps, les diverses fractions socialistes se divisaient jusqu'à l'émiettement et c'est condamnées à l'impuissance qu'elles tinrent le Congrès de Saint-Étienne, en 1882. Les syndicalistes socialistes, qui avaient divorcé avec les pouvoirs publics, en 1876, rompirent avec les syndicats légalistes et «barbaristes». C'est alors que se dessine la deuxième phase de l'évolution du syndicat socialiste. Un programme nettement ouvrier fut élaboré sur le principe de l'opposition des classes.

En 1886, les syndicats sentirent le besoin de se fédérer pour se développer et agir avec succès. Pourtant, en dépit d'affirmations déjà anciennes, la

Fédération des syndicats fut, à ses débuts, une machine de guerre entre les mains du Parti ouvrier français. Son programme, son action s'en ressentirent et bientôt il apparut que les dirigeants de la Fédération voulaient surtout faire entrer dans le «Parti» l'armée réellement ouvrière.

Les attributions de la fédération ne furent pas précisées. Les trois commissions qui la composaient (propagande, publication d'un bulletin mensuel, statistique) ne firent aucun travail utile. La Fédération des syndicats et groupes corporatifs français fut impuissante à créer des relations locales ou régionales entre ses syndicats. Elle resta sans moyens devant une tâche gigantesque. Les congrès n'introduisirent aucun progrès dans l'ordre de l'organisation sociale de combat; organisés dans la même ville, à la même date que les congrès du Parti, ils n'avaient pour but, menés par les mêmes leaders, que de donner du lustre à ceux du Parti. La fédération était donc vouée à un échec rapide, à une dissolution certaine.

Deux circonstances hâtèrent sa fin : la naissance de la Bourse du Travail de Paris, la constitution de la Fédération des Bourses du Travail de France; la résolution d'action directe et de grève générale du Congrès de Tours (4 septembre 1892). En effet, l'année même que se constitua la Fédération des syndicats, la Bourse du Travail de Paris naissait, le 5 novembre 1886, sur la proposition de Mesureur. Bientôt, d'autres Bourses surgirent à : Béziers, Montpellier, Sète, Lyon, Marseille, Saint-Étienne, Nîmes, Toulouse, Bordeaux, Toulon, Cholet.

Cette formation des Bourses du Travail eut immédiatement pour résultat de nouer entre les organisations ouvrières de solides et permanentes relations, de leur permettre de s'entendre, par une éducation mutuelle dont l'absence avait jusqu'alors été l'insurmontable obstacle à leur développement et à leur efficacité. Grâce à la Bourse, les syndicats pouvaient s'unir, d'abord par professions similaires pour la garde et la défense de leurs intérêts professionnels, comparer avec les ressources particulières de leur industrie, la durée de leur labeur, le taux de leur salaire (et si cette durée était excessive et ce taux dérisoire), rechercher la valeur de leur force productrice; ils pouvaient, en outre, se fédérer sans distinction de métiers pour dégager les données générales du problème économique, étudier le mécanisme des échanges, bref, chercher dans le système social actuel les éléments d'un système nouveau et, en même temps, éviter les efforts incohérents faits jusqu'à ce jour.

Outre le service fondamental du placement ouvrier, toutes ces Bourses possédaient bibliothèques, cours professionnels, conférences économiques, scientifiques, techniques. C'était, en moins de six ans, une véritable révolution qui s'était opérée. Une tâche énorme que ne soupçonnait même pas la Fédération des syndicats, avait été accomplie.

L'idée de fédérer les Bourses du Travail devait inévitablement germer, et le Congrès de Saint-Étienne, le 7 février 1892, décida la constitution de la Fédération des Bourses du Travail de France, sur la proposition de la

Bourse de Paris. (...) Les associations ouvrières groupées dans la Fédération des Bourses cherchèrent sans trêve un moyen d'action qui, pourvu d'un caractère nettement économique, mit surtout en œuvre l'énergie ouvrière. Ce moyen fut soumis au Congrès de la Fédération des syndicats en septembre 1892, à Marseille, par le citoyen Aristide Briand qui commenta le projet de résolution adopté à Tours quelques jours avant, sur la proposition de Fernand Pelloutier. (...) L'idée de la grève générale comme moyen révolutionnaire était lancée. Malgré le magnifique exposé de Briand, le Congrès de Marseille, loin d'adopter la résolution de Tours, la repoussa, marquant ainsi publiquement et définitivement son désaccord avec les syndicats. C'était, accentué, le divorce du Parti et des syndicats. Il osa déclarer que la grève générale était une utopie et s'en tint à son vieux programme de collaboration et d'action parlementaire.

Malgré cette excommunication ex-cathedra, la grève générale fit son chemin et en 1893, elle fut acclamée au Congrès tenu à Paris, après les incidents qui marquèrent la fermeture de la Bourse du Travail de Paris. (...)

Les Congrès de Nîmes (1895), Tours (1896), Toulouse (1897), Rennes (1898), Paris (1900), marquèrent le mouvement ascendant des Bourses du Travail et lorsque la fusion se fit en 1902 à Montpellier, il n'y avait plus, en fait qu'une seule organisation. Le Congrès de Paris comptait 57 Bourses et 1 065 syndicats. C'est assez dire l'importance de ce mouvement purement économique, après 14 années d'existence seulement.

**Origine des Bourses du Travail.** Politiquement, dit Pelloutier, les Bourses du Travail datent d'un siècle. C'est-à-dire du jour (2 mars 1790), où un rapport (devenu introuvable) de M. de Corcelles en agita le projet devant la Constituante, au moment même où Le Chapelier proscrivait les corporations mais mettait en fait les syndicats, qu'il sentait venir déjà, hors la loi. Ce projet fut enterré par le département des Travaux publics. (...) En 1901, le 30 juin, il y avait 74 bourses et près de 1 200 syndicats. C'était la forte ossature de la CGT à la veille du Congrès de Montpellier (1902).

**Comment se crée une Bourse du Travail.** De toute évidence pour constituer une Bourse du Travail, il faut, au préalable, constituer des syndicats. Lorsque plusieurs syndicats existent dans une même ville, leur première tâche doit être d'établir entre eux des relations suivies pour coordonner leur action face à celle des Chambres patronales. La Bourse du Travail, ou union locale des syndicats, est l'organisme qui permet d'établir cette liaison indispensable. (...) En ce moment, la Bourse du Travail a donc déjà deux tâches à remplir : lutte contre le patronat, préparation des organismes et des cadres de l'ordre social reposant sur le travailleur.

Dès qu'il y a plusieurs syndicats dans une même localité ou dans les environs, il convient de provoquer une réunion de ces syndicats, d'exposer à leurs représentants le rôle et l'utilité de la Bourse du Travail. Aussitôt

constitution de la Bourse, il faut, tout de suite, la doter d'un programme d'action immédiate : lutte pour l'augmentation des salaires, mesures à prendre contre le chômage, la vie chère, application des lois sociales, organiser un service de placement ouvrier. (...)

Pour conserver son indépendance, il est préférable, si elle le peut, que la Bourse n'accepte pas de subvention communale ou départementale et qu'elle organise ses services dans un local lui appartenant. Si elle ne peut agir ainsi, si elle est obligée, en raison de la modicité de ses ressources, d'accepter une subvention, si elle s'abrite dans un local municipal, elle doit, dès le début affirmer son caractère d'indépendance vis-à-vis des pouvoirs départementaux et locaux et déclarer très nettement qu'elle se tiendra, et exclusivement, sur son terrain particulier de classe.

**L'œuvre des Bourses du Travail.** Les services créés par la Bourse du Travail peuvent se diviser en quatre classes : 1° le service de la Mutualité qui comprend le placement, les secours de chômage, le *viaticum* ou secours de route, les secours contre les accidents; 2° le service de l'enseignement qui comprend la bibliothèque, l'office de renseignements, le musée social, les cours professionnels et ceux de l'enseignement général; 3° le service de la propagande, qui comprend les études statistiques et économiques préparatoires, la création des syndicats industriels, agricoles, maritimes, des sailors homes (maisons du marin), des sociétés coopératives, la demande de conseils de prud'hommes, etc.; 4° le service de «résistance» qui s'occupe du mode d'organisation des grèves, des caisses de grève et de l'agitation contre les projets de loi inquiétants pour l'action économique. Tous ces services divers exigent une somme d'aptitudes considérable et l'éducation rapidement poussée doit fournir aux Bourses les militants qui sont chargés de faire mouvoir les services. (...)

**Le rôle d'avenir des Bourses du Travail.** Organismes de propagande et d'action faisant œuvre de résistance et d'éducation dans la société actuelle, les Bourses du Travail, qui devront se multiplier rapidement en période révolutionnaire, sont appelées à former les bases de la société nouvelle. Elles seront, par destination, les organes de l'organisation du travail, de la répartition des matières premières et des produits fabriqués, de l'échange entre les localités voisines. C'est dans leur sein, par le canal des représentants directs et contrôlés des travailleurs de tous les métiers, de toutes les industries que s'élaboreront les conditions de la vie urbaine, que se traiteront toutes les questions relatives à l'habitation, aux œuvres sociales, à l'enseignement, à tous les degrés. C'est sous la direction générale de la Bourse du Travail que travailleront de façon harmonique les syndicats; de même que c'est sous le contrôle et l'impulsion de ceux-ci que se coordonnera l'organisation de la production par les conseils d'usine et les comités d'ateliers.

La Bourse du Travail sera donc la véritable base de l'organisation sociale dans la localité. Elle est appelée à remplacer la commune d'au-

jourd'hui, sans que, par avance, on fixe comme limites de son action celles de cette commune.

Fédérées entre elles, elles formeront l'organisation souple et vivace qui doit remplacer, dans le cadre de la région industrielle agricole, le vieil édifice départemental qui ne répond à aucune nécessité économique. L'association des Bourses du Travail par régions, celles des régions pour l'ensemble du pays, constitue tout l'appareil nécessaire au fonctionnement social. Dotées des prérogatives qui découlent de leur rôle, une telle organisation doit être en mesure de répondre à tous les besoins matériels et moraux des travailleurs. (...) Les essais techniques, les inventions, les applications infinies de la science limitées aux œuvres de la vie, non limitées dans les recherches et les expériences, permettront, sous l'égide des Bourses du Travail, d'accroître le rythme de l'évolution et d'ouvrir tous les horizons à une civilisation nouvelle qui sera pacifiquement propagée dans le cadre le plus large de la liberté individuelle, n'ayant pour limite que la liberté de tous et la nécessité de satisfaire les besoins de chacun et de tous associés dans une même œuvre de vie féconde et fraternelle.

**Pierre Besnard**



## CHOMAGE (*extraits*)

Le chômage est la période pendant laquelle une industrie est momentanément arrêtée. Le chômage peut être partiel ou total, local, national. Il se peut aussi qu'une usine, un atelier, une entreprise, une exploitation ne marchent qu'au «ralenti». Ce moyen est souvent employé pour ne pas créer des troubles. Dans ce cas les ouvriers ne font plus qu'un certain nombre d'heures par jour et parfois par roulement, ne travaillant que quelques jours par semaines. *Le chômage, c'est donc pour l'ouvrier, l'arrêt forcé du travail.* Le chômage tient à des causes multiples : *incapacité du capitalisme à organiser la production d'une façon rationnelle, limitation du capital-argent, mauvaise répartition des matières premières, spéculations sur celles-ci et sur les produits, afflux de main-d'œuvre sur un point donné par voie d'immigration organisée par le patronat, fabrication intense de produits spéciaux et nouveaux dont l'offre arrive à dépasser la demande, sous-production des objets utiles, journées trop longues.* Telles sont les causes générales et principales qui engendrent le chômage sous-toutes ses formes et à toutes les époques.

Il convient cependant, dans les temps actuels d'y ajouter celles qui résultent de l'instabilité du change des monnaies, des écarts considérables qui existent entre ces changes et rendent presque impossible l'approvisionnement, en matières et en produits, des pays à change bas dans les pays à change élevé. (...)

Il y a enfin le *protectionnisme* qui joue, lui aussi, son rôle qui est considérable. Le *protectionnisme* va, en effet, en général à l'encontre du but qu'il poursuit. Une industrie protégée est enfermée dans le cadre national. Si des tarifs prohibitifs ferment en effet les frontières douanières aux produits étrangers, les pays qui se trouvent lésés dans leurs exportations et leur développement industriel usent de réciprocité en établissant des tarifs qui empêchent dans une très large mesure les produits de la nation protectionniste, d'entrer chez eux.

Bien entendu au bout de peu de temps les marchés nationaux sont engorgés, encombrés, l'offre reste sans demande et le chômage sévit dans cette industrie protégée. Il y a encore, surtout en ce moment, en cette période de transformation du machinisme et de la technique, des chômages provoqués par l'utilisation beaucoup moins considérable de certains produits ou matières.

L'avènement de la vapeur a révolutionné les transports et fait disparaître sans qu'il y ait remploi immédiat des éléments employés en nombre d'industries ou de métiers; celui du machinisme a eu les mêmes conséquences, parce que le déplacement industriel et agricole qui en est résulté n'a été ni réglé ni ordonné. L'application sans cesse plus considérable du pétrole, et surtout de l'électricité, a produit des troubles profonds dans

l'industrie minière en réduisant considérablement les besoins en charbon. L'utilisation de la houille blanche généralisée, produira des crises plus profondes encore, parce que le capitalisme est impuissant à réajuster et à réadapter les industries et les efforts humains. (...)

Le chômage est un mal *endémique* en régime capitaliste. Il est la conséquence même de ce régime *organisé pour la réalisation des profits au lieu de l'être en vue de satisfaire les besoins utiles*. Le chômage ne disparaîtra donc qu'avec le capitalisme lui-même. Il est facile de prévoir qu'il s'amplifiera sans cesse, à mesure que le capitalisme développera ses productions nouvelles et en raison de son impuissance à ordonner son effort industriel. Toutes les mesures prises pour l'enrayer resteront vaines.

Il serait encore plus grand, si, ne craignant pas pour la stabilité du système, le capitalisme laissait libre cours de s'exercer à la technique, à la science. Craignant d'être débordé par le progrès qui en résulterait, sachant d'avance que la ruine s'en suivrait pour nombre d'industries incapables d'évoluer assez rapidement, le capitalisme restreint, par l'argent, les recherches de la science et les applications de la technique.

Les causes du chômage sont, on le voit, extrêmement complexes et diverses. Revenons à celles qui sont essentielles et courantes, à celles qui sont exposées au début de cette étude.

1° *Incapacité du capitalisme à organiser de façon rationnelle*. – Le capitalisme, nous l'avons dit, dirige ses efforts en vue de profits à réaliser et non pour satisfaire les besoins utiles. Cette conception l'entraîne fatalement à surproduire dans certaines branches d'industrie et à sous-produire dans d'autres.

Pendant que la surproduction, en jetant sur les marchés des quantités de matières ou de produits non utilisables, *non demandés*, engendre au bout de peu de temps l'arrêt de l'industrie ou des industries qui n'ont pas su limiter leur effort, la sous-production ne permet pas de satisfaire les demandes. Dans les deux cas, le chômage en résulte. Ici, afflux de main-d'œuvre, là, moins de main-d'œuvre, mais cessation de l'effort. Dans les deux cas, c'est le chômage pour l'ouvrier, l'arrêt ou la marche ralentie de l'industrie qui l'emploie. (...)

2° *Limitation du capital-argent*. – Par la limitation des ressources dont il dispose chaque année, ressources qui sont déterminées par le volume des transactions avec bénéfices réalisés dans le cours de l'année précédente, le capitalisme, par son caractère individualiste, est obligé de limiter la production, les frais de celle-ci au chiffre de ses ressources. Bien souvent, des besoins accrus, des bénéfices possibles seraient ou satisfaits ou réalisés par voie de développement si les industriels et les commerçants pouvaient étendre le cercle de leurs affaires et augmenter pour cela leur production ou leurs ventes.

L'une et l'autre restent stationnaires ou régressent souvent, parce que les exploitants ne disposent pas des ressources suffisantes. Cette limitation

des ressources entraîne forcément celle des frais généraux dans lesquels les salaires entrent pour une large part. Si l'industriel a travaillé à perte, il licencie en partie le personnel qu'il emploie ou fait appel à une main-d'œuvre moins onéreuse par voie de mise à pied. C'est le chômage pour le personnel ancien.

3° *Mauvaise répartition des matières premières.* L'absence totale de statistiques commerciales et industrielles fixant chaque année les besoins approximatifs de tous les pays et la quantité de matières disponibles, empêche que les industries soient approvisionnées en vue des productions nécessaires, tandis que d'autres reçoivent des quantités énormes de matières qui resteront inemployées.

Si les industries de transformation ne reçoivent pas ce que représente leur utilisation à plein rendement, c'est le chômage forcé des ouvriers dans cette industrie.

Si au contraire les industries de base, les exploitations d'extraction ont auparavant constitué des stocks et approvisionné les industries de transformation à leur pleine capacité, c'est le ralentissement chez ces exploitants et le chômage des ouvriers travaillant dans l'industrie de base. (...)

4° *Spéculation sur les matières premières et les produits.* – Les matières et les produits n'étant pas l'objet d'appréciations exactes dans le domaine des disponibilités et des nécessités, la répartition rationnelle des matières premières étant impossible, il va de soi que la fabrication est chaotique, comme nous venons de l'exposer ci-dessous. (...)

Quoi de plus facile, pour les grandes firmes, pour les cartels et les trusts, que d'accaparer des quantités énormes de matières premières ou de produits, qui permettent de ralentir ou d'accélérer le rythme de la production. C'est pour les spéculateurs une question de disponibilités liquides. Les banques se chargent de résoudre facilement semblable problème qui est, pour elles, d'ordre courant. Bien entendu, en opérant ainsi, financiers et exploitants, commerçants et usiniers se moquent parfaitement de ce que deviendront leurs ouvriers et leurs employés. Si, par exemple, la spéculation donne des bénéfices supérieurs à ceux que permet de réaliser la fabrication, ils n'hésitent pas à ralentir ou à arrêter pour un temps l'extraction, la fabrication ou l'écoulement jusqu'au moment où leurs intérêts exigent la manœuvre inverse.

C'est ainsi que des hausses fantastiques se produisent, que le coût de la vie augmente pendant que la misère croît avec l'intensification du chômage. La spéculation est un des principaux facteurs du chômage. Elle cause des ravages terribles dans tous les domaines. Elle fait, elle aussi, partie intégrante du capitalisme. Vouloir l'abattre et laisser debout le système qui l'engendre, c'est chevaucher la chimère.

5° *Afflux de main-d'œuvre par voie d'immigration.* – Pour faire échec aux revendications des travailleurs d'une industrie, soit dans une localité, soit dans une région, le patronat n'hésite pas à faire appel à la main-

d'œuvre étrangère, à organiser dans les pays pauvres et à population très dense, un courant d'émigration avec la complicité des pouvoirs publics des deux pays intéressés.

Ces travailleurs importés sont bien embauchés suivant des contrats qui, *théoriquement*, respectent à peu près la législation du travail du pays où on les envoie, mais dès l'arrivée des émigrés les contrats sont violés. Ni le taux des salaires, ni la durée du travail ne sont respectés. Le patronat règne en maître sur ces malheureux esclaves du travail. Il les nourrit comme des chiens dans ses cantines infectes et les loge comme du bétail dans ses baraques, tout en les payant un prix dérisoire et en leur imposant, avec l'aide de ses tâcherons, des journées de travail très longues. Toutes ces pratiques réduisent naturellement au chômage les ouvriers indigènes, qui ne peuvent ni ne veulent accepter un semblable traitement, qui ont une famille à élever, des besoins normaux à satisfaire.

Et c'est malheureusement la lutte entre exploités pour la bouchée de pain. Ce sont les brimades et les rixes sur les chantiers, dont le patronat exploite sans vergogne le triste résultat. Les moyens dont dispose la classe ouvrière pour remédier au chômage sont extrêmement précaires. Ne pouvant s'associer à l'œuvre de filtrage du gouvernement, ne pouvant par esprit de classe internationaliste, s'opposer à ce qu'un travailleur soit partout chez lui, quelle que soit son origine, le prolétariat est, en quelque sorte, désarmé devant l'immigration et tout ce qui en découle.

Ce n'est que par l'établissement de rapports constants entre les différentes centrales nationales ouvrières, par le développement d'une propagande intelligente touchant sans cesse un plus grand nombre d'individus, qu'on parviendra, dans la société actuelle, à *limiter*, mais à limiter seulement – les méfaits d'une telle utilisation des travailleurs.

6° *Fabrication intense et exagérée de produits spéciaux et nouveaux dont l'offre dépasse la demande.* Il est, en effet, à remarquer que dès l'application d'une découverte scientifique et l'industrialisation à laquelle elle donne lieu, les ouvriers, recherchés au début, par les chefs d'industrie qui fabriquent les produits ou par les commerçants ou industriels qui les écoulent ou les emploient, se précipitent nombreux dans cette profession. Bientôt, au bout de très peu de temps, celle-ci est encombrée à un tel point que le chômage ne tarde pas à y sévir avec intensité, jusqu'au jour où une nouvelle industrie viendra utiliser la main-d'œuvre en surcroît. (...) Mais ce n'est là qu'un des côtés de la question. En poussant intensivement une production nouvelle, en cherchant à réaliser au plus vite de gros bénéfices, les patrons encombrant, eux aussi, rapidement le marché et, bientôt, il y a pléthore de marchandises, crise d'achat, stockage forcé, et partant, chômage jusqu'au jour où le marché se stabilise, sous la poussée des nécessités où jusqu'à ce qu'une industrie nouvelle arrête, paralyse ou ralentisse l'essor de l'industrie en question. Bientôt à la production exagérée succède la sous-production et ce tassement ne va pas sans inconvénient pour

les ouvriers qui sont employés dans cette industrie et en supportent toutes les crises et fluctuations.

7° *Les journées trop longues.* – Par principe, par routine et aussi par calcul intéressé autant que par la tactique de combat, le patron est enclin à maintenir très longue la journée de travail. Soit qu’il refuse d’évoluer et d’appliquer les découvertes mécaniques, d’en généraliser l’emploi par esprit d’économie et de routine, le patronat maintient, malgré les lois sociales, la journée de travail au-dessus de la durée légale. Cependant petit à petit, pour soutenir la concurrence, il est obligé d’utiliser les machines qui produisent davantage et plus rapidement. Mais comme il prétend utiliser aussi le matériel humain à plein rendement, il ne diminue pas, pour cela, le temps de travail. Il se trouve qu’il s’effectue ainsi une production anormale, supérieure aux besoins, qui vient à nécessiter la mise en chômage d’une partie du personnel lorsque le stockage se fait important.

Si on réduisait la longueur de la journée de travail, en utilisant au maximum le machinisme, il est incontestable que tous les bras seraient employés. En maintenant complet ce réservoir d’hommes en chômage dans lequel, il peut puiser, tout à son aise, pour briser toutes velléités de mieux-être de la classe ouvrière, on conçoit facilement que le patronat se soit opposé, dans tous les pays, avec tant de force et de persévérance à l’application de la journée de 8 heures.

Là, comme en toutes choses, seule la force ouvrière organisée intelligemment et puissamment, pourra faire disparaître le chômage qui découle des trop longues journées de travail. Jusqu’à ce qu’il en soit ainsi, le chômage perdurera et, avec lui, toutes les misères qui en découlent, toutes les maladies, toutes les tares sociales qui en sont les conséquences (...).

**Pierre Besnard.**

## LA COMMUNE (Histoire de), 18 mars-29 mai 1871

On connaît peu, même en France, l'histoire de «*la Commune*»,

En principe, et surtout dans les bourgades rurales, la population n'a de «la Commune» qu'une vague impression d'insurrection, de pillage, d'incendie, de violence meurtrière. Dans les centres importants et dans les agglomérations ouvrières, où la propagande socialiste, syndicale et anarchiste a plus ou moins profondément pénétré, on parle de «la Commune» avec un certain respect et l'opinion publique, longtemps égarée par la presse conservatrice, est parvenue à une appréciation plus saine de ce grand fait historique.

À Paris, à l'exception des milieux qui, systématiquement et par un instinct de classe, condamnent et haïssent tout ce qui vient du peuple, de la démocratie ou des classes laborieuses, le souvenir de la Commune provoque les plus ardentes sympathies et, dans le monde socialiste et révolutionnaire, l'enthousiasme le plus vif.

Chaque année, dans la seconde quinzaine de mai, le souvenir de «la Semaine Sanglante» est commémoré et c'est par dizaines et dizaines de milliers, que les manifestants défilent devant *le Mur* contre lequel, adossés, acculés, brûlant leurs dernières cartouches, tombèrent héroïquement les derniers combattants de «la Commune». À l'étranger, on connaît moins encore cet événement de grande importance et celui-ci n'évoque quelque intérêt et ne suscite quelque émotion que dans les très grandes cités où les Partis socialistes, les organisations syndicales et les groupements anarchistes ont des adeptes assez nombreux.

L'existence de la Commune fut extrêmement brève : elle naquit le 18 mars 1871 et mourut le 29 mai de la même année; elle n'a donc vécu qu'un peu plus de deux mois. Ce ne fut pas, à l'origine, un mouvement révolutionnaire. Le peuple de Paris venait de subir un siège long et douloureux. Toutes les privations, tous les deuils, toutes les angoisses, toutes les souffrances que peut connaître une population enfermée, durant plusieurs mois, dans un cercle de fer et de feu, lui avaient été imposés par un gouvernement militaire dont l'impéritie avait été si manifeste que, à diverses reprises, les assiégés avaient eu l'impression qu'ils étaient trahis.

Profondément patriotes, les habitants de Paris avaient été extrêmement mortifiés de la débâcle de l'armée française au cours de la guerre de 1870-71, qui n'avait été qu'une série de défaites à plate couture; de plus, les mêmes individus : généraux, diplomates, membres du gouvernement, qui avaient solennellement juré de mourir plutôt que de se rendre, venaient de signer une paix que les patriotes estimaient honteuse; enfin, il était visible que le gouvernement à la tête duquel était l'exécrable Thiers, ancien ministre de la monarchie de juillet, intriguait pour restaurer l'Empire, qui, le 4 septembre 1870, s'était écroulé sous le mépris public.

C'est dans ces conditions que Thiers, chef du pouvoir exécutif, résolut et donna l'ordre de désarmer ce peuple de Paris qui paraissait déterminé à défendre la République et dont l'irritation n'était pas sans lui inspirer de vives inquiétudes. L'ordre fut donné de reprendre à la Garde nationale les quelques canons qu'elle avait encore sur la butte Montmartre. Cet ordre mit le feu aux poudres en portant à l'exaspération le mécontentement populaire. Le 18 mars, un combat s'engagea entre la Garde nationale et les troupes régulières. Pris de peur, le gouvernement quitta Paris et se réfugia à Versailles, emmenant avec lui les troupes régulières et se plaçant sous la protection de celles-ci. Aussitôt, le Comité central de la Garde nationale proclama l'indépendance de la Commune de Paris et lança une proclamation invitant les autres villes de France à en faire autant. Le 26 mars, le gouvernement de la Commune fut élu et décida de soutenir contre le gouvernement résidant à Versailles, une lutte sans merci.

De son côté, le gouvernement de Versailles prit ses dispositions pour étouffer l'insurrection. Tout d'abord, il sollicita et obtint de l'état-major prussien l'autorisation de porter à cent mille hommes, puis à deux cent cinquante mille, ses effectifs militaires. Et, à partir du 2 avril, les hostilités commencèrent et se poursuivirent, entre Paris et Versailles. Malgré un héroïsme vraiment incomparable, les troupes parisiennes ne cessèrent d'être défaites et décimées. Le 21 mai, l'armée de Versailles entra dans Paris, grâce à la trahison. Quartier par quartier, rue par rue, et, on peut le dire, mètre carré par mètre carré de terrain, les Fédérés résistèrent à l'envahissement. Mais écrasés par le nombre, l'outillage de guerre et les forces qui leur étaient opposés, ils furent vaincus, en dépit d'une vaillance extraordinaire et d'un combat grandiose.

Ce fut, de la part des vainqueurs, le point de départ de la répression la plus atroce, la plus implacable qu'eût enregistrée l'Histoire. Les documents officiels accusent trente-cinq mille personnes fusillées sommairement. Des enfants, des femmes, des vieillards, furent sauvagement maltraités, sans interrogatoire, sur un simple soupçon, une dénonciation, une parole, un geste, un regard, pour l'abominable satisfaction de faire couler le sang, d'exterminer une race de révoltés et de servir d'exemple. Ce fut une incroyable orgie de meurtre, dont on ne peut, sans frémir, lire le récit. Telle est, résumée dans ses grandes lignes, l'histoire de «*la Commune*».

L'opinion la plus répandue et qu'ont tenté d'accréditer les historiens bourgeois du mouvement communaliste de mars-mai 1871, c'est que cette insurrection a succombé sous le poids de ses propres excès. De toutes les appréciations auxquelles puisse donner lieu «*la Commune*», celle-ci est incontestablement la plus inadmissible. Non ! Bien loin que ce soit de ses excès, c'est, au contraire, de ses timidités, de sa modération, de son manque de résolution, de fermeté et d'audace que «*la Commune*» est morte.

Le gouvernement de «*la Commune*» voulut être un gouvernement comme tous les autres : légal, régulier, respectant lui-même et forçant le

peuple à respecter les institutions établies. Il fit de la générosité, de l'humanisme, de la probité. C'est ainsi qu'il fit porter à Versailles, c'est-à-dire chez l'ennemi, sous escorte imposante, l'argent de la Banque de France. C'est ainsi qu'il manifesta, en toutes circonstances, un respect inimaginable de la propriété et de tous les privilèges capitalistes. Il se flattait de rassurer par cette attitude, le gouvernement de Versailles et de l'amener de la sorte à composition.

Il est équitable de reconnaître que le gouvernement de «*la Commune*» était composé des éléments les plus divers et que, exception faite d'une petite minorité, représentant le blanquisme et l'esprit de l'Internationale des Travailleurs, les membres de ce gouvernement étaient imbus des principes d'autorité et de propriété et, au surplus, n'avaient aucun programme s'inspirant d'une idée maîtresse, d'une doctrine directrice.

Pour tout dire, les chefs de «*la Commune*», tous d'un patriotisme ardent, la plupart foncièrement républicains et quelques-uns seulement socialistes, n'eurent pas conscience de ce qu'ils auraient dû faire pour tenir tête à la racaille gouvernementale qui, de Versailles, commandait à la France entière, après avoir eu soin d'isoler Paris.

D'une part, les insurgés du 18 mars perdirent un temps précieux au jeu puéril d'élections régulières, alors qu'ils auraient dû organiser, sans perdre un jour, la vie économique de la capitale dont la population était déjà épuisée par les rigueurs d'un siège prolongé.

D'autre part, ils auraient dû mettre la main sur le trésor enfermé dans les caves et les coffres de la Banque de France, confisquer les biens mobiliers et immobiliers des rentiers, propriétaires, industriels, commerçants et autres parasites, et cette confiscation eût été d'autant plus facile, que la plupart de ces parasites, cédant à une frousse intense, avaient fui précipitamment Paris tombé au pouvoir des insurgés.

Ils auraient dû, enfin, répondre coup pour coup aux attaques des Versaillais, tenter l'impossible pour briser le cercle infernal dans lequel Thiers s'efforçait de les emprisonner, prendre et appliquer des mesures propres à semer la panique dans les rangs de la réaction versaillaise et à faire naître l'enthousiasme et la confiance dans la conscience des déshérités.

Malgré ses erreurs et ses fautes, «*la Commune*» a laissé dans l'histoire révolutionnaire de l'humanité une page lumineuse, pleine de promesses et d'enseignements. Diverses décisions et plusieurs tentatives sont remarquables et à retenir tant en raison de la pensée qui les a inspirées que des indications qu'on en peut tirer. Je citerai deux de ces tentatives, empreintes d'un caractère révolutionnaire.

La première est du 20 mars 1871 : c'est l'acte par lequel Paris s'affirme commune libre et convie les autres villes de France à se constituer, elles aussi, en communes indépendantes. Il faut voir là un premier jalon de la Révolution future : l'abolition de l'État centralisateur et omnipotent, la



Commune devenant la base de l'organisation fédéraliste se substituant au centralisme d'État.

La seconde est du 16 avril. C'est un décret dont voici le texte : «Considérant qu'une grande quantité d'ateliers ont été abandonnés par ceux qui les dirigeaient, afin d'échapper aux obligations civiques, sans tenir compte des intérêts des travailleurs, et que, par suite de ce lâche abandon, de nombreux travaux essentiels à la vie communale se trouvent interrompus, l'existence des travailleurs compromise "*la Commune*" décrète que les Chambres syndicales ouvrières dresseront une statistique des ateliers abandonnés, ainsi qu'un inventaire des instruments de travail qu'ils renferment, afin de connaître les conditions pratiques de la prompte mise en exploitation de ces ateliers par l'association coopérative des travailleurs qui y sont employés.»

On a fait du chemin depuis le 16 avril 1871 et il est permis de taxer ce décret d'excessive timidité et modération. Il est évident que de nos jours, une insurrection victorieuse, disons mieux : la Révolution sociale n'aura pas la naïve faiblesse de procéder par voie de décret. Elle prendra possession brutalement et sans formalité des instruments de travail, des matières premières et de tous les moyens de production dont auront été dépossédés les détenteurs capitalistes ou que ceux-ci auront eu «la lâcheté» d'abandonner.

N'empêche que, dans ce décret – si modéré, si timide qu'on le trouve et qu'il soit – il y a la proclamation du droit – et je dirai même du devoir – qu'ont les producteurs de s'emparer *sans autre forme de procès*, de la terre, de l'usine, du chantier, de la manufacture, de la gare, du bureau, du magasin, en un mot de tout ce qui représente, à un titre quelconque, la vie économique dont ils sont les animateurs, les facteurs et les auxiliaires indispensables et souverains.

Organisation politique ayant comme base le noyau communal et comme méthode le fédéralisme.

Organisation économique reposant tout entière sur la production assurée et administrée par les travailleurs eux-mêmes, ayant mis la main sur tous les moyens de production, de transport et de répartition.

«*La Commune*», il est vrai, n'a pas réalisé ces deux points fondamentaux de toute transformation sociale véritable; mais elle en a donné l'indication précieuse, essentielle et elle a, de cette façon, été une ébauche de ce que doit être, de ce que sera la Révolution sociale de demain.

Je ne veux pas terminer cet exposé trop court sans rendre hommage à la vaillance héroïque avec laquelle, jusqu'à la dernière minute, se sont battus les défenseurs de «*la Commune*». Même à l'heure où tout espoir de vaincre était perdu, même à la tragique minute où ils savaient qu'il ne leur restait plus qu'à succomber, ils ont fait le sacrifice de leur vie, sans hésitation et le front haut, en regrettant la mort de «*la Commune*» plus que la leur.

Si les révolutionnaires et anarchistes se jettent, le jour de la Révolution, au cœur de la lutte, avec la même ardeur, avec la même farouche résolution, avec la même inébranlable détermination de vaincre ou de mourir, il n'est pas douteux que rien ne leur résistera.

**Sébastien Faure.**

**Sébastien Faure** (1858-1942) Guesdiste, puis anarchiste. Conférencier très actif. Créateur de l'école La Ruche. Fondateur de nombreux journaux libertaires. Pacifiste pendant la Première guerre mondiale. Milite dans différents groupes anarchistes (*NPNF, 2010*).

# CONFEDERATION GENERALE DU TRAVAIL (*extraits*)

Nous avons coupé une bonne partie de cet article de Pierre Besnard parce qu'il se perd souvent dans les détails et aussi parce que sa date d'écriture – 1926 – ne lui a pas permis d'exposer clairement ce qu'il advint de la CGT, de la CGTU et des différentes tendances syndicalistes révolutionnaires de l'époque. L'article «Unité prolétarienne», écrit en 1936 et reproduit p. 256, retrace l'évolution du syndicalisme des années de la scission de 1922 à 1936. Malheureusement, il n'indique pas que les anarchosyndicalistes de l'UFSA, créée en 1924, puis de la CGT-SR, fondée en 1926, ne représentaient que 10 000 membres, face aux 431 000 adhérents de la CGTU en 1927 (même si les effectifs tombèrent à 322 000 en 1931 et à 264 000 en 1935).

Notons que Besnard répète sans discontinuer le credo syndicaliste révolutionnaire alors que la période a changé, comme il le note lui-même en dénonçant l'intégration de la CGT dans toutes sortes d'organismes étatiques, nationaux et internationaux, après 1918. Mais il n'en tire malheureusement aucune conséquence sur les limites du syndicalisme, et sa fonction sociale au sein du capitalisme moderne. Il ne se pose aucune question sur les faiblesses de la CGT avant la Première Guerre mondiale, se contentant d'invoquer la radicalité de ses motions de congrès.

On notera aussi que ses réflexions sur le syndicalisme allemand ou sur celui d'autres pays sont empreints d'une certaine suffisance chauvine, comme en témoigne ce passage sur le syndicalisme français qui *«a atteint une forme particulière, un stade plus évolué, parce que la France a passé par toutes les phases des révolutions politiques et que celles-ci ont démontré aux ouvriers français l'inanité de ces changements qui n'affectent que la forme de l'État et ne modifient en rien le contrat social, alors que les autres pays de l'Europe n'ont pas connu ces bouleversements répétés»*. Les altermondialistes d'ATTAC qui, en 2005, voulaient partir expliquer gentiment aux militants des autres pays européens les raisons de la «victoire du non» au référendum français contre le TCE étaient animés par la même arrogance gauloise... Malgré ces limites, cet article offre une description utile de l'histoire des débuts du syndicalisme en France, et surtout de la vision qu'en avaient les militants anarchistes de l'entre-deux-guerres.

*Ni patrie ni frontières.*

(...) L'écroulement du vieux système social, provoqué par la Révolution, avait fait table rase des privilèges de toutes natures et supprimé toutes les juridictions qui s'interposaient entre l'individu et l'État. Après 1789, l'homme, quelle que soit sa profession, ne relevait plus d'un patron, d'un seigneur, d'un évêque ou du fisc. Il n'y avait, plus sujets du roi, des nobles, des clercs, des paysans, plus de classes, d'ordres, de droits, de dîmes, plus d'entraves, etc. Mais il n'y avait plus non plus, dit Proudhon dans sa *Capacité politique des classes ouvrières* (page 11) aucune de ces autorités locales, de ces chartes particulières, de ces parlements, de ces corporations, de ces prérogatives ou exemptions. Rien ne subsista que ces deux termes extrêmes : l'État et le Citoyen. Rien ne demeura non plus, pour amortir la domination directe du second par le premier.

Qu'arriva-t-il ?

Avec les dépouilles des biens de la noblesse et du clergé, se constitua une classe de propriétaires-paysans tandis qu'une immense majorité du peuple ne voyait rien changer à sa condition première. Les classes se formèrent presque spontanément, immédiatement. La lutte fut d'autant plus vive que les non-possédants, les travailleurs, se rendirent compte de la spoliation et de la trahison dont ils étaient victimes de la part de leurs alliés de la veille : la nouvelle bourgeoisie, qui avait utilisé au mieux de ses intérêts la force populaire et ne rêvait que de l'asservir à nouveau pour asseoir ses privilèges, cette classe dont l'appétit était d'autant plus grand qu'il avait été plus longtemps contenu par le régime disparu.

Il y avait désormais la bourgeoisie et le Prolétariat, la première brimant le second, après avoir utilisé sa force libératrice et révolutionnaire. La structure de l'État se trouvait modifiée. Les formes constitutionnelles étaient changées, mais l'exploitation, pour différente qu'elle, était, n'en subsistait pas moins, plus brutale et plus cupide qu'avant. C'était tout le résultat qui restait d'une révolution politique, et qui n'avait pas modifié les termes généraux du contrat social.

Alors qu'on répandait partout, au dedans comme au dehors, des idées de justice, d'égalité, de fraternité, c'était entre deux catégories d'hommes une opposition sans cesse croissante qui se développait du fait d'une sujétion politique et d'une exploitation économique sans frein, que rien ne venait atténuer.

Doit-on, comme Jouhaux l'affirme dans son ouvrage *Le Syndicalisme et la CGT* (page 25) dire que la loi Le Chapelier, votée en 1790, ne correspond pas réellement à l'esprit des hommes qui l'ont votée ? Nous ne le croyons pas. À notre avis, cette loi était bien l'expression de leurs sentiments exacts. Le fait qu'elle ait été votée par la Constituante au moment même où se produisaient à Paris des cessations concertées du travail, nous permet d'affirmer qu'elle le fut en toute connaissance de cause. On voulait museler les travailleurs, au moment même où les corporations disparaissaient; le prolétariat était sans défense. (...)

Comme on le voit, c'est au lendemain de la grande révolution française qu'il faut situer l'origine des classes et la naissance du mouvement syndical, placé hors des institutions soi-disant révolutionnaires créées par la bourgeoisie pour asseoir son pouvoir et conserver ses privilèges récents. N'est-ce pas aussi à cette date qu'il faut placer la compréhension de la responsabilité ouvrière et l'affirmation de celle de la solidarité de classe ?

Dès cette époque, on avait de la liberté du travail, une idée exacte et on condamnait aussi sévèrement qu'aujourd'hui l'acte de l'homme qui travaillait pendant que les autres revendiquaient. C'est de ce moment que date la vraie morale ouvrière qui veut que «quiconque ne participe pas à un effort ne soit pas digne d'en recevoir le prix et qui condamne sévèrement, mais justement, toute action qui tend à briser l'action revendicatrice des ouvriers».

Les ouvriers d'ailleurs ne tinrent aucun compte du manifeste municipal. Les charpentiers, notamment, constituèrent un syndicat bien organisé. Leur exemple fut suivi par plusieurs corporations du bâtiment qui défendirent vigoureusement leurs salaires, sans oublier de poser le principe de la réduction de la journée de travail, qui fut ramenée de 14 à 12 heures (repos non compris).

Voyons ce que disaient de leur côté les patrons : «Le prix de la journée, disaient-ils, est ainsi augmenté d'un sixième; malgré les fortes réclamations qui se sont élevées contre ce désordre, il n'a pas été réprimé». (...) De même que la défense des intérêts heurte aujourd'hui ceux de la bourgeoisie et les conceptions juridiques du patronat, cette tentative d'organisation pour modifier le contrat social heurtait l'esprit des récents bourgeois de la Constituante. (...)

Donc lorsqu'ils acceptaient le projet de Le Chapelier qui disait dans un des considérants de son rapport introductif : «C'est aux conventions libres d'individu à individu à fixer la journée pour chaque ouvrier; c'est ensuite à l'ouvrier à maintenir la convention qu'il a faite avec celui qui l'a occupé», Le Chapelier exprimait une pensée concrète, claire pour tout le monde, a fortiori pour des représentants du peuple. Et lorsqu'il ajoutait «C'est à la Nation de subvenir aux besoins des individus et de leur assurer du travail», cela voulait dire, que grâce à la loi nouvelle, ainsi motivée, le seul organe nécessaire à la satisfaction des travailleurs c'était l'État.

Là encore, impossible de se tromper et ceux qui votèrent la loi Le Chapelier savaient parfaitement qu'ils mettaient ainsi hors la loi l'organisation spécifique des travailleurs livrés sans défense à l'exploitation du patronat et à la domination de l'État.

N'est-il pas suffisamment significatif cet article de la loi Le Chapelier qui énonçait : «L'anéantissement de toutes espèces de corporations de citoyens d'un même État étant une des bases fondamentales de la constitution française... l'association ouvrière, sous quelque forme et sous quelque prétexte que ce soit, est prohibée». Et un, peu plus loin : «Toutes les

conventions tendant à réformer de concert ou à n'accorder qu'à prix déterminé le secours de leur industrie ou de leurs travaux, tous règlements ou accords ainsi fixés sont déclarés inconstitutionnels, attentatoires à la liberté ou à la déclaration des Droits de l'Homme et de nul effet».

On avouera qu'il était difficile d'être plus cynique ou de se montrer plus réactionnaire. Et, bien entendu, les délits étaient durement punis : amendes de 500 francs, privation de droits civiques, etc...

Enfin pour bien démontrer que ce texte avait un véritable caractère de classe, la loi accordait aux employeurs un scandaleux privilège. Le Chapelier disait «qu'il n'entendait pas empêcher les commerçants de causer ensemble de leurs affaires». On sait ce que cela veut dire. La loi consulaire de l'an XI (1803) instituait enfin le «livret ouvrier» qui n'était autre chose que la «mise en carte» des travailleurs. À part la création des juridictions prud'homales, le régime impérial ne fit que systématiser la sujétion des ouvriers.

Les articles 414 et 416 du nouveau Code pénal, si durs pour les ouvriers, si indulgents pour les patrons, l'article 1781 du Code civil qui disait : «Le maître est cru sur parole pour la quotité des gages, pour le paiement des salaires de l'année échue et pour les acomptes donnés pour l'année courante», complétaient cette domestication de la classe ouvrière, sans que la moindre législation lui permît de se défendre contre l'adversaire.

On comprend dès lors, les difficultés que devait rencontrer le prolétariat pour son organisation. Quelles qu'elles aient été, la classe ouvrière sut cependant les vaincre dans une assez large mesure et, souvent, elle se dressa contre le pouvoir de l'État.

La période de 1848 à 1871, assez mal connue, a vu des révoltes terribles où le prolétariat a pu se croire enfin maître de ses destinées. C'est alors que naquit la Première Internationale et que vit le jour le socialisme utopique ou romantique. Cette époque marque la fin de la bourgeoisie terrienne et l'avènement de la bourgeoisie industrielle et bancaire. L'introduction du machinisme créa de nouvelles conditions de vie sociale. En même temps qu'il cesserait les liens entre les ouvriers, il entraîna une technique nouvelle d'où découlèrent : le chômage et l'avitilissement des salaires. La misère atteignit des proportions effroyables. (...)

Les grands mouvements de 1831 à Lyon, dont les salaires furent réduits de 4 francs à 18 sous par jour marquent le point culminant de cette crise. C'est pendant les grèves sanglantes de cette époque que les Canuts de la Croix Rousse inscrivirent sur leur drapeaux cette devise restée de plus en plus d'actualité : «Vivre en travaillant ou mourir en combattant». Il en fut de même à Paris et en province. De nombreuses sociétés de résistance, auxquelles participèrent des chefs d'ateliers, se constituèrent un peu partout. Ce mouvement prit une telle ampleur qu'il apeura le gouvernement qui, par la loi du 25 mars 1834, prit de sévères mesures contre les «socié-

tés de résistance» (syndicats de l'époque). Ce vote alla à l'encontre du but poursuivi. Deux nouvelles insurrections éclatèrent presque aussitôt : l'une à Lyon, à la suite de poursuites pour faits de grèves, écrasée dans le sang, après 5 jours de lutte héroïque, et l'autre à Paris qui aboutit à un effroyable massacre. Thiers, l'assassin des Communards fit peser sur la classe ouvrière un régime de terreur écrasant. Rien n'arrêta pourtant l'élan du prolétariat et les journées de juillet vront le prolétariat se dresser contre l'État, serviteur de la bourgeoisie et massacreur des travailleurs.

C'est à ce moment que s'éveille la conscience du prolétariat. Il comprend qu'il n'arrivera à rien tant qu'il n'aura pas démoli le pouvoir de l'État et détruit l'exploitation nationale pour transformer la société. Sous l'influence de Buonarotti survivant de la conspiration des Egaux, le socialisme gagne les classes ouvrières, encore qu'elles ne se reconnaissent guère dans le patois des doctrines saint-simoniennes, phalanstériennes et étatiques de Louis Blanc.

C'est alors que se produisit dans ce bouillonnement d'idées la Révolution de 1848 qui fut un triomphe passager du Peuple et porta au pouvoir en la personne de Louis Blanc et d'Albert, le socialisme d'État. Celui-ci ne tarda pas à marquer son impuissance. Une fois de plus les travailleurs furent trompés et déçus. Le salariat ne fut pas supprimé, comme ils l'espéraient dans leur naïveté. Les journées de février 1848 furent suivies d'une crise de chômage effroyable. Les revendications ouvrières en vinrent, en fin de compte, à s'exprimer ainsi : «Le droit au travail». Quelle aubaine pour le patronat !

Quelques mesures inopérantes, les unes platoniques, les autres vaines du gouvernement provisoire : la suppression du tâcheronat, la réduction de la journée de travail à dix heures à Paris et onze heures en province, n'étaient pas de nature à donner satisfaction aux réclamations des travailleurs et, moins encore, à solutionner les problèmes de l'heure. C'est à ce moment, le 28 février 1848 que le gouvernement provisoire décida de créer les Ateliers nationaux, pour parer au chômage grandissant. Entreprise vouée à l'échec, voulue, d'ailleurs, tentée en pleine crise économique et sociale, les Ateliers nationaux aboutirent à un lamentable fiasco qui prit fin le 19 juin 1848 par le vote de la loi Falloux qui ordonnait la dissolution des ateliers. Cette dissolution qui ne laissait aux ouvriers d'autres alternatives qu'un chômage aggravé ou l'enrôlement dans l'armée, aboutit à l'insurrection du 23 juin 1848 qui fut réprimée avec une sauvagerie sans nom dont on ne retrouvera l'équivalent qu'en 1871. Ces trois mois de misère du public trouvèrent leur épilogue dans les fusillades, l'emprisonnement, la déportation de milliers d'ouvriers, la suppression de la liberté de la presse. Œuvre d'une réaction qui ne devait plus cesser de s'aggraver.

Le rêve ouvrier était encore une fois à terre. Ainsi s'écroulaient à tout jamais les illusions du socialisme utopique fraternel, ayant foi dans la

bonne volonté des classes adverses. De même disparaissait de la scène le socialisme autoritaire qui attendait de l'action de l'État la réalisation de la justice sociale. (...)

Le coup d'État du 2 décembre 1851 raffermirait la réaction et il faut la venue d'éléments nouveaux pour que le prolétariat triomphe tant soit peu de la réaction. Le renouveau de l'action ouvrière ne se poursuivit qu'en 1862 après la visite des délégations ouvrières françaises à l'Exposition universelle de Londres, au cours de laquelle elle parut prendre contact avec les organisations anglaises.

L'année 1863 marqua une date importante dans le mouvement ouvrier français. C'est, en effet à ce moment que parut le *Manifeste des Soixante* par lequel les ouvriers parisiens proclamaient la rupture entre le prolétariat et la bourgeoisie même républicaine. (...) En cette année, l'agitation ouvrière s'accrut fortement. Elle fut surexcitée par les poursuites dirigées contre les grévistes de la typographie parisienne. Le gouvernement dut céder devant les organisations et l'opinion, en faisant voter la loi de 1864 qui reconnaissait le droit de coalition. C'était la conquête du droit de grève encore que la loi s'efforçât d'en restreindre autant que possible l'exercice.

Dès lors, les événements se précipitent. En 1864, se constitue à Londres, la Première Internationale, l'Association Internationale des Travailleurs, fondée le 28 septembre après un meeting international à Saint-Martin's Hall. Karl Marx en écrivit les statuts qu'on peut résumer ainsi : «Les travailleurs d'un même métier formaient une section, ces sections à leur tour une fédération, et c'est de l'ensemble de ces fédérations qu'était composée l'Internationale à la tête de laquelle se trouvait un Conseil central siégeant à Londres.»

La section française fut formée en 1865. Elle eut son siège rue des Gravilliers. Le premier congrès de l'Association Internationale des Travailleurs se tint à Genève en 1866. Il fut remarquable de tenue et de clarté. Pendant que la délégation française faisait admettre que le but de l'Internationale était la suppression du salariat et que celle-ci s'obtiendrait par l'association corporative des travailleurs, la délégation anglaise faisait accepter le principe de la journée de huit heures comme revendication générale du prolétariat. On évoqua même, dès cette époque, l'idée de grève générale.

Le deuxième congrès se tint à Lausanne en 1867. Il resta dans la tradition mutuelliste; il déclara en outre «Que l'émancipation sociale des travailleurs est inséparable de leur émancipation politique et que l'établissement des libertés politiques est une mesure d'absolue nécessité». Pour avoir osé émettre de semblables affirmations la section française fut poursuivie dans ce pays, sans que ces poursuites gênassent d'ailleurs en quoi que ce soit le développement de la Première AIT.



Les Congrès suivants : Bruxelles (1868), Bâle (1869), marquèrent une évolution très nette vers le collectivisme sous l'impulsion de César de Paepe et de Karl Marx, dont l'influence ne devait pas tarder à se montrer prépondérante. À Bâle on décida «que la propriété collective était une nécessité sociale, que la société avait le droit d'abolir la propriété individuelle du sol et de la faire rentrer à la Communauté».

Cependant que décroissait le «mutuellisme» modéré français et que montait l'influence de Karl Marx, une autre tendance, celle des «fédéralistes» s'affirmait sous l'impulsion de Michel Bakounine. Marx et Bakounine ne devaient pas tarder à s'affronter. Pendant que les marxistes déclaraient que la révolution sociale ne peut s'accomplir que par la prise de l'État et affirmaient indispensable la constitution du prolétariat en parti politique, les fédéralistes, avec Bakounine, voulaient supprimer l'organisation bourgeoise, désorganiser l'État actuel et reprendre la reconstitution sociale à la base par la Commune, cellule initiale, ce qui ne diffère guère de ce que veulent accomplir les syndicalistes fédéralistes d'aujourd'hui avec les Bourses du Travail et les unions locales.

En ce qui concerne le rôle des syndicats, la divergence n'était pas moins sensible. En effet, pendant que les premiers prétendaient que les syndicats devaient restreindre leur action à la seule défense des intérêts corporatifs, les seconds voyaient en eux non seulement un instrument de lutte, mais encore une institution durable, dont le rôle serait, la révolution accomplie, de continuer la production et d'organiser le travail. On ne dit pas autre chose aujourd'hui.

Ces divergences eurent pour conséquence la scission d'abord, la fin de l'AIT ensuite. Lorsque Marx parvint à se débarrasser de Bakounine en dominant complètement le Comité central, l'Association internationale des travailleurs, qui avait suscité tant d'espairs, alla s'éteindre obscurément en Amérique, à New York.

Néanmoins, son influence et son rôle furent énormes. En le dotant de cette formule : «L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes», elle a imprimé au mouvement syndical son véritable caractère. En même temps qu'elle a précisé les aspirations et les idées du prolétariat, elle a défini le but final de ses efforts. Elle l'a aussi débarrassé de la gangue nationaliste. C'est un résultat qui compte.

L'Association internationale des travailleurs joua, en France, un rôle considérable. Elle servit de point d'appui solide au mouvement revendicatif. C'est sur elle que s'appuyèrent les grèves des textiles de Roubaix, qui tournèrent à l'émeute, et celles des mineurs de la Ricamarie (Loire) pendant les dernières années de l'Empire.

Puis ce fut la guerre de 1870-71 et la Commune où plusieurs des membres français du Conseil général de la Première Internationale, dont Varlin, jouèrent un rôle de premier plan. Puis, après l'échec du mouvement communaliste vint la répression versaillaise avec Thiers et Galiffet qui ex-

terminèrent, emprisonnèrent et déportèrent plus de trente mille personnes à Paris, cent dix mille dans la France entière.

Œuvre vaine, d'ailleurs, puisque les auteurs de ces méfaits abominables virent eux-mêmes se reconstituer presque aussitôt le mouvement qu'ils avaient cru détruire à jamais. N'y a-t-il pas là, dans cette résurrection, de quoi anéantir tout le pessimisme d'aujourd'hui?

Les premiers qui tentèrent de reconstituer le mouvement ouvrier, sous l'état de siège et l'ordre moral, n'étaient certes pas des révolutionnaires. Mutuellistes, républicains, ils se donnaient comme but la conciliation du capital et du travail, comme les démocrates sociaux d'aujourd'hui. Ils n'en furent pas moins traqués. Preuve suffisante pour démontrer que le Capital et le Pouvoir pratiquent, eux, constamment la lutte de classe, même lorsque le prolétariat tend à collaborer avec eux.

Faible au début, ce mouvement n'en prit pas moins rapidement une certaine ampleur. Par ses moyens propres, il réussit à envoyer une délégation de 90 membres à l'Exposition Universelle de Vienne (Autriche), en 1873. La même année, il crée le Cercle de l'Union syndicale, lequel donne des inquiétudes au pouvoir qui le supprime aussitôt constitué. En 1875, il y avait 135 Chambres syndicales qui purent à nouveau envoyer une délégation à l'Exposition universelle de Philadelphie, en 1876. (...)

Les événements vont d'ailleurs se précipiter avec rapidité. À peine la délégation des Chambres syndicales était-elle partie pour Philadelphie que fut lancée l'idée d'un Congrès ouvrier, accueillie avec un vif enthousiasme dans le pays entier. Il se tint le 2 octobre 1876. 94 groupements (76 de Paris, 16 de province plus 2 unions centrales constituées à Lyon et à Bordeaux, se réunirent) à Paris, salle des Ecoles, rue d'Arras; 360 délégués y participèrent. (...)

Les militants de l'école marxiste : Guesde, Lafargue, Chabert, rentrés d'exil, reprirent les doctrines du Conseil général de l'AIT disparue. Ils tentèrent d'organiser un Congrès pendant l'Exposition universelle de Paris, en 1878. Ils furent poursuivis et empêchés de le tenir. Ils saisirent alors l'occasion qui leur était offerte de participer au 2<sup>e</sup> Congrès ouvrier qui se tint à Lyon, la même année. (...)

Le 3<sup>e</sup> Congrès se tint à Marseille, le 21 octobre 1879 : les collectivistes y triomphèrent des mutuellistes qui furent écrasés. Par 72 voix contre 27 le Congrès adopte pour but : la collectivité du sol, sous-sol, instruments de travail; matières premières données à tous et rendues inaliénables par la société à qui elles doivent retourner.

Ce qui n'empêche nullement le Congrès d'invoquer la légalité et de déclarer que ce programme n'est réalisable que par la prise du pouvoir politique et de transporter dans l'arène politique l'antagonisme des classes. Décidément, dans un an, les collectivistes, parvenus à leurs fins, avaient fait du chemin, mais à rebours. C'est du Congrès de Marseille, en 1879,

que date l'immixtion de la politique dans les syndicats. Ceux-ci s'en trouèrent gênés jusqu'à la constitution de la CGT en 1895.

L'unité ouvrière en fut retardée d'un quart de siècle. Et ce fut une suite de luttes terribles qui s'aggravèrent encore du fait des scissions qui se produisirent et se multiplièrent dans le Parti socialiste en se répercutant dans les syndicats, comme aujourd'hui. (...) Le fossé entre le Parti socialiste et les syndicats se creusa sans cesse. Sentant que l'action politique compromettrait leur unité et contrariait leur activité, les syndicats s'en détournèrent.

Dans le Parti socialiste les choses se gâtèrent d'ailleurs rapidement. Une première scission se produisit en 1881. Brousse, Joffrin, Rouanet, Ferroul et Boyer se séparèrent des guesdistes pour former la tendance «possibiliste». Pendant ces déchirements socialistes, les syndicats poursuivirent une existence obscure.

Pourtant un vaste travail en vue d'une organisation plus grande se faisait sur le terrain économique. (...) En 1881, on comptait en France 500 Chambres syndicales ouvrières, dont 150 à Paris, avec 60 000 adhérents; les patrons avaient à cette époque 138 associations groupant 150 000 membres, si l'on s'en tient au rapport d'Allain Targé à la Chambre sur l'abrogation des articles 414, 415 et 164 du Code pénal en 1881. C'est en cette année 1881, que fut constituée la Fédération des travailleurs du Livre. Celle des charpentiers existait depuis 1880, de même que celle des mineurs. Les Fédérations lithographique et culinaire furent constituées en 1884. C'est à ce moment que le législateur sentit la nécessité d'introduire dans le Code la reconnaissance du droit syndical, de le codifier pour canaliser l'effort ouvrier, afin de faire des syndicats un contrepoids au patronat.

La loi du 21 mars 1884 fut l'œuvre habile de Waldeck-Rousseau. Cette loi n'était, bien entendu, libérale qu'en apparence. Elle reconnaissait un fait sur lequel il était impossible de revenir. Elle établissait la séparation entre le droit de coalition et le droit syndical. De même, elle maintenait les articles 414 et 415 du Code pénal – toujours en vigueur – sur les atteintes à la «liberté du travail»; elle refusait le droit syndical aux fonctionnaires et ouvriers de l'État; elle tendait à restreindre l'activité du groupement corporatif. Le seul fait nouveau était la reconnaissance légale des syndicats. (...)

La circulaire de Waldeck-Rousseau, adressée aux Préfets, montre bien tout le parti que le gouvernement comptait tirer des syndicats, s'il réussissait à les maintenir sous sa tutelle.

Pendant que le pouvoir tentait de réaliser ses desseins, le syndicalisme prenait force et vie. Les ouvriers acquéraient la notion de l'interdépendance des corporations. Ils saisissaient mieux aussi la généralisation indispensable de leurs unions. Ils n'accordaient d'ailleurs à la loi de 1884 que sa valeur restreinte. Ils ne l'accueillirent que très fraîchement

et en 1886, au Congrès de Lyon, ils la dénoncèrent comme un piège. Longtemps, ils ne s'y conformèrent que peu ou point. (...)

Les divisions qui réduisaient le socialisme à l'impuissance eurent pour effet de rapprocher les ouvriers de l'action, spécifiquement syndicale qui prit sans cesse une plus grande place. Déjà, ils ne la subordonnaient plus aussi complètement à l'action politique, lorsque les «allemanistes» proclamèrent au X<sup>e</sup> Congrès, en 1891, «que l'action politique n'a guère que la valeur d'un moyen de propagande et d'agitation». Cette motion déclarait en outre : «Il y a nécessité d'envisager une levée en masse des travailleurs, qui par la grève générale nationale et internationale, donneront une sanction aux grèves partielles.» C'était la première fois que l'idée de la grève générale était formulée d'une façon claire et nette. Elle devait faire son chemin. À côté des «allemanistes», les «blanquistes» du Comité révolutionnaire central (fondé en 1881) avec Vaillant, tendaient à reconnaître au mouvement syndical une certaine autonomie pendant que les anarchistes-communistes, dont le rôle ne tardera pas à être prépondérant, affirmaient déjà la nécessité de l'indépendance du syndicalisme. C'est sous de tels auspices que se réunit le Congrès de Lyon, le 11 octobre 1886. Alors que les socialistes pensaient que les syndicats étaient acquis «au socialisme parlementaire», ceux-ci s'affirmèrent au contraire nettement «révolutionnaires». Pour différencier les deux sections du mouvement ouvrier, le Congrès décida la constitution d'une Fédération des syndicats qui permettrait de distinguer les deux actions : économique et politique. (...)

La première Bourse fut créée à Paris en 1886, après l'adoption du projet Mesureur. Les Bourses se multiplièrent rapidement. Il y en avait 14 en 1892. Elles eurent tout naturellement l'idée de se fédérer entre elles et mirent leur projet à exécution à Saint-Étienne, le 7 février 1892. Leur but, leur constitution furent définis à ce Congrès. De cette époque date la deuxième phase évolutive du syndicalisme qui va sans tarder affirmer son caractère de mouvement spécifique de classe.

Le syndicat socialiste sentant le danger que représentait pour eux la jeune Fédération des Bourses, repoussa la proposition d'un Congrès commun à la réunion des syndicats de la Fédération des syndicats à Marseille en 1892. (...) L'organisation unique ne devait surgir que (trois) ans plus tard, en 1895, après la disparition effective de la Fédération des syndicats en 1894, après le Congrès de Nantes. L'idée concrète de l'Unité au mouvement syndical n'en date pas moins de ce Congrès. (...)

D'autres faits allaient concourir à soustraire le mouvement syndical à l'influence des partis politiques. Guesde, en effet, réagit vigoureusement contre cette séparation du syndicalisme et du socialisme parlementaire, et le Congrès international socialiste de Londres (1895) eut à examiner longuement cette question. (...) Ce fut Guesde qui engagea la bataille. Tranchant comme à son habitude, il déclara : «L'action corporative est une simple interprétation de l'ordre capitaliste. La classe ouvrière ne peut se

désintéresser du gouvernement. C'est au gouvernement, c'est au cœur qu'il faut frapper. Dans ce Congrès, il n'y a pas de place pour les ennemis de l'action politique. Ce n'est pas de l'action corporative qu'il faut attendre la prise de possession des grands moyens de production. Il faut d'abord prendre le gouvernement qui monte la garde autour du capitalisme. Ailleurs, il n'y a que mystification, il y a plus, il y a trahison... Ceux qui rêvent une autre action n'ont qu'à tenir un autre Congrès.»

Comme on le voit, la condamnation était formelle, sans réplique. Aveuglé par son dogmatisme politique, Guesde ne pouvait comprendre que c'est par l'action simultanée de destruction du pouvoir bourgeois et de prise des moyens d'échange et de production que le prolétariat, toutes forces réunies, mettra fin au régime capitaliste. Il n'en fut pas moins suivi par tous les représentants socialistes français : Jaurès, Gérault-Richard, Viviani, Deville, Rouanet et Millerand, dont la majorité devait, par la suite, faire une si brillante carrière dans le sein de la bourgeoisie, avec Guesde lui-même. Les représentants socialistes étrangers ne furent d'ailleurs pas moins catégoriques. Nous sommes, proclama Wilhem Liebknecht, avec les «collectivistes», contre les «anarchistes».

C'était le renouvellement des luttes de la Première Internationale, les mêmes que celles que nous connaissons aujourd'hui. Les délégués syndicaux français se défendaient d'assister à ce Congrès en tant qu'anarchistes. Ils n'étaient que des délégués ouvriers et rien de plus, quelles que soient, affirmaient-ils, leurs pensées personnelles.

C'étaient, parmi les plus marquants, Pelloutier, secrétaire des Bourses; Allemane, leader du Parti ouvrier socialiste révolutionnaire; Vaillant, député de la Seine; Pouget, rédacteur du *Père Peinard*; Guérard, des chemins; Tortelier, un des précurseurs du syndicalisme. Tous se réclamaient purement et simplement de leur mandat syndical.

Ce mandat se traduisait ainsi : S'abstenir de toute discussion, de toute déclaration politique; sur ce point, ils étaient neutres, si bien qu'ils s'abstinrent dans le vote excluant les anarchistes proprement dit. Ils ne voulaient faire que de l'action syndicale.

La délégation française se sépara en deux parties à peu près égales : 57 contre, 56 pour. Furieux, les socialistes français firent claquer les portes et se retirèrent, en dénonçant comme une manœuvre de la réaction – déjà – cette indifférence des syndicats pour la conquête du pouvoir qui livrait le socialisme à l'ennemi.

Le Congrès se montra lui-même, si possible, plus intransigeant encore. La tendance politique s'y affirma nettement... «L'action législative et parlementaire» fut considérée «comme l'un des moyens nécessaires» pour arriver «à la substitution du socialisme au régime capitaliste». En conséquence, déclarait Wilhelm Liebknecht, dans sa motion, les anarchistes seront exclus. Ces décisions du Congrès de Londres eurent pour résultat d'accroître la séparation des deux mouvements en France. (...)

«Tous les militants de l'action syndicale, écrivait aussitôt Pelloutier, vont exploiter l'intolérance stupide de la majorité pour élargir le fossé qui séparait déjà les syndicats des politiciens». Il en fut ainsi jusqu'en 1906, après que les partisans de l'action politique eurent multiplié leurs assauts jusqu'au Congrès d'Amiens en 1906. La résolution de Londres n'eut pas des effets qu'en France. Elle paralysa longtemps, et jusqu'à la guerre, l'activité de l'Internationale syndicale. (...)

**Pierre Besnard**

# Constitution de la CGT *(extraits)*

La constitution de la Fédération des Bourses du Travail n'avait fait qu'ébaucher l'organisation nationale du syndicalisme français. C'était certes, un commencement important, mais il était évident qu'une tâche considérable restait à accomplir. Les Bourses du Travail réalisaient bien le lien social – le plus important – entre les syndicats d'une même localité, la Fédération réalisait bien aussi ce lien au point de vue national, mais il était évident qu'il fallait aussi réaliser la liaison nationale entre les syndicats d'un même métier.

Les guesdistes avaient tenté de le faire avec leur Fédération des syndicats, tandis, que par contre, ils n'avaient pas, par méconnaissance ou dogmatisme étroit, cherché à réaliser le lien social. (...) Avortée dès sa constitution, la Fédération des syndicats n'eut ni le programme sérieux, ni l'action vigoureuse capables d'attirer les travailleurs. Ceux-ci, la sentant d'ailleurs placée sous les directives politiques, la boudèrent. Les querelles, les scissions dont le Parti socialiste fut l'objet les en détachèrent définitivement. Instinctivement, ils se rapprochèrent de la Fédération des Bourses et, y adhérant en grand nombre, lui donnèrent tout de suite une importance considérable, pendant que, sous l'influence et par le labeur acharné de Pelloutier, elles jouaient un rôle de plus en plus grand. (...)

Le Congrès de Nîmes, en 1895, indiqua le développement de la Fédération des Bourses et la place de première importance qu'elle prenait dans le mouvement ouvrier. C'est ce Congrès qui appela Pelloutier au Secrétariat national de la Fédération des Bourses : il le conserva jusque sa mort, en 1900.

Les militants, disait ce Congrès, sont à nouveau préoccupés de donner un organisme sérieux et durable au prolétariat français, ils sont préoccupés aussi de rechercher les moyens, les plus propres à unifier les organisations ouvrières, à coordonner les forces syndicales et à dresser, en face du capital, l'armée du prolétariat. C'est à cette tâche que se consacra le Congrès de Limoges qui s'ouvrit le 23 septembre 1895. (...) Ce Congrès marqua la prépondérance incontestée de la Fédération des Bourses. Il marqua la nécessité de tenir l'action syndicale hors de l'action politique, il reconnut l'indispensabilité de séparer les deux mouvements : économique et politique. (...) Le 3<sup>e</sup> Congrès national corporatif se tint à Tours, du 14 au 19 septembre 1896. Il constata que la fusion des éléments participant à l'action confédérale (Fédérations d'Industrie et Bourses du Travail), était loin d'être accomplie, que l'unification n'était guère que théorique.

La Fédération des Bourses, en particulier, avait une assez grande méfiance à l'égard de la nouvelle organisation dont l'activité était restreinte. Elle tint un Congrès à Tours avant le Congrès confédéral. Il s'ouvrit le 9 septembre. Pelloutier voulait qu'on définît le rôle général des groupe-

ments locaux et par contre-coup la valeur de transformation du syndicalisme. Il fut décidé de donner aux Bourses un programme de recherches méthodiques sur ces conditions économiques du travail, de la production, de l'échange, de façon qu'en étudiant les régions qu'elles embrassent en apprenant, avec les besoins, les ressources industrielles, les zones de culture, la densité de la population, en devenant des écoles de propagande, d'administration, d'études, en se rendant pour tout dire en un mot, capables de supprimer et de remplacer l'organisation présente, elles s'affirment comme une institution pouvant s'adapter à une organisation sociale nouvelle. (...) Le Congrès de la CGT s'ouvrit aussitôt après, avec 71 délégués représentant 203 organisations corporatives. (...) Le Congrès corporatif de Tours invite les organisations corporatives à se tenir à l'écart de toute action politique. (...) Le principe de la grève générale fut aussi accepté à la presque unanimité avec une précision importante dont la valeur reste totale aujourd'hui. La grève générale comme la grève partielle, sont des conflits d'ordre économique, et si, après les syndicats, l'idée en a été propagée par des groupements politiques révolutionnaires, qui acceptent les décisions des Congrès ouvriers au lieu de les combattre, ils n'en conservent pas moins un caractère de lutte purement syndicale. Le Congrès ne faisait pas, toutefois, de l'acceptation de ce principe, une condition formelle et absolue à l'admission à la CGT. Tours marquait un très gros progrès sur les Congrès antérieurs. Il restait beaucoup à faire pour faire passer son œuvre théorique dans le domaine des faits.

Ce fut l'œuvre du Congrès de Montpellier en 1902. Entre temps, les deux organisations (Bourses et syndicats) vécurent côte à côte sans cesser d'avoir leur vie propre, se querellant souvent, méfiante l'une vis-à-vis de l'autre. La Fédération des Bourses dominait manifestement, sous l'admirable impulsion de Pelloutier. (...)

Le Congrès des syndicats, moins important, tenta, lui aussi, de définir les attributions et représentations des deux organismes au sein de la CGT. Toulouse fut un essai d'unification qui aurait dû logiquement se continuer à Rennes en 1898. Ce fut le contraire. (...) Si l'idée d'unité subsistait, elle n'était pas moins en recul quant à la réalisation. En somme, la CGT ne constituait qu'une sorte de lien moral entre les deux organisations qui la composaient. Des militants virent immédiatement le danger d'une telle situation. (...) À cette époque, nous étions en plein dreyfusisme, et le syndicalisme ressentait fortement les secousses de l'agitation provoquée par cette affaire Dreyfus ainsi que par les crises industrielles qui se produisirent alors.

Aussitôt le Congrès de Rennes terminé, la grève des terrassiers de la Seine, auxquels s'étaient joints un grand nombre de travailleurs du Bâtiment, battait son plein. 50 000 ouvriers au moins étaient en grève. Le moment parut propice pour engager la lutte et déclencher la grève générale.



Les Fédérations des métallurgistes et des cheminots se montrèrent très enthousiastes pour ce mouvement. C'est surtout de la Fédération des cheminots que le signal était attendu pour ce mouvement, dont on escomptait beaucoup en raison de l'effet politique et économique qu'il ne devait pas manquer de produire, à la veille de l'Exposition Universelle de Paris (1900).

Le gouvernement ayant intercepté les ordres de grève des cheminots, l'échec fut complet dans cette corporation et, par répercussion, dans toutes les autres. Lagailse, secrétaire de la CGT et secrétaire adjoint des Cheminots, démissionna. (...) L'agitation au sujet de l'affaire Dreyfus sépara en deux groupes les forces ouvrières. Pendant que les unes étaient pour la révision, avec ceux qui suivaient Jaurès et Allemane dans le Parti socialiste, les autres se tenaient dans la neutralité. Les anarchistes participèrent, eux, activement à l'agitation «dreyfusarde» avec Sébastien Faure, au premier rang de la bataille.

L'aboutissant de cette campagne fut le triomphe de la coalition des gauches et l'entrée de Millerand dans le ministère Waldeck-Rousseau, aux côtés de Galiffet le massacreur des Communards. Drôle de symbole qui prendra par la suite toute sa signification, lorsque Millerand arrivera au pinacle.

Et c'est à ce moment que s'ouvrit ce qu'on a appelé la période du Millerandisme, dont le but consistait à enrégimenter les forces ouvrières pour soutenir un pouvoir d'État chancelant. (...) Toutes les prévisions de Millerand furent détruites et ses espoirs furent mis à terre par la grande grève du Creusot qui devait forcer 3 000 ouvriers à s'exiler et aboutit à la négation du droit syndical dans la contrée soumise au bon plaisir de Schneider. L'incident sanglant survenu au cours d'une grève à la Martinique détourna définitivement les ouvriers du Millerandisme.

Entre-temps, eut lieu, à Paris, le Congrès des Bourses, en 1900, où 34 organisations étaient représentées. La question des rapports avec les partis politiques fut encore posée, mais sans succès pour ceux qui discutaient la fusion avec les groupes socialistes. (...) Le Congrès de la CGT se tint également à Paris, du 10 au 14 septembre 1900. 236 organisations y étaient représentées par 171 délégués. La question des Fédérations d'industrie y fut agitée sans trouver de solution. (...)

*(Le Congrès de Montpellier, en 1902 voit l'unité se réaliser entre les Bourses du travail et les syndicats.)* Désormais, la CGT va représenter le groupement commun aux deux sections : Bourses et fédérations, fusionnées dans son sein. C'est une organisation au troisième degré, le groupement de base étant le syndicat de métier ou d'industrie, le groupement secondaire ayant forme double de Fédération nationale ou Bourse du Travail; et la CGT réalise entre celles-ci la liaison qu'elles forment elles-mêmes entre les syndicats. (...) Depuis le Congrès de Montpellier en 1902, la CGT tint jusqu'à la guerre cinq Congrès : Bourges (1904),

Amiens (1906), Marseille (1908), Toulouse (1910), Le Havre (1912). Un sixième était en préparation à Grenoble, lorsque la guerre éclata en 1914.

Le Congrès de Bourges, en 1904, eut, tout de suite, une très grosse importance. Il s'agissait de déterminer l'action confédérale. Serait-elle réformiste et conciliatrice, ou révolutionnaire et directe ? Telles étaient les deux questions posées au Congrès. Pendant que le Livre, les Tabacs, les Chemins de fer étaient partisans des premières, les autres, notamment le Bâtiment, les Métaux, etc., étaient partisans de la seconde.

Le premier point de vue fut soutenu par Keufer du Livre, qui s'exprima ainsi : « Nous n'admettons pas, disait-il, que la transformation sociale se fera par une révolution brusque; il faut d'autres moyens pour nous conduire vers l'idéal auquel chacun de nous aspire; il faut une longue préparation mentale, il faut une modification morale des individus. La violence n'est pas le meilleur moyen pour obtenir satisfaction et la méthode révolutionnaire est dangereuse en ce sens, qu'elle amènera inévitablement des représailles dont les travailleurs seront victimes. C'est pourquoi nous maintenons notre opinion, nos préférences pour la méthode réformiste, sans enlever la liberté des autres organisations qui préconisent l'action révolutionnaire; elles la feront à leurs risques et périls. » (...) Les majoritaires – à l'époque les révolutionnaires – tenaient un langage différent. Que disaient-ils ? Ils proclamaient que le syndicalisme est l'expression d'une lutte entre deux classes très distinctes et irréconciliables : « d'un côté, ceux qui détiennent le capital, de l'autre les producteurs qui sont les créateurs de toutes les richesses, puisque le capital ne se constitue que par un prélèvement effectué au détriment du travail ».

Après cette constatation d'un antagonisme permanent, ils déclaraient que « c'est une illusion pour les travailleurs de compter sur les gouvernants pour réaliser leur émancipation » attendu, disaient les termes de la déclaration préalable inscrite en tête des statuts types de la CGT, que « l'amélioration de notre sort est en raison inverse de la puissance gouvernementale ». (...) C'est (*au congrès de Bourges de 1904*) que remonte la véritable action pour les 8 heures en France. Cette décision ne fut d'ailleurs pas suivie par toutes les fédérations. Le Livre en particulier soutint les 9 heures et cela ne nuisit pas peu à la propagande et à l'action de la CGT. (...) Et c'est le Congrès d'Amiens, en 1906, qui devait confirmer de façon éclatante les décisions de Bourges. C'est en effet à Amiens que fut mise debout la véritable Charte du syndicalisme autour de laquelle, en 1925, tourne tout le débat doctrinal et les discussions sur la reconstitution de l'unité. (...) Le Parti socialiste voulait à tout prix triompher à Amiens. Nous connûmes la même offensive avant le Congrès constitutif de la CGT à Saint-Etienne en 1922. Mais avec cette différence qu'à Amiens les politiciens furent battus à plate couture, alors qu'ils vainquirent à Saint-Etienne, seize ans plus tard.

C'est Merrheim, des unitaires de Roubaix, appelé à cette époque au secrétariat de la Fédération des unitaires, qui lui donna la réplique et quelle réplique ! «Vous avez voulu, disait Merrheim, faire du syndicat un groupement inférieur, incapable de sortir de la légalité. Nous affirmons le contraire. Il est un groupement de lutte intégrale révolutionnaire et il a pour fonction de briser la légalité qui nous étouffe, pour enfanter le droit nouveau que nous voulons voir sortir de nos luttes.»

Naturellement, comme aujourd'hui, les orateurs de la tendance Renard dénoncèrent comme une action anarchiste celle que menaient les syndicalistes révolutionnaires. Ce qui faisait dire à ces derniers : «On a trop parlé, déclara l'un d'eux, comme s'il n'y avait que des socialistes et des anarchistes. On a oublié qu'il y a surtout des syndicalistes.» (...) Au nom des réformistes, Keufer se prononçait pour l'autonomie syndicale vis-à-vis de tous les Partis politiques et concevait l'organisation ou l'action syndicale selon la méthode trade-unioniste anglaise, la méthode corporative qui vouait le syndicat à ne poursuivre que des améliorations corporatives. Il affirmait d'ailleurs que l'action parlementaire devait s'exercer parallèlement à l'action syndicale. Ni la thèse de Renard, ni celle de Keufer n'obtinrent de succès. La Résolution présentée par Griffuelhes, devenue la charte d'Amiens, obtint 824 voix contre 3 à la motion Renard.

Ci-dessous cette charte fameuse :

*Le Congrès confédéral d'Amiens confirme L'article 2 des statuts constitutifs de la CGT, disant : La CGT groupe en dehors de toute école politique tous les travailleurs conscients de la lutte à mener pour la disparition du salariat et du patronat. Le Congrès considère que cette déclaration est une reconnaissance de la lutte de classe qui oppose sur le terrain économique les travailleurs en révolte contre tous toutes les formes d'exploitation et d'oppression, tant matérielles que morales, mises en œuvre par la classe capitaliste contre la classe ouvrière;*

*Le Congrès précise, par les points suivants cette affirmation théorique :*

*Dans l'œuvre revendicatrice quotidienne, le syndicalisme poursuit la coordination des efforts ouvriers, l'accroissement du mieux-être des travailleurs par la réalisation d'améliorations immédiates, telles que la diminution des heures de travail, l'augmentation des salaires, etc... Mais cette besogne n'est qu'un des côtés de l'œuvre du syndicalisme; il prépare l'émancipation intégrale des travailleurs avec, comme moyen d'action, la grève générale, et il considère que le syndicat, aujourd'hui groupement de résistance, sera dans l'avenir, le groupe de production et de répartition, base de la réorganisation sociale.*

*Le Congrès déclare que cette double besogne, quotidienne et d'avenir, découle de la situation de salariés qui pèse sur la classe ouvrière et qui fait à tous les travailleurs, quelles que soient leurs opinions ou leurs tendances politiques ou philosophiques, un devoir d'appartenir au groupement essentiel qu'est le syndicat;*

*Comme conséquence, en ce qui concerne les individus, le Congrès affirme l'entière liberté pour le syndiqué de participer, en dehors du groupement corporatif, à telle forme de lutte correspondant à sa conception philosophique ou politique, se bornant à lui demander, en réciprocité, de ne pas introduire dans le syndicat les opinions qu'il professe au-dehors.*

*En ce qui concerne les organisations, le Congrès déclare qu'afin que le syndicalisme atteigne son maximum d'effets, l'action économique doit s'exercer directement contre le patronat, les organisations confédérales n'ayant pas, en tant que groupements syndicaux, à se préoccuper des partis et des sectes qui, en dehors et à côté, peuvent poursuivre, en toute liberté, la transformation sociale.*

(...) La portée de cette résolution, qui marque l'avènement du syndicalisme comme unique force révolutionnaire des travailleurs, fut considérable. Elle domina et domine encore de très haut tous les conflits entre ouvriers et politiciens. Griffuelhes avait vu clair, juste et loin.

Non seulement, la charte d'Amiens proclame la neutralité du syndicalisme vis-à-vis des partis, mais encore elle l'exige du syndiqué dans le syndicat. Elle déclare très nettement que la qualité de membre d'un Parti ou d'un groupement philosophique ne peut être ni une cause d'admission privilégiée, ni une cause de radiation spéciale de la part du syndicat. Elle place ainsi le producteur en première ligne, au-dessus du citoyen. Et c'est juste, parce que le travailleur est une réalité de tous les jours, invariable dans son état comme dans ses désirs, tandis que le citoyen est une entité fugace. Le citoyen peut changer d'opinions, devenir par le jeu de l'évolution ou de l'involution l'adversaire de ce qu'il soutenait âprement hier, soit par conscience, soit par intérêt; le travailleur, lui, reste semblable à lui-même; il subit en tant que salarié la double exploitation et la double oppression du capitalisme et de l'État. Ce n'est qu'après avoir assuré économiquement sa défense de classe contre les capitalistes de toutes écoles politiques et philosophiques réunis, eux, en faisceau de classe compact, que le travailleur a le droit et la possibilité de faire de la politique et de philosopher à son aise.

Il déclare d'ailleurs nettement que si philosopher ne saurait nuire et au contraire à son éducation et à son activité sociale, il serait infiniment préférable que le travailleur s'abstînt de participer aux luttes politiques où il est souvent appelé à agir, sur ce plan particulier, aux côtés et en accord de certains de ses adversaires de classe : patrons dits libéraux, mais patrons avant tout. Si le travailleur s'abstenait de fréquenter les groupements politiques prometteurs ou endormeurs, il n'est pas douteux que le syndicalisme serait depuis longtemps le seul groupement de classe de tous les ouvriers et qu'il les rassemblerait tous sous sa bannière. Le triomphe du syndicalisme qui, depuis Amiens, a rompu avec le Pouvoir, qu'il soit démocratique ou non, avec la bourgeoisie et toutes ses institutions politiques et

économiques, pour affirmer son rôle et sa mission d'avenir, serait depuis longtemps un fait accompli.

Le syndicat, de par la charte d'Amiens, n'est pas seulement un instrument de combat dans la société actuelle, il devient, dans sa conception, l'organe même de la transformation sociale, la cellule de base de la société à venir, celle-ci étant organisée par lui dans les domaines de la production et de la répartition. (...)

Quelle que soit l'évidente clarté de la charte d'Amiens, elle ne parvint pas à dissiper toutes les équivoques, à éviter les querelles. Et aujourd'hui, plus que jamais, c'est autour d'elle qu'on se dispute.

Peu après Amiens, le mouvement confédéral devait connaître encore un autre péril. Ce fut l'époque de l'«hervéisme» et Gustave Hervé – qui, depuis... – s'imagina un instant qu'il avait rallié le syndicalisme à ses théories. Les Congrès de Marseille en 1908 et de Toulouse en 1910, se chargèrent de détruire ses illusions. (...) L'action confédérale fut aussi dirigée contre le militarisme, le patriotisme et la guerre. Le Congrès de Marseille (1908) en particulier vota une motion qui eut quelque retentissement.

Le Congrès confédéral de Marseille rappelant et précisant la motion d'Amiens :

*Considérant que l'armée tend de plus à remplacer à l'usine, aux champs, à l'atelier, les travailleurs en grève, quand elle n'a pour rôle de les fusiller comme à Narbonne, à Raon-l'Étape et à Villeneuve Saint-Georges;*

*Considérant que l'exercice du droit de grève ne sera qu'une duperie tant que les soldats accepteront de se substituer à la main-d'œuvre civile et consentiront à massacrer les travailleurs;*

*Le Congrès, se tenant sur le terrain purement économique, préconise l'instruction des jeunes pour que, du jour où ils auront revêtu la livrée militaire, ils soient bien convaincus qu'ils n'en restent pas moins membres de la famille ouvrière et que, dans les conflits entre le travail et le capital, ils ont pour devoir de ne pas faire usage de leurs armes contre leurs frères travailleurs;*

*Considérant que les frontières géographiques sont modifiables au gré des possédants, les travailleurs ne reconnaissent que les frontières économiques, séparant les deux classes ennemies, la classe ouvrière et la classe capitaliste*

*Le Congrès rappelle la formule de l'Internationale : Les travailleurs n'ont pas de patrie; qu'en conséquence, toute guerre n'est qu'un attentat contre la classe ouvrière, qu'elle est un moyen sanglant et terrible de diversion à ses revendications;*

*Le Congrès déclare qu'il faut, au point de vue international, faire l'instruction des travailleurs afin qu'en cas de guerre entre puissances, les travailleurs répondent à la déclaration de guerre par une déclaration de grève générale révolutionnaire.*

Cette thèse, déjà soumise aux autres centrales nationales au cours des conférences internationales, ne fut jamais acceptée par les Allemands qui refusèrent de connaître l'antipatriotisme et l'antimilitarisme comme des questions intéressant le syndicalisme. Ceci prouve toute la différence qui existe entre le mouvement ouvrier français et tous les autres mouvements qui tous, à l'exception d'une partie des mouvements espagnol et italien, reposent sur la conception social-démocrate. C'est de cette incompréhension que découlera l'impuissance du mouvement syndicaliste de tous les pays belligérants en face de la guerre.

L'entrevue que Jouhaux et Legien eurent à Bruxelles fin juillet 1914 consacra cette impuissance. C'était la répétition plus brutale encore de l'entrevue Griffuelhes-Legien, à Berlin, en 1906, sur le sujet du premier conflit marocain qui en ce moment rebondit pour la troisième fois et risque d'ensanglanter le monde. (...).

Nous voici maintenant à la veille de la guerre. La grève générale n'est point déclarée et la guerre éclate. Jaurès est tué par Villain le 31 juillet 1914 et la mobilisation est décrétée le 2 août. Que va faire la CGT ? Impuissante à déclencher la grève générale va-t-elle rester neutre, en attendant l'heure de son intervention possible contre le fléau ou au contraire, emboîter le pas aux gouvernants ? (...)

Il faudra près d'un an avant que n'apparaissent les premiers et timides symptômes de l'effort anti-guerrier. C'est sous les auspices du Comité pour la reprise des relations internationales auquel adèrent : Merrheim, Bourderon, Chaverot, Sirolle, Souvarine, etc.— et, où, Trotsky, encore à Paris, joue un rôle prépondérant, que s'organise l'action contre la guerre.

Merrheim est l'inlassable apôtre de la paix. Accompagné de Bourderon, il se rend à Zimmerwald, en 1915, pour y rencontrer les autres pacifistes européens. Ledebour, y représente l'Allemagne où Karl Liebknecht mène une action pacifiste vigoureuse, en compagnie de Rosa Luxembourg. Grimm représente la Suisse. Lénine représente la Russie.

Cette entrevue est dramatique au possible. Pendant 6 heures sans discontinuer, Merrheim et Lénine discutent pied à pied. Lénine voudrait qu'en rentrant en France, Merrheim déclenchât l'insurrection contre la guerre. Celui-ci lui déclare que c'est impossible, qu'il ne serait pas suivi. Il ajoute qu'il n'est d'ailleurs pas certain de rentrer. Par contre Merrheim croit qu'il est possible d'intensifier l'action pour la paix; d'amener, sans brusquerie, le prolétariat français à se dresser contre la guerre.

La Conférence de Zimmerwald, si elle ne prit en fait aucune décision, n'en marque pas moins le commencement du redressement du mouvement syndical français. Ce fut aussi la reprise des relations internationales rompues par la guerre. C'est sous le couvert de cette action pacifiste, qui va s'intensifier rapidement, que le syndicalisme se ressaisira. (...)

## CONTROLE OUVRIER (*extraits*)

**Nous avons supprimé plusieurs pages qui retracent l'histoire sur le contrôle ouvrier en Allemagne, des années 1870 aux années 1920. Pierre Besnard combine ici un langage radical avec des propositions qui ne peuvent qu'aboutir à une cogestion de l'entreprise. Il est étonnant que cet adversaire de l' «autorité» et du «pouvoir» ait été aussi aveugle face aux problèmes posés par la possession du savoir technique et le contrôle des informations collectées pour le syndicat dans l'usine. *Ni patrie ni frontières***

Le contrôle ouvrier (ou plus exactement contrôle syndical de la production), est une action permanente menée par la classe ouvrière, sur le lieu même du travail, pour permettre à celle-ci de se rendre compte, aussi exactement que possible, du fonctionnement intérieur et détaillé des entreprises industrielles et commerciales ou des exploitations de l'État, pour en tirer le meilleur profit en faveur de l'action multiple du prolétariat.

Par le contrôle exercé par ses divers organismes, la classe ouvrière peut pénétrer les secrets des fabrications, connaître les moyens d'approvisionnement en matières premières, le coût de ces matières, le prix de revient, l'évaluation des frais généraux, le prix de vente, les bénéfices approximatifs, les formes de l'écoulement du produit fini, la valeur du salaire qui peut être revendiqué, etc...

Les organes du contrôle sont les sentinelles avancées du prolétariat dans la forteresse capitaliste. Leur puissance doit s'intensifier chaque jour et la poussée qu'ils exercent doit être telle que les œuvres de défense bourgeoise soient attaquées sans cesse plus fortement, plus intelligemment, plus objectivement, afin d'accentuer le recul des forces du capital et l'avance tenace, méthodique et permanente des forces ouvrières.

Ces divers organismes d'action, de pénétration, sont en fait, les embryons des sociétés anonymes ouvrières gérées par les syndicats, qui remplaceront les sociétés anonymes capitalistes, gérées par les conseils d'administration actuels. L'idée du contrôle ouvrier de la production est déjà ancienne. Elle prit naissance en Allemagne. (...).

En France, l'idée n'a fait que peu de chemin, en dépit de la propagande faite et des projets établis depuis 1920. Les tentatives d'établissement du contrôle ouvrier, au sens propre du mot, ont réellement échoué en présence d'un patronat fortement organisé qui n'a pu être entamé nulle part en raison des divisions ouvrières. Quelles que soient les difficultés à vaincre, quelque indifférence qu'éprouve encore pour le contrôle ouvrier un prolétariat qui ne le comprend pas, n'en saisit ni la portée exacte, ni la valeur réelle, il faut cependant réaliser entièrement cette revendication, la

plus complète du prolétariat, puisqu'elle va de l'éducation du producteur jusqu'à la gestion des entreprises. (...)

### **Organisation pratique et immédiate du contrôle ouvrier**

Pour prévoir par quelles modalités le «contrôle ouvrier» peut être institué dans les entreprises, il convient, au préalable, de fixer d'une part le but général du contrôle et, d'autre part, les objectifs immédiats à atteindre.

Il découle des directives du mouvement syndical que le contrôle ouvrier doit aboutir à la gestion des entreprises par les travailleurs. Dans l'atelier, l'organe de contrôle doit donc permettre de constituer la cellule primaire de la nouvelle organisation de la production. En conséquence, ce contrôle sera établi de façon à permettre aux travailleurs ouvriers, employés, techniciens, de prendre en mains le cas échéant, la gestion de la production.

Mais, dans ce but, une condition préalable est à remplir, c'est d'assurer l'éducation des travailleurs pour les mettre à même de faire face à cette tâche. Le contrôle devra donc, en premier lieu, être constitué pour permettre à la classe des travailleurs de faire son éducation de «gestionnaire».

Le but général du contrôle est double : 1°) Éduquer les salariés, et l'ouvrier en particulier, dans le but de leur faire connaître les rouages de la production; 2°) Permettre aux travailleurs de prendre en mains, en connaissance de cause, la gestion de la production, quand les circonstances le permettront.

Quels sont, d'autre part, les objectifs immédiats à atteindre par le contrôle ouvrier ?

Ces objectifs doivent tendre à intéresser l'ouvrier au contrôle, en lui faisant éprouver un intérêt à revendiquer cette institution. Son fonctionnement, par conséquent, permettra de poursuivre en connaissance de cause la réalisation des revendications des travailleurs. Ses avantages résident dans le contrôle par le travailleur, de l'emploi de son travail à tous les points de vue. L'installation du contrôle permettra, non seulement de revendiquer un salaire normal, mais encore d'acquérir la capacité de gestion.

Ces conditions générales étant fixées, il faut :

1° Déterminer la nature des organes du contrôle ouvrier; 2° Etablir leur constitution; 3° Fixer leurs attributions; 4° Préciser, la coordination des divers organes de contrôle entre eux; 5° Examiner leurs liens avec l'organisation syndicale d'une part, avec le patronat d'autre part.

1° Organes du contrôle ouvrier

Pour être efficace, tant au point de vue éducatif que pour les buts finaux à atteindre, le contrôle ouvrier doit être institué dans chaque cellule de la production. Par conséquent, chaque atelier doit être «contrôlé», ce qui oblige à créer un organe de contrôle dans chaque service de l'atelier : service technique et service administratif.

Ce contrôle doit-il être institué par atelier constitué ou par fabrication ?



Il semble plus rationnel, tant au point de vue de la facilité du contrôle que de l'efficacité de l'éducation pratique des ouvriers, d'établir le contrôle par fabrication. Prenons comme exemple l'atelier mécanique d'une usine de constructions de matériel électrique comprenant : forge, fonderie, atelier mécanique, bobinage, ajustage, montage, peinture.

La question pratique qui se pose est de savoir si, dans chaque atelier, le contrôle s'effectuera globalement pour l'ensemble des fabrications confiées à cet atelier (travail des machines, pointage, comptabilité, prix de revient), chaque contrôleur d'atelier se mettant en liaison avec le contrôleur de l'atelier voisin, pour suivre la marche des diverses fabrications, ou bien si, au contraire, dans l'usine, le contrôle se fera par fabrication.

Par exemple, pour la fabrication de moteurs électriques, devra-t-on, dans l'atelier mécanique, organiser le contrôle en vue de suivre séparément le travail des pièces de chaque type de moteur confié à cet atelier; puis garder la liaison avec l'atelier d'où sortent ces pièces et avec l'atelier où elles vont après l'atelier mécanique, ou bien, devra-t-on faire suivre globalement par le contrôleur de l'acier mécanique, l'ensemble des fabrications de cet atelier : moteurs de types divers, etc. ? La constitution des organes de contrôle sera différente suivant que l'on adoptera l'un ou l'autre de ces points de vue.

En effet, dans le cas du contrôle général s'appliquant à toutes les fabrications de l'atelier, l'ouvrier qui en sera chargé devra suivre toutes les opérations dans l'atelier : techniques et administratives. Dans les ateliers importants, il lui sera extrêmement difficile, n'étant pas au courant des directives données par le directeur de l'usine, de démêler l'organisation du travail. De plus, son temps sera extrêmement absorbé par ce contrôle; il doublera à la fois le contremaître et le pointeur. Cette situation entraînera la nécessité d'obtenir du patronat l'acceptation de distraire un ouvrier de son travail à titre permanent. Il n'est pas besoin d'insister sur les difficultés de toutes sortes que pourrait entraîner une pareille revendication. Au contraire, si le contrôle est fait par fabrication, il peut être institué, par atelier, plusieurs contrôleurs qui, tout en effectuant leur travail, pourront suivre la marche des opérations d'un atelier à l'autre, en liaison avec les contrôleurs de la même fabrication dans les ateliers voisins. Il suffira que les contrôleurs aient connaissance de la distribution du travail dans l'atelier, c'est-à-dire qu'ils soient aidés par les employés chargés de la comptabilité de l'atelier.

Et c'est ici qu'apparaît toute la valeur économique du contrôle par fabrication. Ce contrôle permettra facilement de connaître le prix de revient de la fabrication, clef de la forteresse patronale. Possesseurs du prix de revient, les travailleurs auront en mains les données du problème des prix. Ils sauront exactement de quelle façon leur travail est «exploité», ils connaîtront également dans quelles mesures leurs salaires peuvent être

modifiés. Enfin, ils pourront asseoir leur instruction économique et acquérir la notion de «possibilité» qui, parfois, leur fait défaut.

## 2° Constitution des organes de contrôle

Dans ces conditions, les organes de contrôle seront constitués par un certain nombre de contrôleurs choisis dans chaque atelier et affectés à une fabrication donnée ou, plus exactement, à l'exécution d'une «commande». Les contrôleurs des divers ateliers affectés à la même fabrication se réuniront pour confronter leurs renseignements. En conséquence, on peut envisager dans chaque entreprise, la création de l'organisme de contrôle de la façon suivante :

a) Un Comité général du contrôle, composé de 4 à 16 membres, suivant l'importance de l'entreprise, désignés par le syndicat sur une liste élue par l'assemblée des ouvriers, des employés et techniciens de l'entreprise.

b) Un certain nombre de contrôleurs, désignés par le Comité général, par atelier, pour chaque fabrication ou pour des contrôles spéciaux.

c) Des commissions de détermination des prix de revient, constituées par commande par la réunion des contrôleurs de fabrication de cette commande.

d) Des commissions de «contrôles spéciaux», constituées par des contrôleurs spéciaux (embauchage, débauchage, hygiène, conflit).

e) Des délégués d'atelier nommés par les ouvriers, employés et techniciens des ateliers, délégués effectuant la liaison entre les travailleurs et le Comité général dans l'intervalle des assemblées générales des travailleurs de l'entreprise.

## 3° Attribution des organes de contrôle

a) Assemblée générale des travailleurs de l'entreprise. Cette assemblée aura pour attribution de désigner les travailleurs parmi lesquels le syndicat choisira les membres du Comité général du contrôle.

Elle pourra révoquer ces membres dans des conditions à déterminer.

b) Assemblée des travailleurs par atelier. Elle aura pour mission de nommer le ou les délégués d'atelier chargés d'effectuer la liaison entre les travailleurs de l'atelier et le Comité général.

c) Comité général. Il aura tous pouvoirs pour organiser le contrôle, notamment pour nommer les contrôleurs, leur fixer leurs attributions, leur donner toutes les instructions, assurer la liaison et la coordination de leurs fonctions. Ces attributions seraient à préciser dans le détail, une fois le cadre général du présent projet accepté. La Commission technique locale pourra établir un projet d'attributions détaillé pour chaque sorte d'industrie.

Le Comité général assurera la liaison avec le syndicat pour toutes les questions syndicales et d'organisation générale. A cet effet, il sera, dans l'entreprise, le représentant du syndicat.

d) Contrôleurs. Ces contrôleurs n'auront qu'une besogne technique fixée par le Comité général. Ils recueilleront les renseignements relatifs à

l'organisation du travail, des fabrications, à la comptabilité (prix de revient), matières premières, main-d'œuvre, frais généraux.

Une étude détaillée de ces fonctions pour les divers services des usines et entreprises devrait être faite par la Commission locale d'études, à l'effet d'aboutir à un règlement général applicable aux usines ou entreprises.

e) Commissions de contrôleurs. (Prix de revient). Le nombre des Commissions et leurs attributions seront fixés par le Comité général. Une instruction générale serait à établir, après étude par la Commission, montrant quel serait le rôle de coordination de ces Commissions, dans un but technique, administratif et économique. Ces Commissions doivent jouer, vis-à-vis du Comité général (étant lui-même la direction «en puissance» de l'entreprise), le rôle des divers services actuels des entreprises, par rapport à la direction générale.

Dans chaque cas particulier, ces Commissions devront donc être constituées en vue de pouvoir assurer, le cas échéant, la direction des services de l'entreprise; c'est dans ce but qu'elles doivent connaître exactement, par les contrôleurs qui les composent, la situation technique et économique de chaque fabrication. Leur tâche principale sera de déterminer le prix de revient de fabrication, sinon dans le détail, tout au moins dans ses éléments principaux : quantité de travail, quantité de matières.

f) Commissions spéciales. Seul, le Comité général peut, dans chaque cas, déterminer le nombre et les attributions des Commissions, composées de contrôleurs nommés par lui. En principe, ces Commissions auront pour attributions : l'embauchage, le débauchage et les conflits.

Il y a lieu d'examiner s'il ne serait pas préférable de choisir les membres de ces Commissions parmi les délégués d'atelier, le choix étant fait par le Comité général.

g) Délégués d'atelier. Le délégué d'atelier aura pour mission la liaison entre les travailleurs de l'atelier et le Comité général, pour toutes les questions concernant l'atelier.

L'assemblée des délégués sera, en outre, chargée de contrôler le Comité général. Le délégué d'atelier a donc un rôle limité strictement à la liaison avec les travailleurs et au contrôle de l'activité du Comité général, des Commissions de contrôleurs.

#### 4° Coordination des organes de contrôle

Les divers organes de contrôle, dont les attributions ont été énumérées ci-dessus, doivent se pénétrer qu'ils constituent la «direction en puissance» de l'entreprise. Ils devront, dans leurs rapports, s'inspirer des méthodes de coordination et de liaison des divers services des usines.

Les Comités généraux des entreprises auront donc besoin d'étudier ces méthodes en détail. A cet effet, des conférences leur seront faites dans les centres industriels, par les techniciens qualifiés. La liaison des organes s'établira automatiquement, par suite de la nécessité de collecter les renseignements puisés par les divers contrôleurs. En outre, des réunions plé-

nières entre les Commissions et le Comité général permettront de dégager l'ensemble de l'organisation et du fonctionnement de l'entreprise.

#### 5° Liaison avec les organisations syndicales et le patronat

Il a été spécifié que le Comité général sera, dans l'entreprise, le délégué du syndicat. Cette fonction pourra d'autant mieux s'établir que les membres du Comité général seront choisis par le syndicat. Le syndicat fixera donc la politique générale que doit suivre le Comité.

Dans le cadre actuel, le Comité sera donc dans l'entreprise l'organe d'exécution des décisions du syndicat; dans le cadre futur, il sera l'organe d'exécution des décisions de la DGEN (Direction générale de l'économie nationale).

En ce qui concerne la liaison avec le patronat, elle sera assurée, pour les questions spéciales à l'entreprise, par le Comité général et, pour toutes les questions intéressant un ensemble d'entreprises, par les organismes syndicaux, discutant toujours de puissance à puissance. Cette discrimination des attributions sera à faire par la CGT, en vue de l'établissement du règlement général du contrôle.

#### **Conclusion**

Sur le papier, cette organisation peut paraître complexe. – En pratique, elle sera très simple. Dans une entreprise comptant 500 ouvriers, par exemple, le Comité général pourrait comprendre 5 membres. Dès sa nomination, il s'enquerrait par l'intermédiaire des employés ou des techniciens syndiqués, des commandes en exécution.

Dans chaque atelier, il désignerait un employé et un ouvrier de l'atelier, chargés de suivre dans cet atelier l'exécution de chaque commande, c'est-à-dire qu'il ferait noter le nombre total d'heures de travail affectées à la commande, le nombre de pièces venant d'un autre atelier et les matières premières employées, ainsi que le nombre et la nature des pièces allant à l'atelier suivant. A chaque fin de journée, ces renseignements peuvent être pris sur les livres des pointeurs, dans l'atelier même.

Les contrôleurs de chaque fabrication des divers ateliers se réuniraient périodiquement, désigneraient un secrétaire collectionnant ces renseignements, pour obtenir le prix de revient approximatif. Ce travail exigera peu de temps. Il pourrait être effectué sans difficulté par un ouvrier intelligent, à qui des instructions précises seront données.

L'institution du contrôle permettra de former rapidement des cadres ouvriers, connaissant le fonctionnement administratif de l'entreprise. Le gros effort à faire est d'assurer l'éducation des Comités généraux, une fois nommés. A cet effet, des tournées de conférences seront instituées pour commenter le règlement à établir.

Enfin, on remarquera qu'il n'est pas question, dans cette organisation du contrôle ouvrier, de réclamer actuellement une part de gestion au bénéfice du syndicat. Outre que cette part de gestion ne pourrait pas être obtenue du patronat, ce qui vouerait à l'échec le succès de la revendication et en

désintéresserait les ouvriers, cette revendication serait le prétexte du refus du contrôle.

En se bornant à la constitution des organes de contrôle, ce qui peut être réalisé en dehors de tout accord passé avec le patronat, on peut exercer pratiquement et effectivement le contrôle de la production indépendamment du patronat. En cas de résistance patronale – ce qui ne peut manquer de se produire – il y aura, sur ces bases, une belle propagande à organiser.

Ce projet fut exposé au Congrès confédéral de Lille, en juillet 1921, par le Comité central des syndicalistes révolutionnaires français. Bien qu'il ait fait l'objet d'une propagande active, il n'a pas encore été compris et moins encore appliqué. Tel apparaît être le cadre dans lequel les ouvriers devraient s'efforcer d'agir avec méthode et persévérance dans le domaine immédiat.

L'organisation du contrôle ouvrier qui, par le succès de la Révolution, deviendrait celle du contrôle de la production serait, on le conçoit, sensiblement différente. Il ne s'agit plus, en effet, de surveiller, de comprendre la gestion capitaliste, mais, pour la classe ouvrière, de gérer elle-même.

Il serait sans doute prétentieux dans les circonstances actuelles, d'en tracer le schéma détaillé. Toutefois, il n'est nullement impossible d'en envisager les bases générales. Il est même nécessaire que cela soit fait, si on ne veut pas laisser au hasard le soin de faire cette besogne et peut-être, hélas ! risquer de compromettre le succès par des improvisations hâtives et désordonnées.

Dès maintenant, la première besogne à accomplir consiste à faire comprendre la valeur exacte du contrôle, à constituer et à faire agir les organismes de ce contrôle, qui seront, je le répète, les embryons du contrôle de la production.

Si toute cette préparation morale et matérielle s'effectue normalement, la classe ouvrière sera à pied d'œuvre pour assumer les responsabilités de la gestion avec succès, le moment venu.

Tout de suite, disons que le contrôle de la production devra s'exercer sous le contrôle des syndicats. Pourquoi ? parce que seuls les syndicats, force organisée de la Révolution, pourraient, sans déviation, pousser l'activité humaine vers les fins souhaitées. Si ce contrôle leur échappait, ce serait faciliter les entreprises que la contre-révolution ne manquera pas de tenter. Vouloir donner, comme en Allemagne et en Russie, tout le pouvoir aux conseils d'usines comprenant une très forte proportion d'inorganisés susceptibles de faire dévier la révolution de sa ligne droite, c'est courir une grave aventure, risquer un gros péril.

Si, en Russie, il y eut accaparement des conseils d'usines par le gouvernement, c'est précisément que les syndicats étaient ou inexistants ou placés dans la main du gouvernement.

Et puis, lorsqu'il y a plusieurs usines de la même industrie dans une même localité, il doit y avoir coordination dans la production,

l'approvisionnement, l'écoulement des produits. Tout cela ne peut être réglé que par le syndicat d'industrie, centre de coordination des conseils d'usines. Est-ce à dire qu'il faille écarter des conseils d'usines les inorganisés, les sans-parti ? Non. Au contraire, la participation des inorganisés à ces conseils leur fera comprendre la nécessité du groupement, elle en fera des propagandistes de premier ordre pour les syndicats.

J'ai dit, au cours de cet exposé que les conseils ouvriers devraient remplacer des conseils d'administration capitalistes actuels. Il faut donc concevoir une organisation qui permette d'atteindre ce but, sans laquelle toute gestion est impossible.

Pour cela, il est nécessaire de prévoir une organisation technique et une forme de gestion capables de jouer le rôle des conseils capitalistes sur ce plan nouveau. Il semble bien que l'organisation technique doive trouver sa base dans l'atelier et que l'organisme doive être composé des militants les plus aptes à assurer ce rôle, quelle que soit leur spécialité.

Donc, l'administration de l'usine doit reposer sur deux groupements essentiels les Comités d'ateliers qui forment le Conseil technique et les conseils d'usine spécifiquement chargés de l'organisation générale de l'usine : approvisionnement, production, échange sous la direction d'un Conseil de gestion restreint formé des représentants des Comités d'ateliers et des conseils d'usines, fonctionnant lui-même suivant les décisions et sous le contrôle du syndicat d'industrie et de l'union locale.

Une telle organisation, dont il n'est pas nécessaire de fixer le rôle dans le détail, assurera à l'ordre nouveau un maximum de souplesse et d'efficacité d'action toujours contrôlé, ce qui est indispensable pour qu'on ne s'écarte à aucun moment de la doctrine révolutionnaire pour que les conquêtes du prolétariat soient constantes.

En dehors de ces lignes générales, il est bon de laisser l'initiative particulière s'exercer. C'est de l'expérience cumulatrice que surgira la meilleure forme du contrôle de la production, l'organisation la plus efficace du travail.

Le contrôle devra pourtant être rapidement constitué si on veut réduire au minimum le temps d'arrêt de la production et des échanges, facteur essentiel du succès de la Révolution.

En somme, le contrôle ouvrier aujourd'hui, celui de la production demain, sont les grands problèmes qui doivent être examinés et solutionnés rapidement si le prolétariat veut être en mesure d'assurer lui-même, hors de tous les partis et de leurs gouvernements, le salut des travailleurs.

Insister davantage sur le caractère des efforts à accomplir, m'apparaît inutile.

**Pierre Besnard.**

# DÉLÉGUÉ

Qui a reçu une délégation; un délégué syndical; un délégué mineur. «Les délégués furent reçus par le ministre auquel ils présentèrent la délégation dont les ouvriers les avaient investis.» Le délégué est donc une personne à laquelle on a transmis ses pouvoirs et qui agit ou qui devrait agir, non pas en son nom propre, mais en celui de ses mandants. Les intérêts des délégués doivent s'effacer devant ceux des groupes qui les ont nommés pour remplir une mission ou un travail quelconque et ils se doivent d'oublier leur propre personnalité pour ne songer qu'à l'organisation ou aux individus qui ont placé en eux leur confiance. Il n'en est malheureusement pas ainsi et il arrive fréquemment que les délégués trahissent la cause qu'ils étaient chargés de défendre.

Il n'est pas utile d'insister sur le rôle joué par les délégués populaires qui siègent dans les assemblées législatives et qui oublient leurs promesses sitôt qu'ils ont franchi le seuil du Forum; nous savons l'impuissance du parlementarisme et la sincérité des hommes qui acceptent d'être délégués dans les parlements. Mais dans la bataille quotidienne entre la bourgeoisie et la classe ouvrière, dans les conflits d'ordre économique, il est presque indispensable que le prolétariat entre en contact avec les représentants du capitalisme et il le fait par l'intermédiaire de ses délégués. Il ne faut pas cacher le danger que présente une telle méthode d'action car le capital et la bourgeoisie dans leurs rapports avec les représentants de la classe ouvrière tentent l'impossible pour détacher la tête du corps et dissocier les intérêts des délégués de ceux qu'ils représentent. La corruption est une des armes les plus terribles de la bourgeoisie et il arrive souvent que les délégués ouvriers se laissent acheter et livrent le travailleur à son adversaire. Les exemples sont hélas nombreux de chefs d'organisations prolétariennes qui, tout en affirmant soutenir les intérêts des ouvriers, manœuvrent de telle façon que ces derniers sont toujours vaincus et restent les éternelles victimes dans la lutte sociale.

Il serait sage que la classe ouvrière, avant de nommer des délégués à une mission quelconque, s'assurât de leur capacité et de leur sincérité et se gardât de leur donner des pouvoirs trop étendus. En n'accordant aux délégués qu'une autorité limitée, en déterminant strictement leur rôle et leur travail dans une action quelconque, le prolétariat s'éviterait bien des désillusions et bien des trahisons.

# GREVE

La grève est l'acte par lequel tous les travailleurs ou une partie d'entre eux signifient au patronat, à l'employeur : État ou particulier, leur volonté de cesser le travail, soit pour obtenir des conditions, matérielles ou morales, de vie meilleure; soit pour protester contre l'arbitraire patronal ou gouvernemental; soit encore pour déclencher une action de classe ayant pour but de transformer le régime par la voie révolutionnaire.

Il y a plusieurs sortes de grèves. Ce sont : la grève professionnelle, la grève de solidarité, la grève de protestation, la grève industrielle et inter-industrielle, la grève générale insurrectionnelle et expropriatrice.

Chacune de ces grèves peut revêtir les aspects suivants : local, régional, national, international, selon le cadre qui est fixé à son déroulement.

## **Grève professionnelle ou de métier**

Une grève de cet ordre est presque toujours locale. Encore qu'elle tende à disparaître, une telle grève n'englobe souvent que les ouvriers d'un même métier et travaillant pour un seul patron. Il peut se faire cependant que la grève professionnelle ou de métier intéresse la plupart ou tous les ouvriers d'un même métier, d'une même localité et, parfois, de plusieurs localités voisines.

La grève professionnelle est, généralement, motivée par une demande d'augmentation de salaire non satisfaite par le patronat, par une revendication d'ordre général non accueillie, par la violation d'une loi de protection ouvrière, par l'inapplication d'un règlement d'administration publique, etc.

Cette sorte de grève devient de plus en plus rare et difficile, en raison de la «cartellisation» et la «trustification» des entreprises patronales qui créent une solidarité très grande, parfois absolue, entre les exploitants d'une spécialité ou d'une industrie de base ou de transformation. De toute évidence, la grève professionnelle est en voie de disparition, pour faire place à la grève industrielle et inter-industrielle.

## **Grève de solidarité**

La grève de solidarité est déclenchée par tous les ouvriers d'une localité, d'une région, d'une industrie, d'un pays, de tous les pays, pour appuyer l'action qui se déroule dans l'un de ces cadres et qui intéressent un ou plusieurs métiers, une ou plusieurs industries, un ou plusieurs pays. La pression exercée par les autres ouvriers pour amener le triomphe de leurs camarades engagés dans la lutte a généralement pour but de hâter la fin d'un conflit ou de démontrer au patronat intéressé que tous les ouvriers sont décidés à lutter aux côtés de leurs frères des métiers, industries, régions ou pays en conflit. Les grèves de solidarité sont le plus souvent limitées à 24 ou 48 heures. Elles peuvent, cependant, être illimitées et ne prendre fin qu'avec le conflit initial.



## **Grève de protestation**

La grève de protestation a pour but de protester contre un acte arbitraire, une injustice, une iniquité du pouvoir ou du patronat, contre une mesure draconienne ou une menace dangereuse dirigée contre une partie de la classe ouvrière ou contre cette classe tout entière. Comme la grève de solidarité, la grève de protestation est généralement limitée à 24 ou 48 heures. De même, elle peut être locale, régionale, nationale ou internationale.

## **Grève industrielle et inter-industrielle**

Prolongement normal de la grève professionnelle de métier, la grève industrielle est relativement récente. Elle est devenue une nécessité par suite de la transformation des entreprises patronales.

En effet, sauf en ce qui concerne la petite et la moyenne industrie, les entreprises patronales de nos jours affectent la forme de firmes à succursales multiples tant pour l'extraction, la transformation que pour la vente. C'est ainsi qu'une entreprise a des établissements dans toutes les régions qui dépendent d'un Conseil d'administration unique.

Cette nouvelle organisation de la production a nécessairement eu pour conséquences d'élargir, dans une même proportion, les conflits entre les ouvriers et les patrons. Les uns et les autres, obéissant à la loi d'association, défendent leurs intérêts au moyen de syndicats, qui sont à la fois des organismes de défense et d'attaque sur le terrain local, régional et national, dans le cadre industriel.

Il n'est pas rare que le patronat esquisse une bataille dans le Nord pour lutter dans le Nord, pour tenter de battre les ouvriers du Sud-Ouest ou de l'Est, et vice-versa. De leur côté, les ouvriers sont forcément obligés de pratiquer la même tactique.

Pour être victorieuse, la grève industrielle doit être sérieusement organisée par les fédérations d'industrie et leurs régions industrielles. C'est une grève de statistiques, de renseignements, autant que d'habileté et de cohésion ! Il faut, pour lutter avec quelques chances de succès, qu'une fédération connaisse l'ensemble des firmes qui composent l'industrie, ainsi que toutes les filiales que ces firmes possèdent sur tout le territoire d'un pays.

Le temps n'est pas éloigné, s'il n'est déjà révolu, où les luttes sociales ne se livreront plus que sur le terrain international.

En effet, de même que l'industrie a éliminé le métier et donné aux conflits un caractère national, le cartel et le trust élimineront l'industrie. Et les ouvriers de Brest, par exemple, pourront avoir leur sort lié avec ceux de Varsovie ou de Hambourg, dans une même industrie et plus étroitement que les ouvriers d'une même région exerçant des métiers différents.

De toute évidence, une telle évolution du capitalisme, qui lui permet de faire effectuer ses commandes à tel ou tel endroit, si tel autre est en grève, – et sans que les ouvriers le sachent, – a complètement bouleversé toute la tactique des grèves employée jusqu'à ce jour. De même qu'il faudra – qu'il faut déjà – envisager l'arrêt des entreprises d'une façon différente en

paralysant la production par l'abandon du travail par les seuls ouvriers qualifiés et en laissant au compte du patron tout le personnel non qualifié, il faudra aussi envisager la lutte nationale et internationale contre le cartel et le trust.

La première condition du succès sera de connaître la composition exacte de ce cartel ou de ce trust, afin de faire porter l'action partout et, en premier lieu sur son entreprise de base, puis de grande transformation et, en dernier lieu, sur les firmes de finissage et de vente.

Une telle conception de la grève s'appliquera parfois sur des bases régionales; d'autres fois, sur des régions voisines ou très éloignées l'une de l'autre; parfois en des pays différents.

Dans tous les cas, le but essentiel à atteindre doit être double

1° Paralyser complètement l'entreprise (cartel ou trust) dans toutes ses parties, par l'arrêt du travail effectué par les ouvriers qualifiés qui constituent l'armature du système patronal;

2° Laisser à sa charge les frais les plus élevés possibles en ne débouchant pas les ouvriers et le personnel qui ne peuvent travailler et produire sans le concours des ouvriers et du personnel qualifiés.

Cette tactique nouvelle, que l'expérience seule permettra de mettre au point, suppose que les fédérations internationales fonctionneront réellement et seront en mesure de renseigner les industries intéressées dans chaque pays et de coordonner l'action des fédérations nationales.

C'est donc une véritable révolution qu'il faut effectuer en matière de grèves industrielles et inter-industrielles. Avec les trusts en largeur, la tactique pourra être celle que j'expose ci-dessus. Avec les trusts en profondeur, c'est-à-dire avec les groupements de plusieurs industries différentes mais dépendant l'une de l'autre, qui vont souvent depuis le minerai jusqu'à la presse et la banque, il sera encore plus difficile d'organiser la lutte et une étude toute particulière de la question doit être, dès maintenant, envisagée par les organisations ouvrières.

Un adversaire de cette taille sera presque insaisissable et invulnérable, si on ne connaît pas, dans toutes ses parties, son organisation, son fonctionnement et son point faible.

On voit par là, quelle besogne gigantesque incombe aux fédérations nationales et internationales d'industrie. Tant quelle ne sera pas menée à bien, toute méthode ne sera qu'empirique et tout succès demeurera problématique, presque impossible.

La grève industrielle peut se transformer en grève générale et englober toutes les industries d'un pays et s'étendre, même, à plusieurs pays.

Jusqu'à ce jour, ces grèves se sont, cependant, limitées à un seul pays, mais il n'est pas douteux que la forme nouvelle que prend chaque jour le capitalisme en voie de concentration définitive, sous la direction de l'état-major bancaire, va obliger les ouvriers à envisager très sérieusement la nécessité de recourir à des grèves générales industrielles ou générales in-

ternationales. Il y a là toute une étude à faire par les organisations intéressées et je ne puis, au pied levé, aborder ici un tel problème dont l'examen et les solutions demanderont des années d'efforts et de nombreuses expériences, au cours desquelles, à la lueur des faits, des tactiques se modifieront et s'élaboreront.

Les grèves, les plus importantes furent, en France la grève des postiers en 1909, celle des cheminots en 1910, puis encore des cheminots en 1920, suivie d'une grève générale déclenchée par la CGT pour la nationalisation des chemins de fer.

En Angleterre, la grève des mineurs en 1922, et la grève des mineurs en 1926, transformée en grève générale par le Conseil général des Trade-Unions et rendue à sa première destination après l'abandon des mineurs par les autres corporations. En Italie, en 1920, la grève générale aboutit à la prise des usines que les ouvriers durent abandonner par la suite. En Espagne, à Barcelone, les grèves se succédèrent sans interruption de 1918 à 1923. Elles s'étendirent à toute l'Espagne. En Suède, en Norvège, aux États-Unis, de très importants conflits eurent également lieu. Ils sont si nombreux qu'il est impossible de les relater. En Allemagne, la grève générale fut déclenchée par la CGT, d'accord avec le gouvernement, pour barrer la route aux fascistes en 1923.

### **La grève générale**

Examinons maintenant la grève générale insurrectionnelle et expropriatrice.

Avant tout, il importe de donner une définition aussi exacte que possible de ce moyen de lutte.

Donc, qu'est-ce que la grève générale expropriatrice ?

C'EST LA CESSATION CONCERTÉE, COLLECTIVE ET SIMULTANÉE DU TRAVAIL PAR TOUT LE PROLÉTARIAT D'UN PAYS. Elle a pour but :

1°) de marquer l'arrêt total et la fin de la production en régime capitaliste;

2°) de permettre à ce prolétariat de s'emparer des moyens de production et d'échange et de propagande;

3°) de remettre en marche tout l'appareil de production et d'échange pour le compte de la collectivité affranchie;

4°) d'abattre le pouvoir étatique et d'empêcher l'instauration de tout pouvoir nouveau.

La grève générale expropriatrice, premier acte révolutionnaire, sera nécessairement violente.

Elle peut être décrétée par les syndicats soit :

1°) Pour déclencher eux-mêmes l'action révolutionnaire;

2°) Pour répondre à un coup de force politique de droite – ou de gauche;

3°) Pour répondre à une tentative fasciste de prise du pouvoir.

La grève générale expropriatrice est une arme spécifiquement syndicaliste. Elle ne peut être maniée par aucun groupement politique. Elle peut régler décisivement toutes les situations révolutionnaires, quels qu'en soient les facteurs initiaux. Elle s'oppose directement à l'insurrection, seule arme des partis politiques.

Elle est, de beaucoup, plus complète que celle-ci. En effet, tandis que l'insurrection ne permet que de prendre le pouvoir, la grève générale donne la possibilité non seulement de détruire ce pouvoir, d'en chasser les occupants, d'en interdire l'accès à tout parti, mais encore elle prive le capitalisme et l'État de tout moyen de défensive en même temps qu'elle abolit la propriété individuelle pour instaurer la propriété collective.

En un mot, elle a un pouvoir transformateur immédiat et ce pouvoir s'exerce au seul bénéfice du prolétariat, auquel la possession de l'appareil de production et d'échange donne le moyen de modifier radicalement l'ordre social.

La grève générale expropriatrice, par l'usage forcé de la violence, est d'ailleurs nettement insurrectionnelle. Son action se fait sentir à la fois sur le terrain politique et sur le plan économique, tandis que l'insurrection ne permet d'agir que sur le plan politique.

Ceci suffit à expliquer que, de tout temps et dans tous les pays, les partis politiques ouvriers aient constamment tenté d'asservir les syndicats, afin que ceux-ci, commandés et dirigés par ces partis, appuient le mouvement insurrectionnel par une grève générale, sans laquelle toute insurrection est, désormais, irrémédiablement vouée à l'échec.

Les tentatives constantes de mainmise des partis sur les syndicats n'ont pas peu contribué à faire comprendre à ceux-ci qu'elle était la force qu'ils représentaient et la véritable puissance de cette force. C'est ainsi que les syndicats, force essentielle, seule force véritable du prolétariat révolutionnaire, se sont trouvés conduits à revendiquer l'autonomie et l'indépendance du syndicalisme vis-à-vis de tous les autres groupements politiques et philosophiques.

Aujourd'hui, malgré la réussite partielle et momentanée qui vient de couronner les efforts des partis socialiste et communiste, les syndicats révolutionnaires de tous les pays, groupés au sein de l'Internationale de Berlin (AIT), ne se contentent plus de réclamer leur indépendance et leur autonomie. Ils affirment leur doctrine et l'opposent à celle des partis sur tous les terrains.

Il ne s'agit plus de «mendier» une neutralité plus ou moins bienveillante des partis vis-à-vis des syndicats, mais, pour ces derniers, de déclarer la guerre aux partis et de réaliser la formule de la Première Internationale, fortifiée par l'expérience : la libération des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes.

De même que les syndicats opposent : 1°) L'action directe des masses au bulletin de vote; 2°) L'organisation sociale par les travailleurs au gou-

vernement des partis, ils ne pouvaient manquer d'opposer la grève générale expropriatrice et insurrectionnelle à l'insurrection.

La grève générale, arme syndicaliste et seulement syndicaliste, est l'acte suprême par lequel le prolétariat se libérera.

Voyons, maintenant quelles sont les caractéristiques de la grève générale. J'ai dit qu'elle marquait, d'abord et avant tout, la cessation de la production, l'arrêt du travail, en régime capitaliste. Cela veut dire que les ouvriers, puis les paysans, doivent simultanément abandonner le travail ? Ceci implique-t-il qu'ils doivent quitter le lieu du travail, l'abandonner aux patrons ? Non. A l'encontre de ce qui se passe généralement en cas de grève, les ouvriers devront, en même temps qu'ils cesseront le travail, occuper le lieu de production, en chasser le patron, l'exproprier et s'apprêter à remettre en marche l'appareil arrêté, mais au compte de la révolution.

La cessation du travail, l'arrêt de la production n'ont donc pour but que d'exproprier les possédants capitalistes et de prendre en mains les instruments de production et d'échange, en même temps qu'on se débarrassera du pouvoir étatique.

De la durée de cet arrêt dépendra tout l'avenir du mouvement révolutionnaire. Il conviendra donc :

1°) De réduire le temps d'arrêt au strict minimum;

2°) De reprendre, aussi rapidement et aussi complètement que possible, les échanges entre les villes et les campagnes, et vice-versa.

Il ne faudra pas renouveler les expériences passées, perdre son temps à fêter la victoire. Il faudra l'organiser et immédiatement.

Du fait de la révolution, les besoins seront considérablement accrus. Il faudra les satisfaire aussi largement que possible. De nos jours, une révolution qui ne permettrait pas d'augmenter rapidement la production, de réaliser un progrès tangible et presque instantané, serait infailliblement vouée à l'échec. On peut en conclure que, selon que les syndicats seront ou non capables d'accomplir les tâches ci-dessus, la révolution VIVRA OU MOURRA. C'est toute la révolution qui se jouera donc dès les premiers jours.

Comment peut-on réduire au strict minimum le temps d'arrêt de la production et reprendre au plus vite les échanges ? En utilisant immédiatement, sur le plan syndical, les forces conjuguées qui, de tout temps, ont assuré et assureront la vie de la société : les manœuvres, les techniciens et les savants.

Si cette conjugaison est opérée au préalable, toutes les forces de la production seront à pied d'œuvre et immédiatement – aussitôt la dépossession – la remise en marche de l'appareil de production et d'échange s'effectuera, sans à-coups, normalement, pour satisfaire les besoins de tous, pour donner à manger à la révolution.

Si cette concentration des forces n'est que partielle, le succès sera plus lent, plus difficile, moins complet. La vie de la révolution pourra être en

danger. Si ces forces ne se soudent pas au plus tôt; si, enfin, la conjonction n'est pas commencée, si les manuels, les techniciens et les savants n'opèrent pas, TOUT DE SUITE, leur groupement au sein du syndicat, c'en sera fait de la révolution. L'insurrection politique triomphera et, avec elle, un nouveau pouvoir étatique.

Il n'y a, à ce sujet, aucun doute à garder, aucune illusion à conserver. Le peuple se sera donné de nouveaux maîtres. Sa libération ne sera pas encore pour cette fois.

En examinant la question des techniciens, j'ai déjà exposé les raisons essentielles qui devaient inciter tous les travailleurs : manuels, techniciens et savants, à réaliser étroitement et aussi rapidement que possible la fusion de tous les éléments de la production, sans attendre l'ouverture de la période révolutionnaire pratique.

J'y reviens avec la plus grande insistance et j'insiste avec plus de force que jamais auprès des éléments dont il s'agit pour que tous les travailleurs fassent au plus tôt leur unité de classe. Cette unité de classe est le facteur décisif de la lutte qui s'engagera lors de la déclaration de grève générale insurrectionnelle et expropriatrice, premier acte de la révolution.

La suppression de la propriété individuelle qui permet, seule, de réaliser l'égalité sociale, par le nivellement des classes, obligera les travailleurs à jeter immédiatement les bases d'un nouveau système, dont le syndicat sera le fondement industriel et l'union locale (ou commune) le fondement social. Le nouvel ordre social, comme tous ceux qui l'ont précédé, sera conditionné par le caractère de la production, par son organisation, sa répartition, son utilisation, son échange.

C'est donc essentiellement sur le plan du syndicat, dans son sein, suivant ses directives, que doit s'effectuer le groupement de tous les éléments qui concourent à la production, à l'échange.

Si l'on veut bien se rappeler que la révolution doit abolir la propriété individuelle dès le premier jour, on conviendra que tout individu valide, quel que soit le genre de son activité, doit trouver place dans un syndicat.

En période révolutionnaire, et longtemps après, toujours peut-être, le syndicat doit être et sera la cellule essentielle de l'ordre nouveau. C'est lui qui aura charge, non seulement de provoquer l'arrêt du travail par la grève générale; d'occuper, par ses membres, le lieu de la production; d'organiser la production, sous le contrôle de l'union locale; mais encore de défendre les instruments de travail, par les armes, contre les entreprises réactionnaires.

Il est l'agent d'exécution permanent, dans tous les domaines, des décisions locales, régionales et nationales sur son plan particulier, dans toute l'étendue de sa sphère. C'est lui qui, pratiquement, organisera la grève générale, suivant les décisions prises. C'est donc un organe complet, qui doit continuer à être la base du système nouveau, comme il est la base de notre organisation ouvrière actuelle.

Les conseils d'usine, les Comités d'ateliers ne doivent être que les agents du syndicat, constamment contrôlés par lui. C'est le syndicat qui coordonne l'action des conseils d'usine et centralise leurs renseignements. Le syndicat est un organisme industriel. Le Comité d'atelier et le Conseil d'usine, de chantier, de magasin, de bureau, de gare, de port, etc., ne sont que des sous-organismes industriels, de métier. Cette différence suffit à assigner aux uns et aux autres leur véritable place dans l'ordre industriel et social.

Après cette digression nécessaire, revenons à la grève générale elle-même. Je déclare tout de suite qu'elle doit être préparée soigneusement par un Comité de grève générale, secret autant que possible, fonctionnant au sein de tous les organismes syndicaux : syndicats, unions locales, unions régionales et CGT.

Chacun de ces organismes, guidé par les décisions des Congrès et des Assemblées syndicales à tous les degrés, a pour mission de préparer, sur son plan, l'action générale du prolétariat. A la CGT, il appartient de dresser le plan général et de le transmettre à l'union régionale; à l'union régionale, il incombe de dresser le plan d'action de la région, en accord avec les directives confédérales; aux unions locales, il est dévolu d'organiser l'action locale, selon les indications du plan régional; aux syndicats, est réservé le rôle d'exécuter l'action locale, en utilisant les moyens qui leur paraîtront les meilleurs.

C'est la deuxième partie du cycle du mouvement fédéraliste qui s'accomplit. A la discussion succède la décision et à celle-ci succède l'action. Cette dernière est la conséquence des délibérations des syndicats réunis en assemblées générales et en congrès, dont les unions locales et régionales et la CGT sont les organes d'exécution des décisions.

On comprendra aisément que je n'entre pas ici dans le détail de l'organisation, à tous les degrés de la grève générale insurrectionnelle et expropriatrice. Je me borne à demander très instamment aux organismes qualifiés de préparer ce travail aussi activement que possible. De la façon dont sera préparée la grève générale expropriatrice et insurrectionnelle dépend le salut de la classe ouvrière.

**Pierre Besnard.**

## JAUNE (*extraits*)

(...) Dans la lutte ouvrière, dans la bataille, sur le terrain syndical, des exploités contre leurs exploiters, il y a eu ce que nous avons justement appelé : *les jaunes*.

*Le jaune* est celui qui, tournant le dos à sa cause, trahit aussi ses frères de misère, les combat, les dénigre, les vend, les calomnie, les assassine et fait lâchement échouer leurs revendications. Le jaune est l'auxiliaire du patron dont il favorise les intérêts et les bas calculs d'exploitation à outrance. Le jaune est le complice méprisable du mouchard en uniforme ou en civil quand il n'est pas lui-même le mouchard, le délateur, le faux témoin au service du patronat, dans toutes les circonstances de la guerre sociale quotidienne entre le Capital et le Travail. Le jaune est comme la plante vénéneuse qu'il faut arracher à temps pour éviter qu'elle se multiplie parmi les plantes utiles. C'est la croissance en nombre et en conscience des syndicats ouvriers (dits *syndicats rouges*), s'organisant et agissant pour arracher sans cesse au patronat et à l'Etat des bribes de bien-être et de liberté, qui suscita l'éclosion des jaunes. Tout d'abord, ce ne fut qu'un quarteron d'individus tarés, faciles à corrompre, sachant bluffer sur leur valeur personnelle et habiles à exploiter la frayeur patronale. Vis-à-vis du patronat, leur attitude fut toujours celle de cyniques maîtres-chanteurs. Contre la classe ouvrière, ils agirent en chefs de bande, recrutant pour leurs troupes de malheureux dévoyés dont ils faisaient, par la duperie, des instruments dociles, cela dans le dessein de parvenir à briser les grèves, à paralyser les tentatives des travailleurs revendiquant des salaires plus élevés ou de meilleures conditions de travail, ou s'efforçant d'imposer à leurs employeurs le respect de leur dignité.

Mais il fallait bien que, devant une organisation aussi forte et aussi audacieuse que le fut la *Confédération Générale du Travail*, se dressât une organisation adverse ayant un semblant de force et une ombre d'audace.

La CGT posait en principe la suppression du patronat et du salariat. Son objectif de combat quotidien était la conquête du bien-être et de la liberté. Enfin, elle affirmait que l'émancipation des travailleurs devait être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes.

Pour cela, tout ce qui tendait à améliorer partiellement le sort des travailleurs devait être tenté par l'organisation syndicale elle-même, par son action directe et collective sous forme de revendications précises, dût-on, pour obtenir satisfaction, aller jusqu'à décréter la grève partielle d'abord, puis la grève de plus en plus généralisée et enfin, s'il le fallait, et s'il était possible, tenter même la grève générale révolutionnaire, première phase d'une révolution sociale susceptible de transformer la société et de substituer à l'exploitation capitaliste, à l'autorité de l'Etat, l'entente libre des producteurs !



C'était là un programme clair, lumineux, justifiant toutes les initiatives courageuses et répondant à tous les espoirs des prolétaires.

A cela, les plus réformistes de nos syndicats confédérés ne trouvaient pas d'objection. Les plus modérés parmi nos militants syndicalistes définissaient ainsi le syndicat : «Le syndicat est un groupement de personnes ayant *mêmes* intérêts à défendre contre d'autres intérêts personnels ou collectifs qui, par essence, sont naturellement opposés à ceux de ce groupement.» On ne peut mieux dire, posément, que le syndicat ouvrier est en opposition formelle d'intérêts avec le syndicat patronal. La loi de 1884, elle-même, n'eut pas d'autre objet que de permettre (parce qu'elle ne pouvait plus l'empêcher) la formation de syndicats ouvriers pour essayer l'entente entre exploités et exploités en cas de conflit.

Les *jaunes*, pour justifier leur raison d'être, pour masquer leur entente préalable avec ceux qui les paient, esquissent cette formule qu'ils prétendent être la base de leur groupement : «Le Capital-Travail et le Capital-Argent sont les deux facteurs indispensables à la vie sociale. L'un complète l'autre; les deux se font vivre mutuellement. Le devoir de ces deux collaborateurs est donc de rechercher, amiablement, de bonne foi et en toutes circonstances, le point de rencontre des concessions réciproques qu'ils se doivent l'un à l'autre.»

Capital-travail, Capital-argent, ainsi définis par les *jaunes*, semblent être sur un pied d'égalité. L'un et l'autre apparaissent ainsi, au même titre, comme deux facteurs égaux et également indispensables à la vie sociale ! On croirait surtout, selon cette thèse, qu'il en fut et qu'il en doit être toujours ainsi. On dirait vraiment que ce n'est pas le capital-travail qui engendre le capital-argent. Le temps et le progrès, sinon la révolution, tendent à unifier ces deux forces actuelles et matériellement antagoniques entre les mains les plus utiles, celles du producteur frustré de ses droits depuis longtemps par les malins qui, de son capital-travail, se sont constitués le capital-argent.

Mais de tels problèmes sont, dans l'esprit mieux éclairé des ouvriers, moralement résolus. On sait maintenant, parmi les exploités, ce qu'il y a à faire et ce serait gâcher son temps que discuter de telles idées avec des *jaunes*, qui sont connus, jugés, jaugés à leur valeur dans les milieux ouvriers.

Les syndicats jaunes en France ont fait leur apparition au plus fort de l'action syndicale des syndicats rouges, au moment (1904-1906) de la campagne inoubliable en faveur de la journée de huit heures. Autrement dit, les syndicats jaunes, machine de guerre patronale contre les syndicats rouges, ont vu le jour au plus fort de la peur du patronat !... Malheureusement, pour les patrons, ils ont été mal servis, ils n'en ont pas eu pour leur argent. A tous ceux qui ont des yeux pour voir, un sens critique pour juger, le moindre raisonnement fera comprendre que l'alliance d'un syndicat ouvrier avec le capital, avec des politiciens, avec des personnages in-

fluents ou connus du clergé, des partis bourgeois et réactionnaires, et surtout avec le haut patronat, ne peut donner confiance à personne bien longtemps, pas même à ceux qui s'en servent.

On peut supposer que tous les jaunes ne sont pas des canailles, qu'il y a parmi eux des inconscients, des imbéciles et des dupes. Il suffit d'ailleurs de se documenter un peu et d'étudier ce que furent les chefs de ces syndicats jaunes et ce qu'ils devinrent ou ce qu'ils sont encore pour être fixés sur cette plaie, cette honte de l'organisation ouvrière. Les *syndicats jaunes* furent l'œuvre d'individus tarés, prêts à tout, moyennant finance, pour faire obstacle au succès du syndicalisme rouge qui s'imposa quand même. C'est un moment de l'histoire syndicaliste que cette époque héroïque de lutte contre un patronat aux abois, malgré toutes les forces gouvernementales rassemblées pour son maintien et les syndicats de désagrégation ouvrière liés à son service. La trahison chez les jaunes est si fortement enracinée qu'ils trahissent ceux qui les paient, qu'ils se trahissent entre eux et qu'ils trahissent même leur programme. D'abord, pour les besoins de leur cause, ils falsifient les chiffres. Pour faire *chanter* les patrons auxquels ils offrent leur concours, ils ajoutent des zéros à l'énumération des effectifs des syndicats jaunes et ils en biffent au nombre des syndicats rouges dont ils donnent une énumération pitoyable et squelettique. Selon les besoins, ils font terribles les syndicats rouges, comme ils les font piteux et sans ressort. Que cela soit contradictoire, cela n'a pas d'importance. Tout dépend des circonstances et de la destinée de l'appel qu'ils font aux «honnêtes» gens cramponnés à «l'ordre», symbole de la tranquillité jouisseuse et du statu quo social.

Voici comment ils écrivent leur histoire, *Les Jaunes de France*, par la plume de Pierre Biétry :

«*Début des Jaunes*. – Aux premiers mois de 1901, une sourde mais profonde évolution s'accomplissait dans la classe ouvrière. Les meilleurs parmi ceux qui avaient favorisé, sinon implanté le syndicat socialiste faisaient un retour sur eux-mêmes, refusaient nettement de suivre plus longtemps les Jaurès, les Millerand et autres mauvais bergers dans leurs théories antinationalistes, athées, négatives de tout idéal et nettement révolutionnaires, au mépris des revendications légitimes et possibles. Nous avons vu trop d'infamies... Avec quelques camarades nous avons résolu de remonter ce courant et dans toute la France on vit s'édifier des syndicats *indépendants*. Avec la complicité d'un homme qui, sous prétexte d'organiser les Jaunes, fit un mal considérable à l'idée même du syndicalisme indépendant, les prédécesseurs de M. Combes mirent la main sur la direction intellectuelle du mouvement. Il y eût là de beaux jours pour M. Lanoir qui fut l'artisan de notre échec momentané. Bref, les événements, les constatations *journalières* nous imposèrent la certitude que non seulement M. Lanoir n'organisait et ne voulait point organiser le monde ouvrier, mais qu'il avait créé, grâce au concours aveugle de nos groupes et

de nous-mêmes, une véritable industrie dont il était, avec le gouvernement, le seul bénéficiaire.»

Biétry qui veut remplacer Lanoir à la tête du mouvement jaune, se fait ainsi connaître en nous révélant celui qui le gêne et à qui il semble dire: «A canaille, canaille et demie : ôte-toi de là que je m'y mette !» Et il s'y est mis.

«Le premier congrès des *Jaunes* se tint à Saint-Mandé les 27, 28 et 29 mars 1902. M. Lanoir n'y présenta aucun programme professionnel. Il voulait simplement faire une cassure dans le syndicalisme et former uniquement des groupes *antigrévistes* avec ces deux moyens d'existence : 1° subventions officielles; 2° subventions patronales. C'était tout, c'était peu, c'était rien.»

Biétry, après avoir *débarqué* Lanoir, son prédécesseur dans le mouvement jaune, entreprend de lui succéder et surtout de relever ce mouvement avec l'appui de toute la réaction et de ses journaux, de M. Méline et de son groupe, de l'Association républicaine et de l'opinion publique des cléricaux et des patriotes.

Et ce bon Biétry nous apprend combien loyale fut sa démarche auprès du président de la République, à l'Elysée, où, dit-il, M. Loubet traita de *misérables* les politiciens socialistes et ajouta, s'adressant aux délégués jaunes: «L'œuvre que vous avez entreprise a toutes mes sympathies; je vous félicite de votre courage, et je vous souhaite de tout mon cœur une grande réussite.» Venus de si haut, de tels encouragements furent profitables aux jaunes en général et à Biétry en particulier. Il devint le chef incontesté de la *Fédération des Jaunes de France*, avec un programme bien défini. Il devint aussi député de Brest, puis homme de grosses affaires aux colonies, dans l'industrie du caoutchouc... mais cela, c'est une autre histoire. L'ouvrier horloger Biétry, traître à tout et à tous, est mort après avoir été syndicaliste révolutionnaire, socialiste guesdiste, puis nationaliste, cléricale, *jaune*, politicien, antipoliticien, député, colon. Ce grand ami de M. Japy, grand industriel, est mort, peut-on dire, comme il avait vécu : Jaune, jaune jusqu'au bout...

Les jaunes de cette époque n'ont pas empêché le syndicalisme, le vrai, celui d'avant-guerre, de marcher droit vers la révolution sociale. La guerre vint, hélas ! mais la révolution ne vint pas... Sous de multiples formes les jaunes n'ont cessé d'exercer leur action conservatrice et même régressive. Ils se font aujourd'hui l'auxiliaire du fascisme, tentative suprême du patronat de combat. Mais en dépit de leurs manœuvres, et de l'union sacrée, et de la dictature, le compromis social s'avère aussi précaire. Et vain apparaîtrait toujours l'espoir d'équilibre par un accord du Capital et du Travail.

– Georges YVETOT.

**George Yvetôt** (1868-1942) à Paris. Militant anarchiste et syndicaliste, antipatriote et antimilitariste. Ouvrier typographe puis correcteur, il est de nombreuses fois condamné à la prison pour incitation à la désobéissance. En 1918, il perd son poste au Bureau confédéral et se consacre au pacifisme. En 1939, il signe le tract «Paix immédiate» de Louis Lecoin. Ayant perdu son emploi, il accepte alors de présider un Comité ouvrier de secours immédiats, au service de Vichy et meurt peu après. Triste fin pour un vieux militant ouvrier (*NPNF, 2010*)..

# MAGASINS COOPERATIFS

La plupart des gens considèrent les magasins coopératifs comme des boutiques de vente de marchandises à bon marché. C'est une conception étroite, étriquée, et en désaccord avec le caractère même de la coopération.

Dans les pays musulmans, où l'on a souffert comme ailleurs de la crise de vie chère, les Arabes appellent volontiers magasin coopératif, ou «coopérative», toute boutique (privée ou capitaliste) qui vend, ou a la réputation de vendre, à bon marché. Et même, dans les pays à population évoluée, combien de ménagères et d'hommes, appellent «coopératives» des succursales de maisons d'alimentation à succursales multiples, lorsque ces succursales vendent, ou ont la réputation de vendre, à bon marché...

Ceux qui envisagent le problème coopératif de ce point de vue ont une lamentable mentalité. Certes, dans l'ensemble, les magasins coopératifs ont l'avantage de débiter des marchandises bonnes, à bon marché et au juste poids. Certes, dans l'ensemble, ils répartissent en fin d'année à leurs sociétaires des trop-perçus intéressants et soutiennent des œuvres sociales recommandables. Mais tout cela n'est rien par l'apport à l'action organique déterminée par la création et le fonctionnement de ces magasins.

D'abord, ils opposent un frein aux appétits déchaînés du capitalisme (petit ou grand), des mercantis et même des marchands. Et, mieux que cela, qui n'est pas mince, ils groupent organiquement, pour des entreprises collectives concrètes, la poussière des consommateurs qui, isolés, ne seraient rien, mais qui, unis, disposent de la plus grande puissance qui soit au monde, celle devant laquelle s'inclinent respectueusement les plus grands capitaines du commerce, de l'industrie, de la banque, du capitalisme, en un mot : la puissance d'achat des consommateurs.

Supposez cette puissance d'achat groupée dans les succursales des coopératives régionales; celles-ci groupées dans leur Fédération nationale, leur magasin de gros, leur banque et toutes ces institutions groupées dans leur Alliance coopérative internationale, dans leur Banque internationale, dès lors, c'est la société coopérative, avec toutes ses possibilités.

Les consommateurs sont groupés d'abord comme nous venons de le voir. Ils savent de combien de tonnes de marchandises ou denrées ils auront annuellement besoin. Dès lors, avec leurs capitaux propres, collectifs dans leurs magasins coopératifs, ou avec leurs réserves, ils dirigent les productions, qui seront absorbées par leurs sociétaires, en créant des usines ou des ateliers coopératifs. Ils croissent. Ils se trouvent en présence des trusts et, par la force des circonstances, ils entrent en lutte et les expériences qui ont été faites en Allemagne, en Angleterre, en Suède, en Finlande, en Suisse et même en France prouvent que les trusts, même les plus

puissants, ne sortent pas victorieux de leur lutte contre les consommateurs groupés dans leurs magasins coopératifs.

Cette poursuite de l'idéal coopératif a pour effet certain de faire participer à une action organique concrète et profondément révolutionnaire, sur le plan économique, des gens que rien n'avait, jusque-là, préparés à une action sociale profonde et qui se laissaient, jusque-là, emporter, comme des bâtons flottants, par les eaux du capitalisme.

L'avantage aussi de cette action organique des magasins coopératifs est qu'ils constituent, par l'association libre et volontaire des individus, dans l'actuelle société, un capital collectif et impersonnel, qui va grandissant sans cesse et qui se transmet de générations en générations et, par ce fait même, crée des habitudes de pensée et une moralité nouvelles, dégagées de l'emprise capitaliste. Et, à cause de leurs mérites actuels et futurs, les magasins coopératifs sont des instruments éminents d'une Révolution sociale profonde; tandis que les myopes intellectuels les ont considérés (cf. Karl Marx) et les considèrent encore (les «révolutionnaires» verbaux) comme de simples boutiques commerciales perfectionnées...

## **A. Daudé-Bancel**

Achille Antoine Daudé dit **Daudé-Bancel** (1870-1963) à Bancel, Gard). Anarchiste, syndicaliste et surtout coopérateur. Après un début dans le journalisme, il devient pharmacien. Il vend sa pharmacie pour aider à la création de coopératives de consommation. Auteur de nombreux ouvrages qui traitent du coopératisme, mais aussi des questions alimentaires ou sociales. On remarquera que *l'Encyclopédie anarchiste*, soucieuse, d'accueillir les différentes sensibilités de l'anarchisme ne contient pas, à notre connaissance, d'article défendant un point de vue opposé à cette vision totalement réformiste (*NPNF, 2010*).

## MANŒUVRE (*extraits*)

(bas latin *manus-opera* de *manus*, mains, et *opera*, œuvre)

(...) Ouvrier manuel n'ayant pas de profession définie et occupé dans toutes les branches du travail, aux besognes rudes ou malpropres, mais secondaires et vite apprises, par opposition à l'ouvrier qualifié, qui a fait, lui, un apprentissage et qui a un métier en main. C'est rarement à son incapacité naturelle que le manœuvre doit sa condition. La plupart du temps, par suite de la pauvreté de ses parents, il a dû gagner son pain dès avant l'adolescence. Les siens n'ont pu payer pour son apprentissage et ils n'auraient pu même le nourrir pendant la durée de celui-ci. Il lui a fallu accepter les travaux les plus faciles pour toucher de suite un salaire. Et c'est sur ce plan que se déroulera sa carrière de besogneux. L'enfant de la misère sera toujours *l'homme de peine*, aux gros efforts, aux tâches rebutantes et aux maigres rétributions.

Car si l'existence de l'ouvrier qualifié est loin d'être brillante, celle du manœuvre est presque toujours précaire et infériorisée. Parce qu'il peut être remplacé rapidement par n'importe qui, le patron en profite pour le payer moins cher et ne l'embaucher que lorsque le travail presse. Le manœuvre connaît donc le chômage plus que quiconque, et, avec le peu d'agrément de sa profession, il arrive parfois à être vite dégoûté du travail, ce qui aggrave encore sa triste condition.

L'ouvrier qualifié lui-même, qui tire souvent orgueil de ses quelques connaissances et des avantages qu'elles représentent, n'a généralement que peu de sympathie pour le manœuvre et trouve très normal qu'il soit encore moins payé que lui. Il protesterait s'il en était autrement : «Ce ne serait pas la peine d'avoir fait deux ou trois ans d'apprentissage, lui entend-on dire, si je ne gagnais pas plus.» En réalité, le manœuvre fait un travail aussi indispensable que l'ouvrier qualifié et sa besogne est presque toujours plus dure, plus fatigante et plus ennuyeuse. Que chacun fasse le travail qui lui revient, c'est entendu, mais puisque tous deux ont les mêmes besoins, qu'ils soient placés devant les mêmes conditions d'existence.

Le syndicalisme a bien cherché quelque peu à rapprocher ces travailleurs, en les réunissant dans les mêmes organisations, et en leur apprenant à présenter des revendications communes, mais il est loin d'avoir complètement réussi et le même état d'esprit subsiste encore, ou à peu près, parmi ces ouvriers. Ne voit-on pas souvent, dans un même syndicat, manœuvres et ouvriers qualifiés, organisés ensemble, réclamer des salaires de 5 francs de l'heure pour l'ouvrier qualifié, par exemple, et de 3 francs 50 ou 4 francs seulement pour le manœuvre ? N'est-ce pas un non-sens et une méconnaissance du syndicalisme ? Que le patronat établisse une échelle de salaires entre ses ouvriers, c'est son intérêt : cela lui permet de débours-

ser moins en définitive et cette inégalité entretient toujours la division parmi son personnel.

Que les ouvriers n'arrivent pas toujours à l'en empêcher, cela se comprend, mais qu'ils réclament eux-mêmes le maintien de salaires différents, voilà qui est inadmissible.

Dans la grande industrie d'aujourd'hui, qui fait de plus en plus redescendre, à l'état de manœuvre, l'ouvrier qualifié, l'importance du manœuvre s'amplifie avec la transformation apportée dans beaucoup d'usines par le développement du machinisme et la rationalisation. De cette modification de son rôle, le manœuvre ne tire aucun avantage, mais l'ouvrier de métier est ainsi de plus en plus remplacé par le «manœuvre spécialisé», à moins qu'il ne devienne lui-même ce «manœuvre». Ce sort nouveau, qui le touche au vif de ses intérêts immédiats, lui fera-t-il mieux comprendre l'injustice des catégories de salariés et se sentira-t-il davantage le frère du manœuvre ?

Le travail de chaque ouvrier, devenant de plus en plus limité à un seul genre d'exercice, ne comportant que quelques mouvements, toujours les mêmes, il arrive qu'en quelques jours seulement, quelques heures même, n'importe qui peut acquérir l'habileté suffisante pour exécuter ce qu'il aura à faire toute l'année et, parfois toute sa vie. D'ailleurs si, au début, il lui manque la dextérité nécessaire, la machine, qui l'oblige à régler ses mouvements sur les siens, se chargera de la lui donner par force; il devra la suivre, s'il veut conserver sa place.

Au lieu donc de disparaître, les manœuvres tendent toujours à devenir plus nombreux dans la grande industrie qui ne conservera qu'un chiffre infime d'ouvriers qualifiés et demandera surtout des serviteurs interchangeables de la machine. Les ouvriers ainsi ramenés au même niveau sauront-ils en profiter pour mieux se comprendre et mieux se défendre ? L'accroissement du chômage qui résulte de ces nouvelles méthodes de travail et qui est accepté mondialement sans sursaut sérieux ne permet guère d'augurer d'aussi heureux résultats.

**E. Cotte**



# MANUEL

S'applique à ce qui se fait avec les mains, au travail physique qui produit des choses matérielles et qui est généralement accompli avec les mains. Le travail manuel se distingue ainsi du travail intellectuel, ou travail de la pensée.

Ces deux formes de l'activité sont-elles, vis-à-vis l'une de l'autre, dans un état d'interdépendance ou sont-elles, au contraire, nettement séparées, au point même que leurs rapports sont hostiles ? Il n'est pas superflu de poser une telle question lorsqu'on considère l'usage que la phraséologie de notre époque a fait du mot *manuel* par opposition à *intellectuel*, en les employant tous deux comme substantifs.

On s'est mis à dire : *un manuel*, pour «un travailleur manuel», un *intellectuel*, pour «un travailleur intellectuel» et, ne se bornant pas à cette distinction entre les travailleurs, on est arrivé à les opposer les uns aux autres au point d'en faire deux classes ennemies !

Il convient d'observer que la période aiguë de cet état d'antagonisme s'est produite surtout avant 1914, lorsque le syndicalisme ouvrier présentait une certaine unité et constituait une force avec laquelle il semblait qu'on devait compter. Pour les uns, alors que le *manuel* était l'homme en qui s'incarnait le travail utile, bienfaisant, producteur de la richesse et du bonheur universel, qui possédait toutes les qualités populaires et représentait toutes les vertus sociales; l'*intellectuel* était le prototype du parasite, le frelon de la ruche, la mouche du coche, le lys qui ne travaille pas ou dont l'activité est inutile sinon malfaisante, et aussi le corrupteur, le traître, le complice de l'organisation bourgeoise et capitaliste qui asservit les prolétaires.

Pour les autres, au contraire, le *manuel*, l'homme aux mains calleuses et au front baissé vers la terre demeurait la «canaille» de jadis, le croquant, le goujat grossier, brutal, illettré, sans éducation, «l'espèce inférieure» uniquement bonne à fournir de la main-d'œuvre en attendant que, le machinisme le remplaçant complètement, les mâles ne fussent plus utilisables qu'à la caserne et les femelles réservées à la reproduction et au lupanar; l'*intellectuel*, l'homme aux mains blanches et au front levé vers les étoiles, était le dieu par qui se répandaient toute science et toute sagesse, «l'élite» précieuse dont la pensée et la volonté éclairaient et dirigeaient le monde.

*Manuel* était synonyme d'exploité, de prolétaire. *Intellectuel* était synonyme d'exploiteur, de bourgeois. Un ouvrier que des combinaisons d'affaires et de politique auraient fait patron, millionnaire, député, demeurerait un «prolétaire» aux yeux de ses anciens compagnons de misère. Un artiste, un écrivain, un médecin, un avocat, voire un de ces miteux «grapi-gnans» de basoche qui sont au plus bas de l'échelle des «professions libé-

rales», resterait marqué «bourgeois» jusqu'à la fin de ses jours, catalogué fainéant et jouisseur, même s'il mourrait de misère physiologique dans un chauffoir municipal.

Si déplumé qu'il serait et si révolutionnaire qu'il se manifesterait, «l'intellectuel» n'appartiendrait pas moins à la classe bourgeoise, ennemie des «prolétaires». Par contre, le «manuel», arrivé à la table des ministres, serait toujours un prolétaire; en buvant leur cognac et en fumant leurs cigares, il vengerait les «camarades», les «frères de misère» qui continueraient à peiner dans l'enfer capitaliste. Des «résidus de bourgeoisie», disait dédaigneusement M. Clemenceau, quoique bourgeois lui-même, des fonctionnaires qui lui rappelaient qu'ils étaient des prolétaires.

Voilà à quelles aberrations la phraséologie d'avant-guerre avait abouti. Aujourd'hui que la classe ouvrière mutilée, divisée et devenue impuissante, a fait la dure expérience qu'il n'était pas nécessaire d'aller chercher parmi les «intellectuels» des «traîtres» qui la livreraient à ses ennemis, et que ceux de chez elle y suffiraient amplement, on paraît marcher vers une plus saine et plus exacte appréciation des choses. Nous verrons mieux, au mot *ouvriérisme*, ce qu'ont été la formation, le développement et les conséquences de la division des travailleurs en *manuels* et *intellectuels* opposés les uns aux autres.

Le travail manuel ne se sépare pas du travail intellectuel. Aucun homme, et même aucun animal, n'est une simple mécanique. Dans tout geste, même le moins réfléchi, dans tout travail, même le plus machinal et le plus grossier, il y a une part d'observation, d'initiative, d'intelligence qui fait que le geste, ou le travail, répond plus ou moins bien à ses fins. Le cantonnier ne lance pas ses cailloux à tort et à travers sur la route, le maçon observe l'indication du fil à plomb pour construire un mur, le haleur est attentif au rythme du refrain qui fait tendre à la même seconde ses muscles et ceux de ses compagnons pour un effort simultané.

À tout travail musculaire correspond un travail du cerveau variable suivant qu'il est plus ou moins réfléchi. Plus le travail est individualisé, c'est-à-dire normalement distribué suivant la capacité de chacun, plus il demande de participation intellectuelle. C'est ainsi qu'il y a au moins autant d'invention intellectuelle que d'habileté manuelle dans la besogne de l'artisan. Si la sottise d'un prétendu aristocratism fait refuser la qualité d'artiste à l'artisan, il est aussi sot de classer «intellectuel» l'artiste qui peint, qui sculpte, qui grave, qui joue d'un instrument de musique, se servant incontestablement de ses mains dont l'habileté est indispensable pour traduire dans la matière et produire la forme physique, plastique ou auditive, conçue par sa pensée.

Il n'y a pas plus d'hommes-machines que d'hommes-cerveaux; tous ont besoin d'exercer leurs mains et leur intelligence. Même dans l'état social actuel où le machiavélisme capitaliste est arrivé, par le taylorisme, la rationalisation et autres procédés esclavagistes, à rendre le travail manuel de

plus en plus impersonnel, dépourvu de toute intelligence ouvrière, la démarcation des travailleurs manuels et intellectuels constitue une calamité.

Lorsque les hommes seront parvenus à fonder une société où la concurrence féroce n'entretiendra plus entre eux, entre les individus comme entre les groupes, l'état de guerre dans lequel ils vivent et où le travail ne sera plus un moyen d'exploitation, une source de douleur et de misère, mais sera au contraire producteur du bonheur de tous, les activités manuelles et intellectuelles seront normalement distribuées pour chaque individu selon ses dispositions et ses préférences. Il n'y aura plus de damnés *manuels*, le travail des mains étant devenu le complément harmonieux de celui du cerveau, c'est-à-dire de l'activité librement choisie. Il n'y aura plus de bienheureux *intellectuels*, chacun devant apporter sa part suivant ses facultés et ses forces à l'activité commune. Il n'y aura que des élus qui travailleront tous, de leur intelligence et de leurs mains, pour un heureux équilibre individuel et social.

Mais pour arriver à cela, il faut d'abord que les travailleurs, dans la lutte où ils sont engagés, ne fassent plus un choix empirique, et d'après des étiquettes stupides, de leurs amis et de leurs ennemis. Il faut qu'ils jugent les hommes d'après leur œuvre. Il faut qu'ils se débarrassent de cette phraséologie malsaine qui les divise en *manuels* et *intellectuels*. Car la preuve est faite aujourd'hui : c'est dans leurs propres rangs, plus que dans ceux des intellectuels, que les manuels ont rencontré les «traîtres» les plus dangereux et les plus malfaisants, depuis le simple flic qui les passe à tabac jusqu'aux représentants de l'«Internationale Ouvrière» qui figurent dans les conseils des gouvernements et les inviteront, à l'occasion, à marcher encore pour la prochaine «dernière guerre».

## **Édouard Rothen**

Charles Hotz dit **Edouard Rothen** (1874-1937). Employé des tramways. Communiste libertaire. Conférencier, il collabora à de nombreux titres de la presse libertaire, *NPNF*, 2010.

# MANUEL

Pour Doudchenko, le travail manuel doit être un devoir universel, *moralement* obligatoire pour tout le monde. Il a basé sa thèse d'une façon explicite et très claire sur plusieurs considérations (principalement d'ordre moral). En les acceptant on se sent obligé par sa conscience de partager avec tous ses semblables le travail dur, le travail monotone et si peu poétique, le travail désagréable, qui donne du pain quotidien à toute la famille humaine. Brièvement, pour Doudchenko la répartition universelle de cette nécessité – parfois si peu souriante – n'est qu'une manifestation et conséquence inévitable de l'acceptation sincère des principes de Liberté, d'Égalité, de Fraternité.

C'est surtout le sentiment de fraternité qui poussa Doudchenko à s'inquiéter avant tout de la vie humaine, en renonçant aux conquêtes dites «scientifiques» et aux chefs-d'œuvre artistiques là où ils s'achètent au prix d'une existence lamentable, presque animale des masses et deviennent un privilège raffiné d'une «élite» infime...

Il semble à certains – tel Romain Rolland – que si le travail manuel était réparti entre tous les hommes, la vie humaine serait plongée dans des ténèbres bien tristes, que les «soleils» de la Beauté et de la Vérité seraient éteints, et que l'humanité ne connaîtrait plus de Michel-Ange, de Beethoven, de Spinoza, de Newton, etc. Ils considèrent l'appel au travail manuel comme un attentat «contre les Beaux-Arts, contre la Science, contre le Savoir, contre la Vérité», contre toutes les valeurs intellectuelles et spirituelles, comme enfin une tentative déplorable de retourner à une barbarie vulgaire...

Mais c'est là une interprétation et une appréciation inexactes de l'effort de ceux qui voudraient que les peines et les joies soient réparties d'une façon plus régulière, et qui font appel à tout le monde pour participer au travail physique... Je partage le point de vue de Doudchenko. Pour moi aussi la répartition de la dure, désagréable et monotone besogne entre tous les membres de la grande famille humaine serait un acte de justice, une application pratique des principes humanitaires.

Est-ce que cela témoigne de notre indifférence ou même de l'hostilité envers l'art ou le savoir ?... Mais pas du tout ! Au contraire : c'est parce que nous considérons les beaux-arts et la science comme le plus parfait ornement de la vie et aussi comme un des principaux moyens d'élever cette dernière au-dessus du niveau de la vie animale, que nous voudrions les rendre accessibles à tout le monde, en détruisant le vieux préjugé d'après lequel ils sont le privilège d'une caste.

Si la production des biens matériels était bien organisée et équitablement répartie, personne ne devrait travailler (manuellement) plus de 3 heures et demie-4 heures par jour. Comptez maintenant combien d'heures

il resterait journallement à la disposition de qui voudrait aussi s'occuper du travail intellectuel, artistique, spirituel !... Je ne crois pas que quelques heures de travail manuel pourraient affaiblir ni surtout tuer le talent d'un Beethoven ou d'un Spinoza; au contraire je suis plus porté à croire qu'un tel travail – un travail rationnel, bien organisé et *équitablement partagé* – fortifierait leur corps (comme un sport quelconque) et les préserverait de cette dégénérescence rapide qui est aujourd'hui le fléau de ceux qui se sont imprudemment débarrassés du travail musculaire aussi bien que de ceux qui sont écrasés par un travail disproportionné.

Un partage juste du travail physique non seulement ne supprimerait pas les hommes de génie, mais, au contraire, il donnerait enfin la possibilité de se développer aux talents de tous ceux qui, quoique bien doués, commencent et finissent leur vie, aplatis contre la terre par de lourds préjugés et par de dures conditions matérielles et qui n'osent – ou n'ont le loisir ! – lever leur regard au ciel...

Ce n'est qu'un seul Beethoven, un seul Spinoza sur dix qui peut, qui *ose*, dans le milieu social actuel, développer son talent et devenir ce qu'il doit être, tandis que les neuf autres succombent sous le poids d'injustices et de préjugés sociaux... Mais une juste répartition du travail ouvrirait enfin la tombe et briserait enfin le cercueil, dans lequel sont enterrés vivants tant de talents, tant de possibilités !

À la houillère, où je travaille, parmi les hommes âgés qui m'environnent, il en est que j'ai remarqués jadis, les uns, pour leurs dispositions musicales, les autres pour leur esprit clair et puissant, en qui j'ai noté le germe des dons les plus différents. Mais la vie qui devait les ouvrir les a anéantis. Là, ce sont les circonstances de la détresse familiale, ici les longues et pénibles journées et la misère qui les ont pris pour un lourd labeur manuel et éloigné des études, qui ont brisé ou étouffé leur essor, qui ont refermé cette fleur de l'activité intellectuelle qui ne demandait qu'à s'épanouir...

Et pourtant, qui voudrait affirmer qu'il n'y avait pas parmi eux des Newton, des Spinoza, des Beethoven ? Et si, dans le temps de leur jeunesse, à l'âge où s'affirment les facultés, leur travail eût été partagé par ceux de ces jeunes bourgeois quelconques, qui, grâce à leurs privilèges sociaux, ne faisaient rien ou bien faisaient semblant (avec un air grave) de faire quelque chose; et si, ainsi, ils eussent obtenu la possibilité de disposer librement d'une partie considérable de leur journée, qui sait de quelles valeurs (littéraires, philosophiques ou scientifiques) se serait encore enrichie notre vie...

De cette génération, qui déjà appartient davantage au passé, transportons maintenant le regard vers ses enfants. Si, en pensant à eux, je désire ardemment un tel changement dans les habitudes sociales, qui transférerait une partie de ces longues journées, par lesquelles était écrasée l'âme de

leurs pères, sur les épaules de ceux qui dégénèrent à cause de leur oisiveté, est-ce que je suis un ennemi ou un ami de l'art et de la science ?

Dans la cité ouvrière où j'habite, j'observe beaucoup d'enfants appartenant aux familles ouvrières. Je les compare aux enfants de familles riches, que j'ai quelquefois l'occasion d'observer autre part, et je me demande toujours sur quoi sont fondées ces assertions étranges ou plutôt atroces, qui prétendent que les premiers sont faits pour passer leur vie au fond des mines, auprès des fours d'usines, dans les cités ouvrières couvertes de fumées, etc., et les deuxièmes pour passer la leur dans les ateliers artistiques, dans les laboratoires, dans les rédactions, dans les bureaux (sinon au Monte-Carlo, à la Riviera, à Montmartre).

Si le talent, le génie méritent souvent, ont besoin quelquefois d'être placés dans des conditions spéciales, il faut tout de même commencer par une telle organisation et répartition du travail, qui permettrait à tous les germes – faibles et tendres – de dons, de talents différents de percer la croûte dure de la vie, de pousser et de prendre racine...

Et puis une juste répartition du travail manuel contribuerait beaucoup à purifier le « temps de l'Art », où une quantité considérable de « marchands » et de « prostituteurs » se réfugient rien que pour se sauver de la nécessité de gagner leur pain par un travail plus dur...

Parmi les ouvriers aussi il se fait maintenant un grand effort pour quitter les usines, les ateliers, les mines et pour s'emparer d'une petite profession libérale, bourgeoise, qui éloignerait les rares « veinards » de ce terrible spectre qu'est pour eux le travail physique. Puisque l'on parle toujours d'une vie – légale et « bonne », à ce qu'on dit – qui permet toujours de rester bien propre, de ne pas avoir les mains calleuses, de ne pas courir mille risques et périls dans les mines et les fabriques, de ne pas arriver au désespoir à cause de la monotonie de leur besogne, etc., puisque l'on parle constamment de tout cela, ils n'ont qu'un seul rêve: c'est de rompre le plus vite possible avec tout leur passé et de ne plus retomber dans ce milieu ouvrier, auquel ils ont eu le « malheur » d'appartenir...

Quand j'aspire à une organisation du travail manuel qui répartirait les exigences actuelles de la nécessité, assurerait la possibilité de se débarrasser de certaines peines en se réfugiant, les tâches dures achevées, dans le « temple » réconfortant de l'art et de la science, suis-je un ami ou un ennemi de ce temple ?

Enfin, je crois que l'acceptation du travail manuel par tout le monde établirait un *contact* entre les masses populaires et les intellectuels, duquel ne pourrait sortir qu'une quantité infinie de conséquences salutaires. D'un côté il y a dans la vie un tas de choses, que les intellectuels n'arriveront jamais à comprendre s'ils ne partagent jusqu'au bout, jusqu'à l'extrême, la vie des masses laborieuses. Les livres, les théories, les expériences de laboratoires et les petites excursions dans les quartiers populaires ne peuvent leur apporter que des lumières incomplètes et insuffisantes.

Il faut que l'intellectuel, tout en gardant ses facultés «internes», devienne en même temps, un travailleur, un «prolétaire» afin que sa vue devienne capable de pénétrer plus loin qu'elle ne pénètre, quand il reste toujours dans sa coquille bourgeoise, en se berçant par la pensée présomptueuse qu'«il sait déjà tout»...

Pour que ses propres facultés, ses propres forces intellectuelles atteignent un plus haut degré de développement il est indispensable qu'il commence à travailler avec une pioche, un marteau, un burin ou une pelle. La pioche qu'il prendra entre ses mains rafraîchira, rajeunira ses pensées, qui languissent dans le cercle vieux et vicieux de l'existence bourgeoise. Tout cela n'enlèvera pas de sa vie ancienne ce qu'il y avait en elle de bon, de vrai, mais seulement y ajoutera des valeurs nouvelles.

Et de l'autre côté plus que jamais les masses populaires ont besoin qu'un fort courant intellectuel et spirituel soit introduit dans leur vie, qui, par sa monotonie et par le manque total d'intérêts «intérieurs» les étouffe ou les livre aux excès de désespoir, de jalousie et de haine.

Au lieu de répéter aux masses qu'elles doivent accepter leur vie actuelle, comme la plus naturelle, ou que les plus énergiques doivent tâcher (en piétinant sur le dos des plus faibles) d'«arriver à quelque chose», au lieu de tout cela il faut leur démontrer la possibilité de faire *deux choses à la fois* : de rester ouvrier et de s'élever intellectuellement et spirituellement toujours plus haut et plus haut. Il faut éveiller chez eux l'effort vers le rehaussement de leur dignité humaine dans toute son ampleur.

Il faut leur apprendre à utiliser rationnellement leurs loisirs, au lieu de s'empoisonner dans les cafés et dans les bistrotts, au lieu de s'avilir dans les vulgaires cinémas et dancings.

Grâce à la journée de 8 heures l'ouvrier est devenu un peu plus libre, un peu maître d'une partie de sa journée; mais il faut lui apprendre à profiter immédiatement de cette petite libération, sinon... il s'ensuivra un égarement et puis un recul, une réaction. Donc si d'un côté il y a quantité de choses que les intellectuels doivent apprendre chez les travailleurs manuels, chez les «prolétaires», par contre dans la vie actuelle de ces derniers il y a beaucoup de lacunes, que seule une sincère et dévouée collaboration des intellectuels pourrait enfin combler...

Oui, une collaboration sincère, étroite, poussée jusqu'au bout, est nécessaire, pour le bien de tout le monde. Et faut-il dire qu'une telle collaboration (par le partage de la même vie, de toutes les peines et de toutes les joies) serait utile non seulement pour améliorer le côté matériel de la vie, mais avant tout pour la rendre plus belle et plus noble.

Si tous ceux qui trouvent la possibilité de développer leurs dons, leurs talents au lieu de désertir les mines et les fabriques (de quoi j'ai déjà parlé plus haut) y restaient et y exerçaient l'influence ennoblissante de leurs facultés, de leurs talents, pourrait-on prévoir toutes les bonnes conséquences qu'amènerait l'application constante d'une telle influence ?

J'observe quelquefois pendant le travail l'action d'une chanson chantée par un camarade ou l'animation que provoque un dessin accompli avec un morceau de craie sur une planche, ou enfin l'intérêt profond que suscite un entretien sur un sujet quelconque et ces observations me forcent chaque fois à penser, que c'est ici que doit être la place de ces écrivains, artistes, intellectuels, qui veulent être des serviteurs du beau et du vrai, mais qui se plaignent en même temps de la surdité du public et qui avouent même parfois leur propre impuissance. Ont-ils du moins le droit de se plaindre ?

Je crois que non, car ce sont eux-mêmes, qui se sont placés dans cette situation «infructueuse», et si leurs plaintes sont sincères, tout ce qu'on pourrait leur conseiller est, il me semble, de quitter le cercle vicieux dans lequel leur pensée étouffe, et où personne n'a besoin d'eux, et d'aller dans les mines et dans les fabriques. Là, je suis sûr, ils seront mieux appréciés et mieux accueillis, à condition naturellement qu'ils ne viennent pas avec des prétentions démesurées et ridicules...

Malheureusement les serviteurs du beau, du savoir et de l'esprit en considérant leur propre vie comme une valeur suprême et tout à fait indépendante, comme une «valeur en soi», parlent non seulement du droit, mais même du «devoir», de s'éloigner de tout ce qui est «grossier» et «vulgaire», de tout ce qui pourrait troubler *leurs* pensées et *leurs* sentiments. Hélas, jusqu'à présent le talent, le beau, la poésie, le savoir quittent la vie des masses populaires, et pendant que cette dernière reste inanimée, comme un gigantesque squelette, dépourvu de chair et d'âme, ils vont se vendre dans les cafés-concerts, dans les cinémas, dans les théâtres, chez les éditeurs, chez les «patrons», qui ont une grosse bourse...

Pour finir, je dirai qu'il serait d'une grande importance, que les apôtres de la vérité, se déclarent sans réserve amis d'une collaboration entre tous les chercheurs sincères d'une vie nouvelle et juste; mais est-ce qu'il n'est pas évident qu'on ne peut pas parler de collaboration là où les uns refusent de porter et de partager le fardeau des autres, et où chacun se retire dans son propre coin ?

On doit se rapprocher, on doit se connaître; alors viendra la compréhension mutuelle, et tout cela portera beaucoup de fruits.

**A. Hilko***ff*, *ouvrier de charbonnage.*



## MOUVEMENT SOCIAL (*extraits*)

La définition exacte de cette locution : «Mouvement social» est assez délicate et imprécise. Dans son sens complet, elle signifie tout ce qui comporte un changement, une transformation, une évolution ou une révolution dans la constitution de la société, ainsi que l'activité des classes ouvrières... (Elle) embrasse donc toute la vie sociale dans ses multiples formes, ses nombreux organismes, et ses perpétuelles transformations. (...)

Les formes principales du mouvement social sont : le syndicalisme, le coopératisme et le mutualisme.

Le syndicalisme ouvrier a mené de rudes batailles durant ce dernier demi-siècle. Par des grèves, des manifestations, des campagnes de propagande, il est arrivé à certaines améliorations très appréciables sur les salaires, la durée du travail, la protection des travailleurs. Il a contraint, en beaucoup de pays, le législateur à s'intéresser aux questions ouvrières. Mais lorsqu'il se contente d'obtenir le vote d'une loi et ne bataille pas pour son application, celle-ci reste lettre morte. Le syndicalisme ne s'est pas contenté de grouper les travailleurs pour la lutte et les améliorations immédiates, il a dressé un programme de rénovation sociale, affirmant le droit des travailleurs à reprendre la richesse sociale et à organiser le travail, qui restera un des idéaux les plus vivants et les plus pratiques de réalisation de l'émancipation sociale.

Le syndicalisme est universel : il existe partout des syndicats ouvriers. Il est tantôt à caractère réformiste, modéré, cherchant à réaliser, petit à petit, des améliorations et tantôt d'esprit révolutionnaire, combatif et visant à la transformation du mode de production. Il est devenu une force sociale qui joue un grand rôle dans la société, et en jouera un plus conséquent encore lors des secousses révolutionnaires.

Plus pondéré et plus terne est le mouvement coopératif. Il a différentes formes : consommation, production, crédit. Son but immédiat est de défendre le consommateur écrasé par le commerce. Non seulement il combat le mercanti, mais tend à lui substituer ses magasins de répartition. De même que les coopératives de production tendent à remplacer le patronat.

Quoique imprégné, en général, de la mentalité bourgeoise, le coopératisme sous toutes ses formes est en même temps qu'un moyen pratique et pacifique de défense actuelle, un effort positif d'administration autonome qui prépare des cadres pour une société transformée. Dans le monde, il y a des millions de coopérateurs et les opérations réalisées par leurs groupements se chiffrent par dizaines de milliards.

Le mutualisme est une autre forme du mouvement social, quoique effacé et timidement revendicatif; très pénétré aussi de bourgeoisie, il réalise néanmoins un premier stade vers l'organisation de la solidarité sociale. Dans beaucoup de petites localités les travailleurs, n'osant former des

syndicats, ni même de coopératives, ont constitué des sociétés mutualistes. Nous lui accordons peu d'attention et cependant ce mouvement est plus important que nous le pensons, et, animé d'un autre esprit, il pourrait rendre de grands services, et apporter sa part appréciable à l'établissement d'un contrat social. Le mutualisme a souvent été le premier pas vers le syndicalisme et la coopération.

Ces trois formes, syndicaliste, coopératiste et mutualiste, du mouvement que nous étudions, sont spécifiquement économiques. Elles représentent la figure d'ensemble actuelle d'un mouvement social qui va des associations de pur réformisme aux groupements d'opposition et de lutte anticapitaliste. Les influences religieuses en sont en généralement écartées; parfois, elles sont combattues avec force. Ce qui domine, c'est un positivisme pratique et réalisateur.

La grande cause de faiblesse de ces divers groupements est que le plus grand nombre n'a pas encore su se libérer des croyances séculaires dans la hiérarchie. On y parle beaucoup d'égalité, mais les faits contredisent ces propos. L'esprit d'inégalité, de corporation, de privilège même entre ouvriers, persiste. De là des divisions, des haines, des jalousies réciproques.

On continue à attendre les interventions d'en haut, on ne s'anime vraiment que pour se choisir des chefs chargés de suppléer aux activités défailtantes. Indifférence, expectative pleine d'apathie, soumission, crédulité, voilà qui caractérise la mentalité générale. Malgré qu'il soit beaucoup question de liberté, la réalité est toute imprégnée d'errements autoritaires.

La forme théorique apparente de ces organismes est une large démocratie. Mais on s'aperçoit vite que presque partout on s'en remet à quelques individualités du soin de mener le bon combat et qu'elles exercent, de ce fait, une sorte de dictature. Nombre de ces associations sont la proie du régime personnel, que contrecarre à peine un contrôle illusoire et périodique.

Et lorsque ces groupements s'agglomèrent en fédérations, organismes régionaux et nationaux on assiste au triomphe des méthodes de centralisation qui, dans tous les domaines, ont donné de si déplorables résultats. La grande plaie du mouvement social est de vouloir toujours calquer l'organisation politique des États, comme si les organismes de rébellion et d'affranchissement pouvaient avoir – utilement pour les masses – la même structure que les édifices de conservation et de privilèges et que les armes qui se sont révélées si aptes à maintenir les peuples dans l'esclavage pouvaient être aussi celles de leur libération.

On commande, alors qu'il faudrait enseigner. On impose, au lieu de convaincre. Et cet esprit d'initiative qu'il faudrait éveiller, les chefs s'emploient à l'étouffer, lorsqu'il se manifeste, de crainte de perdre leur prestige... Aussi, division, suspensions, éparpillement des forces, affaiblissement de l'esprit de lutte, découragement, stagnation, voilà ce que rencontre sur sa route un mouvement social qui devrait être si puissant.

L'idéal qui apparaît le plus capable de donner au mouvement social l'unité et l'ardeur qui lui manquent pour se lancer avec efficacité à l'assaut de la société bourgeoise, c'est l'idéal libertaire. Celui-ci fait appel à la recherche et à l'activité de tous et de chacun; il fait table rase des sentiments de hiérarchie; il n'accepte aucune direction tyrannique : il ne retient que *l'autorité morale* du talent, de la compétence technique ou générale, du dévouement éclairé. Il demande à chacun de s'occuper personnellement des questions qui l'intéressent; il s'efforce de secouer cette paresse individuelle qui conduit aux délégations d'abandon. D'autre part, plus profondément que toute autre, la philosophie libertaire vise à débarrasser le mouvement social des attaches et des préjugés qui le paralysent.

Ne voulant imposer sa dictature à personne, mais laisser au contraire à chaque groupement toute son autonomie, afin qu'il réalise la part d'émancipation sociale qui lui incombe, l'idéal libertaire représente la synthèse morale des différents courants du mouvement social, susceptibles d'élever l'humanité marchant vers une liberté, une égalité et une justice effectives.

### **Georges Bastien**

**George Bastien** (1885-1940) Militant anarchiste, antimilitariste . prend une part active à la création de la Fédération communiste libertaire de la Région du Nord et devient secrétaire du syndicat du textile d'Amiens. Collabore à la presse anarchiste. Secrétaire de l'Union départementale de la CGT, il s'opposera à la création en 1926 de la CGT-sr (*NPNF, 2010*).

# MUTUALITÉ, MUTUELLISME

La mutualité est le nom donné à un vaste mouvement d'organisations ayant pour but de fournir à leurs adhérents des secours en certains cas : maladies, accidents, vieillesse, etc., moyennant le versement, par les membres de l'association, de certaines primes ou cotisations.

Mutualité, comme mutuellisme, vient de mutuel; même, réciproque. La mutualité ne jouit pas, en général, d'une bonne presse dans les milieux d'avant-garde, révolutionnaires, anarchistes. Ce n'est pas que le principe en soit condamnable. Tout au contraire; elle représente la plus belle et la plus libre forme d'organisation de la solidarité humaine. Elle est bien préférable à toutes les charités et philanthropies officielles ou privées; puisque c'est sur leur effort seul, leur soutien mutuel et réciproque, que les membres comptent pour pallier, dans une certaine mesure, aux vicissitudes de la vie. Ce qui lui a le plus aliéné la sympathie des esprits d'avant-garde, c'est que le mouvement mutualiste actuel est animé d'un esprit mesquin, étroit, conservateur.

Bénéficiant dans tous les pays de l'appui officiel, parce qu'il est sage, très sage, nullement subversif, il a grandi et s'est développé en s'adaptant étroitement au cadre social. Ses dirigeants sont, pour la presque totalité, des gens «bien pensants», recherchant les titres, honneurs et décorations, et ne s'occupant guère à donner à leur mouvement une impulsion vers la rénovation sociale, vers de nouvelles formes d'organisation sociale.

La mutualité, qui portait à ses débuts l'étiquette de mutuellisme, avait pourtant une autre allure que celle qu'elle a maintenant. Sans vouloir faire une excursion dans le lointain passé, qui connut la mutualité sous diverses formes, ni tracer l'histoire détaillée de ce vaste mouvement, ce qui nous entraînerait trop loin, disons qu'une des premières sociétés mutuelles fut celle des ouvriers en soie de Lyon, créée en 1728; elle avait une curieuse organisation, bien représentative des mœurs de cette époque. Elle était divisée en loges de moins de 20 adhérents. Chaque loge avait des délégués à une loge centrale. Au commencement, il s'agissait simplement de faire verser, aux membres, des cotisations, afin de pouvoir secourir les malades, ou les chômeurs, ou les accidentés. Bien vite, ce mutuellisme prit figure de syndicalisme. On s'occupa des questions de salaire, de répartition du travail. L'insurrection de Lyon de 1834 fut, a-t-on dit, préparée par ce mutuellisme.

C'est qu'il ne suffit pas de cotiser plus ou moins régulièrement. Bien vite, dès qu'on se penche sur ces graves et douloureux problèmes des misères de la vie ouvrière, les questions corporatives apparaissent, puis la question sociale dans son ensemble. S'il n'avait pas été jugulé et détourné de son esprit, le mutuellisme eût dû, logiquement, aboutir à un mouvement de réforme sociale. Le bon médecin n'est pas seulement celui qui

calme momentanément la douleur, mais surtout celui qui recherche les causes de la maladie, et dicte un régime pour abolir ces causes. Certes, la maladie, les accidents, la vieillesse, sont des événements naturels, mais le régime social influe beaucoup sur leur nombre et leur gravité. Combien de personnes, atteintes de tuberculose, anémiées, malades par le surmenage, la privation, l'insalubrité des logis, etc., échapperaient au mal si les conditions d'existence étaient tout autres ! Il coûte moins cher de prévenir que de guérir, et une société bien organisée aurait tout avantage à lutter contre les causes des maladies et des accidents. Naturellement, ce problème conduit à tenter de résoudre la question sociale.

La période qui environna la révolution de 1848 – l'époque du socialisme dit utopique, mais qui se révèle en réalité riche de solutions pratiques et immédiates – vit naître une foule d'associations de tous genres : sociétés ouvrières, coopératives, mutualités.

Proudhon fut un mutuelliste très fervent, et toutes ses théories sociales sont imprégnées d'esprit mutualiste. Il opposait le travail libre, individuel, presque artisanal, dont l'individualisme était contrebalancé par le mutualisme, au communisme ou au collectivisme des socialistes d'Etat.

Le mutuellisme survécut à la réaction de Napoléon III. Il se développa lentement, mais sûrement. Après la chute de l'Empire, il continua sa progression. Il est vrai que, pondéré, conservateur, il jouissait de la faveur des gouvernants. Pourtant, un certain nombre de sociétés mutuelles étaient pour ainsi dire des syndicats, avant la lettre. En maintes occasions, elles prenaient figure de sociétés ouvrières de résistance à l'exploitation patronale. Plusieurs participèrent au mouvement de la Première Internationale.

Mais la cassure se produisit, inévitable, entre l'esprit conservateur des purs mutualistes, adaptés à la société bourgeoise, et les novateurs qui voulaient pousser le mouvement à sa conclusion logique, sociale. Ce fut la lutte, la grande lutte des premières années du régime républicain entre le mutuellisme et le syndicalisme. Le syndicalisme finit par se séparer complètement du mutuellisme, et prendre le caractère combatif et révolutionnaire de la CGT d'avant-guerre. Le mutuellisme, privé des éléments turbulents et batailleurs, devint de plus en plus conservateur et embourgeoisé, et ce fut la mutualité que nous connaissons aujourd'hui.

Il est pourtant encore bien des coins, de petits centres, où l'on retrouve les mêmes éléments dans le syndicat et la société mutuelle. Il existe aussi bien des syndicats où l'on pratique la mutualité, et même où c'est l'élément essentiel de l'organisation. Ce sont d'ailleurs les plus arriérés au point de vue « idéal social », les plus bornés, les plus corporatifs, les moins subversifs, en un mot les plus sages. En effet, les dirigeants ont une crainte naturelle de voir dilapider les réserves accumulées, dans une bataille dont on ignore, à l'avance, la durée et l'issue.

Cette évolution de la mutualité vers le conservatisme social n'est d'ailleurs pas spéciale à ce mouvement. La coopération a suivi le même

chemin, et une importante fraction du mouvement syndical prend la même voie. En vieillissant, les mouvements s'assagissent. Ce sont des vieux qui sont à la tête; ils ont pu avoir leur période juvénile et ardente, mais ils ont évolué avec l'âge, et surtout avec les titres, la hiérarchie, et, quelquefois, les profits.

La mutualité n'est plus guère qu'une forme de l'assurance. Au lieu que ce soient des capitalistes formant une société pour assurer contre l'incendie, le vol, les sinistres, la mortalité du bétail, etc., en se faisant verser des primes et en répartissant chichement et avec toutes les ruses du maquis judiciaire, ce qu'elles doivent aux assurés, ce sont ces derniers qui forment, théoriquement, une assurance mutuelle, une mutualité qu'ils dirigent eux-mêmes ou sont censés diriger. Les primes s'appellent alors cotisations, et les indemnités pour maladies, accouchements, accidents, ou vieillesse, se dénomment secours, prestations ou pensions de retraites.

Le mouvement mutualiste est très puissant, quoiqu'en pensent beaucoup de camarades. En France, en 1853, il y avait 2 095 sociétés mutuelles diverses, avec 289 000 membres. La progression a été constante et continue. En 1928, il y avait 20 200 sociétés, avec 5 300 000 membres. Il est vrai d'avouer que, si ces chiffres sont impressionnants, celui des cotisations et des secours l'est beaucoup moins, puisqu'en cette année 1928, les sociétaires ont payé environ 300 millions de cotisations et ont reçu 205 millions de secours, ce qui ne fait pas gros par tête d'adhérent.

Le mouvement mutualiste est également très puissant dans certains pays : Grande-Bretagne, Suisse, Belgique, pays germaniques et anglo-saxons. Les peuples latins sont beaucoup moins mutualistes.

Les assurances sociales, qui existent actuellement (1931) dans une trentaine de nations, ont considérablement transformé la mutualité. En certains cas même, elles l'ont tuée en tant que mouvement d'organisation libre et spontané. Les assurances sociales sont, en somme, la mutualité décrétee obligatoire et placée sous la direction totale ou sous le contrôle de l'Etat. Les cotisations sont perçues obligatoirement comme une forme spéciale d'impôt, et les secours ou prestations sont répartis par un organisme plus ou moins officiel. La mutualité devient en un mot service public d'Etat.

Je regrette, pour ma part, que la mutualité ait perdu son caractère initial; quelle ait évolué dans un sens de conservation sociale, et qu'elle finisse par être absorbée par l'Etat. Dans son principe et dans son essence, la mutualité aurait pu et aurait dû être la forme la plus humaine, la plus pratique, et la plus libertaire de la solidarité. Elle est le correctif indispensable à l'individualisme. Si l'on envisage, par anticipation, une société où les humains travailleront, et vivront librement, soit individuellement, soit en des groupements collectifs libres et fédérés, il faut de toute évidence que la solidarité s'organise : pour les malades, les inaptes, les accidentés, les vieux, etc. Le valide d'aujourd'hui sera l'invalidé de demain. Or, le prin-

cipe mutualiste apporte des solutions, des expériences, des réponses qui peuvent concilier à la fois la plus grande liberté possible et la solidarité la plus effective.

Ce n'est pas le principe qui est mauvais, c'est l'application qui en a été faite, c'est la déviation que lui a fait supporter un milieu social comme celui dans lequel nous vivons. Je crois que la formule de l'avenir est dans ces mots : libre association, libre coopération, solidarité mutuelle garantissant à tous les moyens de vivre, quelle que soit leur position du moment, Pour si mauvaise qu'elle nous apparaisse, l'expérience mutualiste n'aura pas été inutile.

**Georges Bastien**

# OUVRIERISME

Doctrine syndicaliste préconisant l'émancipation de la classe ouvrière par l'action des ouvriers eux-mêmes, sans le concours des intellectuels. Cette doctrine comprend une part de bien-fondé, mais aussi une part d'erreur et d'injustice. Constatons, tout d'abord, que les professeurs, instituteurs, médecins, chimistes, ingénieurs, architectes, etc., sont des travailleurs indispensables au fonctionnement d'une société moderne, et que, loin de décroître, leur importance s'étend de jour en jour avec le progrès, alors que le rôle du manœuvre est de plus en plus réduit par la machine. Ces travailleurs ont donc, autant que les autres, le droit de se prononcer sur des questions sociales auxquelles leur sort est directement intéressé, et ce serait, pour l'avenir, une lourde faute, de la part de la classe ouvrière, que de chercher à les éliminer du mouvement révolutionnaire, alors qu'il serait opportun de s'en faire des alliés.

Mais ne considérons que le milieu des manuels. Tant que l'on se borne à l'action corporative, syndicale, il est évident que nul n'est mieux qualifié que l'ouvrier lui-même pour apprécier les misères de la corporation à laquelle il appartient, et prendre en main ses intérêts. Cependant, lorsqu'il s'agit, non plus de revendications de détail, mais de mouvements sociaux considérables par leur étendue, force est bien d'acquiescer, en même temps que des idées générales, une compétence sociologique qui, même élémentaire, ne va pas sans quelques études, et dépasse de beaucoup le cadre corporatif. C'est un nouvel apprentissage. Or, du point de vue de la vie économique, qu'est-ce donc qu'un intellectuel ? C'est tout homme dont la profession comporte d'enseigner, d'administrer, d'inventer, de diriger, ou encore de mettre en valeur des talents personnels, exigeant des connaissances techniques qui dépassent le niveau des études primaires, dans une branche quelconque de l'activité humaine.

Un manuel qui, grâce à son initiative et à sa persévérance, ne se contente plus d'exercer son métier, mais s'occupe d'un secrétariat, publie des articles dans la presse, et fait des conférences de propagande, est un travailleur faisant fonction d'intellectuel. Et si, comme cela a lieu très souvent, il abandonne l'usine, le champ, ou l'atelier, pour se consacrer uniquement à cette fonction, il n'est plus, en fait, un ouvrier, mais un publiciste professionnel, doublé d'un technicien. Rien ne le distingue plus, dès lors, de l'intellectuel ayant fait des études secondaires, si ce n'est une différence dans la nature du savoir. Alors que ce dernier possède un solide bagage de connaissances encyclopédiques, dont l'acquisition nécessita de dix à quinze années exclusivement consacrées à l'étude, l'homme venu de la classe ouvrière ne possède, de telles connaissances, que des rudiments. Par contre, il est bénéficiaire, sur les choses de son milieu d'origine, d'une expérience que l'on n'acquiert que fort peu dans les collèges. La diffé-



rence de culture existant entre ces deux catégories de travailleurs intellectuels est comparable à celle qui existe, dans l'armée, entre les officiers sortis des grandes écoles, et les officiers sortis du rang. Et, dans le monde de l'action sociale, comme dans celui du militarisme, ceci n'est point sans susciter des rivalités et des compétitions. Les uns et les autres sont, d'ailleurs, aux prises avec les mêmes tentations, et sujets aux mêmes faiblesses.

Les intellectuels sortis des écoles auraient tort de mépriser ceux qui ont acquis par eux-mêmes une petite instruction, tout en gagnant leur pain, car ceci exige des qualités rares de courage et de ténacité. Par contre, ces derniers auraient tort de considérer les premiers comme des inutiles et des gens d'esprit bourgeois, dont il faut se défier tout particulièrement.

Les grands initiateurs du mouvement révolutionnaire actuel, à commencer par Michel Bakounine, Elisée Reclus et Pierre Kropotkine, ne furent point des ouvriers défendant leurs intérêts de classe, mais des hommes de grand savoir, issus de familles aisées ou aristocratiques, et qui firent aux opprimés l'offrande de leur dévouement. Nous savons qu'à côté de ces individualités d'élite parurent des ambitieux sans scrupules. Cependant on aurait tort de croire que les milieux les plus instruits détinrent le monopole de l'arrivisme et de la trahison. Le souci prédominant de l'intérêt personnel, et les passions mauvaises, sont de toutes les classes de la société. Et la liste est longue des agitateurs, de pure origine prolétarienne, qui abusèrent de la confiance de leurs camarades, pour se faire à leurs dépens des profits malhonnêtes, ou qui finirent dans les rangs des briseurs de grève, obscurément. Les préjugés qui s'attachent à la blouse ne sont pas moins graves que ceux qui s'attachent à la redingote. Habitons-nous à estimer les hommes d'après leur conduite éprouvée, plus que d'après l'apparence extérieure que leur confère le métier dont ils tirent leur subsistance.

### **Jean Marestan.**

**Jean Marestan** (1874-1951), de son vrai nom Gaston Havard. Anarchiste, pacifiste et militant néo-malthusien (*NPNF*, 2010).

# PROLÉTARIAT (*extraits*)

(...) *Le prolétariat contemporain*. – Les origines historiques lointaines du prolétariat (...) ne doivent pas faire oublier que la notion moderne du prolétariat est une donnée originale, ayant ses caractères propres et irréductibles. (...) . Quels sont ces signes distinctifs ? Comment définir le prolétariat contemporain ? C'est à cette question que nous allons tenter de répondre en nous servant de deux séries de critères : les premiers, d'ordre économique; les seconds d'ordre psychologique.

Le prolétariat moderne est-il né, comme on l'a dit, de la révolution industrielle du XIX<sup>e</sup> siècle ? Le fait paraît assez contestable. Certains historiens ont fait observer, à cet égard, que la concentration industrielle, ayant pour conséquence la concentration de la main-d'œuvre, a précédé l'emploi des machines. M. Henri Sée, dans son livre sur les *Origines du capitalisme moderne*, a montré clairement comment le capital commercial, après avoir pénétré dans les campagnes et mis la main sur le petit atelier rural et domestique, a pu développer son offensive contre les artisans des villes et réussir à les faire tomber progressivement du rang de producteurs indépendants à celui de salariés.

Ce sont donc avant tout les besoins constants d'accaparement et d'expropriation; c'est, plus simplement, la loi d'airain du profit capitaliste qui est à l'origine de la prolétarianisation des masses jusqu'alors insoumises au capitalisme. Cette loi du profit sans cesse accru a donc amené le capitaliste à contrôler des secteurs de plus en plus vastes de la production et, par conséquent, à s'assurer une main-d'œuvre bien à lui et, pour ainsi dire, dans sa main. D'autre part, les besoins de la technique aboutissaient aux mêmes résultats. De bonne heure, et antérieurement à tout emploi de machines, de par les nécessités mêmes de la division du travail, on assiste à la concentration dans de vastes ateliers et usines de tout le processus, jusque-là épars, de la fabrication. Dès le XVIII<sup>e</sup> siècle, surtout dans l'industrie textile, on assiste à d'importantes concentrations de main-d'œuvre. À Louviers, quinze entrepreneurs groupent des milliers d'ouvriers. Il en est de même à Reims, à Troyes et à Paris.

Cependant, il est bien certain que l'introduction du machinisme va hâter une transformation déjà en voie de s'accomplir. Cette transformation est particulièrement visible en Angleterre où elle coïncide avec une concentration de la propriété foncière, amenant l'éviction brutale d'une masse de paysans hors des tenures transformées en pâturages, fournissant ainsi à l'industrie naissante une main-d'œuvre nombreuse et à bon marché. Pour être plus lente en France, cette prolétarianisation de masses paysannes de plus en plus larges est un phénomène frappant dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, époque de la création des premières grandes usines, des chemins de fer, des bateaux à vapeur, de la grande industrie et du grand

commerce. C'est l'époque où se crée un type nouveau de prolétaire, d'homme lié à la machine, d'esclave moderne d'un patron capitaliste. On a tout dit sur la misère physique et morale du prolétariat d'alors. Des enquêtes nombreuses, poursuivies en France et en Angleterre, ont mis en lumière l'épouvantable condition des ouvriers soumis à d'interminables journées de travail et ne recevant pour tout salaire qu'autant qu'il leur fallait pour ne pas mourir de faim.

Telle est bien l'origine du prolétariat moderne. Sans doute, et par sa misère même, est-il le descendant en ligne directe du prolétariat antique et médiéval. Les historiens du temps peuvent insister sur cette filiation. C'est ainsi que Bazard, dans sa *Doctrine saint-simonienne* peut écrire : «La condition respective où se trouvaient dans le passé les maîtres et les esclaves, les patriciens et les plébéiens, les seigneurs et les serfs... se continue à un très haut degré dans les relations des propriétaires et des travailleurs.» Il n'en est pas moins vrai que le prolétariat moderne réalise un type nouveau d'exploités : les esclaves de la machine, déchus non seulement socialement, mais encore professionnellement. Le prolétaire d'aujourd'hui est, en effet, un travailleur dégradé. Proudhon a longuement insisté sur ce point... «La machine, écrit-il dans ses *Contradictions économiques*, achève d'avilir le travailleur en le faisant déchoir du rang d'artisan à celui de manœuvre, car il en est d'une machine comme d'une pièce d'artillerie : hors le capitaine, ceux qu'elle occupe sont des servants, des esclaves.»

Il est inutile d'insister sur ce dernier caractère que, depuis lors, tous les historiens du travail ont mis en lumière, jusqu'en ces temps derniers où une réaction s'est produite en faveur de la machine. Il nous paraît plus important d'examiner quelle a été la portée sociale et politique du machinisme à travers l'évolution du prolétariat. Un premier point à noter est la force «agglomérante» du machinisme qui tend à constituer les immenses armées du prolétariat contemporain. C'est qu'en effet, pour que l'emploi des machines soit avantageux, il faut que celles-ci opèrent sur de grandes quantités de matière ou de produits. La machine pousse à la concentration industrielle en même temps qu'à la concentration capitaliste. D'autre part, en tuant toute concurrence de la part des petits producteurs, elle pousse à la disparition de ces derniers, accélérant ainsi le processus de prolétarianisation que nous avons noté plus haut. Déjà, Pecqueur, dans son ouvrage *Des intérêts du commerce*, avait signalé le phénomène... Ainsi, écrivait-il, grâce à l'emploi des machines, «tout ce qui ne sera point capitaliste ira se ranger petit à petit parmi les travailleurs prolétaires».

Cependant, Karl Marx devait jeter sur toute cette histoire une lumière décisive. On peut dire, en effet, que tout le *Manifeste communiste* gravite autour d'une définition moderne du prolétariat. Après avoir affirmé dans une phrase justement célèbre que l'histoire de la société humaine se résumait dans une lutte de classes, il montrait comment cette lutte se simplifiait jusqu'à n'être plus qu'un duel implacable entre la bourgeoisie et le

prolétariat... «De plus en plus, écrit-il, la société tout entière se partage en deux classes directement opposées : la bourgeoisie et le prolétariat. Or, ce prolétariat, c'est la bourgeoisie elle-même qui l'a engendré et qui le développe chaque jour davantage pour faire face aux exigences de la technique moderne et, particulièrement, du machinisme... À mesure, en effet, que grandit la bourgeoisie, c'est-à-dire le capital, à mesure aussi grandit le prolétariat, je veux dire cette classe des ouvriers modernes, qui n'ont de moyens d'existence qu'autant qu'ils trouvent du travail; et qui ne trouvent du travail qu'autant que leur travail accroît le capital.»

Telle est la définition marxiste du prolétaire. Au reste, nous la retrouvons dans *Le Capital*, presque mot pour mot. Le prolétaire, c'est essentiellement un homme qui n'apporte, pour toute marchandise, que sa force de travail. Cette force, le capitaliste l'achète comme toute autre marchandise, en rémunérant son propriétaire sous la forme d'un salaire représentant le coût de la subsistance de l'ouvrier. «Ce qui caractérise l'époque capitaliste, écrit Marx, c'est que la force de travail acquiert la forme d'une marchandise... Cette marchandise, de même que toute autre, possède une valeur. Comment la détermine-t-on ? Par le temps nécessaire à sa production. Le temps nécessaire à la production de la force de travail se résout dans le temps nécessaire à la production des moyens de subsistance de celui qui la met en jeu.» (*Le Capital*.)

Nous n'entrerons pas dans le débat qu'une telle définition peut ouvrir. Il est bien évident qu'elle soulève de graves objections. Cependant, on peut dire qu'elle rend un compte suffisant de la réalité générale. Elle a, en tout cas, résisté au temps et aux tentatives des révisionnistes de toute école qui s'attachaient à nier l'existence d'une bourgeoisie et d'un prolétariat en tant que classes et, par voie de conséquence, la lutte de ces classes elles-mêmes. Nous reviendrons d'ailleurs sur ce point. Qu'il nous suffise, pour le moment, de compléter notre définition du prolétariat par d'autres considérations, non plus strictement économiques, mais morales et politiques.

Une question, immédiatement, se pose. S'il est possible de définir le «prolétaire économique», peut-on en faire autant du «prolétaire moral» ? En d'autres termes : existe-t-il un type moral, psychologique ou politique de prolétaire, comme il existe un type moral de bourgeois ? Grave question, à l'examen de laquelle on ne saurait trop s'attacher, car la réponse que nous apporterons sera – on le sent – grosse de conséquences dans l'ordre de la propagande révolutionnaire et anarchiste. Si, en effet, il n'existe pas et ne peut exister de type moral de prolétaire, on est en droit de penser que toutes les affirmations des révolutionnaires, touchant la lutte des classes, sont sans fondement. Le monde partagé en deux classes économiques, strictement hiérarchisées dans le domaine de la production et de la propriété, peut, dès lors, continuer son train sans incident et sans heurt. Il n'est pas à craindre que le prolétariat, prenant conscience de son existence de classe, ne demande un jour des comptes à la bourgeoisie, en

face de laquelle il ne se distingue pas en tant que groupe fondamentalement antagoniste, pas plus qu'on ne peut supposer une révolte organisée des sociétés animales, par exemple, soumises par l'homme.

Examinons les faits. Il existe une morale bourgeoise, une esthétique bourgeoise, une pensée bourgeoise. Une innombrable littérature s'est efforcée de les préciser, de telle sorte qu'on peut dessiner les contours, assez fuyants sans doute, mais suffisamment généraux d'une conscience bourgeoise. Qu'on relise, à ce sujet, les pamphlets étincelants où M. Emmanuel Berl s'est essayé à en fixer l'image... On y verra, peint au vif, le caractère de tant de bourgeois contemporains qu'il est impossible de ne pas conclure à la ressemblance du portrait et du modèle. Et lorsque M. Goblot, dans un petit livre intitulé *La barrière et le niveau*, étudie les modes de penser, de vivre, de sentir, de préjuger bourgeois, il réussit pareillement à évoquer, au travers des individus, toute une classe sociale.

Peut-on, de la même manière, parler d'une morale et d'une pensée prolétariennes ? Évidemment, non. Tous les critères éducatifs, vestimentaires, esthétiques qui servent à M. Goblot ou à M. Berl ne peuvent, ici, être utilisés. Dira-t-on qu'il suffit de les retourner et que, définissant le bourgeois, on définit par là même, négativement, le prolétaire ? Rien ne serait plus faux. Il suffit, pour le prouver, de prendre un exemple. Le bourgeois, dit Goblot et dit Berl, est un homme qui a besoin de la considération de ses semblables. Il veut paraître. Il étale les signes qui le distinguent, qui le classent. Il veut que ses fils étudient le latin, non pas pour le savoir, mais pour affirmer qu'ils l'ont appris. Le latin est un signe de classe. Peut-on dire qu'inversement, le prolétaire se soucie fort peu de l'opinion des autres, qu'il vit pour soi, sans se préoccuper du qu'en dira-t-on ? Qu'il pense que le latin est une discipline superfétatoire, un enseignement de luxe, auquel il voudrait substituer une discipline moins formelle et plus scientifique ?... Assurément, non. Nous savons, pour l'avoir trop souvent observé, que le prolétaire tient autant que le bourgeois à l'estime de son entourage, qu'il affecte peu de tendances individualistes en art ou en morale, qu'il nourrit, le plus souvent, un conformisme au moins égal à celui du bourgeois, qu'il pense, par exemple, dans le fond de soi-même et sans plus de raisons que le bourgeois, que le latin des collèves et des séminaires, le latin des curés, doit être un savoir éminent qui ouvre les portes secrètes du langage et de l'intelligence...

De la même manière, il croira, à quelques nuances près, en tous les dieux et en tous les mythes bourgeois; il croira à l'honneur bourgeois, à la patrie bourgeoise, à la propriété, au suffrage universel, à la démocratie. Il y croira même plus fermement que le bourgeois qui, dans le fond de soi, cultive quelque scepticisme. Il enchérira souvent sur ses maîtres et, s'il affirme son incrédulité, s'il rompt avec les pratiques religieuses de ses frères, il se jettera souvent dans d'autres croyances terrestres non moins décevantes.

En un mot, dans son comportement habituel, le prolétaire n'a pas d'idéologie ni de sentiments qui lui sont propres. Dans la plupart des cas, il emprunte au monde bourgeois tout un système de valeurs qu'il accommode tant bien que mal à son existence de travailleur salarié, voué à la misère et à l'ignorance. Il utilise, pour son propre jugement, les éléments d'appréciation que lui transmettent l'école laïque, la presse vénale, le roman populaire et la tradition familiale. Il ne critique pas et ne cherche pas à ériger en système ses quelques velléités de pensée indépendante. Il adopte sans discernement, approuve ou réproouve, selon une règle qu'il ne formule pas, mais qu'il sent impérieusement éternelle.

Ainsi, ne peut-on pas dire, avec Marx, «que le prolétaire vit avec sa femme et ses enfants dans des rapports qui n'ont rien de commun avec le lien de famille bourgeois» (*Manifeste communiste*). Il faut dire au contraire que, dans sa famille surtout, le prolétaire s'essaie à vivre et à penser en bourgeois. C'est qu'ici, en effet, il ne faut pas trop se hâter de conclure du matériel au spirituel, sans tenir compte de la force contraignante de l'éducation, des impératifs moraux collectifs, des habitudes héréditaires de soumission physique et mentale. Le lien de famille, par exemple, a pour le prolétaire le même caractère inviolable et sacré qu'aux yeux du bourgeois. Mieux encore, alors que, pour le bourgeois, ce lien de famille n'unit et ne maintient qu'en apparence et qu'il est permis de le rompre, pourvu que les apparences soient sauvées, pour le prolétaire, au contraire, le lien de famille oblige à de scrupuleuses solidarités.

C'est un fait qu'aujourd'hui les familles vraiment unies, et dont les membres soient prêts à s'entraider sans réserves, sont des familles prolétariennes. C'est un fait aussi que, dans la pratique morale courante, le prolétaire moyen enchérit sur le bourgeois; qu'il se montre plus scrupuleux, plus patriote, plus sincèrement religieux, plus pudique, plus près, en un mot, du modèle de l'*honnête homme* du <sup>e</sup>xx siècle édifié par la morale laïque et républicaine.

De là vient qu'il est quasiment impossible de donner une définition morale du prolétariat. De là vient, aussi, qu'il est impossible, littérairement, de peindre un type de prolétaire. La plupart des auteurs qui s'y sont essayés sont tombés dans l'exceptionnel ou dans le poncif. Alors que le roman et le théâtre abondent en portraits authentiques de bourgeois, la littérature dite *prolétarienne* est encore, faute de vocation, à la recherche de sa formule. Elle a pu donner des œuvres curieuses et émouvantes, elle n'a pas atteint le vrai. Dans la plupart des cas, elle s'est réfugiée dans un pittoresque de commande; elle n'a saisi, dans la vie prolétarienne, qu'un élément de bizarrerie, un fumet de canaillerie qui, au sortir de la pompe, du confort ou du gourmé de la vie bourgeoise, ont pu obtenir un succès de surprise ou de scandale.

On s'est intéressé aux habitants de l'*Hôtel du Nord*, un des romans les plus caractéristiques de cette littérature, comme à une faune curieuse qui

changerait heureusement des jeunes premiers domestiqués et des belles passagères de transatlantiques. Le marlou, la môme, le débardeur, la ménagère tonitruante, les petits pouilleux ont revendiqué leur place au soleil. Les bistrots aux tables poisseuses, les hôtels borgnes, les rues des quartiers populaires ont pris la place des dancings sélects, des palaces et de la Côte d'Azur... Peut-on dire, pour autant, que le roman ait atteint l'âme (si l'on veut bien nous permettre de nous servir de ce vocable) prolétarienne ? Évidemment, non.

C'est qu'en effet les mœurs prolétariennes, dont le roman se proposait de tenter la peinture, ne sont souvent qu'une copie des mœurs bourgeoises, mais plus pâle et plus morne qu'elles. Un livre qui se fût astreint à les évoquer dans leur désespérante monotonie, se serait condamné à faire l'histoire d'une vie sans joie, sans beauté, sans coups de théâtre, partagée entre l'usine ou le bureau rationalisés et le foyer sans lumière et sans chaleur. Le travail abrutissant, les promenades dominicales, les enfants mal élevés, la femme lasse, les mille soucis qui assaillent la vie du travailleur ne sont pas matière «romançable». Zola, lui-même, le peintre de la classe ouvrière sous le Second Empire, avait réduit la vie des prolétaires aux fastes crapuleux de l'ivrognerie et de la débauche.

Il n'est point, disons-nous, de mœurs prolétariennes. Il n'est point d'éthique ni d'esthétique prolétariennes. La vie morale du travailleur est une vie d'emprunt. Tous les gestes de son existence le rattachent à sa misérable condition de salarié; et ce n'est qu'obscurément qu'il prend conscience d'une vie supérieure qui pourrait être la sienne. Ce n'est qu'exceptionnellement qu'il rompt la lourde chaîne d'habitudes, de préjugés, de conformisme intellectuel et moral qui font du prolétaire un petit-bourgeois à portion congrue, révérançant l'ordre social, citoyen soumis, soldat obéissant, subissant, sans se plaindre, la dure exploitation du capital.

Exceptionnellement, disons-nous. Encore ne faut-il pas ignorer qu'à côté du prolétaire moyen que nous venons de décrire, existe un prolétaire conscient et organisé, vivant en marge du monde capitaliste, ennemi du régime, refusant d'adhérer aux évangiles officiels, ayant définitivement rompu avec les modes de penser et de sentir bourgeois. C'est, en général, un autodidacte chez qui la culture ne se sépare pas de l'expérience des luttes de chaque jour contre l'état social. Animé par une haute conscience de classe, possédant un sens aigu des besoins du prolétariat, se refusant à parvenir malgré toutes les tentations, rebelle à la corruption, insensible aux persécutions, il réalise le type achevé du prolétaire révolutionnaire. Il est le levain de la pâte ouvrière.

Sur l'autre bord, chemine le prolétaire pourri, celui dont le sens de classe est inexistant ou s'est effrité, prolétaire vendu ou prêt à se vendre, n'attendant qu'une occasion pour s'évader de sa classe ou pour la trahir, prolétaire honteux ou dévoyé, gagné par la pourriture sociale, n'ayant pu résister à l'appât d'une vie plus facile ou bien encore ayant glissé dans ce

*lumpen* prolétariat, dans cette canaille stigmatisée par Marx et Engels dans le *Manifeste*, «dans cette pourriture inerte qui forme les couches les plus basses de la société ancienne...», triste épave «que son genre de vie disposera à se laisser acheter pour des manœuvres réactionnaires». Intellectuels besogneux, politiciens de sac et de corde, venus du peuple et aspirant à le piétiner, soldats de métier, policiers, gardiens de prison, maquereaux, nerfis de toute obéissance : toute un faune ignoble entre ainsi pleinement dans l'alliance avec la bourgeoisie. Ils forment les rameaux desséchés du tronc prolétarien.

Ce qui différencie, en effet, en tant que classes, le prolétariat de la bourgeoisie, c'est leur cohésion inégale, celle-ci, d'ailleurs, n'étant qu'un reflet de leur structure sociale différente. Tandis que la bourgeoisie tout entière, depuis le petit rentier propriétaire jusqu'au milliardaire américain, travaille constamment à raffermir l'ordre social bourgeois; tandis qu'il est exceptionnel qu'un bourgeois trahisse sa propre classe pour se mettre au service du prolétariat, celui-ci, au contraire, trouve en lui-même ses ennemis les plus redoutables. Situation tragique, mais non nouvelle. Fait singulièrement grave et qui complique le problème de la lutte des classes et de la révolution. C'est précisément à ce problème intéressant le «devenir» du prolétariat qu'il faut, maintenant et pour finir, nous attacher.

De tout ce qui précède, il ressort que l'idée de prolétariat repose essentiellement sur une base économique. Un prolétaire est un homme qui a besoin, pour vivre, de se vendre à un patron. Encore convient-il d'insister sur les conditions de cette vente. L'ingénieur, sorti d'une grande école, pourvu d'un diplôme d'État, qui, pour vivre, se vend à un usinier, moyennant un traitement lui assurant une large aisance, n'est pas un prolétaire. L'idée de prolétaire est, en effet, inséparable de celle d'un certain niveau de vie. Passé un certain niveau, on n'est plus un prolétaire, quel que soit, par ailleurs, son statut professionnel et même si celui-ci vous classe parmi les salariés. De nombreuses catégories d'intellectuels ou de techniciens, des fonctionnaires, des ingénieurs, des titulaires d'emplois supérieurs appartenant au commerce et à l'industrie se trouvent ainsi exclus des rangs du prolétariat. Inversement, on tombe au rang de prolétaire dès que son travail ne permet plus de vivre décemment, quel que soit ce travail et même s'il ne vous place pas directement dans la catégorie des exploités du capital. Cela est si vrai qu'on a pu parler d'un prolétariat rural, composé de petits propriétaires exploitants, de paysans pauvres travaillant eux-mêmes un bout de terrain qui leur permet tout juste de vivre. C'est ainsi également qu'on admet l'existence d'un prolétariat artisanal, formé de travailleurs indépendants mais qui, subissant durement la concurrence de la grande industrie, se trouve parfois dans des conditions économiques plus précaires encore que celles que connaît le prolétariat des usines.

Ainsi, parfois, la notion d'exploitation sociale se substitue à celle d'exploitation patronale pour la détermination de la condition de prolé-



taire. On est ou on n'est pas un prolétaire selon qu'on est plus ou moins misérable, plus ou moins exploité, quelle que soit, d'ailleurs, la forme de cette exploitation. Mais, du même coup, se trouve posé un grave problème de limitation, d'espèce, de mesure, d'appréciation. Jusqu'à quel point un paysan, un fonctionnaire, un ingénieur peuvent-ils se dire des prolétaires ? Question délicate au plus haut point et à laquelle se subordonne, par certains côtés, le problème général de la révolution à notre époque.

Qui ne voit que l'intérêt de la bourgeoisie est, ici, de brouiller les cartes ? Elle s'y attache en essayant de détacher du prolétariat des couches aussi nombreuses que possible et en les intégrant dans son propre système comme autant d'éléments alliés ou complices. Grâce à un système scolaire compliqué, elle réussit, sans modifier aucunement le statut social qui fixe les rapports généraux entre les classes, à puiser dans le prolétariat des hommes dont elle a besoin et dont elle fait ses contremaîtres, ses ingénieurs, ses savants, ses techniciens de toute espèce. Par une rémunération préférentielle, elle les attache à sa cause, elle en fait ses chiens de garde qu'elle dresse à mordre les chausses du prolétariat. Elle les constitue en une classe particulière, mi-bourgeoise, par son genre de vie, mi-prolétarienne par son origine et ses attaches.

Ainsi se trouve posé le problème des classes moyennes, problème capital. De la force, du nombre, de la fidélité de cette classe moyenne dépend, en effet, le sort de la bourgeoisie. Qu'elle s'affaiblisse, qu'elle pactise avec la classe ouvrière, et voilà la bourgeoisie non seulement privée de techniciens, mais, encore, la voilà seule en face du prolétariat, sans cet État tampon qui amortit les antagonismes entre les deux classes fondamentales. Situation critique qu'elle doit à tout prix éviter. On peut dire qu'à cet égard, une des grandes préoccupations de la bourgeoisie est d'assurer le recrutement le meilleur de cette classe moyenne. Certains bourgeois pensent que le vieux système scolaire, avec son grossier empirisme peut y suffire. D'autres cherchent à perfectionner *la machine à écrémer le prolétariat* et se tournent volontiers vers les solutions préconisées par les radicaux partisans de l'École unique.

L'École unique, en effet, lorsqu'on en examine le principe et l'économie sans préjugé démocratique, mais à la lumière de la lutte des classes, apparaît bien comme une institution destinée à demander au prolétariat un tribut spécial et onéreux : celui de l'intelligence. Elle vise à arracher à leur classe d'origine les enfants aptes à devenir de bons techniciens et, grâce à l'éducation réactionnaire qu'elle leur dispensera, à les pourvoir d'une mentalité de petits-bourgeois cupides et égoïstes. Elle vise à en faire les ennemis du prolétariat en développant en eux le goût de parvenir, de s'évader de leur classe, à les séparer économiquement et moralement de leurs frères de misère : les ouvriers et les paysans.

Qui ne voit le danger d'une telle entreprise qui, en rationalisant et en assurant le recrutement de la classe moyenne, prive en même temps le prolé-

tariat de ses meilleurs éléments ? Certains pédagogues révolutionnaires ont déjà dénoncé cette nouvelle offensive de la bourgeoisie contre la classe ouvrière et, en dissipant les illusions mortelles que créait le vocable d'école unique, ont montré que seule la révolution pourrait créer l'école vraiment rationnelle et humaine, l'école unique de la science et du travail.

Revenant, à présent, sur la question de la classe moyenne, nous nous proposons de définir d'une façon plus précise son rôle social et sa destinée. À vrai dire, son existence même complique si profondément les rapports entre le prolétariat et la bourgeoisie qu'il a pu sembler à certains observateurs des conditions sociales actuelles que l'existence même d'une lutte des classes était assez problématique. D'aucuns n'ont voulu y voir qu'une invention simpliste de Marx reprise par les politiciens socialistes. Leur thèse peut se résumer ainsi : il n'y a pas deux, mais une infinité de classes sociales. Il n'y a pas une bourgeoisie et un prolétariat, mais une masse d'hommes oscillant entre la condition d'un bourgeois et celle d'un prolétaire. Il n'y a pas une lutte des classes, mais des conflits innombrables d'intérêts dont on peut bien dire qu'ils n'ont aucune portée révolutionnaire.

*Voyez, disent-ils, les statistiques... Elles prouvent qu'on ne peut compter en France plus de sept ou huit millions d'authentiques prolétaires... Or, c'est un fait que les statistiques donnent une allure scientifique aux plus mauvaises démonstrations et qu'elles arrivent à rendre acceptables les plus mauvaises causes. C'est un autre fait que, faute d'une critique suffisante, elles conduisent aux conclusions les plus erronées. Pour être bref, nous dirons que le nombre supposé de prolétaires est, de toute évidence, absolument faux et insuffisant. Nous allons en donner la raison.*

La plupart des statistiques reposent, en ces matières, sur une confusion. Elles assimilent, en effet, deux catégories sociales très distinctes : *le prolétaire et le salarié*. C'est ainsi, par exemple, que certains auteurs opposent aux *huit millions* (nous arrondissons à dessein) de salariés divers, les *six millions* de non-salariés comprenant, outre les deux millions de rentiers oisifs, des chefs d'établissements, des exploitants de toutes catégories et des isolés (artisans, petits commerçants, agriculteurs) *n'employant aucune main-d'œuvre*.

On feint d'oublier qu'un grand nombre de non-salariés, en particulier les petits propriétaires terriens, employant ou non une main-d'œuvre régulière, sont effectivement des *prolétaires*, aux termes que nous avons définis plus haut, apparentés étroitement, par leur niveau de vie souvent médiocre, aux ouvriers des villes. La terre qu'ils possèdent – et à laquelle, bien souvent, ils tiennent – ne saurait, en effet, apparaître comme un instrument d'exploitation, mais constitue seulement *un instrument de travail*, un *outil* comparable, à quelques nuances près, à l'outil de l'ouvrier.

Tous les raisonnements que proposent nos négateurs de la lutte des classes sont donc faussés par cette erreur initiale. Toutes les conclusions aux-

quelles ils arrivent sont inacceptables. Ils voulaient nous prouver qu'il n'y avait pas de prolétariat et, partant, pas de lutte des classes. Ils oubliaient qu'il est d'autres prolétaires que ceux de l'usine et qu'il faut tenir compte de tout *le prolétariat rural*. Qu'on en juge à la lumière d'autres constatations. Si nous examinons les statistiques d'ordre fiscal, nous trouvons plus de quatre millions de personnes non salariées dont le revenu n'atteint pas 20 000 francs.

Or, à quelle catégorie sociale appartiennent ces non-salariés, sinon, pour la plupart, à la classe des petits propriétaires terriens ? Et n'est-il pas légitime, dès lors, de penser que ces quatre millions de personnes doivent entrer, pour la plupart, en déduction des six millions de non-salariés qu'on oppose triomphalement aux huit millions de salariés divers ? Du même coup, la situation des classes sociales, réduite en chiffres, se trouve singulièrement différente de celle qu'on nous présentait. Elle pourrait s'exprimer en mettant en regard des deux millions d'exploiteurs de toute espèce, bénéficiant d'un revenu de plus de 20 000 francs, les douze millions de prolétaires.

Mais ces nombres eux-mêmes ne rendent pas compte de la structure sociale beaucoup trop complexe pour se plier à une représentation chiffrée. Certes, nous ne le nions pas, le phénomène de la lutte des classes ne peut se réduire à un simple schéma de bataille où l'on verrait ici des millions de misérables privés de tout, et là une poignée de profiteurs possédant le monde. Nous croyons seulement que ce n'est pas à l'aide de statistiques, forcément contradictoires et incomplètes (c'est ainsi que les chiffres que nous avons cités ignorent les ouvriers étrangers et coloniaux travaillant en France et dont le rôle économique et social est considérable) qu'on parviendra jamais à résoudre le problème que nous avons posé.

Il nous paraît plus efficace d'observer la réalité sociale et, munis des quelques données générales que nous connaissons, d'examiner s'il y a en France, aujourd'hui, un prolétariat et une lutte des classes. Dès lors, nous sommes frappés par un fait capital : *celui de l'existence et du développement d'une classe moyenne*. Il n'existe pas, en effet, un prolétariat et une bourgeoisie, constitués comme classes antagonistes et dont l'une doit forcément abattre l'autre; mais il y a une infinité de *conditions* formant autant de catégories sociales dont les intérêts parfois divergent et parfois convergent. Il y a surtout de nombreuses catégories moyennes, constituées par des éléments petits-bourgeois et ouvriers aisés, plus ou moins bénéficiaires de l'ordre social actuel et, par conséquent, conservateurs.

Est-ce là un phénomène vraiment nouveau ? Le développement d'une classe moyenne est-il vraiment caractéristique de notre époque ? D'aucuns l'affirment. Mais l'histoire est d'un autre avis. À toutes les époques, en effet, on trouve la même variété de catégories sociales que nous constatons aujourd'hui. C'est ainsi qu'à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, à la veille de la Révolution, on aperçoit en France, entre le roi, possesseur théorique de toutes

les richesses de son royaume, et le paysan misérable, serf encore sur certaines terres d'Église, une quantité innombrable de degrés d'élévation : petits métayers, fermiers ou propriétaires, petits officiers fiscaux ou justiciers, bourgeois aisés, commerçants ou armateurs, grands bourgeois parlementaires, fermiers généraux, etc. Ne pourrait-on pas, en y regardant attentivement, retrouver ici toute la variété de nuances du monde moderne ? Et cette structure sociale éparpillée a-t-elle, puisque c'est la question qui nous intéresse, empêché la Révolution, c'est-à-dire le groupement et l'offensive de toutes les forces bourgeoises, appuyées sur le prolétariat, contre le régime monarchiste féodal ?

Pourtant, nous reconnaissons bien volontiers que, si une telle analyse ne révèle pas d'importantes variations sociales *qualitatives*, elle nous oblige à enregistrer un très grand désaccord dans la disposition quantitative des éléments constitutifs des deux sociétés envisagées. En bref, on peut dire que les classes moyennes ont crû en nombre et en richesse. Une partie plus ou moins importante de la plus-value, résultant d'une meilleure exploitation des richesses du globe, s'en est allée à certaines couches sociales jusqu'alors très voisines du prolétariat. On a assisté à un enrichissement des titulaires de professions dites libérales et des techniciens supérieurs indispensables pour mettre en valeur les domaines nouveaux du capitalisme. Le médecin, le juge et l'ingénieur ont vu leur condition matérielle s'améliorer progressivement. Sont-ils devenus, du même coup, les indéfectibles alliés de la bourgeoisie contre le prolétariat ? Par leur existence même, les classes moyennes jouent-elles et sont-elles appelées à jouer un rôle contre-révolutionnaire ? Nous ne le croyons pas. Le résultat de la bataille des classes ne dépend pas d'elles. L'influence sociale de ce qu'on peut appeler la petite-bourgeoisie est, en effet, pratiquement nulle. Entre la bourgeoisie et le prolétariat, il n'y a de place que pour des éléments hétérogènes, aimantés sentimentalement en apparence, économiquement en réalité, par l'une ou l'autre des deux classes fondamentales. Dans l'hypothèse d'une révolution, le rôle de ces classes moyennes serait de servir le vainqueur, quel qu'il fût. Si elles peuvent, présentement, compliquer la formulation du problème social, elles ne sauraient en aucune manière en modifier la solution. Leur influence est donc plus apparente que réelle; elles n'atténuent en rien l'antagonisme entre prolétaires et bourgeois. Si nous voulions user d'une comparaison, nous dirions que, de la même manière, l'adjonction dans un convoi de plusieurs wagons de seconde classe laisse intact le rapport d'inégalité entre les voyageurs de troisième et de première classes.

Que cet antagonisme soit conscient ou inconscient, il n'importe. Il nous suffira d'avoir montré que l'objection fondée sur l'existence des classes moyennes est sans valeur. Ceux qui la formulaient pensaient du même coup ruiner la théorie marxiste de la lutte des classes, en affirmant qu'il n'y avait pas de classes. Et voilà que l'idée marxiste sort victorieuse du

débat. Mais, au surplus, Marx est-il le premier et le seul à avoir énoncé en termes clairs une théorie du prolétariat ? Non pas. Proudhon, à maintes reprises, avait posé l'existence des classes. Répondant aux petits-bourgeois républicains qui, après le *Manifeste des Soixante*, première opposition consciente au régime napoléonien, prétendaient qu'il n'y avait pas de classes en France, il montrait dans sa *Capacité politique des classes ouvrières* qu'il existait une classe ouvrière depuis 1789, depuis que l'ouvrier avait séparé son sort de celui de son patron avec lequel il était jusqu'alors uni dans la corporation. Qu'on le veuille ou non, écrivait-il, «la société française est divisée en deux classes». Il y a d'un côté ceux qui travaillent pour un salaire bas et qui vivent exclusivement de leur travail et ceux qui vivent «d'autre chose que de leur travail, quand ils travaillent». Observation féconde, en effet, et qui le conduisait à cette conclusion : «La division de la société moderne en deux classes, l'une de travailleurs salariés, l'autre de propriétaires-capitalistes-entrepreneurs, est donc flagrante.»

Proudhon essayait ensuite de fixer le destin des deux classes ennemies. Il voyait le prolétariat chercher à comprendre son état, parler de son émancipation, monter, et la bourgeoisie hésiter, louvoyer, accepter tous les régimes et les rejeter l'un après l'autre. Tandis que le prolétariat prenait une conscience de classe, la bourgeoisie perdait conscience de la sienne. Déjà, elle n'était plus «une classe puissante par le nombre, le travail et le génie, qui veut et qui pense, qui produit et qui raisonne, qui commande et qui gouverne; elle n'était plus qu'une minorité qui trafique, qui spéculé, qui agiote..., une cohue». Le rôle du prolétariat serait de réaliser la fusion des deux classes dans un monde égalitaire où, à la différence des fonctions, ne correspondrait pas une hiérarchie des conditions morales et matérielles.

Ici, Proudhon rejoignait Marx dans l'affirmation vigoureuse de l'existence des classes. Et, plus nettement encore que l'auteur du *Manifeste*, il indiquait au prolétariat sa voie : creuser toujours davantage le fossé qui le séparait de la bourgeoisie, se refuser à toute collaboration, à tout partage illusoire du gouvernement, *s'abstenir* de voter, de constituer à l'intérieur des assemblées représentatives une *opposition* qui serait vouée à l'impuissance et qui constituerait un trompe-l'œil démocratique. Mais, au contraire, constituer ses propres forces, ses propres institutions, *dégauger l'idée ouvrière* par la lutte contre toute autorité, et particulièrement contre l'État, et par la recherche d'une formule sociétaire où l'échange des services devra se faire sur un pied d'égalité..., «la société devant être considérée, non comme une hiérarchie de fonctions et de facultés, mais comme un système d'équilibration entre forces libres, dans lequel chacun est assuré de jouir des mêmes droits, à la condition de remplir les mêmes devoirs, d'obtenir les mêmes avantages en échange des mêmes services, système, par conséquent, essentiellement égalitaire et libéral, qui exclut toute acception de fortune, de rang et de classe».

Ainsi, la pensée de Proudhon fixait à la fois le présent et l'avenir. Pour le présent : lutte de classes. Pour l'avenir : approfondissement de cette lutte devant se terminer par le triomphe révolutionnaire du prolétariat. Les deux affirmations sont, en effet, corrélatives. La négation de l'existence et de la lutte des classes entraîne la négation de la révolution en faveur d'on ne sait trop quel progrès indéfini dans tous les domaines. Elle conduit droit au réformisme par la pratique d'une propagande purement idéaliste et subjective. Elle livre, sans défense, le prolétariat à la bourgeoisie.

À une telle doctrine, à l'usage des démocrates de la *Ligue des droits de l'homme*, s'opposera toujours victorieusement la théorie inattaquable de la lutte des classes. On ne la confondra pas avec un absurde fatalisme révolutionnaire, véritable caricature du marxisme, qui prétendrait assurer sans efforts le triomphe du prolétariat. Si l'on peut croire qu'il est des conditions *objectives*, indépendantes, dans une certaine mesure, de la volonté humaine, et hors desquelles la révolution ne sera pas, en revanche on peut dire qu'il est des conditions *subjectives* nécessaires pour le triomphe de cette révolution. Il ne suffit pas qu'une conjoncture économique et politique soit révolutionnaire, il faut encore que le prolétariat le soit.

Ce doit être une des préoccupations essentielles des anarchistes que de développer cette conscience révolutionnaire du prolétariat. En préconisant, selon les enseignements de Proudhon, une organisation politique autonome de la classe ouvrière, en acceptant toujours et dans tous les domaines la rupture de celle-ci avec la bourgeoisie, en travaillant à la formation d'une culture syndicale de classe s'opposant à la culture bourgeoise, en favorisant les courants contemporains en faveur d'une éthique et d'une esthétique prolétariennes, ils dresseront, en face de la vieille et branlante société capitaliste, la société de demain, la société des travailleurs libres et égaux, sans dieux ni maîtres.

**Lashortes.**

**Lashortes** (Maurice Catalogne dit) 1898 -1984 Instituteur, puis professeur de philosophie, il milite à l'Union anarchiste communiste révolutionnaire, puis à la Fédération anarchiste. Devenu chrétien après la guerre, il resta en contact avec *La Révolution prolétarienne* (NPNF, 2010).

# SYNDICALISME

Le syndicalisme dont je vais parler ci-dessous est révolutionnaire, social et non corporatif seulement. Il est, aussi, fédéraliste et anti-étatiste.

Il prend sa source doctrinale dans Proudhon et a retenu les enseignements de Bakounine, de Kropotkine, de James Guillaume; et Malatesta, malgré son point de vue particulier, ne l'a pas traité en indifférent. Voilà pour le passé.

Pour le présent, il s'est efforcé, par son observation des faits sociaux contemporains, de renforcer sa doctrine et de dégager les tactiques les mieux appropriées à son action et à ses buts.

J'ai déjà dit tant de choses sur ce mouvement particulier des travailleurs, notamment dans l'étude historique que j'ai consacrée à la Confédération Générale du Travail qu'il me paraît inutile de me livrer à de longs développements qui ne seraient que la répétition de mon ouvrage : *Les syndicats ouvriers et la Révolution Sociale*.

La présente étude n'aura donc pour but que d'exposer certains aspects du syndicalisme, après l'avoir défini, et d'examiner quelques points actuellement controversés dans le monde anarchiste.

*Définition.* – Le syndicalisme est un mouvement naturel qui groupe, sous des formes diverses, des hommes qui ont des intérêts communs et des aspirations identiques; des hommes chez lesquels la concordance des intérêts et l'identité des buts déterminent normalement et logiquement le choix de moyens d'action semblables pour atteindre le but qui est commun à leurs efforts.

On trouverait trace de telles associations, de tels groupements, quelle qu'en soit la forme, dans les temps les plus reculés de l'Histoire. Sans doute, à ces époques lointaines, n'était-il pas question de syndicalisme. Le mot était inconnu, mais la chose existait sous des aspects divers et variés. A mon avis, il n'est pas exagéré d'affirmer que le syndicalisme, sous des formes rudimentaires, a existé dès que la vie en société s'est imposée aux hommes comme une nécessité.

Dès ces jours reculés, qui se perdent dans la nuit des temps, *la solidarité, l'entraide, l'alliance*, qui constituent les bases morales fondamentales du syndicalisme moderne, sont devenues, pour les hommes appelés à vivre en commun ou en rapport, les principes vitaux dont la pratique et l'application étaient indispensables pour assurer leur sauvegarde, défendre leur vie, acquérir une tranquillité relative; produire, échanger et consommer. En effet, c'est en pratiquant la solidarité et l'entraide que les hommes ont pu conquérir la première place dans le règne animal. S'ils ne s'étaient pas unis, bien qu'ils fussent doués d'intelligence, ils eussent été les victimes, dans la lutte pour la vie, des races d'animaux supérieurement armés pour cette lutte, plus vigoureux et plus forts.

Or, le contraire s'est produit; non seulement l'homme, groupé avec ses semblables, a défendu victorieusement sa vie, assuré sa subsistance, propagé son espèce, mais encore il a détruit ou domestiqué presque tous les animaux qui lui disputaient le droit à l'existence et asservi les forces naturelles.

C'est également par la vie en commun, par la pratique de *l'entraide*, que les inventions ont pu être réalisées, véhiculées, appliquées et que, de proche en proche, la civilisation, si contrariée qu'elle ait pu être dans son essor, a pu, néanmoins, se développer, modifier et, parfois, bouleverser les conditions de vie des hommes à des périodes déterminées. Il est infiniment probable que le syndicalisme préhistorique n'avait pas d'autre but que d'assurer à l'homme la sécurité de la vie et les moyens d'existence.

Et si la vie avait suivi son cours normal; si les hommes n'avaient jamais connu l'ambition, la haine, la domination, l'autorité, la propriété, la jouissance et le lucre, le syndicalisme aurait sans doute connu un développement continu et sans histoire et le but que nous poursuivons encore – que d'autres poursuivront peut-être – serait atteint depuis longtemps.

La naissance, chez les hommes, des sentiments ci-dessus indiqués, devait fatalement les séparer, les diviser, les dresser les uns contre les autres, faire naître des groupes dont les intérêts concordaient.

C'est ainsi que s'explique l'origine des classes sociales antagonistes dont il serait vain de vouloir nier l'existence. La lutte entre les classes, dont l'une est privilégiée et l'autre déshéritée, exigea, de part et d'autre, la constitution de groupements pour défendre les intérêts et les aspirations des forces en lutte. Ainsi naquirent successivement l'Etat, puis les syndicats ouvriers et patronaux, dont l'opposition demeurera constante, sur tous les plans, aussi longtemps que les causes et raisons de cette opposition : propriété, privilèges, autorité, subsisteront.

En ce moment, deux grands mouvements de classe : *le syndicalisme patronal et le syndicalisme ouvrier* sont face à face.

Chaque jour, l'un et l'autre englobent de nouveaux éléments de vie et d'action, agrandissent le champ de leur activité et se substituent, en fait, aux partis politiques qui, de plus en plus, perdent leur caractère originel et deviennent, dans des Parlements condamnés, les exécuteurs des volontés des grands groupements qui s'affrontent sur tous les terrains.

Lorsque les congrégations économiques imposent leur volonté au Parlement et aux parlementaires, c'est le syndicalisme patronal qui parle et agit; lorsque le cartel des fonctionnaires et la CGT obligent les socialistes à renverser, malgré leur désir, un gouvernement, puis plusieurs, c'est, indiscutablement, le syndicalisme ouvrier qui se manifeste contre l'Etat-patron. Bien que cette action indirecte, par pression, n'ait, à mes yeux, qu'une valeur relative, il n'est pas douteux que les éléments révolutionnaires ne sauraient, en la circonstance, la condamner.



Qu'il soit patronal ou ouvrier, le syndicalisme a toujours essayé et, en général, réussi à grouper toutes les forces vives et actions encore éparées. Cette idée de synthèse s'est ancrée avec toujours plus de force, mais elle a pris des formes diverses dans les deux camps.

Elle eut, en effet – et elle a encore – des partisans convaincus et acharnés ici et là.

Tandis que, de part et d'autre, certains hommes sont partisans d'une *synthèse générale*, qui permettrait de réunir tous les individus sur le plan d'un grand intérêt général, d'autres, moins ambitieux sans doute, mais plus pratiques et actuels désirent seulement réunir, sur un même plan, les individus dont les intérêts sont réellement concordants. De ces idées de synthèse sont issues : la collaboration des classes et la lutte de classes, sous leur forme moderne.

La première a pour but de développer et de défendre, par voie d'ententes entre les classes antagonistes, l'intérêt général – ou plutôt ce qu'on qualifie de tel; l'autre vise à défendre l'intérêt de classe, à le faire triompher, à donner naissance ensuite au véritable intérêt général dont elle nie actuellement l'existence.

De toute évidence, parce que la logique le veut ainsi, c'est la seconde conception qui finira par s'imposer et nous reviendrons ainsi à la source du syndicalisme... après la disparition des classes.

Après avoir réalisé sa mission de libération humaine et la construction sociale, le syndicalisme n'aura plus pour but que de permettre à l'homme de lutter contre les éléments hostiles, de les vaincre, de les asservir pour le bien et le bonheur collectifs; de poursuivre les recherches incessantes qui refouleront l'Inconnaissable et développeront la Connaissance; d'appliquer, pour le plus grand bien de tous, les découvertes scientifiques aux œuvres pacifiques et laborieuses.

Ce rôle est assez noble et assez vaste pour attirer tous les hommes et les retenir à la tâche jusqu'à ce que celle-ci soit complètement accomplie. Il est pourtant discuté et, précisément, par certains de ceux qui devraient l'accepter et le remplir les premiers. Et ici se pose cette question : *les syndicats doivent-ils subsister après la révolution?*

*L'existence des syndicats après la Révolution.* – Si, chez les anarchistes révolutionnaires, nul ne conteste la nécessité de l'existence des syndicats avant la révolution – il en est, très peu nombreux il est vrai, qui nient volontiers et avec force – plus de force que d'arguments – que les syndicats soient nécessaires après la Révolution. Pour ma part, je ne déclare pas seulement qu'ils sont *nécessaires*, mais je ne crains pas d'affirmer qu'ils seront *indispensables*.

Que proposent donc, pour les remplacer, les anarchistes, adversaires des syndicats après la révolution? De vagues groupements de producteurs, essayés, sans liens véritables entre eux, échangeant quelques statistiques; produisant à la diable, sans savoir pourquoi ni comment, n'ayant aucune

idée des besoins collectifs dans tous les domaines. Si ces hommes croient vraiment que c'est avec une telle organisation qu'on peut assurer la vie économique et sociale d'une collectivité quelconque, ils commettent une erreur grave.

Ils ne se rendent certainement pas compte :

1° Que l'économie et l'administration de la production, son échange, sa répartition doivent être organisées;

2° Que cette organisation, reposant sur des bases libertaires, doit donner, sous peine de faillite et de catastrophe, des résultats supérieurs à ceux qui étaient obtenus auparavant par une organisation autoritaire et despotique. Comment peuvent-ils croire que la société communiste libertaire ne sera pas organisée ?

Est-ce que, du fait même qu'on indique qu'elle sera : d'une part, *communiste* et, d'autre part, *libertaire*, cela ne suffit pas à faire comprendre qu'elle sera organisée, comme le veut le communisme, et selon les principes de la plus grande liberté possible comme l'implique le mot libertaire qui signifie littéralement : *tendance à être libre*.

Il y aura donc, après la révolution, une société organisée sur des bases communistes libertaires, et cela aussi longtemps que l'anarchie ne sera pas totalement réalisée. Et cette organisation, pour porter ses fruits, devra être homogène, c'est-à-dire fonctionner aussi identiquement que possible sur les trois plans suivants : *économique, administratif et social*.

De toute évidence, cette organisation devra être conçue de façon telle que les rouages correspondants, sur les trois plans, agissent de concert, en accord. En effet l'économique sera la *base*, l'administratif *l'expression* et le social *la conséquence*. S'il n'y a pas homogénéité et concordance ce sera le chaos et quel chaos : celui que les détracteurs bourgeois appellent l'anarchie, c'est-à-dire le désordre !

Nous prétendons, nous, que c'est le capitalisme qui est le *désordre* et nous voulons que l'anarchie soit l'ordre, l'ordre sans autorité ni contrainte, mais l'ordre tout de même, l'ordre qui découlera des actes conscients et réfléchis de tous.

Cette conscience éclairée devra être collective et le premier terrain sur lequel elle devra se manifester sera le plan économique. Il ne suffira pas de substituer la notion du besoin à celle du profit; il faudra connaître réellement l'étendue et la diversité de ce besoin, le chiffrer, par conséquent. Et ceci fait, il faudra examiner l'autre face du problème : rechercher, apprécier, connaître aussi exactement que possible les possibilités de satisfaire tous les besoins. En un mot, il faudra établir le *rapport convenable* entre la somme des besoins et celle des possibilités. Et ce rapport devra être tel que les moyens de production permettent aussi largement que possible la satisfaction des besoins.

Les uns et les autres devront donc être connus et chiffrés au préalable et, si les moyens apparaissent insuffisants au début, il faudra les augmenter

et, bon gré, mal gré, en attendant qu'ils soient suffisants, restreindre la consommation. Cette constatation suffit à elle seule à indiquer parmi les trois grands facteurs économiques : production, échange, consommation quel est celui qui est essentiel et à classer les deux autres dans leur ordre.

CONSOMMER, c'est-à-dire assurer la continuité de la vie physique de l'être, est certainement l'acte le plus important, l'acte vital qui permet, à la fois, de produire et d'échanger. Mais PRODUIRE et ÉCHANGER, c'est donner aux hommes la possibilité de consommer, donc de vivre. Dans ces conditions, il apparaît clairement que la tâche essentielle consiste d'abord à produire, à produire pour satisfaire les besoins de la consommation.

Et qui, mieux que les syndicats, sera qualifié pour extraire, transformer et mettre à la disposition du consommateur tout ce qui est nécessaire à la vie ? Est-ce que, en régime capitaliste, ce ne sont pas, déjà, les producteurs, par leur force-travail, mal utilisée, mal rétribuée, qui assurent, en fait, cette tâche ? Qui oserait soutenir que les banquiers, les détenteurs de l'argent et des instruments de travail y sont pour quelque chose ? Qui nierait que les producteurs, groupés dans leurs syndicats, représentent la force essentielle de lutte et de construction révolutionnaire ? Quel organisme peut-on, en vérité, essayer de substituer aux syndicats qui luttent et se préparent, chaque jour, à cette tâche constructive ?

Poser toutes ces questions, c'est les résoudre.

Lorsque, dans sa charte fameuse, toujours confirmée sur ce point précis, le syndicalisme en même temps qu'il exprimait à Amiens, en 1906, sa volonté d'exproprier le capitalisme et de transformer la société, proclamait que : «le syndicat, aujourd'hui groupement de résistance serait, demain, le groupement de production base de la réorganisation sociale», il énonçait une vérité profonde.

Qu'il revête un caractère nettement coopérateur, c'est incontestable. C'est même évident. Mais il est nécessaire aussi qu'il conserve son caractère originel afin d'être apte, le cas échéant, à s'opposer à certaines entreprises qui pourraient être tentées contre la Révolution elle-même.

Maîtres de l'appareil de production et d'échange, les syndicats de producteurs seraient tout qualifiés, s'il le fallait, pour réduire rapidement à néant les prétentions d'une coterie ou d'un clan qui pourrait menacer à un moment quelconque les conquêtes et l'ordre social révolutionnaires, en dépit de toutes les précautions prises sur le plan administratif. S'il y a péril, les syndicats seront là pour le vaincre. Ce n'est pas à dédaigner.

Ils sont donc indispensables *avant*, *pendant* et, surtout, *après* la Révolution. *Avant*, pour préparer les cadres de lutte et de réalisation; pour lutter contre le capitalisme et réduire sa puissance dès maintenant. *Pendant*, pour abattre définitivement le capitalisme, s'emparer des moyens de production et d'échange et les remettre en marche au profit de la collectivité et pour son compte. *Après*, pour assurer la vie économique collective, en accord avec les offices d'échange et de répartition locaux,

accord avec les offices d'échange et de répartition locaux, régionaux, nationaux et internationaux qui indiqueront les besoins à satisfaire.

Contrairement à ce que pensent et déclarent certains hommes, qui n'examinent la question que sous l'angle politique et non sous son jour véritable, c'est-à-dire social, les syndicats de producteurs ne seront jamais ni une gêne ni un danger pour l'ordre nouveau issu de la révolution sociale. Partie intégrante de celle-ci, ils entendent, certes, en défendre l'intégrité, mais ils ne visent ni ne prétendent à aucune dictature.

Adversaires de la dictature et de l'Etat, sous toutes leurs formes, composés d'éléments qui discutent, exécutent et contrôlent, par leurs divers organes, tout ce qui se réfère à la vie économique, ils *limitent* à ce domaine leur effort et leur activité. Ils laissent aux individus le soin d'*administrer* la chose collective, par le jeu normal des organismes de tous ordres qu'ils se donneront.

Ils n'entendent être que la *base* – parce que c'est l'évidence même – de la société nouvelle, une base solide sur laquelle cette société s'appuiera avec sûreté. Ils n'entendent pas davantage accaparer la vie tout entière. Ils demandent seulement que la vie économique, administrative et sociale repose sur des bases solides, que le système social soit homogène dans toutes ses parties; que chacun, sur son plan, accomplisse sa tâche, toute sa tâche. Ils ne veulent ni subordination, ni préséance. Ils entendent que l'égalité sociale devienne une réalité, pour les hommes et les groupements.

Leur ambition, *leur unique ambition* consiste à vouloir être les fondements solides de l'ordre social nouveau; à évoluer techniquement et socialement avec cet ordre, pacifiquement; à développer sans cesse leurs connaissances pour intensifier le bien-être de tous; à réduire au minimum la peine des hommes, tout en satisfaisant aux besoins de tous. Qui peut s'élever contre une ambition aussi raisonnable, aussi légitime ?

Aux communes libres, fédérées et confédérées d'administrer les choses et de donner aux hommes les institutions sociales correspondantes et susceptibles de traduire dans la vie de chaque jour les désirs et les aspirations des individus.

À chacun sa tâche. Celle du syndicalisme est assez vaste pour qu'il n'ambitionne que de la remplir tout entière, sans vouloir en accaparer d'autres qui ne lui reviennent pas.

*Substitution de la notion de classe à la notion de parti.* – Ayant proclamé la nocivité et l'inutilité de l'Etat et démontré la faillite irrémédiable de tous les partis politiques, le syndicalisme se doit d'en tirer la conséquence logique. Il affirme donc la nécessité, pour les travailleurs, en raison de la concordance permanente de leurs intérêts, de substituer la notion de classe à la notion de parti.

Il est, en effet, prouvé que les partis ne sont que des groupements artificiels, dont les éléments s'opposent les uns aux autres, en raison de la dis-

cordance de leurs intérêts. Qu'attendre d'un parti qui contient dans son sein des patrons et des travailleurs, des exploités et des exploités? Qu'y a-t-il de commun entre l'intérêt d'un patron socialiste ou communiste – et même anarchiste – et celui de son ouvrier ? D'accord au siège de la section – théoriquement s'entend – leur opposition deviendra irréductible dès qu'ils se trouveront face à face à l'atelier, au chantier, au bureau, etc., c'est-à-dire pratiquement. Et quelle que soit, de part et d'autre, leur bonne volonté, ils ne pourront jamais résoudre ce différend qui restera, entre eux, permanent.

Ceci implique naturellement que le patron et l'ouvrier socialistes, communistes ou anarchistes n'ont, entre eux, rien de commun; que leur intérêt de patron et d'ouvrier s'oppose fondamentalement et les empêche d'agir pour un but qui ne leur est commun que par *l'esprit*. L'impuissance des partis, de tous les partis, n'a pas d'autre raison. Et cette raison suffit à condamner la notion de parti et à lui substituer la notion de classe.

Là, sur le plan de classe, la délimitation est nette. Pas d'éléments hétérogènes aux intérêts divergents. Au contraire, et en dépit de certaines différences habilement exploitées et maintenues par le capitalisme, les intérêts sont concordants, les aspirations sont identiques, les buts sont communs. Rien ne s'oppose donc à ce que de tels éléments s'unissent et agissent de concert.

L'expérience renouvelée a, d'ailleurs, démontré que seuls les groupements de classe, par leur caractère homogène, pouvaient mener des luttes fécondes, qu'il s'agisse de forces ouvrières ou de forces patronales. Je demande donc, sans hésitation, aux travailleurs, de substituer la notion de classe à celle de parti et, en conséquence, d'abandonner les partis et de rallier les syndicats révolutionnaires.

*Le syndicalisme ne peut être neutre.* – Le fait de proclamer la faillite des partis et de leur substituer les groupements naturels de classe que sont les syndicats, implique la nécessité absolue, pour le syndicalisme, de combattre tous les partis politiques sans exception.

La neutralité des syndicats proclamée à Amiens en 1906, a été dénoncée, en novembre 1926, par le congrès constitutif de la CGT-sr. Cette décision, très controversée à l'époque, même dans nos milieux, n'était pourtant que la conséquence logique de la substitution de la notion de classe à la notion de parti. Il est à peine besoin d'affirmer que les événements actuels, qui démontrent avec une force accrue la carence totale des partis, nous font une obligation indiscutable, non seulement de rompre la neutralité à l'égard des partis, mais encore d'engager ouvertement la lutte contre eux.

S'il en était autrement, il serait inutile d'avoir prononcé la condamnation de l'Etat, démontré l'incapacité des partis à résoudre les problèmes dont le salut de notre espèce dépend. La neutralité a donc vécu. On ne manquera pas, certes, d'affirmer encore que c'est une erreur de l'avoir dé-

noncée. Il se trouvera encore, même dans nos rangs anarchistes, des camarades pour prétendre que cette attitude nous contraint à n'être jamais qu'un mouvement de secte. J'ose leur dire que c'est le contraire qui est vrai.

Ce ne sont pas des chrétiens, des radicaux, des socialistes, des communistes qu'il s'agit de réunir dans un mouvement de classe, mais des travailleurs *en tant que tels*.

Nous leur demandons donc de cesser d'être des chrétiens, des radicaux, des socialistes, des communistes, réunis dans un groupement voué d'avance à l'impuissance, en raison de la diversité des idées de ses composants – ce qui est bien le cas actuellement – pour devenir des travailleurs, exclusivement des travailleurs aux intérêts concordants.

Nous les prions, en somme, d'abandonner les luttes politiques stériles pour les luttes sociales pratiques et fécondes; de passer de la constatation de fait à l'action nécessaire; de s'unir, sur un terrain solide au lieu de se diviser pour des fictions. Pour ma part, je considère qu'une telle union, dont la fécondité est certaine, est une chose beaucoup plus facile à réaliser que de choisir le «*bon parti*», le vrai parti prolétarien, parmi tant d'autres.

Si les travailleurs avaient abandonné les partis à leur sort, s'ils les avaient combattus, ils ne seraient plus les esclaves du capitalisme. Depuis longtemps, ils seraient libres et s'ils veulent réellement le devenir, il importe qu'ils cessent de croire aux vertus des partis dits «prolétariens» qui comptent tant de bons et solides bourgeois dans leur sein et n'aspirent qu'à étrangler une révolution qu'ils n'appellent que dans la mesure où ils la savent inévitable. (...)

**Pierre Besnard.**

# SYNDICALISME ET ANARCHISME

Ce court article de Malatesta souligne, mieux que nous pourrions le faire, les faiblesses de l'anarchosyndicalisme et du syndicalisme révolutionnaire, ainsi que les questions que ces courants refusaient et refusent encore d'affronter. *Ni patrie ni frontières*

Au Congrès anarchiste d'Amsterdam (1907), Malatesta, examinant dans leurs rapports le syndicalisme et l'anarchisme, prononça un discours dont voici le fidèle résumé :

Le syndicalisme, ou plus exactement le mouvement ouvrier (le mouvement ouvrier est un fait que personne ne peut ignorer, tandis que le syndicalisme est une doctrine, un système, et nous devons éviter de les confondre) le mouvement ouvrier, dis-je, a toujours trouvé en moi un défenseur résolu, mais non aveugle. C'est que je voyais en lui un terrain particulièrement propice à notre propagande révolutionnaire, en même temps qu'un point de contact entre les masses et nous. Je n'ai pas besoin d'insister là-dessus. On me doit cette justice que je n'ai jamais été de ces anarchistes intellectuels qui, lorsque la vieille Internationale a été dissoute, se sont bénévolement enfermés dans la tour d'ivoire de la pure spéculation; que je n'ai cessé de combattre, partout où je la rencontrais, en Italie, en France, en Angleterre et ailleurs, cette attitude d'isolement hautain, ni de pousser de nouveau les compagnons dans cette voie que les syndicalistes, oubliant un passé glorieux, appellent nouvelle, mais qu'avaient déjà entrevue et suivie, dans l'Internationale, les premiers anarchistes.

Je veux, aujourd'hui comme hier, que les anarchistes entrent dans le mouvement ouvrier. Je suis, aujourd'hui comme hier, un syndicaliste, en ce sens que je suis partisan des syndicats. Je ne demande pas des syndicats anarchistes qui légitimeraient, tout aussitôt des syndicats sociaux-démocratiques, républicains, royalistes ou autres et seraient, tout au plus, bons à diviser plus que jamais la classe ouvrière contre elle-même. Je ne veux pas même de syndicats dits rouges, parce que je ne veux pas de syndicats dits jaunes. Je veux, au contraire, des syndicats largement ouverts à tous les travailleurs sans distinction d'opinions, des syndicats absolument *neutres*.

Donc je suis pour la participation la plus active possible au mouvement ouvrier. Mais je le suis avant tout dans l'intérêt de notre propagande, dont le champ se trouverait ainsi considérablement élargi. Seulement cette participation ne peut équivaloir en rien à une renonciation à nos plus chères idées. Au syndicat, nous devons rester des anarchistes, dans toute la force et toute l'ampleur de ce terme. Le mouvement ouvrier n'est pour moi qu'un moyen – le meilleur évidemment de tous les moyens qui nous sont offerts. Ce moyen, je me refuse à le prendre pour un but, et même je n'en

voudrais plus s'il devait nous faire perdre de vue l'ensemble de nos conceptions anarchistes ou, plus simplement, nos autres moyens de propagande et d'agitation.

Les syndicalistes, au rebours, tendent à faire du moyen une fin, à prendre la partie pour le tout. Et c'est ainsi que, dans l'esprit de quelques-uns de nos camarades, le syndicalisme est en train de devenir une doctrine nouvelle et de menacer l'anarchisme dans son existence même.

Or, même s'il se corse de l'épithète bien inutile de révolutionnaire, le syndicalisme n'est et ne sera jamais qu'un mouvement légalitaire et conservateur, sans autre but accessible – et encore ! – que l'amélioration des conditions de travail. Je n'en chercherai d'autre preuve que celle qui nous est offerte par les grandes unions nord-américaines. Après s'être montrées d'un révolutionnarisme radical, au temps où elles étaient encore faibles, ces unions sont devenues, à mesure qu'elles croissaient en force et en richesse, des organisations nettement conservatrices, uniquement préoccupées à faire de leurs membres des privilégiés dans l'usine, l'atelier ou la mine et beaucoup moins hostiles au capitalisme patronal qu'aux ouvriers non organisés, à ce prolétariat en haillons flétri par la social-démocratie ! Or ce prolétariat toujours croissant de sans-travail, qui ne compte pas pour le syndicalisme, ou plutôt qui ne compte pour lui que comme obstacle, nous ne pouvons pas l'oublier, nous autres anarchistes, et nous devons le défendre parce qu'il est le pire des souffrants.

Je le répète : il faut que les anarchistes aillent dans les unions ouvrières. D'abord pour y faire de la propagande anarchiste; ensuite parce que c'est le seul moyen pour nous d'avoir à notre disposition, le jour voulu, des groupes capables de prendre en main la direction de la production; nous devons y aller enfin pour réagir énergiquement contre cet état d'esprit détestable qui incline les syndicats à ne défendre que des intérêts particuliers.

L'erreur fondamentale de tous les syndicalistes révolutionnaires provient, selon moi, d'une conception beaucoup trop simpliste de la lutte de classe. C'est la conception selon laquelle les intérêts économiques de tous les ouvriers – de la classe ouvrière – seraient solidaires, la conception selon laquelle il suffit que des travailleurs prennent en main la défense de leurs intérêts propres pour défendre du même coup les intérêts de tout le prolétariat contre le patronat.

La réalité est, selon moi, bien différente. Les ouvriers comme les bourgeois, comme tout le monde, subissent cette loi de concurrence universelle qui dérive du régime de la propriété privée et qui ne s'éteindra qu'avec celui-ci. Il n'y a donc pas de classes, au sens propre du mot, puisqu'il n'y a pas d'intérêt de classes. Au sein de la «classe» ouvrière elle-même, existent, comme chez les bourgeois, la compétition et la lutte. Les intérêts économiques de telle catégorie ouvrière sont irréductiblement en opposition avec ceux d'une autre catégorie.



Et l'on voit parfois qu'économiquement et moralement certains ouvriers sont beaucoup plus près de la bourgeoisie que du prolétariat. Cornélien nous a fourni des exemples de ce fait pris en Hollande même. Il y en a d'autres. Je n'ai pas besoin de vous rappeler que, très souvent, dans les grèves, les ouvriers emploient la violence, non contre la police ou les patrons, mais contre les kroumirs (1) qui, pourtant, sont des exploités comme eux et même plus disgraciés encore, tandis que les véritables ennemis de l'ouvrier, les seuls obstacles à l'égalité sociale, ce sont les policiers et les patrons.

Cependant, parmi les prolétaires, la solidarité morale est possible, à défaut de la solidarité économique. Les ouvriers qui se cantonnent dans la défense de leurs intérêts corporatifs ne la connaîtront pas, mais elle naîtra du jour où une volonté commune de transformation sociale aura fait d'eux des hommes nouveaux. La solidarité, dans la société actuelle, ne peut être que le résultat de la communion au sein d'un même idéal. Or, c'est le rôle des anarchistes d'éveiller les syndicats à l'idéal, en les orientant peu à peu vers la révolution sociale au risque de nuire à ces «avantages immédiats» dont nous les voyons aujourd'hui si friands.

Que l'action syndicale comporte des dangers, c'est ce qu'il ne faut pas songer à nier. Le plus grand de ces dangers est certainement dans l'acceptation, par le militant, de fonctions syndicales, surtout quand celles-ci sont rémunérées. Règle générale : l'anarchiste qui accepte d'être le fonctionnaire permanent et salarié d'un syndicat est perdu pour la propagande, perdu pour l'anarchisme ! Il devient désormais l'obligé de ceux qui le rétribuent et, comme ceux-ci ne sont pas anarchistes, le fonctionnaire salarié, placé désormais entre sa conscience et son intérêt, ou bien suivra sa conscience et perdra son poste, ou bien suivra son intérêt et alors, adieu l'anarchisme !

Le fonctionnaire est dans le mouvement ouvrier un danger qui n'est comparable qu'au parlementarisme : l'un et l'autre mènent à la corruption et de la corruption à la mort, il n'y a pas loin !

Et maintenant, passons à la grève générale. Pour moi, j'en accepte le principe, que je propage tant depuis des années. La grève générale m'a toujours paru un excellent moyen pour ouvrir la révolution sociale. Toutefois, gardons-nous bien de tomber dans l'illusion néfaste qu'avec la grève générale, l'insurrection armée devient une superfétation.

On prétend qu'en arrêtant brutalement la production, les ouvriers, en quelques jours, affameront la bourgeoisie, qui, crevant de faim, sera bien obligée de capituler. Je ne puis concevoir absurdité plus grande. Les premiers à crever de faim, en temps de grève générale, ce ne seraient pas les bourgeois qui disposent de tous les produits accumulés, mais les ouvriers qui n'ont que leur travail pour vivre.

La grève générale, telle qu'on nous la décrit d'avance, est une pure utopie. Ou bien l'ouvrier, crevant de faim après trois jours de grève, rentrera

à l'atelier, la tête basse, et nous compterons une défaite de plus. Ou bien il voudra s'emparer des produits de vive force. Qui trouvera-t-il devant lui pour l'en empêcher ? Des soldats, des gendarmes, sinon des bourgeois eux-mêmes et alors il faudra bien que la question se résolve à coups de fusils et de bombes. Ce sera l'insurrection, et la victoire restera au plus fort.

Préparons-nous donc à cette insurrection inévitable, au lieu de nous borner à préconiser la grève générale comme une panacée s'appliquant à tous les maux. Qu'on n'objecte pas que le gouvernement est armé jusqu'aux dents et sera toujours plus fort que les révoltés. À Barcelone, en 1902, la troupe n'était pas nombreuse. Mais on n'était pas préparé à la lutte armée et les ouvriers ne comprenant pas que le pouvoir politique était le véritable adversaire, envoyaient des délégués au gouverneur pour lui demander de faire céder les patrons.

D'ailleurs, la grève générale, même réduite à ce qu'elle est réellement, est encore une de ces armes à double tranchant qu'il ne faut employer qu'avec beaucoup de prudence. Le service des subsistances ne saurait admettre de suspension prolongée. Il faudra donc s'emparer par la force des moyens d'approvisionnement, et cela tout de suite, sans attendre que la grève se soit développée en insurrection.

Ce n'est donc pas tant à cesser le travail qu'il faut inviter les ouvriers; c'est bien plutôt à le continuer pour leur propre compte. Faute de quoi, la grève générale se transformerait vite en famine générale, même si l'on avait été assez énergique pour s'emparer dès l'abord de tous les produits accumulés dans les magasins. Au fond, l'idée de grève générale a sa source dans une croyance entre toutes erronée : c'est la croyance qu'avec les produits accumulés par la bourgeoisie, l'humanité pourrait consommer sans produire, pendant je ne sais combien de mois ou d'années. Cette croyance a inspiré les auteurs de deux brochures de propagande publiées il y a une vingtaine d'années : *Les Produits de la Terre* et *Les Produits de l'Industrie*, et ces brochures ont fait, à mon avis, plus de mal que de bien. La société actuelle n'est pas aussi riche qu'on le croit. Kropotkine a montré quelque part qu'à supposer un brusque arrêt de production, l'Angleterre n'aurait que pour un mois de vivres; Londres n'en aurait que pour trois jours. Je sais bien qu'il y a le phénomène bien connu de surproduction. Mais toute surproduction a son correctif immédiat dans la crise qui ramène bientôt l'ordre dans l'industrie; la surproduction n'est jamais que temporaire et relative.

Il faut maintenant conclure. Je déplorais jadis que les compagnons s'isolassent du mouvement ouvrier. Aujourd'hui je déplore que beaucoup d'entre nous, tombant dans l'excès contraire, se laissent absorber par ce même mouvement. Encore une fois, l'organisation ouvrière, la grève, la grève générale, l'action directe, le boycottage, le sabotage et l'insurrection armée elle-même, ce ne sont là que des moyens. L'anarchie est le but. La révolution anarchiste que nous voulons dépasse de beaucoup les intérêts

d'une classe : elle se propose la libération complète de l'humanité actuellement asservie, au triple point de vue économique, politique et moral. Gardons-nous donc de tout moyen d'action unilatéral et simpliste; le syndicalisme, moyen d'action excellent en raison des forces ouvrières qu'il met à notre disposition, ne peut pas être notre unique moyen. Encore moins doit-il nous faire perdre de vue le seul but qui vaille un effort : l'Anarchie.

## **E. Malatesta**

1. Kroumirs : jaunes, briseurs de grève (*NPNF, 2010*).

**Errico Malatesta** (1853-1931). Figure importante de l'anarchisme communiste italien et international, il s'oppose au Manifeste des Seize pendant la Première Guerre mondiale. Il a écrit des milliers d'articles et des dizaines de brochures. Il meurt en résidence surveillée sous le fascisme (*NPNF, 2010*).

# UNITÉ (PROLÉTARIENNE)

Au moment où la reconstitution de l'unité syndicale entre dans sa phase finale, il est tout naturel de traiter cette question dans notre *Encyclopédie*.

C'est non seulement naturel, mais c'est indispensable, parce que l'histoire de l'unité est aussi celle de la scission et qu'elle n'est encore connue que de quelques initiés qui, par leurs fonctions, ont été appelés à vivre vraiment les événements qui se sont déroulés le plus souvent dans la coulisse et sont restés, par conséquent, totalement inconnus des masses travailleuses bernées.

Ma qualité de secrétaire général du Comité Central des *Comités Syndicalistes Révolutionnaires*, puis de secrétaire adjoint du même Comité, ma participation active aux travaux de la Commission Administrative de la CGTU, ma désignation au poste de secrétaire général du *Comité de Défense Syndicaliste* et à celui de secrétaire de l'*Union Fédérative des Syndicats Autonomes de France*, m'ont permis de suivre pas à pas les événements qui se sont déroulés de 1920 jusqu'en 1926, époque de la constitution de la *Confédération Générale du Travail Syndicaliste Révolutionnaire*.

Et, depuis le 15 novembre 1926, je suis avec attention, de très près, au sein de la C. A. de la CGT-sr, les tractations et pourparlers auxquels l'unité syndicale a donné lieu.

Avant d'aller plus loin et de faire l'exposé historique de la question, deux constatations s'imposent, ce sont celles-ci :

- 1° – L'unité, comme la scission, sera l'œuvre des partis politiques;
- 2° – Une unité de cet ordre restera précaire aussi longtemps que le mouvement syndical sera incapable de s'opposer à l'action dissolvante des partis; aussi longtemps que la notion de parti primera, dans l'esprit des travailleurs, la lutte de classe; jusqu'à ce que le réel prenne le pas sur l'artificiel.

Répéter que la scission est l'œuvre des partis politiques et de leurs représentants au sein du mouvement syndical, c'est exprimer une vérité devenue banale. Il faut, cependant, le dire, l'affirmer ici avec d'autant plus de force que les partis (socialiste et communiste) prétendent être les champions incontestés de l'unité. Il faut le proclamer parce qu'en réalisant cette unité, sur le terrain politique et économique, ces partis n'ont en vue que de servir leurs intérêts, à l'exclusion de ceux des travailleurs.

En faisant alternativement, *selon les exigences de leur politique*, la scission ou l'unité, en soufflant ainsi le froid et le chaud, les partis dits ouvriers ont fait la démonstration éclatante qu'ils n'avaient aucun souci des intérêts de la classe ouvrière. Aussi, si je me refuse à mettre à leur actif la reconstitution d'une unité dont ils escomptent le bénéfice exclusif, j'inscris carrément à leur passif la scission qui a réduit, pendant quinze

ans, le prolétariat de tous les pays à l'impuissance, favorisé l'accès au pouvoir du fascisme dans la plus grande partie des pays de l'Europe. Et je demande aux travailleurs de ne jamais oublier ces pages sombres de leur Histoire. Je leur demande également, s'ils réalisent, comme tout l'indique, l'unité syndicale, de ne plus la laisser briser, sous quelque prétexte que ce soit et, pour cela, d'affirmer la maîtrise totale de leur mouvement, *dans une indépendance absolue et définitive*.

Examinons, maintenant, quand, comment et pour quelles raisons la scission s'est produite.

A mon avis, sa préparation, qui dura près de quatre ans, remonte à 1917; elle commença peu après la conférence confédérale de Clermont-Ferrand, où les deux fractions de la CGT, déjà fortement divisées sur la politique suivie par la majorité pendant la guerre, se «réconcilièrent» sur un *negre-blanc*, sans provoquer le choc dynamique qui aurait redressé la centrale syndicale française.

La révolution russe entra dans sa deuxième phase : celle d'octobre 1917, et Lénine, avec juste raison, recherchait des appuis à l'extérieur, en France tout particulièrement, pour empêcher la formation autour de ses frontières de ce que Clemenceau appelait le «cordon sanitaire», c'est-à-dire, pour parler clair, le blocus économique et l'intervention militaire conjuguée du dedans et du dehors, ces deux armes redoutables de la contre-révolution mondiale.

Pour échapper à cette étreinte, qui risquait d'être mortelle, les chefs de la révolution russe ne pouvaient que chercher à étendre la révolution aux pays voisins : d'abord à l'Europe, si possible, et au monde entier, si les circonstances le permettaient. Leur raisonnement était juste et les conditions d'une telle révolution à l'échelle européenne, universelle peut-être, étaient largement réunies. Il restait à faire passer la conception dans la pratique, en utilisant la situation particulièrement favorable. C'est dans ce passage de la conception à la pratique que les dirigeants russes commirent des fautes si impardonnables, pour des hommes comme Lénine et Trotsky, qu'on en reste, encore aujourd'hui, absolument confondu.

La principale de ces fautes est la méconnaissance absolue des mouvements ouvriers des autres pays et, tout particulièrement, du mouvement français, si spécial par son origine, ses caractéristiques et le tempérament de la race. Au lieu de s'adresser en frères au syndicalisme français, dont l'immense majorité était absolument acquise à l'idée de la révolution sociale dans son propre pays, les dirigeants russes tentèrent de lui imposer brutalement, par des moyens obliques et des procédés condamnables, leur propre conception de la lutte, leur doctrine et leur discipline : toutes choses qui firent se cabrer quantité de militants tout disposés à la lutte, mais qui voulaient rester maîtres de leur action, de leur tactique, et se refusaient à agir comme des petits garçons qu'on morigène à tout instant. Cette attitude des révolutionnaires russes eut une autre conséquence: elle fournit

des armes aux dirigeants de la CGT peu enclins à engager une bataille de cette envergure.

Ces faits ne se passèrent pas qu'en France. Tous les prolétariats de l'Europe et même du monde, dont le concours était pourtant absolument nécessaire, furent traités avec le même mépris, avec la même ignorance des faits, sur la foi de renseignements donnés à Moscou *par des hommes qui n'avaient aucune qualité pour remplir un tel rôle.*

L'échec de la révolution européenne, de la révolution mondiale peut-être, vient exclusivement de l'*incompréhension totale*, par les dirigeants russes, du mouvement des autres pays, de leur *autoritarisme*, de leur *mépris* des militants et des organisations régulières de ces pays. Si, au lieu d'agir ainsi, les hommes qui dirigeaient la révolution russe avaient compris que les peuples agissent selon les caractéristiques de leur propre génie, ce qui exclut l'uniformité mais crée l'harmonie dans la diversité; s'ils avaient fait loyalement et directement appel aux centrales syndicales et à leurs militants, en les laissant libres du choix de l'heure, des moyens et du but, il n'est pas douteux que la révolution sociale serait devenue, à très brève échéance, une réalité sur le plan où elle était possible et nécessaire pour assurer, avec le salut de la révolution russe, le succès de la révolution européenne et, sans doute, mondiale. A une question aussi nettement et honnêtement posée, les centrales syndicales – celle de France la première – n'auraient pu que répondre affirmativement, d'autant plus rapidement que toutes les conditions de l'action révolutionnaire étaient, je le répète, réunies.

Les révolutionnaires russes, aveuglés par leur succès, jugeant de toute leur hauteur le reste des hommes – comme si leur révolution avait été la première et devait être la dernière à se produire dans le monde – trouvèrent plus expédient de noyauter, par tous les moyens, y compris les pires, les éléments actifs du mouvement syndical français; de les dresser les uns contre les autres de façon absurde; de pratiquer une politique de manœuvres et de contre-manœuvres absolument ridicule; de provoquer une sorte de gymnastique gréviste constante qui démolit, une à une, toutes les organisations puissantes et, en particulier, les métallurgistes et les cheminots, Cette politique qui consistait à utiliser comme tremplin les revendications légitimes des travailleurs et comme levain le désir d'action incontestable des masses laborieuses, provoqua les échecs successifs qui, de proche en proche, nous conduisirent à la débâcle de mai 1920, après la capitulation confédérale du 21 juillet 1919.

Il ne pouvait en être autrement. En effet, sentant le péril qui les menaçait, les dirigeants de la CGT freinèrent autant qu'ils purent l'action des travailleurs. Quand ils ne purent, malgré tout, l'arrêter, ils la brisèrent in extremis, ou la rendirent inopérante par des compromis, comme celui de février 1920, qui enlevaient toute valeur au succès remporté. Les Congrès de Lyon (1919), Orléans (1920) et Lille (1921) indiquent de façon saisiss-

sante les points culminants des luttes de tendance qui aboutirent à la scission du mouvement syndical français.

Ayant plus que jamais besoin d'avoir dans chaque pays un mouvement docile à leur injonction et capable d'appuyer leur politique extérieure, Lénine, Trotsky, Zinoviev et leurs amis prirent la décision de détruire, par la scission, les centrales et les partis qui leur résistaient. Ils avaient l'espoir que, l'enthousiasme des masses aidant, ils pourraient faire disparaître, par la suite, facilement, les fractions d'organisations rebelles à leurs ordres. Et c'est là qu'ils commirent leur deuxième faute, plus impardonnable peut-être que la première.

En effet, la scission du Parti socialiste, à Tours en 1920, celle de la CGT, en février 1922, permirent de grouper dans le Parti communiste et la CGTU, en l'espace de quelques mois, l'immense majorité des forces actives de l'ancien Parti socialiste et de la vieille CGT. Si, instruits – comme ils auraient dû l'être – par les expériences des années 1918 à 1920, les dirigeants de Moscou avaient compris le caractère français, s'ils avaient su ménager les susceptibilités des militants politiques et, surtout, syndicaux, il n'est pas douteux qu'en très peu de temps le Parti socialiste et la CGT eussent été totalement vidés de leurs contenus, que ces organisations eussent été réduites à leur plus simple expression : *un bureau et un cachet*. Il est également certain qu'en très peu de temps, le mouvement ouvrier français aurait pansé ses plaies et retrouvé son allant et sa puissance révolutionnaire, par un effort bien dosé, pratique et fécond en résultats.

Au lieu de procéder ainsi, les dirigeants de l'Internationale Communiste, puis ceux de l'Internationale Syndicale Rouge – les mêmes au surplus – déclenchèrent la lutte intestine au sein des nouvelles organisations; ils dressèrent les uns comme les autres des militants également mais différemment révolutionnaires, en excluant ceux-ci, en tentant de déshonorer ceux-là et, bientôt l'inévitable se produisit : le Parti communiste et la CGTU devinrent deux immenses «paniers de crabes», dont le contenu se dévorait pour le plus grand plaisir de la bourgeoisie capitaliste et le plus grand désarroi du prolétariat. Les années 1922 à 1924 virent, enfin, le triomphe des hommes de Moscou sur les ruines du mouvement ouvrier français. *Les principes du communisme léniniste étaient saufs, mais les organisations françaises étaient mortes en même temps que la révolution s'éloignait pour la deuxième fois*, par la faute de gens dont la politique sinieuse n'a jamais cessé d'être une énigme indéchiffrable jusqu'à ce jour.

En même temps que se développe cette action dévastatrice, qui permet au Parti socialiste et à la CGT de remonter peu à peu le courant, la politique intérieure et extérieure russe se modifie sensiblement.

La Conférence de Gênes (1922) ouvre les voies à la Nouvelle Économie Politique, la fameuse NEP, qui marque le commencement des tractations politiques et économiques des dirigeants russes avec les gouvernants capitalistes, les financiers, les grands capitaines d'industrie, si honnis à

l'extérieur, pour la galerie, et si bien reçus à Moscou, pour les concours «précieux et désintéressés» qu'ils offrirent, concours qui furent agréés, le plus souvent, au détriment des travailleurs russes. Cette coquetterie avec le capitalisme, les réceptions offertes au prince Henri de Prusse, les relations très amicales entretenues avec Mussolini et le pape, les conversations d'affaires avec les magnats allemands et américains vont conduire le gouvernement soviétique à adopter une politique absolument machiavélique.

Comment concilier, en effet, les thèses de l'Internationale communiste qui préconisent toujours, pour les purs – aussi naïfs que purs –, le déclenchement de la révolution mondiale et la construction du socialisme dans un seul pays : la Russie ? Comment faire admettre que le gouvernement russe poursuit encore la destruction du système capitaliste, lorsqu'il négocie avec ses représentants les plus qualifiés ? Comment faire disparaître ces forces extérieures dont Moscou n'a plus besoin, qui le gênent au contraire dans ses négociations ? Comment préparer l'entrée de la Russie soviétique dans le concert des nations, à Genève, à la SDN et au BIT, sans avoir, auparavant, abjuré toute foi révolutionnaire ?

C'est à toutes ces tâches qu'ont travaillé, sans relâche, les dirigeants russes depuis dix ans. Comment ont-ils pratiqué pour atteindre leurs objectifs ?

– Sur le plan politique : En excluant à tour de bras, en provoquant sans cesse la constitution de nouveaux partis, en sapant du dedans, par l'action de leurs agents et des personnages louches à leur solde, tout le travail établi et exécuté par des hommes restés sincères; en faisant régulièrement élire au parlement les pires adversaires des travailleurs; en pratiquant la fameuse tactique «*classe contre classe*», qui réduisit les députés communistes à l'effectif d'une escouade, alors que, si Moscou l'avait voulu, ils eussent pu être 50 à 60. Enfin, en prenant tournant sur tournant, virage sur virage, au bout desquels les exécutants, ahuris, se retrouvaient régulièrement «projetés dans le décor»; en pratiquant la fameuse tactique «de la volaille à plumer», si chère au capitaine Treint, dont la Pologne blanche refusa les services contre les Soviets, en 1920-1921, les dirigeants de l'Internationale Communiste achevèrent de désorienter les militants et les adhérents de leur section française, dont le nombre descendit rapidement de 100 000 à 25000 membres.

– Sur le plan syndical : Sur ce terrain, la résistance fut particulièrement vigoureuse. Il fallut deux années et demie d'efforts au Parti communiste français pour se rendre maître réellement de la CGTU et encore n'y parvint-il qu'en utilisant les grands moyens : attentats répétés contre les militants anarcho-syndicalistes, complots fomentés avec le concours de la Tchéka internationale à l'étranger, et en particulier celui de 1923, à l'occasion de l'occupation de la Ruhr, qui donna naissance au fameux faux de Hambourg, préparé par Radek à Berlin et qu'avalait, comme un se-



rin, Poincaré; assassinat prémédité des militants syndicalistes à la salle de l'Union des Syndicats, rue de la Grange-aux-Belles, à Paris, où Poncet et Clos trouvèrent la mort, assassinat que devaient dénoncer des «dizainiers» communistes écœurés : le tout, bien entendu, en offrant le «front unique» à la CGT et en proposant l'unité syndicale.

Enfin, la scission dans la CGTU, réduite en peu de temps, de 390000 membres à 150 000 adhérents, groupés dans des fédérations endettées et ne vivant que par le soutien de Moscou, avec l'unique but de détruire ce qui restait encore du mouvement dit «unitaire». Et là, les staliniens se surpassèrent. Ne pouvant renvoyer chez eux les «fidèles» qui persistaient, contre toute évidence, à rester convaincus de la valeur des doctrines moscovites, ils les décimèrent à coups de grèves «malheureuses», perdues d'avance, cependant qu'ils ne manquaient pas, *avec la mystique de l'unité syndicale*, de faire pénétrer l'idée, chez les récalcitrants à la débâcle, du caractère tout provisoire de la CGTU, déjà habilement scissionnée en 1924-1925.

A travers les méandres d'une telle politique qui permit à la CGT de reprendre du poil de la bête à un point tel qu'elle est aujourd'hui l'arbitre de la situation, une idée, toujours poursuivie, apparaît nettement : *la disparition d'un mouvement syndical*, fabriqué de toutes pièces, dont on n'a plus besoin à Moscou et *qu'on liquide par l'unité dans un réformisme parfaitement conforme à la tactique du gouvernement bolchevique* qui ne peut reculer son adhésion à la Société des Nations, qui pratique la politique traditionnelle de la Russie à l'extérieur et conclut alliances et pactes avec les gouvernements capitalistes, avec une persistance et un «succès» que rien ne dément ni n'arrête.

Aujourd'hui, la révolution soviétique est définitivement close. Les politiciens russes se retrouvent sur le plan de la collaboration des classes avec tous les autres marxistes assagis et rien ne s'oppose à ce que, politiquement et syndicalement, tous ces fils d'un même père spirituel se retrouvent dans une seule et même famille, pour conquérir, *électoralement*, le pouvoir.

L'unité ? Elle n'a pour but que d'assurer, en France, en 1936, avant si possible, le triomphe des politiciens socialistes et communistes, flanqués de tous leurs succédanés et réconciliés sur le dos d'une classe ouvrière trompée et bafouée pendant quinze ans, qu'on tentera d'asservir définitivement en l'enchaînant au char de la bourgeoisie, à Genève et ici.

A la CGT-sr, nous sommes pour l'Unité; mais, une unité maquignonnée comme celle qui est en cours n'a, à nos yeux, aucun intérêt réel pour la classe ouvrière. Les syndicats qui adhéraient au Comité de Défense Syndicaliste, au lendemain du Congrès de Saint-Etienne en 1922, ont défini notre position; la *Fédération des Syndicats Autonomes de France* l'a confirmée, aux Congrès des deux CGT, en 1925. La CGT-sr n'a cessé,

depuis sa fondation, d'exposer et de définir la même attitude et, dans sa délibération, au lendemain de la grève générale du 12 février 1934, la C.A. l'a, une fois de plus, affirmée dans les termes suivants :

«Résolution sur l'Unité. – Appelée à examiner les conditions dans lesquelles s'est déroulée la grève générale du 12 février 1934, la Commission Administrative de la Confédération Générale du Travail Syndicaliste Révolutionnaire constate :

«1° Que l'ordre de grève a été scrupuleusement suivi par toutes les organisations syndicales appartenant à notre Centrale;

«2° Que l'unité d'action à la base s'est réalisée spontanément dans l'ensemble du pays, sans discussion ni accord préalables;

«3° Que cette unité d'action a permis à la classe ouvrière française d'attendre son objectif, qui était de barrer la route au fascisme. (...) Elle considère que, pour porter tous ses fruits, l'unité organique doit marquer le triomphe et l'indépendance totale du syndicalisme et réaliser la substitution de la notion de classe à la notion de parti. Une telle unité doit avoir pour conséquence et comme but l'établissement, par les travailleurs, sur les plans économique, administratif et social, d'un régime d'égalité sociale complète et comporter, pour les individus et les groupements, la liberté, définitivement consacrée. En conséquence, la C. A. déclare qu'il ne peut s'agir de réaliser à un moment quelconque, sous n'importe quel prétexte, en dehors des conditions ci-dessus indiquées, une unité qui ne profiterait qu'aux partis politiques, ayant fait au préalable leur propre unité, pour conquérir le pouvoir et l'exercer au détriment de la classe ouvrière. – LA C.A. DE LA CGT-sr.»

Cette résolution est d'une netteté absolue. Elle est, aussi, complète. Elle ne comporte aucune équivoque, n'amorce aucune manœuvre. Elle n'est, à l'encontre de toutes les autres, inspirée que par le souci de l'intérêt supérieur du prolétariat. Elle dégage de la leçon du passé les enseignements qui s'imposent et ne peuvent être que salutaires. Elle indique clairement quel doit être le but à atteindre : *la Révolution*. Elle précise quel doit être l'objectif de cette dernière.

L'unité que propose la CGT-sr est donc une unité sérieuse et honnête, solide et durable. Elle n'a rien de commun avec l'unité politico-économique qui est en gestation en ce moment et ne vise : qu'à conserver le contact avec la bourgeoisie dite libérale, à faire triompher le réformisme social, et permettre au gouvernement russe de faire son entrée officielle à Genève, à rendre possible la conclusion d'une nouvelle alliance franco-russe qui risque, à un moment donné, comme l'ancienne, de devenir un des plus sérieux éléments de conflit européen et peut-être mondial.

De quelque façon que l'unité se réalise, je souhaite en tout cas qu'elle soit définitive; qu'elle marque le triomphe du syndicalisme sur tous les partis, que les syndicats l'utilisent uniquement pour atteindre leur but, en faisant triompher le programme que la CGT-sr a établi, ce programme qui

alarme tant tous les partis et les deux autres CGT, ce programme révolutionnaire qui tient tout entier en ces deux phrases :

- Toute l'Économie aux Syndicats !
- Toute l'Administration sociale aux comités !

**Pierre Besnard.**



# **Luttes ouvrières en France (1936-1968)**



# La lutte pour la réduction du temps de travail

Dans *Le Capital* (1), Marx consacra tout un chapitre au problème du temps de travail. Il explique que, selon le capitaliste, «la journée de travail comprend 24 heures pleines, déduction faite de quelques heures de repos sans lesquelles la force de travail refuse absolument de reprendre son service».

La seule loi du capital est en effet de s'accroître, d'augmenter la plus-value qu'il extorque aux salariés. C'est-à-dire d'augmenter l'exploitation, la part de travail non payé (plus-value) par rapport à la part de travail payé (salaire) nécessaire à la simple reproduction de la force de travail (pour que le travailleur puisse se nourrir, se vêtir, etc.). Or, pour parvenir à ce résultat, le capitaliste n'a que deux moyens :

– augmenter la plus-value absolue : en accroissant la durée du travail ou en augmentant les cadences;

– augmenter la plus-value relative : en accroissant la productivité du travail (2). C'est cette tendance du capital à augmenter la durée du travail qui nous importe aujourd'hui. Son objectif est clair : il essaie de payer par le salaire le strict minimum nécessaire à l'entretien de l'ouvrier et donc tout ce que celui-ci produit en plus de cette valeur, tout le temps de travail supplémentaire, est la plus-value qui accroît le capital. D'où la possibilité, et la volonté d'accroître cette plus-value en augmentant le temps de travail.

Mais l'ouvrier, lui, a bien sûr une volonté inverse; il ne veut pas perdre sa substance en se laissant pomper par ce vampire; il essaie de réduire le temps pendant lequel la barbarie de l'exploitation, le travail forcé s'abattent sur lui le plus violemment.

«Voilà pourquoi, nous dit Marx, la réglementation de la journée de travail se présente dans l'histoire de la production capitaliste comme une lutte séculaire pour les limites de la journée de travail, lutte entre le capitaliste collectif, c'est-à-dire la classe capitaliste et le travailleur collectif, c'est-à-dire la classe ouvrière (3).»

Comme le rappelle Ernest Mandel (4), c'est le capitalisme qui fit «un effort incessant pour prolonger la durée du travail». Ainsi, au Moyen Age, le travail de nuit était interdit, et il n'y avait que 240 jours ouvrables par an à cause des fêtes religieuses en particulier. Dans les mines de Bavière, par exemple, la moyenne de la semaine de temps de travail était d'environ 35 heures.

Le développement du capitalisme changea tout cela et les journées de travail en Angleterre au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle allaient de 10 à 18 heures,

et cela tous les jours de l'année ! La bourgeoisie alla d'ailleurs si loin, pour les raisons que nous avons indiquées, qu'à cette époque apparurent les deux facteurs fondamentaux de limitation de l'augmentation du temps de travail, puis de sa diminution :

– l'épuisement des ouvriers qui n'arrivaient plus à renouveler leur force de travail car ils n'avaient plus le temps de dormir suffisamment pour se refaire, ni même de manger assez. Les ouvriers mouraient donc très jeunes, restaient malingres et peu productifs. Le capitalisme ne put donc aggraver encore cette situation abominable des classes laborieuses, non par humanisme, mais parce que faire mourir rapidement les ouvriers fait tomber leur rendement bien bas !

– les luttes ouvrières qui se développèrent contre cet enfer et continuent aujourd'hui pour combattre l'exploitation. La classe ouvrière commença donc à s'organiser.

### **Le développement des luttes**

De 1802 à 1833, sous la pression des deux raisons invoquées ci-dessus, le Parlement britannique vota trois lois sur le travail, mais elles restèrent lettre morte, de même que la loi du 22 mars 1841 (sous Louis-Philippe) qui limitait en France le travail des enfants à 8 heures de 8 à 12 ans, et 12 heures de 12 à 16 ans. C'est seulement en 1833 qu'une loi anglaise, la *factory act*, fut votée et à peu près appliquée. Elle touchait seulement les manufactures de coton, de laine, de lin et de soie. La journée fut fixée à 15 heures pour les adultes (90 heures par semaine) et 12 heures (72 heures par semaine) pour les enfants de 13 à 18 ans. Le travail de nuit fut interdit aux enfants de 9 à 18 ans. La semaine était donc limitée à 90 heures ! Cela donne une idée de la situation antérieure qui était encore plus barbare.

Les patrons n'appliquèrent pas volontiers cette loi et il fallut de nombreuses luttes pour y parvenir : des années durant, les ouvriers se battirent pour les 10 heures. En 1844, les femmes obtinrent les 12 heures et les hommes y parvinrent aussi dans la foulée. Enfin, au bout de quinze années de luttes, le Premier Mai 1848, tous obtinrent les 10 heures (en Angleterre).

Mais la défaite du premier parti ouvrier, les chartistes, dont les chefs furent emprisonnés et l'organisation détruite, l'écrasement dans le sang de la révolution de 1848 en France, redonnèrent l'avantage aux patrons qui s'attaquèrent non seulement aux 10 heures, mais aussi aux lois édictées depuis 1833. Ils supprimèrent jusqu'à la pause du repas et empêchaient même les enfants de manger pendant la journée de travail ! C'était illégal, mais les patrons, qui étaient aussi les juges, étaient toujours acquittés dans les procès que leur intentaient leurs ouvriers. En 1850, la loi des 10 heures fut officiellement abolie.

Les meetings ouvriers se firent alors de plus en plus menaçants, les luttes plus puissantes, et les 10 heures furent rétablies, cette fois pour tous les secteurs industriels les uns après les autres, les blanchisseurs les derniers



en 1863. *«Les règlements de la journée de travail avaient été arrachés lambeau par lambeau par une guerre civile d'un demi-siècle (5).»* La France marchait à pas lents sur les traces de l'Angleterre. La révolution de février 1848 obtint les 12 heures. Aux Etats-Unis, la situation était particulière à cause de l'esclavage dans les Etats du Sud. *«Le travail sous peau blanche, dit Marx, ne peut s'émanciper là où le travail sous peau noire est stigmatisé et flétri. Mais la mort de l'esclavage fit éclore une vie nouvelle (6).»* Après la Guerre de Sécession et la défaite du Sud, une intense agitation se développa pour les 8 heures et triompha lors du célèbre Premier mai 1886. L'Association internationale des travailleurs, l'AIT, la Première Internationale, dans son congrès de 1866 déclara : *«Nous proposons 8 heures pour la limite légale de la journée de travail.»*

En France, l'écrasement de la révolution de 1848, la réaction bonapartiste, puis l'écrasement de la Commune de Paris supprimèrent dans le sang les acquis de la classe ouvrière et il fallut attendre de nouvelles luttes pour que les 10 heures (pour les adolescents de 13 à 18 ans) soient arrachées en 1892, les 12 heures pour les hommes et les 10 heures pour les femmes, et enfin les 10 heures pour tous, la journée de repos hebdomadaire (le dimanche) en 1906. Les «trois 8» (voir l'encadré ci-dessous) finirent par être arrachés le 23 avril 1919, la bourgeoisie lâchant du lest pour bloquer la montée révolutionnaire du prolétariat consécutive au succès de la révolution d'Octobre.

Il faudra aussi la grève générale de juin 1936 pour obtenir, provisoirement, les 40 heures. En 1976, la moyenne reste de 42 heures 30 pour les ouvriers et un tiers des ouvriers travaillent plus de 45 heures par semaine. Or, aujourd'hui, la durée des transports, pour aller à son travail, est beaucoup plus longue qu'il y a un siècle. Les ouvriers parisiens sont absents de leur domicile pour leur travail 12 heures par jour en moyenne et 35% d'entre eux plus de 14 heures. Qui plus est, comme le rappelle Pierre Naville (dans *La vie de travail et ses problèmes*) *«la réduction progressive de la journée de travail a été compensée bien au-delà, par la prolongation de la vie de travail, de sorte que le nombre total d'heures de travail fournies par un même individu s'est accru».*

Il faut aussi ajouter que la productivité du travail a triplé depuis 1936, les cadences aussi ont augmenté et les heures supplémentaires se sont généralisées pour arriver à vivre. Donc, les 40 heures de 1936 correspondent aujourd'hui à 30 heures par semaine.

Ce recul relatif s'explique, entre autres raisons, par la politique des syndicats et des partis réformistes qui ont sabordé toutes les luttes (dont Mai 68 en France ou le «Mai rampant» en Italie) qui auraient pu nous rapprocher de cet objectif. Il faut poursuivre le combat pour la diminution du temps de travail, la lutte pour les 35 heures tout de suite, premier pas vers la semaine de 30 heures.

## Notes

1. *Le Capital*, III<sup>e</sup> section, chapitre X.
2. Voir p. 54, *Introduction à l'économie politique*, Pierre Salama et Jacques Valier, Maspero et p. 168, *Traité d'économie marxiste*, Ernest Mandel.
3. *Œuvres, Economie*, tome 2, Pléiade, p. 791, Karl Marx.
4. P. 166, *Traité d'économie marxiste*, tome 1, 10/18, Ernest Mandel.
5. *Œuvres, Economie*, tome 2, p. 828, Pléiade, Karl Marx.
6. *Œuvres, Economie*, tome 2, p. 835, Pléiade, Karl Marx.

## Les huit heures

Le Premier Mai 1886, les ouvriers américains conquièrent les 8 heures. Cette revendication, déjà avancée par l'AIT en 1866, fut l'axe central des luttes ouvrières du début du siècle en France. La CGT (syndicaliste révolutionnaire à l'époque) reprend à son compte cette revendication et décide en 1904, à Bourges, qu'à partir du Premier Mai 1906 les ouvriers cesseront de travailler plus de 8 heures par jour. Cette lutte pour les «trois 8» se développera pendant deux ans. Des centaines de milliers d'affichettes seront collées partout : on les retrouve sur les murs, dans les cafés, les restaurants, dans le métro et les tramways... Elles disent : «*À partir du Premier 1906, faire plus de 8 heures sera trahir la cause ouvrière*» ou «*travailler au maximum 8 heures, c'est préparer la grève générale expropriatrice*», ou encore «*l'exploité faisant plus de 8 heures s'abrutit par le travail*».

700 000 tracts sont distribués, des centaines de milliers de brochures sont éditées. Dans l'une d'elles (celle de la Fédération du bâtiment), on peut lire : «*La journée de 8 heures ne sera qu'un apéritif en attendant le plat de résistance : quand les travailleurs se décideront à abattre les parasites du capitalisme par la grève générale qui sera la révolution devant instaurer le régime communiste.*» Des centaines de meetings sont organisés partout. Là-dessus éclate la catastrophe de Courrières, le 10 mars 1906. 1 500 mineurs meurent d'un coup de grisou, la direction a une grande responsabilité. Le 16 mars, il y a 40 000 mineurs en grève. Le 10, la marie de Lens est attaquée; le 10 avril, le préfet est capturé. Le gouvernement de gauche (Clemenceau) envoie 20 000 soldats. Un lieutenant de dragons meurt lapidé. Le 23, Monatte (dirigeant de la CGT) est arrêté. Finalement, les mineurs vaincus par la répression cessent la grève quand les autres ouvriers entrent en lutte pour les 8 heures. Fin avril, il y a 200 000 grévistes; 60 000 soldats sont appelés à Paris. La lutte finale doit commencer le Premier Mai. Tous les leaders de la CGT, dont Griffuelhes, sont arrêtés le 30 avril. Le Premier mai commence. À 8h30, il y a déjà 150 ar-

restations; à 9 heures, arrivent les cuirassiers, à 9h30 les dragons, à 10 heures les chasseurs à cheval. À la Bourse du Travail, les meetings se succèdent sans arrêt. À 12 h, l'état de siège est proclamé. À 14 heures, une première barricade se lève. À 22 heures les bagarres se poursuivent encore : 800 arrestations, 2 morts. Des drapeaux rouges et noirs ont flotté à Nantes, Brest et Bordeaux. Le 2 mai, la grève ne se poursuit pas. Les typos, les mineurs et les ouvriers du Livre obtiennent les 9 heures, les autres rien, même les maçons qui pourtant tiendront 42 jours (1 200 arrestations, 370 condamnations). La dernière flambée du syndicalisme révolutionnaire s'achève en fiasco. La grève générale, à elle seule, ne peut pas tout, il faut également préparer l'insurrection contre l'appareil d'Etat. Les élections législatives suivent les 6 et 20 mai. La gauche l'emporte, crée le ministère de Travail. Clemenceau (Premier ministre, lui qui venait d'envoyer l'armée contre les mineurs) fait voter la loi des 10 heures. Mais le syndicalisme révolutionnaire, lui, avait fait faillite le 2 mai 1906.

*Combat communiste* n° 46, avril 1979

# La CGT, de la Charte d'Amiens à Mai 68

X La Confédération générale du travail est née au congrès de Limoges de 1895. Une grande partie du mouvement syndical – en particulier les Bourses du Travail – demeurait cependant à l'écart de la CGT qui reposait essentiellement sur deux grands syndicats : le Livre et les cheminots. C'est le congrès de Montpellier de 1902 qui vit la réunion des Bourses du Travail et des syndicats de métier. La CGT ne regroupait pourtant encore que 122 000 adhérents soit un cinquième des syndiqués de l'époque, les autres syndicats demeurant à l'écart. Le Congrès d'Amiens de 1906 supprima les syndicats de métier, remplacés par les fédérations d'industrie qui demeurent aujourd'hui. Les structures de la CGT restaient cependant encore confuses : malgré cette décision, d'anciens syndicats de métier continuaient à exister. La Charte d'Amiens adoptée à ce congrès posa les bases du «syndicalisme révolutionnaire» qui caractérise la CGT jusqu'à la guerre de 1914-1918. La volonté d'indépendance complète vis-à-vis des organisations politiques et l'«action directe» en constituaient les deux traits principaux.

*«L'action économique doit s'exercer directement contre le patronat, les organisations confédérales n'ayant pas, en tant que groupements syndicaux, à se préoccuper des partis et des sectes qui, en dehors et à côté, peuvent poursuivre en toute liberté la transformation sociale.»*

Dans cette optique, le mouvement syndical devait suffire à assurer l'émancipation de la classe ouvrière. Pour y parvenir, le moyen préconisé : la grève générale. Les organisations syndicales subissaient alors une répression féroce du patronat et de la police. Chaque Premier mai voyait des affrontements et souvent des morts. Une des revendications de premier plan était la journée de 8 heures. Un autre trait des positions «syndicalistes révolutionnaires» était l'antimilitarisme. Ainsi le congrès de Marseille préconisait face aux menaces de guerre : *«Les travailleurs répondent à la déclaration de guerre par une déclaration de grève générale révolutionnaire.»* La période qui précéda la guerre de 1914 vit une montée des luttes et un accroissement constant des effectifs de la CGT qui atteignaient 400 000 à 600 000 membres, selon les estimations.

## L'Union sacrée

L'antimilitarisme de la CGT ne l'empêcha pas de basculer dans le patriotisme. Si à la veille de la guerre, elle organisa encore, le 27 juillet 1914, une manifestation pacifiste, la quasi-totalité de l'appareil syndical passa aussitôt après avec armes et bagages au service de la guerre impérialiste. Quelques semaines plus tard, *La Bataille syndicaliste* (journal de la

CGT) écrivait que le devoir du mouvement ouvrier était de combattre les Allemands car ils étaient moins aptes à l'organisation du fait qu'ils avaient «le sang plus lourd» (*sic*)...

Le dirigeant de la CGT Jouhaux participa au «Secours national» aux côtés du royaliste Barrès, de l'archevêque de Paris et de banquiers. Cette collaboration de classes pour assurer la production de guerre se prolongea dans les usines, dans le cadre des Commissions mixtes créées par le ministre «socialiste» Albert Thomas. La collaboration entre la CGT et le gouvernement allait jusqu'à établir des listes de syndicalistes qui, jugés trop remuants, étaient envoyés au front, alors que les autres étaient laissés dans les usines pour y assurer la paix sociale dont la bourgeoisie avait besoin. La CGT joua donc, pendant la grande guerre, le rôle d'une véritable police dans la classe ouvrière pour lui faire accepter les sacrifices nécessaires à sa conduite.

Cette trahison complète s'explique par le développement d'une puissante bureaucratie syndicale qui avait déjà acquis, à la veille du conflit, d'importants privilèges qu'elle ne voulait pas voir remis en cause. Seule une petite poignée de syndicalistes s'opposèrent à la guerre, dont Monatte qui fonda *La Vie Ouvrière* le Premier Mai 1915. Les massacres de la guerre, la politique d'austérité entraînèrent toutefois une montée du mécontentement dans les rangs de la CGT. En 1915, Monatte et Merrheim (dirigeant de la Fédération des Métaux) participèrent à la conférence internationaliste de Zimmerwald aux côtés de Lénine et de Trotsky. En mars 1916, un congrès des minoritaires CGT réclama la grève générale pour imposer une paix «sans annexions et sans vainqueurs ni vaincus». À la fin de la guerre, de nombreuses grèves éclatèrent, y compris dans les usines d'armement.

## La CGTU

La fin de la guerre de 1914 fut marquée par de nombreuses luttes dures et par le ralliement du mouvement socialiste à la révolution russe. Le 27 mai 1918, la CGT organisa une grève contre l'intervention de l'impérialisme français contre la jeune révolution russe. La scission du Parti socialiste et la création de la Section française de l'Internationale communiste (SFIC) devaient cependant rapidement entraîner la scission du mouvement syndical qui comptait alors 600 000 adhérents.

Alors que des syndicats dirigés par des militants communistes s'affiliaient à l'Internationale syndicale rouge en 1920, la majorité de la CGT demeurait aux mains du PS. Son principal dirigeant demeurait Jouhaux qui s'était contenté de faire le gros dos face à la vague d'enthousiasme pour la révolution russe dans la classe ouvrière. Des syndicats et des militants communistes furent donc exclus de la CGT, ce qui amena la création de la CGT unitaire où des anarchosyndicalistes co-toyaient les militants communistes. De 1921 à 1934, la CGT compta envi-

ron 500 000 adhérents. Les effectifs de la CGTU déclinèrent : de 431 000 à 258000 en 1932.

Ce recul s'explique à la fois par la politique dite de la «troisième période» du PCF qui isolait considérablement les militants de la CGTU, la répression qui frappait les adhérents de la CGTU plus durement que ceux de la CGT, et d'une manière générale, par le recul du mouvement ouvrier consécutif à la crise de 1929 et à la montée du chômage.

### 1936

C'est à la veille des grandes grèves de 1936 que la CGT et la CGTU se rapprochèrent à la suite des émeutes fascistes de 1934. Le changement de la situation internationale qui venait de voir l'URSS se rapprocher de la France et le Premier ministre Laval rendre visite à Staline avait rendu possible ce rapprochement. C'est en septembre 1935 que fut décidée la réunification et le congrès d'unification se tint à Toulouse en mars 1936.

Les confédérés et les unitaires se partagèrent les postes de direction et si Jouhaux garda son poste de secrétaire général, il siégea aux côtés de Benoît Frachon, dirigeant du PCF. Jouhaux et Frachon participèrent aux négociations avec le patronat et signèrent les «accords Matignon» après les grandes grèves de juin 1936. La CGT mit tout en œuvre pour faire reprendre le travail après ces accords. Jouhaux affirma ainsi : *«Nous devons, nous travailleurs, faire honneur à notre signature et appliquer loyalement ces clauses.»*

L'unité retrouvée de la CGT lui donna des moyens particulièrement efficaces de contrôler le mouvement ouvrier et d'éviter qu'il ne remette en cause le système capitaliste. Lefranc, historien pourtant bien modéré, reconnaît ce rôle de «facteur d'ordre» de la CGT et explique ainsi que celle-ci alla jusqu'à déclencher une grève générale en 1937 après la fusillade de Clichy où plusieurs ouvriers tombèrent sous les balles des gardes mobiles, dans le seul but de faire contre-feu à la colère ouvrière.

En 1936, la CGT réunifiée atteint le chiffre record de 2,5 millions d'adhérents et 4 millions début 1937. Elle perdit la plus grande partie de ces nouveaux adhérents après la désillusion qui accompagna la fin du Front populaire et la répression, la reprise par le patronat des conquêtes de juin 1936 qui précédèrent la Seconde Guerre mondiale.

La signature du pacte germano-soviétique, de même qu'elle exclut le PC des partis «nationaux», fut également fatale à l'unité de la CGT. Lors du partage de la Pologne entre Hitler et Staline, le bureau de la CGT déclara qu'il n'y avait «plus de collaboration possible avec les communistes» qui furent exclus de la CGT. Le PC fut d'ailleurs rejeté dans la clandestinité; la guerre et l'occupation allemande l'empêchèrent de reconstituer une centrale syndicale. La CGT fut également interdite par Vichy qui prônait un système de «corporations». Jouhaux fut emprisonné et déporté, mais certains dirigeants de la CGT collaborèrent au régime pétainiste dont Berlin, dirigeant de la tendance de droite «Syndicats» d'avant-guerre.

## **La CGT après la Seconde Guerre mondiale**

Pendant la Seconde Guerre mondiale, l'entrée en guerre de l'URSS aux côtés de l'impérialisme anglo-américain, le rôle joué par le PCF dans la constitution d'un Front national permirent la réconciliation des anciens dirigeants confédérés et unitaires : les accords du Perreux de 1943 décidèrent la réunification de la CGT avec une direction composée de 5 confédérés et 3 unitaires.

À la Libération, le rapport de forces avait cependant changé et, en raison de son rôle dirigeant pendant la «Résistance», le PCF était largement majoritaire à la direction de la CGT. La centrale syndicale appliqua fidèlement la ligne d'alors du PCF : «Combattre et travailler». Elle reprit son slogan : *«La grève, c'est l'arme des trusts»* et fit la chasse à ceux qui rechignaient à accomplir l'effort de productivité demandé par les camarades ministres. En 1946, elle s'opposa ainsi ouvertement à la grève des rotativistes. En 1947, elle commença par s'opposer à la grève d'un secteur de Renault dont elle prit finalement la tête pour éviter d'être complètement débordée. Cet épisode coïncide avec l'éviction du PCF du gouvernement et les débuts de la «guerre froide» avec l'URSS. Ce revirement international aboutit à une troisième scission de la CGT : en 1947, Jouhaux, soutenu et même financé par des syndicats américains, constitua la CGT-Force Ouvrière qui demeura très nettement minoritaire.

La scission épargna cependant le syndicat du Livre qui conserva son affiliation à la CGT. De son côté, la FEN refusa de prendre parti dans la scission et devint indépendante des deux centrales. La CGT, qui comptait près de 6 millions d'adhérents à la «Libération» vit fondre ses effectifs qui descendirent à moins de 2 millions dans les années 50. De son côté, FO plaçait 500 à 600 000 cartes en 1948.

### **Le principal gardien de l'ordre**

Pendant la «guerre froide», la CGT suivit la politique du PCF formellement très «gauchiste». Elle mena ainsi à diverses reprises des grèves minoritaires et très dures. Elle participa aux diverses campagnes politiques du PCF, que ce soit contre la bombe atomique, le réarmement allemand, la guerre de Corée ou celle d'Indochine, et fit prendre systématiquement position aux organisations syndicales qu'elle contrôlait. Cette politique ne l'empêcha pas de poursuivre en fait la collaboration de classes entamée à la fin de la guerre dans les Comités d'entreprise, comme dans d'innombrables organismes paritaires. Malgré le langage violent que tenaient divers gouvernements à l'égard de la CGT (et réciproquement), cette collaboration de la bureaucratie syndicale et du patronat ne fut jamais remise en cause.

Par son assise dans la classe ouvrière, la CGT est un partenaire indispensable du patronat et de l'Etat, un facteur essentiel d'ordre et de paix sociale. Le patronat est d'ailleurs tout à fait conscient de cette fonction de la CGT. C'est apparu au grand jour, en Mai 1968, où l'on vit *Le Figaro*

féliciter ouvertement la CGT pour son «esprit de responsabilité». En maintenant le mouvement dans les limites acceptables pour la bourgeoisie, en limitant l'occupation des usines à une poignée de syndicalistes; en dressant un cordon sanitaire à la porte des usines contre la contagion des étudiants «gauchistes»; en dispersant le mouvement et en faisant reprendre le travail, entreprise par entreprise, sans être débordée de façon significative, la CGT a une fois de plus fait la démonstration de sa capacité à encadrer la classe ouvrière et à faire respecter l'ordre capitaliste. Si elle a, à cette occasion, bien mérité les louanges du patronat, une fraction de travailleurs a cependant fait l'expérience de son véritable rôle et même si elle reste minoritaire, cela permet d'être optimiste pour les luttes à venir.

\*\*\*

## La CGT et les Comités d'entreprise

Mis en place en 1945 par de Gaulle (alors que le PCF était au gouvernement), les comités d'entreprise (CE) n'ont jamais été des organismes de lutte, mais ont, dès le départ, été conçus comme un moyen d'intégrer la bureaucratie syndicale au capitalisme.

Pour justifier ces institutions qui lui rapportent un grand nombre de places de bureaucrates et lui permettent aussi, selon son vœu le plus cher, de jouer au patron, la CGT – comme à un moindre degré les autres centrales syndicales – présente traditionnellement le CE comme une «conquête ouvrière». Elle tente de démontrer l'importance d'une gestion CGT qui serait, d'après elle, non seulement garante d'une utilisation des crédits du CE au mieux des intérêts des travailleurs, mais aussi d'une concertation fructueuse avec le patronat. Depuis la crise (de 1973), la CGT se plaint de ne plus être consultée quant aux décisions sur les entreprises, d'être moins prise en considération.

Les CE, de 3 734 en 1967, sont passés à 11 124 en 1972 pour arriver aux alentours de 16 000 aujourd'hui (1). Bien que cette augmentation corresponde en partie à la création de CE dans des petites et moyennes entreprises, ces chiffres n'en restent pas moins impressionnants.

La CGT obtient dans les CE la part du gâteau qui équivalait à son influence. Ainsi, elle totalisait, pour les CE et comités d'établissement en 1972, 14 729 sièges d'élus en ce qui concerne le premier collège. Dans les autres, elle obtenait 1 344 places. La CFDT emportait respectivement 5 657 sièges et 1393. Soit pour le premier collège un peu plus du tiers des postes de la CGT. Encore faut-il préciser que ces résultats ne concernent pas la plupart des entreprises du secteur public et valent pour l'année 1972 (2). La CGT contrôle ainsi la plupart des CE. Par ce biais, elle est à la tête d'une énorme gestion en raison de l'importance des fonds alloués (du



moins pour les grandes entreprises) : 13 milliards d'anciens francs à la SNECMA, 3 milliards à Paribas, etc. Les sommes reçues sont en général de l'ordre de 1 à 5% de la masse salariale de l'entreprise concernée. La trésorerie du CE est en effet autonome et le patron n'a aucun droit de veto sur l'utilisation des fonds qui lui sont réservés. Ces fonds servent à mettre en place des bibliothèques, cantines, colonies de vacances qui emploient de nombreux salariés.

Même si les CE n'attirent pas le plus souvent les travailleurs les plus combattifs et les plus révoltés, la plupart des élus sont en général, au départ, désintéressés. C'est leur activité qui aboutit à leur donner une mentalité de gestionnaires, de petits patrons, à les intégrer au système.

Le plus souvent, avec le temps, les militants CGT membres des CE sont amenés à privilégier ce genre d'activités plutôt que de trimer dans leur atelier ou dans leur bureau. Les patrons qui voient cela d'un bon œil permettent fréquemment le dépassement des heures de délégation légalement attribuées, ce qui transforme ces travailleurs en «semi-permanents». Ils perdent ainsi l'estime de leurs camarades de travail qui constatent que leur «délégué» n'est «jamais là», et ceci non pour mener la lutte contre le patron au sein de l'entreprise, mais pour passer quelques heures de «bon temps» aux frais du patron.

Les bureaucrates syndicaux (dans les CE en gestion directe) jouent le rôle de patrons. La CGT, comme les autres centrales, embauche du personnel rémunéré par le CE (plusieurs milliers de personnes parfois, cf. à l'EDF), gère des cantines et fait reporter (capitalisme oblige) les hausses du coût de la vie sur le prix des repas payés par les travailleurs, à l'occasion licencie et réprime des grèves, comme on l'a vu en particulier à Renault-Flins et à la SNECMA.

L'objectif déclaré de la CGT est d'obtenir une extension des fonctions des CE qui lui permettrait de jouer un rôle encore plus important dans la gestion des entreprises. Son attachement aux nationalisations est en particulier lié à l'importance de son rôle dans le secteur public et Séguy (secrétaire général de la CGT entre 1967 et 1982, *NPNF*, 2010) réclamait récemment la participation de la CGT à la gestion des entreprises nationalisées.

Le rôle des CE est de toute première importance puisque c'est en grande partie à travers leur appareil que se réalise la tendance à l'intégration toujours plus poussée de la bureaucratie syndicale à l'Etat bourgeois.

*Combat communiste* n° 41, novembre 1978

(1) En 2010, comme le souligne le site salons-france-ce.com, le marché des 29 000 comités d'entreprise est en pleine expansion et diversification. En dehors de ses «*prestations (voyages, sorties, cadeaux, spectacles, bons d'achats)*, les comités d'entreprises centralisent aussi les différentes offres

*à destination des salariés (activités sportives, loisirs, billetterie, sorties, locations de salles et tous produits et services à tarifs préférentiel)». En clair, 11 millions de salariés, soit un «actif» sur deux, un budget de 7,8 milliards d'euros sans compter le chiffre d'affaires généré par les achats individuels des salariés. Un vrai fromage pour les capitalistes puisque les «C.E ont 20 heures de délégation par mois. Ils sont disponibles pour gérer leurs activités, visiter des salons et recevoir les fournisseurs qui leur proposent des tarifs préférentiels ou des offres de services. Le CE doit sans cesse se renouveler dans les activités et les prestations proposées aux salariés», nous expliquent les bateleurs du Salon France CE. Et on ne s'étonnera donc pas que les produits bancaires, les assurances et les «services» aux salariés représentent près d'un tiers du budget des CE (28%) (NPNF, 2010).*

2. En 2005, les listes non syndicales ont recueilli 23,5% des suffrages exprimés, contre 22,5% à la CGT, 20,6% à la CFDT, 12, 5% à la CGT-FO, 7,4% aux syndicats non confédérés (UNSA, Solidaires, etc.), 6,8% à CFTC et 6,6% à la CFE-CGC (NPNF, 2010).

\*\*\*\*\*

## **Le PCF et la CGT**

À l'occasion de la préparation de son quarantième congrès (1978), la CGT a, à plusieurs reprises, affirmé son indépendance par rapport aux partis politiques. On se souvient que Georges Séguy avait tenu des propos du même ordre avant les élections de mars 1978. Cette affirmation toute verbale de volonté d'autonomie est non seulement nouvelle, mais elle est bien loin de s'inscrire dans les faits. Depuis la scission de 1947, le contrôle que le PCF exerce sur la CGT est pratiquement sans faille. Une parité formelle entre membres et non membres du PCF est certes observée au Bureau confédéral (encore que les secrétaires généraux, de Frachon à Séguy, aient toujours été membres du Bureau politique du PCF). Mais ces dirigeants cégétistes «non communistes» sont des compagnons de route à qui il ne manque en fait que la carte officielle du Parti. Cette parité n'est d'ailleurs pas respectée dans les fédérations, les unions départementales, les unions locales et les directions des sections d'entreprises. Tous les collaborateurs «techniques» du Bureau confédéral sont pratiquement membres du PCF et la Section d'organisation qui contrôle le fonctionnement intérieur de la CGT est contrôlée par des responsables du PCF.

De fait, la CGT s'est toujours alignée sur les positions politiques du PCF. On ne compte qu'une exception à la règle : lors de l'écrasement de la révolution hongroise par les chars de l'impérialisme russe (en 1956), le trouble était si profond dans la classe ouvrière que la direction confédérale

ne prit pas de position officielle. La Fédération de la métallurgie approuva, par exemple, la répression, alors que celle du Livre la condamna. Mais il s'agit d'un cas tout à fait exceptionnel, et, plus récemment, on a pu voir la CGT s'aligner sur les positions du PCF à l'occasion de la polémique PC-PS. La CGT a certes compté quelques dirigeants et responsables notoirement non liés au PCF ou même membres du PS : comme Pastre, Le Brun ou Germon du PS (favori des interviews de *Rouge* – hebdomadaire des trotskystes de la LCR, *NPNF*, 2010), mais sont maintenus dans des responsabilités marginales et utilisés comme faire-valoir et caution démocratique. Dans les entreprises, les membres actifs de la CGT se confondent bien souvent avec ceux du PCF. À tel point que le corollaire de cette situation est que la cellule du PCF ne se réunit parfois plus pour ne pas faire double emploi. Les affaires importantes du syndicat sont de toute façon traitées entre les responsables du PCF et les syndiqués convoqués pour approuver. Cela conduit souvent également à décourager de toute participation à l'activité les syndiqués non communistes.

Quand une section d'entreprise lui échappe, tout particulièrement quand des militants d'extrême gauche en prennent la tête, le PCF préfère d'ailleurs bien souvent la saborder complètement par une dissolution ou des exclusions, plutôt que d'accepter cette situation. Depuis quelques années, la CGT est formellement un peu plus tolérante, mais n'a pas fondamentalement changé à cet égard. Elle est surtout plus soucieuse de préserver les apparences démocratiques...

La CGT pourrait-elle à long terme s'autonomiser du PCF, dans la mesure où il peut exister certaines rivalités et différences de situation entre la bureaucratie syndicale et celle du PCF ? Ce n'est sans doute pas une impossibilité sur le plan théorique, mais nous en sommes en tout cas très loin !

Il est certes légitime qu'une organisation politique se réclamant de la classe ouvrière cherche à faire adopter ses positions par des organisations syndicales mais, outre la ligne du PCF — nationaliste et de collaboration de classe — ce que combattent les révolutionnaires, ce sont les méthodes bureaucratiques et manipulatoires employées par le PCF pour préserver ses positions au détriment de la démocratie ouvrière et de l'éducation des travailleurs remplacées par la calomnie, la manœuvre et la répression bureaucratique.

# Chauvinisme et corporatisme

La CGT qui recrute la majorité de ses militants – en particulier les plus actifs – dans les secteurs les plus qualifiés de la classe ouvrière défend une politique étroitement corporatiste. Elle défend le principe d'une juste «hiérarchie des salaires» fondée sur une véritable qualification. La CGT oppose donc ses propres grilles de salaires à celles du patronat et elle défend le plus souvent des revendications d'augmentation de salaire hiérarchisées qui s'opposent à l'intérêt des travailleurs les plus défavorisés comme à l'unité de l'ensemble de la classe ouvrière, contrairement aux révolutionnaires qui combattent la hiérarchie en revendiquant des augmentations égales pour tous.

Elle fait l'apologie de la «compétence» et de la qualification, justifie la division du travail capitaliste et renforce les préjugés corporatistes de certaines couches privilégiées de travailleurs sur lesquels elle s'appuie. On a pu le voir, par exemple, quand la CGT organisait dans l'usine Rateau occupée une visite pour faire admirer les charmes de «nos turbines françaises».

Ce corporatisme est indissociable de la politique chauvine qui consiste à opposer les intérêts des travailleurs français à ceux des ouvriers d'autres pays en revendiquant de «fabriquer français», c'est-à-dire de reporter le chômage hors des frontières nationales. Il ne peut pas non plus être séparé du peu d'intérêt que la CGT accorde aux problèmes des travailleurs immigrés et au fait que ceux-ci, même quand ils sont largement présents dans les sections syndicales, sont très minoritaires dans les organismes de direction locaux. La CGT – comme le PCF – revendique d'ailleurs «la planification de l'immigration en fonction des besoins de l'économie». L'attitude de la CGT vis-à-vis de l'immigration a cependant évolué, passant de l'indifférence à la tentative d'acquiescer une certaine implantation dans ce secteur de la classe ouvrière. Le développement des luttes parmi les travailleurs immigrés au cours des dernières années explique cette attitude.

La CGT doit en effet faire la démonstration qu'elle contrôle non seulement le prolétariat d'origine française, mais ses fractions immigrées pour pouvoir pleinement jouer son rôle d'interlocuteur responsable du patronat et de l'Etat, et conserver le monopole de la représentativité ouvrière. Elle a aussi le souci de faire pièce aux tentatives de la CFDT de se tailler une place dans ce milieu «vierge» et à l'intervention de l'extrême gauche. La «lutte» de la CGT contre les «mesures Stoleru (1)» n'a pas pour autant dépassé le cadre de quelques gestes purement symboliques.

1. Secrétaire d'Etat chargé de la condition des travailleurs manuels manuels et immigrés dans plusieurs gouvernements de droite (Chirac, Barre)

avant 1981. Partisan d'arrêter l'immigration, de ne pas renouveler les permis de travail des «étrangers» au chômage, et de «favoriser» leur retour dans leur pays à l'aide d'une prime humiliante, on ne s'étonnera pas que ce technocrate ambitieux (ex-directeur des affaires financières du Crédit Lyonnais, ex-conseiller de Valéry Giscard d'Estaing, etc.) et cette girouette politique ait été élu député centriste de l'Oise grâce au soutien du PS en 1988, puis sur une liste municipale dans le 16<sup>e</sup> avec l'appui des «socialistes» en 2001 avant de se rallier à Sarkozy aux présidentielles de 2007 ! (*NPNF, 2010*)

*Combat communiste* n° 41, novembre 1978

# La CFDT : des origines (1964) à 1976

Le 37<sup>e</sup> Congrès de la CFDT aura lieu au mois de mai de cette année (1976) et, comme chaque congrès de la CFDT, il sera marqué par de nombreux débats au sein de cette centrale sur les rapports avec les partis de gauche, le droit de tendance, les rapports avec l'extrême gauche, l'armée et le syndicat de soldats, les comités de grève, l'autogestion, etc. La CFDT est une organisation syndicale qui, depuis mai 1968, a une allure extérieure «radicale» et dont le vocabulaire tranche souvent avec celui de la CGT par son côté «gauchiste», etc.

Qu'en est-il exactement du «gauchisme» de la CFDT et de certaines de ces tendances ? Pourquoi les organisations révolutionnaires sont-elles tellement attentives à ce qui se passe au sein de la CFDT ? La CFDT est-elle vraiment différente de la CGT par son programme, par son mode de fonctionnement, par son intervention dans les luttes ouvrières ? C'est à ces quelques questions qu'il est nécessaire de répondre si l'on veut mener une lutte efficace contre le réformisme dans les syndicats.

## *D'où vient la CFDT ?*

La CFDT (Confédération française démocratique du travail) est née en 1964 d'une scission au sein de la CFTC. La Confédération française des travailleurs chrétiens, organisation créée en 1919, refusait la notion de lutte de classes et apparaissait, entre les deux guerres, comme une organisation jaune et pro-patronale. Elle condamna, par exemple, les occupations d'usines en 1936.

La participation de nombreux travailleurs et de jeunes catholiques à la Résistance aux côtés du PCF, l'effondrement du grand parti démocrate-chrétien (le MRP) dans les années 50, l'apparition de courants chrétiens «de gauche» dans les années 60, favorisèrent le développement, au sein de la CFTC, d'une tendance (groupée autour de la revue *Reconstruction* de Paul Vignaux) qui, au fil des ans, acquit la majorité au sein de la CFTC.

Cette tendance (animée entre autres par Eugène Descamps, Gilbert Declercq, Albert Detraz, Edmond Maire) rejetait les aspects les plus caricaturaux du syndicalisme chrétien pro-patronal : ses rapports privilégiés avec le MRP (et donc avec certains gouvernements de la IV<sup>e</sup> République); son hostilité viscérale vis-à-vis du PCF); son refus de l'unité d'action avec les militants communistes et son refus de l'unité organique de tous les syndicats ouvriers. *Reconstruction* combattait pour que le syndicat soit ouvert à

tous les travailleurs, croyants et non croyants. Il ne s'agissait bien évidemment pas d'une tendance révolutionnaire mais tout simplement de militants, pour la plupart membres de l'Action catholique ouvrière, qui voulaient sortir du ghetto dans lequel les enfermait leur étiquette confessionnelle.

Le courant majoritaire dans la CFTC qui donnera naissance à la CFDT ne condamnera absolument pas la participation des syndicats à des organismes de collaboration de classe comme les comités d'entreprise, les commissions paritaires, les commissions du Plan, etc. Bien au contraire, un des grands chevaux de bataille d'Eugène Descamps était la «planification démocratique». Selon lui, les syndicats devaient avoir leur mot à dire dans la planification de l'économie organisée par l'Etat capitaliste. Le socialisme des futurs «cédétistes», déjà majoritaires dans la CFTC, était bien tiède : *«Le congrès proteste contre l'insuffisance des investissements collectifs, situation caractéristique d'une certaine société de consommation vers laquelle nous glisserions si l'action syndicale ne réintroduit pas les véritables priorités dans les choix économiques (1).»*

La «planification démocratique» de Descamps était parfaitement compatible avec le régime capitaliste puisque la CFTC déclarait : *«Un choix aussi décisif que le Plan ne saurait être l'œuvre que d'un Parlement démocratiquement élu. (...) Le but à atteindre étant exprimé par la formule : «Une législature, un plan, un gouvernement (2)».*

1. Congrès confédéral CFTC (1963).
2. Colloque sur la planification démocratique.

### ***La CFDT en chiffres***

La CFDT compte 776 988 cotisants (1). Elle obtient 16% des voix aux élections des comités d'entreprise (CGT : 40,8%; FO : 7,7%). Ses effectifs sont en progression constante mais de façon différente suivant les secteurs (la métallurgie et la santé sont ses points forts, les cheminots et les mineurs ses points faibles). La CFDT est plus implantée dans les zones de forte tradition chrétienne (Ouest et Est) que dans les zones «républicaines» (région parisienne, Nord, Languedoc-Roussillon, Provence).

1. Aujourd'hui le nombre total de syndiqués en France serait de 1,7 million pour environ 22,5 millions de salariés, publics ou privés soit un taux de syndicalisation de 7,5%. Les effectifs de la CGT et de la CFDT seraient du même ordre de grandeur, autour de 600 000, FO approcherait les 300 000, la CFTC moins de 100 000 et Solidaires (dont SUD) aux alentours de 90 000 syndiqués. *NPNF* (2010).

## *La CFDT et Mai 68*

On associe très souvent le nom de la CFDT à mai 1968. D'une part, parce que la CFDT a pris une position apparemment moins opposée au mouvement étudiant et s'est opposée souvent moins ouvertement aux travailleurs qui voulaient continuer le mouvement à la fin de la grève générale que la CGT, d'autre part parce que son mot d'ordre d'autogestion a eu un certain écho parmi les étudiants, les jeunes travailleurs et certains techniciens et cadres.

### **La CFDT n'a pas préparé Mai 1968**

Contrairement à ce qu'essaie de faire croire la CFDT aujourd'hui, en soulignant par exemple que, dans certains conflits qui ont précédé immédiatement mai 1968 (Rhodiaceta, Saviem), elle défendait une position plus «gauche» que celle de la CGT, elle n'a rien fait pour préparer les travailleurs à un affrontement général avec la bourgeoisie et son Etat (1).

Elle participait aux journées d'action lancées par la CGT et les critiquait, mais pour la forme, car elle n'offrait aucune autre perspective. Elle n'expliquait pas aux travailleurs que la seule façon de rattraper le très grève retard qu'avaient pris les salaires depuis la «Libération», la seule façon de conquérir de nouvelles semaines de congés, de diminuer radicalement la durée du travail bien en deçà de 40 heures, la seule façon d'obtenir tout cela était de déclencher la GREVE GENERALE. À l'époque, seuls de minuscules groupes révolutionnaires défendaient cette position.

### **Le mythe de l'autogestion**

Les aspects politiquement les plus confus de mai 1968 (le mythe de l'autogestion et des «trois pouvoirs» – ouvrier, étudiant et paysan – les proclamations anti-autoritaires et anti-hiérarchiques (2)) faisaient dans une certaine mesure écho aux positions défendues par la CFDT auparavant. La CFDT se présentait avant mai 1968 comme l'organisation qui ne défendait pas simplement les revendications quantitatives, les augmentations de salaire mais aussi les revendications qualitatives anti-hiérarchiques ou gestionnaires. D'ailleurs, elle parlait beaucoup plus souvent de «réformes de structures» que d'autogestion (3), mais elle a su rapidement et habilement s'adapter à l'«esprit de mai». La CFDT, en agitant des thèmes autogestionnaires et anti-hiérarchiques, en soutenant le mouvement étudiant dès le début, a tenté et a en partie réussi à concurrencer la CGT d'un côté parmi la jeunesse ouvrière (qui a vu, plus ou moins clairement, le rôle de frein joué par la CGT et le PCF en mai), de l'autre parmi les employés, techniciens et cadres plus sensibles aux revendications «qualitatives».

### **Deux sources différentes de recrutement**

La CFDT est beaucoup moins implantée que la CGT dans les secteurs traditionnels de la classe ouvrière (mines, métallurgie, cheminots). Et dans



les secteurs modernes du capitalisme (pétrochimie, électronique), elle est plus implantée parmi les cadres et techniciens que parmi les salariés du bas de l'échelle.

Depuis mai 1968, elle s'est attiré la sympathie de nombreux jeunes employés (banques, assurances, etc.) et postiers par ses attaques contre la hiérarchie, les pouvoirs dictatoriaux des «petits chefs», les «trop grands» écarts de salaire et sa revendication d'augmentations uniformes. En même temps, elle continue à exprimer les aspirations de couches de salariés beaucoup plus privilégiées (ingénieurs et cadres), en mettant l'accent sur les problèmes de gestion, d'organisation du travail, en défendant quand même le principe d'une grille hiérarchique de salaires, etc. La CFDT a donc su profiter, à gauche et à droite de la CGT, des remous provoqués par mai 1968 dans certaines couches de la classe ouvrière et des salariés.

### Notes de *Ni patrie ni frontières*

1. En 2008, pour le quarantième anniversaire de Mai 1968, un débat organisé dans une minuscule salle de cinéma du 5<sup>e</sup> arrondissement a vu un ex-dirigeant de la fédération du Bâtiment, Albert Detraz, membre de la direction de la CFDT dans les années 60, expliquer à un public fort restreint le profond désarroi des bureaucrates cédétistes, durant les mois précédant 1968. D'après cet ex-dirigeant, souvent, lorsque la CFDT venait proposer ses services dans des boîtes en grève en province, les travailleurs remerciaient les émissaires du syndicat en disant : «C'est gentil d'être venus, merci, mais on se débrouille très bien tout seuls.» Adoubé par les autres bureaucrates pour étudier ces conflits hors normes, Detraz fut aussi celui qui introduisit le mot «autogestion» dans le fameux communiqué de la CFDT du 16 mai 1968, opération qui donna ses fruits par la suite en mystifiant beaucoup de jeunes travailleurs à la fois sur la nature de la CFDT et sur celle de l'autogestion. Mais le mot «autogestion» ne fut introduit dans ce communiqué qu'à titre de ballon d'essai par la majorité des bureaucrates qui ne comprenaient pas bien de quoi il s'agissait... et sur ce point, je ne leur donne pas tort ! (*NPNF*, 2010).

2. Encore bien imprégné de léninisme, Combat communiste confond le baratin anti-hiérarchie des bureaucrates et les aspirations des travailleurs (*NPNF*, 2010).

3. Si l'on en croit le témoignage de Detraz et les différentes sources que j'ai pu consulter récemment, la direction confédérale ne prisait pas du tout «l'autogestion» AVANT 1968, elle parlait seulement de «socialisme démocratique». L'autogestion n'est devenue sa doctrine officielle qu'en 1970. Il semble donc que cette affirmation soit inexacte (*NPNF*, 2010).

# *Un nouveau syndicalisme révolutionnaire ?*

Depuis mai 1968, la direction de la CFDT a beaucoup «gauchi» son langage. Edmond Maire n'hésite pas à se réclamer à la fois de la Commune de Paris, des conseils ouvriers de 1917-1921 et du printemps de Prague et de la cogestion allemande (1). La CFDT se considère en partie comme l'héritière du courant syndicaliste révolutionnaire. *«En schématisant à l'extrême, on pourrait dire que l'histoire de la confédération est l'histoire d'une double greffe, social-démocrate et syndicaliste révolutionnaire, sur un vieux fond de christianisme social (2)».*

De nombreux groupes d'extrême gauche (LCR, OCR, GOP) (3) accréditent l'idée qu'au sein de la CFDT existerait un très fort courant de gauche que certains n'hésitent pas à comparer au syndicalisme révolutionnaire d'avant 1914. Il nous semble pour le moins maladroit, de la part de militants révolutionnaires, de comparer la CFDT d'aujourd'hui à la CGT d'il y a plus de soixante ans. La charte d'Amiens adoptée en 1906 expliquait : le syndicat *«prépare l'émancipation intégrale qui ne peut se réaliser que par l'expropriation capitaliste : il préconise comme moyen d'action la grève générale et il considère que le syndicat aujourd'hui groupement de résistance sera, dans l'avenir, le groupement de production et de répartition, base de réorganisation sociale».* Mais la CGT, quand est venu le test décisif, la guerre mondiale, n'en est pas moins passée avec armes et bagages dans le camp de la bourgeoisie ! Elle a soutenu la boucherie impérialiste et a participé à des gouvernements pendant la guerre. Et ce n'est qu'une minuscule fraction (Monatte, Rosmer) de cette «grande» CGT qui a relevé le drapeau de l'internationalisme prolétarien, dénoncé le caractère impérialiste de la guerre et soutenu activement la révolution d'Octobre.

La capitulation de tous les dirigeants «syndicalistes révolutionnaires» et du mouvement syndical à l'époque devrait faire réfléchir ceux, parmi les militants d'extrême gauche, qui restent fascinés devant les proclamations radicales d'Edmond Maire ou de certaines fédérations CFDT. L'avenir leur réserve de douloureuses surprises.

Mais admettons un instant que le syndicalisme révolutionnaire d'avant 1914 ait été un syndicalisme sans défauts; qu'il refusait la collaboration de classe; qu'il ne comptait que sur l'action revendicative; qu'il ne condamnait jamais les formes de lutte violentes (occupations, séquestrations, sabotages, etc.) employées par les travailleurs; qu'il permettait réellement aux travailleurs de s'exprimer dans le respect de la démocratie ouvrière; que le syndicat était non pas aux mains d'une bureaucratie incontrôlée et corrompue, mais aux mains des travailleurs. En quoi tout cela a-t-il le moindre rapport avec la réalité de la CFDT aujourd'hui ?

La CFDT, comme tous les syndicats en France, repose principalement sur les subsides patronaux et étatiques et non sur les cotisations qui viennent de la poche des travailleurs. Il n'y a aucune vie syndicale – du moins pas plus qu'à la CGT – à l'exception des sections animées par des militants révolutionnaires du PSU dans certains cas.

La CFDT, bien qu'elle critique les partis de gauche pour leur électoralisme, a pris position pour Mitterrand en 1965, Poher en 1969, a soutenu la candidature de Mitterrand aux dernières élections présidentielles et entretient des relations privilégiées avec le Parti socialiste et sa pseudotendance de «gauche», le CERES. Elle est fermement pour le contrôle de l'immigration, c'est-à-dire qu'elle est prête à faire payer la crise aux travailleurs immigrés pour les besoins de l'économie nationale (4). Elle calomnie souvent (5) et exclut parfois des militants révolutionnaires de ses rangs, même si elle le fait moins souvent que la CGT.

Selon elle, les comités de grève ne sont que des organes consultatifs. Pour les révolutionnaires, au contraire, une grève doit être dirigée, du début à la fin, par tous les travailleurs en lutte et seul le comité de grève peut permettre d'éviter que les bureaucrates syndicaux concluent des compromis pourris avec le patron. Au sein de ce comité de grève élu par tous les travailleurs, les militants ou dirigeants syndicaux ont leur place tout comme les non-syndiqués. Les positions prises dans la lutte par chacun sont soumises au contrôle des travailleurs.

La CFDT est pour une bonne défense nationale, pour une armée «démocratique» et s'oppose à la création immédiate d'un syndicat de soldats. Elle a accepté de défendre contre la répression qui s'est abattue récemment sur des soldats, des syndicalistes et des militants révolutionnaires et réformistes, uniquement ses propres adhérents !

Nous pourrions encore allonger la liste des points sur lesquels la CFDT a pris des positions contraires aux intérêts des travailleurs. Mais cela suffit pour nous à caractériser la CFDT comme une organisation syndicale bureaucratique et réformiste qui n'ambitionne que de concurrencer la CGT dans sa fonction d'encadrement de la force de travail.

## Notes

1. *La CFDT et l'autogestion*, A. Detraz, E. Maire, A. Krumnow, Editions du Cerf, 1973.

2. *La CFDT aujourd'hui*, p. 41. E. Maire, J. Julliard, Seuil, 1975.

3. Ligue communiste révolutionnaire, Organisation communiste Révolution, Gauche ouvrière et paysanne (les militants de la première sont aujourd'hui au NPA... s'ils partagent encore les mêmes idées et sont encore actifs; l'OCR, scission de la Ligue, et la GOP, composée d'ex-militants maos du PSU, fusionnèrent en 1976 pour donner l'Organisation communiste des travailleurs, OCT, qui elle-même disparut à la fin de 1981 après plusieurs scissions, *NPNF*, 2010).

4. Jusqu'à présent la CFDT ne s'est prononcée ni pour la suppression de l'Office national d'immigration (au contraire, elle tient à y participer aux côtés des représentants du patronat et du gouvernement), ni pour l'abrogation de la circulaire Fontanet, ni pour l'égalité complète des droits politiques (seulement «après un certain temps en France»).

5. Edmond Maire s'est spécialisé dans les attaques contre les militants de la LCR et de LO qu'il accuse mensongèrement de «manipuler» les travailleurs. Lors de la dernière élection présidentielle, la CFDT a été jusqu'à accuser les groupes d'extrême gauche de «faire le jeu du pouvoir».

## *Stalinisme et autogestion*

La CFDT a toujours condamné dans ses textes le stalinisme ou plutôt, comme elle disait, le «totalitarisme». Sa critique du «socialisme» des Pays de l'Est ne se limite pas à l'évocation de quelques défauts bureaucratiques puisque Edmond Maire dénonce la *«priorité à l'industrie lourde, le poids écrasant sur la population de l'“accumulation socialiste primitive”, la technologie et l'outillage conformes au schéma productiviste et même tayloriste, la séparation entre conception et exécution dans le travail et les fonctions, la préparation dès l'école à des rôles sociaux spécialisés, le maintien de la concurrence individuelle et d'un éventail de salaires largement ouvert, la nécessité d'une hiérarchie de commandement, la concentration des pouvoirs au sommet (1)»*.

La condamnation de la division du travail capitaliste est donc nette. Et cela se retrouve dans la critique que fait la CFDT de la conception du socialisme suivant la CGT : *«Pour la CGT démocratiser, c'est changer le tenant de l'autorité : mettre un conseil d'administration démocratique représentant les travailleurs, les consommateurs et l'Etat par exemple), à la place du Conseil d'administration des capitalistes (2)»*. *«Si le socialisme consiste à renforcer la productivité par une meilleure technique du travail, à développer la production agricole par les engrais chimiques, à mieux se tenir dans la concurrence internationale, et maintenir la même rationalité économique aboutissant à des cadences telles que les travailleurs continueront à être abrutis par le travail, alors ce n'est pas la peine (3)»*.

Malheureusement, dès que l'on gratte un peu, cette critique «radicale» du capitalisme d'Etat (même si le mot n'est jamais prononcé) possède une base bien fragile. En effet, pour Maire, le Parti bolchevik, sous le direction de Lénine, porte la responsabilité du stalinisme, dans la mesure où il a éliminé les autres partis et soumis les syndicats à l'Etat soviétique. Peu importe si cette version contredit la vérité historique (4)...

Mais le plus révélateur, ce n'est pas tant le rejet du léninisme que l'enthousiasme pour l'autogestion à la sauce yougoslave et le refus de poser le problème de la destruction de l'Etat. L'unique pays auquel se réfère la CFDT «socialiste» c'est la Yougoslavie quoi qu'il en existe certainement d'autres... mais elle ne les nomme pas. Et l'on comprend pourquoi, après de grandes proclamations «anti-autoritaires», Fredo Krumnov, peut déclarer : *«Quand nous parlons d'autogestion, cela concerne tous les travailleurs, depuis le manœuvre jusqu'au directeur (5)»* ! Rien d'étonnant après cela que la Yougoslavie, pays où il existe une inégalité sociale et une division du travail tout aussi poussées que dans un pays capitaliste classique, ait un visage «socialiste» pour nos cédétistes !

1. *La CFDT aujourd'hui*, p. 196, E. Maire, J. Julliard, Seuil, 1975.
2. *La CFDT et l'autogestion*, A. Detraz, E. Maire, A. Krumnow, p., Editions du Cerf, 1973.
3. *Pour un socialisme démocratique, contribution de la CFDT*, E. Maire, EPI, 1971.
4. On se demande qui diable, en dehors des bolcheviks, a pris ces mesures en URSS !? Invoquer la «vérité historique» ne suffit pas à démontrer la validité d'une hypothèse ! À ce sujet on lira avec profit le débat entre le trotskyste Chris Harman et l'anarchiste Mike Martin dans le n° 1 de *Ni patrie ni frontières* où Martin remet les pendules à l'heure (NPNF, 2010).
5. *Pour un socialisme démocratique...*, *op. cit.*

## *Mini-pouvoirs et maxi-appareil répressif*

La CFDT prétend rejeter le réformisme et posséder une vision plus globale, plus riche, du socialisme que la CGT et le PCF. Contrairement aux conceptions et aux pratiques staliniennes qui favorisent la bureaucratie, *«le socialisme autogéré permet au contraire de multiplier les centres d'exercice réel du pouvoir qui se corrigent, s'affrontent, se contrôlent mutuellement (1)»*.

Ces multiples pouvoirs locaux (au niveau de l'entreprise, de l'école, du quartier, de la commune) vont-ils coexister avec l'Etat bourgeois et son appareil de répression ? Pendant un certain temps oui, répond la CFDT, il faudra compter sur le président et le Parlement qui auront été élus par la majorité des «citoyens» et puis il faudra prendre progressivement quelques mesures. *«Malgré le fait qu'on héritera d'un appareil d'Etat centralisé, il est possible et nécessaire d'entamer, dès la prise du pouvoir, une remise en cause progressive de cette centralisation (2)»*.

Quelles seront ces mesures ?

*«Police : dissolution de certains corps spéciaux : refonte du recrutement et de la formation des policiers, contrôle des municipalités sur les gendarmeries locales; droit syndical reconnu pleinement...*

*«Armée : contrôle des conditions matérielles des bases et régiments par les instances politiques locales et régionales; limitation de l'arbitraire de la hiérarchie militaire; possibilités d'organisation syndicale dans l'armée (3)»*

Voilà certainement des mesures qui empêcheront les militaires de carrière, les gardes républicains et les CRS, sous un «socialisme démocratique» de tirer sur les travailleurs ! À moins tout simplement que ces mini-pouvoirs centralisés et autogérés ne gênent pas plus la bourgeoisie que les comités d'entreprise et les conseils municipaux aujourd'hui ?

1. *La CFDT et l'autogestion*, A. Detraz, E. Maire, A. Krumnow, p. 49, Editions du Cerf, 1973

2. *Idem*, p. 64.

3. *Idem*, p. 65.

## *Les tendances à la CFDT*

La CFDT rejette le droit de fraction sous le prétexte fallacieux que des fractions permettraient à des partis politiques de mettre la main sur les syndicats et de les manipuler pour leurs visées électorales ou tout simplement pour recruter des militants.

«*La conception du syndicalisme que nous avons implique le refus des tendances importées de l'extérieur qui ne seraient que la traduction des stratégies ou des conceptions des organisations politiques (1).*» Edmond Maire cite en exemple le comportement de la minorité au sein de la CFDT : «*La sagesse de la minorité pendant cette période a été de comprendre qu'il ne fallait pas cristalliser le courant qu'elle représentait mais au contraire diffuser ses idées par une IMPREGNATION CONTINUE dans l'ensemble de l'organisation (2).*».

Au sein de la CFDT existent pourtant des tendances provisoires qui se groupent autour d'une plateforme : «*La plateforme est un texte signé conjointement par des militants ou des organisations sur un problème précis, ou sur un problème d'orientation générale de l'organisation. Cette convergence momentanée qui permet à un moment donné de structurer les débats n'implique aucune discipline interne, aucune permanence dans le temps.*» Puisque la confédération permet en principe à des tendances de s'exprimer, on pourrait s'attendre à ce qu'il y ait, au sein de la CFDT, des tendances révolutionnaires organisées. Il existe certes une prétendue «gauche syndicale» mais en lisant attentivement ses déclarations on a du mal à la différencier de la confédération. *Politique Hebdo* a publié dans ses numéros 175, 176, 177 et 180 des interviews de représentants des fédérations Hacuitex (Habillement, Cuir et Textile), Santé, Construction-Bois et Banque sur le thème des rapports partis/syndicats, le passage au socialisme, etc., ainsi qu'une interview du secrétaire de la Fédération des PTT pour tirer le bilan de la dernière grève des postiers (n° 166, mars 1975).

Ces cinq fédérations, qui ont la réputation d'être «à gauche» de la majorité confédérale (représentée par Edmond Maire) ont pourtant des positions parfaitement réformistes; toutes parlent de «modifier», «transformer», «conquérir» l'Etat, mais aucune de le détruire; toutes parlent des comités de grève mais aucune ne considère que le syndicat doit s'effacer devant la volonté des travailleurs syndiqués et non syndiqués; toutes considèrent la venue au pouvoir d'un gouvernement de gauche comme positive pour les travailleurs; toutes posent des limites à la démocratie au sein des syndicats. Et pourtant, même ces courants sont victimes de manœuvres bureaucratiques de la part de la majorité.

Comme l'écrit la LCR dans sa brochure *Où va la CFDT* (p. 26) : «*Est-il normal que le texte des Fédés Hacuitex, PTT, Services du 36<sup>e</sup> congrès*



*n'ait pas été diffusé par la confédération ? Est-il normal que le document de la Fédé Hacuïtex sur parti/syndicats n'ait pas été diffusé nationalement par la confédération ? Est-il normal, si l'on en croit la Fédé Banques, que Nouvelle CFDT soit sous le contrôle du seul "courant majoritaire" (Syndicalisme Hebdo, n° 1542) ? Est-il normal que la Fédé Métallurgie utilise, au conseil national, des mandats en bloc, alors même qu'il existe dans cette fédération une minorité qui a recueilli près de 30% des mandats au dernier congrès ? Est-il normal que les amendements aux résolutions du congrès, voire les contre-textes, ne circulent pratiquement jamais avant le congrès, de sorte que les délégués ne peuvent être mandatés précisément sur les divers amendements ? Combien de délégués avaient un mandat précis sur les comités de grève au 36<sup>e</sup> congrès ?»*

Tout cela n'est en effet guère démocratique, mais finalement ces prétendues «fédés gauche» de la CFDT l'acceptent. *Politique Hebdo* est contraint de reconnaître : «Ils répugnent manifestement à se définir comme une "gauche" constituée, comme une OPPOSITION homogène et stable.» Et ce n'est pas un hasard... Profondément, les directions de ces fédérations sont tout aussi réformistes que la direction confédérale. Rien d'essentiel ne les sépare dans la période actuelle, contrairement à la légende qu'essaie de forger l'extrême gauche.

1. *La CFDT aujourd'hui*, p. 34, E. Maire, J. Julliard, Seuil, 1975.
2. *Idem*, p. 35.

## *Tendances et fractions*

En décembre 1975, *Politique Hebdo* organisait une table ronde sur le thème «La gauche révolutionnaire et les syndicats», débat auquel participaient la LCR, le PSU, la GOP et l'OCR. En dehors du PSU, parti réformiste qui ne se réclame pas des positions défendues par les quatre premiers congrès de la III<sup>e</sup> Internationale, les trois autres organisations présentes au débat se réclament du léninisme. Pourtant, toutes refusèrent de défendre le droit pour les révolutionnaires à s'organiser en fractions dans les syndicats car ces fractions seraient «l'expression directe des partis».

Prenons pour commencer l'intervention la plus significative, celle de Jeannette Habel (LCR), qu'aucun des participants n'a contredite : «*Une grave erreur a été commise (par la III<sup>e</sup> Internationale, NDLR) dans le choix des moyens, à commencer bien sûr par la subordination des syndicats aux partis. La plus contestable fut l'édification de l'Internationale Syndicale Rouge, dont la mission était d'offrir un rempart contre les déviations ultérieures et qui non seulement n'a pas rempli cette fonction, mais a favorisé les scissions des réformistes qui s'appuyaient sur l'incompréhension suscitée par ses décisions. (...) Nous sommes léninistes mais nous condamnons cette pratique.*»

La LCR, la GOP et l'OCR rejettent joyeusement les positions de l'Internationale communiste et l'accusent d'avoir fait le jeu du réformisme, non pas parce qu'elles auraient tiré un bilan des erreurs de la III<sup>e</sup> Internationale (elle en a bien sûr commis), mais parce qu'elles recommandent les vieilles erreurs des courants centristes (1) de l'époque qui refusaient de se différencier nettement des courants sociaux-démocrates dans les syndicats. Bien sûr, pour le moment, vu la division, la faiblesse et la confusion des organisations d'extrême gauche, il est impossible de constituer une fraction révolutionnaire dans les syndicats à l'échelle nationale. Mais demain, quand existera un parti véritablement communiste, implanté dans les entreprises à l'échelle nationale, il devra organiser autour de ses militants et de son programme une solide FRACTION syndicale et non un regroupement provisoire et hétéroclite.

Quand les militants de la LCR, par exemple, écrivent : «*Nous ne croyons pas que n'importe quel syndiqué puisse avoir la possibilité de faire circuler son point de vue dans toute la confédération*» (*Cahiers de la Taupe* n°5, juillet 1975); quand ils expliquent que ce sont les syndicats (structures de base) et non les syndiqués qui doivent former des tendances «représentatives» (!), ils rentrent dans le jeu des réformistes. Les bureaucrates syndicaux de la CGT comme de la CFDT savent très bien ce qui est en jeu quand ils s'opposent à la constitution de fractions révolutionnaires dans les syndicats. Et les militants d'extrême gauche qui leur donnent au-

jourd'hui des gages seront demain les premières victimes de leur opportunisme.

1. Dans le vocabulaire léniniste ou trotskyste, le terme «centristes» ne désigne pas les partisans du Centre (de Bayrou, par exemple), mais ceux qui oscillent entre des positions révolutionnaires et des positions réformistes. Cet article a deux défauts : 1) il oppose les bons aux mauvais léninistes, ce qui n'est pas franchement passionnant, et 2) il ne pose pas la question essentielle : la constitution de fractions politiques dans les syndicats n'a-t-elle pas des effets démoralisateurs et démobilisateurs sur les travailleurs qui font confiance, pour de bonnes ou de mauvaises raisons, à ces organisations ? Vaste débat... (*NPNF, 2010*).

## *Quel avenir à la CFDT ?*

S'il nous semble important de démystifier la CFDT, il nous semble aussi capital de tenir compte des illusions que partagent de nombreux militants de cette organisation. Car, à force d'utiliser un langage pseudo radical, de faire de la surenchère gratuite vis-à-vis de la CGT, quand elle se trouve en minorité, la CFDT a fini par recruter, ces dernières années, un certain nombre de travailleurs combattifs.

La CFDT c'est l'organisation qui ne craint pas de se réclamer de mai 68 et qui a organisé et popularisé la lutte des travailleurs de Lip et de nombreuses autres petites et moyennes entreprises qui sont entrées en autogestion depuis (Manuest, Tanneries d'Annonay, Everwear, Isotube, Konen-Westinghouse, Piron, Solame, Unimel, Teppaz, Budda, Wernert, etc.). C'est une organisation qui laisse plus d'autonomie à ses sections d'entreprise ou locales (l'appareil est plus lâche et plus faible qu'à la CGT), ce qui explique que de nombreuses UL-CFDT signent des tracts aux côtés d'organisations d'extrême gauche et que certaines sections aient une attitude «dure».

La CFDT attire donc des travailleurs qui, de façon confuse, sont hostiles au PCF et au stalinisme, et favorables à des méthodes de lutte «radicales». De nombreux travailleurs vaguement «gauchistes» et d'ex militants révolutionnaires dégoûtés se réfugient au sein de la CFDT. La CFDT leur offre un cadre où ils peuvent discuter librement (tant qu'ils ne s'organisent pas en fraction !) et où, grâce à leur activité syndicale, ils ont l'impression d'avoir une activité plus efficace, plus concrète, que dans un groupe révolutionnaire. Ils ont d'autant plus cette illusion d'efficacité que de nombreux groupes d'extrême gauche partagent (par myopie politique) ou affectent de partager (par tactique) leurs illusions.

Si la CFDT a quelque chose de commun avec le syndicalisme révolutionnaire d'avant 1914 et exprime un sentiment profond dans la classe ouvrière, c'est la méfiance vis-à-vis des partis, de la politique. Mais, comme chacun sait, la nature à horreur du vide. Et le refus de nombreux militants de la CFDT de s'engager dans les groupes révolutionnaires n'a qu'un seul effet : celui de constituer une masse de manœuvre plus ou moins docile au PS qui est en train de mettre la main sur l'appareil de la CFDT. Quant au suivisme des groupes révolutionnaires vis-à-vis de la CFDT, ou de certaines de ses tendances, il n'aboutit qu'à un résultat : laisser la majorité des travailleurs syndiqués (ceux de la CGT) sous l'emprise de l'appareil stalinien.

### **Que faire à la CFDT ?**

S'ils sont exclus de la CGT, ou si la CFDT est majoritaire dans une boîte, des militants révolutionnaires peuvent se retrouver à la CFDT. Tout

comme à la CGT, notre rôle doit être de dénoncer, sans compromis, la bureaucratie syndicale, de montrer les limites de l'organisation syndicale, même pour la seule lutte économique, de tenter de regrouper des travailleurs syndiqués et non syndiqués sur un programme antiréformiste et anti-capitaliste.

Quant à constituer des tendances en commun avec des réformistes «de gauche» dans la CFDT (comme le préconise entre autres la LCR), pour tenter de prendre la tête du syndicat, cela ne peut amener les révolutionnaires qu'à conclure des compromis pourris et à les couper des travailleurs combattifs, vu la faiblesse des révolutionnaires dans la classe ouvrière et l'absence totale de vie dans les syndicats en France. Prendre la direction de syndicats à l'échelle régionale ou nationale à la CFDT, à la CGT ou à FO, pour des militants révolutionnaires, ne pourrait aujourd'hui que les rendre totalement prisonniers de l'appareil syndical.

*Combat communiste* n° 13, février 1976

# La bureaucratie syndicale face à la guerre : L'Union sacrée en 1914-1918

L'Union sacrée conclue pendant la guerre de 1914-1918 entre la bourgeoisie française et les dirigeants du mouvement ouvrier (de la CGT et du Parti socialiste) constitue une des premières démonstrations caractéristiques du rôle de la bureaucratie «ouvrière» comme force d'encadrement du prolétariat pour assurer la production de guerre et envoyer les travailleurs à la boucherie. Elle eut son équivalent dans l'autre camp impérialiste, l'Allemagne. C'est ce passage de la bureaucratie du mouvement ouvrier avec armes et bagages dans le camp de la bourgeoisie qui ouvrit d'ailleurs les yeux de Lénine qui avait jusqu'alors placé toute sa confiance dans la sociale-démocratie. Même si 1914 peut paraître une époque lointaine, cette trahison reste pour les travailleurs et les révolutionnaires une leçon qui jette une lumière supplémentaire sur le rôle de ceux qui veulent «défendre l'économie française» et «fabriquer français».

Les velléités d'antimilitarisme et d'internationalisme qui pouvaient subsister au sein des organisations ouvrières furent promptement étouffées. Dès le 4 août 1914, à l'enterrement de Jaurès, Jouhaux, responsable de la CGT, s'écrie : «Nous serons les soldats de la liberté pour conquérir aux opprimés un régime de liberté... Cet idéal nous donnera la possibilité de vaincre.» Et l'après-midi même, au Parlement, Vaillant, ancien communal, et le comte de Mun, officier versaillais, Guesde «internationaliste» et l'écrivain nationaliste Barrès tombaient dans les bras les uns des autres.

Dans la foulée, les députés socialistes votaient à l'unanimité les crédits militaires. Toujours le même jour, Jouhaux participait au Comité de secours national en compagnie d'industriels, de banquiers, d'ecclésiastiques, de représentants d'associations et de partis les plus divers. Trois semaines plus tard, Sembat et Guesde entraînent au gouvernement d'union nationale précédés par Viviani. Quant à Jouhaux, qui avait parlé d'être «le soldat de la liberté», il va en effet prendre le train... pour Bordeaux, accompagnant le gouvernement qui déserte la capitale.

Aidés par le gouvernement, les chefs syndicalistes purent faire republier leur journal, *La Bataille syndicaliste*, obtenant de Sembat et de Guesde des titres de gratuité de transport et de «commissaires de la nation», avec pour but de maintenir le moral patriotique de la classe ouvrière. Mais les syndicalistes révolutionnaires, les antimilitaristes eurent droit eux aussi à une attention spéciale du gouvernement; il existait un carnet, appelé carnet

B, renfermant les noms de trois à quatre mille militants socialistes, anarchistes, révolutionnaires – carnet établi par la Sûreté Générale. En cas de troubles, ou de mobilisation, ces «suspects» devaient être arrêtés. En fait, l'Etat-Major suggéra de les envoyer plutôt en première ligne au front. Et, bien que le ministre de l'Intérieur ait donné officiellement des instructions pour qu'il n'y ait pas d'arrestations, plusieurs centaines de militants furent néanmoins appréhendés dans le Nord et dans l'Est. Ceci en application de la loi Berry-Millerand, votée peu avant la guerre, qui avait créé des bataillons devant spécialement incorporer les travailleurs ayant subi des inculpations pour fait de grève ou d'antimilitarisme. L'Union Sacrée avait ses basses exigences.

### **Quand ils étaient ministres...**

*«Il n'y a plus de droits ouvriers, il n'y a plus de lois sociales, il n'y a plus que la guerre»*, répond Millerand à une délégation syndicale, en janvier 1915, six mois après le début de la première grande boucherie mondiale.

Millerand, en 1915, est ministre de la Guerre. Il est aussi «socialiste indépendant». Il a, pour la forme, quitté le Parti socialiste en 1905. C'est en effet en 1905 qu'est fondé le Parti socialiste unifié, Section française de l'Internationale ouvrière, la Deuxième Internationale, et une majorité de militants socialistes sont encore hostiles à la participation de responsables du Parti dans un gouvernement bourgeois. En fait, cette opposition ne durera pas : l'évolution du Parti socialiste est prévisible. Son intégration à l'Etat bourgeois, déjà sensible, s'accélère. Elle se concrétisera en 1914, quand les responsables socialistes et syndicalistes du PS et de la CGT, se joindront à l'Union Sacrée contre «l'envahisseur», approuvant les crédits militaires. La guerre, en effet, va être pour eux l'occasion de participer pour la première fois de manière importante à la gestion des intérêts de la bourgeoisie.

L'Etat français intervient alors activement dans le fonctionnement de l'économie (comme d'ailleurs l'ensemble des Etats belligérants, y compris les Etats-Unis, mais surtout l'Allemagne).

En 1915, un comité privé groupe les commandes d'armement et en répartit l'exécution.

En 1916, l'Etat intervient directement pour la production du matériel de guerre : le charbon et les céréales sont réquisitionnés, leurs prix sont taxés, les importations (notamment le charbon) sont réglementées, la flotte est réquisitionnée ainsi que la main-d'œuvre, tandis que les denrées alimentaires sont rationnées. De nouveaux procédés techniques, de nouveaux modes de fabrication sont introduits, surtout dans les industries d'armement. Millerand, justement ministre de la Guerre, crée un sous-secrétariat d'Etat à l'artillerie et aux munitions (qui deviendra ministère en 1916) où est nommé Albert Thomas, membre du Parti socialiste. Ils seront ainsi trois ministres socialistes au gouvernement (Guesde et Sembat, en

plus de Thomas) et deux autres «socialistes indépendants» (Millerand et Viviani, ce dernier remplacé par Briand).

L'action de Thomas à l'Armement fut tout à fait significative : en 1914, 50 000 personnes étaient employées dans l'industrie de guerre. Il y en avait 1 700 000 en 1917, quand Thomas quitta le ministère. Au contact des industriels de la sidérurgie et des constructions métalliques, en particulier le tout-puissant Comité des Forges, en excellent termes avec Louis Renault, Thomas prétend orienter son action dans deux directions :

– développer et moderniser la production française, pas seulement d'armement mais industrielle, en prenant exemple sur les Etats-Unis. Ainsi déclare-t-il dans un discours aux travailleurs de Renault : *«Il faut que les ouvriers s'accoutument à voir dans la classe patronale, pour une grande part, la dépositaire des intérêts industriels de l'avenir; il faut qu'ils s'accoutument à voir dans un effort comme celui qui a créé cette usine, non pas seulement la réalisation d'un intérêt particulier et égoïste, mais le profit commun qu'en tirent la nation et la classe ouvrière»*. *«Cette bonne volonté d'entente, cette énergie dans l'effort, je ne vous les demande pas seulement pour la magnifique production industrielle que réaliseront demain, ensemble, la classe ouvrière et le patronat français, je veux vous rappeler que j'ai le devoir de vous les demander tout de suite, d'une manière continue et intense pour la guerre.»*

– instaurer de «nouvelles relations de travail», «l'usine nouvelle» à un moment, justement, où une division du travail plus poussée, innovée aux Etats-Unis, le taylorisme, est adaptée en France. Pour cette «usine nouvelle», Thomas propose l'institution de «délégués d'ateliers» qu'il a mis en pratique toujours aux usines Renault : *«Mais aujourd'hui, le grand patron a beau, comme M. Renault lui-même, savoir ce qu'est un outil, il n'en est pas moins vrai que, quelquefois, il ne peut connaître aucun de ses ouvriers, et c'est alors, dans l'atelier même, la nécessité d'une autre organisation»*. *«Et, camarades, voilà le rôle : l'usine nouvelle avec ses délégués d'ateliers apportant aujourd'hui les réclamations du travail, les discutant, se bornant comme le veut la circulaire, en attendant la loi, aux questions de salaire, aux questions de travail, ayant la prudence d'être par-derrière une amicale des délégués, et non pas cette commission qui faisait peur à nos patrons comme un soviet russe; ayant la prudence de s'entendre au point de vue technique et de laisser au syndicat lui-même le rôle de représentant des intérêts généraux de la corporation, mais déjà intervenant dans la pratique, dans l'organisation du travail, créant cette organisation nouvelle, que je n'ai pas pu, parce que je n'étais qu'un ministre, créer dans les établissements privés, mais que je me suis fait un devoir de créer dans nos établissements d'Etat où nous avons établi, quelques semaines avant mon départ, la Commission mixte du travail où les directeurs, les*



*ingénieurs, les ouvriers qualifiés et élus par leurs camarades viennent discuter de la réalisation de telle ou telle commande, de la collaboration de tels ou tels ouvriers, en un mot de l'organisation technique du travail».*

Les responsables de la CGT, de leur côté, aidés par Thomas et les autres ministres socialistes, sauront s'associer à l'action du gouvernement au sein de commissions mises sur pied pour cette occasion.

À la fin de la guerre, ces différents ministres et leurs collaborateurs seront remerciés comme il se doit, en étant mis à la porte du gouvernement.

Les grandes grèves ouvrières de 1919 et 1920 mettront fin au rapprochement esquissé entre gouvernement et patronat, d'une part, et la CGT de l'autre. Cependant, la CGT tentera de profiter des grèves, notamment la grève des cheminots, pour essayer d'imposer des nationalisations (à commencer par celle des Chemins de Fer) et l'institution d'un Conseil économique du Travail, sorte d'organisme de planification. Cela aurait permis aux bureaucrates de garder un strapontin pour la gestion du capital, à laquelle ils avaient goûté entre 1914 et 1917. Sans succès. Il leur faudra, pour cela, attendre 1936 et surtout 1845.

*Combat communiste n° 34, février 1978*

1. Albert Thomas, fils de boulanger, normalien, responsable de la rubrique syndicaliste à *L'Humanité* en 1904, fonda *La Revue syndicaliste* en 1905. Dès octobre 1914, Millerand, socialiste, ministre de la Guerre, l'affecte à la fabrication du matériel de guerre. En mai 1915, est créé pour lui un sous-secrétariat d'Etat à l'Artillerie et aux Munitions. En décembre 1916, le sous secrétariat d'Etat devient un ministère. Thomas y reste jusqu'au retrait des ministres socialistes en septembre 1917. Député de Carmaux en 1919, il sera désigné comme directeur du Bureau international du Travail, créé en 1919, jusqu'à sa mort en 1932.

# Il y a cinquante ans :

## Juin 36

Voici un demi-siècle, la grande vague de grèves de Juin 36 déferlait sur la France. Ce n'est pas le gouvernement de Front populaire qui a apporté aux travailleurs les 40 heures et les congés payés, mais bien la classe ouvrière qui les a arrachés au patronat par la lutte. Aujourd'hui encore, le mouvement de Juin 36 est riche d'enseignements pour les travailleurs.

Au début des années trente, la France est, après les autres grands pays, frappée par la crise économique, quoique moins durement que l'Allemagne et les Etats-Unis. Le chômage se développe et touche plus d'un million de travailleurs, des dizaines de milliers d'ouvriers immigrés sont renvoyés dans leurs pays d'origine. Les salaires de ceux qui ont conservé un emploi diminuent. La petite bourgeoisie – paysans, commerçants – est aussi frappée. C'est aussi un terrain favorable pour les organisations fascistes.

### La riposte ouvrière au fascisme

Le racisme se développe. Les fascistes parviennent même à créer des comités de «chômeurs français» refusant les immigrés. Dans ce contexte, profitant des scandales qui éclaboussent la classe politique, comme le fameux scandale Stavisky, les ligues fascistes trouvent écho à leurs mots d'ordre racistes, antisémites, nationalistes, démagogiques. Le 6 février 1934, l'extrême droite organise une émeute et attaque le Palais-Bourbon aux cris de «À bas les voleurs !» La police charge et tire : on relèvera 20 morts et des centaines de blessés. Mais le gouvernement capitule devant une partie des exigences fascistes.

Devant cette menace, la classe ouvrière et ses organisations réagissent. Le 9 février, les militants et sympathisants du PC affrontent la police dans la rue : 6 morts. Le 9 février, la grève appelée par la CGT est un grand succès. L'après-midi, ont lieu à Paris deux manifestations : une organisée par la SFIO (le Parti socialiste), l'autre par le PC. Les deux manifestations se rejoignent, ce qui ne s'était pas vu depuis des années. De même, un an et demi plus tard, le 14 juillet 1935, près de 500 000 personnes vont défiler pendant des heures, à l'appel des partis de gauche et des syndicats, pour «*défendre la liberté, donner du pain aux travailleurs, du travail à la jeunesse et la paix au monde*».

### Le changement de la situation internationale

C'est le changement de la situation internationale qui va rendre possible l'unité entre le PC et le PS. Au cours de la visite à Moscou de Laval, chef du gouvernement français, Staline déclare en effet qu'il «*comprend et ap-*

*prouve pleinement la politique de défense nationale de la France pour maintenir sa force armée au niveau de sa sécurité».*

La France et l'URSS sont désormais alliées. Cela va signifier pour le PC, alors étroitement soumis aux directives de l'Internationale stalinienne, l'abandon de toute propagande antimilitariste, de sa campagne contre le service militaire de deux ans (thème principal d'agitation des Jeunesses communistes), l'adoption de *la Marseillaise* et du drapeau tricolore aux côtés de *l'Internationale* et du drapeau rouge...

Ce virage du PC à 180° va favoriser l'unité antifasciste avec le PS, qui correspond aussi aux aspirations des militants et des travailleurs, et qui aboutira à la réunification syndicale de septembre 1935. (Jusque-là, le mouvement syndical était divisé entre la CGT liée à la SFIO et la CGTU liée au PC, où on trouvait aussi des anarchosyndicalistes.) De même, au niveau politique, est signé en février 1936, un accord entre le Parti radical, la SFIO et le PC, en vue des élections du mois de mai.

### **Un programme de gestion capitaliste**

Le programme proposé aux suffrages des travailleurs est tout ce qu'il y a de plus modéré : «défense des libertés, de la paix, de l'Ecole laïque, relance de l'économie par l'augmentation du pouvoir d'achat des masses, réduction du temps de travail». Un programme de gouvernement bourgeois, qui ne parle donc ni des congés payés, ni des 40 heures, ni des droits syndicaux des travailleurs.

La radicalisation vers la gauche qu'on constate depuis deux ans, à l'occasion de la riposte au fascisme notamment, va se traduire par une large victoire des partis du Front populaire. Cette poussée à gauche est particulièrement nette pour le PC, qui passe de 16 à 72 députés; elle profite aussi au PS : de 97 à 147 députés. Le Parti radical perd des sièges : de 167 à 116 élus.

Léon Blum, dirigeant du parti majoritaire, la SFIO, pose sa candidature au poste de chef du gouvernement. Les tractations et manœuvres d'usage commencent pour la répartition des portefeuilles ministériels. Mais les ouvriers n'ont pas la patience d'attendre que les politiciens se mettent d'accord. Regonflés par la victoire électorale, qui vient après les succès croissants des meetings et manifestations ouvrières depuis quelques années, les travailleurs passent à l'action.

### **Généralisation des grèves avec occupations**

Les grèves débutent avant l'entrée en fonction du gouvernement Blum, le 11 mai 1936, au Havre et à Toulouse. Pour la première fois, les usines sont occupées, dans le but de rester sur place tous ensemble jusqu'à ce que le patron ait répondu aux revendications. Les ouvriers ont très rapidement satisfaction.

14 mai 1936, Courbevoie, grève et occupation des usines d'aviation Bloch. Les salaires sont relevés, les jours de grève payés, le droit aux congés payés reconnu.

28 mai, 35 000 ouvriers de Renault se mettent en grève. Le soir, cent mille métallos de la région parisienne ont rejoint le mouvement.

Les négociations s'engagent, les travailleurs obtiennent rapidement satisfaction, et on croit que tout va rentrer dans l'ordre, mais le mouvement s'étend aux corporations les plus diverses : alimentation, transports, textile, chimie, pétrole, meubles, etc.

2 Juin 36 : le mouvement se généralise. Partout les occupations se multiplient.

La direction de la CGT : prendre la tête du mouvement pour mieux le contrôler

La CGT lance immédiatement des appels au calme, demande d'éviter les incidents, les séquestrations de patrons, et de reprendre le travail quand des accords sont signés, par branche ou par entreprise. L'Union des syndicats ouvriers de la région parisienne appelle les travailleurs à «*conserver le calme, la discipline, l'ordre, le sang-froid, la dignité, la maîtrise du mouvement*», qui doit rester «*paisible, ordonné et propre*» et éviter «*toute exagération, enchères démagogiques et désordres dangereux*».

Mais les grèves continuent de s'étendre et, après la région parisienne, c'est au tour de la province de bouger. La droite, les milieux patronaux s'affolent, mais espèrent que l'entrée en fonction de Blum, le 4 juin, soutenu par la SFIO, le CGT et le PC (qui hésite à participer au gouvernement) va rétablir la paix sociale.

Au contraire, jusqu'au 7 Juin 36, les derniers secteurs non touchés se joignent au mouvement. Aux ouvriers se joignent les cols blancs, employés des grands magasins, des banques, du service public, qui ne faisaient jamais grève jusqu'à présent.

La CGT prend la tête du mouvement, pour mieux le contrôler. Le 6 juin, la Fédération des mineurs a lancé l'ordre de grève générale, mais c'est pour «*maintenir l'ordre et le calme, faciliter la tâche du gouvernement*».

### **Les négociations et les Accords Matignon**

Le 7 Juin 36, réunion à Matignon entre les représentants de la CGT et de la Confédération générale du patronat français [MEDEF d'alors, *NPNF, 2010*]. C'est Blum qui a convoqué cette réunion... sur demande des patrons. Un accord signé dans la nuit prévoit des hausses de salaires de 7 à 15% – inférieures à ce que les ouvriers ont déjà obtenu un peu partout. La CGT s'engage «*à faire tout ce que nous pourrons, mais nous ne sommes pas sûrs d'aboutir. Quand on a affaire à une marée comme celle-là, il faut lui laisser le temps de s'étaler*».

Patrons et syndicats sont d'accord pour la reprise du travail. La presse syndicale comme celle du PC et de la CGT crient victoire. Les travailleurs ne sont pas de cet avis, d'autant que, dans certaines entreprises, les patrons refusent d'appliquer les accords – là où le mouvement est le plus faible et dans les boîtes où il n'y a pas encore eu de grève.

Les 9 et 11 juin, les délégués des usines en grève de la région parisienne repoussent les accords signés par les dirigeants syndicaux. Le gouvernement Blum, d'un côté convoque une nouvelle réunion paritaire à Matignon, pour le 10 juin, et fait voter en toute hâte par l'Assemblée la loi sur les 40 heures, les congés payés et les contrats collectifs. Mais, de l'autre côté, inquiet, il prépare des mesures de répression :

- il concentre des bataillons de gardes mobiles dans les centres ouvriers,
- il interdit le journal trotskyste *La Lutte ouvrière* et engage des poursuites contre ses dirigeants,
- il dénonce des «agitateurs étrangers», selon une tactique de division xénophobe bien connue. Blum déclare le 12 juin à la Chambre : *«Il est vrai qu'on a le sentiment de groupements suspects et étrangers à l'action syndicale. Ce que le gouvernement peut et doit dire, c'est qu'il est parfaitement résolu à assurer l'ordre dans la rue.»*

Le PC ne dit pas autre chose. Thorez, son secrétaire général, déclare : «Des éléments suspects, trotskystes ou Croix de feu (1), s'introduisent dans le mouvement avec l'espoir de le faire dégénérer.»

### **«Il faut savoir terminer une grève»**

Le 13 Juin 36, la tendance est à la reprise du travail. Les usines sont évacuées, les unes après les autres. Le PC met tout son poids dans la balance. C'est alors que Thorez prononce sa fameuse phrase : *«Il faut savoir terminer une grève dès que satisfaction a été obtenue. Il faut même savoir consentir un compromis si toutes les revendications n'ont pas encore été acceptées.»*

La CGT va naturellement dans le même sens. «Il ne faut pas, par une action imprudente, mettre le gouvernement en difficulté, il ne faut pas croire que la lutte finale est engagée.» À aucun moment, la CGT ne tentera de fixer des objectifs nationaux à la grève. Son seul but sera de la canaliser, pour mieux y mettre fin ensuite. Elle y parviendra d'autant plus facilement que les travailleurs nourrissent les plus grandes illusions sur le gouvernement du Front populaire. Pour la majorité des travailleurs c'est «leur» gouvernement...

### **La fin du Front populaire.**

Dès 1937, les patrons reprennent une partie de ce qu'ils ont cédé : les hausses des prix annulent celles des salaires. Entre avril 1936 et avril 1938, l'augmentation des prix des produits alimentaires est de 53,6%.

Après avoir utilisé Blum pour rétablir le calme, car seul un gouvernement ayant la confiance des travailleurs et l'appui de toutes les organisations ouvrières pouvait y parvenir, le patronat entend se débarrasser de lui. Blum reste le dirigeant d'un important Parti ouvrier et populaire, et c'est plus que les patrons peuvent en supporter. Malgré les cadeaux offerts aux patrons, la condamnation des occupations d'usine, les capitalistes organisent la chute du gouvernement. Ils n'ont plus besoin du Front populaire.

Pourtant, le 16 mars 1937, le pouvoir va jusqu'à faire tirer sur les manifestants qui protestent contre la tenue d'un meeting fasciste à Clichy. La police tue 5 personnes. Une grève générale est organisée, mais elle reste sans lendemain. Le 20 juin 1937, Blum démissionne. Par la fuite des capitaux, le sabotage économique, les campagnes de leur presse, les patrons ont obtenu son départ. Blum a échoué devant ce qu'on appelle à l'époque le «mur de l'argent».

D'autres mouvements de grève se produiront pour tenter de s'opposer à la remise en cause des conquêtes sociales, mais le rapport de forces va évoluer en faveur du patronat, une fois retombée la puissante vague de Juin 36.

En 1938, quand le gouvernement Daladier va signer des décrets-lois instituant la semaine de travail de 6 jours, la suppression des majorations pour les heures supplémentaires, c'est-à-dire l'annulation pratique des 40 heures, le retour au travail aux pièces, la grève générale appelée par la CGT, pourtant forte de 5 millions d'adhérents, sera un échec. Le patronat saisira l'occasion pour licencier des milliers de travailleurs et de syndicalistes combatifs, en particulier des communistes. Les patrons établiront des listes noires, pour les empêcher de retrouver des emplois. Ce sera la revanche de la bourgeoisie.

Découragés, écœurés, après avoir tant espéré du Front populaire, les travailleurs ne réagiront plus massivement jusqu'à la guerre. La même Chambre des députés qui avait soutenu le gouvernement de Front populaire votera la peine de mort appliquée aux communistes accusés de trahison au moment du Pacte germano-soviétique – mesure soutenue avec véhémence par Blum –, puis accordera les pleins pouvoirs au maréchal Pétain, et ce sera la fin de la Troisième République.

1. Croix de feu : mouvement créé en 1927 et regroupant des anciens combattants de la Première Guerre mondiale. Sous l'influence du colonel de la Rocque, le mouvement se politise en défendant un anticommunisme militant et un corporatisme très proche du fascisme selon certains. Dissous en 1936 alors qu'il a au moins 400 000 adhérents. (*NPNF, 2010*).

### **Partis de gauche et organisations ouvrières en 1936**

**Le Parti socialiste** (Section française de l'Internationale ouvrière) arrive en tête aux élections de 1936 avec 1 800 000 voix. La SFIO compte des centaines de milliers d'adhérents, moins militants que ceux du PC.

**Le Parti communiste** (Section française de l'Internationale communiste) recueille 1 400 000 voix : le double de son score de 1932. Il compte 163 000 membres en mai 1936, dont 38 000 jeunes communistes. En août

1936, il en aura 300 000 dont 80 000 JC et, en octobre 1936, 380 000 dont 100 000 J.C.

**La CGT**, née de la réunification de la CGTU dirigée par le PC, et de la CGT, dirigée par la SFIO, passe de 1 million de membres avant les grèves de Juin 36 à 2,5 millions de syndiqués en juin et 5 millions de syndiqués en 1937. Les deux tiers des dirigeants sont à la SFIO, un tiers au PC.

**L'extrême gauche**, trotskystes et anarchistes, ne compte que quelques centaines de militants, et ne jouera aucun rôle au niveau national.

## Les acquis de Juin 36

**Les congés payés.** Deux semaines hors des usines et des bureaux, en conservant son salaire. Cela apparut à l'époque comme une véritable révolution. Des travailleurs purent pour la première fois de leur vie quitter leur quartier, leur ville, voir la mer ou la montagne. Il faut savoir cependant que, même durant la période de relative prospérité des années 1960, jamais plus de la moitié de la population française ne partira en vacances.

**Les 40 heures.** L'instauration de la «semaine des deux dimanches», comme on disait à l'époque. C'est la mesure qui a été remise en cause le plus tôt, par le système des heures supplémentaires obligeant les travailleurs à venir le samedi.

**Les conventions collectives.** En 1934, 4% seulement des travailleurs en bénéficiaient, les contrats de travail étaient conclus individuellement. Désormais, ils seront conclus collectivement par des négociations avec les syndicats.

**Les délégués ouvriers.** Leur rôle est officiellement reconnu pour «présenter à la direction les réclamations individuelles relatives à l'application du Code du travail et autres lois et règlements concernant la protection ouvrière, l'hygiène et la sécurité». Ce sont à l'époque des délégués élus par atelier. Ensuite, les délégués se multiplieront, mais la représentation ouvrière sera de plus en plus le monopole des syndicats.

**L'augmentation des salaires** fut souvent très supérieure à celles de 7% à 15% accordées par les Accords Matignon. Dans certaines petites entreprises, où les salaires étaient très bas, ils furent parfois doublés et triplés.

## Les leçons de Juin 36

Les mouvements victorieux de Juin 36 et le gouvernement de Front populaire ont soulevé d'immenses espoirs parmi les travailleurs. Pourtant cette expérience s'est conclue par la répression contre le mouvement ouvrier, la guerre et le régime vichyste.

Ces événements ont montré la force de la classe ouvrière en lutte. Les concessions du patronat ont été au niveau de la peur devant la puissance des travailleurs. Les occupations d'usines étaient massives : tous les travailleurs y participaient, avec interdiction de quitter les lieux sans autorisation du comité de grève.

Juin 36 a montré une fois de plus qu'il n'est pas possible de gérer l'Etat bourgeois au profit des travailleurs. Léon Blum lui-même dira qu'il a été le «gérant loyal» du capitalisme. Il a manqué à la classe ouvrière un parti révolutionnaire décidé à abattre l'appareil d'Etat bourgeois. Si le PC n'a pas directement géré l'Etat comme il le fera plus tard de 1944 à 1947, puis en 1981, il a néanmoins soutenu le gouvernement.

Juin 36 marque aussi le passage du PC dans les rangs des partis nationaux responsables, avec son adoption du drapeau tricolore et de slogans nationalistes, qui débouchera sur sa participation à la guerre dans la Résistance (après le bref intermède du Pacte germano-soviétique).

Peut-on dire que Juin 36 a été une «occasion révolutionnaire manquée»? Trotsky écrit à cette époque : *«La révolution française a commencé»*... Pourtant Juin 36 vient après le triomphe du stalinisme en URSS, du nazisme en Allemagne, du fascisme en Italie, c'est-à-dire après une série de très graves défaites ouvrières, au moment où la grande vague révolutionnaire qui suivit la Première Guerre mondiale retombait. Le rapport de forces international était donc très défavorable aux travailleurs, et la politique du PC a été en partie la conséquence du stalinisme, puisqu'il était alors étroitement subordonné à l'Internationale dirigée par le Kremlin.

On peut noter aussi que, si les travailleurs ont souvent dépassé les consignes syndicales, il ne s'est formé aucune fraction révolutionnaire significative à la gauche du PC; les groupes trotskystes n'ont pas réussi à gagner de l'audience, et sont restés des groupuscules beaucoup moins influents qu'aujourd'hui. Tous ces éléments donnent à penser que Juin 36, malgré sa force, n'a pas représenté un mouvement révolutionnaire comme ceux qui se développèrent en Russie, en Allemagne et en Italie au lendemain de la Première Guerre mondiale.

Néanmoins, Juin 36 a marqué la conscience ouvrière pendant une longue période : chaque travailleur a pu mesurer la puissance de la grève générale. Juin 36 a aussi été pour la première fois en France une atteinte à la propriété des patrons et à leur droit divin au sein de l'entreprise avec les occupations. Malgré la contre-offensive patronale, les rapports entre patrons et salariés ont été profondément et durablement transformés par Juin 36.

*Combat communiste* n° 111, mai 1986



# La classe ouvrière reprend confiance en elle

**Tout le monde est d'accord sur l'importance extraordinaire du mouvement de grèves de mai-juin. On a parlé du plus formidable, du plus gigantesque conflit social qu'ait jamais connu la République. A coup sûr, c'est un mouvement comme on n'en voit que tous les quinze ou vingt ans.**

**C'est le troisième grand mouvement que je vois. J'avais déjà vu 1906 et 1919-20. L'explosion de 1936 est plus formidable. Au moins le paraît-elle. Peut-être cela tient-il surtout à ce qu'elle a surpris davantage.**

Le mouvement pour les huit heures de 1906 avait été préparé pendant deux ans, ayant été décidé au congrès confédéral de Bourges en 1904; on l'attendait donc. Le mouvement de 1919-1920 fut une sorte de revanche de ce qu'on avait enduré tant à l'usine qu'au front pendant des années de guerre; on l'attendait aussi. Mais on n'osait pas attendre, au moins aussi proche et aussi magnifique, l'explosion du mois dernier. Nous nous disions bien, les vieux, que cela viendrait. Tant de misère, tant de contrainte, tant d'oppression devait aboutir à une flambée de révolte. Mais quand ?

Dans son article de l'autre quinzaine, «La vie et la grève des métallos», un article qui ouvre et éclaire notre historique du dernier mouvement, S. Galois (1) en a montré la cause profonde et le facteur décisif. L'esclavage dans l'usine moderne, la souffrance accumulée pendant des années, tout ce que le patronat avait réussi à imposer depuis la défaite ouvrière de 1919-1920, sur laquelle étaient venues s'appesantir la rationalisation, puis la crise économique, voilà la cause profonde, la cause essentielle des dernières grèves. Le facteur décisif de leur déclenchement, ç'a été la venue du gouvernement de Front populaire. Enfin la police ne serait plus au service du patron ! Enfin le gouvernement serait, sinon bienveillant, au moins neutre ! Du coup, on n'a pas eu la force de supporter plus longtemps. Pas même d'attendre que le nouveau gouvernement soit formé. La grande détente s'est produite.

Ç'a été la grève de la métallurgie parisienne. Puis son extension à presque toutes les corporations de l'industrie privée. Paris et sa région forment le plus grand centre ouvrier de ce pays, on le méconnaît trop. Non seulement le plus grand centre métallurgiste, mais le plus grand centre de produits chimiques, le plus grand port de France, de beaucoup le plus grand centre de chemin de fer, sans compter tout le reste. De la région parisienne, la grève a gagné tout le pays.

Une même souffrance, jointe à une même espérance, a trouvé son expression dans une forme nouvelle de grève.

Gardons-nous de perdre de vue la cause profonde de ce vaste mouvement. C'est en ayant sans cesse à l'esprit son caractère de force naturelle que nous éviterons d'en laisser rapetisser les résultats. Un tel mouvement n'a pas d'un coup donné tout ce qu'il apportait. Il n'est pas épuisé, ni terminé; il continue: pour défendre ce qui a été obtenu; pour que les corporations en retard arrachent à leur tour leur morceau de pain, leur lambeau de liberté pendant le travail.

Ne perdons pas de vue non plus le facteur décisif qu'a été le Front populaire. Pas de méprise non plus de ce côté. Surtout devant les jugements catégoriques, devant les condamnations impitoyables que prononcent un certain nombre de groupes et de sectes oppositionnels. Je ne sais pas si nous l'avons écrit, mais nous avons dit souvent à la veille de ces événements: «Impossible de savoir ce que donnera le gouvernement du Front populaire. Peut-être pas grand-chose. Mais, à son abri, nous pourrions reconstruire notre organisation syndicale, c'est-à-dire ramener au syndicat les travailleurs de l'industrie privée et leur redonner confiance en eux. Si nous pouvons faire cela, ce ne sera pas rien. Et, quand le Front populaire s'effondrera, s'il s'effondre, il restera une classe ouvrière capable de se défendre, et même de continuer la lutte. Nous ne devons pas nous dresser contre le gouvernement de Front populaire; nous ne devons rien faire pour contrecarrer et empêcher son expérience; nous devons l'appuyer dans toute la mesure de nos forces (2) chaque fois qu'il travaille dans notre sens; nous ne devons rien faire qui puisse permettre, même à tort, de rejeter sur le mouvement syndical la responsabilité de l'échec de cette expérience de Front populaire.»

Nous ne pensons pas que les événements nous donneraient si vite et si largement raison. Par le seul fait de sa naissance, le gouvernement de Front populaire a donné à la classe ouvrière plus que nous n'osions espérer de six mois d'efforts à son abri. Dans son premier mois d'existence, à la suite d'une merveilleuse vague de grèves, il a fait signer les accords Matignon, instituant les contrats collectifs et les délégués d'ateliers, il a fait voter toute une série de lois sur les 40 heures, sur les vacances payées.

Accords et lois ne seront respectés et appliqués que si la classe ouvrière en impose le respect et l'application. Bien sûr. Mais les syndicats ne sont-ils pas là pour cela ?

### **En revenant du Mur**

Examinons d'un peu près comment le mouvement est parti. Deux articles de *L'Humanité* nous seront d'un grand service. Le premier est un article, paru le 20 mai, sous la signature de Croizat, secrétaire de la Fédération des métaux et député communiste. Il fait le récit de la victoire remportée par les métallurgistes de l'usine Bréguet du Havre. On trouve dans

ce conflit les principaux caractères du grand mouvement: la grève dans l'usine, l'entretien du matériel, le paiement des deux journées de grève.

Le lendemain du 1<sup>er</sup> Mai, la direction de l'usine Bréguet avait congédié deux ouvriers, deux militants, pour avoir chômé la veille. Des délégations ouvrières se rendent auprès de la direction pour demander l'annulation de cette mesure. Une semaine se passe; les tentatives de négociations échouent. Le lundi 11 mai, la grève dans l'usine commence. Six cent ouvriers, la totalité du personnel, restent à l'usine la nuit du lundi au mardi. Devant la vigueur du mouvement et la sympathie qu'il trouve dans la population havraise, la direction Bréguet accepte l'arbitrage du député-maire du Havre, M. Léon Meyer. La sentence arbitrale comporte la réintégration des deux ouvriers congédiés, mais elle y ajoute autre chose, le paiement des journées de grève :

*Considérant que, depuis de nombreuses années, il est constant dans l'industrie de laisser les ouvriers libres de chômer ou de travailler le 1<sup>er</sup> Mai, que cette tradition aurait dû d'autant plus être respectée qu'elle s'est produite dans le calme et sans qu'aucune pression de débauchage ait été exercée;*

*Considérant en conséquence que les raisons pour lesquelles Friboulet et Vachon ont été congédiés ne sauraient être admises;*

*Décide:*

*Qu'il y a lieu pour les établissements Bréguet de les réintégrer dans leur emploi;*

*Considérant, d'autre part, que la manifestation unanime de solidarité à laquelle ont pris part les ouvriers desdits établissements a été la conséquence d'un acte qui n'aurait pas dû se produire;*

*Dit qu'il y a lieu de ce fait d'opérer le paiement des journées normales des 11 et 12 mai.*

Un exemple comme celui du Havre méritait d'être connu. Croizat avait raison de lui donner la publicité de *L'Humanité*. Si l'on peut s'étonner de quelque chose, c'est que les autres journaux ouvriers n'en aient pas fait autant et que cet événement ouvrier significatif n'ait été rendu public qu'avec huit jours de retard.

Cet exemple était-il d'initiative communiste ? C'est peu probable. Le mouvement avait été mené par le syndicat des métaux et par l'union locale du Havre, à la vieille tradition syndicaliste révolutionnaire. Qu'il soit d'inspiration syndicaliste ou communiste, d'ailleurs cela importe peu; ce qui importait, c'était de donner cet exemple et de le faire connaître. Un pareil exemple devait faire des petits. L'idée en était dans l'air. Presque au même moment que les métallos du Havre, ceux des usines Latécoère, à Toulouse, accomplissaient les mêmes gestes.

C'est ce que nous voyons dans un article de Pierre Delon, paru dans *L'Humanité* du 24 mai, donc le matin de la manifestation au Mur des fédérés. Après avoir rappelé la victoire du Havre, Delon en signale quelques

autres, aussi significatives. D'abord celle des usines Latécoère, à Toulouse, réplique trait pour trait de celle du Havre. Là aussi la direction avait renvoyé des ouvriers, trois au lieu de deux, pour avoir fait le 1<sup>er</sup> Mai. Grève de solidarité le 12 mai. Repas servis dans les ateliers par la Bourse du travail de Toulouse. Arbitrage du maire. Réintégration des trois camarades, reconnaissance du syndicat et des délégués. Il ne manque que le paiement des journées de grève.

Delon signale encore une grève aux usines Bloch, à Courbevoie; cette fois pour une augmentation de salaires. Après quarante-neuf heures de grèves dans l'usine, avec le ravitaillement assuré par le Front populaire de Courbevoie, un contrat collectif est signé. On obtient un relèvement des salaires, des vacances et les deux journées de grève payées.

Pour terminer, Delon annonce que les ouvriers de chez Nieuport, à Issy-les-Moulineaux, ont revendiqué les mêmes conditions que chez Bloch; dans plusieurs autres usines on a posé des revendications. La conclusion de l'article est à citer:

«Dans la région parisienne, les métallos, s'inspirant de ces luttes, sauront imposer à la chambre syndicale patronale la discussion du contrat collectif de travail. Cet après-midi, ils se rendront en masse au Mur des fédérés pour manifester avec leurs camarades de toutes corporations: pour le pain, la paix, la liberté.

«Le 24 mai, au Mur, 600 000 ouvriers de la région parisienne défilaient. Les métallurgistes y étaient nombreux. Ils eurent le temps, tout l'après-midi, de commenter les exemples que leur avaient donnés leurs camarades du Havre, de Toulouse et de Courbevoie. Ils sentirent la force de leur nombre.

«Une manifestation de l'ampleur de celle du Mur ne pouvait pas ne pas avoir un écho le lendemain dans les usines. Quand on se sent fort dans la rue, on ne peut pas continuer à se sentir esclave à l'usine. Quand on a vu, devant le Mur des combattants de la Commune, le président du Conseil de demain lever le poing comme les camarades (3), comment ne pas croire que, cette fois, le gouvernement n'est plus du côté des capitalistes ?»

Le lundi 25 mai, les métallurgistes de chez Nieuport, à Issy, déclarent la grève sur le tas. Ceux des usines Sautter-Harlé débrayent pendant une demi-heure pour appuyer une délégation partie à la direction présenter des revendications; satisfaction est obtenue. Une autre victoire, à Villacoublay. Chez Hotchkiss, à Levallois, débrayage à 2 heures, seize ouvriers ayant été prévenus qu'ils étaient congédiés. A l'usine Lavalette, à Saint-Ouen, les ouvriers passent la nuit dans l'usine.

Le mardi, le mercredi, le jeudi, l'effervescence ne cesse de grandir; bientôt toute la métallurgie de la région parisienne est en grève, en grève sur le tas. Les boîtes d'aviation sont parties les premières; toutes les autres ont suivi. Les plus grandes, Renault et Citroën, comme les autres. Le lendemain du Mur, les exemples du Havre et de Toulouse ont été suivis.

L'idée de la grève sur le tas, qui était dans l'air depuis un mois, est entrée dans les usines.

### **Les facteurs secondaires**

S. Galois écarte un peu trop facilement quelques facteurs secondaires du mouvement. Les causes profondes jouent rarement seules. Souvent se répète l'histoire de l'étincelle et du tonneau de poudre. Le tonneau de poudre peut exploser à un moment ou à un autre, même ne pas exploser du tout. Il peut y avoir plusieurs étincelles. Il semble bien qu'il y en ait eu plusieurs. Les bourgeois intelligents dont parle S. Galois, et qui ont cru que la grève avait été provoquée par les communistes pour gêner le nouveau gouvernement, ne se sont peut-être pas tellement trompés. De même l'ouvrier intelligent à qui S. Galois a entendu dire qu'au début la grève avait sans doute été provoquée pour gêner ce même gouvernement. Elle trouve que cette rencontre est drôle. Moins drôle sans doute que la tête des patrons et des communistes à voir sauter le tonneau de poudre.

Vous l'avez remarqué, les deux premiers conflits, ceux du Havre et de Toulouse, tous deux dans des usines d'aviation, ont été provoqués par des renvois d'ouvriers ayant fait le 1<sup>er</sup> Mai. La sentence arbitrale du Havre stipule qu'un tel renvoi rompait avec la tradition de laisser libre le chômage du 1<sup>er</sup> Mai. Ces renvois ressemblent beaucoup à des provocations patronales à la grève. Que dire des seize congédiements de chez Hotchkiss, le lendemain de la manifestation au Mur ? La provocation n'est-elle pas caractérisée ?

Il serait facile de retenir tels ou tels propos, telles ou telles remarques, mais ces trois mesures de renvoi ne suffisent-elles pas à faire penser que le patronat a voulu vraisemblablement saluer la naissance du gouvernement Blum par quelques grèves ? Dans quel but l'a-t-il fait ? En vue d'une opération politique ? Possible. Peut-être aussi pour faire une opération spéculative, une affaire tout court.

Les patrons de la métallurgie savent calculer; ils savent même, par une longue expérience, qu'on peut obtenir de l'Etat, ce gros client, un sérieux relèvement des prix de certaines commandes, se traduisant par de copieux bénéfices, en invoquant une modique augmentation des salaires qu'on a été contraint d'accorder sous la menace d'une grève. Le fait que le mouvement soit parti de l'industrie de l'aviation, qui vit uniquement des commandes de l'Etat, est un indice de plus en faveur de cette hypothèse. L'opération politique n'est pas impossible non plus. Glisser quelques grèves sous les premiers pas du gouvernement du Front populaire, creuser devant lui le trou d'une période sans journaux, donc fertile en rumeurs et propice à la panique, et le faire choir dans ce trou en venant au monde, avouez que ç'aurait été un coup de maître pour le grand état-major patronal et pour le trust Hachette. Ce n'aurait été après tout que le recommencement du coup de Clemenceau exploitant la grève des journaux lors des élections de 1919 pour faire élire la Chambre bleu horizon.

Les patrons ont seulement oublié qu'il ne faut pas jouer avec le feu autour d'un tonneau de poudre. Gare à l'explosion ! En effet, différentes choses ont sauté en mai-juin.

Il est difficile de ne pas reconnaître l'intervention des communistes à l'origine du mouvement. Ce serait même commettre une injustice à leur égard. Qu'ils n'aient pas prévu l'ampleur du mouvement, c'est probable. Mais, le coup de sonde, c'est bien eux qui l'ont donné. La sonde a rencontré la nappe d'eau souterraine, le courant de souffrance et d'espoir qui cherchait une issue. L'issue trouvée, une vague de grèves inattendue s'est répandue partout.

Reste à savoir ce que voulaient vraiment les chefs communistes. Ils ont une telle habitude de la recherche des sous-produits qu'on est amené à leur prêter des idées de derrière la tête, même quand on les voit faire les choses les plus naturelles et les plus utiles. Ont-ils voulu gêner le gouvernement du Front populaire ? Certes, ils l'ont assuré de leur soutien fidèle et sans éclipse. Mais leur réputation de jésuites rouges est si bien assise que leurs assurances les plus fermes sont sujettes à caution et que leur fidélité prête à sourire. Quand on a sauté à pieds joints du «classe contre classe» le plus farouche à la défense des classes moyennes, et du défaitisme révolutionnaire au culte de Jeanne d'Arc et de *La Marseillaise*, il faut s'attendre à ne pas être cru sur parole.

Jusqu'au second tour du scrutin, le gouvernement de Front populaire qu'ils escomptaient, que tout le monde d'ailleurs escomptait, ce n'était pas un cabinet Blum, mais un cabinet radical. Leurs préférences allaient à un cabinet Herriot. Le maire de Lyon, depuis ses voyages à Moscou, a toutes leurs sympathies. Mais, dans la nouvelle Chambre, le groupe socialiste est le plus important de la majorité. A lui de former le gouvernement. De suite, d'ailleurs, Léon Blum a revendiqué cette tâche et cette responsabilité. Mais si le vrai ou le faux jacobinisme des radicaux s'accorde admirablement avec le néo-blankisme patriotique des communistes nouvelle manière, il n'en est pas de même du pacifisme genevois des socialistes. En outre, Léon Blum et les socialistes sont moins dociles que les radicaux.

Les communistes ont-ils voulu leur apprendre à être plus dociles ? Ont-ils cherché à faire sentir leur force et signifié qu'il fallait compter avec eux ? Ce n'est pas du tout impossible. Ont-ils simplement poussé aux grèves pour accroître leur influence dans la CGT réunifiée et dans la classe ouvrière ? C'est possible aussi. Mais il se peut encore, n'écartons pas l'hypothèse, qu'ils aient pensé que l'existence d'un mouvement du Front populaire n'excluait pas les grèves et la poursuite des luttes ouvrières. Ce n'est pas parce qu'il y aura un cabinet Blum ou un cabinet Cachin qu'on ne devra plus faire de grèves. Le gouvernement du Front populaire a ses tâches, les ouvriers et les syndicats ont les leurs.

Si les communistes ont raisonné ainsi, loin de les en blâmer, il faut les en féliciter. Ils ont en ce cas rappelé aux travailleurs qu'ils devaient se

garder de laisser endormir leur force propre, qu'ils devaient au contraire poursuivre l'action directe, l'action directement exercée sur le patronat, qu'ils devaient retremper leur arme traditionnelle, celle de la grève. Au moment où l'action indirecte, par la voie gouvernementale, pouvait flatter la paresse humaine et éveiller des illusions, un tel rappel a été opportun et précieux. Nous aurions préféré que ce rappel vînt de la CGT elle-même, mais d'où qu'il soit venu son effet ne peut qu'être bienfaisant. Et, dans ce cas, même s'il en découle une certaine gêne pour le gouvernement du Front populaire, celui-ci se doit de la trouver normale et de la regarder comme un stimulant.

Quoi qu'il en soit, il est sûr que la propagande communiste visant à gêner le gouvernement, comme les provocations patronales visant au même but, n'auraient donné que quelques grèves isolées. Nous avons eu un mouvement large et puissant qui ne peut être l'œuvre que de causes profondes. Lorsque ces dernières entrent en jeu, elles emportent tout devant elles; elles font servir à l'intérêt ouvrier jusqu'aux provocations patronales.

### **Le Front populaire défiguré**

Depuis le 6 février, nous remontons la côte. Nous étions descendus, d'année en année, bien bas, si bas que c'est un miracle si les fascistes n'ont pas franchi le pont de la Concorde, envahi le Palais-Bourbon et fait flamber la maison et le régime parlementaires. Le sentiment du danger a fait se ressaisir le pays.

Nous avons vu se réaliser un certain nombre de choses que nous ne croyions pas aussi prochaines. L'unité d'action impossible avant le danger a été possible après. L'unité syndicale que nous n'osions plus espérer s'est refaite; je me rappelle ma stupéfaction quand je lus sous la plume de Gêrôme, dans *Europe* de mars ou avril 1934, parmi les premiers moyens de résister au fascisme, la réalisation de l'unité syndicale dans le délai d'un mois. Comme il y va! m'écriai-je. Il a fallu plus d'un an. Mais c'est tout de même Gêrôme qui avait raison. L'unité syndicale s'est faite vite, beaucoup plus vite que nous ne pensions.

Mais, en se réalisant, unité d'action et unité syndicale ont pris parfois un visage fort peu sympathique. Ce qui a permis à certains qui les avaient appelées de tous leurs vœux de ne plus les reconnaître une fois qu'elles ont été là.

L'unité d'action, le jour où elle s'est faite, a non seulement écarté ses partisans de la première heure, elle a été dominée par ceux qui l'avaient le plus violemment combattue. Qui se souvient que le Parti communiste y était hostile à la veille du 6 février, alors que montait le danger fasciste? Hostile encore le 6 février même, quand l'Association républicaine des anciens combattants, le service d'ordre du Parti communiste, mêlait ses troupes à celles des anciens combattants et des fascistes place de la Concorde? A moins que... Hostile toujours pendant les six mois qui suivi-

rent le 6 février, repoussant avec grossièreté les propositions d'unité d'action que lui faisaient les socialistes.

Brusquement, un jour, changement de ton, renversement d'attitude; le Parti communiste ne se contente pas de rallier l'unité d'action, il en devient le champion, il la prend sous son aile, elle est à lui. Impuissant à résister plus longtemps à la volonté profonde de la classe ouvrière, il se jette à la tête du courant pour l'unité d'action. Moscou a compris, un peu tard, que, s'il persistait dans la tactique qui avait conduit en Allemagne à la victoire des nazis, le fascisme s'installerait aussi en France et qu'alors des heures terribles sonneraient pour ce qui reste de la révolution russe. Mais, le jour où l'unité d'action se réalise, où les communistes, au lieu de crier : «Daladier en prison !», se mettent à crier : «Daladier au pouvoir !», comment ne pas faire la grimace et ne pas trouver que l'unité d'action prend une singulière figure? Pourtant ce n'est pas une raison pour lui devenir hostile.

De même pour l'unité syndicale. Elle ne s'est pas faite, comme nous l'espérions, sous la poussée des partisans qu'elle comptait dans l'une et l'autre CGT. L'une des deux avait trouvé moyen de flanquer à la porte tous les éléments qui chez elle se pronçaient en faveur de l'unité; elle avait posé en principe qu'une CGT unique équivaldrait à une CGT de trahison. Brusquement encore, changement de vapeur. Les communistes ne s'opposent plus à l'unité syndicale; ils y poussent; elle se réalise. Elle est faite par ceux-là mêmes qui des deux côtés en étaient les adversaires quelques mois avant. Nous n'allons pas le déplorer. Que l'unité soit faite d'une manière ou de l'autre, c'est secondaire. L'important, c'est qu'elle soit faite.

La classe ouvrière y trouvera son compte, le vieux syndicalisme aussi. Ceux qui récemment encore faisaient de l'ironie sur notre conception de l'unité syndicale, «talisman et panacée», se sont-ils demandé ce qui se serait passé lors du dernier mouvement si l'unité syndicale n'avait pas existé? D'abord, il est probable que le mouvement n'aurait pas eu lieu. Mais, même s'il était parti, le voyez-vous déchiré entre deux CGT, tiré à hue et à dia par des syndicats rivaux ? Au lieu de réussir, il aurait lamentablement échoué.

Comme l'unité d'action, l'unité syndicale est un fruit du 6 février. C'est un résultat de la menace fasciste. Le Front populaire en est un autre. Presque dès sa naissance, le Front populaire est apparu avec une figure inquiétante. Reportons-nous à un an. Deux questions nous préoccupaient. Les déclarations de Staline, les décrets-lois annoncés.

Manifestation solennelle et grandiose, le 14 Juillet. Mais, le 16, publication des décrets-lois de Laval sur la réduction des salaires des fonctionnaires et des ouvriers des services publics. Pas de réaction. Sauf celle qui se produira dans la quinzaine, sous la forme de mouvements sauvages, aux arsenaux de Brest et de Toulon.



Les déclarations de Staline du 15 mai 1935, «comprenant et approuvant pleinement la politique de défense nationale faite par la France pour maintenir sa force armée au niveau de sa sécurité», sont applaudies par le Parti communiste unanime, par Zyromski et tous les Homo-Grumbach du Parti socialiste; et naturellement aussi par les radicaux. On sait que les plus jacobins de ces derniers seront, le jour venu, les plus chauvins. Bayet ne le sera pas moins à la prochaine que Aulard à la dernière.

Pour le Parti communiste, le tournant est rude; c'est l'ordre d'abandonner toute opposition au service de deux ans, en attendant de réclamer celui de trois ans; c'est l'approbation des mesures militaires des gouvernements Doumergue et Laval; c'est le ralliement à la politique de Barthou d'encerclement de l'Allemagne et de guerre préventive. L'ordre est exécuté docilement.

Au chant de *La Marseillaise*, le drapeau tricolore flottant au vent, ce drapeau emblème de la bourgeoisie, symbole d'une période historique dépassée, les communistes, entraînant le Front populaire, vont-ils nous conduire à la guerre, à la soi-disant croisade contre le fascisme et contre Hitler ?

Pour détruire le fascisme en Allemagne, accepterons-nous de l'installer en France ? Rien ne dit qu'il sera détruit en Allemagne. Mais il est probable que la guerre l'installera en France. La guerre met le pays sous la poigne du militarisme. Notre grand état-major a assez regretté de n'avoir pas mieux utilisé la dernière guerre pour qu'il ne rate pas l'occasion que lui fournira la prochaine de s'installer au pouvoir.

Alors, des camarades de plus en plus nombreux se demandent avec inquiétude si le Front populaire n'est pas une sinistre duperie. Au lieu d'un rassemblement pour la résistance à l'aggravation des conditions de vie, ne va-t-il être qu'un rassemblement pour la capitulation devant les décrets-lois? Au lieu d'un rassemblement pour la paix et pour la résistance au fascisme, qui est par essence un nationalisme, un nationalisme porté à l'exaspération, le Front populaire n'est-il que le prélude à l'union sacrée de la prochaine guerre ?

Ces inquiétudes sont légitimes. Mais elles posent une grave question: un grand mouvement peut-il être détourné facilement de son but par les chefs qu'il s'est donnés, ou plutôt qui se sont donnés à lui ?

Les masses ébranlées par la menace fasciste du 6 février 1934, les ouvriers, les paysans et les petits-bourgeois qu'a mobilisés le Front populaire, les centaines de milliers de manifestants qui répondent à chacun de ses appels dans la région parisienne, les millions d'électeurs qui ont envoyé une majorité au Parlement, tout ce vaste peuple s'est mis en branle pour de grandes idées simples et fortes; il désire que cessent les querelles entre chefs, entre partis, entre mouvements; il est animé de la mystique de l'unité d'action et de l'unité tout court; il veut de tout cœur ce que le Front populaire lui dit vouloir : le pain, c'est-à-dire la résorption du chômage, la

solution de la crise économique, une solution quelle qu'elle soit; la paix (4), c'est-à-dire pas plus de guerre contre l'Allemagne d'Hitler que contre personne; la liberté, c'est-à-dire ne pas plus tomber sous la matraque nazie que sous la fiole d'huile de ricin fasciste, et nous pouvons ajouter : sous la justice administrative de Staline.

Y aurait-il donc une volonté du rang distincte de la volonté des chefs, une pensée des troupes du Front populaire différente de la pensée ou de l'arrière-pensée des partis qui dirigent ce Front ?

Les révolutionnaires qui dénoncent depuis des mois le Front populaire n'aperçoivent pas cette distinction. Elle est réelle cependant. Ce n'est pas le Front populaire qu'il faut condamner, mais les partis, ceux des partis qui veulent mener le Front populaire vers un objectif différent de celui qui est annoncé. Evidemment, un grand mouvement peut être détourné de sa route. Facilement? Je ne le crois pas. Ce sera difficile et même impossible si les masses joignent à l'ardeur la clairvoyance.

Que faire ? Il faut marcher avec les masses (5), à leur pas : et non s'éloigner d'elles. Elles nous surprendront plus d'une fois; elles nous obligeront même à courir. N'est-ce pas ce qui vient de se produire avec le dernier mouvement de grève ? Elles nous ont non seulement obligés à courir, elles ont ramené de très loin, de diablement loin, des camarades dégoûtés par les luttes entre tendances de ces dernières années.

Sans le Front populaire, la dernière explosion de grèves n'aurait pas eu lieu. Avouons qu'il prend une figure moins inquiétante.

### **Résultats importants**

Pouvait-on obtenir plus ? Certains se le demandent. Je me demande, au contraire, si nous pourrions faire entrer en application tout ce qui a été obtenu. Le mouvement ne s'est pas terminé avec les grèves. Il continue à l'intérieur des usines pour la défense du contrat collectif et par la désignation des délégués d'atelier. Le plus difficile reste à faire.

Chez les métallurgistes parisiens, le souvenir n'était pas perdu de l'occasion manquée de 1919 de faire signer par le patronat un contrat collectif. Ils ne voulaient pas manquer une seconde occasion. En 1919, les patrons avaient joué habilement entre les diverses tendances ouvrières pour aboutir à ne rien accorder. Si bien qu'une belle grève de 150 000 métallos finit dans la paye la plus complète. Profitant de ce que les syndicats parisiens des métaux n'étaient pas exactement informés des discussions qui avaient eu lieu entre la Fédération des métaux et le Comité des forges et de l'accord intervenu pour la mise en application des 48 heures sans diminution de salaire, les patrons parisiens, avec M. Richemond à leur tête, réussirent ce premier coup : faire traîner la conclusion du contrat régional et mettre le désaccord entre la Fédération des métaux et les syndicats parisiens; temps gagné et possibilité de manœuvrer; dans les rangs des grévistes, bousculant les militants des syndicats, un courant se forma défendant ce point de vue : il ne s'agit pas de revendications corporatives,

il s'agit de faire la révolution. Hélas ! la révolution ne fut pas faite, mais le contrat collectif ne fut pas signé non plus; la grève finit en débandade.

Les métallos parisiens n'ont pas voulu recommencer 1919; ils n'ont pas permis à M. Richemond de recommencer son tour de force. Le contrat collectif, cette fois, est signé. Mais les discussions ont été laborieuses. L'accord Matignon est du 7 juin : la signature du contrat des métallos parisiens n'est venue qu'une semaine après. Pourparlers rompus, puis repris. Les obstacles ont été surmontés. Les salaires des catégories les plus défavorisées ont été relevés sensiblement; les journées de grève n'ont pas été payées, mais les patrons ont dû consentir des indemnités dures à avaler. «Il faut savoir finir une grève», a dit Thorez aux communistes parisiens, en particulier à ceux des métaux. Il est plus important encore de savoir éviter les traquenards patronaux.

Autrefois, nous avions de grosses préventions contre les contrats collectifs. Nous pensions qu'ils servaient de frein aux minorités agissantes. Nous avons appris qu'il était un frein plus puissant : celui de la lourde masse. Pour avancer, il faut amener celle-ci à un niveau au-dessous duquel on ne puisse la faire descendre. Ce niveau, c'est la convention, c'est le tarif syndical, un point d'appui solide. L'avance sera peut-être moins importante pour la minorité qualifiée, encore n'est-ce pas sûr, mais elle se fera d'ensemble, pour tous. Le professionnel dans la métallurgie, notamment, était arrivé à ne se défendre guère mieux que le manœuvre. De là la nécessité du contrat collectif. Un détail m'a surpris dans le contrat parisien : la multiplicité des catégories de salaires. N'y a-t-il pas là un moyen de maintenir ou de porter la division parmi les ouvriers ? Nos camarades des métaux devraient bien nous donner leur avis là-dessus.

L'accord Matignon comporte en outre l'institution des délégués ouvriers; c'est une conséquence du contrat collectif; pour veiller à l'application du contrat, il faut à l'usine, travaillant avec leurs camarades, des délégués qui soient les représentants du syndicat.

Parmi les anciens de la métallurgie, l'idée des délégués d'atelier a soulevé longtemps des craintes; la crainte qu'ils ne deviennent fréquemment les représentants du patron et que les syndicats de maison ne remplacent le syndicat de toute la corporation. Nulle chose n'est sans inconvénient; les craintes des anciens avaient quelque fondement; cependant, le souvenir laissé par les délégués d'atelier de la période de guerre les avait heureusement contrebattues.

Si les syndicats et les ouvriers y veillent, surtout si les délégués restent au travail avec leurs camarades, les avantages dépasseront de beaucoup les inconvénients. Nous aurons le véritable syndicat de masse; le contrat collectif appelle le syndicat de masse; les délégués d'atelier seront autant de représentants, de piliers du syndicat sur le lieu de travail.

C'est ainsi que s'explique la montée prodigieuse des effectifs de la CGT. Au dernier Comité confédéral, le 16 juin, on donnait le chiffre de 2600000 syndiqués. La montée continuera quelque temps, disait-on, puis il se produira un déchet. Aujourd'hui, les 4 000 000 sont atteints. Ils seront dépassés. Un déchet se produira sans doute, mais il sera largement compensé par les couches nouvelles de salariés qui formeront leurs syndicats. L'industrie privée, qui n'avait pas 10% de syndiqués, en aura 75% avant peu, grâce au contrat collectif.

Le mouvement dernier a été le mouvement de l'industrie privée. La CGT a sagement opéré en demandant aux organisations de services publics de ne pas affaiblir ce caractère et de se réserver pour une autre heure.

Un autre aspect du mouvement, c'est qu'une jeunesse ardente vient de s'affirmer. De tous côtés l'écho en parvient; du côté des magasins comme du côté de la métallurgie. Dans tel grand magasin il fallait voir, m'assure-t-on, comment une jeune équipe menait son millier de grévistes. N'a-t-on pas rapporté ce mot d'un grand patron de la métallurgie : «Pas étonnant que nous ayons été battus, nous avions pour chefs des hommes de 70 ans, alors que les représentants des ouvriers n'avaient pas plus de 30 ans.» Pouvait-on obtenir plus ? Ne diminuons pas la victoire qui vient d'être remportée. Ce qui a été obtenu est énorme. Contrat collectif, délégués ouvriers, 40 heures, vacances payées, cela représente un relèvement du niveau de vie pour des couches nombreuses de la classe ouvrière; pour veiller au respect de ce qui a été promis, notre mouvement syndical (6) se renforce au-delà de toutes nos espérances.

Une forme nouvelle de la grève a été trouvée. Le patronat avait réussi à émousser la vieille. Une nouvelle a été imaginée. Tout de suite elle a fait fureur, jusque dans les corporations les plus inattendues. Le patronat réussira peut-être à l'émousser à son tour. Mais de nouvelles formes surgiront, nous en sommes sûrs.

Les juristes peuvent dire qu'ils ne considèrent pas cette forme de grève comme quelque chose de légal. La grève, la vieille grève aussi, a été regardée longtemps comme n'étant pas conforme aux règles et aux principes de la loi civile française. Elle a conquis son droit péniblement, douloureusement, à coup de grèves illégales, d'années de prison et de fusillades. Le fait précède toujours la loi. La grève-occupation est un fait que la loi reconnaîtra un jour prochain, sans qu'il soit besoin de le payer si cher.

C'est la révolution qui commence ? Je ne suis pas aussi ambitieux. Il me suffit de penser que c'est une classe qui reprend confiance en elle.

**Pierre Monatte.**

(Cet article paru dans *La Révolution prolétarienne* n° 225-226 du 25 juin-10 juillet 1936 est tiré du site La Bataille socialiste.)

## Notes

1. Pseudonyme de Simone Weil.

2. Où l'on constate – hélas ! – que les syndicalistes révolutionnaires ne raisonnaient pas de façon très différente, en 1936, que les trotskystes, néo-trotskystes, altermondialistes ou «gauchistes» d'aujourd'hui. Les illusions sur les vertus du soutien critique à la gauche réformiste et stalinienne ont la vie dure (NPNF, 2010).

3. S'il suffit qu'un futur Premier ministre (un président du Conseil) lève le poing pour qu'il devienne un «camarade», on comprend mieux pourquoi Mitterrand, près de 50 ans plus tard, fut soutenu par le PCF ! (NPNF, 2010)

4. À plusieurs reprises, Monatte revient sur ce thème de la paix, croyant naïvement que la guerre entre la France et l'Allemagne pourrait être évitée. De ce point de vue, au moins, on peut dire rétrospectivement que Trotsky et les trotskystes avaient une conscience plus claire de l'imminence d'une nouvelle guerre impérialiste (NPNF, 2010).

5 En fait de «marcher avec les masses», ce que Monatte propose c'est un soutien critique au Front populaire, avec une tonalité nettement plus antistalinienne et antisoviétique que antisocial-démocrate. Il tombe ainsi, comme beaucoup d'autres avant et après lui, dans un piège classique : juger le stalinisme pire que la social-démocratie (les trotskystes font généralement le raisonnement inverse, tout aussi faux). Sociaux-démocrates et stalinien sont tous deux des ennemis de la classe ouvrière, il n'y a pas à préférer l'un à l'autre, ni à soutenir l'un contre l'autre (NPNF, 2010).

6. Vision à courte vue, là aussi, contraire à l'évolution historique que l'on peut déjà déceler à l'époque. De ce point de vue, Trotsky, dans son dernier article «Les syndicats à l'époque de la décadence impérialiste» (août 1940), perçoit beaucoup plus clairement que Monatte à quel point les syndicats sont intégrés à l'Etat bourgeois : *«Il y a un aspect commun dans le développement ou, plus exactement, dans la dégénérescence des organisations syndicales modernes dans le monde entier : c'est leur rapprochement et leur intégration au pouvoir d'Etat. Ce processus est également caractéristique pour les syndicats neutres, sociaux-démocrates, communistes et anarchistes. Ce fait seul indique que la tendance à s'intégrer à l'Etat n'est pas inhérente à telle ou telle doctrine, mais résulte des conditions sociales communes pour tous les syndicats»* (NPNF, 2010).

# Luttes ouvrières 1944-1947

## 1944 : Les travailleurs restent muets

**Les troupes américaines et alliées, les résistants organisés dans les FFI (les Forces Françaises de l'Intérieur, furent créées le 1<sup>er</sup> février 1944 et absorbèrent les Francs-Tireurs et Partisans, FTP, encadrés par le PC) ont renversé la sanglante dictature pétainiste qui pesait sur les travailleurs depuis quatre ans. Mais cette «libération» n'a pas été le fait des travailleurs. Aucune grève générale, sinon la veille ou le jour même de l'arrivée des soldats et des résistants dans les grandes villes.**

À la «libération», après cinq années de guerre, le pays était exsangue : économie dans le chaos, ravitaillement insuffisant et précaire, finances en désordre, chômage. *«Le gaz est coupé à 21 heures, l'électricité de 9 heures du matin à 17 heures. Dans les villes, la ration avoisine 90 grammes de charcuterie par semaine, ainsi que 150 grammes de viande; l'allocation mensuelle de sucre est de 500 grammes, de même que le beurre. Vêtements et chaussures ne sont obtenus que contre des points de textile. Le combustible est rare, sauf au marché noir (1).»* Un million et demi d'immeubles ont été détruits ou endommagés par les combats, ce qui fait que les conditions de logement de la population laborieuse sont misérables.

Cependant, malgré ces conditions de vie très dures, le rapport de forces n'est pas favorable à la classe ouvrière, car les travailleurs ont trop d'illusions sur de Gaulle, la SFIO, le PCF, la CGT, pour entamer une véritable lutte pour le pouvoir. Quant aux «comités de libération» et aux «milices patriotiques» (organisation para-policière dont la tâche était dans l'immédiat d'exercer des représailles contre les collaborateurs, formée à l'initiative du PC en juin 1944 et dissoute en novembre 1944 par Thorez à son retour d'URSS), ce sont loin d'être des soviets et des milices ouvrières dans leur écrasante majorité, mais des organismes contrôlés entièrement par les stalinien et créés de toutes pièces, sur des bases nationalistes, pour remplacer l'appareil d'Etat vichyssois.

### «Produire d'abord»

Le gouvernement formé par de Gaulle, où siègent communistes, socialistes et MRP, se fixe pour tâche de «redresser l'économie nationale». La CGT, où le PCF est majoritaire, est au premier rang de la bataille de la production, bien sûr. «Faire du charbon» est «la forme la plus élevée du devoir de classe», comme le déclare le secrétaire général du PCF. La bourgeoisie appelle les travailleurs à «produire» tout autant d'enfants (*«12 millions de beaux bébés qu'il faut à la France dans les dix ans à venir»*) que de marchandises. Les conditions de travail dans les usines sont très

dures, le coût de la vie augmente constamment (10% d'inflation par mois), le ravitaillement s'effectue dans des conditions défectueuses.

Une brochure éditée par *La Cause du Peuple* il y a quelques années décrit la misère qui était le lot quotidien des travailleurs, et notamment des mineurs, à l'époque : *«C'est un vrai supplice, intolérable pour un mineur, de ne pas pouvoir se débarrasser de cette couche gluante et noire qui s'est incrustée dans sa peau pendant ses huit heures de travail : il n'y a pas de savon. Pas un ouvrier de la mine n'échappe à la gale qui, jour et nuit, le ronge et rend chaque jour son travail plus insupportable. Le pain est rationné et est en plus immangeable : pas de fruits, pas de beurre pour le briquet; le bidon ne contient qu'une eau noirâtre faite avec des petits pois brûlés, qui remplacent le café. Malade ou blessé, il n'y a pas de médicaments. On ne trouve pas de farine de moutarde pour faire un synapisme. Si le docteur prescrit du sirop, il faut porter sa ration de sucre au pharmacien. Les remèdes de bonne femme sont revenus à la mode. La mortalité infantile est effrayante dans les corons. Les compagnies minières n'ont construit aucun logement ouvrier depuis 25 ans; elles entassent les ouvriers, les vieux et les jeunes couples, à deux ou trois ménages par maison (2).»*

Les salaires sont tellement bas que les travailleurs sont obligés de faire des heures supplémentaires en pagaille et d'accepter le travail aux pièces et au boni. *«Crevez les plafonds, travaillez davantage, voilà qui permettra d'augmenter vos salaires»*, conseille le ministre stalinien du Travail. Les travailleurs sont appelés à *«retrousser les manches»*, à *«produire d'abord, revendiquer ensuite»*.

Pour ceux qui croient que les rapports entre les ouvriers, d'un côté, les patrons et la maîtrise de l'autre vont changer, Croizat, dirigeant stalinien de la Fédération des métaux et ministre du Travail, précise : *«Il a été parlé d'un établissement d'Etat dans lequel on voulait faire élire les cadres par le personnel : c'est la preuve qu'on n'a rien compris au véritable rôle des comités mixtes. Il ne s'agit pas pour eux de diriger les entreprises, mais d'aider à les rénover par une production accrue. Il y a des patrons, des directeurs responsables de la production. C'est à eux alors de choisir leurs cadres, ceux à qui sont confiés les postes, à tous les échelons, sans quoi il n'y aurait plus d'autorité. Les comités mixtes sont avant tout l'expression du patriotisme dans le travail»* (*La Vie Ouvrière*, 7 juin 1946). *«À Waziers, Thorez cite en exemple les métallos qui renoncent à leurs vacances pour fabriquer des marteaux-piqueurs. La Tribune, organe du syndicat des mineurs du Pas-de-Calais, publie dans la rubrique "Des artisans de la Renaissance française", le nom des ouvriers qui ont augmenté le rendement. La durée du travail se ressent de cette "émulation". Une circulaire est adressée par le secrétaire d'Etat communiste au Travail, Patinaud, à ses inspecteurs pour ne pas s'en tenir à l'officielle semaine des 40 heures et recommander la semaine des 48 heures (3).»*

## Les premières grèves

Les quelques grèves qui éclatent en 1945 et 1946 sont violemment dénoncées par la CGT et le PCF. Lorsqu'en décembre 1945 éclate une grève des fonctionnaires, Thorez, qui est ministre de la Fonction publique, refuse de donner satisfaction aux grévistes. En janvier 1946, les rotativistes de la presse remettent en cause le blocage des salaires et Thorez s'écrie au conseil des ministres : *«Ce sont des anarchistes qui se sont déshonorés pendant la guerre ! Jamais je n'ai entendu parler d'un ouvrier du Livre qui ait refusé d'imprimer le Pariser Zeitung.»*

Lors de la grève des postiers d'août 1946, grève victorieuse déclenchée par des militants anarcho-syndicalistes de la tendance Force Ouvrière de Bordeaux, malgré l'opposition de la fédération CGT contrôlée par le PCF, Monmousseau écrit dans *L'Humanité* (5 août) : *«Les premières informations que nous recevons démontrent qu'une poignée d'agents, répartis dans différents centres, qui sous l'Occupation collaborèrent avec Pétain, sont à la base du mouvement d'indiscipline qui risque de compromettre les postiers et la CGT aux yeux de la population française.»*

Notons au passage que si le PCF, entre 1945 et 1947, traite les grévistes de «fascistes», de véritables fascistes pullulent encore dans l'appareil d'Etat et dans la direction et l'encadrement des entreprises avec la complicité du PCF. Même si nous pensons que l'élimination politique d'ennemis de la classe ouvrière ne change pas la nature de l'appareil d'Etat, il est clair que la présence de ministres du PCF au gouvernement n'a même pas servi à les mettre hors d'état de nuire.

### **La grève Renault (avril-mai 1947)**

La grève Renault fut la première lutte qui eut un poids véritable à l'échelle nationale. Déclenchée, le 25 avril, par le comité de grève élu par près de 700 des 1 200 ouvriers du secteur Collas et dirigé par un militant de l'Union Communiste (ancêtre de Lutte Ouvrière), la grève s'étend progressivement au reste de l'usine malgré l'opposition de la CGT qui répand à profusion calomnies et mensonges dans les autres départements de l'usine. Le 29 avril, la CGT appelle à une heure de débrayage !

Un comité central de grève de 105 membres est formé. Le 1<sup>er</sup> mai, des militants de Renault qui distribuent un tract (imprimé à 100 000 exemplaires) pour la grève générale sont attaqués par le service d'ordre CGT pendant la manifestation. Le mouvement s'étend à d'autres entreprises de la métallurgie dans la région parisienne et même en province. Le 2 mai, soit neuf jours après le début de la grève, la CGT se prononce pour la grève à la suite d'un référendum à bulletins secrets et entame des négociations avec le gouvernement. Le 9 mai, la reprise du travail est votée par 12 075 voix contre 6 866. Le secteur Collas poursuit la grève pour le paiement des jours de grève et obtient partiellement satisfaction quelques jours plus tard (28% des heures de grève pour ceux qui ont fait grève une semaine, 20% pour les grévistes de Collas qui ont lutté pendant deux semaines).



Laissons Pierre Bois, dirigeant du comité de grève et militant de l'UC, tirer le bilan de cette grève :

*«La grève Renault d'avril-mai 1947 a été à l'époque un événement important à plus d'un titre. D'abord parce que, grâce à elle, les travailleurs ont renoué avec la tradition des luttes passées, en redécouvrant la grève comme arme de classe. Ensuite parce que la grève Renault a redonné une impulsion considérable au mouvement ouvrier (...). Enfin, sur le plan politique, elle a été la cause directe de la fin de la participation communiste au gouvernement (le 4 mai 1947, NDLR) qui durait, vaille que vaille, depuis la Libération, sous de Gaulle d'abord, au travers du tripartisme ensuite. Enfin et surtout, cette grève, déclenchée et dirigée par des militants révolutionnaires (...) a montré que ces militants pouvaient, dans un de ses fiefs ouvriers, contester au PCF son "monopole" de fait sur la classe ouvrière et qu'ils étaient bien les seuls à défendre réellement les intérêts aussi bien immédiats que lointains des travailleurs.»*

#### **Les grèves (4) de novembre-décembre 1947**

Le départ des ministres staliniens du gouvernement (5) – Ramadier, socialiste, était alors président du Conseil – permet aux travailleurs de ne plus retenir leur mécontentement. Au mois de juin, la SNCF, plusieurs banques importantes, les grands magasins, les mines de charbon et les usines Citroën sont touchés par des grèves. Même si le PCF ne cherche qu'à faire pression sur le gouvernement pour qu'il s'oppose au Plan Marshall, il laisse alors ses militants se porter à la tête des grèves.

Devant la hausse constante des prix (40% pour la seule année 1947 !) et la modicité des rations alimentaires, les travailleurs manifestent à Alençon, à Verdun, au Mans, dans la région lyonnaise. Des préfectures sont attaquées. On peut découper les mois de novembre et décembre 1947 en trois périodes : une première vague de grèves du 10 au 19 novembre 1947; une seconde encore plus large du 19 au 29 novembre; une période de repli du 29 novembre au 9 décembre.

Lors de la première vague, il y a trois zones touchées :

– Marseille «où le 10 novembre l'UD-CGT et le PCF organisent une manifestation de protestation contre la hausse des tarifs de tramway : 5 manifestants sont arrêtés dont 3 doivent passer en correctionnelle le 12 (6)».

Ce jour-là, les travailleurs manifestent devant le Palais de Justice et l'Hôtel de Ville. Durant la nuit, des cafés de luxe et des boîtes de nuit sont saccagés; au cours d'une bagarre entre partisans du RPF et ouvriers, un jeune travailleur est tué. *«Le lendemain, la grève est générale à Marseille, tandis que le gouvernement dirige sur la ville des renforts de troupes, d'autant plus nécessaires à ses yeux que deux compagnies de CRS ont refusé la veille de marcher contre les manifestants (7)».*

– Les Houillères du Nord et du Pas-de-Calais.

– La métallurgie parisienne (Ford, Renault).

Le 19 novembre, il y a environ 100 000 grévistes à Paris, 100 000 dans le Nord et 100 000 dans les Bouches-du-Rhône. Après le 19, la grève s'étend encore.

«Le 21, les instituteurs de la Seine démarrent; le 23, la grève des cheminots, qui a débuté dans le Sud-Est, gagne les autres régions. La métallurgie suit dans l'Est, le bâtiment à Paris. Les dockers cessent le travail le 24, électriciens et gaziers le 25. L'Humanité annonce 700 000 grévistes le 22, 1 000 000 le 23, 1 500 000 le 26. Le 26, la Fédération des cheminots lance officiellement l'ordre de grève; le 28, c'est le tour de la Fédération Postale (8)». Un comité national de grève, formé par les fédérations CGT contrôlées par le PCF, place Benoît Frachon à sa tête et refuse les propositions du gouvernement. Le PCF n'hésite pas à politiser le mouvement en lançant une vigoureuse campagne contre «l'assassinat de la République» par le «parti américain».

Le gouvernement décide d'engager l'épreuve de force, accuse le PCF de provoquer des émeutes de caractère «insurrectionnel» (appuyé d'ailleurs par Blum) et envoie les flics un peu partout contre les grévistes, notamment contre les mineurs. Le gouvernement rappelle 80 000 réservistes de l'armée et réduit les effectifs des garnisons d'Allemagne. À l'Assemblée, le député communiste Calas fait l'éloge des vigneron de 1907 et le groupe parlementaire communiste entonne le chant à la gloire du 17<sup>e</sup>. De Saint-Etienne à Nice, en passant par Valence et Béziers, les travailleurs tiennent le pavé contre les flics. «Et pourtant, à dater du 5, le mouvement gréviste semble s'essouffler : échec dans le métro parisien; pas de débrayage dans le Livre (journaux) ni chez les employés; reports successifs de la grève des fonctionnaires; chez les postiers, l'effectif gréviste est limité (9)». Le 9, brusquement, le Comité national de grève décide la reprise. «La crise est terminée. Jules Moch pourra se présenter comme le sauveur du régime (10)». 1228 travailleurs sont condamnés pour entrave à la liberté du travail.

### **Exclus du gouvernement, les staliniens continuent fondamentalement la même politique**

Contrairement à ce que l'on pourrait croire, le PCF et la CGT n'ont pas véritablement changé d'attitude entre mai et octobre 1947. Jamais les directions staliniennes et réformistes n'ont appelé les travailleurs à la grève. Simplement, au lieu de s'y opposer de front comme avant la grève Renault, ils en prennent la tête pour mieux dévoyer les luttes. Comme l'écrit *La Vie ouvrière*, le 26 novembre : «C'est un fait que, pendant deux ans et demi, la France a été un des pays capitalistes qui a connu le moins de grèves. La raison est bien simple, les ouvriers ne font pas grève pour leur plaisir. Quand on donne satisfaction à leurs revendications, ils n'ont aucune raison de quitter le travail. C'est ce qui se passait en 1945-1946, Croizat et les autres communistes étant ministres.»

Et Benoît Frachon déclare dans *L'Humanité*, le 7 décembre : «*Jamais la CGT n'a lancé le mot d'ordre de grève générale.*» Et c'est bien en effet le problème. Contrairement aux accusations du gouvernement, de la CFTC et des partisans de Force Ouvrière (FO scissionnera de la CGT le 19 décembre), la majorité stalinienne de la CGT n'a jamais voulu renverser le gouvernement et défendre sérieusement les intérêts des travailleurs. Les travailleurs n'avaient que peu de confiance en le désir des syndicats de respecter leur volonté; les comités de grève n'étaient pas élus mais nommés par en haut dans de nombreux endroits. Les entreprises débrayaient et reprenaient le travail sans coordination entre elles. Les revendications avancées par la CGT étaient très modestes : alors que les prix entre février 1945 et septembre 1947 ont augmenté de 235% par rapport au salaire de base de 1945, le «minimum vital» que réclame la CGT ne représente qu'une augmentation de 150%. Les 25% d'augmentation réclamés par les staliens représententy 2500 F par mois à la base. Or, le 26 novembre, le gouvernement en accordant une indemnité de vie chère de 1500 F coupe l'herbe sous le pied de la CGT ; et les bureaucrates de FO et de la CFTC ont beau jeu de dire : «Ces revendications peuvent être obtenues par la négociation, il y a autre chose derrière les décisions de la CGT» (argument qui porte auprès d'un certain nombre de travailleurs). Si, le 28 décembre, il y a eu jusqu'à quatre millions de travailleurs en grève, le mouvement de novembre-décembre 1947 s'est terminé par un échec : les augmentations obtenues sont ridicules, ne correspondant pas du tout à la hausse du coût de la vie. Les dirigeants du PCF et de la majorité de la CGT ne voulaient que montrer leur loyauté aux dirigeants de la SFIO et à la bourgeoisie française. Quant à la SFIO et à FO, ils jouaient la carte de «l'anticommunisme» et se faisaient les fidèles défenseurs de l'impérialisme américain en France. L'année 1947 se termine par une défaite de la classe ouvrière et une scission dans le mouvement syndical.

*Combat Communiste* n° 15, mai 1976

## Notes

1. *Cahiers de l'Histoire*, n° 48, août 1965, «Les gouvernements de la Quatrième République française», B. Iselin, À. Laburthe, p. 11.

2. *Mineurs en lutte, 1944-1948*, supplément à *La Cause du peuple*, n° 19.

3. «La grande illusion», *Quatrième Internationale* n°4, 15 octobre 1972.

4. *La grève Renault d'avril-mai 1947*, Pierre Bois, p. 45, brochure éditée par Lutte ouvrière.

5. «Les dollars sont de meilleurs alliés que les communistes», écrit un historien. En effet, le 10 mai, 5 jours donc après le départ des ministres du PCF, le gouvernement français recevra un prêt de 250 millions de dollars de la Banque Internationale pour la Reconstruction.

6. «Les grèves de novembre-décembre 1947», *La Vérité* n° 515.

7. *Idem.*

8. *Idem.*

9. *Idem.*

10. *Idem.*

# L'expérience Berliet

Par un arrêté en date du 5 septembre 1944 du Commissaire de la République de la Région Rhône-Alpes, la firme automobile Berliet a été mise «en administration séquestre». Monsieur Berliet et ses fils ont été arrêtés et transférés au Fort Montluc, ancienne prison de la Gestapo. En attendant, il se trouve à l'hôpital de l'Antiquaille. Le gouvernement a désigné Monsieur Mosnier comme administrateur, qui de son côté a désigné un «conseil consultatif» de trois membres, M. Boutiller, ingénieur des Mines, secrétaire du Préfet du Rhône, représentant les pouvoirs publics et les usagers, c'est-à-dire la bourgeoisie et son Etat; M. Pardin, ingénieur, secrétaire du syndicat des techniciens, nommé directeur technique; M. Besson, secrétaire du syndicat des ouvriers métallurgistes; M. Guérin, secrétaire du syndicat également; et enfin M. Bidault, en remplacement de M. Guérin.

Les usines Berliet restent donc propriété privée de la société par actions Berliet; Berliet lui-même, un des co-actionnaires, n'est même pas exproprié. Les autres actionnaires de la société anonyme continuent à empocher les bénéfices et les dividendes. Au contraire, l'effort accru des ouvriers, trompés par la nouvelle façade démocratique et réformiste, augmentera encore ces bénéfices.

## L'usine Berliet reste propriété capitaliste

Tous les ouvriers de chez Berliet le sentent plus ou moins, mais la nouvelle direction essaie de les tromper à ce sujet. Pourtant, tant que les ouvriers n'auront pas élu leurs propres comités ouvriers dans toutes les usines du pays, tant que ces comités ne s'empareront pas de la direction des moyens de production et de toutes les affaires politiques et économiques, l'ouvrier restera exploité par la classe capitaliste, par l'Etat capitaliste qui se présente sous la couverture de la «nation», de l'«intérêt général», de la «collectivité».

Même si M. Berliet et ses fils étaient expropriés par l'Etat actuel, ce ne serait qu'une expropriation au profit des autres capitalistes et non pas au profit du prolétariat. Les nationalisations capitalistes ne changent rien à la condition prolétarienne. Des améliorations réformistes ou démocratiques sont possibles, des augmentations de salaires peuvent avoir lieu, mais l'ouvrier reste un exploité et souvent, par l'illusion d'être libéré du joug capitaliste, l'exploitation augmente encore.

Toute nationalisation n'est pas socialiste. Ainsi Engels condamne les étatisations de Bismarck, ainsi les marxistes d'aujourd'hui dénoncent le caractère réactionnaire des nationalisations opérées par Hitler, par De Gaulle, par Roosevelt, par les gouvernements capitalistes du Mexique et de Turquie, etc. Même les nationalisations révolutionnaires opérées par la

dictature du prolétariat en octobre 1917 en Russie ont perdu leur valeur révolutionnaire depuis l'avènement d'une nouvelle classe exploiteuse en Russie, depuis la destruction des soviets qui étaient les seuls organes capables d'assurer la domination économique et politique du prolétariat.

Depuis la contre-révolution stalinienne en Russie, les capitalistes de tous les pays voient de plus en plus qu'ils pourront prolonger la durée de leur domination en «étatisant» certaines entreprises importantes et en racontant au prolétariat que ce serait un pas en avant vers le socialisme. Les étatisations en régime capitaliste, loin de libérer le prolétariat, renforcent au contraire son esclavage et la puissance concentrée de ses exploiters.

### **Les améliorations**

#### **apportées aux conditions de travail**

Les ouvriers ont le droit de fumer dans les salles de travail où il ne se trouve pas de matières inflammables. Berliet, patron de combat, autoritaire et despotique, ne tolérait pas que les ouvriers fument pour «ne pas perdre de temps». La nouvelle direction trouve d'autres moyens et, comme on peut le constater, des moyens plus efficaces pour «gagner du temps» et pour pousser à l'extrême l'effort des ouvriers. La cantine est bonne. Les gardes-chiourme ne sont plus derrière chaque ouvrier. C'est moins nécessaire, parce qu'une partie des ouvriers est encore assez «enthousiaste», c'est-à-dire assez illusionnée pour donner un maximum de force de travail. Les salaires ont été augmentés, 4 francs 40 par heure en moyenne. Cela ne fait même pas 40%, et pourtant la vie monte.

#### **Les aggravations des conditions de travail**

A la suite des bombardements, les ouvriers sont obligés de travailler dans l'eau jusqu'aux chevilles et dans les courants d'air. Tout est cassé, des murs, des vitres. Pour réparer cet état de choses, on demande des «volontaires» qui font des heures supplémentaires surtout le samedi. Ces heures sont payées sans majoration. Le travail au temps chronométré continue.

Rien ne pourrait mieux démontrer l'exploitation que le fait suivant : la production de voitures augmente sans cesse, mais les ouvriers manquent de moyens de transport pour aller à l'usine. L'ouvrier a le choix d'être bousculé dans le car ou de rester sur le pavé.

#### **L'escroquerie réformiste**

L'expérience Berliet est nouvelle pour la France, mais elle ne l'est pas pour le mouvement ouvrier international. Il suffit de rappeler l'exemple des «socialisations» en Allemagne et en Autriche en 1918. A ces occasions, la bourgeoisie faisait des concessions encore plus importantes que celles que nous voyons dans le cas Berliet. Certains Berliet allemands ont réellement été expropriés par l'Etat «démocratique» de Weimar et les ouvriers avaient un contrôle encore beaucoup plus important que ceux de chez Berliet. En Espagne «républicaine», la bourgeoisie confiait même aux bonzes syndicaux la gestion de certaines usines et la démocratie était

encore bien plus large que celle que nous voyons chez Berliet où la direction n'est pas élue mais désignée par le représentant du général de Gaulle, c'est-à-dire par le représentant de la bourgeoisie. Pourtant, même dans les exemples précités, la classe ouvrière restait toujours classe exploitée et la bourgeoisie ne lâchait jamais le gouvernail.

Cela n'empêche pas la nouvelle direction de chez Berliet, composée de différents valets conscients ou inconscients du régime capitaliste, de faire une propagande démagogique. Le reflet fidèle de cette propagande est le journal de l'usine *Contact* dont deux numéros sont déjà parus, 19 octobre et 9 novembre 1944.

### **Travailler pour la guerre impérialiste**

*Contact* avoue dès le premier numéro qu'il paraît pour être «le trait d'union entre les différentes catégories sociales» de l'usine; les marxistes savent que «les différentes catégories sociales» sont les CLASSES. Les démagogues ont peur de cette question. Le même éditorial prévoit «les malentendus et finalement la discorde». «Au service de la nation française», c'est l'article de M. Mosnier qui déclare ouvertement que la production a été freinée par les méthodes malsaines de M. Berliet et qu'avec les nouvelles méthodes de gestion il s'agit de travailler «pour la poursuite victorieuse de la guerre et pour relever la France de ses ruines»; pour arriver à ce surtravail dans l'intérêt de la «nation française» (lire bourgeoisie !) «il était nécessaire d'éliminer un patron de division dont la présence seule aurait interdit aux travailleurs de cette entreprise d'apporter une collaboration décidée, totale, dans le haut souci de l'intérêt général de la Nation».

«Nous fabriquons pour satisfaire les besoins urgents du pays, nous mettons à sa disposition tous nos moyens de production, toute notre énergie, toute notre force de travail». «Dans ces établissements mis aujourd'hui au service de la collectivité, le comportement d'un travailleur doit être marqué constamment du souci de l'intérêt collectif.» Ce langage est assez clair. M. Berliet, le patron de combat et le collaborateur, aurait, par sa seule présence, suscité des résistances de la part des ouvriers. Il devait disparaître dans «l'intérêt général» de l'impérialisme français qui se trouve plus que jamais en guerre et qui a besoin d'un effort maximum de la classe ouvrière. Maintenant que Berliet est remplacé par une commission de bureaucrates et de techniciens désignés par le Commissaire du gouvernement, les ouvriers n'ont plus droit à la grève, ni même à la Résistance passive, sinon ils seront traités comme des membres de la Cinquième colonne, comme des contre-révolutionnaires et comme des saboteurs de la propriété «collective». Comme on voit, la bourgeoisie française a appris quelque chose de l'expérience russe.

Le stakhanovisme est évidemment à l'ordre du jour. Nous savons que le stakhanovisme russe, instauré depuis 1936, n'est autre chose que le «système de la sueur» américain (Taylor) accentué et poussé jusqu'à

l'extrême. Ce système a été aboli et condamné par la révolution d'octobre 1917. La bureaucratie stalinienne, pour diviser la classe ouvrière, l'a repris. Et le numéro 2 de *Contact* appelle les «Milices patriotiques», les «Brigades de choc», les stakhanovistes de la production pour le relèvement et la renaissance de la France. La direction se propose de susciter «les initiatives, l'ardeur au travail... L'enthousiasme au relèvement des ruines de notre pays». Relèvement des ruines du capitalisme français, au lieu d'exploiter sa situation difficile pour l'abattre une fois pour toutes ! Et surtout, les ouvriers de chez Berliet travaillent actuellement non pas encore pour «le relèvement des ruines» mais pour en faire d'autres, car la plupart de la production ne sert qu'à la guerre impérialiste qui continue en France et au-delà des frontières.

### **Les ouvriers commencent à comprendre**

Le deuxième numéro de *Contact* reflète déjà le mécontentement grandissant des ouvriers. Certes, en première page, nous lisons le communiqué de la «bataille de novembre» : «Nous avons pris l'engagement d'honneur (!), après avoir produit en octobre 40% de plus qu'avant la Libération, de doubler la production en novembre et de dépasser de 20% la production mensuelle moyenne de 1943, malgré les difficultés et les ateliers mutilés.» Certes nous trouvons aussi en première page l'article démagogique de Bardin qui commence par ces mots : «Enfin nous voilà débarrassés des oppresseurs. La Maison Berliet devient la Maison de la Liberté.»

Après certains aveux concernant «les traces du régime infect», Bardin exalte le surtravail que «ni le froid, ni la pluie ne décourage». Ce n'est pas le langage camouflé d'un marxiste, qui choisit ses termes pour passer la censure, tout en exprimant toujours sa pensée marxiste, mais c'est le langage de l'ancien trotskyste qui n'a jamais cessé de considérer la Russie contre-révolutionnaire comme un «Etat ouvrier dégénéré». Pour ces gens-là, ce ne sont pas les ouvriers qui dirigeront les usines pour construire le socialisme, mais ce seront toujours des cliques de bureaucrates et de techniciens qui remplaceront l'ancienne bourgeoisie pour maintenir dans le salariat et dans l'exploitation capitaliste le prolétaire... tout en parlant de «liberté»...

Pourtant même d'après *Contact*, les ouvriers de chez Berliet sont mécontents.

- 1) «nombreux sont les camarades qui critiquent les salaires appliqués».
- 2) Ils considèrent l'usine Berliet toujours comme la «boîte Berliet».
- 3) Ils sont mécontents du manque de moyens de transport.
- 4) Ils se préparent, d'une façon «généralisée», «avant l'heure de sortie».

Dans ces quatre cas, l'organe du «personnel» prend position contre le personnel.

### **Promesses et menaces**

Et rien ne peut mieux démasquer son caractère de classe. Dans la question des salaires, Besson et Bidault font de vaines promesses, tout en



avouant «les salaires anormalement bas», inférieurs même aux autres salaires de la place de Lyon. «Nous disons donc que les critiques sont prématurées et qu'il ne tient qu'à nous, ouvriers et techniciens, d'améliorer notre situation en tenant nos engagements et en prenant nos responsabilités».

Vous voulez des salaires plus élevés ? Travaillez davantage !

En ce qui concerne la «boîte Berliet» : «Cette appellation doit disparaître». Comme si le changement d'appellation changerait quelque chose au fait. Tout en soulignant en première page la surproduction de voitures, on déclare en dernière page (*Le Reniflard*) : «Nous n'avons pas assez de cars, c'est entendu, mais...»

Et pour arriver au quatrième point de mécontentement «la section syndicale» fait appel : «Calculez un peu ce que cette perte de temps multipliée par le nombre d'ouvriers représente en perte dans la production totale» et exige que ces «habitudes inacceptables doivent disparaître». Aux vagues promesses se joignent des menaces non camouflées.

Les ouvriers qui osent critiquer sérieusement ou même résister à l'exploitation sont assimilés à la «Cinquième Colonne». Il faut souligner que la majorité des ouvriers ne s'engage pas comme «volontaires» pour les heures supplémentaires.

Les Milices patriotiques «doivent veiller à ce que les saboteurs ne viennent pas jeter la perturbation et faire échouer une expérience qui démontrera leur libération définitive. Elles feront la chasse aux semeurs de discorde, de désunion, aux fabricants de faux bruits malveillants, aux freineurs et aux saboteurs. Elles seront les brigades de choc, les stakhanovistes...»

### **La lutte de classe doit continuer**

Les Communistes Révolutionnaires doivent dénoncer la manœuvre réformiste et soi-disant démocratique qui est faite dans l'intérêt du capitalisme. Ils doivent démasquer le vrai caractère de classe de l'expérience Berliet, de Renault, et de toutes les autres entreprises mises sous séquestre d'Etat ou nationalisées au profit de l'Etat capitaliste. Seules les nationalisations au profit d'un Etat prolétarien, opérées par les comités des ouvriers d'un pays tout entier, sont progressives.

Les ouvriers ont prouvé plus d'une fois qu'ils sont capables de faire fonctionner les usines eux-mêmes, sans patron, groupés en comités qui prennent en main toutes les entreprises. Ils l'ont prouvé en Russie de 1917-1923, en 1918/19 en Allemagne, Autriche, Italie, Hongrie, plus tard en Espagne, au Mexique, etc.

En tout cas ce ne sont pas les expériences Berliet ou Renault qui peuvent nous apporter de nouvelles preuves.

Dans le cas particulier de Berliet, il faut souligner que l'entreprise n'a même pas été nationalisée ni expropriée. Berliet et les autres actionnaires, anonymes d'ailleurs, restent propriétaires et continuent à empocher les di-

videndes et les bénéfiques. Il est possible que ces bénéfiques soient dans une certaine mesure réduits mais alors ce n'est pas au profit du prolétariat mais au profit de l'Etat français qui s'appelle mensongèrement «nation» ou «intérêt général» et qui fait, avec la sueur et le sang des ouvriers, la guerre impérialiste aux côtés des impérialismes anglais, américain et russe, aujourd'hui contre l'Allemagne, demain contre le Japon et pour reconquérir les colonies ou pour écraser la révolution prolétarienne dans tel ou tel pays.

En expliquant aux ouvriers le sens capitaliste du changement de direction chez Berliet ou dans d'autres entreprises, les Communistes Révolutionnaires doivent appeler les ouvriers à la continuation de la lutte des classes pour la réalisation de toutes les revendications immédiates, pour l'augmentation immédiate des salaires correspondant à la surproduction des ouvriers et surtout au coût de la vie qui monte rapidement, pour l'échelle mobile des salaires, pour l'amélioration des conditions de travail. Cette lutte doit être menée non pas par des pétitions ou des discussions avec la nouvelle direction mais par les moyens classiques de la lutte ouvrière : par la grève depuis la grève perlée jusqu'à la grève générale.

A travers cette lutte de classe les ouvriers doivent former leurs **comités d'usine**, des comités élus par les ouvriers, entièrement indépendants de la bourgeoisie et de son Etat, à l'opposé des prétendus «comités mixtes» ou autres dirigés par le patronat ou l'Etat bourgeois. Les comités d'usine doivent finalement prendre la direction de l'usine. C'est la seule voie pour arriver à l'expropriation réelle des exploités.

Décembre 1944.

Lisez et diffusez la presse prolétarienne clandestine

*Pouvoir ouvrier*, organe central des Communistes Révolutionnaires

*Marxisme*, organe théorique des CR

*Le Prolétaire*, organe des CR de Toulouse

*Fraternisation prolétarienne*, organe des CR du Sud Est

(Archives de George Scheuer, document 454, Institut d'histoire sociale, Amsterdam)

# Le PC et l'URSS en 1944-1947

À l'issue de la Seconde Guerre mondiale, l'alliance entre les démocraties occidentales et l'URSS permit à la bourgeoisie française d'utiliser le PCF au mieux de ses intérêts en lui confiant des postes gouvernementaux. Les intérêts de la bourgeoisie française, de la bureaucratie du PCF et de l'Etat russe coïncidaient alors. Les choses se gâtèrent quand l'antagonisme entre les deux principaux impérialismes sortis vainqueurs du conflit – l'URSS et les Etats-Unis – latent jusque-là éclata au grand jour. L'éviction des ministres staliniens du gouvernement français le 5 mai 1947 fut ainsi liée à cette rupture Est-Ouest : le PCF avait certes bien rempli la tâche que la bourgeoisie attendait de lui en l'aidant à se remettre en selle, mais elle ne pouvait plus faire confiance à un parti possédant des liens aussi étroits avec une puissance adverse.

Le PCF ne quitta pourtant ses sièges gouvernementaux que contraint et forcé et ne perdit pas l'espoir de les récupérer rapidement. Ainsi le plan Marshall d' «aide économique» des Etats-Unis à l'Europe qui visait la vassalisation économique de cette dernière et fut publié le 5 juin 1947 (un mois après l'expulsion des ministres «communistes» du gouvernement français) ne se heurta pas tout de suite à l'opposition du PCF, d'une part parce que l'URSS avait participé aux négociations préliminaires mais aussi parce que le PCF tenait à ne pas abandonner sa politique de participation à la démocratie bourgeoise pour une opposition militante.

Le 8 mai, Duclos avait affirmé *«Les gens qui, en France, parlent de grève générale sont des imbéciles.»* Maurice Thorez expliqua dans son rapport au XI<sup>e</sup> Congrès du Parti (25/28 juin 1947) : *«Nous sommes et nous demeurons un parti de gouvernement, un parti conscient de ses responsabilités devant le pays (...). Nous continuons à penser et à dire que (...) “la perspective la plus heureuse pour notre pays serait le maintien prolongé aux affaires d'un gouvernement de large unité nationale et démocratique”. Nous gardons la même volonté d'union de toutes les forces ouvrières démocratiques. Nous n'avons pas changé et nous ne changerons pas.»*

À la fin de son discours, tous les délégués scandèrent «Thorez au pouvoir» et Cachin s'indigna «Par quelle aberration a-t-on pu se priver d'un tel homme d'Etat?» Entre juin et septembre, les grèves se multiplient en France, et la tension monte à l'échelle internationale entre Américains et Russes. Entre le 22 et le 27 septembre, les grèves se multiplient en France et la tension monte à l'échelle internationale entre Américains et Russes.

Entre le 22 et le 27 septembre, les neuf principaux partis staliniens de l'Est et de l'Ouest se réunissent en Pologne pour adopter une nouvelle politique et créer le Kominform. Le PCF et le PCI sont violemment attaqués par Jdanov qui veut pousser les PC à mener une campagne beaucoup plus violente contre les Américains et leur reproche de s'être fait manipuler par les socialistes. Les résolutions adoptées à cette réunion des PC européens ne seront rendues publiques qu'après le premier tour des élections municipales d'octobre 1947, ce qui montre que les Russes tenaient compte aussi de la nécessité pour le PCF de se ravitailler à la mangeoire de l'impérialisme français.

Thorez, le 29 octobre, se livre à une sévère autocritique de l'action du Comité central : *«Nous n'avons pas souligné dès le début et avec la vigueur nécessaire que nous n'avions été écartés du gouvernement que sur l'ordre exprès de la réaction américaine (...) nous avons laissé l'impression qu'il s'agissait d'une crise ministérielle plus ou moins ordinaire (...). Il en est résulté les indécisions, les flottements de notre groupe à l'Assemblée nationale. Pendant un certain temps, le Parti a semblé hésiter dans son opposition à un gouvernement qui méconnaît si gravement les intérêts du pays»*.

Le PCF, à partir de cette date, va tenir un langage un peu plus dur, même si dans les faits il se refuse à organiser une grève générale pour renverser le gouvernement. Coupant court ainsi à toute possibilité de débordement sur sa gauche, le PCF augmente la cohésion de ses militants et de son électorat au prix d'une certaine baisse de son influence électorale.

Les grèves de novembre-décembre 1947 s'expliquent par le profond mécontentement des travailleurs après deux années passées à retrousser les manches et non par le tournant international et les nouvelles consignes du Kremlin qui souhaite affaiblir les impérialismes rivaux. Ce tournant amena cependant le PCF à ne plus s'opposer aux mouvements ouvriers et même à en prendre la tête, tout en sabotant toute possibilité de débouché révolutionnaire. Le PCF s'efforça ainsi de détourner la combativité des travailleurs pour ses objectifs propres, en utilisant la grève comme moyen de pression sur le gouvernement afin de tenter d'imposer un «gouvernement d'unité démocratique et d'indépendance nationale où le PCF, le plus grand parti français, jouerait son rôle» et de combattre l'application du plan Marshall et la formation d'une Alliance atlantique dominée par les Américains.

Cette fois, les intérêts de la bureaucratie du PCF coïncidaient encore avec les intérêts de l'URSS. La bourgeoisie française ne lui avait pas laissé la possibilité de choisir : elle avait pris les devants en l'évinçant du gouvernement. Mais il est certain que, dès cette époque, une partie au moins de l'appareil du PCF avait pris goût à la gestion de l'Etat bourgeois et n'est retournée dans l'opposition que contrainte et forcée, davantage

peut-être par le choix de la bourgeoisie française que par les semonces du Kremlin, dans la mesure où la base sociale acquise en France lui permettait une autonomie qui ne s'est pleinement réalisée qu'aujourd'hui.

*Combat communiste* n°15, mai 1976

# Maurice Thorez a dit...

**En juin 1936, Maurice Thorez a dit : «Il faut savoir terminer une grève !» Nous avons terminé les grèves et ç'a a été la défaite des ouvriers, la réaction, la guerre. Depuis 6 ans la bourgeoisie de tous les pays s'engraisse, les ouvriers meurent, sur les fronts et sous les bombardements, de la faim et du froid.**

Le prolétariat en a assez de la guerre des capitalistes. Les mineurs belges, anglais et américains font grève. Les ouvriers italiens et allemands se lèvent. Les ouvriers français et espagnols vont les rejoindre. Enfin, les prolétaires de tous les pays vont s'unir pour leur propre cause, contre le capitalisme mondial.

Alors, Maurice Thorez se lève à nouveau et les 21-22-23 janvier 1945, il nous dit à la session du Comité central du PCF :

## PAS D'EXIGENCES SOCIALISTES OU COMMUNISTES

«Nous qui sommes des communistes (?) nous ne formulons pas présentement des exigences de caractère socialiste ou communiste. Nous disons cela au risque de paraître tièdes aux yeux de ceux qui ont constamment à la bouche le mot de révolution.»

## ENTENTE AVEC LES PATRONS

«Et comme nous l'Occupation, nous voulons, pour gagner la guerre, nous entendre avec tous les bons Français, ouvriers, employés, patrons»...NOUS SOMMES UN PARTI DE GOUVERNEMENT

«un parti qui a délégué... Billoux et Tillon dans le gouvernement. D'autres communistes ont été appelés aux plus hautes fonctions dans l'administration de l'Etat».

## LES GARDES CIVIQUES NE DOIVENT PLUS ETRE MAINTENUES PLUS LONGTEMPS

«C'est à l'autorité légale de procéder aux perquisitions, aux arrestations, aux jugements et à l'exécution des jugements... Ces groupes armés ont eu leur raison d'être avant et pendant l'insurrection... la situation est maintenant différente».

## POUR LES OFFICIERS DE PETAIN

«Nous ne manquons pas d'officiers de valeur, y compris ceux qui ont pu se laisser abuser un certain temps par Pétain et qui ne demandent qu'à se racheter».

## POURQUOI LE PCF A-T-IL TRAHI

## LA CAUSE DES OUVRIERS ?

Pourquoi la direction du PCF abandonne-t-elle ouvertement non seulement la préparation de la Révolution prolétarienne, mais même toute lutte revendicative ? Pourquoi Maurice Thorez tend-il la main au patronat ? Pourquoi le PCF est-il devenu un parti de ministres bourgeois ? Pourquoi exige-t-il maintenant non seulement le désarmement du peuple, mais

même la dissolution des Gardes civiques qu'il avait soutenues d'abord pour des raisons purement impérialistes ? La dissolution de tout groupe armé en dehors de l'armée et de la police capitalistes officielles ? Pourquoi les chefs «communistes» font-ils la chasse aux «gauchistes» et aux «sectaires» et font-ils appel en même temps non seulement aux officiers de M. de Gaulle mais aussi à ceux du maréchal Pétain ? Pourquoi le maréchal Staline a-t-il commandé cette politique de trahison ? Pourquoi est-il partout avec les généraux réactionnaires contre les ouvriers ? Pourquoi soutient-il les gouvernements royalistes en Italie, Roumanie et Bulgarie, le général von Paulus en Allemagne, le général von Mannerheim en Finlande ? Pourquoi a-t-il conclu un pacte avec Churchill contre l'insurrection de Grèce ? Pourquoi a-t-il fait massacrer les ouvriers de Varsovie et de Budapest ?

Parce que la révolution communiste a été étranglée en Russie même. Parce que la Révolution d'Octobre a été vaincue par le capitalisme mondial. Parce qu'une nouvelle classe d'exploiteurs capitalistes et impérialistes s'est emparée du pouvoir en Russie. Et les Staline, Thorez et Co qui ont depuis longtemps trahi le communisme sont les serviteurs de cette nouvelle bourgeoisie.

Mais attention ! la guerre n'est pas finie. La nouvelle révolution communiste mûrit partout, malgré toutes les manœuvres de trahison, malgré toutes les menaces. Le prolétariat russe, le prolétariat français, le prolétariat mondial sauront terminer la guerre par la Révolution.

Seule la révolution prolétarienne nous donnera le pain, la paix, la liberté ! Posez partout vos revendications ! Préparez vos grèves de masse ! En avant pour la grève générale ! Suivez l'exemple des grévistes belges, italiens, grecs, écossais, suédois ! Gardez vos armes ! Bientôt vous vous en servirez pour abattre le capitalisme !

Rompez avec le stalinisme et avec tous les traîtres au prolétariat ! En avant pour la construction du Parti communiste révolutionnaire ! En avant pour la révolution prolétarienne !

## **Les Communistes Révolutionnaires**

*(Tract non daté mais certainement diffusé en 1945, Archives de George Scheuer, document 449, Institut d'histoire sociale, Amsterdam)*

# Ouvriers du Livre : en avant !

## Tous les ouvriers : en avant !

Après les ouvriers du Livre du Gers, vous êtes les premiers de la Région parisienne à vous opposer à la bourgeoisie.

Vous n'avez rien voulu entendre aux prétextes que le patronat utilisait pour refuser une augmentation de salaires. Vous n'avez pas eu peur des menaces des traîtres des directions du Parti «Communiste» Français ou de la CGT. Ces traîtres à la classe ouvrière vous appellent des «saboteurs». Mais vous savez que vous défendez votre cause, celle de tous les ouvriers.

Vous montrez ainsi la voie aux ouvriers de toutes les corporations. Vous leur prouvez que la première arme de lutte contre le patronat est

LA GREVE

Ce moyen, pour obtenir vos revendications, doit être généralisé  
PARTOUT

Les ouvriers des autres industries doivent vous aider dans votre lutte, c'est le gage de la victoire. Vous devrez également les aider dans leur lutte qui les oppose à la bourgeoisie, au capitalisme, au gouvernement.

PREPAREZ VOS GREVES DE MASSES !

Le patronat qui se réfugie derrière le gouvernement, comme le font les bonzes de la CGT pour ne pas donner gain de cause aux ouvriers, objecte qu'il n'augmentera ceux-ci que si ses prix de vente sont élevés en conséquence. Mais, camarades, nous nous trouvons dans un cercle vicieux. Les salaires augmentent, la vie augmente de même.

Pendant que les ouvriers crèvent de plus en plus de faim, les bourgeois, eux, se nourrissent de mieux en mieux.

Sous prétexte de «terminer la guerre», la bourgeoisie et son gouvernement veulent nous affamer et nous imposer la servitude. Mais la guerre ne pourra prendre fin que si les ouvriers imposent la paix aux capitalistes par la Révolution. **Par la grève de masse et des manifestations de masse devant les ministères**, les ouvriers doivent imposer leurs revendications immédiates et préparer la lutte pour le pouvoir ouvrier. Les ouvriers italiens, grecs, belges et autres ont compris. Les ouvriers français commencent, eux aussi à comprendre. Les ouvriers du Livre défendent leurs intérêts de classe ! Tous les ouvriers doivent organiser la solidarité pour eux !

A BAS LA GUERRE IMPERIALISTE ! A BAS LA BOURGEOISIE  
ET SON GOUVERNEMENT !

EN AVANT POUR LA GREVE GENERALE !

**Les Communistes Révolutionnaires**

Paris, le 2 mars 1945

*(Archives de George Scheuer, Institut d'histoire sociale, Amsterdam)*



# 1<sup>er</sup> Mai 1945

## x Lutte et solidarité du prolétariat international

**Depuis six ans les ouvriers de tous les pays s'égorgent, les bourgeois dans tous les pays s'engraissent.**

**Assez de massacres.**

**La révolution prolétarienne commence.** Le prolétariat allemand se révolte contre ses oppresseurs nazis, pendant que Tolboukhine, maréchal de Staline, gracie les officiers nazis qui l'aident à réprimer la révolution allemande. Les ouvriers italiens continuent leur révolution commencée il y a deux ans. Les mineurs belges sont en grève. Les métallos suédois sont en grève. Les dockers de Londres sont en grève. Les mineurs américains préparent la grève.

C'est alors que Thorez et Saillant et de Gaulle veulent faire du Premier Mai la journée des patrons français pour la poursuite de la guerre impérialiste. Ces messieurs croient avoir domestiqué le prolétariat français.

Mais les dirigeants de la CGT ont dû reculer devant la pression des ouvriers. Nous avons obtenu le Premier Mai chômé. Il nous faut le Premier Mai payé et sans récupération.

Depuis plus de cinquante ans le Premier mai est la journée des travailleurs du monde entier. La classe ouvrière française montrera qu'elle est digne de ses traditions révolutionnaires en faisant grève générale le Premier mai.

Au mot d'ordre des «jeunes» : «Travailler d'abord, revendiquer ensuite», les ouvriers opposeront :

La lutte par la grève partout

Des manifestations devant les mairies, préfetures et ministères

pour l'augmentation des salaires,

pour leur ravitaillement,

contre l'augmentation des prix et la famine.

Pour les libertés de presse, de réunion, d'association pour la classe ouvrière.

Pour la libération des militants emprisonnés par les flics du capitalisme.

Contre la mobilisation et les recensements.

Pour la fraternisation avec les ouvriers de tous les pays.

Le Premier Mai 1945 les prolétaires de Paris, Lyon, Marseille, Toulouse, Bordeaux, Lille et de Londres, Berlin, Moscou, New York, Vienne, Milan, Turin, Athènes, Bruxelles, Salonique, Hambourg manifesteront contre la guerre impérialiste, pour la révolution prolétarienne.

Camarades ouvriers, formez vos comités de grève

Camarades soldats, joignez-vous à la manifestation de vos frères de classe

Premier Mai 1945, En avant vers la victoire du prolétariat international vers le pouvoir ouvrier

**Les Communistes Révolutionnaires** (pour la nouvelle Internationale Communiste)

*(Archives de George Scheuer, document 45, Institut d'histoire sociale, Amsterdam)*

Pour le moment, il n'existe pas d'étude historique détaillée et fiable sur les Communistes Révolutionnaires, l'OCR et leur organisation plus ou moins sœur, les RKD, les Revolutionären Kommunisten Deutschlands. Et il est probable, vu la mort de nombre d'entre eux, qu'il n'en existera jamais. Sans entrer dans des détails d'histoire groupusculaire, on peut dire qu'ils venaient du trotskysme ; qu'ils sont restés fidèles au léninisme pendant la plus grande partie de leur courte existence, de 1941 à 1946 ; qu'ils considéraient l'URSS comme un capitalisme d'Etat et la Résistance comme une opération bourgeoise au service de l'impérialisme ; qu'ils ont fait un travail internationaliste en direction de l'armée allemande sous l'Occupation, et que ces petits groupes ont explosé après 1946, chacun suivant son itinéraire politique individuel. La personnalité et les méthodes organisationnelles de Georg Scheuer ont suscité de violentes polémiques. On trouve la trace de ces débats dans les archives de Scheuer déposées à l'Institut d'histoire sociale d'Amsterdam, que nous avons pu consulter et où nous avons pu recopier ces tracts et articles. Nous n'avons pas la prétention de contribuer à l'histoire de ces courants, seulement de montrer qu'il existait, sous l'Occupation et à la «Libération», des militants qui analysaient clairement la fonction pro-patronale et anti-ouvrière du PCF dans la Résistance et dans la «reconstruction» de la France, et n'avaient aucune illusion sur le gaullisme et ses prétendus aspects «sociaux». C'est pourquoi nous reproduirons d'autres textes des Communistes Révolutionnaires dans notre prochain numéro consacré à la fumeuse identité nationale, voire dans d'autres numéros.

Deux livres évoquent brièvement l'OCR et les RKD : Pierre Lanneret, *Les internationalistes du «troisième camp» en France pendant la Seconde Guerre mondiale*, Acratie, 1995 ; et Georg Scheuer (décédé en 1996), *Seuls les fous n'ont pas peur*, Syllepse, 2002. On trouvera aussi quelques éléments dans le n°12-13 d'octobre 2002 de la revue *Dissidences*, notamment dans l'article de François Langlet «*Les 'internationalistes du troisième camp' durant la Seconde Guerre mondiale*» et une note de lecture sur le livre de Georg Scheuer, *Seuls les fous n'ont pas peur* écrite par J.-G. Lanuque.

*Ni patrie ni frontières*

# À bas la mascarade du Premier Mai bourgeois !

Prolétaires, camarades,

Le Premier Mai était autrefois une journée de revendications du prolétariat international où les ouvriers versaient leur sang pour une Révolution symbolique, sans lendemain. La bourgeoisie impérialiste a fait du Premier Mai, comme de tous les anniversaires ouvriers (comme de celui du «Mur des Fédérés»), un rite religieux bourgeois. Et tous les rites religieux sont un opium pour les travailleurs.

Le Premier Mai 1945 était la fête de l'épuration bourgeoise, aux cris de «Pétain au poteau». On utilisait la haine ouvrière contre ce vieil assassin bourgeois et ses acolytes pour calomnier le malheureux prolétariat allemand et blanchir la bourgeoisie française «patriote».

Le Premier Mai 1946 sera la fête de la «Renaissance économique française», dit l'appel de la CGT.

Or, il ne s'agissait pas pour nous d'«épurer» la société bourgeoise de ses «traîtres à la patrie», mais de détruire la société et la patrie bourgeoises qui engendrent la guerre impérialiste et le massacre mutuel des ouvriers.

Aujourd'hui, il ne s'agit pas de «produire et reconstruire» au profit des capitalistes (patrons, trusts ou monopoles d'Etat) pour les renflouer dans la concurrence et pour leur donner de quoi renforcer la police («la France forte» !). Il s'agit de refuser tout travail au Capital et de tourner les forces ouvrières vers sa destruction.

Car le capitalisme international (américain, russe, anglais, français, allemand, etc.) qui a mis au chômage le quart du prolétariat mondial en 1929-32, qui a tué 10 millions d'hommes en 1914-18 et 50 millions en 1939-45, multipliera sans cesse ses victimes jusqu'à ce qu'il soit supprimé.

Tous les partis résistants dans le monde défendent le capitalisme. Il n'y a pas «des» partis ouvriers et «des» partis bourgeois. Il y a les partis bourgeois : les démocrates, les républicains, conservateurs, travaillistes, nationalistes, démocrates-chrétiens, etc. En France, PRL, MRP, Radicaux... et avec eux «communistes» et «socialistes», trotskystes. Aucun ne veut détruire le capitalisme. Si quelques-uns crient contre «les trusts», c'est pour favoriser les «nationalisations» et pour sauver le capitalisme par le capitalisme d'Etat.

Les syndicats, qui n'ont servi autrefois, dans le meilleur cas, qu'à «améliorer» le salariat, c'est-à-dire à maintenir le capitalisme, sont aujourd'hui un instrument du gouvernement anti-ouvrier de la bourgeoisie internationale. La Fédération syndicale mondiale (FSM) n'est qu'un appendice de

l'ONU, parlement mondial des Etats bourgeois. Les syndicats sont les cadres bureaucratiques-bourgeois de la classe ouvrière dans la production, nécessairement briseurs de grèves, jaunes et mouchards, aussi bien CGT que CFTC. Ils sont la police dans l'usine.

Le Parti «communiste» français, la CGT stalinienne aux 8/10<sup>e</sup>, et le Parti «socialiste» qui vont ont répété :

LEURS MOTS D'ORDRE : «Mort aux Boches !», «Vive de Gaulle !» et puis «Euration» et encore «Produire et Reconstruire».

LEURS PROMESSES : Bien-être et libertés.

Vous avez travaillé et fait des sacrifices pour la Résistance (dites : guerre impérialiste) et pour la «reconstruction» (dites : sauvetage du capitalisme).

RESULTATS : Les morts de la guerre, les salaires bloqués, la hausse accélérée des prix, la misère sans fin, la «liberté» de voter pour les «sacrifices de la classe ouvrière» en vue de la «Renaissance».

C'est le gouvernement des ministres du PCF, de la CGT et du PS, avec ou sans de Gaulle, qui nous a obtenu ces résultats.

LEURS NOUVELLES PROMESSES ? Elles sont dans la Constitution : la «propriété inviolable» (mais pour eux qui en ont une) ; les «nationalisations» (capitalisme d'Etat), ; mais, pour les ouvriers, le droit et le devoir de continuer à être «librement» exploités par les capitalistes.

Le MRP ne trouvait à y ajouter qu'un Sénat et quelques écoles de curés. Mais le MRP n'aura pas gain de cause car, aujourd'hui, pour tromper la classe ouvrière mécontente, il faut un gouvernement «ouvrier» de «communistes», de «socialistes» et de syndicalistes, qui camoufle le gouvernement bourgeois et le capitalisme qui continue sous sa protection.

PCF, PS, CGT empêchent les grèves pour les salaires et le ravitaillement. Demain, ils feront tout pour écraser la classe ouvrière quand elle aura compris, par expérience, qu'il ne suffit pas de lutter pour «améliorer» les salaires, mais qu'il faut supprimer le régime des salaires et créer la société communiste où les travailleurs dirigeront eux-mêmes la production et la distribution dans leur propre intérêt.

Pour exproprier les capitalistes et l'Etat patron, il faudra détruire toutes les bureaucraties de l'Etat bourgeois, y compris la bureaucratie «communiste», «socialiste», syndicale.

Le défilé du Premier Mai sera la grande parade de l'armée du travail encadrée par la caste bourgeoise des officiers et des policiers en civil du PCF, du PS et de la CGT. À la veille des élections, en présence de la bourgeoisie française et internationale aux balcons, on fera crier aux ouvriers : «Oui !» à la Constitution bourgeoise, «Oui !» à la production capitaliste, «Oui !» à la dictature bourgeoise, ce qui remplira d'aise les partisans les plus conscients du «Non» à la Constitution. Dans cette revue du 14 Juillet, il ne manquera que les tanks et les escadrilles. Mais pas mal de patrons auront prêté leurs camions (exemple Renault).

Prolétaires révolutionnaires,

Nous sommes trop faibles aujourd'hui pour libérer l'armée du travail de ses cadres bourgeois, et nous ne devons pas non plus nous heurter à elle. Nous sommes trop faibles encore pour former nos conseils ouvriers révolutionnaires armés qui briseront les polices, les partis bourgeois, les parlements et les syndicats, et qui seront notre pouvoir.

Mais dès maintenant nous vous disons :

N'allez pas au défilé du Premier Mai et, si vous y êtes, rompez les rangs !

N'allez pas aux manifestations bourgeoises, syndicales et démocratiques !

Rompez collectivement avec les syndicats !

Ne votez pas au référendum sur des querelles bourgeoises !

Le véritable Premier Mai prolétarien, ce sera la fête du printemps ouvrier, la Révolution prolétarienne.

Ouvriers conscients, votre place est aujourd'hui dans les rangs des communistes révolutionnaires qui développent et répandent le programme de cette révolution aux côtés de tous les ouvriers qui commencent à comprendre, à travers les grèves revendicatives faites malgré les syndicats, la nécessité inéluctable de la Révolution ouvrière mondiale.

L'Organisation Communiste Révolutionnaire

Edité par *Pouvoir Ouvrier*, Paris, fin avril 1946

*(Archives de George Scheuer, Institut d'histoire sociale, Amsterdam)*

Cet article de Pierre bois, membre de l'Union Communiste et du Syndicat Démocratique Renault (SDR) est paru dans *La Révolution prolétarienne* du 25 mai 1947, et se trouve sur le site Marxist Internet Archives, *NPNF*.

## *La grève des usines Renault*

Depuis des mois chez Renault, comme partout, le mécontentement des ouvriers augmentait en même temps qu'augmentaient les difficultés de la vie.

Quelle est la situation chez Renault ? On a souvent dit que Renault était la boîte la plus mal payée de la région parisienne. Ce n'est pas tout à fait exact. En général, dans la métallurgie, les boîtes moyennes et surtout les petites boîtes payent davantage que les grosses entreprises, genre Renault ou Citroën. Cela tient à ce que dans les petites boîtes la rationalisation est beaucoup moins poussée que dans les grosses. Les patrons ont intérêt à garder leur personnel qui se compose en grande partie d'ouvriers professionnels. Dans les grosses entreprises, du fait de la rationalisation, le personnel se compose en grande partie d'ouvriers spécialisés, facilement remplaçables.

D'autre part, dans les grosses entreprises, le patronat a les reins plus solides pour résister à la pression ouvrière. S'il est vrai que les ouvriers des grosses boîtes sont moins payés que ceux des petites, les tarifs dans les grosses entreprises, comme Citroën et Renault, sont sensiblement les mêmes. Il est évident qu'on peut montrer des bulletins de paye de 42 francs et 34,30 francs chez Renault, tandis qu'on montre des bulletins de 62 francs chez Citroën. Mais l'inverse est également vrai. Tout dépend des conditions de travail et du moment.

Ainsi, dans l'ensemble, avant l'augmentation des 25%, les ouvriers de Renault étaient mieux payés que ceux de chez Citroën. Depuis que les ouvriers de chez Citroën se sont mis en grève et ont failli renverser la voiture de Hénaff (fin février 1947), la moyenne des salaires chez Citroën est sensiblement supérieure à celle chez Renault.

On a essayé d'expliquer la prétendue infériorité des salaires chez Renault par le fait des nationalisations. Au début de la grève, les ennemis des nationalisations – toute la presse de droite – ont tenté d'expliquer notre grève par la faillite des nationalisations. Et s'ils ont eu l'air d'appuyer notre mouvement au début, ils se sont immédiatement rétractés lorsqu'ils ont vu que le conflit devenait un problème gouvernemental. Les amis des na-

tionalisations ont essayé de faire croire que notre mouvement était uniquement dirigé contre les nationalisations. Tout cela est faux.

En réalité, dès 1945, dans de nombreuses boîtes, notamment chez Citroën, une forte opposition se manifesta, de très nombreuses grèves sporadiques eurent lieu et si elles ne donnèrent que des résultats insignifiants, c'est que la bureaucratie syndicale ne rencontrant pas une opposition organisée suffisamment forte fut à chaque fois en mesure de saboter les mouvements. C'est ainsi que plusieurs camarades, après un travail de quelques mois, furent mis à la porte ou durent prendre leur compte après les brimades conjuguées de la section syndicale et de la direction.

Le mouvement de mécontentement chez Renault, qui a abouti à la grève, n'est pas d'aujourd'hui et il n'est pas non plus particulier à Renault. Chez Renault, comme partout ailleurs, la section syndicale était incapable d'interpréter ce mécontentement. Elle ne s'en souciait pas. Elle vivait en dehors ou au-dessus des ouvriers. Pourtant elle prétendait grouper 17 000 adhérents sur les 30 000 ouvriers. En réalité, la plupart ne payaient plus leurs cotisations. Il n'y avait plus de réunions syndicales et quand, par hasard, il y avait une assemblée, le nombre des présents était infime. Devant la carence de la section syndicale, les ouvriers devaient donc chercher un autre moyen de se défendre.

Aussi nous disions dans le tract qui convoquait au meeting public du lundi 28 avril : «Les organisations dites ouvrières, non seulement ne nous défendent pas, mais encore s'opposent à notre lutte. C'est à nous qu'il appartient de défendre nous-mêmes nos revendications : 1° 10 francs de l'heure sur le taux de base; 2° Paiement intégral des heures de grève. Seule l'action peut nous donner satisfaction.

Nous avons déclenché le mouvement. Nous appelons tous les ouvriers à se joindre à nous, à nommer des représentants qui viendront se joindre à notre comité de grève qui siège en permanence au Département 6 (secteur Collas).»

Notre tract du 6 mai explique la cause du conflit : *«En réalité, ce sont les dépenses ruineuses de l'Etat qui provoquent l'inflation. M. Ramadier qui fait fonctionner la planche à billets pour couvrir, en partie, ces dépenses, veut en même temps en rendre responsable la classe ouvrière. La classe ouvrière, voilà l'ennemi pour ceux qui parlent au nom des capitalistes. La classe ouvrière doit non seulement supporter tous les sacrifices qu'on lui impose au nom de promesses non tenues; mais dès qu'elle réclame les choses les plus indispensables pour vivre, on l'accuse, par-dessus le marché, de tous les maux qui sont les conséquences du fait que l'économie est dirigée par une poignée de capitalistes parasites.*

*«Nous voulons la hausse des salaires par rapport aux profits des capitalistes. Notre revendication : le minimum vital en fonction du coût de la vie, c'est-à-dire garanti par l'échelle mobile, n'est pas une revendication*

particulière. C'est une revendication qui intéresse toute la classe ouvrière.

«Contrairement à ce qu'on a tenté d'expliquer, la grève Renault na pas eu lieu parce que chez Renault on est plus mal payés que partout ailleurs. Si le tarif de chez Renault est actuellement un peu inférieur à Citroën ou à certaines petites boîtes, il est supérieur au tarif de boîtes même importantes comme le L.M.T., la Radiotechnique, l'Air liquide, etc.

«Lorsque nous sommes allés à la Commission du travail, M. Beugnez, le président de cette commission et député MRP, nous a dit: "Il y a quelque chose qui ne tourne pas rond chez Renault, mais je crois qu'il faut ramener le conflit à des proportions techniques." Pour ces gens-là il fallait limiter le conflit à des proportions techniques. Mais le conflit Renault n'était pas un conflit technique. C'était un conflit social. Les ouvriers de notre usine ont mené un combat d'avant-garde dans un mouvement général Et la meilleure preuve, c'est que la lutte pour la revalorisation des salaires, commencée chez Renault, s'est étendue à tout le pays.»

### **La montée de la grève**

Depuis quelques semaines, dans l'usine, se manifestaient divers mouvements qui avaient tous pour origine une revendication de salaire. Tandis que la production a augmenté de 150% en un an (66,5 véhicules en décembre 1945 et 166 en novembre 1946), notre salaire a été augmenté seulement de 22,5%, tandis que l'indice officiel des prix a augmenté de 60 à 80%.

Dans l'Ile, c'est pour une question de boni que les gars ont débrayé; à l'Entretien, c'est pour réclamer un salaire basé sur le rendement. Au Modelage Fonderie, les ouvriers ont fait une semaine de grève. Ils n'ont malheureusement rien fait pour faire connaître leur mouvement parce qu'ils pensaient que «tout seuls, ils avaient plus de chance d'aboutir». Au bout d'une semaine de grève, ils ont obtenu une augmentation de 4 francs, sauf pour les P1.

A l'Artillerie aussi, il y a eu une grève. Ce sont les tourneurs qui ont débrayé les premiers, le jeudi 27 février, à la suite d'une descente des chronos. Les autres ouvriers du secteur se sont solidarisés avec le mouvement et une revendication générale d'augmentation de 10 flancs de l'heure ainsi que le réglage à 100% ont été mis en avant. Cela équivalait à la suppression du travail au rendement. Sous la pression de la CGT, le travail a repris. Finalement, les ouvriers n'ont rien obtenu, si ce n'est un rajustement du taux de la prime, ce qui leur fait 40 centimes de l'heure.

A l'atelier 5 (trémie, secteur Collas), un débrayage aboutit à une augmentation de 2 francs. A l'atelier 17 (Matrices), les ouvriers, qui sont presque tous des professionnels, avaient revendiqué depuis trois mois l'augmentation des salaires. N'ayant aucune réponse, ils cessèrent spontanément le travail.



Dans un autre secteur, les ouvriers lancent une pétition pour demander la réélection des délégués avec les résultats suivants : 121 abstentions, 42 bulletins nuls comportant des inscriptions significatives à l'égard de la direction syndicale, 172 au délégué CGT, 32 au délégué CFTC.

Au secteur Collas les ouvriers font circuler des listes de pétition contre la mauvaise répartition de la prime de rendement. D'autres sections imitent cette manifestation de mécontentement, mais se heurtent à l'opposition systématique des dirigeants syndicaux.

L'atelier 31, secteur Collas, qui avait cessé spontanément le travail par solidarité pour l'atelier 5, n'ayant pu entraîner le reste du département, a été brisé dans son élan par les délégués. On le voit, depuis plusieurs semaines, une agitation grandissante se manifestait. Partout volonté d'en sortir, mais partout aussi sabotage systématique des dirigeants syndicaux et manque absolu de direction et de coordination.

### **La première journée**

Le mercredi 23 avril, les ouvriers du secteur Collas (boîtes de vitesse, direction, pignons) élisent parmi eux, en réunion générale, un bureau avec mandat de préparer et de décider l'action dans les meilleures conditions.

Le vendredi 25 avril, à 6 h.30, un piquet est à la porte et distribue un tract du Comité de grève, tandis que l'ordre de grève est affiché.

Le courant a été coupé, chaque transfo est gardé par un piquer. Les portes d'entrée sont également gardées; une affiche invite les ouvriers à assister à la réunion générale, à 8 heures, dans le hall. Un nouveau vote confirme la grève par une majorité d'environ 85%. Après plusieurs manœuvres des cégétistes, l'atelier 5 (la Trempe) refuse de se joindre au mouvement. Quoique faisant partie du département 6, il restera toujours à l'écart du Comité de grève.

Le secrétaire général Plaisance, ainsi que les délégués, tout en désapprouvant notre grève promettent de «s'incliner devant les décisions de la majorité». Une délégation se rend à la direction pour déposer la revendication.

Pendant ce temps, exception faite des piquets qui restent à leur poste, l'ensemble des ouvriers se répand dans les divers ateliers pour les inviter à se joindre à nous. Les moteurs s'arrêtent; les délégués syndicaux les remettent en route. Quoique certains ouvriers soient au courant du mouvement de grève, la majorité est surprise; elle hésite devant l'hostilité farouche des délégués.

A 13 heures, profitant de ce qu'il règne dans les autres secteurs une certaine confusion susceptible de démoraliser les ouvriers de Collas, les délégués syndicaux réclament un nouveau vote dans ce secteur. La réponse est ferme : «Nous ne sommes pas des enfants qui changent d'opinion toutes les cinq minutes.» Ils refusent le vote. En fin de journée, la grève tient ferme à Collas. Dans les autres secteurs, la pression des éléments cégétis-

tes a eu raison de l'hésitation des ouvriers. A part quelques secteurs isolés, le travail a repris.

### **Le meeting de la Place nationale**

Le samedi et le dimanche, peu d'ouvriers sont présents à l'usine, en dehors des piquets. Mais le Comité de grève travaille. Il faut étendre la grève à toute l'usine. C'est la seule garantie du succès. Un tract est tiré invitant les ouvriers à se joindre au mouvement; il sera distribué le lundi matin à toutes les entrées de l'usine. Un meeting est prévu pour le lundi à la place Nationale. Il faut que le secteur Collas fasse la démonstration qu'il est décidé à lutter. Il lui faut convaincre les autres secteurs d'agir avec lui. Naturellement, le lundi matin, quand les tracts sont distribués, quelques accrochages ont lieu avec les PCF au Bas-Meudon, à la place Nationale, mais sans gravité.

Au meeting, le Comité de grève appelle les ouvriers à se joindre au mouvement. La revendication est commune, la lutte doit être commune. Les 10 francs intéressent tous les ouvriers; il faut réaliser l'unité d'action. Les ouvriers, convaincus de la justesse des revendications, apprécient le sentiment de démocratie qui anime le Comité de grève qui les invite à venir s'exprimer. Ils ont compris que l'affaire est sérieuse. A peine le meeting est-il terminé qu'on vient nous chercher pour aller à l'usine O. Un cortège se forme. A notre arrivée, des chaînes entières quittent le travail. A la suite d'un second meeting, un comité de grève est formé à l'usine O.

Pendant tout l'après-midi le secteur Collas recevra des dizaines de délégations d'ouvriers représentant tantôt leur département, tantôt leur atelier, tantôt un petit groupe de camarades demandant des directives pour mener le combat.

Mardi matin, environ 12 000 ouvriers sont en grève, malgré l'opposition des cégétistes. La direction syndicale se sent débordée. Pour essayer de reprendre le mouvement en main et de le contrôler, elle utilise une première «manœuvre» en appelant elle-même à la grève générale d'une heure, pour soi-disant appuyer ses propres négociations avec la direction. Mais une fois en grève, les travailleurs de toute l'usine y restent, refusent de limiter le mouvement à une heure et suivent le secteur Collas dans la grève et dans ses revendications.

### **L'attitude de la direction**

Les responsables cégétistes nous ont reproché d'avoir déclenché le mouvement juste au moment où le président-directeur de la Régie, M. Lefauchaux, était absent. En fait, M. Lefauchaux est toujours absent. Et depuis plus d'un mois il était saisi de nos revendications.

Le vendredi du déclenchement de la grève, les représentants de la direction se retranchent derrière des formalités légales pour refuser de discuter avec le Comité de grève «qu'ils ne connaissent pas». Cela n'empêchera pas les mêmes représentants patronaux de venir s'adresser au Comité de

grève trois heures plus tard pour réclamer libre passage du matériel dans les départements en grève. Ce qui est évidemment refusé.

Dès le samedi, on apprend que M. Lefauchaux est de retour. Le lundi matin, il discute avec... la section syndicale. Le mardi 29 avril, après un meeting du Comité de grève, 2 000 ouvriers environ se rendent à la direction. M. Lefauchaux est au ministère. Promesse est faite aux ouvriers que le Comité de grève sera reçu dans la soirée. Mais le soir, lorsque la masse des ouvriers est absente, il refuse, avec le plus grand mépris, de nous recevoir.

Seule la complicité des responsables cégétistes a permis à la direction de refuser de recevoir les délégués du Comité de grève, mandatés par les ouvriers et de ne pas prendre en considération la volonté de ces derniers. La direction avait le plus grand intérêt à discuter avec les responsables cégétistes qui, sous couleur de représenter, eux, les ouvriers, négociaient et manœuvraient avec la direction pour la reprise du travail.

Le lundi 12 mai, lorsque les ouvriers de Collas décideront de continuer seuls la lutte, M. Lefauchaux invitera les représentants du Comité de grève, en présence de deux délégués syndicaux. N'ayant pas obtenu la reprise du travail, il tentera le lendemain une manœuvre d'intimidation en venant lui-même s'adresser aux ouvriers, qui le feront déguerpir sous leurs huées parce qu'il refusera de répondre publiquement aux questions du Comité de grève.

La direction emploiera alors, sans plus de succès du reste, d'autres méthodes d'intimidation. Elle enverra un inspecteur du travail nous menacer de poursuites pour entraves à la liberté du travail. La direction tantôt se raidit et cherche à nous intimider, tantôt essaie les formes paternalistes; tantôt enfin elle se retranche derrière les décisions gouvernementales. Elle refuse de connaître le Comité de grève. mais, en fin de compte, c'est l'action des grévistes qui tranche les questions et non les discussions des «représentants légaux».

### **La maîtrise et les grands bureaux**

Ce n'étaient pas les employés et les techniciens qui pouvaient se mettre en avant du conflit. Mais lorsque les ouvriers ont eu donné le coup d'envoi, ils ont suivi le mouvement. Certains éléments se sont même placés à l'avant-garde. En général, le mouvement a bénéficié de la neutralité bienveillante de la maîtrise. L'influence du MFA (Mouvement Français de l'Abondance)\* parmi le personnel collaborateur est un facteur certain de la sympathie de celui-ci en faveur du mouvement.

Lorsque le secteur Collas a continué seul la grève, la maîtrise, officiellement, n'a pas fait grève (elle a remis les moteurs en route quand la direction lui en a donné l'ordre), mais elle a favorisé le mouvement plutôt qu'elle ne l'a saboté.

Les Grands Bureaux ont été les premiers à suivre le mouvement. Certainement, l'influence de la CFTC, qui voyait avant tout une attaque anti-

PCF, a favorisé le débrayage des bureaux. Mais dans la lutte, ce sont surtout des éléments étrangers à la CFTC qui ont eu un rôle dirigeant. Quant à ses adhérents, ils ont agi beaucoup plus en liaison avec le Comité de grève qu'avec leur organisation chrétienne. Celle-ci s'est tenue à l'écart et s'est même désolidarisée du mouvement dès que celui-ci a pris un caractère général, par conséquent préjudiciable au patronat.

### **La CGT dans le conflit**

Les ouvriers du secteur Collas, qui sont à l'origine du conflit, sont pour la grosse majorité des syndiqués à la CGT. Mais certains, depuis plusieurs semaines, d'autres depuis plusieurs mois, avaient cessé de payer leurs cotisations, ayant compris la politique de trahison menée par leurs dirigeants syndicaux, comme du reste une forte proportion des ouvriers dans l'ensemble de l'usine.

La CGT est contre la grève, car pour elle maintenant «la grève, c'est l'arme des trusts». Le premier jour, *L'Humanité* ne parle pas de la grève. Encore un de ces nombreux conflits que la bureaucratie syndicale arrivera bien à étouffer... Le deuxième jour, la grève est définie comme étant l'œuvre d'une poignée de provocateurs.

Chaque jour, un tract du syndicat des métaux est distribué pour discréditer le Comité, ce «Comité de provocateurs». Les bonzes répandent les calomnies les plus abjectes qui sont plus souvent des insinuations que des affirmations, car ils sont incapables de reprocher quoi que ce soit aux membres du Comité malgré tout le mal qu'ils se donnent à constituer «leurs dossiers». C'est ainsi qu'ils se sont servis, pour discréditer le mouvement, d'un certain Salvade que le Comité de grève n'a jamais connu.

Le citoyen Plaisance, après avoir déclaré publiquement à Collas, le lundi matin 28, qu'il se pliait aux décisions de la majorité, n'hésitait pas à déclarer à midi, au meeting de la place Nationale, «qu'une poignée de gaulistes-trotskyistes-anarchistes avait voulu faire sauter l'usine».

Les principes les plus élémentaires de la démocratie sont foulés aux pieds. Au meeting de la CGT, le même lundi 28 avril, les ouvriers du secteur Collas qui veulent prendre la parole, sont brutalement refoulés, tandis que la voiture haut-parleur s'éloigne sous les huées de la foule. Au meeting de la CGT du mercredi 30 avril, dans l'île, une opposition encore plus brutale repousse les camarades du Comité de grève qui voulaient approcher du micro pour parler. A l'AOC et à l'atelier 176 particulièrement, les cégétistes se sont barricadés pour empêcher tout contact avec l'extérieur.

Les nervis du PCF n'hésitent pas à s'opposer, physiquement, à tout ce qui n'est pas en concordance avec leur politique. A certains endroits, la provocation est flagrante. Ils insultent et brutalisent des grévistes. Si ceux-ci résistent, c'est la bagarre qui justifie l'intervention de la police. Mais ces manœuvres sont déjouées par la volonté unanime des ouvriers de bannir de telles méthodes. Là où la force aura donné raison au gangstérisme,

le discrédit n'en sera que plus affirmé. C'est à la collecte des timbres que ces messieurs s'en apercevront.

La grève qui s'étend oblige la section syndicale à se joindre au mouvement. Evidemment, elle ne reconnaît pas la revendication de 10 francs sur le taux de base. Devant le refus de la direction et du gouvernement de lâcher même les misérables 3 francs de prime que la section syndicale revendique, celle-ci appelle à un débrayage d'une heure.

Mais les travailleurs de la Régie ne sont pas satisfaits. Une fois les machines arrêtées, ils refusent de les remettre en route. Le mardi 29 avril, l'usine compte plus de 20 000 grévistes. Alors la CGT vire encore un peu plus sur la gauche. C'est 10 francs qu'elle réclame maintenant comme «prime à la production». Mais ce qui compte avant tout, c'est de faire reprendre le travail aux ouvriers.

Aussi, le vendredi, la section syndicale organise-t-elle un vote pour ou contre la grève sur la base d'une augmentation de 3 francs de prime. C'est une escroquerie, car la section syndicale n'a pas obtenu la prime de 3 francs. Les ouvriers par 11 354 voix contre 8 015 votent la continuation de la grève.

Huit jours se passent, sans que les discussions autour du tapis aient rien apporté de nouveau. En effet, si de son côté le Comité de grève emploie toutes ses forces à élargir le conflit aux autres usines pour faire capituler le gouvernement (distribution d'un tract dans ce sens par des délégations de grévistes aux autres usines, où ils se heurtent encore au sabotage des délégués cégétistes), le syndicat des Métaux, lui, ne cesse de «lancer du sable sur les incendies» qui s'allument çà et là (Unic, Citroën, etc.).

Enfin, les 3 francs sont accordés. Nul doute que si les ouvriers avaient voté la première fois pour la reprise du travail, ils n'auraient rien eu. Néanmoins, le syndicat des Métaux clame partout sa victoire. Il faut vite reprendre le travail, car, les 10 francs, nous les aurons dans «le calme et la discipline». Un second vote est organisé pour demander aux ouvriers de reprendre le travail. Tous les moyens de propagande sont utilisés. La violence est employée contre les distributeurs de tracts du Comité de grève qui appelle à la continuation du mouvement. On demande aux ouvriers de reprendre le travail avec les mêmes conditions qu'ils ont refusées huit jours plus tôt. Il est clair qu'on spéculé sur leur lassitude, car peu d'ouvriers ont la possibilité de vivre plus de huit jours sans travailler; on spéculé aussi sur l'hésitation des travailleurs qui voient parfaitement qu'ils n'ont rien à attendre du syndicat, mais qui, dans beaucoup d'endroits, n'ont pas de direction à eux. Même ceux qui rejoignent le Comité de grève, s'ils ont pour la plupart une grande volonté de lutte, manquent cependant encore d'expérience.

Partout les ouvriers sont mécontents de reprendre avec une dérisoire prime de 3 francs. Partout où il y a une direction (secteur Collas, département 88), une forte majorité se prononce pour la continuation de la grève,

mais l'ensemble de l'usine se prononce pour la reprise par 12 075 voix contre 6 866. Plus d'un tiers du personnel s'est abstenu.

### **La grève continue**

Quand on apprend le résultat du vote en faveur de la reprise, le vendredi 10 mai, il est déjà 6 heures du soir, la grosse majorité des ouvriers est partie. Ceux qui restent sont pour la continuation de la grève. Mais que feront les autres ?

Le lundi matin, au secteur Collas, les ouvriers arrivent; les moteurs tournent déjà; certains ouvriers se mettent au travail, mais sans beaucoup d'entrain. Un peu plus tard, le Comité de grève convoque une réunion dans le hall. Les ouvriers sont pour la grève. On ne peut tout de même pas reprendre avec 3 francs. Le Comité de grève, bien qu'il soit pour la grève, indique les dangers de combattre sans le reste de l'usine. Les ouvriers répondent qu'il ne faut pas s'occuper des autres; dans notre secteur, la majorité est pour la grève. Les moteurs qui tournaient à vide s'arrêtent à nouveau. Mais comme nous sommes seuls à continuer le combat, il serait vain de croire que l'on peut obtenir les 10 francs. Nous limitons notre revendication au paiement des heures de grève. Le gouvernement continue à se montrer inflexible. A deux reprises, M. Lefauchaux nous affirme que nous n'aurons rien.

Le syndicat des Métaux essaie par tous les moyens de dresser les ouvriers de l'usine contre ceux de Collas. Il demande à la direction et au gouvernement d'intervenir contre nous. La grève, au secteur Collas, c'est un complot de 200 hommes. La section syndicale pose cette question mercredi : qui tire les ficelles ? Ce sont les ouvriers de l'usine qui se chargent de répondre le jour même. Malgré les dix jours de grève qu'ils viennent de faire, dans la seule journée de mercredi, ils collectent près de 60 000 francs pour les grévistes de Collas. Le jeudi, le gouvernement cède devant la ténacité ouvrière et accorde une indemnité de 1 600 francs pour tous les ouvriers de la régie.

La section syndicale, une fois de plus, clame sa victoire, car c'est elle qui a été admise aux délibérations. Les ouvriers de Collas ne sont pas satisfaits: 1 600 francs pour trois semaines de grève, c'est peu. Mais on ne peut pas continuer une lutte inégale; il faut préparer d'autres combats. Le travail reprend, mais dans l'usine les ouvriers ne sont pas dupes : «C'est bien grâce aux gars de Collas si on a eu les 1.600 francs !»

### **Le rôle du secteur Collas**

Ce sont les ouvriers de Collas qui ont commencé la grève, ce sont eux qui l'ont terminée. C'est le Comité de grève qui a donné l'ordre de grève, c'est lui qui a donné l'ordre de reprise. Pour déclencher la grève comme pour la terminer, de même que dans toutes les questions importantes, le Comité de grève a toujours consulté les ouvriers avant d'agir.

Le mouvement est parti de Collas parce que c'est là que s'était constitué un groupe de camarades actifs qui ont d'abord préparé les esprits à un

mouvement revendicatif; dans les derniers temps, les ouvriers s'impatientaient même de ne pas recevoir un ordre de grève. Ces camarades ont ensuite organisé la grève. Cette organisation, à l'origine très faible (une poignée de copains), a révélé, une fois de plus, que les ouvriers sont très actifs quand ils savent pourquoi ils combattent, et qu'ils ont quelque chose de ferme à quoi ils puissent s'accrocher. Non seulement les ouvriers de Collas ont tenu leur secteur en grève pendant trois semaines, mais ils ont été à peu près les seuls à se dépenser avec énergie pour développer le mouvement.

La première semaine, plusieurs fois par jour, ils se sont répandus dans les ateliers pour aller aider des ouvriers à empêcher le sabotage par la section syndicale. Dès que quelque chose ne marchait pas dans un coin, on venait chercher les gars de Collas. La seconde semaine, toute l'usine étant arrêtée, ce sont encore les ouvriers de Collas, à peu près seuls, qui se répandirent dans de très nombreuses usines de la région parisienne pour inviter les autres ouvriers à nous suivre. Bien souvent ils eurent des accrochages sérieux avec les dirigeants cégétistes. Dans les boîtes où les travailleurs disaient qu'ils attendaient les ordres de la CGT, les ouvriers de Collas répondaient: «Vous pouvez attendre longtemps !» Et on sentait dans cette réponse la fierté qu'ils éprouvaient de n'être pas à la merci d'un ordre des bureaucrates. Ils agissaient «seuls», avec un sens d'autant plus grand de leurs responsabilités.

### **Nos conclusions**

Nous étions entrés en lutte pour arracher les 10 francs sur le taux de base, comme acompte sur le minimum vital calculé sur l'indice des prix. Mais nous avons repris le travail avec l'aumône de 3 francs de «prime».

Les responsables officiels du syndicat vantent cette «victoire», cependant déjà annihilée pour les mois à venir par l'inflation (rien que dans les deux dernières semaines, l'Etat vient de mettre en circulation vingt nouveaux milliards de francs-papier). Il n'a pas été question, dans les négociations officielles du syndicat, de garantir notre salaire par l'échelle mobile, c'est-à-dire son calcul sur l'indice des prix.

Mais notre lutte, même sabotée, a-t-elle été inutile ? Tout au contraire ! Si nous avons subi un échec partiel quant aux gains immédiats, nous avons, par contre, réussi à renverser complètement la vapeur.

Nous avons tout d'abord prouvé à tous ceux qui nous croyaient mûrs pour la capitulation, résignés aux bas salaires, à l'esclavage économique, que la classe ouvrière n'a rien perdu de sa capacité de lutter, unie pour la défense de ses intérêts vitaux. Nous avons secoué le joug de nos soi-disant représentants qui, au lieu d'être les défenseurs de nos revendications, étaient devenus nos gardes-chiourme. Nous avons obligé la direction patronale à reconnaître le principe du paiement des heures de grève.

Nos revendications, les 10 francs et l'échelle mobile, sont approuvées par la majorité des ouvriers de la France entière (voir les journaux), et la

direction syndicale officielle devra lutter réellement pour ces revendications, sinon une deuxième vague ouvrière la jettera elle-même par-dessus bord.

En lançant son appel à la grève générale, le Comité de grève avait affirmé sa conviction que la victoire totale des revendications pouvait être obtenue.

En regard des résultats obtenus, ne pourrait-on pas dire qu'il a été trop optimiste ? Qu'on en juge : il a suffi que deux départements, 6 et 18, continuent la grève, appuyés sur la sympathie active de toute l'usine, pour que la revendication sur laquelle les bonzes syndicaux avaient capitulé – le paiement des heures de grève – soit accordée à toute l'usine. C'est ainsi que nous avons obtenu les 1 600 francs. Il a suffi, d'autre part, de la grève Renault pour qu'une vague d'augmentations, allant jusqu'à 10 francs, soit accordée dans presque toutes les usines. C'est ainsi que les usines Citroën ont obtenu les 3 francs sans un seul jour de grève. Il n'y a pas de doute qu'une grève générale aurait arraché la victoire totale. Mais la grève générale était-elle possible ?

La grève générale manifeste sa réalité tous les jours en province et à Paris. La grève générale ce n'est pas une chose qu'on décrète, c'est un mouvement profond surgi de la volonté unanime de toute la classe ouvrière, quand elle a compris qu'il n'y a pas d'autre moyen de lutte. En présence de cette volonté de la classe ouvrière, on peut seulement agir de deux façons; soit, comme l'a fait le Comité de grève, donner le maximum de forces à l'action ouvrière en l'unifiant en un seul combat livré par la classe ouvrière pour des objectifs communs : la grève générale; soit, comme la fraction dirigeante de la CGT et de la CFTC, fractionner les luttes ouvrières, les séparer artificiellement les unes des autres, les mener dans l'impasse des primes.

Or, de même que la grève Collas, le vendredi 25 avril, avait entraîné dans la lutte toute l'usine Renault, la continuation de la grève dans toute l'usine aurait entraîné dans la lutte ouverte toute la classe ouvrière.

De la lutte que nous venons de mener, il reste prouvé que la grève est l'arme revendicative essentielle des travailleurs. Il reste prouvé également que, quelles que soient les manœuvres intéressées, pour ou contre la grève, de tous les pêcheurs en eau trouble, la volonté unanime des travailleurs est capable de triompher de tous les obstacles. Dans nos prochaines luttes, nous entrerons mieux préparés et nous obtiendrons ce que nous n'avons pu obtenir cette fois-ci.

25 mai 1947, **Pierre Bois**

\* Mouvement défendant les idées de Jacques Duboin. On peut trouver plus de renseignements sur le site [economiedistributive.free.fr](http://economiedistributive.free.fr) (*NPNF, 2010*).



# Les grèves de 1947 en France

*«L'importance du passé tient en ce qu'il permet de tirer des leçons de nature à éclairer l'avenir»*

Anton Pannekoek

*«Ce terrible enfantement est celui d'une révolution»*

Albert Camus, Combat, août 1944

**L'année 1947 fut une année décisive dans la formation du consensus capitaliste, dans le contexte de la sortie de guerre, de nouvelles notions ont remplacé les vieilles lois du libéralisme social du XIX<sup>e</sup> siècle. L'idée s'impose que l'Etat est un arbitre social et qu'il lui appartient de corriger les inégalités par la redistribution des richesses. C'est sur cette idéologie que s'est construite la légende du Welfare State et des «Trente Glorieuses». C'est sur ces bases de développement que la société française va pouvoir entrer dans l'ère de la consommation de masse qui caractérisera le monde développé du XX<sup>e</sup> siècle. Mais cette transition ne s'est pas effectuée sans heurts dix mois après la mise en place des institutions de la IV<sup>e</sup> République, le pays est en proie à des grèves que le président du Conseil d'alors (Vincent Auriol) jugeait «insurrectionnelles».**

Et ce sont le Parti Communiste et la CGT qui vont sauver la mise au gouvernement. Ces épisodes qui tendent à s'estomper dans la mémoire collective constituent pourtant un tournant fondamental dans la vie économique, politique, et sociale de notre société et une sérieuse leçon pour ceux qui aspirent à une transformation radicale de la société.

## **Reconstruction économique et paix sociale**

En septembre 1944 au moment de la mise en place du gouvernement provisoire présidé par De Gaulle, l'économie française sort exsangue de l'occupation. Manquant d'une main-d'œuvre encore retenue en Allemagne sans compter les morts et les blessés, n'ayant ni combustible, ni matières premières, désorganisée par les bombardements (destructions des quais portuaires, des voies ferrées et gares, des routes etc.) la production industrielle ne représente plus qu'un tiers de celle d'avant-guerre. La production agricole à moins diminué, mais la paralysie des transports entraîne une pénurie dramatique de ravitaillement pour les villes. L'inflation explose. Bref le pays semble au bord du naufrage d'autant plus que les ressources de l'Etat sont absorbées dans la poursuite de la guerre et que la tension sociale est à son comble, le climat révolutionnaire de la libération se poursuit : épuration sauvage des pétainistes et collabos, dénonciations des profiteurs du marché noir, revanche contre un patronat qui, après avoir sabordé les conquêtes du Front populaire, a soutenu majoritairement le régime de Vichy et participé à la collaboration.

Dans ce contexte comment rétablir la République et par là-même le capitalisme ?

En fait la question avait été discutée auparavant dans les débats de la Résistance, le programme du CNR (Conseil national de la Résistance) propose pour la Libération une démocratie économique et sociale sur fond d'économie dirigée. Il préconise notamment : la participation des travailleurs à la direction de l'économie, la nationalisation des grands moyens de production, la Sécurité sociale, le droit au travail, à la retraite etc.

L'objectif est d'établir l'unanimité nationale en s'assurant de la participation de toutes les composantes politiques de la Résistance et plus particulièrement du PCF et de la CGT. Le soutien de la confédération syndicale est assuré dès 1944, Benoît Frachon lance «la grande bataille de la production». L'heure est au consensus productiviste : la grève disparaît de l'ordre du jour de la CGT, c'est même comme l'écrit Gaston Monmousseau «l'arme des trusts» et en septembre 1944, la CGT a proposé l'unité organique à la CFTC (qui refuse). Le PCF ne tarde pas à afficher son soutien à la politique gouvernementale, le 21 juillet 1945 Thorez affirme à Waziers devant les gueules noires : «Produire, c'est aujourd'hui la forme la plus élevée du devoir de classe.»

Bref c'est autour de trois axes principaux que va se structurer la politique gouvernementale :

Les nationalisations : le dirigisme de l'Etat est motivé par une nécessité d'efficacité économique mais les premières vagues de nationalisations ont un caractère soit de sanctions pour faits de collaboration comme la confiscation des usines Renault ou de celles de Gnome et Rhône (moteurs d'avions) qui deviendra plus tard la future SNECMA; soit de rétablissement de l'ordre social, ainsi en est il des usines Berliet, où l'épuration sauvage effectuée par les ouvriers avait entraîné une certaine forme d'autogestion (On comparera ce jugement optimiste avec «L'expérience Berliet», texte diffusé par les Communistes révolutionnaires en 1944 et reproduit dans ce numéro, *NPNF, 2010*). Avec la nationalisation de 34 compagnies d'assurances et des quatre principales banques de dépôts, l'Etat se rend maître d'une grande partie du système de crédit. Il peut donc décider et diriger l'ensemble de l'économie française, de l'investissement à la production.

La cogestion (Sécurité sociale et comité d'entreprise) : pour faire accepter les efforts et les sacrifices prodigieux générés par la nécessité de la production, on agite la carotte du social. La loi du 22 février 1945 crée les comités d'entreprises. Il s'agissait au départ d'associer les salariés à la gestion des sociétés, mais sous la pression du patronat les CE se cantonneront très rapidement à la gestion des œuvres sociales de l'entreprise. La création de la Sécurité sociale est, elle, une réforme d'une plus grande ampleur, inspirée des conceptions du Welfare State de l'anglais Beveridge. Si elle se justifie par une volonté de redistribution de la richesse

produite, elle modifie profondément la conception même du salariat. Celui-ci ne devient plus seulement la rémunération du travail fourni conçu en tant que marchandise, mais un revenu social fixe, même s'il n'y a pas de travail, la cotisation (obligatoire par ailleurs) représentant un salaire différé. Cette réforme crée un système de protection garantie par l'Etat qui modifie profondément la nature et le comportement de la société.

La planification de l'économie : en janvier 1946 est créé un Commissariat Général au Plan sous la direction de Jean Monnet qui élabore la stratégie et les objectifs économiques qu'il faut atteindre. Le plan Monnet sera adopté et promulgué par le gouvernement de Léon Blum en janvier 1947. L'esprit général de ce plan est d'inclure l'ensemble de l'économie dans un développement systématique, mais il s'agit également de rassurer les Américains quant à l'utilisation des fonds du futur Plan Marshall. Enfin pour mesurer les performances de l'entreprise France, l'INSEE est créée en 1946.

On le voit, l'Etat prend en charge la responsabilité de l'économie non seulement pour reconstruire le pays, mais par la même occasion pour moderniser le vieux capitalisme français; l'Etat doit donc se substituer à l'initiative privée, mais le plus important c'est le rôle que vont jouer les entreprises nationales dans la modification de la mentalité du vieux capitalisme français en l'orientant vers des notions qui lui étaient jadis étrangères, comme l'investissement, la productivité, la gestion rationnelle...

Cependant la condition préalable à la mise en place de cette politique, c'est l'adhésion massive des forces politiques à ce projet; dans cette perspective le PCF et la CGT vont jouer un rôle précieux...

Le Parti communiste a le vent en poupe. Par ses effectifs : près de 800 000 à la fin de l'année 1946, il retrouve son audience d'avant-guerre et s'installe avec satisfaction à la première place des partis politiques. Par ses modes d'actions : la lutte clandestine a reconstitué l'appareil, l'euphorie de l'automne 1944 permet de mettre définitivement au point les techniques d'encadrements des masses. Son influence se déploie également à travers la mise en place d'organisation satellites, l'Union des femmes françaises par exemple ou des associations de jeunesse ou d'anciens combattants.

Il peut également ajouter un argument moral à ses armes classiques : son action pendant la Résistance «le parti des fusillés» selon la formule qu'il affectionne alors peut se parer dans son patriotisme élargi par le prestige dont jouit l'Armée Rouge. Les hésitations du Pacte germano-soviétique et la réparation de *L'Humanité* sous occupation allemande sont ainsi promptement évacués.

C'est sur cette base morale plus que sur une base politique qu'il attire tant de Français; c'est au nom des sacrifices consentis par les combattants de la Résistance se réclamant de son influence (FTP, MOI) qu'il s'érige en censeur des autres formations politiques. Il ne faut pas sous estimer ce

point, le-parti-de-la-classe-ouvrière devient le porte-parole des pauvres et des purs, son moralisme valant toutes les théories.

Alors lorsque Thorez est de retour de Moscou où il s'était réfugié pendant la guerre, il a les coudées franches pour appliquer les consignes données par Staline : le devoir du parti est de renforcer l'union nationale pour activer le combat contre Hitler et les nazis et ainsi soulager l'Union soviétique. Légalisme, patriotisme, unitarisme c'est la ligne exposée par le mot d'ordre du Comité central d'Ivry de janvier 1945 «Unir, combattre, travailler». A l'évidence il y eu des flottements dans l'application de cette stratégie, nombre de militants semblaient plutôt convaincus que la révolution était au bout du fusil, des responsables comme Guingouin dans le Limousin possèdent un réel pouvoir sur les zones qu'ils ont libérées. C'est aussi dans cet esprit qu'il faut comprendre les succès de l'extrême gauche notamment trotskyste. Le PCF fait donc le pari d'être le Grand Parti Populaire issu de la Résistance, pour être selon le mot d'ordre de Thorez «l'initiateur et le conducteur de l'effort populaire pour la reconstruction de la France» et bâtir le «*un socialisme à la française*» (formule promise à un bel avenir).

Dans ce sens la CGT va servir de pierre angulaire dans la construction de cette politique. Au Bureau confédéral c'est Benoît Frachon qui mène le jeu même après le retour de Léon Jouhaux. Son élection au poste secrétaire général révèle l'efficacité du travail accompli à tous les niveaux de l'organisation. En clair, les communistes sont les maîtres. Le recrutement s'accroît et à la fin de 1945 le cap des 5 millions de cartes est franchi. En octobre 1946 au terme d'une série de grèves les fonctionnaires se voient enfin dotés d'un droit syndical pour tous et d'un Statut de la Fonction publique qui reprend pour l'essentiel les dispositions élaborées par la centrale syndicale.

Mais en acceptant de jouer le jeu de la «bataille de la production» le syndicalisme va tourner une page de son histoire, en acceptant de devenir un partenaire social par la cogestion des organismes sociaux et entrepreneuriaux, la CGT concourt à la modification des règles du jeu social, à l'encadrement de la lutte de classes et à la disciplinarisation du prolétariat par la définition d'un intérêt commun entre employeurs et salariés. L'institutionnalisation du syndicalisme – dans le droit fil des ambitions de 1936 – dessine un terrain neutre où l'affrontement entre capital et travail perd ses élans révolutionnaires. On peut affirmer que les staliniens ont sacrifié la CGT dans leur tactique politique. Les deux principales scissions qui auront lieu en témoignent (création de la CNT-F en mai 1946, décembre 1947 amorce de la scission CGT-FO).

### **La double fracture de 1947**

La première fracture, celle des débuts de la guerre froide et de la marche vers la décolonisation, est plutôt accidentelle, la France subit une évolution mondiale et ne peut agir. La seconde fracture est illustrée par le ren-

voi des ministres communistes, et voit la toute nouvelle république menacée d'une révolution sociale.

En 1946, la tension s'est accrue entre les Etats-Unis et l'URSS : la possession de l'arme atomique du côté américain ne suffit pas à compenser les positions de l'Armée Rouge en Europe. Churchill lâche son mot célèbre de «rideau de fer» à Fulton, pour tenter de rompre l'isolationnisme américain. Trumann répond par l'élaboration de sa doctrine et de la politique de «containment», le principe en est simple, les peuples soumis ou en cours de soumission en Europe de l'Est sont abandonnés à leur sort car leur libération causerait une nouvelle guerre mondiale mais tout doit être mis en œuvre pour contenir Staline et empêcher le «monde libre» de basculer dans le giron soviétique. Dans cette stratégie la France est considérée comme une pièce de choix. En juin 1946 le plan Marshall achètera ce que la diplomatie n'a pu obtenir. L'URSS répliquera par la création du Kominform en octobre 1947.

Le deuxième point international c'est la question de la décolonisation, la libération du territoire français ne signifiant pas la Libération pour tous.

Pourtant le chemin semblait avoir été montré par d'autres, la Grande-Bretagne (Inde et Pakistan) et les Pays-Bas sont en passe de réussir. La France, elle est incapable de résoudre les contradictions de son empire et s'enlise dans la guerre en Indochine. A Madagascar, elle révèle son visage répressif, dont bien des traits réapparaîtront plus tard en Algérie. Le soulèvement des insurgés malgaches (29/30 mars 1947) pêche par excès de confiance en un soutien américain. La répression est terrible : 89 000 morts annoncés par l'Etat-Major français, carte blanche laissée aux troupes d'élites et paras, amorce de guerre psychologique (tortures, corvées de bois...). En Afrique du Nord ce n'est pas mieux, massacre de Sétif en Algérie, fusillade à Tunis et blocage au Maroc. En Indochine la sale guerre s'installe.

Aux difficultés de l'extérieur vont s'ajouter les troubles intérieurs.

En janvier et février le gouvernement Blum décrète une baisse autoritaire des prix de 5%. C'est une lueur d'espoir : l'hiver est terrible, depuis décembre des usines ont fermé, faute de matières premières. Ces décrets tentent en vain d'enrayer les échecs de la politique de contrôle des augmentations des prix et des salaires : entre 1945 et 1947, les prix alimentaires triplent pendant que les salaires et les prix industriels doublent (entre 1944 et 1948, le pouvoir d'achat moyen a reculé de 30% environ.). Après quatre années de privations sous l'Occupation et de long mois d'efforts pour la reconstruction, les travailleurs sont à cran et ils ne supportent plus la vie chère. Une étincelle peut enflammer la prairie. Si les premières grèves de janvier ont été rapidement circonscrites, la grève de la régie Renault est d'une nature différente. Elle est déclenchée le 25 avril par des militants trotskystes de l'Union Communiste (trotskyste) sur des revendications salariales, il y a aussi dans le comité de grève des militants du

PCI, des anars et des bordiguistes. L'affaire, bien menée, est très fortement suivie par la base et oblige la CGT après avoir violemment dénoncé le mouvement à en prendre la direction, le travail reprendra trois semaines plus tard avec de substantielles augmentations. Le Premier Mai multiplie d'imposants cortèges et à Paris la foule hue le ministre du travail Daniel Mayer (SFIO). Les gaziers, les électriciens, et les cheminots menacent de cesser le travail. Le gouvernement Ramadier accorde un relèvement du salaire minimal mais développe un discours du complot en arguant d'un «chef d'orchestre clandestin». Certes il y a plusieurs facteurs qui expliquent le mouvement giratoire de grèves, mais la pugnacité de la CGT n'est pas feinte. Ses dirigeants communistes découvrent dans le péril gauchiste les signes d'impatience d'une classe ouvrière qu'il ne faut plus décevoir. Accompagnant cette nouvelle ligne le 4 mai, dans le vote sur la question de confiance sur la politique salariale du gouvernement aux usines Renault, tous les députés communistes, y compris les ministres, votent contre le gouvernement. Le 5 Ramadier renvoie les ministres communistes. Désormais «libres» ils encouragent les mouvements, ajoutant aux revendications des thèmes politiques, notamment contre le plan Marshall, répondant à cela aux injonctions de Moscou. Profitant de la confusion et des troubles sociaux qu'il transforme en menace communiste, de Gaulle fonde le RPF et signe la mort du tripartisme (PCF/SFIO/MRP) qui avait jusqu'alors dominé l'Assemblée nationale.

### **La grande peur de l'automne 1947**

Petit à petit les grèves font tache d'huile, parties du secteur public elles vont gagner la métallurgie, les banques, les grands magasins et les transports. La vague de mai-juin est elle à peine désamorcée par des accords passés entre la CGT et le CNPF, qui prévoient une augmentation de 11%, qu'elle repartent en septembre chez les fonctionnaires qui exigent les mêmes avantages. Les actions naissent le plus souvent à la base la CGT s'empressant d'encadrer quand elle le peut. Si les revendications semblent en premier lieu strictement économiques, elles traduisent une profonde lassitude devant la poursuite des efforts demandés. Mais c'est le gouvernement qui va faire monter la tension en politisant la crise sociale par l'évocation d'un complot communiste. Il est appuyé dans son propos par l'attitude du PCF. En effet depuis Moscou, Staline accélère le processus de domination sur l'Europe de l'Est et lance dans la guerre froide les partis communistes occidentaux. Tenue en secret du 22 au 27 septembre, la réunion de neuf responsables de PC européen à Szlarska-Poreba, en Pologne, prépare le lancement du Kominform. Au cours de cette réunion un violent réquisitoire est prononcé contre la politique menée par les Français et les Italiens qui se voient taxée de «crétinisme parlementaire». Les effets de la remontrance ne sont pas attendus et, dès octobre, les communistes passent dans l'opposition; à l'opposé de Gaulle dénonce «le parti séparatiste» et alimente la peur des rouges. Résultat les élections législatives

portent à la présidence du conseil Robert Shuman qui charge Jules Moch, ministre de l'Intérieur SFIO de rétablir l'ordre.

Car la situation frise l'insurrection. Dans leur troisième temps de novembre-décembre les grèves ont pris l'allure d'affrontements politiques. A Marseille, du 10 au 12 novembre, une grève généralisée à l'occasion d'une hausse des tarifs du tramway décidée par la municipalité dégénère en émeute; tandis que la compagnie de CRS (où les communistes sont nombreux) fraternise avec la foule, le maire Carlini est blessé, les bâtiments publics sont envahis (la mairie est saccagée) et un jeune sympathisant communiste est tué. Le 15 novembre, la grève éclate dans les Houillères du Nord après la révocation de Delfosse, secrétaire de la fédération CGT du Sous-sol. Une dure bataille s'engage entre les mineurs, qui retrouvent les réflexes de la Résistance et les CRS, vite remplacés par l'armée mobilisée par Moch. Le 3 décembre le train Paris Tourcoing déraile causant 21 victimes, faisant suite à une longue série de sabotages. Le 28 novembre, 20 fédérations CGT en lutte forment un «Comité central de grève» distinct de la confédération. La grève générale insurrectionnelle serait elle à l'ordre du jour ?

La République décidée à écarter le danger social décide alors de sortir les grands moyens pour organiser la riposte. Le gouvernement mobilise toutes les forces de l'ordre, rappelle les réservistes et le contingent de la classe 1943, et fait voter, après 6 jours débats ininterrompus, le 4 décembre, des mesures de «défense républicaines» qui, sous le prétexte de garantir «la liberté du travail», restreignent les droits des grévistes. On le voit Sarkozy n'a rien inventé. Mais l'échec du mouvement tient plus aux dissensions entre les grévistes. Des délégations de syndicats autonomes, des groupes FO de la CGT demandent l'arrêt de l'action et proposent des votes à bulletins secrets pour ou contre la poursuite de la grève. La direction communiste, sentant le vent tourner et refusant la confrontation ultime, ordonne le 10 décembre l'arrêt des grèves et la reprise générale du travail. La IV<sup>e</sup> République est sauvée. La classe ouvrière peut retourner à la production.

### **Conclusion**

Le syndicalisme sort brisé de cet affrontement, le rôle déterminant du secteur public fortement syndicalisé, transforme le syndicat en groupe de pression et non plus en instrument de transformation sociale. En avril 1948 les groupes «Forces Ouvrière» autour de Léon Jouhaux formeront la CGT-FO, ils seront largement financés et appuyés par la SFIO, les syndicats américains et même la CIA, qui voient d'un bon œil l'anticommunisme affiché par son leader. Au même moment la Fédération de l'Education nationale se constitue entraînée par le Syndicat national des instituteurs. Le Parti communiste suivant sa droite ligne réformiste de 1936 maintient son audience électorale, forge une nouvelle génération de militants, vérifie l'état des transmissions des directives du parti vers la

classe ouvrière par le canal syndical. Il ne vise plus qu'un seul but (s'il en avait déjà visé d'autres), préserver le parti et son pouvoir, peaufiner sa stratégie de la grève, sacraliser son identification à la nation et à la classe ouvrière. Arrivé à l'apogée de son existence, il amorce son long et lent déclin jusqu'à la mort clinique dans laquelle il se trouve actuellement.

Les années 1943-47 constituent donc un «moment» dans l'histoire de la lutte des classes : crise profonde du capitalisme, ébranlement de son édifice politique, évolution rapide dans les rapports de force, position favorable pour la classe ouvrière et ses organisations.

C'est le choix de restaurer le capitalisme que la social-démocratie a fait bien entendu. Comme d'ailleurs le Parti communiste, même si ses raisons sont différentes : la politique mondiale du stalinisme visait en effet le statu quo négocié à Postdam et Yalta.

Mais, une fois ce choix fait, le système capitaliste n'était pas capable de reprendre son ancien cours : il devait s'adapter profondément, structurellement. C'est ainsi que les mécanismes de régulation et de programmation que les années 60 vont voir éclore tous azimuts sont mis en place à plusieurs niveaux. Ils vont affecter à son tour la structure même de la social-démocratie : la longue marche vers l'intégration dans l'Etat commence. On peut affirmer que la social-démocratie a réalisé pleinement le programme du capitalisme pour permettre son développement.

Bien peu tireront des enseignements de cette crise de 1947, pourtant c'est à partir de ces nouvelles données sociales, le syndicat comme outil de gestion, le parti comme instrument de canalisation des contradictions de classes qu'il faut recommencer la critique radicale du capitalisme. C'est à cette tâche que s'attelleront des petits groupes comme la revue *Socialisme ou Barbarie* entre 1949 et 1967 par exemple, c'est ce travail qu'il faut continuer aujourd'hui.

Octobre 2007, *Courant Alternatif*

#### Commentaire de *Ni patrie ni frontières*

On remarquera le contraste entre, d'un côté, le ton très optimiste de cet article et la vision plus pessimiste (réaliste ?) des articles de Combat communiste ou des Communistes Révolutionnaires (pourtant convaincus à l'époque que la révolution avait commencé en Europe) sur la même période. Qu'il s'agisse de la situation concrète à l'usine Berliet (cf. «L'expérience de Berliet», page 327, qui démystifie la prétendue «auto-gestion» de l'usine à la Libération) ou de la signification des luttes ouvrières des années 1944-1947, visiblement des perceptions très différentes de la réalité s'affrontent dans ces textes.



# CHRONOLOGIE

## des grèves de 1947

«**L'unanimité nationale**» autour de la réforme de l'Etat et de la Reconstruction (mars 1944 – octobre 1945)

**Mars 1944** : le programme du CNR propose pour la Libération une démocratie économique et sociale sur fond d'économie dirigée. Ce programme alors consensuel inspire gouvernement et partis à la Libération, mais il est peu connu des Français (53% ignorent son existence en avril 1945).

**2 juin 1944** : le Comité français de libération nationale (CFLN) se transforme en Gouvernement provisoire de la République française (GPRF). Avec la libération progressive du territoire, notamment Paris, il s'élargit, le 9 septembre, en **gouvernement d'unanimité nationale** (De Gaulle). Plusieurs de ses membres sont d'anciens syndicalistes. Le 9 août 1944, la légalité républicaine est rétablie, et la nullité des actes de Vichy proclamée.

**27 juillet 1944** : l'ordonnance d'Alger **annule la Charte du travail de Vichy**; tous les syndicats de 1939, sauf la CGPF, sont rétablis. La Corporation paysanne est également dissoute.

**10 septembre 1944** : Benoît Frachon lance «**la grande bataille de la production**».

**15 octobre 1944** : création de la CGC, Confédération générale des cadres (elle est reconnue par le ministre du Travail à l'été 1946, après une grève en mars).

**12 octobre 1944** : création de la CGA (Confédération générale de l'agriculture); elle est reconnue en 1945 par les pouvoirs publics (c'est le seul interlocuteur pour l'agriculture). Progressivement, la CGA va regrouper la FNSEA (Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles, créée en 1946), les coopératives agricoles, le Crédit agricole, les syndicats d'ouvriers agricoles, de techniciens agricoles).

**14 décembre 1944** : **ordonnance nationalisant les houilles du Nord-Pas-de-Calais** (Houillères nationales). Les syndicats siègent pour un tiers au comité consultatif. A cette occasion, un nouveau statut du mineur prévoit des avantages en termes de salaires, de retraites, de ravitaillement.

**16 janvier 1945** : **ordonnance nationalisant les usines Renault**. Elles avaient été mises sous séquestre dès octobre 1944. Les actionnaires ne sont pas indemnisés. La nouvelle Régie est un statut original où Etat, usagers et personnel siègent au conseil d'administration.

**22 février 1945** : **ordonnance sur les comités d'entreprise** dans les établissements de plus de 100 salariés.

**5 avril 1945** : démission de Mendès-France : la politique de rigueur qu'il préconisait n'a pas été acceptée par de Gaulle, afin de ne pas dégrader le climat social.

**Avril 1945** : négociation paritaire des **grilles de salaire par branche** (A. Parodi) : augmentation globale des salaires; les grilles sont fortement hiérarchisées; fortes disparités selon le sexe et la région.

**Mai 1945** : les retours massifs des prisonniers et déportés vont atténuer en partie la pénurie de main-d'œuvre.

**28 mai 1945** : circulaire d'Alexandre Parodi énonçant les critères de la **représentativité syndicale** : ancienneté, effectifs suffisants, cotisations, indépendance à l'égard du patronat, attitude patriotique pendant la guerre, loyauté dans l'application de la législation sociale. Fin 1945, la CGT compte 5,4 millions d'adhérents, la CFTC 0,7 millions.

**4 et 19 octobre 1945** : **ordonnances sur la Sécurité sociale**. Toutes les anciennes assurances sociales sont rattachées à un système unique auquel sont assujettis tous les salariés. Les cotisations sont retenues sur les salaires (4 à 6%) et payées par l'employeur (4 à 10% des salaires distribués). Les risques couverts sont : la maladie, l'invalidité (pension), la vieillesse (retraite à 60 ans), le décès, les accidents du travail (30 octobre 1946).

**L'échec de la politique économique et les premières fissures du consensus, les premières grèves (octobre 1945 – janvier 1947)**

**13 novembre** : un **deuxième gouvernement provisoire** (de Gaulle) est formé après l'échec du référendum sur le premier projet de constitution. Le gouvernement comporte trois ministres communistes : Travail, Ambroise Croizat; Production industrielle : Marcel Paul; Économie nationale : François Billoux.

**2 novembre 1945** : ordonnance réglementant libéralement les conditions d'accès et de séjour pour **les travailleurs étrangers** (en vigueur jusqu'en 1979).

**2 décembre 1945** : **nationalisation de la Banque de France** et des grandes banques de crédit.

**Le 17 mars**, la nationalisation des houillères du Nord-Pas-de-Calais est étendue à l'échelle nationale (Charbonnages de France, 17 mai 1946). Le 8 avril, c'est le tour du gaz et de l'électricité (EDF et GDF). Le 25 avril 1946, c'est l'assurance (34 sociétés, les principales, et non la totalité). Les sociétés aériennes sont invitées à fusionner avec Air France (26 août).

**12 décembre 1945** : grève des fonctionnaires (leurs revendications seront satisfaites en octobre 1946), la CGT maintient ses positions productivistes : la grève est une provocation, certains syndicalistes commencent à protester, dont le journal Force ouvrière qui soutient la grève.

**21 décembre 1945** : création du Commissariat général au **Plan**

**24 janvier 1946** : démission de De Gaulle, en désaccord avec le projet de Constitution et ne voulant pas être forcé de continuer à gouverner avec

une Assemblée de gauche, c'est le début du **tripartisme** (MRP-SFIO-PCF).

**26 janvier-1<sup>er</sup> février 1946** : grève dans la presse parisienne (rotativistes). A la radio, le ministre Croizat s'en prend violemment aux grévistes.

**21 février 1946** : rétablissement de la loi des 40 heures (la durée moyenne du travail en 1946 s'établit à 43 heures hebdomadaires).

**13 avril 1946** : statut du fermage et du métayage.

**16 avril 1946** : loi sur les **délégués du personnel** : leur statut est désormais légal et non plus seulement conventionnel. Les étrangers participent à l'élection, mais ne sont pas éligibles.

**4 mai 1946** : départ de la CGT de militants syndicalistes révolutionnaires qui créent la Confédération nationale du travail (**CNT**)

**22 mai 1946** : la loi Croizat rend l'assurance sociale obligatoire pour tous les Français (et non plus seulement les salariés). Elle ne sera effective qu'en août 1967. Dans la même perspective, l'assurance vieillesse est généralisée par la loi du 12 septembre 1946.

**29 mai 1946** : la CGT demande une hausse générale des salaires

**12 juin 1946** : création du Conseil national du patronat français (CNPF).

**11 octobre 1946** : loi créant la **médecine du travail**

**13 octobre 1946** : **adoption par référendum de la Constitution de la Quatrième République**. Son préambule prévoit, dans la lignée du programme du CNR, une «république démocratique et sociale». Il proclame l'égalité de l'homme et de la femme, les droits de l'enfant (instruction). Le citoyen est conçu comme travailleur (droit syndical, droit de grève), et la société doit lui permettre de subvenir à ses besoins, et à ceux de sa famille.

**19 octobre 1946** : la loi sur le **statut de la fonction publique** répond à des revendications exprimées dans des grèves au printemps : elle reconnaît en particulier le droit syndical

**27 novembre 1946** : présentation des objectifs du plan Monnet

**23 décembre 1946** : loi sur les **conventions collectives**

**Vers la peur de la révolution et la «défense républicaine» contre les grévistes (janvier 1947 – décembre 1947)**

**2 janvier et 24 février 1947** : décret décidant une **baisse autoritaire des prix** de 5% (gouvernement Blum).

**janvier 1947** : début d'une série de **grèves début 1947** (janvier : les gaziers de la Région parisienne, les dockers de Nantes, Michelin à Clermont-Ferrand; février, grève dans les ports, grève de la presse parisienne, chez les cheminots parisiens).

**31 mars 1947** : création du **salairé minimum vital** par arrêté ministériel.

**9 avril 1947** : loi étendant la **Sécurité sociale aux fonctionnaires**.

**24 avril 1947** : **élections aux caisses primaires de la Sécurité sociale et des Allocations familiales** : elles semblent annoncer une baisse de l'influence de la CGT (53,9% des voix, CFTC 26,4%, les «Familiaux» et «Mutualité» : 10,2%.)

**25 avril – 16 mai 1947** : **grève chez Renault** que la CGT commence par combattre puis rallie.

**4 mai 1947** vote sur la question de confiance sur la politique salariale du gouvernement aux usines Renault, tous les députés communistes, y compris les ministres, votent contre le gouvernement.

**Le 5 mai 1947**, Ramadier met **fin aux fonctions des ministres communistes** au gouvernement.

**23 mai 1947** : décision du gouvernement, suite aux conflits sociaux, d'une exonération fiscale pour les bas revenus et l'attribution de primes à la production.

**25 mai 1947** : le personnel d'EDF-GDF en grève est réquisitionné

**2 juin 1947** : début de la **grève des cheminots**. Elle s'étend à toute la France (7-10 juin).

**10 juin 1947** : début d'une **deuxième vague de grèves** : transports (cheminots), secteurs publics (13 juin : les fonctionnaires des services publics font vingt-quatre heures de grève), métallurgie, mines du Pas-de-Calais), Citroën, grands magasins, banques...

**4 juin 1947** : Ramadier déclare à l'Assemblée : «Une sorte de mouvement giratoire de grèves se développe, comme sous la direction d'un chef d'orchestre clandestin.»

**17 juin 1947** : la Grande-Bretagne et la France acceptent l'aide Marshall (proposée le 5 juin). Le **plan Marshall** est rapidement condamné par la CGT et le PCF.

**1<sup>er</sup> août 1947** : La CGT et le CNPF concluent un accord prévoyant une hausse de 11% des salaires. Le gouvernement ne reconnaît d'abord pas l'**accord CGT-CNPF**. Puis le 22 août, est publié un arrêté portant sur la hausse de 11% des salaires légaux.

**27 août 1947** : Grève à l'usine automobile de Peugeot-Sochaux.

**1<sup>er</sup> septembre** : Grève chez Berliet.

**3 septembre** : Grève chez Michelin.

**26 septembre 1947** : Opposition de l'Union générale des fonctionnaires au plan de reclassement présenté par le gouvernement. Les syndicats du secteur public réclament une hausse des salaires de 11%.

**14 au 21 octobre** : Grève dans les transports. 16 octobre : Grève de la marine marchande.

**10 novembre – 9 décembre 1947** : **Grèves dont de nombreuses à caractère insurrectionnel** (Marseille, Houillères du Nord). 3 millions de grévistes. Assauts contre des bâtiments publics (à Marseille le 12 novembre : palais de justice occupé, maire séquestré), des scènes d'émeutes

(dans le Midi, le 2 décembre); et des voies de chemin de fer sabotées (3 décembre : accidents mortels).

**19-20 novembre** : le gouvernement Ramadier fait évacuer par la force, dans la nuit, les usines Citroën. Par un vote à bulletin secret, 80% des 6 000 ouvriers consultés se prononcent pour la reprise.

**22 novembre 1947** : le gouvernement Schuman de défense républicaine inaugure «**la troisième force**» (ni RPF, ni PCF).

**26 novembre 1947** : création d'un «**Comité central de grève**» institué indépendamment du bureau confédéral de la CGT pour conduire le mouvement. C'est lui qui appelle le 9 décembre à cesser le mouvement.

**29 novembre 1947** : vote des **textes de défense républicaine**. Les réservistes sont rappelés. Échec des négociations entre la CGT et le ministre du Travail.

**Décembre 1947** : le mot d'ordre de grève lancé par les cheminots et les postiers est un semi-échec. Début du **reflux du mouvement de grève**. Un député communiste (Raoul Calas) est expulsé de l'Assemblée nationale pour avoir exhorté les forces de l'ordre à l'insoumission.

**4 décembre 1947** : loi sur la **protection de la liberté du travail** adopté par l'Assemblée nationale. Rappel d'un demi-contingent de la classe 1943. Annonce d'un plan sur les salaires et les prix.

**19 décembre 1947** : la conférence nationale «**Force ouvrière**» **quitte la CGT** : pas décisif vers la scission de FO. Cinq membres de la tendance «ex-confédérée» (dont Jouhaux) démissionnent du Bureau confédéral.

Octobre 2007, *Courant Alternatif*

# 1948 : La grève des mineurs

**La grève des mineurs d'octobre-novembre 1948 est la dernière grande lutte d'importance nationale de l'immédiat après-guerre. Il faudra attendre la grève générale des fonctionnaires en août 1953 contre le gouvernement Laniel pour voir de nouveau une fraction significative des travailleurs entrer en lutte.**

Ce relatif calme social s'explique d'une part par le contexte international de guerre froide (qui s'est traduit au niveau français par l'exclusion des ministres staliniens du gouvernement Ramadier en avril 1947) : une fraction des travailleurs s'est sans doute laissée influencer par la propagande bourgeoise qui assimilait toute grève à une manœuvre du PCF téléguidée de Moscou; d'autre part, par la reprise économique qui a débuté dans les années 1950 et a assuré une relative hausse du niveau de vie des travailleurs; enfin par l'échec retentissant de la grève des mineurs dû en patrie à l'attitude déterminée de la bourgeoisie française et de son Etat, en partie au manque absolu de détermination des dirigeants syndicaux – réformistes et jaunes de FO et de la CFTC qui jouaient la carte de la paix sociale et du soutien à la Quatrième République; et staliniens de la CGT qui ne voulaient bien des grèves que pour appuyer la tactique électoraliste du PCF, encore persuadé à l'époque qu'il pourrait de nouveau rapidement grimper sur un strapontin ministériel. Sans aller jusqu'à dire, comme le font les trotskystes de l'OCI dans un numéro de *La Vérité* que si la grève des mineurs s'était terminée par une victoire, la guerre d'Indochine, la guerre d'Algérie et le coup d'Etat du 13 mai 1958 n'auraient pas eu lieu, il est vrai que la période d'octobre-novembre 1948 marque un point de non-retour dans la lutte des classes.

## **L'approfondissement de la Guerre froide**

1948 est une année de tension et de crise à l'échelle internationale. L'impérialisme russe et l'impérialisme américain s'affrontent de plus en plus directement et les zones d'influence fixées à Yalta sont l'enjeu d'une sévère bataille. Au mois de février, la Tchécoslovaquie est transformée en «démocratie populaire». Au mois de juin se déroule la «bataille de Berlin» pour le contrôle de la capitale allemande. Le conflit entre l'URSS et la Yougoslavie aboutit à l'exclusion de la Yougoslavie du Bureau d'information (Kominform).

## **Le patronat français prend l'offensive**

La grève des mineurs n'est pas un coup de tonnerre dans un ciel serein. Toute une série de luttes se déroulent dans l'année 1948. Le patronat joue ouvertement la carte de Force Ouvrière tandis que le gouvernement promulgue un certain nombre de décrets anti-ouvriers, notamment contre les mineurs. La grève des mineurs aura un caractère politique, non seulement parce qu'il s'agit d'un conflit entre l'Etat patron et une fraction du proléta-

riat mais aussi parce que la presse et la radio prennent ouvertement parti contre la grève, répandant les bruits les plus fantaisistes, s'attaquant aux «meneurs», aux «étrangers» et s'apitoyant sur le sort de ces «pauvres» CRS et gardes mobiles.

### **La mine : un véritable abattoir humain**

Les conditions de vie des travailleurs, et spécialement des mineurs en cette période de reconstruction sont misérables. *«Les tickets de pain sont encore en vigueur. Le ravitaillement en vêtements, linge de corps, chaussures, promis par les syndicats et les ministres dans les réunions historiques, n'a été honoré que par des surplus que l'intendance américaine avait apportés en 1944. Et quelles marchandises et quelle qualité ! Les mineurs se souviennent des chaussures raccommodées, au cuir racorni, où l'ingéniosité de chacun avait son "truc" pour en assouplir le cuir afin de les porter (1)».*

Les conditions de travail des mineurs ne sont pas meilleures. A la «Libération», non seulement les syndicats et partis de gauche s'opposèrent à l'expulsion des collaborateurs, mais de nombreux ingénieurs prirent leur carte de la CGT et continuèrent à occuper des postes importants. Thorez, «ancien mineur» selon la légende forgée par le PCF, se mit à prôner le travail individuel reprenant la formule «A chacun son travail» et préconisant l'implantation de longues tailles d'étage à étage, créant ainsi les conditions d'une véritable course à la mort, en excitant les mineurs les uns contre les autres et en les empêchant de continuer le travail collectif (le plus souvent familial) qui était à la base de leur métier. Le salaire, malgré le statut, était fondé sur la productivité et l'ingénieur, le maître-porion et le contremaître faisaient régner une dictature implacable.

Au mois de septembre 1947, Lacoste publie un décret qui porte atteinte au salaire minimum garanti par le statut du mineur car il a le culot d'estimer que le rendement individuel est trop «faible». En fait, il refuse de tenir compte des difficultés et des anomalies rencontrées dans l'exploitation. *«Tous les mineurs savent que le travail se présente sous plusieurs conditions; les tailles étant de différentes grandeurs créent des difficultés plus grandes lorsqu'elles ne font que 60 cm d'ouverture, donc qu'il est impossible aux ouvriers placés dans de telles conditions de fournir le même rendement que leurs camarades d'une taille de 1,20 m (2)».* Les conditions d'hygiène et de sécurité sont catastrophiques : *«Ainsi du 1<sup>er</sup> janvier au 1<sup>er</sup> octobre 1948, il y a eu, dans le bassin du Nord et du Pas-de-Calais, pour un effectif de 126 500 mineurs de fond, 90 tués, 1974 blessés graves avec incapacité permanente; 98 400 blessés légers; 9 000 silicosés inaptés au service du fond (3)».*

Les décrets Lacoste du 18 septembre 1948 décident de réduire le personnel de surface de 10% et de diminuer les pouvoirs des représentants syndicaux dans la gestion des caisses de secours de la Sécurité sociale minière. La réaction ne se fait pas attendre.

## **La grève se déclenche**

La grève est décidée par les syndicats CGT seuls, à la suite d'un référendum à bulletins secrets (80% pour la grève). Le 4 octobre, les 400 000 mineurs sont en grève. Le moral est bon parce que les stocks de charbon sont très faibles, surtout dans les centrales thermiques et que les familles et la population soutiennent à fond la grève.

Des piquets de grève sont mis en place et des réunions d'information régulières organisées. Les revendications sont les suivantes : abrogation des décrets et circulaires, extension du pouvoir des délégués mineurs, augmentation des salaires et des retraites.

La grève, pour vaincre, a cependant besoin de la solidarité de l'ensemble de la classe ouvrière. Et c'est justement là qu'intervient le rôle néfaste et contre-révolutionnaire des appareils syndicaux, comme l'illustre d'ailleurs l'exemple suivant : *«Dans une réunion tenue à l'intérieur de l'usine, groupant plus de 4 000 ouvriers, le député du coin, représentant les organisations du PCF et de la CGT, à la demande des ouvriers métallurgistes d'entrer dans la lutte pour soutenir les mineurs qui tenaient le coup de puis un mois répondait : "Cette grève est l'affaire des mineurs seuls, vous n'avez pas à vous mêler de cette affaire ; nous ne vous demandons qu'une seule chose, organiser la solidarité par le collectage des fonds." Et ces gens (les réformistes et les staliniens, C.C.) faisaient circuler des bruits insidieux : Bidault (alors ministre des Affaires étrangères) aurait affirmé que, s'il y avait une grève générale, les troupes américaines interviendraient, ce serait donc la guerre civile (4)».*

## **La répression se déchaîne**

Pour la première fois depuis la fin de guerre, le gouvernement va employer les CRS, Compagnies républicaines de sécurité créées par le ministère de l'Intérieur «socialiste» Jules Moch. Le 8 octobre, un mineur d'origine polonaise est assassiné par les CRS, la tête fracassée à coups de crosse après une manifestation.

*«À la petite Roselle, le mineur Adam est arrêté; on use avec lui de procédés dignes de la Gestapo; après l'avoir ligoté à un arbre, les flics le frappent jusqu'à ce que le sang du malheureux s'échappe du nez et des oreilles. Le 20 octobre, à Faulquemont, les sbires de Moch attachent 4 mineurs, deux par deux, dos à dos; ceux-ci, dans l'impossibilité de se défendre, sont roués de coups (5)»*

*«Pour dresser la population contre les grévistes et rendre leur mouvement impopulaire, la police coupe le courant, privant ainsi les boulangeries, les hôpitaux et maternités de l'énergie nécessaire à leur bonne marche (6)»*

Systématiquement, les flics s'attaquent aux piquets de grève, mais ils ne sortent pas toujours vainqueurs de l'affrontement. Ainsi, le 19 octobre, à Verquin, les mineurs reviennent en force après avoir été expulsés le matin et ils déshabillent et corrigent plusieurs gendarmes. Huit mineurs sont ar-



rêtés, inculpés de sabotage et détérioration du matériel des Houillères et emprisonnés à Béthune. 15 000 manifestants se rendent alors à la sous-préfecture, enfoncent les grilles, emportent le sous-préfet sur leurs épaules et se rendent au Palais de justice de Béthune.

*«La foule se masse devant le palais de justice; à un moment, les portes de l'édifice s'ouvrent : une cinquantaine de CRS en surgissent, un officier menace de son revolver le premier manifestant qu'il rencontre; celui-ci, d'un vigoureux coup de pied, fait voler l'arme du flic en l'air; aussitôt les grévistes s'accrochent avec les sbires de Jules Moch. Les mitraillettes changent de camp, les mineurs les brisent sur les marches du palais de justice (7).»*

À la suite de cette manifestation, toutes les réunions politiques et syndicales, les distributions de tracts, les attroupements de plus de 3 personnes sont interdits. À toute heure de la journée, les flics pénètrent dans les cafés ouvriers, matraquant les femmes et les enfants. La répression est particulièrement dure contre les travailleurs immigrés, et il faudra que les Polonais décident que, si un seul d'entre eux est expulsé, ils retourneront tous au pays, pour que la répression ne prenne pas une plus grande ampleur. Cela ne mettra malheureusement pas un terme à la sauvagerie et à la brutalité des «représentants de l'ordre» : *«(Envahissant les baraques des mineurs nord-africains de Zimmine de Faulquemont, la férocité des CRS n'a plus de limites.) Les matraques sifflent dans l'air pour s'abattre sur les crânes des malheureux qui, blessés, assistent au saccage de leur mobilier, les valises sont éventrées, les débris de vaisselle jonchent les planchers pourris et les casemates... Les travailleurs italiens ne sont pas oubliés dans la haine répressive des brutes armées, c'est dans leur camp qu'ils sont matraqués, insultés de "sales macaronis", de "mussoliniens", puis après ce passage à tabac, emmenés au travail pour être utilisés comme briseurs de grève (...). Les CRS sont en possession de listes de travailleurs étrangers produites par les Houillères, ce qui facilite le ramassage à domicile (8).»*

Le 21 octobre, à Firminy, les CRS tirent sur les mineurs : un mort, onze blessés graves, tel sera le bilan de la fusillade.

### **Sans la solidarité de la classe ouvrière, pas de salut possible**

Devant une telle répression, il est évident que les mineurs ne peuvent combattre seuls contre l'Etat, quels que soient leur courage et leur détermination. Les communiqués gouvernementaux parlent chaque jour de kilomètres carrés de «territoires libérés», un régime de terreur règne dans le pays minier, ce qui soulève la colère de milliers et de milliers de travailleurs à travers le pays. La grève générale était demandée dans de nombreuses entreprises. Il aurait fallu qu'au moins les travailleurs des chemins de fer, de l'EDF et des transports se mettent en grève pour soutenir les mineurs. La CGT s'y opposa ouvertement. *«Dans une "Lettre ouverte de Benoît Frachon aux ouvriers de chez Chenard et Walker", diffusée à des*

*centaines de milliers d'exemplaires, ce mot d'ordre fut dénoncé et on lui opposa la solidarité financière et matérielle envers les mineurs. Dans les usines où les ouvriers débrayaient, les dirigeants syndicaux s'empressaient de réduire les mouvements à des grèves de 24 ou 48 heures. Les 400 000 mineurs portèrent seuls tout le poids des coups du gouvernement (9).»*

Le travail de sape de FO et de la CFTC contribua aussi à l'effritement de la grève : même si ces deux syndicats n'avaient pas beaucoup d'influence parmi les mineurs eux-mêmes, le fait qu'ils aient demandé au gouvernement de faire respecter «la liberté du travail» et se soient ainsi rangés du côté des flics n'a pu que démoraliser un peu plus les travailleurs prêts à se battre.

Au bout de six semaines, il ne reste plus qu'un tiers des mineurs en lutte. Le 29 novembre, après 8 semaines de grève, la Fédération des mineurs donne l'ordre de reprise du travail. La répression s'abat encore plus féroce alors sur les travailleurs. Plus de deux mille mineurs – dont presque tous les délégués à la sécurité – sont emprisonnés et condamnés.

*«Les gardes-chiourme des Houillères, les gardes à képi, comme les nomme la population minière, ont pour mission de rechercher tous les licenciés qui auraient du travail chez des entrepreneurs travaillant pour le compte des Houillères. Pression est faite auprès de l'artisan de se débarasser sans délai de ces ouvriers. La haine de la direction va plus loin encore : chaque jour, les gardes sont aux portes des licenciés, les menaçant d'expulsion s'ils ne quittent pas leur maison (10).»*

### **Les causes de la défaite des mineurs**

On peut dégager trois facteurs fondamentaux :

– Le gouvernement, tout comme le patronat, dans ces années de «reconstruction», résiste de façon acharnée aux revendications ouvrières. Le rapport de forces est plutôt favorable pour le capital, d'une part pour des raisons économiques (misère des travailleurs, menaces des licenciements) et politiques (division du mouvement ouvrier).

– La politique de la bureaucratie stalinienne a certes une apparence radicale, car les travailleurs de cette époque n'ont rien à perdre que leur misère, cela influence le ton de la propagande du PCF et se traduit par des actes de violence minoritaire, qui permettent au PCF de garder une image de marque «révolutionnaire». Sa propagande est quand même axée uniquement sur des objectifs gouvernementaux (retour au gouvernement avec les socialistes, lutte contre le Plan Marshall, relations économiques privilégiées avec le bloc russe, etc.). Il est évident que le PCF a dirigé la grève des mineurs : mais à part un battage énorme autour des «bons Lecoeur (11) de solidarité» qui arrivèrent au moment où les familles de mineurs étaient épuisées, souffraient de la faim et qui furent insuffisants à remonter le moral, le PCF ne fit rien pour étendre la grève aux autres corporations .

– Il n'existe aucune direction de rechange aux syndicats et partis de gauche, capable d'organiser une lutte à l'échelle nationale et non de quelques usines ou d'une localité. La petite fraction qui a pris conscience du rôle anti-ouvrier et contre-révolutionnaire des staliniens et des réformistes n'a pas encore su forger une avant-garde.

*Combat communiste* n°16, juin 1976

## Notes

1. *Mineurs en lutte, 1944-1048*, Petite Bibliothèque Proletarienne, brochure éditée par *La Cause du Peuple*, p. 21.
2. *Idem*, p. 22.
3. *Idem*, p. 23.
4. *La Vérité*, p. 17, n° 514, décembre 1958.
5. *Mineurs en lutte, op. cit.*, p. 25.
6. *Idem*.
7. *Idem*, p. 29.
8. *Idem*, p. 40.
9. *Le gaullisme et après*, p. 178, Editions Maspero.
10. *Mineurs en lutte, op. cit.*
11. Lecœur, membre du Comité central du PCF qui a dirigé la grève des mineurs sous l'Occupation et devait quitter plus tard le PCF pour la SFIO.

# Les mines et le PCF : quand ils étaient ministres

Le PCF réclame, face aux accidents du travail dans les mines, une modernisation des procédés d'extraction, et son slogan principal est «charbon précieux, mineur précieux». Mais, outre le fait que l'introduction de nouvelles machines ne signifie pas forcément dans cette société une diminution des «accidents» du travail; outre que le charbon n'est pas irremplaçable comme source d'énergie, nous allons pouvoir nous rendre compte de ce que signifie «mineur précieux» pour le PCF. L'exemple des mines en 1945-1947, quand 5 ministres du PCF étaient au gouvernement, et en particulier Croizat, ministre du Travail, est de ce point de vue assez parlant.

À la Libération, Croizat a pris la décision de remplacer le paiement à la tâche collectif par le paiement au rendement individuel. Et alors qu'auparavant dix mineurs travaillant sur une même taille se partageaient à égalité le salaire correspondant à leur rendement collectif, le nouveau système du paiement individuel en fonction du charbon abattu défavorisait ceux qui allaient moins vite ou étaient moins forts et résistants. Il consacrait la lutte de chacun pour soi et obligeait certains, pour compenser la baisse de fait de leur salaire, à travailler plus, ce qui augmentait bien sûr les risques d'accidents.

Le Statut du mineur élaboré à la même époque consacrait ce fait puisqu'il précisait que le mineur qui devait changer de poste pour insuffisance physique dûment constatée ne pouvait conserver un salaire égal que s'il avait au moins 40 ans d'âge ou dix ans de présence au fond de la mine. En outre, *«les ouvriers que leur aptitude physique met dans une situation d'infériorité notoire sur les ouvriers de la même catégorie pourront recevoir un salaire inférieur à celui de ces derniers»*.

## **Des cadeaux aux stakhanovistes**

Le nouveau système souleva de nombreuses oppositions de la part des mineurs. Les syndicats condamnaient cette résistance des travailleurs les plus conscients, et la CGT allait même jusqu'à distribuer des cadeaux à ceux qui produisaient le plus (bicyclette pour les meilleurs, cochons de lait, briquets à gaz, etc.) mais de nombreux mineurs refusaient.

L'encadrement et les ingénieurs recevaient, eux, des primes en fonction de la production. Ils avaient donc tout intérêt à baisser les prix à la tâche, pour que les mineurs produisent davantage. La méthode de lutte que préconisait alors la CGT contre ces pratiques était la suivante : *«Ainsi cet ingénieur qui venait de réduire le prix de 5 francs à la berline. Les mineurs lui répondirent, en redoublant d'efforts, ne tombant pas dans le découragement, qu'ils gagneraient quand même leurs 340 francs par jour en*

*abattant 9 berlines au lieu de 8, par homme et par poste. Bravo !*» (Paru le 11 avril 1945 dans un quotidien régional du PCF, *Liberté*, et signé d'Henri Martel, responsable de la fédération CGT du Sous-sol). Et Thorez, alors secrétaire général du PCF, considérait que tout ceci était un grand progrès et se réjouissait à Auby, dans un discours le 1<sup>er</sup> mars 1946, du fait que «l'augmentation du rendement représente 70%».

Parallèlement, cette baisse du salaire réel pour les mineurs les conduisait à effectuer des semaines de 50-60 heures comme l'autorisait le plus légalement du monde une loi du ministre Croizat.

### **La technique au service du rendement et non des conditions de travail**

La modernisation des mines, tant vantée aujourd'hui par le PCF, a bien sûr été mise en pratique à la Libération. Les veines de charbon étaient creusées sur une plus grande longueur qu'auparavant, ce qui rendait le travail encore plus pénible et dangereux. Les mineurs se virent obligés de soulever à longueur de journée de nouveaux étaçons de deux mètres de long en fer pour soutenir les toits des veines, ce qui était cause de nombreux accidents, car ils étaient plus lourds et plus durs à manier. Les méthodes modernes de remblai n'étaient souvent pas utilisées pour gagner du temps au rendement.

Les conditions de travail empiraient car il fallait travailler toujours plus, il fallait prendre des risques. Le taux de silicosés augmentait, et nombreux sont les mineurs de cette époque qui sont morts à 35 ou 40 ans. Et Thorez de demander aux mineurs d'en faire toujours plus. Il déclarait à Bruay, le 4 décembre 1946 : *«Faisons toujours mieux, faisons toujours davantage ! Dans les conditions actuelles d'usure et de vieillissement de notre matériel, c'est là un objectif ambitieux mais parfaitement réalisable»*. Et le même Thorez de déclarer la guerre à ceux *«qui se mettaient en maladie pour un oui ou pour un non»*. Rien d'étonnant alors que, durant cette période, le nombre d'accidents du travail ait été le double de 1938 ! Mais pour le PCF peu importait puisqu'il disait : *«S'il faut que des mineurs meurent à la tâche pour atteindre les objectifs de production, les femmes viendront les remplacer»* !

Voilà ce que signifiait être mineur avec des ministres «communistes» au gouvernement de la bourgeoisie gaulliste.

*Combat communiste* n°22, janvier 1977

# 1950-1953 : Une période de recul

Le début des années 1950 est marqué, après la défaite des mineurs en 1948, par un recul sensible des luttes ouvrières :

– La classe ouvrière est sur la défensive, divisée sur le plan syndical par la guerre froide. CGT, CFTC et FO s’entredéchirent. Les conflits coloniaux s’étendent (le 25 juin 1950, les Américains interviennent en Corée) et aucune riposte ne s’organise contre la sale guerre d’Indochine, soutenue par FO, qui défend le «monde libre» et par la CFTC, par souci d’«apolitisme».

– Le Plan Schumann, lancé en mai 1950, mis en route en 1953, sous le couvert de l’unité européenne, cache une grossière tentative de rassembler les Etats de la zone du capitalisme privé traditionnel contre le bloc «capitaliste d’Etat». Les appareils syndicaux sont bien évidemment conviés à participer aux réunions des organismes dirigeants de la Communauté européenne du charbon et de l’acier. Ceci ne peut que plaire à la CFTC et à FO avides de montrer leurs capacités de gestionnaires aux patrons et qui camouflent leur collaboration en expliquant qu’il s’agit d’un moyen de «faire reculer les trusts» !

La CGT (1) est obligée, en raison de ses liens avec le PCF, de s’opposer à la CECA et à la CED, et de présenter la constitution d’un ensemble Ruhr-Lorraine comme une machine de guerre «antisoviétique». Mêlant une propagande anti-allemande et anti-américaine chauvine à la dénonciation des hauts fonctionnaires nazis toujours en place en RFA, la CGT s’oppose à l’entrée de l’Allemagne dans l’OTAN, mène campagne contre la bombe atomique (tant que l’URSS ne la possède pas), puis pour un désarmement général, et prétend mobiliser les travailleurs contre la fermeture des mines, l’augmentation du chômage et les menaces contre le Plan et les industries nationalisées qu’occasionnerait la remise sur pieds de l’économie allemande. C’est l’époque où le PCF, pour assurer le succès de sa campagne contre la CED «*recherche des alliés dans toutes les couches de la population, y compris parmi les plus réactionnaires*». A cet effet, il a sacrifié ou mis en sourdine toute autre campagne, toute autre revendication.

*«Pour dresser le front le plus large de tous les «bons Français» contre la CED, il a pratiquement soutenu des hommes comme le maréchal Juin, il s’est gardé de dénoncer les équipes fascistes qui avaient manifesté contre Laniel et Pleven. Pendant toute la dernière période de la guerre d’Indochine, notamment pendant la bataille de Dien Bien Phu, quand les soldats et partisans du Vietminh se lançaient à l’assaut des barbelés, le Parti communiste a totalement failli à son devoir de solidarité prolé-*

*rienne. Les colonnes de l'Humanité parlaient du sang qui coule, c'est-à-dire du corps expéditionnaire et en second lieu des combattants de la révolution coloniale» (Quatrième internationale, n° 6-8, volume 12).*

Aucune lutte ouvrière d'importance ne se déroule en France avant l'été 1953, si ce n'est des conflits isolés : grèves des dockers et cheminots contre l'arrivée du matériel de guerre américain en 1950, grèves de la RATP et de la SNCF en 1951, manifestations contre la venue en France du général américain Ridgway qui a expérimenté des armes bactériologiques en Corée.

Le gouvernement profite des grèves et manifestations politiques qu'organise la CGT pour effectuer des perquisitions et arrêter plusieurs dirigeants syndicaux staliniens pour «atteinte à la sécurité de l'État», «incitation à l'émeute», «tentative de démoralisation de l'armée», etc.

Une véritable chasse aux sorcières se déroule pendant les premières années de guerre «froide».

*«Le gouvernement se lançait à l'attaque contre le PCF. Ses journaux sont poursuivis, comme du temps de Tardieu. Le ministre Jules Moch se livrait à une dénonciation des subventions que le PCF aurait reçues de l'étranger. Des centaines d'originaires des pays du glacis étaient expulsés de France. Dans toutes les administrations étaient épurées, aussi bien dans les anciennes administrations (il n'y a plus de préfets staliniens et il reste très peu de hauts fonctionnaires staliniens en activité) que dans les conseils d'administration des industries nationalisées (où les staliniens s'étaient taillé de véritables fiefs)».* (Quatrième internationale, volume 8, n° 1).

*Combat communiste n° 17, juillet 1976*

1. À cette époque, «la CGT conserve la plus large influence sur les travailleurs et recueille de 60 à 70% et parfois davantage de voix aux élections des délégués ouvriers, que ce soit dans les usines de la métallurgie, les mines, les cheminots, les docks, le bâtiment... Les autres syndicats (réformistes, chrétiens et autres) ne sont guère implantés que chez les employés ou dans quelques rares régions».

# Août 1953

En août 1953, après environ cinq ans de calme social, quatre millions de travailleurs du secteur de la Fonction publique vont se mettre en grève illimitée. La grève durera trois semaines, malgré l'opposition des bureaucrates syndicaux, les manœuvres et l'emploi de la force par le gouvernement, les efforts déployés par la CGT pour empêcher que le mouvement s'étende au secteur privé. Plus un train ne circule, le courrier est totalement paralysé, les mines aussi. Le gaz et l'électricité sont coupés durant de nombreux jours.

Laniel, président du Conseil, obtient le 11 juillet des pouvoirs spéciaux jusqu'au 1<sup>er</sup> octobre pour réaliser quelques milliards d'économie dans les entreprises nationalisées et la fonction publique.

*«Ce gouvernement improvisé après les “expériences” du type Pinay se plaçait simplement dans la même ligne réactionnaire que ceux qui l'avaient précédé : accommodation à la stagnation de l'économie, incapacité de régler ses problèmes les plus brûlants (rapports avec les Etats-Unis, Indochine, colonies, tentatives de faire supporter à la classe ouvrière tout le poids du bilan de faillite du capitalisme français) (Socialisme ou barbarie, n° 13).*

Ce sont les décrets lois Laniel qui vont provoquer l'explosion de mécontentement des travailleurs. Ces décrets prévoient :

– *«la suppression d'emplois dans la fonction publique (les syndicats avancent le nombre de 4000 auxiliaires) et la limitation du recrutement des auxiliaires;*

– *le recul de deux ans de l'âge de la retraite;*

– *la modification des règles d'avancement des instituteurs et agents des PTT;*

– *la modification des régimes spéciaux des entreprises nationalisées».*

*(Histoire du mouvement ouvrier français, tome 3, Jean Bron, Editions ouvrières.)*

## **Quatre millions de grévistes**

Les maigres «privilèges» (sécurité de l'emploi, régime d'assurances sociales plus avantageux) obtenus par les fonctionnaires devaient servir à garantir leur fidélité au gouvernement. La remise en cause de ces «acquis» jette les employés de la fonction publique dans la bagarre contre la Quatrième République. Les syndicats avancent des mots d'ordre timides (une journée de protestation, 24 heures ou 48 heures de grève), mais la grève fait tache d'huile : il y a deux millions de grévistes le 7 août.

*«Ce furent les postiers de Bordeaux qui spontanément déclenchèrent la grève. Dans cette corporation, le téléphone et le télégramme transportèrent la nouvelle rapidement à travers le pays : d'heure en*



heure, les débrayages allaient se succéder» (*Quatrième Internationale*, volume 11, n° 8-10).

«Les décrets Laval sont publiés le 10 août et les grèves s'étendent, dans la plupart des cas sans limitation de durée : mines, EGF, SNCF, RATP, le 11, tout le secteur public le 12, puis le 13 le secteur privé est atteint : métallurgie surtout, mais aussi le commerce, les banques et le bâtiment. Le nouvel objectif d'augmentation des salaires devient aussi important que la lutte contre les pouvoirs publics.» (*Histoire du mouvement ouvrier français*, op. cit.).

«Plus un train ne circulait. Pas une lettre n'était distribuée. Télégrammes et communications téléphoniques n'étaient admis que pour les cas graves ou urgents. Pas de transports dans la région parisienne. Les services municipaux des grandes villes (nettoyage, enterrements) ne fonctionnaient pas. Les services d'Air France s'arrêtaient. Le mouvement s'étendait à la marine marchande, les plus grands navires étaient immobilisés en pleine période de tourisme. Les douanes ne fonctionnaient plus. Les hôpitaux étaient gérés par les comités de grève à Paris.

«Ce sont les postiers qui jugeaient de l'urgence ou de la gravité des communications pour donner la ligne téléphonique... ou pour la retirer aussitôt qu'ils s'apercevaient, en suivant les conversations, qu'ils avaient été trompés. Ce sont les cheminots qui organisaient des rames pour déplacer des piquets de grève ou pour tenir des réunions. Ce sont les travailleurs municipaux dans les communes à municipalité ouvrière qui décidaient de certaines mesures comme le ramassage des ordures pour des raisons d'hygiène. La paralysie gagnait le pays tout entier : les grandes usines allaient ouvrir leurs portes, les ouvriers allaient-ils épauler le mouvement ?»

Mais pour que les travailleurs, notamment les métallos, débrayent, il aurait fallu que ces ouvriers qui revenaient de vacances sans argent, se soient vu proposer «un mot d'ordre large, un objectif plus vaste que l'abrogation de décrets-lois qui ne les frappaient qu'indirectement» (*Quatrième internationale* n° 8-10, volume 11).

Laniel décide de prendre des mesures de réquisition et d'engager des poursuites contre ceux qui n'auraient pas repris le travail le 18.

### **Un mouvement politique**

«Les grévistes avaient conscience de l'enjeu politique de la lutte qui les opposait au gouvernement et les plus anciens parlaient aux jeunes ouvriers de Juin 36. Le gouvernement ne fut ni assez fort, ni assez cohérent pour briser le mouvement. La prime spéciale qu'il accorda aux agents de police fit douter de son autorité auprès de ses serviteurs plutôt qu'elle ne prépara ces derniers à des combats de rue. Il n'osa pas les lancer contre les grévistes. Malgré un effort spécial pour remettre en marche les transports et communications, il ne parvint, avec l'aide du

*haut personnel de direction de la SNCF, qu'à lancer quelques trains de voyageurs de parade et le recrutement de jaunes fut un lamentable échec dans les PTT». Mais «ni dans les revendications (maintien du régime antérieur des retraites) ni dans l'organisation des grèves (le plus souvent pas de comités de grève élus, mais des comités formés des différents responsables syndicaux, voire de simples comités de coordination intersyndicaux, absence de manifestations de rue, évacuation des chantiers ou bureaux), les grévistes ne s'affranchirent de la tutelle des organisations syndicales» (Socialisme ou barbarie, n° 13).*

*«FO (1) et surtout la CFTC freinent le mouvement. Les ministres MRP font pression sur les syndiqués chrétiens pour qu'ils brisent la grève et sur le gouvernement Laniel pour qu'il accorde aux salariés quelques avantages justifiant cet abandon» (Histoire du mouvement ouvrier français, op. cit.).*

La reprise du travail a commencé à se faire à partir du 21 août sur de vagues promesses : FO et la CFTC bien sûr donnent l'ordre de reprise du travail et acceptent de signer un accord avec le gouvernement à la SNCF. Puis la CGT donne à son tour la consigne de reprendre le travail.

Août 1953, même s'il ne se termine pas par une victoire des travailleurs, met fin à la paralysie des travailleurs occasionnée par les tactiques, opposées en paroles mais parallèles en fait, des staliniens et des sociaux-démocrates.

*Combat communiste n° 17, juillet 1976*

1. Ainsi Bothereau de FO déclare : *«Devions-nous généraliser le conflit ? La grève générale c'était ouvrir la porte aux possibilités de manœuvres communistes qui vont par tradition contre le régime. Or le Bureau confédéral n'est pas fait pour jouer la vie de Force ouvrière à quitte ou double.»*

# 1955

**Après l'année 1953, commence une période de bonne conjoncture qui, dans un premier temps, fait diminuer le nombre de luttes. Puis, le plein emploi a un effet boomerang et encourage les travailleurs à engager la bagarre contre le patronat.**

**C'est à cette époque que le PCF et la CGT développent leur pseudo théorie de la «paupérisation absolue et relative de la classe ouvrière» qui, sous prétexte de lutter contre le réformisme, désarme les militants qui tiennent un discours opposé à la réalité.**

«Au lieu de mettre en avant de grandes revendications (contrats collectifs, diminution des heures de travail), la CGT préconisa la “particularisation des luttes”, c'est-à-dire le dépôt de revendications à l'échelle d'un atelier ou d'une équipe même. Les luttes ne pouvaient dans ces conditions en général aller bien loin. Dans quelques cas, les patrons ne les attendaient même pas pour donner çà et là des augmentations qui, dans la bonne marche des affaires, ne leur coûtaient pas trop. Cette tactique allait d'ailleurs à la rencontre de la politique patronale qui entendait diversifier au maximum les salaires, leur base de calcul, précisément pour tenter d'empêcher que n'apparaissent des revendications générales et un mouvement d'ensemble.» La situation n'est cependant pas partout la même, comme en témoignent les grèves de Nantes et Saint-Nazaire.

## **Saint-Nazaire 1955**

Dans la métallurgie, l'augmentation des cadences, l'introduction de nouvelles méthodes de travail s'ajoutent aux abattements de zone (30% de différence par rapport aux salaires parisiens) et alimentent le mécontentement ouvrier. Les grèves tournantes démarrent à partir d'avril aux chantiers navals de Penhoët et de Saint-Nazaire.

«Dans une population qui atteint (...) 40 000 habitants on compte 15000 ouvriers métallurgistes. La construction navale emploie près de 11 000 salariés aux Chantiers de l'Atlantique (...); deux mille salariés travaillent dans de petits chantiers qui sont en fait des sous-traitants (...). En revanche, près de 3000 ouvriers sont employés à Ouest-Aviation (...) qui n'a pas de rapports avec les Chantiers de l'Atlantique» (1).

Les ouvriers viennent d'un peu toute la région et conservent des liens avec les paysans. Il y a des traditions de lutte (en 1948, les travailleurs ont construit des barricades et plusieurs grèves ont éclaté entre 1948 et 1950).

Au mois de juin, le conflit se durcit après que les travailleurs ont occupé spontanément les bureaux de la direction, séquestré le directeur et hissé le drapeau rouge sur le bâtiment. Le lendemain, 21 juin, les ouvriers de toutes les usines métallurgiques de Saint-Nazaire se mettent en grève, attaquent les CRS qui occupent les chantiers et obligent le maire (un «socialiste») à les retirer de la ville.

Les ouvriers refusent toutes les propositions patronales et les compromis syndicaux. Le 1<sup>er</sup> août, les gardes mobiles interviennent contre les ouvriers qui brûlent les lettres individuelles que leur a envoyées la direction et qui mettent le feu aux bâtiments de la direction. Les patrons prennent peur et accordent une augmentation de 17% quelques jours plus tard.

### **Nantes 1955**

La victoire de Saint-Nazaire a immédiatement des répercussions à Nantes, ville voisine avec laquelle existe une tradition de solidarité.

Le 17 août, les ouvriers font spontanément le siège de la Fédération patronale où se tiennent des négociations avec les syndicats. Ils empêchent les patrons de sortir, les obligeant à céder de plus en plus : 10, puis 15, puis 20 puis 33 francs.

Les travailleurs envahissent l'immeuble aux cris de «Nous voulons 40 francs» et passent le mobilier et les papiers par les fenêtres. *«Un ouvrier ouvre alors la porte de la salle des séances, demande calmement : “Lequel que j'étrangle ?” et tous envahissent la salle : à 15 h 30, devant l'ampleur de la manifestation, les patrons cèdent les 40 francs et sortent de la salle des séances en file indienne entre une haie d'ouvriers qui les injurient; ils trouvent leurs voitures avec les pneus crevés et doivent repartir à pied. Dans la soirée, les directions dénoncent l'accord acquis sous la “contrainte” (2)».*

Le lendemain, 10 000 ouvriers descendent dans la rue et attaquent les flics devant la préfecture où les syndicats sont en train de négocier. Une bombe fabriquée par les manifestants blesse 27 CRS. Le jour suivant, un groupe d'ouvriers attaque un journal local. L'après-midi, la prison (où des grévistes sont emprisonnés) et le Palais de justice sont attaqués à leur tour. Une armurerie est pillée à la suite de la mort d'un manifestant tué par balles.

Les syndicats se refusent à tout mot d'ordre de grève générale à l'échelle de la région et dénoncent les «provocateurs». A la suite d'une série de manœuvres et de consultations bidons, les syndicats reprennent le contrôle du mouvement en quelques jours. La grève s'éparpille et s'épuise : le travail reprend lentement, les patrons font des propositions de plus en plus ridicules et licencient des travailleurs combattifs. Le mouvement s'effrite jusqu'en septembre et, même s'il a des répercussions à la rentrée dans le textile, les mines, le bâtiment et la SNCF, il se termine par un échec. Cependant, la peur du gouvernement et du patronat que la lutte gréviste redémarre est telle qu'ils décident d'accorder le troisième semaine de congés payés le 15 septembre 1955. C'est l'accord Renault, un accord anti-grèves d'ailleurs.

«Cet accord garantit une augmentation annuelle des salaires de 4% en fonction des progrès techniques, une troisième semaine de congés payés, des indemnités journalières en cas de maladie, la retraite complémentaire pour les ouvriers. mais les syndicats s'engagent, pour une durée de deux

ans, à ne recourir à la grève qu'après avoir épuisé toutes les autres solutions» (3).

Les grèves de 1953-1955 sont suivies par un recul encore plus profond des luttes et il faudra attendre 1961 pour voir redémarrer des luttes d'une certaine ampleur. mais le bilan de cette période n'est pas entièrement négatif. Même si le mouvement gréviste de Nantes et Saint-Nazaire est resté isolé, sans écho réel à l'échelle nationale, grâce à la tactique de la bureaucratie syndicale, les travailleurs n'oublieront pas de sitôt les moments qu'ils ont vécus dans les bagarres avec les flics dans les grandes manifestations et les meetings de solidarité à l'échelon régional où ils ont pu sentir leur force et leur cohésion face à l'ennemi de classe.

«Alors que deux ans plus tôt, les fonctionnaires n'avaient pu dépasser les limites que s'étaient assignées les organisations syndicales durant tout l'été de 1955, les ouvriers métallurgistes de Nantes et de Saint-Nazaire non seulement entrent à nouveau en lutte spontanément mais, pour la première fois depuis 1936, mènent une lutte autonome, indépendamment des organisations syndicales, s'opposent plusieurs fois aux compromis que celles-ci concluent avec le patronat, affrontent victorieusement les CRS dans la rue, affirment leur volonté de lutter, au-delà des revendications salariales contre la politique capitaliste de hiérarchisation des salaires qu'acceptent les syndicats» (4).

*Combat communiste* n° 18, septembre 1976

1. «L'Europe sauvage», dossier réalisé par *L'Idiot international*.
2. *Grèves d'hier et d'aujourd'hui*, G. Lefranc, Aubier-Montaigne.
3. «L'Europe sauvage», *op. cit.*
4. *Histoire du mouvement ouvrier français*, J. Bron, Editions ouvrières.

# Les ouvriers face à la bureaucratie

(Cet article est extrait de *Socialisme ou barbarie* n°18, janvier-mars 1956. À ce sujet, on lira avec profit : *Socialisme ou barbarie : anthologie, 1953-1957 : grèves ouvrières en France*, Editions Acratie, 1985, 320 p.)

**Les textes qui précèdent donnent une description qu'on a voulu aussi complète que possible des principales luttes ouvrières de 1955, en France, en Angleterre et aux Etats-Unis. Ce n'est pas un souci d'information qui justifie leur étendue, ni le nombre des participants à ces luttes, leur combativité physique ou les concessions arrachées. C'est que ces luttes revêtent à nos yeux une signification historique de par leur contenu. Pour le lecteur qui a parcouru les pages qui précèdent, ce n'est pas anticiper sur les conclusions de cet article que de dire qu'en cet été 1955 le prolétariat s'est manifesté, d'une façon nouvelle. Il a déterminé de façon autonome ses objectifs et ses moyens de lutte; il a posé le problème de son organisation autonome; il s'est enfin défini face à la bureaucratie et séparé de celle-ci d'une manière grosse de conséquences futures.**

Le premier signe d'une nouvelle attitude du prolétariat devant la bureaucratie a été sans doute la révolte du prolétariat de Berlin-Est et d'Allemagne Orientale en juin 1953 contre la bureaucratie stalinienne au pouvoir. Pendant l'été 1955, la même séparation entre le prolétariat et la bureaucratie «ouvrière» est clairement apparue dans les principaux pays capitalistes occidentaux. L'important, c'est qu'il s'agit désormais d'une séparation active.

Le prolétariat ne se borne plus à refuser la bureaucratie par l'inaction, à comprendre passivement l'opposition entre ses intérêts et ceux des dirigeants syndicaux et politiques, ou même d'entrer en lutte malgré les directives bureaucratiques. Il entre en lutte contre la bureaucratie en personne (Angleterre, Etats-Unis), ou mène sa lutte comme si la bureaucratie n'existait pas, en la réduisant à l'insignifiance et à l'impuissance par l'énorme poids de sa présence active (France).

Un court retour en arrière est nécessaire pour situer les événements dans leur perspective. Il y a quelques années, les «marxistes» de tout acabit étaient en gros d'accord pour ignorer en fait le problème des rapports du prolétariat et de la bureaucratie «ouvrière». Les uns considéraient, qu'il n'y a pas de prolétariat en dehors des organisations bureaucratisées, donc en dehors de la bureaucratie. D'autres, que les ouvriers ne pouvaient que suivre servilement la bureaucratie, ou autrement se résigner dans l'apathie, et qu'il fallait en prendre son parti. D'autres encore, plus vaillants, prétendaient que les ouvriers avaient tout oublié, qu'il fallait réedu-

quer leur conscience de classe. Différente dans sa motivation, mais non dans ses conséquences pratiques, était la paranoïa des trotskystes «orthodoxes», pour qui la bureaucratie n'était que le produit d'un concours fortuit des circonstances, voué à éclater dès que les ouvriers entreraient en lutte, ce pour quoi il suffisait de reprendre les bons vieux mots d'ordre bolcheviks et de proposer aux ouvriers un parti et un syndicat «honnêtes».

On a toujours affirmé, dans cette revue, face à la conspiration des mystificateurs de toutes les obédiences, que le véritable problème de l'époque actuelle était celui des relations entre les ouvriers et la bureaucratie : qu'il s'agissait pour le prolétariat, d'une expérience inédite qui allait se poursuivre pendant longtemps, la bureaucratie «ouvrière», fortement enracinée dans le développement économique, politique et social du capitalisme, ne pouvant pas s'écrouler du jour au lendemain; que les ouvriers traverseraient nécessairement une période de maturation silencieuse, car il ne pouvait pas être question de reprendre purement et simplement contre la bureaucratie les méthodes de lutte et les formes d'organisation traditionnellement utilisées contre le capitalisme; mais aussi que cette expérience, historiquement nécessaire, amènerait le prolétariat à concrétiser définitivement les formes de son organisation et de son pouvoir.

Le développement de la société contemporaine sera de plus en plus dominé par la séparation et l'opposition croissante entre le prolétariat et la bureaucratie, au cours de laquelle émergeront les formes d'organisation permettant aux ouvriers d'abolir le pouvoir des exploiters, quels qu'ils soient, et de reconstruire la société sur des nouvelles bases. Ce processus n'est encore qu'à sa phase embryonnaire; mais ses premiers éléments apparaissent déjà. Après les ouvriers de Berlin-Est en juin 1953, les métallos de Nantes, les dockers de Londres et de Liverpool, les ouvriers de l'automobile de Detroit en 1955 ont clairement montré qu'ils ne comptaient que sur eux-mêmes pour lutter contre l'exploitation.

### **La signification de la grève de Nantes**

Pour comprendre les luttes ouvrières de l'été 1955, en particulier celles de Nantes, il faut les placer dans le contexte du développement du prolétariat en France depuis 1945.

Par opposition à la première période consécutive à la «Libération», où les ouvriers suivent en gros la politique des organisations bureaucratiques et en particulier du PC, on constate dès 1947-48 un «décollement» de plus en plus accentué entre les ouvriers et ces organisations. A partir de son expérience de leur attitude réelle, le prolétariat soumet à une critique silencieuse les organisations et traduit cette critique dans la réalité en refusant de suivre sans plus leurs consignes. Ce «décollement», ce refus prennent des formes bien distinctes qui se succèdent dans le temps :

De 1948 à 1952, le refus total et obstiné des ouvriers de suivre les mots d'ordre bureaucratiques s'exprime par l'inaction et l'apathie. Les grèves décidées par les staliniens ne sont pas suivies dans la grande majorité des

cas, non seulement lorsqu'il s'agit de grèves «politiques», mais même dans le cas de grèves revendicatives. Il ne s'agit pas simplement de découragement; il y a aussi la conscience de ce que les luttes ouvrières sont utilisées par le PC, et détournées de leurs buts de classe pour servir la politique russe. La preuve en est que, dans les rares cas où «l'unité d'action» entre syndicats staliniens, réformistes et chrétiens se réalise, les ouvriers sont prompts à entrer en action – non pas parce qu'ils attachent une valeur à cette unité comme telle, mais parce qu'ils y voient la preuve que la lutte considérée pourra difficilement être détournée vers des buts bureaucratiques et qu'ils ne s'y trouveront pas divisés entre eux-mêmes.

En août 1953, des millions de travailleurs entrent spontanément en grève, sans directives des bureaucraties syndicales ou à l'encontre de celles-ci. Cependant, une fois en grève, ils en laissent la direction effective aux syndicats et la grève elle-même est «passive» [1]; les cas d'occupation des locaux sont rarissimes, aux réunions des grévistes la base ne se manifeste presque jamais autrement que par ses votes.

En été 1955, les ouvriers entrent à nouveau en lutte spontanément; mais ils ne se limitent plus à cela. A Nantes, à Saint-Nazaire, en d'autres localités encore, ils ne sont pas simplement en grève, ni même ne se contentent d'occuper les locaux. Ils passent à l'attaque, appuient leurs revendications par une pression physique extraordinaire, manifestent dans les rues, se battent contre les CRS. Ils ne laissent pas non plus la direction de la lutte aux bureaucrates syndicaux; aux moments culminants de la lutte, à Nantes, ils exercent par leur pression collective directe, un contrôle total sur les bureaucrates syndicaux, à tel point que dans les négociations avec le patronat ceux-ci ne jouent plus qu'un rôle de commis, mieux : de porteroix [2], et que les véritables dirigeants sont les ouvriers eux-mêmes.

Il est impossible de confondre les significations différentes de ces attitudes successives. Leur est commun le détachement par rapport aux directions traditionnelles; mais la conscience de l'opposition entre les intérêts ouvriers et la politique bureaucratique, en se développant, se traduit par un comportement concret des ouvriers de plus en plus actif. Exprimée au départ par un simple refus conduisant à l'inaction, elle s'est concrétisée en 1955 dans une action ouvrière tendant à contrôler sans intermédiaire tous les aspects de la lutte. On peut le voir en clair en réfléchissant sur les événements de Nantes.

On a voulu voir dans les grèves de Nantes et de Saint-Nazaire essentiellement une manifestation de la violence ouvrière, les uns pour s'en féliciter, les autres pour s'en affliger. Et certes on peut, on doit même, commencer par constater que des luttes ouvrières atteignant un tel niveau de violence sont rares en période de stabilité du régime. Mais, beaucoup plus que le degré de violence, importe la manière dont cette violence a été exercée, son orientation, les rapports qu'elle a traduits entre les ouvriers



d'un côté, l'appareil de l'Etat capitaliste et les bureaucraties syndicales de l'autre. Plus exactement, le degré de la violence en a modifié le contenu, et a porté l'ensemble de l'action ouvrière à un autre niveau. Les ouvriers de Nantes n'ont pas agi violemment en suivant les ordres d'une bureaucratie – comme cela s'était produit dans une certaine mesure en 1948, pendant la grève des mineurs [3]. Ils ont agi *contre* les consignes syndicales. Cette violence a signifié la présence permanente et active des ouvriers dans la grève et dans les négociations, et leur a ainsi permis non pas d'exercer un contrôle sur les syndicats, mais de *dépasser* carrément ceux-ci d'une manière absolument imprévue. Il n'y a pas le moindre doute sur la volonté des directions syndicales, pendant toute la durée de la grève, de limiter la lutte dans le temps, dans l'espace, dans la portée des revendications, dans les méthodes employées, d'obtenir le plus rapidement possible un accord, de faire tout rentrer dans l'ordre. Pourtant devant 15 000 métallos occupant constamment la rue, ces «chefs» irremplaçables se sont faits tout petits; leur «action» pendant la grève est invisible à l'œil nu, et ce n'est que par des misérables manœuvres de coulisse qu'ils ont pu jouer leur rôle de saboteurs. Pendant les négociations mêmes, ils n'ont rien été de plus qu'un fil téléphonique, transmettant à l'intérieur d'une salle de délibérations des revendications unanimement formulées par les ouvriers eux-mêmes – jusqu'au moment où les ouvriers ont trouvé que ce fil ne servait à rien et ont fait irruption dans la salle.

Certes, on ne peut ignorer les carences ou les côtés négatifs du mouvement de Nantes. Dépassant dans les faits les syndicats, le mouvement ne les a pas éliminés comme tels. Il y a dans l'attitude des ouvriers nantais une contestation radicale des syndicats, puisqu'ils ne leur font confiance ni pour définir les revendications, ni pour les défendre, ni pour les négocier, et qu'ils ne comptent que sur eux-mêmes. Cette méfiance totale, exprimée dans les actes, est infiniment plus importante que ces mêmes ouvriers pouvaient «penser» ou «dire» au même moment (y compris ce qu'ils ont pu voter au cours des élections législatives récentes). N'empêche qu'il y a des contradictions dans l'attitude des ouvriers : d'abord, entre cette «pensée» qui se manifeste lors de discussions, de votes syndicaux ou politiques antérieurs ou ultérieurs à la grève, et cette «action», qui est la grève même. Là, le syndicat est ne serait-ce que toléré comme moindre mal, ici, il est ignoré. Même au sein de l'action, des contradictions subsistent; les ouvriers sont pour ainsi dire à la fois «en deçà» et «au-delà» du problème de la bureaucratie.

En deçà, dans la mesure où ils laissent la bureaucratie en place, ne l'attaquent pas de front, ne lui substituent pas leurs propres organes élus. Au-delà, car sur le terrain où ils se placent d'une lutte totale faite de leur présence permanente, le rôle de la bureaucratie devient mineur. A vrai dire, ils s'en préoccupent très peu : occupant massivement la scène, ils laissent la bureaucratie s'agiter comme elle peut dans les coulisses. Et les

coulisses ne comptent guère pendant le premier acte. Les syndicats ne peuvent pas encore nuire; les ouvriers en sont trop détachés.

Ce détachement n'aboutit pas pourtant, dira-t-on, à se cristalliser positivement dans une forme d'organisation propre, indépendante des syndicats; il n'y a même pas de comité de grève élu représentant les grévistes, responsable devant eux, etc.

On peut dresser plusieurs de ces constats de carence; ils n'ont qu'une portée limitée. On peut dire en effet que le mouvement n'est pas parvenu à une forme d'organisation autonome; mais c'est qu'on a une certaine idée de l'organisation autonome derrière la tête. *Il n'y a aucune forme d'organisation plus autonome que quinze mille ouvriers agissant unanimement dans la rue.* Mais, dira-t-on encore, en n'élisant pas un comité de grève, directement responsable devant eux et révocable, les ouvriers ont laissé les bureaucrates syndicaux libres de manœuvrer. Et c'est vrai. Mais comment ne pas voir que, même sur un comité de grève élu, les ouvriers n'auraient pas exercé davantage de contrôle qu'ils n'en ont exercé sur les représentants syndicaux le 17 août, qu'un tel comité n'aurait alors rien pu faire de plus que ce que ces derniers ont fait sous la pression des ouvriers? Lorsque la masse des ouvriers, unie comme un seul corps, sachant clairement ce qu'elle veut et décidée à tout pour l'obtenir, est constamment présente sur le lieu de l'action, que peut offrir de plus un comité de grève élu ?

L'importance d'un tel comité se trouverait ailleurs : il pourrait d'un côté essayer d'étendre la lutte en dehors de Nantes, d'un autre, pendant la période de recul du mouvement, permettre aux ouvriers de mieux se défendre contre les manœuvres syndicales et patronales. Mais il ne faut pas se faire d'illusions sur le rôle réel qu'il aurait pu jouer : l'extension du mouvement dépendait beaucoup moins des appels qu'aurait pu lancer un comité de Nantes et beaucoup plus d'autres conditions qui ne se trouvaient pas réunies. La conduite des négociations pendant la phase de déclin du mouvement avait relativement une importance secondaire, c'était le rapport de forces dans la ville qui restait décisif et celui-ci devenait de moins en moins favorable.

Nous sommes loin, évidemment, de critiquer la notion d'un comité de grève élu en général, ou même dans le cas de Nantes. Nous disons simplement que, dans ce dernier cas et vu le niveau atteint par la lutte ouvrière, l'importance de son action aurait été de toute façon secondaire. Si l'action des ouvriers de Nantes n'a pas été couronnée par une victoire totale, c'est qu'elle se trouvait placée devant des contradictions objectives, auxquelles l'élection d'un comité de grève n'aurait rien changé.

La dynamique du développement de la lutte à Nantes avait abouti en effet à une contradiction que l'on peut définir ainsi : des méthodes révolutionnaires ont été utilisées dans une situation et pour des buts qui ne l'étaient pas. La grève a été suivie de l'occupation des usines; les patrons

ripostèrent en faisant venir des régiments de CRS; les ouvriers ripostèrent en attaquant ceux-ci.

Cette lutte pouvait-elle aller plus loin ? Mais qu'y avait-il plus loin ? La prise du pouvoir à Nantes ? Cette contradiction serait en fait portée au paroxysme par la constitution d'organismes qui ne pouvaient, dans cette situation, qu'avoir un contenu révolutionnaire. Un comité qui aurait envisagé sérieusement la situation se serait démis, ou alors il aurait entrepris méthodiquement l'expulsion des CRS de la ville – avec quelle perspective ? Nous ne disons pas que cette sagesse après coup était dans la tête des ouvriers nantais; nous disons que la logique objective de la situation ne donnait pas grand sens à une tentative d'organisation permanente des ouvriers.

Mais cette perspective, dira-t-on, existait : c'était l'extension du mouvement. C'est encore une fois introduire subrepticement ses propres idées dans une situation réelle qui ne s'y conforme pas. Pour les ouvriers de Nantes, il s'agissait d'une grève locale, avec un objectif précis: les 40 francs d'augmentation. Elle n'était pas pour eux le premier acte d'une Révolution, il ne s'agissait pas pour eux de s'y installer. Ils ont cultivé des moyens révolutionnaires pour faire aboutir cette revendication – c'est là l'essence même de notre époque; mais cela ne veut pas dire que la révolution est possible à tout instant.

On a pourtant prétendu que cette extension était «objectivement possible». Et certes, s'il a fallu à là bourgeoisie 8 000 CRS pour résister à grande peine à 15 000 métallos de Nantes, on ne voit pas où elle aurait trouvé les forces nécessaires pour résister à cinq millions d'ouvriers dans le pays. Mais le fait est que la classe ouvrière française n'était pas prête à entrer dans une action décisive, et elle n'y est pas entrée. Les traits que nous avons analysés plus haut ne se rencontrent nettement que dans le mouvement de Nantes. Ils n'apparaissent, sous une forme embryonnaire, que dans quelques autres localités et forment un contraste impressionnant avec l'absence de tout mouvement important dans la région parisienne. Au moment même où se déroulent les luttes à Nantes, Renault à Paris donne l'image la plus classique de la dispersion et de l'impossibilité de surmonter le sabotage en douce des directions syndicales.

Dire, dans ces conditions, que le manque d'extension du mouvement est dû à l'attitude des centrales bureaucratiques, ne signifie rien. C'est dire que ces centrales ont accompli leur rôle. Aux trotskystes de s'en étonner, et de les maudire. Aux autres, de comprendre que les centrales ne peuvent jouer leur jeu, qu'aussi longtemps que les ouvriers n'ont pas atteint le degré de clarté et de décision nécessaires pour agir d'eux-mêmes. Si les ouvriers parisiens avaient voulu entrer en lutte, les syndicats auraient-ils pu les en empêcher ? Probablement non. La preuve ? Précisément – Nantes.

Il y a en fin de compte deux façons de voir la relation de l'action des ouvriers nantais et de l'inaction de la majorité du prolétariat français.

L'une c'est d'insister sur l'isolement du mouvement de Nantes, et d'essayer à partir de là d'en limiter la portée. Cette vue est correcte s'il s'agit d'une appréciation de la conjoncture : il faut mettre en garde contre les interprétations aventuristes, rappeler que le prolétariat français n'est pas à la veille d'entreprendre une lutte totale. Mais elle est fautive s'il s'agit de la signification des modes d'action utilisés à Nantes, de l'attitude des ouvriers face à la bureaucratie, du sens de la maturation en cours dans la classe ouvrière. De ce point de vue, un révolutionnaire dira toujours : Si les ouvriers nantais, isolés dans leur province, ont montré une telle maturité dans la lutte, alors, la majorité des ouvriers français, et en particulier les ouvriers parisiens, créeront, lorsqu'ils entreront en mouvement, des formes d'organisation et d'action encore plus élevées, plus efficaces et plus radicales.

En agissant comme ils l'ont fait, comme masse cohérente, comme collectivité démocratique en mouvement, les ouvriers de Nantes ont réalisé pendant un long moment une forme autonome d'organisation qui contient en embryon, la réponse à la question : Quelle est la forme d'organisation prolétarienne capable de venir à bout de la bureaucratie et de l'Etat capitaliste ? La réponse est qu'au niveau élémentaire, cette forme n'est rien d'autre que la masse totale des travailleurs eux-mêmes. Cette masse n'est pas seulement, comme on a voulu le croire et le faire croire pendant longtemps, la puissance de choc, l'«infanterie» de l'action de classe. Elle développe, lorsque les conditions sont données, des capacités étonnantes d'auto-organisation et d'auto-direction; elle établit en son sein les différenciations nécessaires des fonctions sans les cristalliser en différenciations de structure, une division de tâches qui n'est pas une division du travail : à Nantes, il y a bien eu des ouvriers qui fabriquaient des «bombes» pendant que d'autres effectuaient des liaisons, mais il n'a pas eu d'«état-major», ni officiel, ni occulte. Ce «noyau élémentaire» de la masse ouvrière s'est révélé à la hauteur des problèmes qui se posaient à lui, capable de maîtriser presque toutes les résistances qu'il rencontrait.

Nous disons bien : embryon de réponse. Non seulement parce que Nantes a été une réalité et non un modèle, et que donc, à côté de ces traits on en rencontre d'autres, traduisant les difficultés et les échecs de la masse ouvrière; cela est secondaire, pour nous est en premier lieu important dans la réalité actuelle ce qui y préfigure l'avenir. Mais parce que les limitations de cette forme d'organisation dans le temps, dans l'espace et par rapport à des buts universels et permanents sont claires. Aujourd'hui cependant, notre objet n'est pas là : avant d'aller plus loin, il faut assimiler la signification de ce qui s'est passé.

Quelles conditions ont permis au mouvement de Nantes de s'élever à ce niveau ?

La condition fondamentale a été l'unanimité pratiquement totale des participants. Cette unanimité, la véritable unité ouvrière, ne doit évidem-

ment pas être confondue avec l'unité d'action des staliniens ou des trotskystes. Celle-ci, même lorsqu'elle prétend se préoccuper de la base, n'est en fait que l'unité des bureaucraties; elle a existé à Nantes, mais elle a été le résultat de l'unité ouvrière, elle a été imposée à la bureaucratie par les ouvriers. Non pas que ceux-ci s'en soient occupés un instant, aient «demandé» à leurs directions de s'unir; ils les ont en fait ignorés, et ont agi dans l'unanimité. Les bureaucrates comprirent alors que leur seule chance de garder un minimum de contact avec le mouvement était de se présenter «unis».

L'unanimité ouvrière s'est manifestée d'abord sur le plan de la définition de la revendication. Personne à ce jour, sauf erreur, ne sait «qui» a mis en avant le mot d'ordre de quarante francs d'augmentation pour tous. En tout cas pas les syndicats; on chercherait en vain dans leurs programmes un tel objectif. Plus même, par son caractère non hiérarchisé, la revendication des ouvriers de Nantes va directement à l'encontre de tous les programmes syndicaux. L'unanimité qui s'est réalisée parmi des travailleurs aux rémunérations fortement différenciées sur la demande d'une augmentation uniforme pour tous n'en est que plus remarquable. L'unanimité s'est manifestée également sur les moyens, et ceci tout au long de la lutte : à chaque transformation de la situation «tactique», les travailleurs ont spontanément et collectivement apporté la réponse adéquate, passant de la grève illimitée, de l'occupation des usines, à l'action contre les CRS. L'unanimité enfin a été totale sur le rôle propre des ouvriers : il n'y a rien à attendre de personne, sauf ce qu'on peut conquérir soi-même. De personne, y compris les syndicats et partis «ouvriers»: ceux-ci ont été condamnés en bloc par les ouvriers de Nantes dans leur action.

Cette attitude face à la bureaucratie est évidemment le résultat d'une expérience objective profonde de celle-ci. Nous ne pouvons pas insister ici sur ce point, qui mérite à lui seul un long examen. Disons simplement que les conditions de cette expérience en France sont données dans un fait élémentaire : après 10 ans d'«action» et de démagogie syndicales, les ouvriers constatent qu'ils n'ont pu limiter la détérioration de leur condition que pour autant qu'ils se sont mis en grève. Et ajoutons que le succès, même partiel, des mouvements de Nantes et de Saint-Nazaire, fera faire un bond en avant à cette expérience, parce qu'il fournit une nouvelle contre-épreuve: ces mouvements ont fait gagner aux ouvriers, en quelques semaines, davantage que ne l'ont fait dix années de «négociations» syndicales.

L'analyse de ces conditions montre que la forme prise par le mouvement de Nantes n'est pas une forme aberrante, encore moins un reste de traits «primitifs», mais le produit de facteurs qui sont partout à l'œuvre et donnent à la société actuelle le visage de son avenir. La démocratie des masses à Nantes découlait de l'unanimité ouvrière; celle-ci à son tour ré-

sultait d'une conscience des intérêts élémentaires et d'une expérience commune du capitalisme et de la bureaucratie, dont les prémisses sont amplifiées jour après jour par l'action même des capitalistes et des bureaucrates.

### **Les traits communs des grèves en France, en Angleterre et aux Etats-Unis**

Une analyse analogue à celle qu'on a tentée plus haut serait nécessaire dans le cas des grèves des dockers anglais et des ouvriers américains de l'automobile. Elle permettrait de dégager d'autres caractéristiques de ces mouvements également profondes et grosses de conséquences; pour n'en citer qu'une, l'importance croissante que prennent au fur et à mesure du développement concomitant du capitalisme et du prolétariat, des revendications autres que celles de salaire, et en premier lieu, celles relatives aux conditions de travail, qui mènent directement à poser le problème de l'organisation de la production et en définitive de la gestion. Nous ne pouvons pas entreprendre ici cette analyse, le lecteur pourra se reporter aux articles consacrés à ces luttes dans les pages qui précèdent.

Il importe cependant de définir, dès maintenant, les traits communs à tous ces mouvements. Le principal est évident : c'est l'opposition ouverte et militante des ouvriers à la bureaucratie, c'est leur refus de «se laisser représenter». Il a pris la forme la plus explicite possible en Angleterre : les dockers anglais ont fait grève pendant sept semaines contre la bureaucratie syndicale elle-même et personne d'autre. De même que les ouvriers d'Allemagne Orientale en 1953, les dockers anglais attaquèrent la bureaucratie – ici «socialiste», là «communiste» – en tant qu'ennemi direct. L'attaque a été à peine moins explicite aux Etats-Unis : les grèves des ouvriers de l'automobile, consécutives à la signature des accords CIO-Ford-General Motors sur le salaire annuel garanti, étaient certes dirigées contre les patrons par le contenu des revendications posées, mais en même temps formaient une manifestation éclatante de la répudiation de la politique syndicale par les ouvriers. Elles équivalaient à dire aux syndicats : Vous ne nous représentez pas, ce qui vous préoccupe ne nous intéresse pas et ce qui nous intéresse, vous l'ignorez. On a vu enfin, qu'en France, les ouvriers nantais ont «laissé de côté» la bureaucratie pendant leur lutte, ou l'ont «utilisée» dans des emplois mineurs.

En deuxième lieu, il n'y a pas trace de «débordement» de la bureaucratie par les ouvriers dans aucun de ces mouvements. Ces luttes ne sont pas contenues pour ainsi dire au départ dans un cadre bureaucratique au sein duquel elles se développeraient et qu'elles finiraient par «déborder». La bureaucratie est *dépassée* – le mouvement se situe *d'emblée* sur un terrain autre. Ceci ne veut pas dire que la bureaucratie est abolie, que le prolétariat évolue dans un monde où il ne peut plus la rencontrer; elle est toujours là, et ses rapports avec elle sont non seulement complexes, mais confus : elle est à la fois mandataire, ennemi, objet de pression immédiat, quantité

négligeable. Mais il y a une chose qu'elle n'est plus : direction acceptée et suivie lors des luttes, même à leur début : la conception trotskyste du débordement (théorisation de la pratique de Lénine face à la social-démocratie et en particulier de l'expérience de 1917) présupposait que les masses se situent au départ sur le même terrain que les directions «traîtres» et restent sous l'emprise de celles-ci jusqu'à ce que l'expérience acquise à l'aide du parti révolutionnaire au cours des luttes les en dégage. Or, l'expérience contemporaine – celle de 1955 en premier lieu, montre que les masses entrent en action à partir d'une expérience de la bureaucratie préalable à cette action elle-même, donc *indépendamment* de la bureaucratie – sinon, même *contre* celle-ci. C'est que la bureaucratie a entre-temps acquis une existence objective comme partie intégrante du système d'exploitation. Le menchevisme en 1917 n'était qu'un discours; le stalinisme, le travaillisme, le CIO sont, à des degrés divers, des pouvoirs.

On est ainsi conduit à une troisième considération. De 1923 à 1953, les révolutionnaires en étaient réduits à contempler impuissants un cercle vicieux. La classe ouvrière ne pourrait faire définitivement l'expérience des directions bureaucratiques qu'au cours de la lutte; mais l'existence même et l'emprise de ces directions signifiait soit que les luttes tout simplement ne démarraient pas, soit qu'elles étaient défaites, soit enfin qu'elles restaient jusqu'au bout sous le contrôle de la bureaucratie et utilisées par elle. Ce n'est pas là une théorie, mais la description condensée et fidèle des trente dernières années de l'histoire du mouvement ouvrier. L'existence même et l'emprise du stalinisme par exemple, empêchait que l'expérience du prolétariat au cours d'une crise ne se fasse dans un sens révolutionnaire. Qu'on dise que cela était dû à l'absence d'un parti révolutionnaire ne change rien : l'emprise stalinienne signifiait la suppression de la possibilité d'un parti révolutionnaire, tout d'abord la suppression physique de ses militants éventuels [4].

Or, les luttes de l'été 1955 sont un premier signe que ce cercle vicieux est rompu. Il est rompu par l'action ouvrière, à partir d'une expérience accumulée non pas tant du rôle de la bureaucratie comme direction «traître» des luttes révolutionnaires, mais de son activité quotidienne comme garde-chiourme de l'exploitation capitaliste. Pour que cette expérience se développe, il n'est pas indispensable que la bureaucratie accède au pouvoir; le processus économique d'un côté, la lutte de classes élémentaire et quotidienne dans l'usine de l'autre, la poussent inexorablement à s'intégrer au système d'exploitation et dévoilent sa nature devant les ouvriers. Autant il était impossible de constituer une organisation révolutionnaire en expliquant aux ouvriers français la trahison stalinienne en Chine en 1927, autant il est possible de le faire en les aidant à organiser leur lutte quotidienne contre l'exploitation et ses instruments syndicaux et politiques «ouvriers». Quelles conclusions peut-on tirer de cette analyse pour ce qui est du problème de l'organisation du prolétariat et de l'avant-garde ?

Aussi bien la grève de Nantes que la grève des dockers anglais montrent la forme adéquate d'organisation des ouvriers pendant l'action. Nous ne reviendrons pas sur le contenu de cette forme, ni sur ses limitations éventuelles. Mais, par la nature même des choses et jusqu'à nouvel ordre, de telles formes ne sont ni ne peuvent être permanentes sous le régime capitaliste. Le problème de l'organisation de minorités ouvrières pendant les périodes d'inaction subsiste. Il se pose cependant de façon différente.

Il faut d'abord constater que le degré de maturation qu'ont révélé les luttes de 1955 interdit de poser les problèmes «revendicatifs» et «politiques» séparément les uns des autres. Il y a longtemps que l'on sait qu'ils sont indissociables objectivement. Ils le seront de plus en plus dans la conscience des ouvriers. Une minorité organisée dans une entreprise, qu'elle prenne la forme d'un comité de lutte, d'un groupe réuni autour d'un journal ouvrier, ou d'un syndicat autonome, devra dès le départ affirmer clairement cette unité. Nous n'entendons pas par là qu'elle devra se livrer aux prestidigitations trotskystes, tendant à faire surgir d'une demande d'augmentation de 5 francs la grève générale et la révolution, comme un lapin d'un haut-de-forme : elle devra au contraire soigneusement les éviter, et condamner, s'ils se présentent, les saltimbanques qui s'y livrent. 999 fois sur 1 000, une grève pour cinq francs est une grève pour 5 francs et rien de plus. Ou plutôt, le plus qu'elle contient ne vient pas de ce qu'elle conduit à la lutte pour le pouvoir, mais de ce qu'elle se heurte, sous une forme ou sous une autre, à l'appareil de domination capitaliste *intérieure* à l'usine et incarné par la bureaucratie «ouvrière». L'organisation de la lutte contre celle-ci est impossible si on ne met pas en lumière sa nature *totale*, à la fois économique, politique et idéologique. Simultanément, les ouvriers ne peuvent se mouvoir efficacement au milieu des multiples contradictions que suscite même la lutte revendicative la plus élémentaire dans les conditions du capitalisme décadent – contradictions qu'on a indiquées plus haut sur l'exemple de Nantes – que s'ils arrivent à situer leurs luttes dans une perspective plus générale. Apporter cette perspective est la fonction essentielle des minorités organisées.

Mais il faut également comprendre que, même lorsqu'il s'agit de luttes élémentaires, les minorités organisées ont pour tâche d'aider l'éclosion des formes d'organisation collectives-démocratiques de la masse des ouvriers, dont Nantes a fourni l'exemple, formes d'organisation qui s'avèrent déjà les seules efficaces, et qui s'avéreront de plus en plus les seules possibles.

**Pierre Chaulieu** (alias Cornelius Castoriadis)



## Notes

[1] A l'exception de quelques localités, dont Nantes est la plus importante.

[2] Nous nous référons ici à la phase ascendante du mouvement: son déclin a signifié une certaine «reprise en mains» de la part des bureaucrates – toute relative d'ailleurs.

[3] Il y a eu alors, dans certains endroits, de véritables opérations de guerre civile entre les mineurs et la police.

[4] Au reste, les tenants trotskystes de cette position pourraient bien se demander – une fois n'est pas coutume – pourquoi un tel parti n'a pu se constituer pendant trente ans. Ils seraient ainsi ramenés, comme on dit, au problème précédent.

# 1961-1963 :

## Les mineurs en lutte

La période 1955-1963 est dominée par deux évènements importants:

– la guerre d’Algérie, qui, commencée en 1953, se termine par les accords d’Evian en 1962;

– l’avènement, après le coup d’Etat du 13 mai 1958, d’un régime «bonapartiste», d’un «Etat fort» qui s’appuie d’un côté sur les syndicats et partis de gauche pour imposer l’indépendance algérienne aux secteurs ultras de l’armée et de la bourgeoisie, et de l’autre sur la droite pour imposer la paix sociale.

Ni la guerre d’Algérie, ni le coup d’Etat du général de Gaulle ne suscitent une révolte de masse des travailleurs français. Des manifestations importantes (journée anti-OAS le 19 décembre 1961, enterrement des victimes de Charonne en février 1962), quelques grèves générales (le 1<sup>er</sup> février 1960 au moment des incidents d’Alger, le 23 avril 1961 contre le putsch des généraux, le 9 février 1962 – une heure ! – contre l’assassinat de Charonne) ont lieu mais ne font qu’égratigner l’Etat bourgeois.

Dans l’ensemble, la classe ouvrière ne se sent pas assez forte pour attaquer de front, politiquement, le régime gaulliste dans ses premières années. Les syndicats et partis de gauche, tout en criant au «fascisme» et en protestant très mollement contre la sale guerre coloniale, laissent en fait à De Gaulle l’initiative : référendums plébiscites avec 80% de «oui», offensive idéologique autour du thème de la «participation» (nouveau nom de l’association capital-travail), décrets de réquisition contre les fonctionnaires, etc.

De 1960 à 1963, le gouvernement tolère sans intervenir violemment des vagues revendicatives régulières mais qui ne remettent pas en cause le prestige de l’Etat fort. Régulièrement, le secteur public s’est mis en mouvement pour tenter de rattraper le secteur privé.

De 1960 à 1963, la détérioration progressive du niveau de vie des travailleurs provoque une série de conflits :

- juin 1959 : grève des cheminots menacés par la réquisition;
- 1960 : grèves de 24 heures des cheminots et des fonctionnaires;
- avril 1962 : grève des cheminots lancée par le dépôt d’Avignon;
- mai 1962 : grève de 24 heures à l’EDF;
- décembre 1962 : grèves de 24 heures des ouvriers des ateliers de réparation de la RATP

## **Decazeville : 19 décembre 1961-février 1962**

Les Houillères de Decazeville sont en déclin depuis la «Libération» : 4 348 ouvriers en 1950, plus que 2009 en 1961. Le gouvernement est décidé à ne garder que la mine à ciel ouvert et à fermer les autres puits.

Le licenciements de 8 mineurs qui sont affectés à une autre entreprise de la région provoque la colère des travailleurs. Les locaux sont occupés par les grévistes pour protester contre les conditions de leur reclassement et ils demandent :

- le maintien des «avantages» acquis (logement gratuit ou prime de logement, allocation annuelle de 6 tonnes de charbon, meilleur régime de Sécurité sociale, retraite plus tôt : de 50 à 55 ans);

- une vraie politique de reconversion (les mineurs ne sont assurés de toucher un salaire équivalant à 90% de leur ancien salaire que pendant deux ans).

Comme le patronat a intérêt à installer des usines là où il peut trouver de la «main-d'œuvre bon marché et peu revendicative», il est évident qu'il n'a pas intérêt à construire de nouvelles usines dans la région. Les mineurs de Decazeville s'attaquent à un problème très difficile et ils ont besoin, pour vaincre, de la solidarité de tous les travailleurs. Remettre en cause la reconversion industrielle de l'Aveyron, du Nord ou de l'Est, c'est s'attaquer à toute la politique du gouvernement et du patronat.

La grève dure 64 jours et bénéficie d'une immense solidarité au niveau local. Douze conseillers municipaux de Decazeville et 307 maires de l'Aveyron démissionnent par solidarité.

Mais, au bout de deux mois, l'absence de ressources et surtout l'existence de stocks de charbon importants obligent les mineurs à reprendre le travail. Blondeau, de la Fédération nationale CGT du sous-sol, a toutes les peines du monde à convaincre les militants locaux de la CGT de cesser la grève.

### **La grève de mars-avril 1963**

Le gouvernement, après sa victoire sur les mineurs de Decazeville, a bon espoir de continuer sa «rationalisation» du secteur minier sans heurts. Le gaz, le pétrole et l'électricité supplantent de plus en plus le charbon, mais l'Etat et le patronat sont d'accord pour laisser faire la concurrence – en clair pour laisser les mineurs se débrouiller pour trouver du travail, une fois qu'ils sont licenciés. Les cas de silicose se multiplient à cause de la façon dont s'effectue la mécanisation de l'abattage (10 000 ouvriers pensionnés pour silicose dans le seul bassin du Nord-Pas-de-Calais).

La dépréciation des salaires se monte à 11% et le mécontentement gronde. Les syndicats, particulièrement la CGT qui est la plus forte organisation des mineurs, du moins à l'échelle nationale (la CFTC est en effet majoritaire en Lorraine), ont tendu toutes les perches possibles au gouvernement qui ne veut pas entendre parler de négociations. De Gaulle se sent

tellement sûr de lui qu'il donne pour consigne à son ministre de recevoir les syndicats debout (ceux-ci se plaignent en effet, les pauvres, que le ministre ne les «ait même pas invités à s'asseoir» !) et pendant...7 minutes.

### **Quelques chiffres**

Le personnel des mines compte :

- 118 500 mineurs de fond;
- 48 700 mineurs en surface;
- 16 000 agents de maîtrise;
- 7 200 employés et cadres moyens;
- 1 900 ingénieurs et agents de direction.

Le salaire moyen mensuel, tous «avantages compris», se monte à 744 francs. 2% seulement des mineurs gagnent un peu plus de 1000 francs par mois.

La grève démarre le 1<sup>er</sup> mars : elle doit durer 48 heures pour la CGT, mais est illimitée pour FO et la CFTC (la surenchère, quand on est minoritaire, ça ne coûte rien !). Les mines de charbon, tout comme celles de fer, de bauxite et de potasse sont touchées par la grève.

Contrairement aux grèves des mineurs de 1948, 1953 et 1955, la CGT n'est pas seule dans le coup. mais le gouvernement ne se laisse pas pour autant impressionner par l'unité syndicale et cherche même la bagarre : dès le premier jour, il réquisitionne les ouvriers de cokeries (les syndicats acceptent la réquisition en déclarant qu'ils n'avaient pas l'intention de se mettre en grève !) et au bout de trois jours (un dimanche) le *Journal Officiel* publie un décret de réquisition de tous les mineurs à partir du 4 mars.

La réquisition n'a absolument aucun effet. Une grande partie des ingénieurs et des cadres, qui sont pourtant connus pour leur esprit et leurs méthodes réactionnaires et anti-ouvrières, se solidarisent avec les grévistes : dans le Nord, en versant deux jours de salaires aux syndicats; en Lorraine, en se mettant en grève 24 heures. Des collectes sont organisées dans toute la France par la CGT, la CFTC, la FEN et l'UNEF. Les mineurs de Lorraine marchent sur Paris et manifestent aux Invalides. Des mouvements de solidarité se produisent à l'EDF et à la SNCF.

Mais aucun appel à la grève générale n'est lancé par les syndicats qui ne recherchent pas l'épreuve de force avec le gouvernement, bien que la situation soit favorable. Un arrêt de travail d'un quart d'heure (!) est organisé par la CGT, la CFTC, la FEN et l'UNEF. FO reste toujours à l'écart, à cause de ses réticences vis-à-vis de la CGT, considérée comme un «syndicat totalitaire lié à une puissance étrangère» contrairement à FO, bien sûr, qui est totalement indépendant du patronat français et des fonds provenant de la CIA ! Les mineurs finissent, au bout de 5 semaines, par obtenir 12,5% d'augmentation (répartis sur un an), 24 jours de congés, une aug-

mentation des primes. Les mineurs auraient certainement pu obtenir beaucoup plus sans l'attitude conciliatrice des syndicats. La résistance des mineurs se traduit par un boycott de la reprise du travail : 28% dans le Nord, 56% dans le bassin de Lens-Liévin, 46% dans celui d'Hénin-Liétard. A Lens, Delfosse, secrétaire général de la Fédération CGT du sous-sol, est tellement en rogne d'être contesté par la base qu'il déclare, lors d'un meeting, «*Vous n'êtes que des ingrats et des imbéciles.*»

### **Contre la réquisition : deux mètres de pétitions !**

*L'Humanité* du 2 mars montre bien qu'il n'est pas question que la solidarité des autres catégories de travailleurs se manifeste par une grève générale. Elle n'appelle absolument pas les travailleurs à s'opposer de façon sérieuse au décret de réquisition qui frappe les mineurs et se livre à une description lyrique de sa campagne de pétitions : «*Si l'on avait pu équilibrer, sur une même épaisseur, les pétitions déposées par les cheminots au ministère des Transports, la pile aurait mesuré hier au soir, près de deux mètres. Une épaisse couche tapissait toute la surface d'une table, deux grandes piles, qui tiennent difficilement la verticale, envahissent un bureau.*»

Les syndicats n'ont rien obtenu ni sur la question de la réduction de la durée du travail, ni sur les garanties de reconversion. Ils n'ont absolument pas cherché à prendre une position offensive, alors qu'il y avait à l'époque des grèves de 24 heures très bien suivies chez les cheminots, à l'EDF-GDF et aux PTT.

Comme l'explique très clairement le ministre du Travail, Grandval (gaulliste de gauche), dans un article publié dans *Notre République* : «La grève des mineurs a au contraire montré qu'une défense véhémente des intérêts de leurs mandants n'empêchait pas les syndicats de jouer un rôle, somme toute, modérateur. En hésitant à la déclencher, en veillant à ce qu'elle se déroule jusqu'au bout dans la dignité, à ce qu'elle se garde de toute politique et à ce qu'elle s'achève presque aussitôt l'accord conclu, ils ont prouvé leur maturité, et dans la mesure de leurs faibles moyens, leur efficacité.»

On ne peut rêver meilleur certificat de bonne conduite pour nos bureaucrates syndicaux.

Bien que les travailleurs n'aient pas obtenu grand-chose, il s'agit clairement d'une défaite gouvernementale, mais le recul du pouvoir n'est que provisoire. Le gouvernement, pour éviter un nouvel affrontement d'une certaine ampleur, prend plusieurs mesures anti-ouvrières : en juillet, à la suite d'une grève de la RATP, il fait voter une loi interdisant les grèves

surprises dans les services publics et imposant 5 jours de préavis à tout mouvement de grève dans ce secteur; en septembre de la même année, il établit un plan de stabilisation qui se fixe ouvertement pour but de freiner les hausses de salaires et d'organiser un certain volant de chômage et de restrictions à la consommation. C'est ce durcissement de la politique gouvernementale – et patronale – qui caractérisera les cinq années qui précèdent mai 1968.

### **L'occupation de la mine**

«Allongés sur la paille, dans d'étroits boyaux de recherche désaffectés, à l'abri du formidable courant d'air qui parcourt les “ galeries de roulage ” pour en assurer la ventilation, abondamment pourvus de romans policiers et en jeux de cartes, régulièrement ravitaillés par les “ cabas ” familiaux que les camions du piquet de grève vont ramasser de porte en porte jusque dans les plus lointains hameaux, les grévistes font preuve d'une étonnante bonne humeur pour des hommes qui abordent leur dixième jour de grève dans des conditions particulièrement dures. Chaque visite (et elles sont nombreuses : car tous les maires du bassin défilent au fond de la mine) est prétexte à entonner l'*Internationale*, la *Marseillaise* (...). Par roulement, les manifestants regagnent la surface en moyenne tous les trois jours pour se laver. Un petit groupe d'irréductibles a toutefois refusé jusqu'à présent de bouger. Tous les grévistes ne sont pas d'ailleurs sous terre. Les ouvriers de “ la Découverte ”, mine à ciel ouvert, campent sur place et, mal protégés du froid par des bâtiments peu hermétiques, se trouvent probablement placés dans des conditions plus dures encore que leurs camarades du fond.»

*Le Monde*, 29 décembre 1961

### **Une brèche dans la politique contractuelle**

La grève des mineurs de 1963 a taillé une brèche dans le contrôle des conflits sociaux par l'Etat dans une période de conjuncture économique favorable. En effet, toute la politique du gouvernement et du patronat depuis les grèves de 1955 est de tenter de donner de plus en plus de place aux syndicats dans les organismes de préparation du Plan, de les amener à avoir une «politique contractuelle» comme on dirait aujourd'hui. Les accords Renault de 1955 et 1962 sur la troisième puis la quatrième semaine de congés payés, qui sont ensuite étendus à la métallurgie, rentrent très bien dans cette nouvelle stratégie de l'Etat vis-à-vis des syndicats. Plutôt que les syndicats mènent des bagarres à l'échelle nationale sur les problèmes de salaires et de conditions de travail, l'Etat, en instaurant 3 puis 4

semaines de congés payés chez Renault, les pousse à réclamer la généralisation de ces congés payés – ce qui coûte beaucoup moins cher au patronat – et à ne discuter, lors des rencontres des conventions collectives nationales, que du montant du salaire minimum, les salaires réels étant discutés entreprise par entreprise. Les syndicats, entre 1955 et 1963, ont toujours accepté et même défendu cette politique, et ils continuent à la défendre aujourd’hui ce qui a des effets absolument désastreux pour les travailleurs.

*Combat communiste* n° 21, décembre 1976

### **Le Meeting de Lens**

(récit extrait de *La Vérité*, revue trotskyste, juin 1963, n° 564, pp. 39-40)

«Lens, vendredi 5 avril, 16 heures à 19 heures. Environ 4 000 personnes assistent au meeting : des jeunes, des femmes, quelques travailleurs nord-africains et des ouvriers de tous âges. Aspect sérieux, tendu, des mineurs qui se rendent au meeting. Certains tiennent leur carte syndicale à la main, en huant les dirigeants; beaucoup de ceux avec qui nous parlons sont syndiqués à la CGT. Un mineur, syndiqué à la CGT, nous dit :

– Je resterai à la CGT, mais je ne pourrai plus jamais avoir confiance dans les dirigeants qui ont signé une telle capitulation sans demander leur avis aux travailleurs.

Les propos sont semblables dans toutes les bouches :

– Tous ceux qui nous ont aidés, qui nous ont donné de l’argent, qu’est-ce qu’ils vont penser de nous ? On est des dégonflés de reprendre comme ça.

– Avec ce que donne l’accord, on pouvait reprendre il y a dix jours. Les dirigeants ont capitulé. Ils nous ont trahis.

Aucune illusion sur la possibilité de poursuivre la grève :

– On ne peut pas faire autrement que de reprendre le travail, mais on se souviendra d’une telle trahison.

Les mineurs nous expliquent ce qu’il s’est passé la veille :

– Dans les réunions locales, qui ont eu lieu le jeudi, réunions que nous avons imposées aux dirigeants qui n’en voulaient pas, personne pratiquement n’était pour la reprise; c’est ainsi qu’à Louches, sur 800 mineurs, 2 seulement ont levé la main pour voter la reprise du travail, 30 ont voté contre, les autres n’ont pas voté.

Un responsable CGT d’un puits de Liévin nous déclare :

– Ici, à Liens et à Liévin, ils n’ont jamais su terminer la grève; c’était pareil en 1947 et en 1948. Alors ce n’est pas grave, ce sont toujours les mêmes abrutis qui ne comprennent rien. Ils ne savent même pas ce qu’il y

a dans les accords; hier, dans mon puits, 40 provocateurs ne voulaient rien savoir, j'ai dû leur expliquer pendant deux heures et demie; après, tout le monde était prêt à reprendre.

Le meeting commence : une centaine de militants membres du PCF gardent la tribune. Martel, proposé comme président, est sifflé. Lorsque les mineurs apprennent que Delfosse est malade «après les journées épuisantes qu'il a vécues durant les grèves», des cris fusent : «Il a la trouille !», «Il n'est pas capable de s'expliquer.» La veille, Delfosse avait été hué par les mineurs dans son propre puits. Menu, de FO, enrôlé, tente de prendre la parole. Nouvelles huées. Menu cherche à justifier les dirigeants des syndicats :

– Vous nous avez vendus, vous avez signé sans avoir demandé notre avis.

Menu :

– Je vous donne notre parole d'hommes qu'on attend votre accord pour signer.

Les mineurs brandissent le journal régional du PCF sur lequel, en gros titre, on lit : «L'accord est signé.»

Menu :

– C'est une erreur d'une agence de presse qui a communiqué une information erronée.

– Vendus, pourris ! lancent les mineurs.



# Luttes de classes en France (1964-1967)

**La période 1964-1967 est une période où la résistance des travailleurs face à l'aggravation de leurs conditions de vie et de travail se durcit, mais ne peut s'organiser à l'échelle nationale en une offensive coordonnée. Le chômage augmente, la production stagne, provoquant une baisse du niveau de vie dans beaucoup de régions. Les primes diminuent, les heures supplémentaires disparaissent, ceux qui partent en retraite ne sont pas remplacés. Une atmosphère d'insécurité croissante se fait jour dans les années précédant l'explosion de 1968.**

Le patronat et le gouvernement, pour faire passer leur politique anti-ouvrière, essaient de faire participer au maximum les syndicats à leur politique tout en s'attaquant à certains de leurs privilèges et de leurs acquis (réduction des sièges syndicaux à la Sécurité sociale, licenciement de militants syndicaux, etc.).

Face à cette politique à double face de la bourgeoisie, les syndicats (surtout la CGT et la CFDT après l'accord de 1966), d'un côté dénoncent la «politique autoritaire», «répressive» du gouvernement («police des salaires», «accords anti-grève», «participation» bidon, etc.), de l'autre réclament une collaboration plus grande avec le gouvernement et le patronat.

Si on laisse de côté le cas de FO qui, malgré des protestations symboliques, signe à tour de bras des accords soit avec le CNPF, soit avec le gouvernement, et la CFDT qui s'est toujours déclarée en faveur d'une bonne «politique contractuelle», c'est évidemment le changement d'attitude de la CGT qui est décisif.

La CGT progressivement accepte de participer aux organismes paritaires de retraite complémentaire et d'assurances chômage. Elle participe aux commissions présidées par le conseiller d'Etat Grégoire, commissions chargées d'étudier l'évolution de la masse des salaires en 1963 par rapport à 1962, à la SNCF, à l'EDF-GDF, à la RATP, aux Charbonnages de France.

C'est en effet dans le secteur public et nationalisé que le gouvernement essaie de mettre en place une politique des revenus avec l'accord des syndicats : Debré avait déjà proposé en 1961 une hausse des salaires limitée à 4% par an ! Le technocrate Toutée, conseiller d'Etat chargé d'étudier un système de progression des salaires du secteur nationalisé, propose d'abandonner la fixation autoritaire par l'Etat des salaires du secteur public et de conclure des «contrats de progrès» pour une durée limitée, la grève étant interdite pendant la période de validité du contrat, sur les objectifs signés.

La CGT et la CFDT, si elles ne signeront aucun «contrat de progrès» anti-grève pendant cette période, cautionneront de leur présence, de leurs jérémiades et de leurs multiples demandes d'entrevue avec le CNPF et le gouvernement, cette politique contractuelle. Et ce qu'ils reprocheront à FO c'est beaucoup plus de signer sans eux que de signer... tout court.

### **1964 : Le début des journées d'action et des grèves de 24 heures**

L'année 1964 voit le nombre de journées de grève augmenter : 2,5 millions, ce qui représente un bon chiffre par rapport aux années précédentes.

1964 voit aussi se dessiner la tactique des syndicats pendant les quatre années qui vont précéder mai 1968. Face à la montée croissante du mécontentement des travailleurs, les syndicats se refusent à organiser sérieusement la solidarité aux grèves dures locales, mais ils organisent des «grèves générales»... de 24 heures, des «journées d'action interprofessionnelles» de façon de plus en plus régulière.

En 1964, par exemple, deux grèves de 24 heures sont organisées, l'une le 18 mars (5 millions de travailleurs débrayent ce jour-là), l'autre le 11 décembre. Elles correspondent à peu près aux temps forts des luttes sociales, au moment où il faut lâcher un peu de vapeur pour gaspiller un peu l'énergie des travailleurs et rappeler aux patrons l'existence des syndicats.

Ces deux journées d'action concernent le secteur public et nationalisé où le gouvernement tente d'appliquer son Plan de stabilisation qui se traduit par le blocage des salaires. Pompidou, alors Premier ministre, déclare au CNPF «que les préoccupations gouvernementales ne sont nullement influencées par les prochaines grèves dont la “mollesse” reconforte plutôt les pouvoirs publics». La bourgeoisie prend les grèves de 24 heures pour ce qu'elles : sont des actions symboliques...

### **1965 : une année de recul des luttes**

Ce recul des luttes se traduit par une baisse très sensible du nombre de journées de grève : 976 000 pour l'année. Ce recul des luttes s'explique d'une part sans doute par l'échec des journées d'action de l'année précédente, d'autre part par une montée du chômage dans l'Eure, les Vosges, les Ardennes, le Morbihan, à Lille, Nevers, Dijon, Le Mans, Thionville, Paris, dans le textile, les cuirs et peaux, la construction navale. Deux grèves de 24 heures ont à nouveau lieu dans la fonction publique et le secteur nationalisé les 27 et 28 janvier 1965, mais le fait significatif est plutôt le durcissement de l'attitude du patronat et du gouvernement face aux quelques luttes de cette année.

Les travailleurs de Peugeot, par exemple, qui se mettent en grève le 7 avril pour une durée de 4 semaines, se trouvent face à une direction intransigeante. Peugeot, qui a déjà diminué l'année précédente les horaires de trois heures, veut les diminuer à nouveau de 3 heures 45, occasionnant ainsi une nouvelle perte de salaire. Le changement d'horaires que souhaite imposer la direction oblige les travailleurs à se lever à 2 heures du matin

pour prendre le car et aller au travail. Cette dégradation des conditions de travail vient s'ajouter à une répression accrue contre les syndicats qui se traduit, par exemple, par la décision de la direction de faire passer de 20 heures à 15 heures le nombre d'heures attribuées aux délégués. Dès que la grève éclate, 5 militants syndicaux sont licenciés ainsi que 8 grévistes, et 77 travailleurs sont mis à pied.

A Berliet-Vénissieux, le 8 avril, les travailleurs se mettent en grève pour une augmentation de salaires. La grève s'étend à d'autres entreprises de la région lyonnaise et la direction lockoute Berliet. Le 26 avril, les mensuels rentrent dans l'usine en cortège et envahissent les bureaux de la direction – action condamnée par les syndicats comme un «*phénomène spontané qui s'est fâcheusement produit alors qu'eux-mêmes étaient en discussion à l'Inspection du Travail*». Lors du meeting de reprise, plusieurs travailleurs prennent la parole pour tirer un bilan de la grève et interviennent en faveur de l'occupation de l'usine lors des prochaines luttes.

Aux Ateliers et Chantiers de Nantes (3 400 travailleurs), les ouvriers entrent en lutte contre le licenciement de 344 travailleurs, et de violents combats se déroulent avec les CRS, renouant avec une vieille tradition locale...

Chez Bull (500 licenciements) et à Sud-Aviation Toulouse (où les techniciens débrayent pour exiger la parité de leurs salaires avec ceux de Paris), des grèves se déroulent aussi. Aucune de ces grèves ne se termine par une victoire, même petite. Le gouvernement et le patronat forment un bloc soudé et uni, et font tout ce qui est en leur pouvoir pour faire accepter le chômage, la diminution de leur pouvoir d'achat aux travailleurs : licenciements massifs, changements saisonniers des horaires de travail (avec perte des avantages acquis), envoi des forces de l'ordre contre les grévistes, etc.

Les travailleurs, par leurs quelques luttes, montrent qu'ils ne sont pas prêts à se laisser humilier mais ils se battent dans l'isolement le plus total. Il suffit de noter, par exemple, que, le Premier mai, qui suit de peu les conflits de Peugeot et de Berliet notamment, les militants syndicaux vendent le muguet dans la rue mais ne manifestent pas.

### **1966 : un bon départ, une fin catastrophique**

L'année 1966 démarre bien. L'accord signé entre la CGT et la CFDT, même s'il n'a aucune signification réelle, donne confiance aux travailleurs. Le premier semestre de l'année connaît une montée considérable des luttes: 2 245 000 journées de grève, autant qu'en 1964.

Au début de l'année, des luttes dures se déroulent aux Chantiers navals du Midi (port de Bouc, La Ciotat, La Seyne) qui occupent 10000 travailleurs. Marche sur Martigues, manifestation très combative de femmes, mais au bout d'un mois le mouvement s'essouffle et les militants de base se voient obligés de convaincre les travailleurs de reprendre le travail, pendant que les dirigeants syndicaux multiplient les communiqués

de victoire bidons et usent leurs fonds de culotte dans les fauteuils autour du tapis vert.

Le premier semestre de l'année 1966 est l'occasion pour les syndicats CGT et CFDT d'organiser des nombreuses grèves catégorielles surtout dans le secteur public et nationalisé. Ces grèves pressions, qui servent à appuyer les demandes d'audience répétées au CNPF vont croissant jusqu'au 17 mai où 3 millions de travailleurs, dont la moitié dans le secteur public, font grève. Le succès est minimisé par les syndicats qui, néanmoins, relancent une nouvelle grève le 14 juin dans le secteur privé (métallurgie et sidérurgie surtout) où le pourcentage de grévistes est plus faible qu'au mois de mai.

La rentrée voit le déclin de la combativité ouvrière continuer puisqu'elle n'est marquée que par deux grèves de 24 heures à la RATP, les 6 et 24 octobre, pour l'aménagement des horaires et l'obtention de congés supplémentaires, grèves qui ne bénéficient d'aucune solidarité. La CGT organise en octobre des journées d'action auxquelles refuse de participer la CFDT, ce qui n'est guère encourageant pour les grévistes et, pour terminer l'année en beauté, les syndicats convoquent une manifestation le 23 novembre qui est interdite par la préfecture de police sous prétexte qu'elle perturberait la circulation. La CGT et la CFDT acceptent de se plier au diktat policier – ce qui mécontente pas mal les militants.

### **1967 : la température monte**

1967 voit se multiplier les journées d'action (comme celle du 1<sup>er</sup> février dans les entreprises nationalisées, certains secteurs de la Fonction publique, plus la chimie), mais aussi des luttes locales dures parfois victorieuses.

La première lutte de l'année est celle de Dassault-Bordeaux. Le mouvement est parti de la base. Les grèves se succèdent à Mérignac et à Talence, depuis le 23 décembre. Les débrayages réguliers bien organisés sont très combatifs : on procède à l'appel public de jaunes sous les huées des grévistes, des pancartes sont brandies par les ouvriers qui demandent la mise à prix de la tête du gérant. La direction répond par le lock-out le 2 février car elle dénonce une «situation insurrectionnelle semblable aux pitreries des gardes rouges chinois». Les syndicats, au départ dépassés par les événements, prennent bien entendu le train en marche. Néanmoins, ils sont obligés de négocier sous les contrôles d'AG du personnel régulières. La direction recule sur les licenciements auxquels elle voulait procéder et accorde une augmentation de salaire.

Une lutte de même type, au fonctionnement assez démocratique, se déroule aux Chantiers de Saint-Nazaire. AG, manifestations dynamiques, solidarité de la population locale permettent aux grévistes de tenir 61 jours. Même s'ils n'obtiennent que 7% au lieu des 16% exigés, c'est quand même moralement une victoire pour les travailleurs.

Par contre, les grèves de la Rhodia et de Berliet se déroulent beaucoup moins bien.

A la Rhodiaceta-Besançon la grève avec occupation et piquets de grève démarre le 28 février. Elle s'étend aux usines Rhodia de Vaise, Saint-Fons Belle Etoile, Vénissieux, Péage de Roussillon. Les cadences sont intenable, dans certains ateliers la température permanente est de 30 degrés, les horaires en 4/8 désorganisent la vie des travailleurs, bref, la situation n'est plus tenable. Les travailleurs n'obtiennent que 4,5% d'augmentation.

A Berliet-Vénissieux, (12 000 travailleurs), la grève démarre peu après celle de la Rhodia. La direction répond par le lockout et l'intervention des CRS. Les syndicats signent un accord qui accorde 3,8% d'augmentation.

A la Rhodia, comme chez Berliet, la reprise a été difficile et la CGT et la CFDT se sont fait dans certains cas copieusement siffler et injurier pour leur capitulation. *L'Humanité*, fidèle à elle-même, titre : «*On les a eus...*» (comprenez «les»... travailleurs, pas les patrons) et dénonce l'intervention d'«*individus extérieurs comme le trotskyste notoire Duthel*». Elle inaugure ainsi une pratique qui va devenir courante : la dénonciation des révolutionnaires au patronat et à la police, et l'attribution de la combativité des travailleurs «jusqu'aboutistes» à l'influence d'«éléments extérieurs».

La différence entre les grèves de la Rhodia et de Berliet, d'un côté, de Dassault et des Chantiers, de l'autre, est très nette, tant en ce qui concerne les résultats que l'ambiance lors de la reprise du travail.

Au mois de mai 1967, le gouvernement réclame les pouvoirs spéciaux pour prendre un certain nombre de mesures :

- attribution d'avantages fiscaux aux entreprises qui fusionnent;
- réduction de charges à celles qui se convertiront;
- participation des salariés aux fruits de l'expansion;
- diminution des prestations de la Sécurité sociale, réduction du nombre de sièges syndicaux dans les conseils d'administration de la Sécurité sociale.

CGT, CFDT, FO et FEN (Fédération de l'Education nationale) réagissent en organisant le 17 mai une grève de 24 heures contre les pouvoirs spéciaux. Cette grève est à la fois économique et politique, dans la mesure où elle intervient en même temps que le dépôt d'une motion de censure de la gauche contre le gouvernement. La grève est encore plus suivie que celle du 17 mai 1966.

La rentrée sociale, si elle est plus calme, sera marquée quand même par des conflits importants au Mans, à Mulhouse et à la Rhodiaceta. Les 9 et 14 octobre, la CGT et la CFDT organisent une «semaine d'action». Le 19, des arrêts de travail ont lieu à la RATP et aux PTT. Le 26 octobre, des manifestations très dures se déroulent au Mans (où des centaines de jeunes travailleurs s'affrontent pendant des heures avec les CRS) et à Mulhouse (où les vitres de la préfecture volent en éclats, les uns après les autres). Du

17 au 20 novembre, la CGT organise une grève à la SNCF (que la CFDT considère comme une «agitation stérile» !).

Le 7 décembre, les ouvriers de la Rhodiaceta entrent spontanément en grève à l'annonce de plusieurs centaines de suppressions d'emplois et de nouvelles diminutions d'horaires. Cette grève sauvage dure 24 heures au bout desquelles les syndicats arrivent à faire reprendre le travail et à empêcher une marche des ouvriers contre la préfecture.

L'année se clôt par la «journée d'action interprofessionnelle» du 13 décembre qui est un échec complet. La grève n'est suivie qu'à l'EDF et, si de nombreux ouvriers ne travaillent pas, c'est tout simplement qu'il n'y a pas d'électricité !

L'année 1967 se termine donc en queue de poisson, mais cela n'aura pas de conséquences très graves puisque, dès janvier 1968, de nouvelles luttes démarreront.

*Combat communiste* n° 24, mars 1977

# **Mai-Juin 1968 : une occasion manquée par l'autonomie ouvrière**

## **PRESENTATION**

Il en va de ce travail comme beaucoup d'autres entrepris par notre groupe : essayer de comprendre ce qu'a réellement été un mouvement social constitutif des quarante dernières années de la lutte de classes dans ce pays, par-delà des enthousiasmes débridés et acritiques ou des rejets critiques sans fondement. Déblayer les mythes, les enthousiasmes faciles en livrant les faits à la critique, telle est notre méthode. Et le mouvement de mai-juin 1968 est un morceau de choix : la plus grande grève générale que le pays ait connue. mais comment s'est mise en place cette grève générale, quels en ont été les acteurs, comment la grève était-elle concrètement organisée, quelle était la participation des grévistes à la grève elle-même et aux actions ? Et, pour nous plus particulièrement, quelles ont été les traces d'autonomie ouvrière, les tentatives d'auto-organisation des grévistes, le rapport des forces avec les syndicats, principalement la CGT ?

Compte tenu de la faible quantité de témoignages d'acteurs d'un côté, des panégyriques (1) qui ont été publiés dans l'immédiat après mai juin et jusqu'à dix ans après, de l'autre, force est de constater que l'analyse du rapport de forces est difficile sans un travail de bénédictins qu'il ne nous est pas possible d'entreprendre. (...) Néanmoins, les grandes lignes ont pu être identifiées. Pour permettre de discuter du sujet, le texte comprend : un bref aperçu de la situation avant mai 68; un descriptif chronologique commenté de mai et juin du point de vue des luttes ouvrières; deux témoignages (Nous n'en avons reproduit qu'un seul car l'autre recoupe une interview en deux parties que nous avons publiée en 2003 dans deux numéros de la revue, *NPNF*, 2010); et une tentative de conclusion.

Pour limiter le texte à ce qui nous paraît le plus intéressant, nous nous concentrerons sur : la première semaine de grève ouvrière (du 14 au 21 mai); la reprise (à partir du 4 juin) et ses tentatives d'opposition; et, surtout, les éléments d'autonomie ouvrière.

Par ailleurs, ce texte n'est pas un travail d'historien; il ne peut inclure des témoignages ou des analyses sur tout ce qui s'est passé. Cela ne veut donc pas dire que les luttes qui ne sont pas mentionnées n'ont pas eu d'importance, ou moins d'importance, mais que nous avons fait des choix.

Parmi les sources, nous avons utilisé les ouvrages suivants :

- *La France de 68*, A. Delale et G. Ragache, Seuil, Paris, 1978;
- *Mai retrouvé*, Jacques Baynac, Robert Laffont, Paris, 1978;
- *The imaginary revolution. Parisian Students and Workers in 1968*, M. Seidman, Berghan Books, New York, 2004;
- *Worker-Student Action Commitees, France May '68*, R. Gregoire & F. Perlman, Black & Red book, Kalamazoo, 1969;
- et le texte «Les grèves en mai 68»

[http ://www.mondialisme.org/spip.php?article243](http://www.mondialisme.org/spip.php?article243)



## Le Mai-juin 1968 ouvrier

*1<sup>er</sup> – 13 mai – Les prémisses*

C'est le mouvement étudiant qui anime ces premiers temps de mai. Après la manifestation du 1<sup>er</sup> mai, la première autorisée depuis 1954, relatif succès qui a vu défiler 100 000 personnes à Paris, avec les affrontements entre le service d'ordre de la CGT et les «gauchistes», l'agitation qui a commencé à Nanterre, le 22 mars, gagne Paris.

Le jeudi 2 mai, le doyen Pierre Grappin décide, pour la seconde fois dans l'année, de fermer la faculté des lettres de Nanterre. Le lendemain, 500 CRS et gendarmes mobiles occupent le campus, fouillent les voitures, arrêtent les «porteurs d'armes» (lance-pierres, boulons, etc.). Il y aura six condamnations à des peines de prison avec sursis.

Le vendredi 3 mai, la police, requise par le recteur Roche, fait évacuer la cour de la Sorbonne occupée par des étudiants, notamment de Nanterre, qui sont venus pour un meeting. Elle embarque les étudiants. Cela soulève la protestation des autres. Six heures de violences, 600 interpellations.

Dans *L'Humanité*, Georges Marchais commet un éditorial qui y fustige «l'anarchiste allemand Cohn-Bendit» et raille les «révolutionnaires [...] fils de grands bourgeois [...] qui rapidement mettront en veilleuse leur flamme révolutionnaire pour aller diriger l'entreprise de papa et y exploiter les travailleurs». Le gouvernement annonce la fermeture de la Sorbonne, le dimanche 5 mai.

A l'aube du lundi 6 mai, la police boucle le Quartier latin. Dès le matin (pendant le conseil de discipline où comparaissent huit étudiants de Nanterre, dont Daniel Cohn-Bendit), des attroupements et des cortèges se produisent sur le boulevard Saint-Michel qui donnent lieu à des bagarres avec la police. Cela se transforme en cortège de 6 000 personnes à la Halle-aux-Vins. L'UNEF appelle à se rendre, à 18 h 30, à Denfert-Rochereau. Puis départ en cortège, qui revient vers le Quartier latin après passage sur la rive droite. Rue des Ecoles, charge inattendue et violente de la police. Riposte violente des étudiants, barricades. Au même moment, la manifestation de l'UNEF se forme place Denfert-Rochereau. Elle rencontre la police à hauteur de la rue du Four. Heurts violents, barricades très construites. Dans la soirée, manifestations très violentes au Quartier latin (500 blessés, 400 arrestations). Manifestations aussi en province, dont certaines violentes comme à Grenoble.

Le mardi 7 mai, un rassemblement à lieu à 18 h 30 à Denfert-Rochereau. Un cortège traverse Paris (en fonction des barrages de police) pendant quatre heures : Invalides, quai d'Orsay, Concorde, Arc de Triomphe (21 h 30). Puis retour vers la rive gauche. Barrage de police au carrefour des rues de Rennes et d'Assas. 50 000 manifestants. Bagarres plus dispersées que la veille. Grande violence de la police.

Le mercredi 8 mai, un rassemblement a lieu à la Halle-aux-Vins. La manifestation se dirige, par le boulevard Saint-Germain, vers le Sénat et la place Edmond-Rostand. Des députés communistes veulent en prendre la tête. Ils sont refoulés dans la manifestation. La Sorbonne est inaccessible. L'UNEF contrôle et obtient la dispersion sans heurts.

Le jeudi 9 mai, il n'y a pas de manifestations mais des meetings politiques.

Le vendredi 10 mai, qui va devenir célèbre par «la nuit des barricades», a commencé après la manifestation rassemblée à Denfert Rochereau où, malgré l'opposition de l'UNEF, une partie des manifestants commencent, dès 21 heures, à édifier des barricades au Quartier latin. Au cours des heures qui suivent, plus d'une soixantaine seront ainsi dressées. Vers 22 heures, le recteur se déclare prêt à recevoir une délégation étudiante. Un double dialogue s'engage alors sur les postes de radio périphériques : Geismar répond au vice-recteur sur Radio-Luxembourg, Sauvageot au recteur sur Europe n°1. Les négociations achoppent sur le problème des étudiants condamnés : le recteur se déclare incompétent en la matière. A 0 h 15, trois professeurs et trois étudiants sont autorisés à pénétrer dans la Sorbonne. Avant de partir, Cohn-Bendit, qui fait partie de la délégation malgré l'interdiction du recteur, fait passer une consigne : «*Occupation du Quartier latin, mais sans attaquer les forces de police.*» Une heure et demie plus tard, les tractations aboutissent à une impasse. C'est alors qu'à 2 h 15 du matin, après les sommations d'usage, la police attaque les manifestants. La bataille, d'une extrême violence, durera jusqu'à 4 h 30, faisant des centaines de blessés de part et d'autre.

Les événements du Quartier latin, décrits minute après minute par les stations de radio périphériques (Europe 1 et RTL), acquièrent une dimension importante et apparaissent ainsi (une fois relayés par les images de la télévision) pour les provinciaux ébahis ou atterrés, comme un début de guerre civile.

Tirant les enseignements de la nuit des barricades, Pompidou autorise le 11 mai la réouverture de la Sorbonne. Le mouvement étudiant semble s'essouffler. Les centrales syndicales ont appelé à une journée de grève nationale (pour protester contre la violence policière et la répression), le 13 mai.

### *13 – 18 mai : les frémissements*

#### **La grève générale du 13 mai**

Les manifestations du 13 mai ont été un vrai succès mais plus en termes de participants qu'en termes de grèves qui les ont sous-tendues. Le tiers des salariés de l'industrie appartenant aux petites entreprises de moins de 50 salariés n'ont pas fait grève, mais dans les grandes entreprises, ce sont plutôt celles du secteur étatique qui ont été à la pointe : EDF et GDF

(80%), cheminots (50%) (2), RATP (60%) enseignants (75%) et surtout La Poste. Dans cette dernière, il est vrai que, depuis le 8 mai, des grèves sporadiques ont éclaté dans les centres de Paris-Nord (74% de grévistes), Paris-Est (33% de grévistes), Paris-Austerlitz et Paris-Brune, le 10 mai, chez les chauffeurs sur un mot d'ordre de la CGT, faisant suite à des agitations rampantes depuis mars (3).

Mais dans la métallurgie parisienne les chiffres de participants ne montent qu'entre 25% et 35%, principalement dans l'automobile et l'aviation. 35% des employés de la Sécurité sociale et de 10 à 16% dans les assurances. A Renault-Billancourt, la participation à la grève est difficile à estimer (entre 40 et 80% selon les chiffres), mais ce sont surtout les syndiqués, donc les plus qualifiés, qui vont à la manifestation. Chez Thomson (Bagneux et Gennevilliers [Hauts-de-Seine]) le taux de participation est de 60-65%. Au Centre de l'énergie atomique (CEA) à Saclay (Essonne), la participation est de 75%, de même que chez Chausson (90%). A l'établissement Rhône-Poulenc de Vitry (Val-de-Marne), la participation est de 50%. Ces quelques données indiquent la température qui règne dans les entreprises, car s'il y a longtemps qu'une «journée syndicale» n'a pas remporté un tel succès, ce n'est pas encore un raz de marée. C'est sans doute cela qui incite la direction de Citroën-Levallois à lock-outer les ouvriers, qui ne font pourtant pas grève.

Plus important, certainement, est le fait que des milliers d'ouvriers se soient sentis concernés par les agitations étudiantes et ont enregistré le recul, donc la faiblesse, du pouvoir. Que va-t-il se passer ?

La grève débute (4), le 14 mai à Woippy, une banlieue de Metz : 500 ouvriers de l'usine Claas (fabricant de machines agricoles) se mettent en grève. Après un bref meeting, ils exigent l'application d'un accord paritaire de la métallurgie, la refonte de la grille des salaires, l'amélioration des conditions de travail et la révision des normes de chronométrage. Le lendemain, ils votent la grève illimitée. Voyons le cas de quelques entreprises significatives dans ce début de grève.

### **Sud-Aviation**

La grève démarre ensuite à l'usine Sud-Aviation, à Bouguenais, près de Nantes (5). Depuis des mois, menaces de licenciements et réductions d'horaires – la direction voulait passer, suite à une réduction d'activité, la durée hebdomadaire de 48 à 47 heures mais payées 47 heures; les ouvriers voulaient passer à 47 heures mais payées 48 heures – entretiennent une certaine agitation qui va aller crescendo début mai. Ainsi on compte, entre le 9 avril et le 10 mai, treize journées ayant vu des débrayages, appelés par les syndicats, d'une durée comprise entre une heure et huit heures, plus la grève du 13 mai (5).

Enfin le mardi 14 mai, débrayage de 14 h 30 à 15 heures et de 15h30 à 16 heures avec défilé dans les ateliers. La réunion délégués-direction ne donne pas de résultats. Pour la première fois, les ouvriers mensuels dé-

braient. Le directeur, Duvochel, est bloqué dans son bureau dans l'attente de réponse de la direction à Paris. Les délégués font bloquer les issues pour empêcher les travailleurs de partir, de facto l'occupation se met en place, parfaitement contrôlée par la CGT. Le directeur et ses adjoints sont donc retenus dans les bureaux de la direction, avec téléphone, ravitaillés par les syndicats jusqu'au 29 mai, date de leur libération.

### **Renault-Cléon**

Le 15 mai, à Cléon (6), les syndicats prennent la température des ateliers pour voir s'ils peuvent rebondir sur le succès de la journée du 13 et faire monter la pression pour l'abrogation des ordonnances sur la Sécurité sociale imposées, par le gouvernement, le 21 août 1967. Ils aboutissent à la décision de faire un débrayage d'une heure par équipe.

Lors du débrayage du matin, les ouvriers, menés par des jeunes particulièrement remontés, défilent dans les ateliers pour inciter les non-grévistes à s'arrêter. Ils appellent à la formation d'un comité de grève et ne mentionnent guère la question des ordonnances dans leurs slogans. Il faut toute la diplomatie d'un responsable CFDT pour renvoyer les travailleurs à leur poste, où d'ailleurs ils interrompent fréquemment le travail pour discuter et mettre les nouveaux arrivants au courant.

Pour l'équipe de l'après-midi, même scénario initial de débrayage, mais, sous la pression des jeunes, on organise un cortège. En tête, 200 jeunes qui se rendent en scandant des slogans sous les fenêtres de la direction. Là, ils se rassemblent, poussent en avant leurs délégués abasourdis et demandent que ceux-ci soient reçus; le directeur refuse. Dans les bureaux, les chefs de service s'affolent, bloquent les portes à l'aide de barres de fer. Les ouvriers, voyant cela, décrètent que la direction ne quittera pas ses bureaux avant d'avoir reçu les délégués. A 18 heures, plus personne ne travaille et l'occupation est votée dans l'enthousiasme. Les cadres sont donc bloqués, comme à Sud-Aviation, dès le 15 mai au soir. La CGT essaiera de faire libérer les cadres le 17 mai, mais devra renoncer devant le tollé de protestations qui accueille sa proposition. Elle parviendra à ses fins le 19 mai.

Les syndicats créent un service d'ordre, organisent l'occupation – ce qui consiste en particulier à protéger les machines – et mettent au point un cahier de revendications, qui paraît, sous forme de tract, à 23 heures : *« Réduction du temps de travail à 40 heures sans perte de salaire; salaire minimum à 1 000 francs; baisse de l'âge de la retraite; transformation des CDD en CDI; accroissement des libertés syndicales. »*

Le soir même, la grève, totale chez Renault, paralyse deux autres boîtes de la région : Kléber-Colombes à Elbeuf et La Roclaine à Saint-Etienne-du-Rouvray. Néanmoins, la CGT et les ouvriers moins jeunes regagnèrent rapidement le contrôle de la grève.

## **Renault Flins**

A Flins (7), au matin du 16 mai, les syndicalistes de la CFDT ont prévu une réunion pour discuter de la mise en œuvre des directives confédérales sur la question des ordonnances. Avant de s'y rendre, l'un des membres apprend par téléphone que l'usine de Cléon est en grève illimitée avec occupation, et que les cadres sont séquestrés. Du coup, les cédétistes décident d'aller voir la CGT pour proposer un débrayage d'une heure, à 10 h 15. Par équipe de deux (un CFDT et un CGT), les syndicalistes passent dans les ateliers pour donner la consigne. A l'heure dite, environ 500 ouvriers arrêtent le travail et se regroupent en dehors des bâtiments. Ils repartent à l'intérieur des ateliers, en cortège, pour encourager les autres à cesser le travail. A 11 h 30, ils se regroupent devant la cantine. Les deux responsables CFDT et CGT expliquent ce qui se passe à Cléon et proposent de partir en grève illimitée. La proposition est adoptée, et l'occupation est aussitôt organisée. Dans ce premier temps, cela consiste à mettre en place des piquets et à inscrire les volontaires sur des listes pour qu'ils y participent. Avant de se disperser pour le déjeuner, rendez-vous est pris à 14 heures pour un nouveau meeting avec l'équipe de l'après-midi. Ce meeting adopte de nouveau le principe de la grève illimitée avec occupation. A 15 h 30, la direction arrête l'usine pour ceux qui y travaillaient encore. Cette version des faits est celle d'un syndicaliste CFDT.

Au meeting du matin, il avait surtout été question de solidarité avec Cléon. A celui de l'après-midi, les syndicats présentent un cahier de revendications : *«40 heures sans réduction de salaire; 1 000 francs de salaire minimum; retraite à 60 ans (55 pour les femmes); cinquième semaine de congés pour les jeunes; abrogation des ordonnances; libertés syndicales.»*

## **Renault Billancourt**

Il y aurait beaucoup à dire à propos des versions CGT-PC sur le démarrage de la grève, des impressions, des choses fausses ou tendancieuses, etc. Remarquons simplement que le récit de Aimé Halbeher, secrétaire général de la CGT de Renault Billancourt, a cet éclair d'honnêteté : *«le 17 au matin, à 6 heures, on ouvre les portes aux équipes qui prennent le travail et on se donne rendez-vous pour un meeting à l'Île Seguin à 10 heures»* et plus loin *«on a décidé le vendredi d'occuper le week-end»* (8).

Vrai, seulement l'usine était déjà arrêtée depuis la veille. Car c'est bien le 16, le jeudi, que des secteurs ont démarré spontanément. A aucun moment, la jonction ne s'est opérée, le jeudi 16 après-midi, entre les grévistes du 55 et du 70 (à Billancourt) et ceux du 37 (à la pointe aval de l'Île Seguin) (9). Contrairement à ce qui est écrit ailleurs (cf. la brochure d'*Echanges* sur le site mondialisme.org), le 37 ne s'est mis en grève que vers 17 heures. Comment donc un meeting commun entre les deux sec-

teurs grévistes aurait-il pu se tenir au carrefour Zola Kermen à l'opposé du 37 (plus de deux kilomètres à pied) ?

Voici le témoignage d'un camarade qui travaillait au département 37, outillage tôlerie, composé d'ouvriers qualifiés, à la pointe aval de l'Ile Seguin. Il était à cette époque en contact étroit avec le groupe Voix ouvrière. Le fameux 16 mai à midi, il y avait eu une tentative de meeting, place Nationale, du groupe trotskyste, l'OCI (groupe «Lambert») et les ouvriers des bâtiments avoisinants en revenant de la cantine s'arrêtaient quelques minutes, discutaient puis rentraient dans les ateliers, d'autres allaient déjeuner, sortaient, etc. Dans la foulée, les ouvriers des départements 55 (Décolletage) et 70 (Usinage petites séries) ont commencé à bouger sans être en grève déclarée mais sans grand travail effectif pendant une heure ou deux.

Le bruit s'est répandu dans l'Ile que la grève avait commencé, mais on ne savait pas ce qui se passait et, au 37, l'ambiance montait. Les gars disaient «*bon, on y va*» et ça retombait. Puis ça redémarrait, tout le monde discutait. Le délégué syndical local CGT était comme les autres et ne savait rien. Finalement, vers 17 heures, sans que personne ne prenne spécialement la tête, ça a démarré massivement, 200 à 300 gars du département ont commencé à remonter en cortège l'Ile Seguin, en traversant donc les chaînes d'assemblage (tôlerie, carrosserie, montage), où travaillaient en majorité des immigrés (et où la présence PC-CGT était plus faible). Les chaînes se sont arrêtées et la masse des OS a déserté illico l'usine. Bien difficile de dire que les chaînes étaient en grève. Ça ne travaillait plus, c'est sûr, mais une bonne partie des ouvriers fuyaient plutôt devant le cortège, couraient et quittaient l'usine. Presque aucun ouvrier des chaînes ne s'est joint au cortège de grévistes du 37. Dans l'improvisation la plus totale, les grévistes ont discuté de l'occupation. Il n'était pas question d'occuper toute l'Ile car ils n'étaient pas assez nombreux. Ils sont donc partis occuper le secteur du Bas-Meudon et du même coup fermer l'accès sud de l'Ile Seguin en bloquant le pont de Meudon.

Le lendemain, vendredi 17, l'usine était arrêtée. Au meeting, au milieu de l'Ile Seguin, convoqué par la CGT, à 10 heures, il y avait beaucoup de monde. La CGT avait largement mobilisé les secteurs où son influence était majeure, c'est-à-dire les secteurs de professionnels et cela faisait beaucoup de monde, mais il y avait aussi beaucoup d'ouvriers des chaînes de l'Ile. Après le meeting, les contingents CGT se sont dirigés vers le Bas-Meudon pour soi-disant «renforcer les piquets». En fait, à partir de là, les ouvriers qui occupaient depuis la veille furent submergés et c'est l'appareil CGT qui a ainsi pris les choses en main avec tous les moyens dont il disposait : cantines, CE, etc., et ce jusqu'à la fin de la grève.

Pour résumer, et après bien des recherches, la grève a démarré, ce jeudi 16 mai, en deux endroits différents de l'usine et à deux heures d'intervalle, sans liaison entre eux : les 55 et 70, vers 14-15 heures; le 37,

vers 17 heures. Ces deux démarrages se sont faits «hors syndicats», ce que d'ailleurs Halbeher reconnaît au détour d'une phrase (10).

### **Premières impressions**

Géographiquement, les points forts de cette première vague de grèves sont la région parisienne et la vallée de la Seine jusqu'au Havre, la région de Nantes Saint-Nazaire et la région lyonnaise. Ailleurs dans les autres régions, la grève demeure ponctuelle.

Le 17 mai, la barre des 200 000 grévistes est franchie. Le mouvement se renforce en tache d'huile autour des régions d'origine, puis gagne le Sud-Est, de Besançon à la Provence. En banlieue parisienne, plusieurs usines sont en grève mais, jusqu'au soir du 17, ce sont surtout les travailleurs de province qui mènent l'action.

Les premiers jours, la spontanéité ouvrière paraît évidente. «*Usine occupée : nous en avons plein les bottes !*», proclame le calicot apposé sur l'usine Vinco (matériel de bureau métallique) à Dieppe. Ce n'est pas un cas isolé. L'anagramme que réalisent les ouvriers avec les lettres du fronton de BERLIET déplacées pour former LIBERTÉ se charge d'une valeur symbolique. Aucune de ces actions ne correspond à un mot d'ordre précis.

Cette première vague a été souvent présentée comme spontanée, ce qui n'est pas exact, ou alors il faut comprendre spontanée comme «absence de mots d'ordre de grève syndicaux au niveau fédéral ou confédéral». En l'absence de rapports détaillés usine par usine, il ressort néanmoins que beaucoup de grèves ont été déclenchées ou accompagnées par les militants CGT (11), que souvent elles ont été imposées ou portées par des minorités (comme les 200 jeunes de Cléon) qui ont entraîné le reste des ouvriers ou acquis leur passivité. Même en région parisienne, où nous bénéficions des rapports du CATE (Comité d'action étudiants travailleurs) Censier sur des contacts pris cette semaine-là dans plusieurs entreprises (Fnac, BHV, RadioTechnique, NMPP, etc.), on constate qu'une minorité de travailleurs, y compris les délégués CGT, se pose la question de «*faire quelque chose*» et n'est pas du tout hostile aux extérieurs qui se présentent pour discuter. Quelles en étaient les causes ?

D'abord, des années de frustration tant pour les jeunes générations ouvrières que pour les plus anciens. Ensuite, la lassitude des journées d'action ressenties comme répétitives et inefficaces y compris par les militants syndicaux. Enfin, la sensation que le pouvoir était affaibli et que c'était l'occasion d'en profiter. Enfin et marginalement, pour certains militants syndicaux du PCF, la crainte de se faire déborder. Ces différentes poussées ne sont pas combattues par la direction de la CGT, même si elle n'en fait pas forcément de la publicité. Mais par ailleurs, le mouvement se poursuit et s'étend. Pour faire une première radiographie des secteurs entrés en grève du 14 au 17 mai, parmi les premières usines, 45 relèvent de la métallurgie lourde ou de la mécanique, 19 autres travaillent pour l'automobile et 13 pour l'aéronautique. Cependant, la présence massive,

dans cette avant-garde, d'ouvriers de la chimie et des textiles artificiels (23 usines), de l'électrotechnique (17), de l'alimentation (15), du meuble (2) et d'autres secteurs encore, indique un mécontentement profond et global dépassant les simples problèmes catégoriels.

### **18 – 20 mai : le basculement**

Les hésitations syndicales au niveau confédéral apparaissent cette semaine-là. La CFDT essaye de se donner un visage ouvert à l'intention des étudiants, FO reste prudente et ne veut pas se retrouver seule face à la CGT et celle-ci hésite.

Le 15 mai, la journée d'action contre les ordonnances, prévue de longue date, ne rencontre pas le succès attendu : quelques débrayages, des délégations et de rares cortèges ne suscitent pas l'enthousiasme.

Le même jour, la CFDT affirme à nouveau sa volonté de rapprochement avec les étudiants «progressistes». Des responsables confédéraux et des militants dialoguent avec les occupants de la Sorbonne. La fédération de la métallurgie conseille même à ses adhérents : *«Il serait opportun de développer les débats avec les étudiants, non seulement pour leur dire notre accord sur leurs revendications, mais aussi et surtout pour que nos préoccupations de démocratie dans l'entreprise, du droit au travail, de la démocratisation réelle de l'enseignement soient comprises et partagées par eux.»*

Au nom de FO, André Bergeron rencontre square Montholon les dirigeants de la CFDT. Il se déclare prêt à appuyer les occupations, mais en restant indépendant de la CGT. Cette dernière demeure sur la réserve. Les revendications d'autogestion et les réformes de structure réclamées par la CFDT sont abruptement qualifiées de «formules creuses» par Georges Séguy. A Billancourt, la section CGT désapprouve l'initiative de l'UNEF d'organiser une marche de solidarité sur l'usine, alors que les sections CFDT et FO se déclarent heureuses de cette marque de sympathie. La CGT publie, le 16, un communiqué dans lequel on relève un appel, devenu rituel, à *«la formation d'un front syndical sans faille»*, et une phrase discrète envisageant *«le remplacement du pouvoir actuel par un gouvernement populaire»*. Enfin, la CGT appelle à *«la mobilisation des travailleurs pour régler "les comptes en retard"»*.

Mais le flux de grévistes montant toujours, la CGT (et le PC tant il est difficile de distinguer, au Bureau confédéral, les deux) décide de réagir. Le choix est simple mais douloureux : chez les étudiants en particulier, et dans la jeunesse en général, le PC semble discrédité et en tout cas ses organisations de jeunesse n'ont plus aucun poids; peut-on courir le risque qu'un même phénomène puisse se produire dans la classe ouvrière ? Le mouvement est certes encore largement minoritaire (200 000 grévistes au soir du 17 mai), faiblement organisé (c'est l'occupation de l'usine accompagnée ou pas de séquestration de cadres ou directeurs qui tient lieu



d'organisation), localisé géographiquement et, contrairement aux illusions des gauchistes, loin d'être révolutionnaire, mais le danger potentiel est là.

Alors, pour le PC-CGT il ne s'agit pas temps de «chevaucher le tigre» mais plutôt de noyer ce mouvement balbutiant en déclenchant la grève là où la CGT en a les moyens, principalement à la SNCF, à la RATP, à La Poste ou dans les banlieues (comme la Seine-Saint-Denis) où le poids conjugué de militants d'entreprise, de fonctionnaires syndicaux et d'employés municipaux pourra forcer la grève, mais aussi en faisant couper le courant aux entreprises par les syndiqués CGT d'EDF comme en Seine-Saint-Denis, dès le 20 mai, pour «emporter le morceau». Ainsi l'exemple de l'usine Carbone Lorraine (1 200 ouvriers) à Gennevilliers, où la CGT déclenche seule la grève le 18 mai.

D'un point de vue global, selon le ministère de l'Intérieur, sur 77 entreprises de la métallurgie de la région parisienne, 68 ont vu la grève déclenchée par la CGT, 6 par la CFDT et 3 par FO. Selon les mêmes statistiques, 58% des grèves furent déclenchées par des salariés entre 30 et 40 ans; 27% par des salariés entre 20 et 30 ans, 8% par des salariés de moins de 20 ans et 7% par des salariés de plus de 40 ans. Selon les statistiques de l'UIM (syndicat patronal de la métallurgie), 75% des grèves furent décidées après discussion, et dans 26% des cas les grévistes utilisèrent la force pour mettre l'entreprise en grève.

### **Vers la décision**

En bloquant les transports publics, SNCF et RATP – à Paris –, on permet également à tous les salariés des petites entreprises, aux employés isolés, de ne pas aller au travail avec une bonne excuse. Mais si le danger de se faire déborder existait, le fait de lancer la grève présente un autre danger encore plus grand : qui peut dire qu'une fois les vannes ouvertes du trop-plein ouvrier, on pourra les remettre aussi facilement dans le lit de la normalité ?

Même si nous n'avons pas trace des discussions au sein de la direction de la CGT, ce n'est que le 17 mai dans la soirée, après un comité national extraordinaire de longue durée, que la CGT décide d'exploiter le mouvement, sans pour autant parvenir à l'unité d'action, puisque Ségué, péremptoire, déclare que, *«aussi bien à la CFDT qu'à la FEN, il n'y a pas encore une vue très claire des choses»*. Mais derrière cette formule bateau, le choix a été fait et bien fait.

Dès le lendemain, 18 mai, le déclenchement de la grève «générale» aboutira en cinq jours à la paralysie totale du pays. Le nombre des grévistes croît avec rapidité : le 18, vers midi, ils sont 1 million et, le soir, plus de 2 millions (12) ! Après la pause du dimanche, les arrêts de travail atteignent toutes les régions, tous les corps de métier : plus de 4 millions le lundi soir, 6 à 7 millions le mardi, 8 millions le mercredi 22 mai et, au lendemain de l'Ascension, on frôlera les 9 millions de grévistes. Le 18, dans la région parisienne, métros et bus restent au dépôt. Déjà le 17 mai,

les cheminots d'Achères et de Saint-Lazare étaient partis en grève. Selon les statistiques du ministère de l'Intérieur, 85 000 des 92 000 cheminots de la région parisienne sont en grève dès le 18 mai au soir, ainsi que 29 000 des 30 300 salariés de la RATP. Dans tout le pays, les bureaux de poste ferment un à un. Les jours suivants, EDF-GDF (en région parisienne 33 200 sur 38 700 salariés sont en grève) et les enseignants rejoignent le mouvement. A la Poste, par exemple dès le 21 mai, on a les chiffres suivants de grévistes : 50 000 sur 80 000 en région parisienne et 66 000 sur 175 000 en province. La plupart des centres de tri en région parisienne sont occupés et les bureaux de poste ont été fermés par les grévistes. Dès le 18 mai, la direction de la Poste demande à la police d'expulser le centre de télécommunications du 2<sup>e</sup> arrondissement près de la Bourse, occupé par une centaine de grévistes. Après négociation avec la CGT, le centre est libéré pacifiquement.

Tous les secteurs industriels sont touchés mais également les banques et les assurances, les administrations, etc.

Dans l'enseignement secondaire, les lycées sont déjà en grève le 18 mai avant la consigne de grève générale lancée par la FEN, le 22 mai. Les grands magasins ferment leurs portes, les marins pêcheurs et ceux du commerce restent à terre, les employés des péages et des douanes lèvent leurs barrières. Dans les campagnes, ouvriers agricoles et cantonniers cessent le travail. La France est paralysée.

#### *20 – 29 mai : le flux montant*

Mais peut-on parler de «grève active (13)» ? A part quelques exemples sur lesquels nous reviendrons, et sans se focaliser sur l'exemple de Renault-Billancourt, il faut faire le constat suivant; les ouvriers ne travaillent pas mais restent chez eux. Les usines sont occupées mais par une poignée d'ouvriers, la plupart du temps les militants syndicaux (et surtout ceux de la CGT); on vote (ou pas) quotidiennement pour la continuation de l'action; on vient aux nouvelles ou au ravitaillement, mais on ne discute pas du mouvement ni des actions à mener. La plus grande grève générale de l'Histoire (à son pic, 9 millions de grévistes pendant dix jours) est celle où les ouvriers ont le moins participé, tel est le paradoxe de Mai-juin 1968.

#### **Les ouvriers agricoles eux aussi... (14)**

Dispersés dans les campagnes, les ouvriers agricoles connaissent traditionnellement des difficultés pour coordonner leurs actions. Toutefois, en 68, la grève prend aussi un caractère massif dans cette corporation.

Dès le 13 mai, la CFDT (largement majoritaire) et la CGT appellent à la solidarité active avec les étudiants. Puis, la grève se généralisant dans le pays, les ouvriers agricoles refusent en de nombreux endroits de faire cause commune avec leurs employeurs syndiqués à la FNSEA ou au

MODEF (15) ; c'est sur leurs propres mots d'ordre qu'ils veulent se battre pour améliorer leur sort. Ils exigent :

- un salaire minimum au moins égal à celui pratiqué dans l'industrie;
- de meilleures conditions de logement;
- une réglementation de la durée du travail;
- un régime de retraite permettant une vie décente.

Le mouvement prend naissance dans les grandes fermes du Valois où un militant de la CFDT est, avec ses camarades, à l'origine de deux manifestations : l'une à Crépy, l'autre au Plessis-Belleville où, avec l'aide d'une trentaine d'étudiants, un barrage est établi sur la route nationale 2.

A partir du 24 mai, l'agitation s'étend : 6 000 grévistes en Picardie, 5 000 en Anjou (des ouvriers maraîchers défilent à Angers aux côtés des ouvriers d'usine), 2 000 en Provence (surtout des forestiers), 6 000 dans le Languedoc. Dans ces régions, les ouvriers agricoles recherchent plus volontiers le contact avec les autres salariés qu'avec les paysans.

Dans le Sud-Ouest, en Bretagne et dans les montagnes, où la petite exploitation domine, on ne constate pas de mouvement autonome important. Là, les petits paysans mènent l'action, mais localement des ouvriers agricoles peuvent «déborder» la FNSEA. Partout, des coopératives et des instituts de recherches agricoles sont occupés.

En 68, les salariés agricoles ne sont pas restés en marge. Le calme reviendra progressivement dans les fermes à partir du 6 juin.

### **Crise politique et émeutes**

De Gaulle est parti en voyage en Roumanie, le 14 mai. De retour, le 19 mai, il prononce sa célèbre phrase «*La récréation est finie*» puis «*La réforme, oui, la chienlit, non !*» et annonce un discours radiotélévisé pour le 24 mai.

En attendant, Pompidou a dû faire front. Pris au dépourvu par le développement de la grève générale, il en est d'abord réduit à mettre au premier plan de ses préoccupations la question du maintien de l'ordre. Dans cette situation pour laquelle il n'y a aucun précédent historique, il faut s'assurer que l'État dispose encore d'une force de police suffisante, et en cas de nécessité mettre l'armée en mesure d'intervenir rapidement. Or, la grogne règne aussi parmi les forces de l'ordre.

Le gouvernement ne peut réagir immédiatement contre le développement des grèves, même lorsqu'elles touchent des secteurs stratégiques pour l'État, comme la Poste, les chemins de fer ou la navigation aérienne. Si le bureau du Central-Radio, qui assure les communications téléphoniques avec l'étranger, est occupé par la police et confié à l'armée, le gouvernement ne dispose pas de forces suffisantes pour s'emparer de tous les centres provinciaux de télécommunications. Force est, pour l'État, de compter sur l'esprit civique des postiers grévistes, et d'attendre, pour le reste, l'ouverture de négociations entre les syndicats ouvriers et les organisations patronales.

Le 24 mai au soir, de Gaulle parle. La crise est, d'après lui, une crise de structure, et sa solution se trouve dans une *«participation plus étendue de chacun à la marche et aux résultats de l'activité qui le concerne directement»*. Conception qu'il avait déjà exprimée à plusieurs reprises dans le passé : rien donc de vraiment nouveau sur le plan politique.

La manière est, elle aussi, dans la tradition gaulliste : référendum immédiat; chèque en blanc, ou presque, accordé au président de la République; plébiscite. Il s'agit de court-circuiter l'ensemble de la «classe politique» et de mettre le pays au pied du mur : en cas de vote négatif, il y aura vacance du pouvoir, et risque de *«rouler, à travers la guerre civile, aux aventures et aux usurpations les plus odieuses et les plus ruineuses»*.

A la manifestation de la gare de Lyon, des milliers de mouchoirs sortent des poches; les manifestants signalant que, pour eux, de Gaulle est sur le départ. Le soir, une des plus violentes manifestations aura lieu à Paris, mais aussi en province. Lyon, Strasbourg, Nantes et Paris connaissent leur plus grande «nuit des barricades», et, le lendemain, Bordeaux s'embrase à son tour. Il y aura au total un mort et 500 blessés hospitalisés, 144 étant dans un état grave. Dans tous les cas, les mots d'ordre principaux portent sur l'interdiction de séjour qui frappe Daniel Cohn-Bendit : *«Nous sommes tous des juifs allemands !»*

Du 22 au 26 mai, plus d'une centaine de manifestations étudiantes et ouvrières se déroulent dans l'ensemble de la France. Ces manifestations ne présentent aucun caractère systématique, tout dépend de la situation locale.

Dans certaines villes, des défilés «unitaires, énormes et pacifiques» peuvent se tenir, car le climat est encore à l'entente. A Caen, par exemple, les étudiants font en cortège le tour des usines occupées avant d'aller se joindre au meeting intersyndical devant la préfecture. A Marseille, les étudiants sollicitent leur intégration au sein de la manifestation CGT. Ils doivent pour cela rouler toutes les banderoles portant le nom de Cohn-Bendit, et le service d'ordre de la CGT les maintient séparés des ouvriers. A Clermont-Ferrand, le 25 mai, l'unité syndicale éclate en pleine manifestation : l'UNEF, sommée d'abandonner ses mots d'ordre, quitte le cortège et fait bande à part. Dans d'autres cas, il n'y a pas d'unité. A Toulouse, le mouvement du 25-Avril (16), la CFDT et le CNJA (17) appellent à une manifestation le 24; l'hôtel de ville est envahi pacifiquement par la foule, qui fraternise avec les employés municipaux en grève. Le lendemain, la CGT procède, solitaire, à son propre défilé.

Les défilés CGT parisiens du 24 réunissent environ 20 000 personnes. Le premier, qui devait se rendre de la place Balard à la gare d'Austerlitz, est détourné vers la porte de Choisy, afin de rendre impossible toute jonction avec les cortèges en formation de l'UNEF. Une certaine grogne s'y manifeste parmi les jeunes ouvriers de Renault et de Citroën : les organisateurs ne parviennent pas à imposer leurs slogans. Aux *«Abrogez les or-*

*donnances !*», «*Augmentez nos salaires !*» initialement prévus, succèdent : «*Le pouvoir est dans la rue !*», «*Le pouvoir, c'est nous !*» Malgré quelques incidents, brefs et peu violents, toutes les manifestations unitaires se sont déroulées dans le calme. Il n'en va pas de même dans certaines villes universitaires, où l'UNEF se retrouve seule dans la rue.

Dès le 22 mai, à Paris, la manifestation, revenue au Quartier latin après une promenade jusqu'à l'Assemblée nationale (18), avait dégénéré en heurts sporadiques entre minuit et 4 heures du matin. Le lendemain, sans qu'aucune organisation n'ait donné le moindre mot d'ordre, 300 jeunes s'attaquent à la police. Aussitôt, les étudiants sortent de la Sorbonne. Ils se montrent divisés : certains se joignent aux manifestants, d'autres font la chaîne et tentent d'interrompre la bagarre. Mais la nouvelle est annoncée à la radio et, en moins d'une heure, plusieurs milliers de jeunes convergent sur le Quartier latin. On se battra pendant neuf heures d'affilée, et il y aura plus de 150 blessés.

Les objectifs des manifestants deviennent de plus en plus divers. Il ne s'agit plus seulement de se battre avec la police; on attaque les repaires de l'ennemi : permanences gaullistes, commissariats, préfectures, hôtels de ville et même la Bourse des valeurs sont attaqués et, dans certains cas, mis à sac ou incendiés.

A Bordeaux, le Grand Théâtre est occupé par deux fois. En dehors même des combats, les vitrines des boutiques volent en éclats, et, à Lyon, place des Cordeliers, un grand magasin est en partie pillé.

Quelle que soit l'intensité des combats, les affrontements durent très longtemps : dix heures à Paris, huit heures à Lyon, sept heures à Nantes le 24, et huit heures à Bordeaux le 25. C'est que la police a reçu l'ordre d'éviter tout contact rapproché, afin de limiter ses pertes. Quand les manifestants sont assez nombreux pour occuper un ou plusieurs quartiers d'une ville, ils s'y barricadent solidement, et les déloger de leurs positions constitue une tâche de longue haleine. Une seule exception : Strasbourg, où les manifestants, trop peu nombreux pour occuper le terrain, ne résistent aux charges de la police que pendant deux heures.

La violence atteint partout un maximum qu'il est difficile de dépasser sans faire usage d'armes à feu. Et l'inévitable, que le gouvernement cherchait pourtant à éviter, se produit : il y a un mort dans la nuit du 24 mai, René Lacroix, commissaire de police, a la poitrine défoncée par un camion chargé de pierres que les manifestants lyonnais ont fait dévaler vers le pont Lafayette afin de forcer le passage.

Dans les villes chaudes, comme Lyon, Bordeaux, Toulouse, Nantes et Paris, les manifestations sont redevenues quotidiennes. Les forces de l'ordre ne pourront pas à ce rythme tenir longtemps le choc, d'autant qu'il est maintenant nécessaire de disperser les effectifs à travers toute la France pour faire face à l'agitation paysanne et ouvrière.

## L'agitation dans les campagnes

Souvent méconnue ou oubliée, l'agitation a eu aussi lieu en 1968 dans les campagnes. Outre la lutte des ouvriers agricoles déjà évoquée (et encore plus oubliée), le monde agricole est en mouvement. Delale et Raga-che citent un certain nombre d'exemples (19) :

«Les manifestations viennent d'ailleurs de commencer, avec un barrage dans l'Allier; elles font régulièrement tache d'huile jusqu'au 24, les régions les plus dures se lançant les premières dans l'action. Les formes prises par l'agitation dans les campagnes sont variées. En raison du manque d'essence et des difficultés de communication, il y aura moins de monde dans la rue et sur les routes que prévu. Le total des manifestants paysans se chiffre pourtant à 200 000 dans le pays.

«Dans certains cas, la FNSEA se contente de réunir son conseil départemental et rédige une motion. A Chamalières, près de Clermont-Ferrand, le président de la FNSEA tient un simple meeting d'information en présence du préfet. A Tulle, le MODEF réunit ses adhérents dans une salle fermée, confisque les drapeaux rouges, expulse les citadins et refuse de se joindre au meeting ouvrier qui se déroule en ville.

«Si, à Argentan et à Besançon, les paysans se contentent d'un bref défilé solitaire et silencieux, dans d'autres endroits, comme Limoges, ils se joignent aux manifestations unitaires, mais les exploitants agricoles ont, dans quelques départements, recours à leurs traditionnelles méthodes d'action violente : barrage systématique des nationales dans l'Allier, le Vaucluse, les Landes; en Gironde, des dizaines de poteaux télégraphiques ont, en outre, été sciés au cours de la nuit. [...]. Il y a aussi des manifestations surprises : 1 000 paysans, venus de Cahors et de Caussac, envahissent le petit village de Cajarc, dont le maire s'appelle Georges Pompidou.

«Il y a enfin des attaques contre des bâtiments officiels : la sous-préfecture de Guingamp, le 22 (trois porcelets sont pendus aux grilles), et le 24 la préfecture de Rennes et celle d'Agen, où les paysans envahissent les locaux et allument des incendies, avant d'être expulsés par la police, qui doit s'emparer de quelques barricades. Au Puy, les manifestants, repoussés depuis la place de la préfecture, se barricadent dans les stands de la foire. Les salves concentrées de grenades lacrymogènes y créent un début de panique; un enfant de dix ans est grièvement blessé.

«A Nantes, les manifestants paysans se font particulièrement remarquer: réunis en quatre cortèges à la périphérie de l'agglomération, le 24 au matin, ils "envahissent" la ville derrière un immense calicot : "Non au régime capitaliste, oui à la révolution complète de la société !", et rebaptisent solennellement la place Royale en "place du Peuple". Certains d'entre eux n'hésiteront pas à se joindre dans la soirée aux étudiants et aux ouvriers qui attaquent la préfecture et, pendant huit heures, édifient des dizaines de barricades.»

## Les accords de Grenelle

Le 25 mai, à 15 heures, Georges Pompidou ouvre la première séance de discussions, en présence du patronat (représenté par le CNPF, dont le président est P. Huvelin) et des syndicats CGT, CFDT, FO, CFTC et CGC.

Les syndicats indiquent que les pourparlers qui sont en train de s'ouvrir ne concernent que des revendications générales, et que tout texte d'accord devra être complété par des conventions collectives à tous les niveaux. La CGT pose comme préalable l'abrogation des ordonnances sur la Sécurité sociale d'août 1967; la CFDT en ajoute un second, le dépôt immédiat d'une loi fondamentale «*sur l'exercice des libertés et du pouvoir syndical dans les entreprises*».

L'ordre du jour proposé par les syndicats CGT-CFDT est alors retenu. Les négociations vont durer deux journées marathon avec comme principaux animateurs le triumvirat Pompidou-Huvelin-Séguy.

Quel est le contenu de l'accord ? Ce sont :

- augmentation du SMIG, porté à 3 francs de l'heure, le 1<sup>er</sup> juin (on est encore loin du salaire minimal à 600 francs par mois);
- l'augmentation globale des salaires dans l'industrie privée (7% le 1<sup>er</sup> juin et 3% le 1<sup>er</sup> octobre);
- la proposition patronale de réduction du temps de travail à 44 heures;
- l'abaissement immédiat du ticket modérateur pour les soins médicaux de 30 à 25%;
- les modalités de récupération des jours de grève. Il sera fait immédiatement une avance aux ouvriers représentant la moitié du total des heures à récupérer.

Outre ces mesures financières, le succès est surtout important pour les syndicats : le gouvernement s'engage à faire voter une loi sur «*l'exercice du droit syndical dans l'entreprise*» qui prendra pour base le texte élaboré en commission par les représentants de FO et de la CFDT. La CGT s'est, quant à elle, presque totalement désintéressée de la question, mais non le rétablissement de l'échelle mobile des salaires, ni l'abolition des ordonnances sur la Sécurité sociale.

La CGT a décidé que Georges Séguy irait présenter les premiers résultats de l'accord à l'assemblée des grévistes de Renault-Billancourt le lundi 27 mai 1968, à 7 heures du matin. Partout dans les usines, les grévistes entendent à la radio les termes de l'accord conclu. Dans de nombreuses grandes entreprises, Renault-Flins, Renault-Sandouville, Berliet, Sud-Aviation, Rhodiaceta, Citroën, etc., ils votent à main levée pour la poursuite du mouvement : ils attendent que «la direction se manifeste» et accepte de discuter de toutes les revendications élaborées par les comités de grève locaux.

Mais l'attention de tous se porte sur le show radiophonique que la CGT a organisé à l'île Séguin, au centre des usines Renault-Billancourt. Depuis 7 heures du matin, 10 000 ouvriers attendent. A l'insu des journalistes

(qui ne sont pas encore arrivés), l'essentiel se joue : sur un rapport du représentant CGT, Aimé Halbeher, de l'intersyndicale de l'usine, la poursuite de la grève est décidée.

Les leaders syndicaux nationaux peuvent s'exprimer. Benoît Frachon (CGT), qui n'était pas à la dernière séance de nuit à Grenelle, parle sans papier et joue le rôle de l'avocat de la défense et rappelle 1936, et s'écrie : *«Les accords de la rue de Grenelle vont apporter à des millions de travailleurs un bien-être qu'ils n'auraient pas espéré.»* André Jeanson, de la CFDT, se félicite du vote initial en faveur de la poursuite de la grève, et évoque la solidarité des ouvriers avec les étudiants et les lycéens en lutte. On l'applaudit.

Arrive alors Georges Séguy. Il se livre à un *«compte rendu objectif»* de ce qui a *«été acquis à Grenelle»*. Au début, on entend des sifflets; à la fin, une véritable huée, qui met plusieurs minutes à se calmer. Séguy conclut : *«Si j'en juge par ce que j'entends, vous ne vous laisserez pas faire.»* On l'applaudit, et les militants PCF entonnent: *«Gouvernement populaire !»* *«gouvernement populaire !»*

### **Que déduire des événements de l'île Seguin ?**

Les gauchistes qui ont pris, sur le moment ou les années suivantes, les événements de l'assemblée de l'île Seguin pour une radicalisation de la base contre la CGT ont, une fois de plus, fait preuve de simplisme. Halbeher avait fait voter la continuation de la grève avant l'intervention de Séguy et Halbeher c'est la CGT. Mais Frachon aussi c'est la CGT; et il avait présenté les résultats comme une grande victoire. Et Séguy aussi qui présente les bien faibles résultats d'abord comme une belle avancée, c'est toujours la CGT.

Connaissant la rouerie des cadres de l'appareil CGT, on peut se dire qu'ils avaient prévu toute éventualité; si le peu présenté par Séguy passait, c'était bon. Si ça ne passait pas, la CGT avait fait voter la continuation; pas de problème, l'appareil retombait quand même sur ses pattes (et c'est ce qui s'est passé). Mais connaissant les protagonistes on peut aussi se dire que les uns et les autres, en rivalité dans les coulisses, défendaient des politiques différentes, représentant les divers courants qui triturait le PCF de l'intérieur. Quelle version est la bonne ? On ne le saura jamais.

Cependant, durant la journée à l'annonce radiophonique du meeting de Billancourt, certains militants staliniens (comme à l'Alsthom) avaient eux aussi cru que Séguy avait été désavoué à Billancourt. Par ailleurs, on a vite oublié qu'à Citroën, Krasucki, lui, s'est fait siffler par les grévistes lors de la présentation des résultats de Grenelle. Il n'en reste pas moins que la tendance, après dix jours de grève, n'est pas à la reprise. Mais les syndicats sauront prendre acte et attendre une semaine pour commencer à ordonner la reprise.



## **Charléty et après**

L'UNEF appelle à une nouvelle série de grandes manifestations pour le 27 mai dans toute la France, et organise un meeting au stade Charléty, à Paris. La CGT riposte en convoquant 12 rassemblements de quartier, «*afin d'informer la classe ouvrière et la population des résultats des négociations de Grenelle*». Elle réunit à peine 10 000 fidèles, alors qu'à Charléty 30 000 personnes écoutent les orateurs de la «gauche alternative».

Le meeting a été volontairement placé sous le patronage des syndicats dont quelques-uns des pires bureaucrates tentent une reconversion comme M. Laby, patron de la fédération de la Chimie de FO. Sont représentés, outre l'UNEF et le SNESup : la CFDT parisienne, 4 fédérations FO, la FEN, les CAL (20) et même le syndicat CGT de l'ORTF. Certains groupes politiques d'extrême gauche boudent en revanche le rassemblement, dont ils jugent les objectifs trop flous; le 22 Mars organise au même moment de petits rassemblements de quartier, avec l'aide des Comités d'action qu'il contrôle. Mais Mendès France, ancien président du Conseil et membre du PSU, est là dans la coulisse, ainsi que le Centre national d'études et de promotion, qui fait partie de la FGDS (21). Les politiciens ne prennent pas la parole; ce sont les syndicalistes qui se succèdent à la tribune et exposent leurs vues sur la révolution, la CGT, le «double pouvoir», etc., sans engager beaucoup plus que leur responsabilité individuelle ni avancer de perspectives palpables. Le rassemblement de Charléty ne constitue finalement qu'un échange, où l'on fait état de bonnes intentions révolutionnaires sans prendre aucune décision concrète et une vraie tentative de récupération et de mise en orbite d'une solution politique alternative au PCF tentant de trouver une légitimité auprès du mouvement.

La CGT reprend l'initiative et lance un mot d'ordre national, pour le mercredi 29, d'une manifestation qui doit se dissoudre devant la gare Saint-Lazare. De Gaulle part chercher des appuis en Allemagne auprès du général Massu. Les 29 et 30 mai, plus de 60 défilés, groupant plus d'un demi-million de personnes, se déroulent en province dans un climat d'unité, car la CGT a mis localement une sourdine à ses attaques contre l'UNEF. A Paris, un certain nombre d'étudiants et d'enseignants s'intègrent au cortège ouvrier, qui regroupe, de la Bastille à la gare Saint-Lazare, 350 000 personnes où tout se passe dans le plus grand calme.

Cette démonstration de force, qui pendant trente-six heures a constitué, pour certains membres du gouvernement, la hantise et le fantasme de la prise du pouvoir par le PCF, n'accouche finalement que de la relance des négociations au sein de la gauche entre la FGDS et le PCF.

### **La contre-offensive gaulliste**

Le 30 mai à midi, de Gaulle est de retour à l'Élysée. A 14 h 30, il reçoit Pompidou, et lui dit : «*Nous restons. Je renonce au référendum.*» Le Premier ministre exige que le président dissolve la Chambre des députés. A

15 heures, au Conseil des ministres, de Gaulle présente les termes de son discours et annonce : «*Après les élections, le gouvernement démissionnera.*» Pompidou vient de se voir signifier la date de son renvoi, malgré ce que lui a dit le président le matin même. L'allocution passe à la radio à 16 h 30. C'est un texte de combat où la philosophie de la participation n'a aucune place. Il s'agit avant tout d'organiser la contre-offensive.

La manifestation prévue la veille, à l'instigation des «barons» du gaullisme (22) se réunit une heure plus tard place de la Concorde. Elle compte de 700 000 à 800 000 participants et constitue le premier symbole que le vent commence à tourner. Le coup psychologique est gagné, et les partis de gauche le comprennent. Ils s'adaptent, en quelques heures, à la nouvelle situation politique et tous commencent à préparer les élections législatives.

*30 mai – 7 juin : la décrue*

### **Les premiers reculs**

Pendant les cinq premiers jours de juin, les interventions de la police sont innombrables et touchent toutes les grandes villes de France. Sont visés en priorité : les centres de chèques postaux, les recettes principales, les dépôts d'essence, les relais de l'ORTF, etc.

Les syndicats ont donné des consignes de modération : empêcher les jaunes de reprendre le travail, mais ne pas s'opposer aux interventions de la police. Il y a pourtant des incidents à Dijon, à Nancy, à Metz, à Nantes et à Rennes, où la poste centrale doit être évacuée à coups de grenades lacrymogènes.

La SNCF pose un problème particulier : on ne peut envisager de reprise sérieuse au niveau local, l'occupation par la police d'une gare ou d'un dépôt isolé ne pouvant entraîner par elle-même un résultat significatif. Pourtant, le gouvernement compte sur un effet de tache d'huile, dû à la démoralisation supposée des grévistes. Le 3 juin, à Paris, la police dégage la gare de Lyon, et, dans l'Est, les gares de Strasbourg, de Colmar et de Mulhouse. Quelques trains de banlieue s'ébranlent à Strasbourg, mais, à Mulhouse, les grévistes se couchent en travers des voies et réoccupent les postes d'aiguillage; le 3 au matin, les grévistes réoccupent pacifiquement les gares de Strasbourg et de Mulhouse : les jaunes, démoralisés, ont préféré rentrer chez eux.

Dans les PTT, même déconvenue pour le pouvoir : à quelques exceptions près, le personnel non gréviste se révèle insuffisant pour maintenir ne serait-ce que des conditions de sécurité minimales; il doit, de plus, rentrer chaque matin sous la protection de la police et les huées des grévistes rassemblés. Après bien des hésitations, le ministre avoue sa défaite et parfois rend aux piquets de grève les bâtiments évacués, contre promesse de leur part d'assurer un «*service minimal d'intérêt public*».

Force est alors d'attendre l'issue des grandes négociations en cours. Celles-ci se déroulent au siège des différents ministères; conformément aux méthodes mises au point lors des accords de Grenelle, elles prennent l'allure de véritables marathons. Dans la plupart des cas, c'est l'impasse : les syndicats exigent une augmentation substantielle de l'enveloppe financière destinée à réaliser les nouvelles mesures sociales; les ministres se déclarent incompétents.

### **La reprise à la SNCF**

A la SNCF, le gouvernement propose 1 200 millions, les syndicats veulent 200 millions supplémentaires; le gouvernement consent à un dernier effort, à condition que les organisations syndicales ordonnent la reprise du travail. Ce sera donc 1 400 millions. Les syndicats font voter dépôt par dépôt, gare par gare. Alsace-Lorraine mise à part, le vote du 4 juin donne une réponse massivement négative.

Le 5 juin dans la journée, nouvel arbitrage ministériel : la totalité des heures chômées sera considérée comme immédiatement rattrapée, car la remise en état du réseau demande aux cheminots un «*effort exceptionnel*»; aucun train n'a roulé pendant presque trois semaines, et il faut dérouiller les voies pour permettre le fonctionnement des signaux lumineux, vérifier tous les aiguillages, reconstituer les convois qui ont été dispersés à travers la France au hasard des mises en grève... Mais cette ultime «*fleur*», qui en 1968 restera unique en son genre, s'assortit d'un chantage : si le travail ne reprend pas dès le lendemain, l'arrangement est supprimé. Dans la soirée, les syndicats organisent de nouvelles consultations; celles-ci donnent des résultats divers : alors que des trains circulent déjà dans l'Est, la reprise est généralement décidée dans le Nord et à Paris; en revanche, dans l'Ouest et le Sud, les votes en faveur de la poursuite du mouvement l'emportent.

Les organisations syndicales publient alors un communiqué conjoint, qui leur permet de céder au chantage du ministre tout en maintenant l'illusion de la «*démocratie syndicale*» et de «*l'unité ouvrière*». Faisant état de résultats divergents, mais avec une légère majorité pour la reprise (alors qu'elles n'ont pas encore reçu tous les résultats), elles appellent à un arrêt global de la grève. Bien plus : «*Pour répondre au souci de coordination exprimé par de nombreux militants, les fédérations demandent aux cheminots des centres qui ont décidé de reprendre le travail d'organiser la reprise dans l'unité dès les prochaines heures.*»

Le 6 juin au matin, les délégués syndicaux ont pour tâche de liquider la grève à tout prix. On procède à un nouveau vote auprès des obstinés et, quand il est, malgré les pressions, une fois de plus négatif (c'est le cas à Nantes et en gare de Montpellier), les syndicats locaux décident quand même de reprendre, au nom de la «*discipline ouvrière*» et «*pour ne pas s'opposer au reste de la France*».

Cette technique de la reprise forcée est utilisée dans d'autres branches, et elle a pour résultat d'écoeurer les grévistes les plus engagés dans l'action. Ces derniers, dans certains endroits, déchirent publiquement leurs cartes syndicales. mais cette réaction symptomatique ne reflète souvent que l'impuissance des grévistes à prendre leur grève eux-mêmes en charge et aussi leur isolement.

### **La reprise à la RATP**

A la RATP, la reprise va être plus difficile. A la suite du refus, le 3 juin, de reprendre le travail, de nouvelles consultations sont engagées par la Régie, qui accepte quelques concessions supplémentaires : une enveloppe plus substantielle est adoptée, les congés payés annuels sont augmentés d'un jour. Le 5, on vote à nouveau dans les dépôts.

La CGT et les autonomes se déclarent sans ambages en faveur de la reprise. Le Bureau confédéral de la CGT ne vient-il pas d'estimer *«que, partout où les revendications essentielles ont été satisfaites, l'intérêt des salariés est de se prononcer en masse pour la reprise du travail dans l'unité»* ? Une minorité d'agents se prononce pourtant pour la poursuite déterminée du mouvement. Le 6 juin au matin, cinq lignes de métro, la station Nation et trois dépôts d'autobus (dont le dépôt Lebrun dans le XIII<sup>e</sup>) sont toujours paralysés. Depuis la veille au soir, de violentes discussions opposent les responsables syndicaux à une partie de leurs propres militants, soutenus par de nombreux inorganisés et les camarades liés au comité d'action Censier.

Surtout, pour contrer les récalcitrants, la CGT diffusera systématiquement des informations erronées sur la reprise dans d'autres dépôts pour faire croire que tel ou tel dépôt était le seul à vouloir continuer (23). On verra des chauffeurs monter dans leur véhicule en pleurant. Mais cela montre que les liaisons horizontales entre dépôts étaient balbutiantes et que la CGT avait la maîtrise de la centralisation.

La RATP ayant repris et la SNCF également, en région parisienne, la vie normale va pouvoir reprendre.

### **La reprise dans d'autres secteurs**

Aux PTT, dans les charbonnages, dans les aciéries de l'Est, dans les pétales, il faut presque une semaine pour négocier un accord, et du temps pour convaincre les ouvriers qu'ils doivent accepter cet accord; mais dès le 6 juin, le retour au travail est accepté par les salariés malgré des grèves sporadiques continuant quelques jours encore jusqu'à ce que la direction emploie des jaunes et des intérimaires pour briser ces ultimes grèves. Le vendredi 7 juin au soir, si la situation est encore loin d'être redevenue normale, la France n'est plus véritablement paralysée. Mais les derniers secteurs grévistes se révèlent plus résistants à la reprise en main. Ainsi, chez les instituteurs parisiens, les contestataires appellent à un meeting pour le lundi 10 au soir à la Bourse du travail. Celle-ci refuse de prêter ses

locaux. Mais, à l'heure dite, ce sont 3 000 instituteurs en colère qui exigent de se faire entendre. Le retour à la normale dans l'enseignement primaire n'interviendra que le 14 juin.

Dans de nombreux autres secteurs, comme la métallurgie, l'électronique, le caoutchouc, le conflit s'enlise : se sentant portées par la vague gaulliste, les chambres patronales refusent toute idée de convention collective nationale et prétendent, dans le meilleur des cas, s'en tenir à la stricte application des accords de Grenelle.

Le régime a pourtant remporté une victoire psychologique, pour l'opinion publique : l'essence réapparaît dans les stations-service.

### **Les blocages des dépôts d'essence**

En région parisienne, trois complexes assurent l'approvisionnement en essence : le port de Gennevilliers, Villeneuve-le-Roi/Choisy et Colombes. Dès le 21 mai, les dépôts de Gennevilliers (Mobil, Elf, Antar et SITESC) sont occupés de même que Total à Saint-Ouen, Antar à Villeneuve et Desmarais à Colombes. Le 23 mai, les grévistes tentent de prendre d'assaut la raffinerie Shell de Nanterre mais sans succès, malgré les destructions de câbles téléphoniques. Mais en fait, à l'exception de la Sitiesc de Gennevilliers, les principaux dépôts d'essence étaient protégés par des piquets très légers (Total Saint-Ouen) ou pas de piquet du tout (Antar Gennevilliers, Mobil Gennevilliers, Total Colombes). Il fut donc très facile au gouvernement de négocier une distribution réduite avec les syndicats puis de récupérer les dépôts après le 30 mai, pacifiquement la plupart du temps, ou violemment comme à BP Vitry, où les grévistes furent expulsés manu militari.

# Témoignage sur l'Alsthom Saint-Ouen

## Présentation de l'usine

Suite aux restructurations (déjà) de la construction électrique, il y avait deux sociétés distinctes dans l'enceinte de l'usine :

– Delle Alsthom qui montait les disjoncteurs de puissance en moyenne tension, essentiellement pour la distribution des centrales électriques et les grosses entreprises. 500 salariés environ 300 ouvriers, majoritairement peu qualifiés et 200 techniciens – dessinateurs – cadres, etc. Un atelier plus des bureaux.

– Alsthom Savoisiennne qui fabriquait, de A à Z, les gros transformateurs pour les centrales électriques. 1 300 salariés, environ 1 000 ouvriers, et 300 techniciens, chefs, etc.

Trois ateliers (plus des bureaux) :

\* La grosse chaudronnerie qui fabriquait la carcasse du transformateur, atelier composé d'ouvriers qualifiés, les chaudronniers;

\* Les bobinages, comme son nom l'indique, qui fabriquait les bobinages des transformateurs, atelier composé d'ouvriers qualifiés très spécifiques;

\* La plate-forme de montage qui intégrait le bobinage dans la carcasse, équipait, essayait, et expédiait, atelier composé d'ouvriers qualifiés très spécifiques.

C'était une des usines qui comptait pour les luttes ouvrières en Seine-Saint-Denis avec quelques autres comme Rateau, Babcock, etc., vers lesquelles on regardait quand cela bougeait dans la classe ouvrière.

## Avant la grève

Ça faisait déjà plusieurs semaines que la radio et la presse publiaient quelques informations sur le milieu étudiant et en particulier Nanterre. On ne savait pas trop pourquoi les étudiants étaient en bagarre, mais à l'usine, quelques copains parmi les jeunes ouvriers trouvaient sympa et avaient retenu qu'une des revendications était la levée de l'interdiction pour les garçons d'aller dans les locaux réservés aux filles (ou quelque chose comme ça). Puis ce fut la campagne de presse contre Cohn-Bendit lancée par *Minute*, l'hebdomadaire d'extrême droite qui parlait du «juif Cohn Bendit» (24) et *l'Humanité* qui parlait de «l'anarchiste allemand» (24). Ce rouquin-là d'emblée était devenu le copain d'une bonne partie des jeunes travailleurs. Il était marrant et on aimait ça; il avait tendance à faire un bras d'honneur à la morale et à brocarder ses contradicteurs, et ça nous plaisait bien. C'est là qu'un matin à côté de la place de Clichy, début mai, je me suis trouvé par hasard sur les bords d'une manifestation de lycéens. Il y avait là des milliers de jeunes et très jeunes des lycées du coin qui criaient : «*Nous sommes tous des juifs allemands.*» Je n'en revenais pas (26).

Que ce soit dans ma famille et dans le milieu ouvrier plus généralement, sans être spécialement antisémites, les réflexions sur les juifs étaient malgré tout assez courantes. Quant aux Allemands, quelque part dans les têtes, ils étaient quand même un peu les ennemis héréditaires. La propagande du PCF en était encore aux «revanchards de Bonn» et le «mort aux Boches» de la fin de la guerre 39-45 n'était pas très loin; 20-22 ans, la génération du «chacun son Boche» prôné par le PC à la Libération était encore là et bien présente; et le PCF avait une influence majeure dans la classe ouvrière (j'y reviendrai plus loin).

Et voilà que des milliers et des milliers de lycéens, par solidarité avec le rouquin, affirmaient qu'ils étaient tous des juifs allemands; et avec des drapeaux rouges ou noirs. L'antiraciste internationaliste de cœur que j'étais était médusé, c'était incroyable !

Alors que le PCF, depuis que j'étais en âge de comprendre un peu quelque chose, n'avait plus jamais rien sorti que la serpillière tricolore (c'est comme ça que les copains qualifiaient le machin à l'époque) le rouge revenait en masse et le noir des anarchistes était là aussi. De retour à l'usine, j'ai raconté aux gars de l'atelier ce que j'avais vu, tellement j'en étais estomaqué.

Mais globalement à l'usine, les histoires des étudiants étaient plutôt mal vues par les ouvriers. Le PCF matraquait sur les fils de la bourgeoisie à qui on paye des études, etc., sur ces gauchistes qui se foutaient de la classe ouvrière; et ça marchait; sauf envers une partie des jeunes ouvriers et toute notre petite bande qui avait été virée du syndicat quelques mois avant et qui avait appris très vite à détester les stalinien. Mais nous n'avions toujours aucun contact avec les étudiants et lycéens; ça ne nous venait même pas à l'idée d'avoir le lien; c'est comme ça, et de jour en jour les manifs des étudiants ont progressivement fait la Une de l'actualité; et la propagande du PCF est devenue de plus en plus ordurière sur les manifestants; «ces brûleurs de voitures» menés par «l'Allemand Cohn-Bendit» (27).

La plus grande partie des travailleurs étaient méfiants, voire hostiles aux étudiants; mais dans les couches les plus jeunes, les uns et les autres pouvaient bien raconter ce qu'ils voulaient, ça commençait à se reconnaître plus dans les étudiants qui bagarraient que dans les autres qui déversaient leur bile sur eux. Et la semaine du 6 au 10 mai, très précisément, là ça bagarrait tous les soirs à Paris, la bande de copains que nous étions a basculé complètement du côté des étudiants, mais nous étions très minoritaires; quelques dizaines, qui se connaissaient, ça voulait peut-être dire une centaine sur toute l'usine; et toujours en face la force de frappe propagandiste du PCF qui déversait tract sur tract contre les «brûleurs de voitures».

Je me souviens qu'un soir de cette semaine-là (les souvenirs sont là très précis parce que c'était la semaine qui s'est terminée le 10 mai par la nuit des barricades du Quartier latin), j'avais une réunion avec d'autres camarades de Voix Ouvrière des autres usines et je leur ai dit qu'à l'Alsthom,

nous allions faire un tract à la porte qu'on distribuerait avec des gars des ateliers. Les camarades étaient très sceptiques. Ils ne ressentaient pas encore le basculement qui était en train de s'opérer; bien sûr, tous les camarades étaient de cœur avec les étudiants qui bagarraient, mais tous se demandaient si ça n'était pas mon optimisme congénital qui me faisait surestimer les possibilités d'intervention... Fallait être prudent. Finalement le tract a été distribué à l'Alsthom, le jeudi 9 mai, à la porte par neuf travailleurs de l'usine. Je me souviens du titre «*A bas les flics, bravo les étudiants*» et de la signature «*Des jeunes travailleurs de l'Alsthom Saint-Ouen*».

Le PCF et la CGT étaient verts de rage et la petite bande de copains était très fière de son coup. C'est à peu près vers ces jours-là que nous avons commencé à voir des jeunes maoïstes autour de l'usine et dans les cafés de la mairie de Saint-Ouen, c'étaient je crois ceux du style *Servir le peuple* [journal de l'UJC-ml, organisation qui explosera après Mai 68, un groupe fondant la Gauche prolétarienne, l'autre Vive la Révolution, *NPNF*, 2010]. Ils étaient plutôt sympas et pas bêtes du tout, et très vite des ouvriers de l'usine qu'ils avaient rencontrés les avaient aiguillés vers moi. On a discuté pas mal, et eux aussi n'en revenaient pas d'apprendre que dans la classe ouvrière, il y avait quelques militants qui bagarraient depuis des années contre la bureaucratie syndicale pour la révolution, seulement voilà; ils étaient pour Staline et Mao et ça, le jeune vieux que j'étais déjà (à 25 ans, on est vieux pour les 20 ans et moins) ne pouvait pas l'encaisser. Néanmoins, on est resté bons amis avec ceux-là, les premiers qui étaient venus à l'usine. Ce ne fut pas le cas par la suite avec les différents groupes qui sont venus après la bataille (après la grève) à l'Alsthom. Mais c'est une autre histoire.

Après avoir distribué notre tract à la porte, on a tout de suite eu le contact avec d'autres jeunes ouvriers de l'autre bout de l'usine, à la grosse chaudronnerie. Jusque-là, on ne se connaissait pas. J'écris cela pour que les camarades en 2006 comprennent bien que lorsque la situation évolue, ça va très vite. Ce sont ces copains-là dont on va reparler plus loin qui ont déclenché la grève moins d'une semaine après.

C'est également ces jeudi et vendredi que quelques «vieux» ont donné des signes de sympathie, autant parce qu'ils étaient un peu admiratifs des étudiants qui bagarraient contre les CRS, que pour nous soutenir face aux staliniens. Parce que malgré leur emprise pesante sur la classe ouvrière, il y avait quand même des vieux, ceux de l'immédiat après-guerre, qui les détestaient souverainement et qui trouvaient courageux de notre part de ne pas céder à leur dictature. C'est ce jour-là, qu'un tourneur qui était-là depuis la fin de la guerre m'a raconté comment cela se passait quand cet en... de Croizat (28) était ministre du Travail.

«C'était les gars du PCF qui poussaient à battre les records de productivité. On travaillait six jours par semaine, 12 heures par jour, avec une cou-



coupure d'une heure et demie pour pouvoir dormir une heure. On dormait entre les machines.»

C'est là aussi qu'un autre ouvrier de la même génération m'a sorti pour la première fois «cet en... de Thorez (29) a dit de "retrousser les manches" et depuis y en a pas un qui a dit de les rabaisser».

Celui-là est devenu un bon copain après; mais à ce moment-là, il n'avait pas encore basculé avec les rouges.

### **La nuit des barricades**

Le vendredi 10 mai toute la nuit, c'est la radio qui a été l'élément le plus important, pour qui avait son poste ce soir-là, c'était en direct du Quartier latin où on bagarrait entre CRS et étudiants. Tout a été dit sur cet épisode-là, ça n'est pas utile de raconter. Pour ma part, je n'ai su que le lendemain, par les copains et les journaux. Mais le samedi 11 mai, il était évident que quantité de travailleurs avaient écouté la radio toute une partie de la nuit. Je n'ai jamais su si des travailleurs de l'usine étaient allés rejoindre les barricades, les événements ont été tellement rapides ensuite que personne n'a pris le temps et la préoccupation de chercher à savoir, mais dans divers milieux qui se connaissaient en ville, c'est sûr, des jeunes des milieux ouvriers étaient allés bagarrer quand ils avaient su ce qui se passait. Et surtout, la grande masse des travailleurs avait les infos en direct de la bagarre, cette fois c'est sûr les étudiants y allaient vraiment; et les CRS n'avaient pas forcément le dessus, ils y avaient laissé des plumes. Même les travailleurs les moins révolutionnaires dans ces années-là ne portaient pas les flics dans leur cœur et si quelqu'un bagarrait contre les flics, ça ne pouvait pas être vraiment mauvais.

Dès le samedi midi, on a su, encore par la radio, que la CGT appelait à la grève générale de 24 heures pour le lundi 13 mai. L'usine était fermée ce samedi-là; les contacts entre les uns et les autres quasi nuls. On n'avait pas d'autre choix que d'attendre le lundi matin.

Beaucoup de témoins «historiques» sur les tractations entre la CGT, la CFDT et FO pour cette prise de décision d'appeler au 13 mai, ont rapporté les magouilles entre syndicats; pour ce qui me concerne, je n'en sais absolument rien et comme tous les travailleurs, je n'en ai rien su. Je persiste à croire d'ailleurs que ça n'a absolument aucun intérêt. Tout comme par la suite, des historiens ont fait le lien avec des actions syndicales programmées dans les mêmes périodes contre les décrets sur la Sécurité sociale (30). De mémoire, et pour cette période-là des quelques jours où tout a basculé, ma mémoire est parfaite, ça n'a eu aucune importance. Peut-être dans les milieux syndicaux, mais pas pour les travailleurs et comme je n'avais aucun contact avec le bourbier syndical... aucun souvenir de cela.

Ce qui se passait était à un autre niveau qu'on ne peut appréhender qu'au travers de la compréhension du rôle politique joué par le PCF qui, rappelons-le encore, avait une influence de masse au travers de la CGT, sur la classe ouvrière. À l'Alsthom par exemple, depuis toujours, il n'y

avait jamais eu une autre formation ni syndicale ni politique que le PCF et la CGT jusqu'à fin 1967, date de parution du premier tract du groupe Voix Ouvrière et des exclusions et démissions de la CGT d'une douzaine de jeunes travailleurs.

Cette emprise organisationnelle du PCF sur la classe ouvrière avait deux conséquences : d'abord une extrême sensibilité aux évolutions des consciences dans le prolétariat, et en conséquence le PCF était la seule force politique capable d'endiguer une éventuelle montée de la combativité ouvrière. Un argument puissant pour s'imposer à l'Etat et à la bourgeoisie comme interlocuteur incontournable malgré les attaches avec l'URSS.

Mais aussi, pour garder cette emprise sur la classe ouvrière, le PCF (31) se devait de ne jamais se laisser déborder. Dans la décision d'appeler à la grève générale ce lundi 13 mai, c'est cela l'élément déterminant de la politique du PCF. L'état-major politique a senti le vent et a choisi de prendre les devants pour encadrer une éventuelle réaction de la classe ouvrière.

Après avoir, pendant des semaines, déversé sa propagande contre les étudiants et les gauchistes, personne dans la bourgeoisie consciente ne pouvait l'accuser d'avoir été l'initiateur, il ne prenait aucun risque à prendre les devants, l'Etat sachant très bien jusqu'où il était prêt à ne pas aller trop loin.

Le 13 mai, on s'est retrouvé à une vingtaine à la porte de l'usine, l'appareil syndical d'une part et quelques copains de l'autre. Personne ne savait ce qui allait se passer, y aurait-il grève ? Massive ou pas ? On ne savait rien. Tout s'était décidé pendant le week-end sans les ouvriers de l'usine. Il y avait des travailleurs qui rentraient comme d'habitude. Combien ? Impossible de dire... Peut-être la moitié des gars (pas plus). Mais les autres n'étaient pas là, ils étaient restés chez eux et nous ne sommes restés que quelques dizaines de militants devant la porte; pas bien longtemps d'ailleurs, parce que ça devenait vite électrique entre les staliniens et nous, et si les ouvriers n'étaient pas là, on ne faisait pas le poids.

Dans la matinée, à la réunion avec les camarades de Voix Ouvrière des autres usines pour faire le point, c'était là encore, à peu près pareil. La grève générale n'était pas un échec – autant qu'on pouvait en juger parce que nous n'étions qu'un tout petit groupe, mais ça n'était pas l'euphorie. Nous avons alors décidé de ce que nous allions faire à la manifestation l'après-midi, on ne savait absolument pas s'il y aurait la masse des travailleurs ou pas. On avait préparé une affiche «10 ans ça suffit, Bon anniversaire mon général» (32) pas signée, rien, et des pancartes pour les scotcher dessus. Nous étions tellement peu sûrs de la participation des ouvriers à la manif de l'après-midi qu'on avait décidé de ne pas les scotcher à l'avance, on verrait sur place le rapport de force avec les staliniens pour décider si on avait des chances de pouvoir nous imposer ou pas.

Pour la compréhension, il est utile d'expliquer que depuis des années le petit groupe des camarades de Voix Ouvrière bagarrait physiquement avec

les nervis du PCF pratiquement à toutes les manifestations. Ça allait de la bousculade organisée au franc cassage de gueule, mais le PCF ne digérait pas que quelqu'un puisse s'exprimer à sa gauche au nom du communisme et, comme de notre côté nous n'étions pas décidés à nous écraser, on en venait très vite aux coups, que ce soit à la porte des usines ou dans les manifestations. Donc quelques heures avant ce rassemblement du 13 mai, nous ne savions pas, et personne ne savait, si les ouvriers viendraient ou pas, et dans quelle proportion.

Cet après-midi là, à la République, une masse compacte de prolétaires des banlieues est montée à Paris, à l'évidence, une bonne partie des travailleurs qui avaient fait grève le matin, sans se déplacer à l'usine dans la majorité des cas, étaient au rassemblement l'après-midi. C'était immense.

Evidemment nos pancartes ont été déployées, noyées dans les centaines de milliers de manifestants. Il y a des signes qui ne trompent pas dans les manifestations. Quand il y a des banderoles tous les cinq mètres, c'est qu'il n'y a pas la masse des travailleurs, par contre, quand on voit très peu de calicots ou pas du tout... C'était le cas, c'est que la masse des travailleurs est là; une véritable masse humaine, et l'allure générale était la preuve indiscutable que les prolétaires étaient là, ceux qu'on ne voit qu'exceptionnellement ou jamais dans la rue. Ça ne rigolait pas, ça ne chantait pas, c'était là parce que c'était sérieux et des tréfonds de la conscience ouvrière était remontée la nécessité d'y être. Combien ? Quelques centaines de milliers, c'est sûr. Les chiffres de 500 000, voire le million, ont été avancés... aucune importance. La masse du prolétariat de la région parisienne était venue avec une seule idée en tête vraiment discernable : entre de Gaulle et les CRS d'un côté et les étudiants gauchistes de l'autre, le choix était fait.

### **Manifestation de l'Alsthom**

Ce jour-là, je suis allé à pied à la manif (il n'y avait quasiment pas de transports) par le boulevard Magenta. Il y avait des foules d'ouvriers partout. Aux alentours des gares de l'Est et du Nord, on aurait pu croire que la manifestation était déjà commencée. Un flot massif marchait vers la place de la République. Et je suppose que la situation était la même sur les autres axes menant à la place de la République.

On s'est retrouvés avec notre groupe de l'Alsthom à la manifestation. Devant, un camarade physiquement gâté par la nature, tenait un très grand drapeau rouge et on prenait toute la largeur des avenues. Le premier rang, c'était une quarantaine de camarades de l'usine et derrière, très vite, de nombreux manifestants s'étaient rangés. A la place Saint-Michel cela formait un gros paquet compact, les gens nous demandaient «Qui vous êtes ?» (on n'avait pas de banderoles, rien) et on répondait sommairement «les gauchistes de l'Alsthom Saint-Ouen». C'était vrai pour le premier rang, mais pour les milliers qui étaient derrière....

Ce qui plaisait bien aux camarades, c'était de scander «une dizaine d'enragés» avec les mains tendues vers l'avant, doigts écartés. C'était en réaction à je ne sais quel politicien qui avait parlé d'une dizaine d'enragés à propos des étudiants de Nanterre. Ça a manifesté jusqu'à Denfert pour ceux qui étaient les plus courageux, car il y avait une masse humaine partout et des tas de gens ne sont jamais arrivés au bout tellement il y avait du monde.

### **Vers la grève**

Le lendemain, donc le mardi 14 mai, il y avait une ambiance très particulière à l'usine. De ma vie, je n'ai rien vécu d'équivalent. Ça travaillait «gentiment» dirions-nous, mais tout le monde pensait qu'il allait se passer quelque chose. Ça n'était pas euphorique, personne ne disait «Faut y aller !», mais toutes les discussions tournaient autour de la manifestation de la veille. Bon nombre de travailleurs de l'usine y étaient allés, individuellement (et pour cause, les grévistes n'étaient pas venus le matin à l'usine) et il régnait dans l'atelier une atmosphère de franche camaraderie. Je crois pouvoir dire, sans emphase, que la classe ouvrière faisait surface en tant que telle. C'est le soir, en discutant avec deux camarades étudiants du groupe Voix ouvrière qui s'occupaient de la boîte de l'extérieur, que j'ai pris conscience qu'il fallait y aller, on a donc décidé que je prendrais l'initiative pour organiser une réunion le lendemain soir avec les ouvriers conscients. Et donc le mercredi 15, dès la première heure, j'ai fait le tour des gars sur qui on pouvait compter pour organiser la réunion le soir à la sortie. Où ? On ne savait pas encore; peut-être dans le parc du château, ou place de la mairie, on verrait.

Les uns et les autres, une dizaine, on a donc ramé en bouche à oreille pour demander aux gars de venir le soir. Ce n'était pas très enthousiaste, au mieux quelques gars disaient oui. Mais dans la matinée l'appareil syndical a eu vent de ce qu'on faisait et après la soupe, un tract CGT appelait à une réunion de tous les militants le soir à la Bourse du travail. Ça flottait parmi les quelques travailleurs qui nous avaient dit oui et, comme la veille, on avait prévu que le PC réagirait. On avait prévu de se faire apporter un porte-voix à la sortie de l'usine pour parer à toute éventualité. Là, on s'est donc adressé aux ouvriers qui sortaient pour appeler à aller à la Bourse du travail pour dégager des perspectives, puisque la CGT organisait une réunion, on s'y ralliait.

À la Bourse du travail de Saint-Ouen, le PC avait rameuté tout ce qu'il pouvait trouver d'inconditionnels dans l'usine. Et au pied levé comme ça, en trois heures, ils étaient une bonne quarantaine. Nous, on était huit; deux copains n'avaient pas voulu aller «au truc du syndicat». On a eu droit à un exposé de monsieur le secrétaire pour «relancer l'action revendicative» (c'est comme cela que l'appareil parlait à l'époque) et que le bureau préparait un premier débrayage de deux heures, et .. tralala.

Sitôt qu'il y a eu un blanc, j'ai coupé court. Je me rappelle à peu près les mots utilisés «Vous êtes vraiment des nuls et vous ne comprendrez jamais rien à rien, on n'en est pas aux débrayages de deux heures, il faut organiser la bagarre, occuper l'usine et monter le drapeau rouge .. et ..» Brouhaha. Et comme nous n'avions pas l'intention d'encore une fois nous étripier, on est sortis pour organiser notre coup. Là on était huit; on a passé une heure à établir le plan de bataille : objectif la grève et l'occupation. Il fallait dès la première heure passer partout où on pouvait et appeler à une réunion à 10 heures.

On pouvait dans deux ateliers sur quatre : à la grande chaudronnerie et aux disjoncteurs, là où nous avions des gars, si on démarrait, les autres ateliers suivraient. J'insistais plus que de raison sur le peu que j'avais retenu de ce que m'avait dit Pierre Bois [un des principaux dirigeants de la grève Renault – cf. son article p. 350 de ce livre, et également un des dirigeants de Voix ouvrière/Lutte ouvrière jusqu'à sa mort en 2002; sur la grève Renault d'avril-mai 1947, Lutte ouvrière a édité une brochure en 1971, pour l'essentiel écrite par Pierre Bois, *NPNF, 2010*] depuis quelques années: il fallait absolument faire voter la grève, il fallait organiser le comité de grève sans le syndicat; les gars vraiment représentatifs; et avec eux prendre la direction des opérations. Si des gars du syndicat voulaient, d'accord mais en tant que grévistes pas en tant que représentants du syndicat; sur la base un gréviste = une voix; et faire élire le comité de grève; bien expliquer que seule l'assemblée gréviste pouvait décider les orientations; les membres du comité de grève étaient là pour organiser l'application des décisions, etc.

Les autres copains comprenaient (on comprend vite dans ces situations-là). On était tous sur la même longueur d'onde, j'avais 25 ans et j'étais le plus vieux de la bande. Jamais ni les uns ni les autres, n'avions participé au déclenchement d'une grève. Et puis à quatre, on est partis à la Sorbonne voir ces foutus gauchistes, puisque tout le monde nous appelait comme ça dans l'usine; autant savoir qui c'était.

Nous sommes entrés à la Sorbonne par la place Paul-Painlevé. On ne savait même pas que l'entrée était de l'autre côté, inutile de préciser que pas un d'entre nous n'avait jamais franchi la porte d'une faculté ! Tout de suite, on a été impressionnés par le grandiose des bâtiments, il régnait un joyeux foutoir, la statue d'un type dans la cour était couverte de drapeaux rouges et noirs,... On était quand même les terriens qui débarquent sur une autre planète.

Les seuls qu'on a trouvés sur place étaient soit des gens du PSU, soit des maos toutes versions, soit des anars. Les maos, ça ne nous plaisait pas parce que leur Staline, on ne comprenait pas qu'il y ait des révolutionnaires qui se réclament du fossoyeur de la révolution. C'est avec des gens du PSU qu'on a un peu discuté. On a discuté de ce qui se passait à l'usine, de ce qu'on essayait de faire, mais on n'a pas accroché; ceux qui auraient eu

l'assentiment, c'était le groupe de Voix Ouvrière, parce que j'en avais parlé avec mes copains, mais le groupe VO n'avait pas de point organisé dans les facs (33) à cette époque, le groupe VO était uniquement dirigé vers la classe ouvrière et les usines; ce qui fait d'ailleurs, soit dit en passant, qu'il a été complètement à côté de la plaque dans la compréhension du mouvement de la contestation étudiante de 1968.

Avec la modestie, que n'ont pas eue bien des groupes politiques de l'époque, de reconnaître le fait; même si des camarades dont je suis ont analysé par la suite le fait comme une erreur importante (après coup...). La contestation étudiante, surtout ceux qui étaient en pointe à Nanterre et ailleurs, était très politique et pas du tout corporatiste; remettant en cause la hiérarchie des décideurs dominant les ouvriers, etc., toutes choses fondamentales dans la contestation de la société capitaliste. On ne refait jamais l'histoire... c'est comme cela; le groupe VO dont je faisais partie n'avait rien compris.

Et puis on commençait à être fatigués; et il fallait qu'on soit en forme le lendemain matin. Pour une fois, il fallait que tout le monde soit à l'heure. On a fini par aller se coucher. Je crois que j'ai dormi éveillé cette nuit-là. Je repassais dans ma tête tous les gars que je connaissais : ceux qui étaient d'emblée «pour»; faire vite pour voir les autres; ceux proches de l'appareil syndical... Pas la peine de discuter; untel, untel, quels arguments; sur qui on pouvait s'appuyer, de qui il fallait se méfier; etc. C'était sûr on allait déclencher le coup. Le matin, j'ai mis le grand drapeau rouge dans la sacoche et en avant.

### **Le 16 mai**

Après avoir fait le tour des quinze à vingt gars de l'atelier des disjoncteurs qui étaient les plus sûrs, la chefferie a reniflé qu'il se passait quelque chose; il a fallu jouer à cache-cache, un peu; parce que de toute façon, vu les circonstances, on ne pouvait pas s'arrêter aux détails. «*Réunion au vestiaire à 10 heures pour la suite tu en es? Faut voir*» «*Oui d'accord.. !*»

Les jeunes étaient majoritairement pour et il y avait des secteurs de l'atelier – au montage et au câblage par exemple – où il y avait une majorité de moins de 21 ans. L'Alstom Saint-Ouen était une boîte qui payait tellement mal qu'il n'y avait que des jeunes qui venaient s'y embaucher; avec un turn-over extraordinaire. Dès qu'ils trouvaient autre chose; les gars partaient; bien des travailleurs ne venaient même pas chercher leur compte.

Parmi les vieux, c'était beaucoup plus tangent; certains n'y croyaient pas; tous ceux qui étaient proches de l'appareil syndical ne voulaient pas ou ne répondaient pas. mais certains autres aussi voulaient bien si c'était vraiment sérieux; parce que «*ce n'est pas facile, tu sais*» quelques -uns des plus antistals étaient gagnés sur l'idée du comité de grève. Ça discutait, tout le monde discutait, je me souviens particulièrement d'une femme d'un certain âge (il n'y avait que six femmes dans l'atelier) qui conduisait

les ponts roulants. Je suis allé la voir. Un signe pour qu'elle me descende la ficelle. Je griffonne sur un papier «*On fait une réunion de tout le monde à 10 heures*». Elle me redescend le papier : «*Il va y avoir la grève ?*». Je lui fais oui de la tête. «*Tu viendras ?*» Oui de la tête. Je n'ai jamais eu l'occasion de discuter avec elle du pourquoi de la chose. Jusque-là, cette femme ne participait jamais à rien quand il y avait un débrayage ou une réunion. Ces jours-là, elle était pour la grève.

À dix heures, l'atelier s'est arrêté complètement; une partie des ouvriers s'est volatilisée; ceux qui n'étaient ni pour ni contre; un tiers environ, les autres se sont retrouvés aux vestiaires. Tous les «contre» étaient là; l'appareil CGT était au grand complet. On a discuté, pas beaucoup d'ailleurs; c'est moi qui ai pris l'initiative : «*les étudiants qui bagarraient; profiter de la situation pour nous les ouvriers, etc.*» Côté CGT, intervention aussi; pas méchante, mais extincteurs. «*Pas tout d'un seul coup*», «*économiser nos forces*», etc. On connaît. J'ai donc fait voter «*ceux qui sont pour l'occupation*» par là (à gauche) avec un large mouvement du bras. «*Ceux qui sont contre*» par-là avec le même geste vers la droite. Hésitations, discussions au corps à corps «*mais si, il faut y aller*», «*viens avec nous*», «*merde faut savoir ce qu'on veut*» et en quelques minutes les deux blocs étaient constitués. Pas une seule abstention; on compte 76 pour l'occupation de l'usine. 78 contre (dont tout l'appareil syndical sans aucune exception). Un jeune copain me glisse à l'oreille «*On y va quand même, hein !*», «*Evidemment, te casse pas !*»

J'ai donc annoncé qu'il y avait une réunion comme la nôtre dans les autres ateliers et donc on se retrouvait après la soupe (il était 11 h-11 h 30) avec le reste de l'usine. Il est notable, et je ne m'en suis même pas aperçu sur le coup, qu'on n'avait même pas discuté pour savoir si on était en grève ou pas. On avait discuté et voté directement sur l'occupation; il faut voir que c'était évident qu'on était en grève; toutes les caisses à outils étaient fermées, les machines arrêtées. On était en grève. Personne, ni nous ni d'autres n'a parlé des revendications, ça n'était absolument pas dans les préoccupations.

J'ai laissé les copains des disjoncteurs et j'ai foncé à la chaudronnerie; l'autre atelier où on devait démarrer. L'atelier était entièrement vide, pas le moindre coup de masse, pas même un ronronnement de poste de soudure. En fait, malgré les beaux plans qu'on avait échafaudés la veille, nos gars avaient démarré dès le casse-croûte du matin. Pas de réunion pas de vote, rien, ils avaient remonté box par box et avaient mis l'atelier en grève avec bien souvent des arguments que la morale prolétarienne réprouve du style «*Si on en a, c'est le moment de le prouver*» enfin ! Ça s'était avéré efficace. Les gars du syndicat avaient suivi.

C'était un atelier où les militants PC était bien là, mais beaucoup moins cohérents avec la politique de trahison officielle, bien qu'ils soient remon-

tés à fond contre les gauchistes. Un petit chef errait là et m'a dit que les grévistes étaient partis vers les plates-formes de montage des bobinages. C'était le secteur le plus corporatiste de l'usine. On n'y avait pas de contact et les gars étaient très imbus de leur savoir-faire. Comment allaient-ils réagir ?

Là aussi, l'atelier était arrêté mais il y avait quelques gars dans l'atelier. En fait, la matinée était passée tellement vite que tout le monde était déjà dans la cantine ou sur le chemin. À la cantine, il y avait un brouhaha épouvantable. On avait l'impression que tout le monde avait quelque chose à dire en même temps que les autres. Tout l'appareil syndical au sens le plus large était là. Notre bande aussi. Hilares les copains ! On passait partout pour dire qu'il y avait réunion de tous les ateliers devant le magasin central après la soupe.

Au rassemblement central en question, l'état-major syndical PC avait pris le virage. Il entérinait sans discuter la grève. Proclamait l'occupation de l'usine et demandait qu'on forme le comité de grève avec moitié de délégués du syndicat et moitié des ouvriers des ateliers. J'ai commencé à expliquer que ça ne marchait pas comme ça, mais je n'ai pas été suivi. C'était l'euphorie et même une partie des jeunes qui s'étaient rapprochés de nous dans la matinée ne comprenaient pas pourquoi je voulais pinailler sur la composition du comité de grève. On était en grève, on occupait l'usine, donc ça allait.

Dans les faits, autant qu'on a pu en juger après la fin de la grève, les comités de grève partout ont été cela. Un moyen pour les syndicats d'englober tout le monde en assurant leur suprématie; et partout ils n'ont été, dans les faits, que des moyens de faire passer la politique syndicale. Nulle part, ils ont été un moyen d'organisation autonome des travailleurs pour exercer le pouvoir sur leur propre grève. Ça s'appelait «*comité de grève*» mais comme le Canada dry ça n'en avait ni le goût ni la fonction. Ce qui s'est appelé «*comité de grève*» a donc été désigné et cela sans autre discussion.

Ainsi en deux heures, trois au maximum, ce jeudi 16 mai 1968, le PCF et l'appareil central du PCF avaient décidé de prendre la tête des opérations, de ne pas s'opposer aux grèves et même d'ouvrir les vannes. Ce qu'on a vu et vécu à l'Alstom s'est reproduit le même jour et aux mêmes heures dans les premières usines qui ont démarré, principalement en banlieue parisienne.

### **Le PCF en 1968**

Il faut savoir, et aujourd'hui en 2006 seuls les plus âgés des camarades peuvent en témoigner, que le PCF de l'époque était une énorme machine militante, l'immense majorité des comités d'entreprise était leur chasse gardée quasi hégémonique; toutes les banlieues industrielles des grandes villes à peu d'exceptions près étaient aux mains du PC; la ceinture de Paris, qui rappelons-le était truffée de grandes entreprises industrielles, était



leur domaine et l'appareil syndicalo-politique, bien qu'ayant perdu une partie de sa superbe des années 1945-1950, était aussi influent partout dans les grandes entreprises; celles qui comptaient pour l'avant-garde ouvrière.

Et la proximité permanente de l'appareil PCF lui permettait centralement, directement au niveau du Bureau politique de savoir exactement ce qui se passait dans la classe ouvrière et de prendre les initiatives en conséquence. Ce 16 mai 1968, le PCF au plus haut niveau a décidé de ne pas se laisser déborder par la vague ouvrière; il venait en quelques semaines de perdre toute influence dans le milieu étudiant et " les intellectuels "; il n'était pas question de subir la même mésaventure dans la classe ouvrière. À contre-cœur et la mort dans l'âme, le PCF a décidé de prendre la tête des événements partout.

Ainsi, l'Alsthom était à moins de 100 mètres de la mairie de Saint-Ouen avec pour député maire depuis des années Etienne Fajon, par ailleurs directeur de *L'Humanité*. Celui que les milieux politiques appelaient probablement à juste titre « *l'œil de Moscou en France* » ! Le lien direct, au plus haut niveau de l'appareil PCF était instantané. Et par ailleurs, il est connu que le PCF, au niveau du Bureau politique avait le lien direct avec des militants dans une dizaine de grosses concentrations prolétariennes du pays. Des militants triés sur le volet, qui étaient parfois inconnus des autres militants de l'usine, qui quelquefois même n'étaient pas dans l'organigramme des fonctions syndicales (pour être certains qu'ils ne soient pas influencés) et qui avaient pour mission de renseigner directement le Bureau politique sur les réactions dans la classe ouvrière. L'Alsthom n'était pas dans cette dizaine d'usines, mais Billancourt en faisait partie. Pour revenir à la grève, le jeudi 16 mai, nous ne savions pas que les ouvriers de Sud-Aviation à Nantes étaient en grève, avec occupation, depuis le 14 mai, et que Cléon avait démarré aussi depuis le 15 mai; on avait seulement entendu parler que les NMPP étaient en grève à Paris. Nous étions convaincus d'être les premiers.

Est ce qu'on se plaçait dans la perspective de la grève générale ?

Bien sûr que nous, nous étions quelques-uns à être pour, mais nous n'avions pas réfléchi, et ça ne nous avait même pas effleuré, de comment ça pouvait venir et comment ça pouvait se développer. Dans les quatre jours qui ont suivi, ça a été le grand mai 68 qu'il faut un peu démystifier pour comprendre les choses. Je crois me souvenir que dès le vendredi 17, l'appareil PCF a commencé à prendre le virage mais c'est surtout le lundi suivant que, la pyramide d'influence ayant agi à fond, on a retrouvé la CGT-PC partout à l'initiative, de la plus grosse entreprise à la plus petite; de gré ou de force, c'était la grève. Et dans bon nombre d'entreprises, même des grandes, les travailleurs se sont retrouvés en grève proclamée par l'appareil syndical. Je ne crois pas qu'on puisse citer d'exemples où les travailleurs se soient battus contre; parce que massivement et partout,

les ouvriers étaient plutôt pour la grève; mais dans l'immense majorité des entreprises le processus de mûrissement des consciences pour passer à une véritable attaque réfléchie du système patronal ne s'était pas fait et n'en était qu'à ses tous débuts. C'est fondamental pour comprendre l'absence totale de formes d'organisations indépendantes de la classe ouvrière en 68.

À partir du moment où le PCF avait décidé d'ouvrir les vannes, d'un bout à l'autre du pays et quasi sans débordement, la CGT est restée maîtresse du mouvement de A à Z.

À l'Alsthom, je n'ai que peu de souvenirs précis des réunions du comité de grève. Seulement quelques épisodes agités; d'ailleurs les gars les plus proches et moi-même avons rapidement pris du champ pour nous organiser indépendamment. La première décision du PC a été de faire sortir les femmes de l'usine le soir. Aucune femme, la nuit (des fois que ces sauvages d'ouvriers se conduiraient comme des porcs !). Ça situe le niveau auquel le PCF plaçait la barre en 1968 sur la question de l'émancipation des femmes. Et tout de suite, fermer les portes, tour de garde (des fois qu'on nous vole l'usine), cartes de gréviste, tampon (du CE parce qu'on n'avait rien d'autre !) et tout l'encadrement d'un appareil bureaucratique pesant; et cantine gratuite pour tous (c'est le CE qui gérait). Le soir, ne sont restés qu'environ 100 à 150 travailleurs dont notre petite bande et tout l'appareil syndical, et le chiffre n'a guère bougé pendant toute la grève; l'appareil contrôlait tout (34).

Mais pendant la journée, il a fallu prendre le contrôle de l'usine, un gars est venu nous prévenir vers 15 heures que les deux directeurs et le chef gardien étaient encore dans l'usine et on est donc partis à quatre en patrouille pour les virer. Immédiatement flanqués d'un responsable syndical. On les a trouvés vers la rue des Cateliers. L'entretien a été bref. Le stal a commencé à leur servir du «Monsieur je vous informe», il n'a pas eu le temps de finir sa phrase, un copain a lancé «C'est vous les directeurs ?» (Nous, on ne les avait jamais vus) «Alors vous avez cinq minutes pour dégager. Et le chef gardien (lui on le connaissait) on ne veut pas le voir non plus», ce qui fut fait non sans que l'un des directeurs s'adressant au stal lui demande d'assurer la garde de la sous-station électrique. A 25 ans virer les directeurs de l'usine, ça fait partie des petits plaisirs qu'il ne faut pas louper quand on peut se les offrir. Ça n'est pas grand-chose mais c'est toujours ça.

Une des réunions agitées de ce «comité de grève», ça a été quand le PCF a décidé d'enlever les drapeaux rouges des portes et de mettre les serpillières tricolores à la place. Là aussi, de mémoire, ça a été dans toutes les boîtes le même jour, bien que nombre de coins aient gardé le rouge jusqu'au bout. Le matin, les drapeaux de la porte qui donne place de la mairie avaient été remplacés. Quelle engueulade ! Le comité de grève convoqué en urgence tous les arguments classiques : «on est français,

c'est un drapeau révolutionnaire, bande de Versaillais, faut pas choquer ceux qui ne sont pas révolutionnaires. Tu confonds avec la caserne de CRS», etc. Et à un moment un stalinien, par ailleurs conseiller municipal de Fajon nous sort : *«les symboles ça s'interprète, le rouge c'est aussi ce qu'on met au cul des camions quand il y a un danger»* mais il n'y avait déjà plus que les staliniens et nous dans ce «comité de grève» car très vite, tout comme ils avaient déserté l'usine, les travailleurs avaient aussi déserté les réunions «syndicats/comité de grève». On a joué un peu à se piquer les drapeaux; et je te mets les rouges et je te remets les autres... et on met les deux; comme si ça ne voulait pas dire «vive la République!». Par contre à la porte des 27 mètres, rue des Bateliers, là il n'y a jamais eu de serpillière. Une équipe de gars s'était approprié la porte et en avait fait leur quartier général; des gars de la chaudronnerie, des bobinages, et pas mal de la petite bande. Là, on était entre ouvriers et on n'acceptait pas leurs décisions. Barbecue, grillades,... c'était un peu plus sympa qu'à l'autre porte où la cahute des gardiens était habitée par le PC.

### **Les manifestations**

Le soir, très souvent, c'est à Paris que cela se passait; et on partait de l'usine en voitures (on avait réquisitionné le stock d'essence de l'usine) pour aller aux manifs. Quand les stals nous voyaient passer, ils étaient verts.

Combien on était ? Ca dépendait quand on dormait, quelques fois une seule voiture, mais on est partis jusqu'à vingt de l'usine. Ça c'était plus passionnant que de garder les murs de l'usine. Evidemment quand on rentrait au matin, il ne fallait pas trop nous énerver. Les engueulades démarraient vite.

Dans le même temps, disons les trois premières semaines, à l'extérieur de l'usine, le lien s'était fait plus étroit avec une bande de gentlemen qui ne travaillait pas à l'usine. Qu'on avait gagné à la cause gauchiste : un secrétaire des JC de Saint-Ouen et des camarades de la ville tous originaires de Saint-Ouen plus ou moins JC ou ex-JC que mai 68 avait fait basculer de notre côté.

Autant à l'usine, entre le PC et nous, c'était la paix armée parce que s'ils avaient voulu cogner ça n'aurait pas été simple pour eux, autant à l'extérieur de l'usine, en ville c'était la bagarre. On avait mis en place un point de rencontre place de la mairie devant la banque de France (devenue depuis le centre municipal) et «Voix Ouvrière» avait lancé une publication d'agitation sur la ville qu'on distribuait sur les marchés et dans les HLM. Mais là aussi, la population au sens large n'était pas prête à participer, on avait lancé l'idée *«Pour le pouvoir ouvrier, il faut transformer la mairie en Sorbonne»*. Immédiatement l'état-major municipal a répandu partout le bruit qu'on voulait attaquer la mairie; et avec des voitures sono ils se sont mis à patrouiller en ville pour déverser leurs saloperies. Il faut se souvenir

de l'ambiance, c'était tract sur tract contre les brûleurs de voitures et les voyous gauchistes et côté ordurerie, Staline était encore bien vivant.

Mais ça ne prenait pas trop non plus auprès des habitants de la ville. Ils n'ont réuni personne à la mairie et leur mobilisation a fait plouf. En revanche, la bande des gauchistes de Saint-Ouen était déchaînée; ils distribuaient sur le perron de la mairie pour voir s'ils allaient sortir ces... Tout le mois de mai 68, ça a été cela l'ambiance à Saint-Ouen : bagarres place de la mairie, calomnies déversées en veux-tu, en voilà. Le PCF assurait le deuxième volet de sa politique vis-à-vis de l'Etat : il fallait lui pardonner d'avoir pris la tête de la grève générale dont il tenait bien les rênes parce qu'en même temps il était la force de frappe contre les gauchistes. La bourgeoisie française ne s'y est d'ailleurs pas trompée; fin 68 elle a octroyé des droits nouveaux aux syndicats.

### **Le 24 mai : retour du général de Gaulle**

Quand de Gaulle a prononcé son discours de retour, le 24 mai, les copains de l'Alsthom étaient dans la manif devant la gare de Lyon. Tout le monde a écouté religieusement son discours, et quand il en eut terminé, une immense clameur s'est élevée : «*Son discours on s'en fout*», «*Le pouvoir, c'est nous; la chienlit, c'est lui*» et on est allés se frotter aux CRS, je dirais comme chaque fois.

Nous étions une vingtaine de l'Alsthom, sommairement équipés, casques et gourdins. Ce soir-là, j'étais coupé complètement du groupe Voix Ouvrière; c'était noir de monde dans tous les quartiers autour de la Bastille, impossible de se retrouver. J'ai donc pris contact avec un groupe qui avait l'air organisé qui se trouvait là en proposant nos services. Le brave gars qui avait l'air d'avoir le commandement était complètement désespéré. J'attends encore sa réponse. Ce jour-là, ça s'est pas mal frotté avec les CRS : charge-repli-recharge... ça devenait l'habitude.

Les manifs de mai 68, ça a été cela. Ceux qui étaient organisés c'étaient les CRS, mais côté manifestants, il n'y avait aucune centralisation; alors on bagarrait comme on pouvait, en évitant d'avoir trop de dégâts; dans la plus totale improvisation. Il y a eu beaucoup de manifs à Paris en mai juin. D'ailleurs bien souvent, ça n'était pas des manifestations mais des descentes dans la rue à peu près spontanées; très souvent les soirs.

Avec les gars de la chaudronnerie, un soir on s'est trouvés dans la rue devant l'école de médecine. Les CRS tenaient la place devant l'église Saint-Germain-des-Prés mais étaient entièrement cernés. Ils avaient disposé les cars en cercle touche-touche et le front ne bougeait plus. La campagne électorale était ouverte. Il y avait les panneaux électoraux dans les rues. C'étaient de bons boucliers : deux gaillards les portaient et les autres marchaient derrière. Ce soir là, pour la première fois à Paris, je crois, les CRS ont tiré abondamment à la grenade offensive; évidemment, les gaz ne

servaient à rien quand ils étaient à contre-vent. Et comme ils étaient en cercle, il y avait forcément des manifestant à contre-vent.

Quand les premières grenades offensives ont pété, on s'est demandé ce qui se passait et très vite, souvenir de l'armée, les plus vieux ont dû expliquer que là, il ne fallait surtout pas essayer des les ramasser pour les relancer. On a donc passé quelques heures à avancer et à reculer. Je crois que ça ne s'est terminé qu'au petit matin.

### **Grenelle, Billancourt et Citroën**

Ce matin là, le 27 mai, on avait dû avoir une nuit agitée, avec deux autres copains de l'usine. On se réveille vers 11 heures, on entreprend d'aller vers la cantine pour grappiller quelque chose à manger.

Evidemment, on tombe sur la bande du PC-CGT et tous faisaient une tête pas possible, on les regarde étonnés et un gars de la CGT, un peu correct, (il y en avait 2 ou 3) nous explique avec des trémolos dans la voix que Séguy s'est fait huer à Billancourt. Ça n'a pas raté «C'est bien fait pour votre gueule» et on est allés casser la croûte. C'était donc le lendemain de Grenelle, Séguy était allé à Billancourt et Krasucki à Citroën pour présenter le résultat de leurs tractations avec le CNPF (Confédération nationale du patronat français). Les deux s'étaient fait huer et siffler autant à Citroën que chez Renault. On a su ensuite que la CGT avait déjà fait voter la grève avant que Séguy n'arrive à Billancourt. Donc, ils avaient prévu le coup et une solution de repli. mais à Citroën, il n'avait rien fait voter avant et c'est bel et bien la CGT et Krasucki qui étaient sifflés. Krasucki s'est immédiatement repris en affirmant au micro «Ça c'est ce qu'il propose, mais la CGT n'a rien signé» peut être pas; toujours est-il que dans les boîtes, c'est bien Séguy-Krasucki qui sont apparus comme s'étant fait huer à Billancourt et à Citroën.

### **Charléty**

Qui a convoqué le grand rassemblement de Charléty ? Nous n'en savions rien, et ça n'avait aucune importance. C'étaient «les gauchistes», nous étions 20-25 de l'usine à Charléty; pour une fois qu'il y avait un rassemblement vraiment indépendant et la bonne humeur tout au moins à l'aller; parce que dans le meeting, ils ont donné la parole à différents politicards dont Barjonet l'apparatchik CGT en rupture de ban depuis peu, et Maurice Labi. J'étais fou de rage; ceux qui prétendaient incarner la révolution déroulaient le tapis sous les pieds des ces salauds-là. J'ai gueulé comme un veau qu'on égorge; ça ne servait à rien mais tant pis. Parce que moi, je les connaissais les uns et les autres. Surtout Labi, avec lequel des copains de Rhône-Poulenc et moi avions eu maille à partir quelques années avant (il était secrétaire de la fédération FO de la chimie). Ce foutu réformiste partisan du syndicalisme totalement intégré à l'allemande osait parler de révolution.

Seulement mes copains de l'usine, eux, ne comprenait pas pourquoi j'étais en rogne, eux ne savaient pas qui c'était. Je n'ai pu leur expliquer

qu'après. On est repartis de Charléty pas plus avancés que quand on y était arrivés, aucune perspective, aucune lucidité, rien. À l'image de tout mai 68. Un immense mouvement de masse surtout dans le milieu étudiant; la plus grande (en surface) grève qu'ait connu ce pays, mais pas d'émergence de consciences de classe organisée, des opportunistes, des archi-staliniens faisaient figure de révolutionnaires. Version autogestionnaires, maoïstes au syndicalo-trotskyistes !

### **De Gaulle a disparu.... et revient**

Le pèlerinage du général de Gaulle (35) dans l'Est n'a pratiquement pas été discuté à l'usine. On s'en foutait complètement; et bien après, des interprétations fantaisistes ont été formulées comme quoi il serait allé auprès de son vieux copain Massu, pour se reconforter et s'assurer que l'armée était avec lui au cas où il y aurait menace révolutionnaire...

C'étaient surtout les appareils syndicaux qui développaient cela pour justifier la reculade qui s'annonçait. Il ne fallait pas aller trop loin sinon l'armée interviendrait, etc. C'est bien mépriser de Gaulle que de faire croire qu'il ne savait pas que le PCF avait la direction des opérations partout dans les usines et les quartiers, et qu'il y avait donc bien peu de risques de révolution ouvrière au point de devoir s'assurer de la fidélité de l'état-major. De Gaulle savait très bien jusqu'où le PCF était prêt à ne pas aller. Ça faisait des semaines qu'il tirait à boulets rouges sur les gauchistes, et de Gaulle savait très bien qu'il pouvait compter sur le PCF; il n'y avait pas besoin de l'armée ou de qui que ce soit d'autre. Il les avait eus comme ministres vingt ans plus tôt, et il *«n'avait jamais eu à s'en plaindre»* (la formule était de lui)

Et quand il est réapparu, qu'il a annoncé les élections générales, le PCF s'est engouffré dans l'entonnoir, immédiatement.

### **Les beaux quartiers manifestent**

De Gaulle (36) avait appelé à manifester sur les Champs-Élysées. Ça, on en a discuté à l'usine. Côté PCF-CGT, silence radio. Aucune consigne. Rien. Ce fut encore une fois preuve donnée à de Gaulle que le PCF ne voulait absolument pas la bagarre, quoi qu'il arrive. On s'est retrouvé, et à ma connaissance ça a été le cas partout, couillonnés comme deux ronds de flan.

Les copains, bien sûr étaient prêts à aller contre-manifester; pas mal de gars du PC aussi d'ailleurs, mais personne n'a pris l'initiative dans ceux qui pouvaient peut-être la prendre; surtout les chefs gauchistes étudiants, et évidemment pas le PCF non plus. On en a été réduits à écouter ce qui se passait à la radio. On était coincés. Ce jour-là, s'il y avait eu contre-manif; ça aurait été la bagarre; je crois pouvoir affirmer que la banlieue y serait allée; et pas pour courir devant les charges des CRS, enfin !

### **Armement ?**

Bien après la grève, il y a eu des «témoignages» de staliniens ou assimilés gauchistes disant que des armes circulaient. Ça ce sont des mythoma-

nes ou des fantaisistes, ou les deux. À l'Alsthom, la question a été posée par les ouvriers de la porte des 27 mètres (rue des Bateliers) de préparer du matériel pour se défendre en cas d'attaque. Immédiatement, ça a été l'engueulade avec la CGT. Pas question; et quand les gars ont demandé «Qu'est-ce qu'on fait alors s'il envoyait les CRS ?», la réponse a été claire et sans équivoque : «On ne résiste pas par la bagarre.» Les gars se sont alors demandé pourquoi ils veillaient aux portes. Si c'était pour se replier sans broncher s'il y avait une attaque, ça n'était vraiment pas la peine.

Durant tout 68, je n'ai pas entendu parler une seule fois d'armes. Et pourtant on était dans une usine en pointe dans une banlieue qui avait une certaine réputation. D'ailleurs, des armes contre qui ? L'ennemi n'était pas dans les beaux quartiers, mais dans les usines mêmes en priorité; le PCF CGT assumait son rôle de police politique de la bourgeoisie dans la classe ouvrière, (J'étais de ceux qui les considéraient comme cela à l'époque), ils avaient la direction de la grève et tenaient les rennes.

### **Les non-grévistes**

Personne ne travaillait à l'usine bien sûr, mais tous les salariés n'étaient pas grévistes. Parmi les ouvriers, à aucun moment, il n'y a eu de pression pour la reprise. Par contre, du côté des cadres et de la chefferie, il y a eu des tentatives. Vers le 10 juin, ces messieurs ont commencé à se réunir devant la Bourse du travail; sachant cela j'y suis allé un matin avec un gars de la chaudronnerie. Là, il y avait une centaine de guignols et deux ou trois gars du 2<sup>e</sup> collège de la CGT qui essayaient démocratiquement de les convaincre de ne rien faire contre la grève. Ils se débrouillaient comme des manches à essayer d'être démocrates compréhensifs alors que les autres scandaient «*Un vote, un vote !*» J'ai alors pris la parole; ce petit monde ne me connaissait pas et je ne les connaissais pas non plus. Ils m'ont écouté. Je me souviens bien de ce que j'ai raconté :

– Vous voulez un vote?

– Oui, Oui, dans l'assistance.

– Mais nous, les ouvriers, on a déjà voté. On n'est pas des girouettes et on ne va pas remettre ça. Ce que vous voulez, c'est que la grève s'arrête. Alors moi qui suis un ouvrier de l'atelier, je vous le dis en clair. À long-ueur d'année vous avez tout le loisir de travailler et nous nous travaillons à l'atelier. Alors maintenant qu'on a décidé la grève, personne ne travaille. Et s'il y en a qui veulent jouer les héros à vouloir briser la grève, c'est simple on les dégage à coups de pompes.

Et j'ai arrêté là. Ils étaient tellement soufflés qu'ils n'ont même pas eu le réflexe de gueuler. Les stals ne savaient plus où se mettre. Le copain qui était avec moi m'a fait signe pour qu'on dégage (c'est vrai que c'était un peu risqué). Et on en est restés là. On n'a plus entendu parler des non-grévistes.

## **Vers la reprise**

Ce ne sont pas les anti-grévistes qui ont poussé à la reprise; ça a été la CGT. On devait être le 15 juin (ou environ). Il n'y avait plus ni comité de grève ni quoi que ce soit, seulement la CGT et nous. Un tract CGT a annoncé que le comité exécutif CGT organisait un vote pour ou contre la continuation. Vote à bulletins secrets en faisant voter tout le monde évidemment, grévistes et non-grévistes. On s'est engueulé sérieux, mais le vote à bulletins secrets a eu lieu, massivement encadré par les «militants du syndicat». La masse des travailleurs étaient venus (à peu près la moitié de l'usine). Certains militants du syndicat n'étaient pas fiers du tout...

Mais à la surprise générale, la majorité était pour continuer la grève. Même dans les conditions où c'était fait, il y avait une majorité de grévistes. On a donc continué. Mais il était évident qu'un peu partout, les usines reprenaient le travail. Le périmètre de la grève générale commençait sérieusement à rétrécir. La technique du PCF et des syndicats après les accords de Grenelle qui avait été de saucissonner la grève en autant de grèves particulières qu'il y avait d'entreprises en ouvrant des négociations usine par usine, portait ses fruits et, à mesure que chaque patron lâchait quelques bricoles, la CGT appelait à reprendre.

Au total, Alsthom Saint-Ouen avait été en grève cinq semaines. C'est alors le lundi 24 juin que, le moral général n'y étant plus, la CGT a appelé à cesser la grève. Cela s'est passé devant les bureaux à l'intérieur de l'usine. Là, il y avait du monde. Il n'y a pas eu de vote, rien. Seulement un discours fleuve du chef du syndicat. Quand il a eu fini sa lessive, avec le groupe de copains, je suis monté sur le perron, les staliniens ont coupé la sono; ça gueulait contre eux en bas. J'ai donc parlé sans micro dans un silence total.

Contrairement à ce que disait la CGT, nous n'avons pas gagné la grève. Ceux qui avaient accepté le jeu électoral contre la grève générale étaient responsables de l'échec. Il faudrait recommencer dans les combats à venir en tirant les leçons de ce qui venait de se passer. Et sans entrain, tout le monde est reparti vers les ateliers.

### **Le comité d'action RATP**

Le 22 mai, trois travailleurs de la RATP se présentent à Censier. Ils recherchent des étudiants pour former un comité d'action (CA). L'un d'entre eux a fait les barricades avec les étudiants (c'est un jeune) mais tous trois sont poussés par le désir de «faire quelque chose», ce qui leur paraît impossible à l'intérieur des organisations syndicales de la «Retape».

Dès le lendemain, le comité est constitué. Les problèmes sont nombreux, du fait que les 36 000 travailleurs sont extrêmement divisés géographiquement : 22 dépôts d'autobus, 17 ateliers, 14 têtes de lignes de métro, sans compter les sous-stations. On décide de commencer par rédiger un tract (qui sera distribué le 24 mai par les étudiants) appelant les cama-



rades désireux de travailler dans un comité d'action à se rassembler. Ce tract est modéré : on n'y aborde pas le problème des syndicats.

Des travailleurs de divers dépôts et lignes viendront nous rejoindre au cours de la semaine suivante (Balard, Ligne de Sceaux, Nation 2 et 6, Lebrun). Les principales discussions, qu'un souci «tactique» très discutable nous retiendra d'exposer dans nos tracts, portent sur les problèmes suivants:

- Comment forcer le barrage que les syndicats opposent à la communication (entre travailleurs et étudiants, etc.) selon le vieil adage «diviser pour régner» ?

- Comment mettre en lumière la vraie nature de la grève que les syndicats, spécialistes du marchandage de la force de travail du prolétariat, veulent à tout prix maintenir dans des limites revendicatives ?

- Comment organiser la solidarité avec les grévistes sur un autre mode que celui de la charité ou du «geste spectaculaire» ?

- Analyse dénonciatrice du rôle des syndicats, que leur mode d'organisation hiérarchisée condamne à n'être que des instruments du pouvoir.

- Comment le prolétariat doit-il s'organiser pour prendre en main son destin sans déléguer à quiconque ses pouvoirs (cf. les comités de base de Rhône-Poulenc) ?

Au cours de la semaine, nos actions resteront bien en deçà des thèmes de discussion parce qu'il nous faudra avant tout chercher, longtemps sans succès, à multiplier les contacts. Ce dont la vocation était de se transformer rapidement en comité de liaison restera un comité d'action d'une trentaine de membres, fonctionnant en circuit fermé.

Les travailleurs prennent la relève de la distribution des tracts pour éviter les heurts qui se multiplient entre étudiants et délégués soucieux d'éviter «toute provocation». Pour les mêmes raisons discutables, nos tracts resteront eux aussi en deçà des thèmes de discussions, ils portent sur:

- Information : il existe un comité d'action RATP.

- La tentative de faire jaunir les jaunes en ironisant sur la «liberté du travail».

- Le refus des revendications dérisoires et le rappel des revendications minimales (qualitatives, et non quantitatives).

Les accords de Grenelle, l'annonce de votes prochains dans les dépôts, la diminution numérique des piquets de grève laissant présager une reprise immédiate vont accélérer notre action. Le 4 juin, distribution d'un tract appelant à la poursuite de la grève, rédigé sur l'initiative des travailleurs des terminus Nation 2 et 6.

Devant les dépôts, les chiens de garde syndicaux redoublent de vigilance: en leur absence, les contacts sont nombreux, fructueux et fraternels, dès qu'ils sont là les choses se gâtent : au dépôt Hainaut, ils accusent deux

camarades de la ligne de Sceaux (dont l'un compte douze ans de service) d'être des agents provocateurs n'ayant jamais appartenu à la RATP et les font foutre à la porte par les travailleurs qu'ils ont trompés. (Détail savoureux : ces camarades sont, ou plutôt étaient syndiqués à la CGT.)

Le lendemain, une cinquantaine de travailleurs se présente à la Bourse du travail, 15, rue Charlot, pour se renseigner sur les résultats du vote du réseau et la réunion intersyndicale qui venait de s'y tenir. On leur interdit l'entrée à coups de poing (la CGT n'a pas lésiné sur les calomnies, d'ailleurs contradictoires, pour tenter de justifier l'action des «travailleurs manuels «qui gardaient les portes : nous étions payés par les Américains, par la police, par le gouvernement, par la CFDT, etc.). On rédige aussitôt plusieurs tracts qui seront distribués le soir même :

– Le premier dénonce l'accueil réservé aux travailleurs par la CGT et ses gros bras, les manœuvres d'influence des votes et le truquage des résultats quand l'influence était insuffisante, l'utilisation malhonnête du monopole de fait des moyens de communication entre travailleurs grâce auquel les syndicats s'apprêtaient à faire reprendre le travail contre la volonté de l'ensemble des travailleurs.

– Les autres, signés par ceux qui étaient décidés à continuer la grève malgré les menaces de la CGT (qui avait annoncé qu'à partir du lundi 6 juin à 8 heures, elle ne couvrirait plus les grévistes) appelaient les camarades à prendre dans chaque terminus et dépôt des décisions semblables.

Le jeudi 6 juin, malgré l'ordre des syndicats, la grève continue dans divers dépôts. Dès que le fait est connu, les syndicats délèguent leurs «huiles» pour mettre bon ordre à cette situation intolérable. Malgré le titre historique de *L'Humanigaro* du 6 («*Reprise victorieuse dans l'unité !*»), on apprend bientôt que la reprise a été laborieuse à Gonesse, Ivry, Les Lilas, Croix-Nivert, Clichy, Montrouge, Lebrun, Nation 2 et 6, etc. Les tentatives de redébrayage se sont multipliées, un peu partout les travailleurs se sont regroupés en vue d'une action.

C'est ainsi que, le vendredi 7 juin, une cinquantaine de camarades du dépôt Croix-Nivert se réunissent (dans un bistrot, malgré l'invitation d'un camarade de Lebrun à se rendre à Censier, car, influencés par leurs délégués, beaucoup répugnent encore à contacter ouvertement les «*gauchistes et les provocateurs étudiants*»). Devant la violence des questions et des réponses de leur base, deux délégués CGT venus défendre les positions merdeusement (la suite l'a prouvé) électoralistes de leur syndicat, décident, quand leur position est devenue intenable, de se retirer sous prétexte qu'on fait de l'antisindicalisme (attitude du curé vertueux qui, devant un blasphème, se bouche les oreilles : «*Je préfère ne pas entendre ça*»). On est libres alors de se transporter à Censier. Résultat de la discussion : convocation par tract d'une assemblée générale des travailleurs de la RATP pour le lendemain.

Le tract est distribué pendant toute la matinée du samedi 8. L'assemblée

se réunit; les travailleurs du dépôt des Lilas annoncent qu'ils viennent de se mettre en comité ouvrier (ou comité de base, ou conseil ouvrier, ou soviet, ou conseil des travailleurs, etc.). On constate que partout le processus a été le même : quand les grévistes n'ont pas voté la reprise à contre-cœur sous la pression syndicale, les délégués, truquant les résultats globaux, ont donné l'ordre de reprendre le travail au nom de l'«*unité de la classe ouvrière dans la lutte*» (un exemple : Lebrun s'est prononcé à 80% pour la poursuite de la grève, mais un curieux lapsus fait annoncer par la CGT, dans les autres dépôts, que Lebrun est à 80% pour la reprise). Dans ces conditions une relance de la grève paraît possible, mais nous ne sommes pas assez nombreux; on rédige donc un nouveau tract, appelant à une nouvelle assemblée générale pour le lundi 10 juin.

Lundi 10 juin : succès presque complet, 11 dépôts, 9 lignes et 1 atelier sont représentés. Chacun raconte le déroulement de la grève sur sa ligne ou dans son dépôt : les faits sont décidément les mêmes partout; c'est le manque de liaison entre les travailleurs qui a permis de tromper les grévistes et de les mettre en échec. On décide de former un comité de liaison groupant deux camarades de chaque dépôt. Au cours des débats visant à l'organisation des travailleurs en comité d'action débouchant sur la formation de comités de base et pendant que les camarades du comité de liaison s'étaient retirés dans une autre salle pour rédiger un tract appelant à cette forme d'action, une autre tendance se manifesta : un certain nombre de camarades, en majorité des jeunes, se déclaraient fatigués des «palabres» et réclamèrent «*une action immédiate, reprise ponctuelle de la grève dans certains dépôts par les plus décidés qui devaient réussir sans peine à entraîner tous les travailleurs*». Cette tendance, qui n'était pourtant pas incompatible avec l'autre, finit cependant par l'emporter dans une certaine confusion qu'on peut rendre responsable d'un double échec.

– d'une part les tentatives d'organisation, fondées sur le constat du rôle des syndicats, furent laissées au second plan alors qu'elles auraient été positives;

– d'autre part, la reprise ponctuelle de la grève ne put avoir lieu car, prises dans l'enthousiasme d'une assemblée de 400 ou 500 personnes, bien des résolutions ne résistèrent pas à l'épreuve de la réalité.

## Conclusion

### Le pari stalinien

Un des faits les plus marquants de mai-juin 68 est l'attitude qu'ont prise le PC et la CGT après la première semaine de grève : noyer le mouvement naissant dans le flot d'une grève déclenchée et contrôlée. Bien que l'histoire et principalement la reprise de juin aient donné raison à la stratégie du PC et de la CGT, c'est-à-dire qu'il n'y a pas eu, ou peu, de débordements, le risque était réel (et est toujours réel) qu'un mouvement de grève générale libère des énergies qui peuvent échapper à ses initiateurs.

Quels ont été les éléments d'analyse qui ont permis, le 17 mai, que soit prise la décision de lancer la grève générale ?

Le mouvement de grève qui débute le 14 mai chez Claas et à Sud-Aviation se propage ensuite à Renault Cléon, puis fait tache d'huile mais reste minoritaire quantitativement (200 000 grévistes le 17 mai) mais aussi qualitativement. Bien sûr, les données précises manquent mais la grève n'est pas majoritaire dans les entreprises où elle éclate surtout en termes de participation des grévistes.

Même si dans de nombreux cas (exemple phare de Cléon) ce sont des jeunes ouvriers décidés qui lancent l'action, ils sont souvent rejoints par des ouvriers plus anciens, souvent militants de la CGT. Pour résumer, une grève minoritaire mais qui bénéficie de la passivité bienveillante des autres ouvriers des entreprises concernées. Néanmoins, le mouvement est déjà ascendant et il augure de potentialités (voir plus loin les exemples donnés à propos de l'action du CATE Censier).

Des contacts se sont noués avec des éléments extérieurs et plein d'entreprises sont prêtes à entrer en grève, ce qu'elles feront d'ailleurs entre le 18 et le 21 mai. Sauf qu'à ce moment, la grève générale lancée à la SNCF, la RATP et dans les secteurs clés où l'appareil PC-CGT est hégémonique les fait disparaître de l'avant-plan (sauf à proximité géographique). Donc, la décision de la CGT a été prise en temps opportun, a agi comme contre-mouvement préventif. Bien sûr, aucun ouvrier ne s'est plaint d'avoir été mis en grève par les troupes PC-CGT (en Seine-Saint-Denis, par exemple, le 18 mai au matin) mais dans ces entreprises-là, il n'y aura dès le début que peu de grèves «actives» mais une occupation légère contrôlée par la CGT.

Mais revenons au 17 mai. La CGT, de par son implantation nationale, ses centaines de milliers de militants, dispose de beaucoup plus de capteurs que quiconque pour apprécier la situation après le 13 mai.

D'abord, il y a la faiblesse temporaire de l'exécutif dont, à tour de rôle, une des deux têtes est absente (Pompidou du 3 au 10 mai en visite en Afghanistan, puis de Gaulle du 14 au 20 mai en Roumanie) et les intérimaires ne sont pas aussi compétents : ils n'ont pas vu venir la crise étudiante et

ils n'ont pas réussi à pacifier la situation qui culmine le 10 mai, lors de la nuit des barricades. La retraite intelligente de Pompidou, le 11 mai (réouverture de la Sorbonne, libération des emprisonnés) qui joue sur le manque de rebond du mouvement étudiant (ce qui arrive en fait) est interprétée par la population et surtout la classe ouvrière comme une défaite du pouvoir – de ce pouvoir qui semblait presque invincible, omnipotent.

Les étudiants ont montré qu'on pouvait y aller et que cela payait, y compris en utilisant la violence contre la police. Police qui, à Paris, garde la maîtrise de la situation et évite les trop grosses bavures. Pour beaucoup d'ouvriers, y compris les militants CGT, c'est le moment d'en profiter. Les manifestations du 13 mai, si elles sont un succès, masquent un peu la participation à la grève plus inégale. Mais elles permettent que des milliers d'ouvriers, même superficiellement, soient au contact des étudiants et entendent une autre musique que les rengaines des manifestations syndicales «traîne-savates».

Depuis le début de l'agitation étudiante, le PC, dont les effectifs universitaires de l'UEC ont été laminés depuis 1965, n'a pas soutenu le mouvement (c'est peu dire, voir l'article de G. Marchais dans *L'Humanité* du 3 mai) et a essayé de le freiner le plus possible. Peine perdue et au contraire le PC est encore plus discrédité. Mais du secteur universitaire, peu lui chaut. En revanche, si un mouvement du même type éclate et se développe en milieu ouvrier, alors là c'est un autre problème, c'est l'existence même du PC, et dans une moindre mesure de la CGT, qui peut être menacée. Et, malheureusement pour les staliniens, c'est ce qui semble arriver; la grève démarre en dehors de toute consigne syndicale et se propage. Alors qu'au début (voir l'exemple de l'Alsthom), les staliniens font la sourde oreille ou s'opposent aux velléités autonomes, après le 17 mai, c'est la volte-face. Le bénéfice est double :

– La grève lancée devient sa propriété, Les militants CGT qui veulent profiter de l'occasion sont rassurés, et vis-à-vis du gouvernement et de l'Etat, le couple PC/CGT se justifie comme garant du maintien de l'ordre et maître des destinées du «troupeau ouvrier».

– L'opération, dans sa première phase, a réussi : le danger «gauchiste» en milieu ouvrier a été écarté. Il faut maintenant, en maintenant et contrôlant la pression, obtenir des avantages de l'Etat et du patronat pour favoriser la reprise.

Les faits donnent raison à cette vision, même si le rejet des accords de Grenelle, dans la plupart des entreprises, le 27 mai, semble l'infirmier. Semble, car à y regarder de plus près, le mouvement reflue dès le 3 juin et la tendance deviendra irréversible après la reprise de la SNCF et surtout de la RATP après le 6 juin, et même si le point de non-retour ne sera atteint que le 14 juin, malgré les événements spectaculaires de Renault-Flins et Peugeot-Sochaux et les diverses reprises arrachées au forceps par la CGT, il ne restera ensuite que les sympathiques jusqu'aboutistes.

Quelles peuvent être les raisons de ce succès de la reprise ?

D'abord, dans les secteurs clés qu'elle contrôle (SNCF, EDF-GDF, mines), à l'exception de quelques contre-exemples marginaux, la CGT a réussi à arrêter ce qu'elle avait commencé. Ensuite, la grève n'avait pas été voulue par l'immense majorité des grévistes qui n'y participaient pas : il n'y avait aucune raison qu'ils se transforment, au jour de la reprise, en grévistes enragés (là encore sauf contre-exemple de Peugeot-Sochaux où les ouvriers qui avaient voté la reprise repartirent en grève pour s'affronter aux CRS. Mais si ce fut une victoire d'organisation militaire payée de la mort de deux ouvriers, cela ne déboucha sur aucune velléité d'autonomie politique des ouvriers).

Après plus de deux semaines de grève, la lassitude se fait sentir à l'extérieur des entreprises : la peur de l'inconnu, le saut de la paye; tout cela fait basculer les modérés, les hésitants du côté du retour à la normale. Enfin, dans les rares endroits où les ouvriers se sont organisés et sont décidés, la rouerie, les pressions amicales ou plus fortes, la démoralisation seront les partitions que les solistes PC CGT joueront à merveille en s'appuyant sur la faiblesse des expériences d'autonomie ouvrière...

### **L'autonomie ouvrière**

Il peut paraître facile après coup de planter son capteur à autonomie ouvrière dans un mouvement et de décréter qu'il n'y avait pas, ou très peu, eu d'exemples. Mais c'est malheureusement la seule méthode pour balayer les illusions (que l'on paye toujours, tôt ou tard) sur la pratique et les qualités d'un mouvement. Regrettons, au passage, que ceux qui auraient été le plus à même de faire cela il y a 38 ans – et nous pensons aux camarades impliqués dans le CATE Censier – ne l'ont pas fait et même s'ils ne se sont pas bercés d'illusions triomphalistes, ils n'ont pas porté plus avant le fer de la critique des limites du mouvement. Outre la faiblesse quantitative (37) des mouvements faisant preuve d'autonomie vis-à-vis des syndicats – tous les syndicats car pendant un temps en mai-juin 68, la CFDT a joué une partition dissonante vis-à-vis de la CGT pour mieux récupérer les énergies basistes et accroître sa place au soleil du syndicat d'Etat –, s'y ajoute une faiblesse qualitative due principalement à l'inexpérience des militants et des ouvriers multipliée par la nature même de mai-juin 68 : une immense grève passive.

Nous examinerons plus loin l'expérience du CATE Censier qui se rapproche le plus de la tendance à l'autonomie ouvrière, c'est-à-dire le fait que des groupes d'ouvriers s'organisent eux-mêmes contre les partis et les syndicats en comités de base ou d'action (peu importe le qualificatif) et soient capables d'agir sur la grève, relier les conditions particulières aux conditions générales du capitalisme et penser leur pratique comme politique. Si de tels cas ont été rares en mai-juin 68, en revanche deux avatars ont surgi à la même époque : l'Autogestion (qui débouchera en 1973 sur

la grève chez Lip à Besançon) et la mythification des «comités centraux de grève».

### **L'autogestion, mythe et réalité**

On a commencé à parler beaucoup d'autogestion en 1968. Si cela correspondait au programme du PSU, de certains anarchistes ou sous le vocable de «contrôle ouvrier» aux trotskystes, ce concept qui signifie littéralement exploitation des exploités par eux-mêmes, dans la plupart des cas, il s'est agi surtout d'assurer, par les ouvriers eux-mêmes, des productions indispensables (38), ou de maintenir en état l'outil de production (39), ou d'assurer le ravitaillement ou l'approvisionnement d'essence (40). A Clermont, dans l'Oise, le personnel de l'hôpital psychiatrique applique de lui-même la semaine de 40 heures en cinq jours. Des actions plus élaborées ont lieu à l'observatoire de Meudon et à celui du Puy-de-Dôme où un «Conseil d'autogestion» est créé. Les chercheurs et les techniciens réfléchissent pour améliorer les méthodes de gestion et de travail en groupe; ceux de Saclay iront dans le même sens. En fait, dans ces cas, le haut niveau de qualification du personnel et l'habitude du travail en équipe favorisent les essais. La tentative la plus poussée «d'autogestion», ou du moins telle qu'elle a été présentée, aura lieu à la CSF de Brest, où la CFDT est le syndicat le plus important.

### **Autogestion – CSF – Brest (41)**

Depuis 1962, un millier d'hommes et de femmes travaillent dans l'usine CSF (électronique) de Brest. La CFDT y est largement majoritaire : elle regroupe 83% des ouvriers contre 17% à FO.

Le 20 mai 68, les locaux sont occupés. Aussitôt, les militants CFDT organisent des groupes chargés du dépannage urgent, de l'animation, du ravitaillement, des finances, etc. Des liens sont établis avec des paysans de la région qui aident au ravitaillement. On pratique le crédit en faveur des grévistes (le conflit ne se termine que le 24 juin). Dans les ateliers, on projette des films, des diapos et l'on organise des débats avec des gens de l'extérieur : à plusieurs reprises, des militants de l'UNEF sont invités à venir s'exprimer et à participer à ces débats; des enseignants font une conférence sur l'éducation sexuelle. Des membres de la direction peuvent aussi venir prendre la parole.

Au-delà des revendications classiques, la CFDT réclame la création de commissions ouvrières. Elle met en place une de ces commissions, composée de membres de la direction et de 12 salariés qui rédigent des rapports sur : l'information du personnel, sa participation à la gestion de l'entreprise, les conditions de travail, etc. Certains grévistes pensent un moment à remettre l'usine en marche. Le projet échoue car les circuits financiers sont bloqués et, de plus, l'armée (le plus gros client) n'accepterait jamais.

Il n'y a donc pas eu de réelle autogestion à Brest, tout au plus une amorce de cogestion

Surtout cette autogestion ne concernait vraiment que les ingénieurs (par rapport à la direction) ou les techniciens (par rapport à la direction ou aux ingénieurs) mais la majorité des ouvriers ne voulaient que fuir le travail et ne pas se considérer comme travailleurs productifs. Pour conclure sur ce bref rappel (parce qu'on imagine plus, aujourd'hui, quelle importance disproportionnée a été donnée ne serait-ce qu'à l'autogestion brestoise), il ne s'est agi que principalement de maintenir et préserver l'outil de travail, pour bien souvent, anticiper le retour à la normale. Et quoi de plus beau que ces ouvriers qui savent faire aussi bien que le patron... sans lui ?

### **Les comités centraux de grève**

L'exemple le plus connu et le plus mythifié est celui de Nantes. Depuis les manifestations du 24 mai, le préfet s'est barricadé dans la préfecture, où la majorité des employés sont en grève. La police n'apparaît plus sur la voie publique; la municipalité est en crise, puisqu'une partie de ses membres vient de se déclarer démissionnaire. Le Comité central de grève (en fait l'intersyndicale CGT-FO-CFDT) (42) s'installe alors à l'hôtel de ville et assure des services tels que les pompes funèbres ou l'état civil. En fait, le Comité central de grève pallie les urgences que ne remplissent plus les services étatiques. Le 27 mai, le Comité central de grève fête sa récente formation en organisant un défilé de 50 000 personnes; le 31, il appelle à une nouvelle manifestation et 30 000 personnes répondent encore à son appel. mais, dès le 3 juin, il décide de rendre à la municipalité les fonctions politiques qu'il exerçait, évacue l'hôtel de ville et installe la plupart de ses services au siège des syndicats d'agriculteurs. Symbole du temps, le préfet reprend aussitôt le contrôle de la distribution de l'essence.



## Les comités d'action

On ne peut, dans le cadre de ce texte, retracer l'histoire des comités d'action apparus après le 10 mai. (...). En revanche, on peut revenir sur le plus intéressant (43), le Comité d'action travailleurs étudiants (CATE) dénommé aussi comité d'action Censier, de la faculté où il s'est réuni du 12 mai au 16 juin 1968.

Dès sa constitution autour d'une poignée de camarades, le futur CATE s'isole des groupuscules gauchistes et décide d'intervenir dans les entreprises en vue de développer les liaisons (et les actions) entre travailleurs eux-mêmes et les étudiants ou militants extérieurs. Les principaux animateurs sont des inorganisés mais aussi des militants de (la librairie) La Vieille Taupe, et peu après du GLAT.

Les premiers jours sont consacrés à la distribution de tracts et à l'établissement de contact avec les ouvriers, en espérant ensuite créer des comités d'action dans les usines alors que la grève n'en est qu'à ses balbutiements. Ainsi, la Fnac Châtelet (contacts le 17, création d'un comité d'action le 21 mai), puis le BHV (avec création d'un bulletin commun *La Base*), l'imprimerie l'Illustration à Bobigny le 17, Frimatic à Puteaux, Dassault à Suresnes, Decauville à Corbeil, Thomson Houston à Bagneux, le 17, l'Imprimerie Lang (XIX<sup>e</sup>) et surtout les NMPP (Paris-Réaumur et Bobigny), Rhône Poulenc à Vitry qui avec Citroën-Balard et la RATP dépôt Lebrun (XIII<sup>e</sup>) seront les endroits où le CATE aura le plus d'influence.

Les premières actions du CATE accompagnent donc les premières grèves ou velléités de grève avant le 18 mai, date où la CGT décide de lancer la grève générale pour noyer le mouvement. Témoignages précieux qui montrent l'existence d'une faible minorité d'ouvriers (en moyenne 10% par entreprise, selon Baynac) prêts à y aller sans s'appuyer sur les syndicats.

A Citroën (XV<sup>e</sup>), grâce à des contacts personnels, le CATE présent, dès le 18 mai, participe au démarrage de la grève le lundi 20 mai. Ne négligeant pas les immigrés qui constituent 60% de l'effectif, il distribue un tract en quatre langues (espagnol, portugais, arabe et serbe) appelant à la grève et à son organisation. La grève n'étant pas acquise, la CGT les laisse agir (ils poussent à l'occupation de l'usine) et reprend ensuite leurs revendications. Mais dès le 21, la grève acquise, la CGT tient les portes et les empêche physiquement d'entrer dans l'usine (44). Mais les contacts continueront à l'extérieur. Le CATE développera plusieurs actions de contacts entre ouvriers des différents sites Citroën (Levallois, Saint-Ouen, Nanterre) en faisant un travail en direction des foyers d'immigrés de la banlieue (45). Lorsque le 22 juin, la CGT négocie la reprise avec la direction de l'entreprise, le CATE réussira à entraver celle-ci pendant deux jours.

Conscient des limites de la grève générale après le 18 mai, le CATE diffusera plusieurs tracts appelant «à transformer la grève passive en grève

*active*», mais, hormis Rhône-Poulenc à Vitry, où la participation à la grève atteint les 50% (46) et où le CATE a une influence certaine (bénéficiant, il est vrai d'une CFDT plus «basiste» et hostile à la CGT); il réussit ainsi à réunir dans l'usine, le 24 mai une assemblée de 300 ouvriers et, le 28 mai, à s'opposer à une tentative de la fédération CGT de faire reprendre le travail (47). Les résultats sont décevants et il n'y a pas d'écho en faveur de cette «*transformation*». Mais c'est la nature du mouvement qui est en cause : avant le 18 mai, lorsque la grève a démarré en dehors des consignes syndicales confédérales, la grève était presque partout minoritaire (à des degrés divers) et les ouvriers décidés n'étaient pas tous tentés de faire plus que de voter la grève et de rentrer chez eux ou de participer aux manifestations; après le 18 mai, lorsque la CGT a réussi à imposer la grève, la majorité des ouvriers n'y étaient pas hostiles mais préféraient rester chez eux.

Outre le travail sur la région parisienne, le CATE se pose, dès le 20 mai, le problème des contacts en Province : dès le 21 mai, des équipes sont envoyées à Troyes (vers l'industrie textile), Dijon, Metz et Montpellier. C'est l'occasion aussi de nouer des contacts avec des agriculteurs pour assurer le ravitaillement des comités d'action et du CATE.

Par ailleurs, le CATE crée un comité inter-entreprises qui se réunit à Nord-Aviation à Châtillon, le 28 mai, pour coordonner les efforts des comités d'action d'entreprise et diffuser un tract «*Défendons notre grève*». Il se réunira quotidiennement ensuite et réunira des militants d'une douzaine d'usines de la région parisienne (48). L'objectif, début juin, est de s'opposer à la reprise poussée par la CGT.

La reprise à la RATP, entamée le 6 juin, devient un enjeu déterminant pour le CATE. Le lundi 10 juin, 400 salariés de la RATP (sur 36 000 salariés) se réunissent à Censier, appelés par le comité d'action RATP pour organiser la continuation de la grève. Il s'agit de contrer l'offensive CGT qui repose sur des pressions sur les grévistes et le monopole de l'information et si nécessaire le mensonge ou le coup de poing. Malgré cela, le 10 juin, 11 dépôts de bus sur 22, 9 lignes de métro sur 14 et un atelier sur 7 poursuivent la grève et des représentants se réunissent à Censier. Malgré l'enthousiasme de cette AG, les énergies, faute de perspectives, se délitent rapidement et, hormis le dépôt Lebrun qui continue le baroud d'honneur, la reprise est gagnante le 12 juin. La fin de la grève à la RATP précipite la fin du CATE qui évacue Censier le 16 juin (49).

Baynac, dans son livre, ne donne pas de chiffres détaillés sur les participants au CATE, mais on peut approcher celle-ci : environ 500 participants, des militants ouvriers dans une douzaine d'usines (au moins 5 par usine) et des contacts dans une trentaine d'autres, une influence certaine dans quelques entreprises (Rhône-Poulenc, RATP dépôt Lebrun) et une volonté ténue de favoriser l'auto-organisation.

## La question de la violence

Un autre aspect mérite d'être questionné, celui de la violence.

Voici les principaux services de répression à l'œuvre en cette année 1968. Police de la Préfecture de police (PP), Compagnie républicaine de sécurité (CRS), gendarmes mobiles, les deux premiers corps armés de matraques et «bidules» (taille d'un manche de pioche), boucliers, grenades lacrymogènes, les derniers (gendarmes mobiles) utilisent leurs mousquetons (coups de crosse), parfois des inspecteurs de police en civil pour faire du renseignement, des provocations ou aider aux arrestations en flagrant délit, le tout coordonné et commandé par un ou des commissaires de police.

Tous ces corps de répression ont l'habitude de nettoyer les rues des contestataires de tout poil, ouvriers, étudiants, démocrates et sans trop de difficultés quand il s'agit des démocrates manifestant contres les guerres, par exemple (Indochine, Algérie, Vietnam).

Le 3 mai à 3 heures 35 : le commissaire du V<sup>e</sup> arrondissement reçoit un message de quatre lignes de la Préfecture de police qui va entraîner les premiers affrontements du Quartier latin : «Le recteur de l'Académie de Paris, président du conseil de l'université, soussigné, requiert les forces de police de rétablir l'ordre à l'intérieur de la Sorbonne en expulsant les perturbateurs.» Le «requérant» est le recteur de l'Académie de Paris : M. Roche.

Ce 3 mai, les forces de répression en voulant nettoyer la Sorbonne de quelques centaines de militants syndicaux et gauchistes qui se laissent embarquer sans opposition, ont, par contre rencontré autour de la Sorbonne une résistance inhabituelle : une demi-douzaine d'heures de caillassage des flics, quelques affrontements directs (peu), quelques jets de bouteilles d'essence dans tout le Quartier latin et le quartier Saint-Germain.

C'était parti pour plusieurs semaines d'affrontement.

Cette première journée est déjà à l'image de ce qui va suivre : des jeunes qui se reconnaissent plus ou moins dans des leaders autoproclamés et les organisations syndicales : Union nationale des étudiants de France (UNEF), Comité d'action des lycéens (CAL), syndicat national de l'enseignement supérieur, (SNESup), et politiques : les groupes gauchistes (trotskystes, anarchistes, maoïstes) de peu d'influence dans les 7 semaines de bagarres qui vont agiter les mois de mai et juin. La jeunesse révoltée va utiliser ce que les militants leur proposent et non créer sa propre ligne politique et sa propre organisation : journal (*Action*, par exemple), structures (comités d'action par exemple) mais ceux-ci investissent ces moyens au point d'empêcher qu'apparaisse une vraie discussion sur une ligne politique et les discussions et affrontements qui vont avec, entre autres sur les problèmes de répression et d'autodéfense du mouvement. Une majorité recherche la cohésion au détriment de la clarté. Chaque comité, chaque

groupe de jeunes prolétaires, et souvent chaque membre d'un comité fait ce qu'il veut.

Aux manifestations quasi quotidiennes chaque groupe de quartier, chaque petit groupe de jeunes y va plus ou moins de son côté et, miracle de la confiance mutuelle et de l'ambiance politique du moment entre manifestants, dès les premiers affrontements les plus décidés ou les plus expérimentés se mettent aux premiers rangs, derrière on dépave, on fabrique des projectiles (certains arrivent avec des munitions, cocktail-molotov, etc.) et contre les charges policières les pavés volent, des voitures sont retournées en guise de barricades. Les blessés sont nombreux et souvent graves dans les moments de panique où les manifestants refluent en pagaille et les flics tapent à tour de bras sur des dos et des crânes retournés, ou les manifestants au sol ou quand tel ou tel manifestant est isolé mais quand ça tourne bien, souvent nous arrivons à faire reculer la flicaille et c'est eux qui ramassent leurs blessés.

## **Que reste-il de mai 1968 ?**

Sur le plan de la condition ouvrière, une augmentation de 10% minimum des salaires; qui a été reprise ensuite par l'inflation en deux ou trois ans, et une augmentation très conséquente du SMIG (salaire minimum) de 35% Mais il faut savoir que le SMIG était très peu pratiqué dans l'industrie et qu'il était très en dessous des salaires réels. Par contre, nombre de petites entreprises, et surtout les ouvriers agricoles ont été concernés. Et pour l'immédiat, après 68, c'est à peu près tout. On ne peut pas dire que la reconnaissance et les droits syndicaux à l'entreprise (loi du 28 décembre 1968) et les facilités données aux syndicats soient des acquis de la classe ouvrière. Lors de la grève en mai 68, les ouvriers ne se sont pas opposés à cette revendication, mais c'était une revendication des appareils syndicaux, pas des travailleurs.

Cela s'est traduit par une intégration supérieure des syndicats à l'Etat avec des délégués syndicaux nommés par l'appareil, des heures, encore et encore pour le fonctionnement de leur appareil, etc. Et si cela a permis, ce qui n'est pas négligeable, dans nombre de petites entreprises la formation de sections syndicales qui n'existaient pas jusque-là, cela englobé dans l'évolution générale des syndicats vers une intégration à l'Etat plus poussée, a été bien peu de chose en positif pour la classe ouvrière.

Par contre, dans les années qui ont suivi 68, partout, il y a une diminution importante du temps de travail; pas seulement due à la grève, mais un peu quand même.

Renault faisait 48 heures avant 1968; une boîte comme l'Alstom Saint-Ouen 47 heures et demie et c'était le régime, un peu partout dans les usines. Sans compter le travail supplémentaire du samedi qui portait couramment la semaine à 55-56 heures de travail. En quatre ou cinq ans ensuite, les horaires étaient descendus autour de 40 heures «effectives». Les patrons n'ayant jamais digéré que, légalement, le temps de casse-croûte des ouvriers en équipes, soit compté dans le temps de travail, les horaires réels sont descendus le plus souvent autour de 42 h. N'oublions pas que, dans les années après 1968, le travail en équipes, s'est largement développé.

Le vrai acquis de 1968 pour notre classe a été ailleurs. Cela a été la naissance, partout, dans toutes les usines, de minorités de travailleurs en rupture plus ou moins avec l'appareil syndical. Là, il y avait quelque chose de changé et dans les dix années qui ont suivi, disons la décennie 70, des grèves importantes ont échappé, en tout ou partie à l'appareil PCF-CGT et il y en a eu de grandes grèves ces années là.

### **De 1968 à... 1971**

Le paradoxe de mai-juin 68 c'est qu'en fait il n'éclatera comme mouvement présentant des signes autonomes que dans les années suivantes : vague de grèves du printemps 1971 (dont l'exemple phare est la lutte des

OS à Renault Le Mans), 1972 Girosteel, Penarroya, Le joint français, Alstom, Chausson, etc., jusqu'en 1974 avec la grève des PTT et celle des banques.

A peine trois ans après mai-juin 1968, il y a eu une vague de grèves au printemps qui fut peut être l'expression de l'autonomie ouvrière que mai 68 n'avait pas vu surgir ou très peu.

À la Pentecôte 1971, il y avait des dizaines d'usines en grève dans le pays, partout avec l'hostilité déclarée de l'appareil CGT-PC. Pas question cette fois de chevaucher par la généralisation. La presse et la télévision ont observé un black-out complet sur ces grèves; la télévision avait été purgée en 1968 et les journaux qui avaient été accusés en 1968 d'avoir fait trop de place au démarrage de la grève n'en parlaient pas (50).

Partout, on retrouvait les minorités de prolétaires qui s'étaient révélées en 1968, minoritaires certes, mais déterminantes en 1971.

Le journal *Lutte ouvrière* (qui avait succédé au groupe *Voix ouvrière* dissout), écrivait dans l'un des éditoriaux au printemps 1971 qu'une avant-garde ouvrière était en train d'apparaître dans les usines qui permettait tous les espoirs.

C'était vrai.

Le véritable acquis de mai-juin 1968 pour les ouvriers se situe là; ensuite ces minorités d'ouvriers qui auraient pu constituer l'ossature de vrais comités ouvriers révolutionnaires se sont égarées dans la nature et dans le syndicalisme. Certaines, à la CFDT qui avait semblé plus gauchiste que la CGT en 1968, et même à la CGT qui avait commencé d'arrêter les exclusions de «gauchistes» à partir de 1974, mais, au contraire, leur proposait des postes dans lesquels ils se sont engouffrés en croyant qu'ils arriveraient à changer la nature contre-révolutionnaire du syndicalisme dans la mesure où ce serait eux qui exerceraient les responsabilités. Ce sont eux qui sont devenus des syndicalistes, et pas les syndicats qui ont changé de nature. Bon nombre sont allés à la LCR ou à L.O et chez les maos, et la plus grande partie ne sont allés nulle part.

## **Mouvement Communiste**

## Notes

1. Comme ceux sur la violence «ouvrière» qui magnifient les exemples de Renault-Flins et de Peugeot-Sochaux, ou ceux sur l'auto-organisation qui exaltent les «comités centraux de grève», etc. mais aujourd'hui, trente-huit ans après, il n'en reste rien dans les publications récentes sur les luttes ouvrières.

2. Participation plus forte en région parisienne qu'en province.

3. Témoignage recueilli à propos de Paris Austerlitz.

4. Delale et Ragache signalent le cas de la première usine occupée, Wisco à Givet, dans les Ardennes, où le patron refuse depuis avril d'appliquer une convention collective régionale : *«Les ouvriers ripostent par une série de débrayages sans résultat. Le 9 mai, par surprise, ils décident donc d'occuper l'usine : à 2 heures du matin, les piquets de grève prennent position. Le patron fait alors appel à deux pelotons de gendarmerie et à un huissier. Pour toute réponse, les grévistes se barricadent dans le bâtiment (des syndicalistes CFDT, CGT et FEN viennent en cortège les soutenir). Le face-à-face dure deux jours. Craignant des incidents, le préfet obtient du patron l'application de la convention. Victorieux, les premiers "occupants" de mai rentrent chez eux le 10 mai, à 21 heures 30.»*

5. Pour plus de détails, [mondialisme.org/spip.php?article243](http://mondialisme.org/spip.php?article243).

6. L'usine est récente (1958), implantée en zone rurale où les industries traditionnelles (textile à Elbeuf) sont en perte de vitesse. Elle occupe 5 200 salariés, dont 750 CDD. Le taux de syndicalisation est de 18%% (moyenne nationale 22%%). Il y a 11%% d'immigrés et 1 600 moins de 25 ans. La majorité des ouvriers sont OS, et il y a 95 salaires horaires diférents ! L'usine fabrique des moteurs et des boîtes de vitesses.

7. Construite en 1952, l'usine de Flins, qui recrute surtout dans des régions rurales, est réputée pour sa maîtrise dure. Surtout, c'est ici que Renault a mis au point le principe du salaire au poste, avant de le généraliser à tous les établissements. Selon ce principe, un ouvrier est payé en fonction du poste qu'il occupe, et non pas de sa qualification. Le salaire au poste a donc un double effet : division à l'infini des situations particulières des ouvriers, et pouvoir renforcé de la maîtrise qui peut changer un ouvrier de poste comme brimade ou promotion. L'usine emploie environ 10 500 personnes en début d'année et 12 300 en fin d'année. 1968 est également marqué par le passage en 2x8.

8. Selon Aimé Halbeher (*Regards* n°34, avril 1998 «Un début modeste dans la "forteresse ouvrière"») : «Chez Renault, le mouvement de grève a démarré le 16 mai au matin à Cléon, puis à la succursale du Mans. A Billancourt, informés par les radios de ce qui se passe, on appelle à un meeting dans l'Ile Seguin, nous nous retrouvons un millier sur 35 000 travailleurs de l'entreprise. On occupe l'Ile Seguin à un millier. On occupe pour la nuit mais on ne décide pas à la place des gars, on occupe pour évi-

ter le lock-out patronal. Dans la nuit, plusieurs centaines de salariés nous ont rejoints après avoir mesuré l'évolution du mouvement à la radio. Le 17 au matin, à 6 heures, on ouvre les portes aux équipes qui prennent le travail et on se donne rendez-vous pour un meeting dans l'Île Seguin, à 10 heures. Il y a beaucoup de monde. La CGT est très majoritaire dans l'usine, mais on a tout de suite cherché l'union. Dans la nuit, on a joint FO et la CFDT et on a appelé ensemble à la grève.

### **Une grève massivement votée chaque matin**

On n'a pas appelé à la grève générale illimitée mais à la grève reconductible avec occupation, avec vote des assemblées générales chaque matin. C'était une démarche nouvelle. On a décidé, le vendredi, d'occuper le week-end pour donner le temps à la direction d'ouvrir les négociations sans perturber gravement la production. On a créé des comités de grève par départements et par ateliers, chacun devant établir son cahier de revendications. La direction ne donne pas signe de vie. Le lundi, nouveau grand meeting, les trois organisations syndicales proposent de poursuivre la grève reconductible, elle est votée massivement chaque matin.

### **Jours chauds pour la première rencontre ouvriers-étudiants**

*La première nuit, les radios avaient répercuté le mot d'ordre des étudiants à se rendre dans les usines pour fraterniser avec les travailleurs. Nous avons appelé les étudiants à ne pas venir. Nous ne voulions donner aucun prétexte à une intervention policière. Ces étudiants n'ont pas compris que nous leur refusions l'entrée. C'était la première rencontre ouvriers-étudiants. Je suis certain que, si nous avions laissé rentrer les étudiants, les ouvriers le lendemain ne seraient pas rentrés occuper l'usine avec nous.*

*Dans ces jours chauds de mai, nous sommes souvent allés en délégation à Nanterre. J'ai même invité Sauvageot à débattre place Nationale sur les thèmes de "pouvoir ouvrier" et "pouvoir étudiant". Ils ont refusé ce débat, mais ils en ont organisé un où je me suis rendu, en pleine nuit, il y avait un monde fou. Sauvageot n'était pas présent. J'ai expliqué les droits que nous avons déjà chez Renault et que leurs mots d'ordre de cogestion n'apportaient pas grand-chose de plus que nous ne connaissions déjà et que tout ça n'était pas très révolutionnaire. On a eu des débats comme ça tout le long de la grève.»»*

9. En 1968, Billancourt emploie 38 230 salariés.

10. Voir note 8.

11. Voir M. Seidman, *The imaginary revolution*, p 169.

12. Rappelons qu'à cette époque le travail du samedi (ou d'un samedi sur deux) est monnaie courante.

13. Les militants du CATE Censier conscients de ce problème appelleront dans leurs tracts «à la grève active»», ce qui prouve qu'elle ne l'était pas, active.

14. Voir Delale et Ragache, *op. cit.*, p. 89.



15. MODEF : Mouvement de défense des exploitations familiales, syndicat agricole très proche du PCF.

16. Souvent présenté comme le pendant toulousain du 22 Mars de Nanterre.

17. CNJA : Centre national des jeunes agriculteurs, syndicat d'agriculteurs, né du syndicalisme chrétien, en 1957, souvent proche du PSU.

18. A noter qu'aucun manifestant ne s'est intéressé à la Chambre des députés.

19. *Op. cit.*, pp. 99-100.

20. CAL : Comités d'action lycéens, créés en décembre 1967.

21. FGDS : Fédération de la gauche démocrate et socialiste, rassemblement électoral autour de la SFIO, du Parti radical-socialiste, et de divers groupes «de gauche» dans le prolongement de la candidature Mitterrand de décembre 1965.

22. Debré, Malraux, Mesmer, Guichard, etc.

23. Témoignage oral.

24. Dans le numéro du 2 mai 1968.

25. Dans le numéro du 3 mai 1968.

26. Un camarade m'a fait remarquer que le slogan «*Nous sommes tous des juifs allemands*» a été lancé plus tard lors de l'expulsion de Cohn-Bendit. Pourtant, je suis sûr que la manif dont je parle a bien eu lieu avant la grève...

27. C'est dans *L'Humanité* du 3 mai que G. Marchais dénonce «*l'anarchiste allemand Cohn-Bendit*» et raille «*les "révolutionnaires [...] fils de grands bourgeois [...] qui rapidement mettront en veilleuse leur flamme révolutionnaire pour aller diriger l'entreprise de papa et y exploiter les travailleurs*».

28. Ambroise Croizat (1901-1951) ministre stalinien du «Travail et de la Sécurité sociale» sans interruption de novembre 1945 à mai 1947.

29. Maurice Thorez (1900-1964), secrétaire général du PCF (1934-1964), ministre d'Etat puis vice-président du Conseil de novembre 1945 à mai 1947.

30. Journées d'action communes CGT-CFDT-FO contre les ordonnances de réforme de la Sécurité sociale du 21 août 1967 (de Gaulle, président de la République;; Pompidou, Premier ministre) qui ont chamboulé l'architecture de la protection sociale. Jusqu'alors unifiée, la Sécurité sociale a été éclatée en branches autonomes (maladie, vieillesse, allocations familiales).

La représentation majoritaire des salariés au(x) conseil(s) d'administration (deux tiers des sièges) a été balayée au profit du patronat (paritarisme) et l'élection des administrateurs par leurs mandants a été remplacée par une nomination par décret. La même ordonnance a augmenté la part des dépenses demeurant à la charge de l'assuré (ticket modé-

rateur), la fixation de cette part relevant depuis d'un décret (gouvernement) et non plus de la loi (Parlement). Le rôle des mutuelles a été limité.

31. Quand on parle du PCF en ces temps-là, cela veut dire la formation en tant que telle de son instrument dans la classe ouvrière : la CGT.

32. Ça faisait exactement dix ans, jour pour jour, que de Gaulle était aux commandes depuis le «coup d'Alger» du 13 mai 1958.

33. Cette information est inexacte en ce qui concerne la Sorbonne, puisque Voix ouvrière y a tenu un stand régulièrement en mai-juin 1968, mais peut-être pas ce jour-là (*NPNF, 2010*).

34. Durant toute la grève, il y a eu 560 cartes de grévistes distribuées, c'est-à-dire 560 travailleurs (sur 1 800 à l'effectif) qui sont venus au moins une fois. Il faut savoir que la carte de gréviste donnait accès aux aides dans les mairies, à la gratuité de la cantine, etc.

35. De Gaulle, en perte de vitesse après l'échec de sa conférence télévisée du 24 mai, part chercher des appuis auprès du général Massu, commandant en chef des forces françaises en Allemagne, à Baden Baden, le 28 et revient le 29 mai.

36. En fait c'est Malraux, Debré et quelques barons du gaullisme qui ont organisé la manifestation du 30 mai.

37. Selon Seidman, à peine 10%% des entreprises en grève avaient des contacts avec des «gauchistes» ou plus exactement avec des militants extérieurs hors PCF.

38. A Fontenay-aux-Roses, où la pile Triton est laissée en marche pour fournir des radio-isotopes aux hôpitaux.

39. Chez Péchiney, à Noguères, pour éviter d'endommager les fours d'alumine.

40. A la raffinerie de pétrole de Grand-Couronne, près de Rouen, l'essence est distribuée par le comité de grève qui établit lui-même les priorités.

41. Repris de Delale et Ragache, p. 94.

42. Comité central de grève autoproclamé par les fédérations et ne comprenant pas de militants désignés par les usines occupées.

43. Voir le livre de Jacques Baynac, «*Mai retrouvé*», Robert Laffont, 1978.

44. Voir le témoignage de Freddy Perlman, militant américain présent à Paris en mai 1968, et intervenant sur Citroën, dans Freddy Perlman & R. Grégoire. «*Worker-student action committees. France May '68*» Black & Red, février 1969, p. 23 et suivantes.

45. En dehors de Citroën, la CATE essaiera d'organiser les immigrés italiens, portugais et marocains en faisant un travail en direction des bidonvilles de la région parisienne (Nanterre, Champigny). Par ailleurs, des contacts seront établis avec la *Lega Studenti-Operai* de Turin.

46. Selon Baynac, p. 223, les grévistes sont organisés en 39 comités de base (un par bâtiment); ils élisent un comité central de grève de 156

membres révocables à tout moment. La CGT, tout en y participant, maintient un Comité exécutif habilité à discuter avec la direction.

47. Honnêtement Baynac reconnaît (p. 225), que le 30 mai suite à la contre-offensive gaulliste, la victoire du 28 mai se révèle éphémère.48. Nord-Aviation Châtillon, CSF et CET Malakoff, Otis Levallois, RATP Paris XIII, PTT Paris, Rhône Poulenc Vitry, Sud-Aviation Suresnes, Hachette Paris, Schlumberger Clamart, Thomson Houston Bagneux, BNP siège Paris, Inter Bâtiment Paris.

49. Le Comité interentreprises continuera à se réunir jusqu'à l'été 1969 et se dissoudra par refus, entre autres de se transformer en organisation politique.

50. Par exemple, le 20 mai 1968, *France Soir* a sorti quatre éditions successives suivant de près l'évolution de la généralisation de la grève avec les titres suivants : «*Grève dans la métallurgie*», «*Les grèves s'étendent*», «*Deux millions de grévistes*» et «*La France en grève*».

Ce dernier article faisait partie d'un dossier intitulé «Mai 68, dix ans après» paru dans *Combat communiste*. (*Ni patrie ni frontières*)

\*\*\*

## **De profonds changements au sein de la classe ouvrière**

x La grève générale de mai 1968 est la première grève générale d'importance comparable à celle de 1936 qui ait touché la France depuis la «Libération». Aucune grève d'une telle ampleur ne s'est reproduite dans les dix dernières années. Pour tous les travailleurs qui ont vécu mai 1968, il est certain que, même si la grève générale ne s'est pas terminée par une victoire, elle a montré la force et l'efficacité de cette puissante arme des travailleurs. Il est beaucoup plus facile aujourd'hui d'expliquer dans les entreprises que seule une riposte globale aux plans du patronat pourrait le faire reculer que dans les années qui précédèrent 1968 où une telle idée semblait vraiment utopique, y compris pour de nombreux travailleurs combatifs. Mais mai 1968 a eu bien d'autres conséquences dans la classe ouvrière : les formes de lutte radicales apparues en mai (ou qui étaient apparues de façon sporadique auparavant) se sont depuis étendues : la grève avec occupation ; l'élection de comités de grève, la contestation anti-hiérarchique. Des centaines d'entreprises, depuis dix ans, ont fait redémarrer la production au profit des travailleurs à l'exemple de Lip, montrant ainsi leur mépris de l'ordre et de la propriété des patrons, reprenant à leur compte des idées et des formes d'action qui avaient été discutées, sans pouvoir être appliquées, en mai 1968.

De profonds changements qui s'étaient produits dans la classe ouvrière entre 1945 et 1968 se sont révélés seulement après mai 1968 :

– l'entrée massive des femmes dans la production (qui constituent aujourd'hui 40% des travailleurs, surtout dans les banques, les assurances, etc.) a provoqué une participation croissante des femmes aux luttes dans les entreprises. La CFDT signalait qu'en 1976, sur 200 luttes importantes, 70% étaient des luttes dans des boîtes de femmes. Ce n'est pas par hasard que le CGT et la CFDT ont tenu ces deux dernières années des réunions spécifiques pour discuter des problèmes des femmes travailleuses. Les bureaucraties syndicales sentent que les femmes travailleuses constituent une fraction de la classe ouvrière en sommeil qui, lorsqu'elle se réveillera vraiment, risque de donner du fil à retordre à ceux qui veulent maintenir la paix sociale dans les entreprises.

– Les travailleurs immigrés, dont le nombre atteint aujourd’hui plus de 3 millions, participent activement et déclenchent de nombreuses luttes dans les secteurs d’OS (ouvriers spécialisés) : Pennaroya, Câbles de Lyon, Peugeot, Chausson, foyers Sonacotra, etc. On peut dire que presque toutes les grèves importantes chez Renault depuis 1968 ont été lancées par les OS, donc par les travailleurs immigrés. La participation croissante des OS aux luttes, notamment dans la métallurgie, est inséparable de la radicalisation des travailleurs immigrés qui occupent la majorité des postes d’OS dans les usines.

– Les cols blancs, notamment les employés de banque, qui s’étaient peu manifestés dans les luttes avant 1968 et étaient considérés comme une catégorie modérée et (ou) privilégiée, ont montré à plusieurs reprises depuis dix ans que le patronat n’a pas réussi à les intégrer comme il le désirait.

– Enfin, la parcellisation des tâches, la mécanisation des tâches, la division du travail de plus en plus poussée dans les usines comme dans les bureaux ont amené une petite minorité de travailleurs à refuser partiellement ou en bloc le travail : ce qui se traduit par une augmentation de l’absentéisme, l’utilisation du travail intérimaire, et le fait d’alterner le boulot et le chômage. Même si cette forme de contestation du travail salarié est le fait d’une minorité de jeunes, en général sans enfants ou famille à charge, elle a eu tendance à croître depuis dix ans. Il est évident que si la crise s’accroît, ce phénomène ne reculera pas car le chômage (ou l’intérim) pour une minorité ne sera plus un «choix» mais une obligation (1).

*Combat communiste*, mai 1978

1. Précisons, pour que les choses soient bien claires, que le chômage ne vient pas du travail de quelques milliers de jeunes révoltés, mais de la crise du capitalisme qui oblige des millions de travailleurs à vivre dans la misère.

## Depuis septembre 2002

### *Ni patrie ni frontières a publié*

N° 1 : Sur l'URSS – Elections 2002 – Nouveau parti «anticapitaliste» – Lutte ouvrière (2002), 7, 5 €

N° 2 : Famille, mariage et morale sexuelle (2002), 7, 5 €

N° 3 : Que faire contre les guerres ? (2003), 7, 5 €

N°4/5 : États, nations et guerre; Grèves de mai-juin (2003), 10 €

N° 6-7 : Les syndicats contre les luttes ? – Athéisme et religion (2003)

N° 8-9 : Anarchistes et marxistes face à la question juive, au sionisme et à Israël (2004), 10 €

N° 10 : religions, athéisme, multiculturalisme, citoyennisme, «islamophobie» et laïcité (2004), 7, 5 €

N° 11-12 : Terrorismes et violences politiques (2004), 10 €

N° 13-14 : Europe ? Référendum ? Démocratie ? (2005), 10 €

N° 15 : «Quand les jeunes dansent avec les loups» – Tracts – Analyses – Témoignages (2005), 7, 5 €

N° 16-17 : «Rêve général» – Tracts, interviews et analyses du mouvement contre le CPE (2006), 10 €

N° 18-19-20 : Dieu, race, nation : mythes mortifères (2007), 10 €

N° 21-22 : Offensives réactionnaires : Sarkozy – Blairisme – Banlieues et guérilla urbaine – Trotskyistes et obsessions électorales – Questions noires en France (2007), 10 €

N° 23-24 : Justice sociale contre démocratie occidentale (2008), 10 €

N° 25-26 : Sans-papiers – Venezuela – Précarité (2008), 10€

N° 27-28-29 Gauchisme post-moderne – Iran, Israël, Venezuela – Sans-papiers – Insurrectionnisme (2009) 12 €

#### **Brochures**

– Emma Goldman et la révolution russe (2002, 4 €)

– La révolution russe : L. Goldner, C. Harman, M. Martin (2002, 4 €)

– Voltairine de Cleyre, militante anarchiste-féministe (2002, 4 €)

#### **Livres**

– Compil' 1 : «*Question juive*» et antisémitisme, sionisme et antisio-nisme (anthologie), 2008, 336 p., 10 €

– Compil' 2 : *Islam, islamisme, «islamophobie»* (anthologie), 2008, 344 p., 10 €

– Compil' 3 : *La Fable de l'illégalité : les sans-papiers aux Pays-Bas, les limites de l'altermondialisme et de l'écologie* (recueil d'articles), 2008, 360 p., 10 €

– Compil' 4 : *De la violence politique* (anthologie), 2009, 300 p., 10 €

- Compil' 5 : Religion et politique (anthologie), 2010, 400 p. 12 €
- Loren Goldner, *Demain la Révolution* (recueil d'articles) tome 1, 2008, 12 €
- *Encyclopédie anarchiste* : La Raison contre Dieu (anthologie), 484 p, 2010, 12 €
- *Restructuration et lutte de classes dans l'industrie automobile mondiale* (recueil articles d'Echanges et Mouvement 1979-2009), 230 p, 2010, 6 €

**Abonnements et commandes** : Tous les prix incluent les frais de port. Certaines revues sont épuisées mais nous pouvons les envoyer en format PDF par mail ou les photocopier. Les articles les plus intéressants sont repris dans les «compil'». **L'abonnement coûte 28 € pour 3 numéros (simples, doubles ou triples) et 54 € pour 6 numéros (idem).** – Site mondialisme.org – Contact : écrire à Yves Coleman (sans autre mention) 10, rue Jean-Dolent 75014 Paris ou bien yvescoleman@wanadoo. fr

Livres imprimés sur des papiers labellisés  
FSC  
Certification garantissant une gestion durable de la forêt  
Dépôt légal 4<sup>e</sup> trimestre 2010  
Achévé d'imprimer sur les presses du  
Centre Littéraire d'Impression Provençal  
Artizanord n° 203  
42, boulevard de la Padouane – 13015 Marseille  
[www.imprimerie-clip.com](http://www.imprimerie-clip.com)  
N° d'impression 07100227